



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

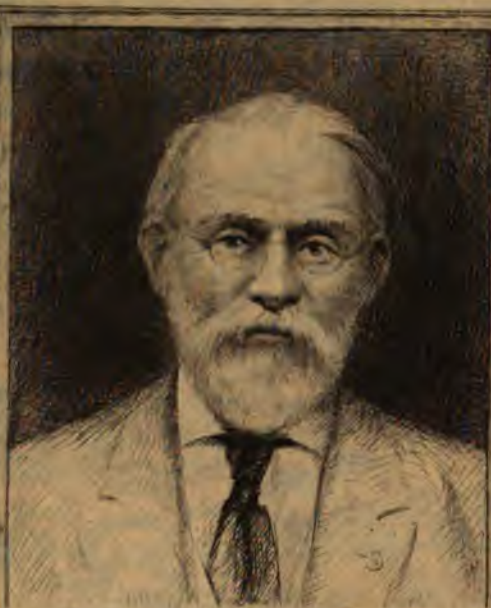
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

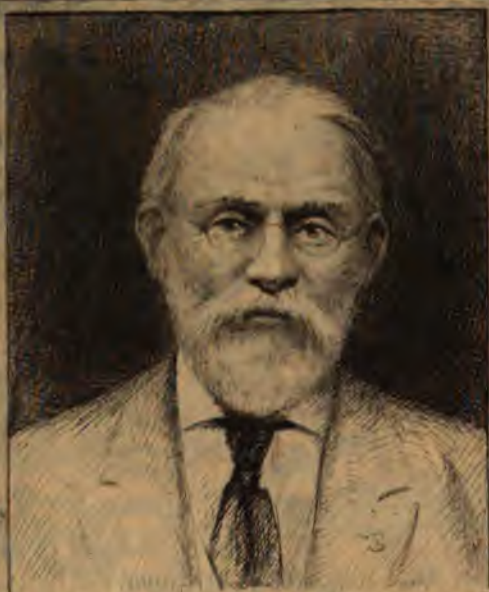
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY





SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



~~10/10~~
10/10

DC
611
N73
58

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ NIVERNAISE
DES
SCIENCES, LETTRES ET ARTS.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ NIVERNAISE

DES
SCIENCES, LETTRES ET ARTS.

SECONDE SÉRIE.

TOME TROISIÈME.



NEVERS,
IMPRIMERIE DE PAULIN FAY,
Place de la Halle et rue du Rempart, 1.

1869

Demmery
Nijhoff
13603
5-4-27

SOCIÉTÉ NIVERNAISE

DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS.

BUREAU.

Mgr Crosnier ✱, protonotaire apostolique, vicaire général, inspecteur des monuments historiques pour la Société française, membre correspondant de la commission de la topographie des Gaules, etc., *président*.

MM. du Broc de Segange ✱, secrétaire général du département, membre correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, *vice-président*.

Ernest de Toytot, *secrétaire*.

Lhospied,
Bonvallet-de Maisières, } *pro-secrétaires*.

Boutillier, *bibliothécaire-archiviste*, en remplacement de M. Ribault de Laugardière, appelé à Bourges.

Bouveault, *architecte*.

Bornet ✱, *trésorier*.

MEMBRES HONORAIRES.

Mgr Forcade (O. ✱), évêque de Nevers.

MM. Genty ✱, préfet de la Nièvre.

Boucaumont aîné (O. ✱), député au Corps législatif, maire de Nevers.

de Toytot ✱, président du tribunal civil.

Lebègue, officier d'instruction publique, inspecteur d'académie.

MEMBRES TITULAIRES.

MM. Barny de Romanet ✱, officier supérieur d'artillerie à Nevers.

Baudiau, curé de Dun-les-Places.

Bellaunay, vicaire général à Nevers.

Bertin ✱, ingénieur du chemin de fer à Nevers.

Blandin-Lyons, propriétaire à Nevers.

Bogros ✱, docteur en médecine à Château-Chinon.

Bompois (Ferdinand), à Marzy.

Bonvallet-de Maisières (Adrien), représentant du chemin de fer d'Orléans, à Nevers.

Bornet ✱, ancien ingénieur de la marine, à Nevers.

Boucaumont aîné (O. ✱), député au Corps législatif, maire de Nevers.

Boucaumont jeune (O. ✱), ingénieur en chef retraité, à Nevers.

Boutillier, curé de Coulanges-les-Nevers.

MM. Bouveault, architecte à Nevers.

Bricoteau, banquier à Nevers.

du Broc de Segange *, secrétaire général du département, à Nevers

de Cantel de La Mauduite, directeur du télégraphe à Nevers.

de Cavailhès (Charles), receveur municipal à Nevers.

Chevillot, notaire à Nevers.

Chouet, avocat à Nevers.

Clément, curé-doyen de Châtillon-en-Bazois.

Croanier *, protonotaire apostolique, vicaire général à Nevers.

Daiguson, substitut du procureur impérial à Nevers, ancien élève
de l'école des chartes.

Decray *, maire de Decize, membre du conseil général.

Deforges, propriétaire à Villetrun (Loir-et-Cher).

Delost, vicaire à Saint-Cyr, à Nevers.

Désveaux (Eugène), capitaine d'artillerie, à Nevers.

Dupont, précepteur au Colombier, commune de Gimouille.

Fay, imprimeur à Nevers.

Flamen d'Assigny, propriétaire à Sauvigny-les-Bois.

Fouché, aumônier du lycée.

de Gaillon (le comte), à Sougy.

Gallard, secrétaire du préfet de la Nièvre.

Genty *, préfet de la Nièvre.

Hurault, curé de Saint-Père, à Nevers.

Jacquinot (Honoré) *, médecin à Imphy.

Jobert, curé de Corvol-l'Orgueilleux.

de Kermaingant, directeur des contributions directes à Nevers.

Laborde, chanoine à Nevers.

Lafond (Edmond), propriétaire à Pouilly-sur-Loire.

Lafond (Ernest), propriétaire à Prunevaux.

Lauvernay, agent-voyer d'arrondissement, à Nevers.

Leblanc de Lespinasse (René), ancien élève de l'école des chartes, à
Paris.

Lebœuf, juge au tribunal civil de Nevers.

Lebrun *, proviseur du lycée, à Nevers.

Lefebvre (Louis), avocat à Nevers.

Lemoine, vicaire à Saint-Cyr, à Nevers.

Léonard (Victor), rentier à Nevers.

Lhospied, chef d'institution à Nevers.

Lubet *, chef d'escadron de gendarmerie, à Nevers.

Malleval, banquier à Nevers.

de Marcillac, juge au tribunal civil de Nevers.

de Mauduit, à Nevers.

de Maumigny (le comte), à Nevers.

Méline, propriétaire à Saint-Révérien.

Métairie, membre du conseil général de la Nièvre, à Auxerre.

Millet, curé-doyen de Saint-Amand-en-Puisaye.

Millien (Achille), propriétaire à Beaumont-la-Ferrière.

Miraut, à Cours-les-Barres (Cher).

de Monrichard (le comte), à Saint-Parize-le-Châtel.

Moreau de Charny, professeur de dessin à Nevers.

Morlon (Louis-Albert), à Dijon.

de Pazzis (le comte), maire d'Ougny.

Pot, curé de Magny-Cours.

Presne (Ernest), inspecteur au chemin de fer d'Orléans, à Paris.

- MM.** de Puifferat, conseiller de préfecture à Nevers.
 Ribault de Laugardière, substitut du procureur général à Bourges.
 Riffé (Paulin), conseiller de préfecture à Bourges.
 Robert (Alfred), propriétaire à Nevers.
 Robert Saint-Cyr *, docteur en médecine à Nevers.
 Rolland, chancelier de l'évêché, à Nevers.
 de Rosemont (Adolphe), maire de Saint-Benin-des-Bois.
 de Rosemont (Arthur), propriétaire à Lyon.
 Roubet, juge de paix de La Guerche (Cher).
 de Saint-Phalle (le marquis) *, membre du conseiller général.
Mgr Sergent (O. *), évêque de Quimper.
MM. Schærff *, directeur des mines de La Machine.
 Sonnié-Moret, à Cosne.
 de Soullait (le comte Georges) *, à Lyon.
 Subert, docteur en médecine à Nevers.
 Thomas *, docteur en médecine à Nevers.
 de Toytot (Ernest), conseiller de préfecture à Nevers.
 Trochereau, propriétaire à Nevers.
 Valois, archiprêtre de la cathédrale de Nevers.
 du Verne (Henri), à Nevers.
 de Villenaut-Lavesvre, ingénieur civil à Nevers.
 Violette *, archiprêtre de Cosne.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

- MM.** Baudoin, architecte à Avallon.
 Berry, conseiller honoraire à la cour de Bourges.
 Blanché, ancien juge.
 de Belloguet (le baron), à Paris.
 Bouchardon.
 Boudard, pharmacien à Châtillon-en-Bazois.
 Brillaud, inspecteur des écoles primaires à Autun.
 de Bures, membre de la Société d'émulation, à Moulins (Allier).
 de Bourgoing *.
 de Brémond d'Ars (le comte), à Nantes.
 de Callac, O. * (le comte), ancien préfet de la Nièvre, préfet de
 Dijon.
 de Chambure fils.
 Cirodde, ingénieur des ponts et chaussées.
 Cougny, professeur au lycée de Versailles, officier d'académie.
 Cougny, professeur de dessin à Paris.
 Dearosier, professeur au collège de Riom.
 Dumontet, à Bourges.
 de Falaiseau (le marquis) *, à Nevers.
 Garsonnet *, inspecteur de l'académie de Dijon.
 Gonet, vétérinaire au 3^e lanciers.
 Germain, docteur en médecine à Paris.
 Humann, trésorier général à Saint-Étienne (Loire).
 Huret, curé de Sully-la-Tour.
 Jullien, peintre à Paris.
 Lapeyre de Crussol, receveur de l'enregistrement.
 Leblanc-Bellevaux, archiviste du département de la Nièvre.
 de L'Étoile (le comte), à Moulins (Allier).
 Martin (Émile).

MM. Mary-Lépine, ancien juge à Nevers.
 Morellet, censeur du lycée de Colmar.
 Raynaud *, ancien recteur.
 Robert-Martin, juge à Nevers.
 Rongé, professeur à Pignelin.
 Sabourin de Nanton.
 de Savigny-Moncorps (Charles), auditeur au Conseil d'Etat, à Paris.
 de Savigny-Moncorps (René), à Fertotot.
 de Senac.
 Thomas, employé au ministère de la guerre, à Paris.
 Tudot, professeur de dessin à Moulins (Allier).
 Urquette, lieutenant au 3^e lanciers.
 de Villefosse, archiviste à Paris.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

- 1 Revue des sociétés savantes, à Paris.
- 2 Société française pour la conservation des monuments, à Caen.
- 3 Société éduenne, à Autun.
- 4 Société d'agriculture, du commerce, etc., du département de la Marne, à Châlons.
- 5 Société archéologique de Montpellier.
- 6 Société archéologique de Sens.
- 7 Société des lettres, sciences et arts, à Orléans.
- 8 Académie de Reims.
- 9 Société d'émulation de Moulins.
- 10 Société des sciences historiques et naturelles, à Auxerre.
- 11 Société historique du Cher, à Bourges.
- 12 Société d'émulation de Montbeillard.
- 13 Société des lettres, à Varzy.
- 14 Société des sciences, arts et belles-lettres du Var, à Toulon.
- 15 Académie de Mâcon.
- 16 Académie de Maine-et-Loire, à Angers.
- 17 Société de l'histoire naturelle, à Colmar.
- 18 Société d'études, à Avallon.
- 19 Société scientifique de Guéret.
- 20 Société dunkerquoise, à Dunkerque.
- 21 Société littéraire de Lyon.
- 22 Société pour la conservation des monuments historiques, à Strasbourg.
- 23 Société littéraire et scientifique de Castres.
- 24 Académie des sciences de Clermont.
- 25 Société académique de Boulogne-sur-Mer.
- 26 Société du Cher.
- 27 Société historique et archiviste de Château-Thierry.
- 28 Académie des sciences, belles-lettres et arts de Marseille.
- 29 Société philotechnique, à Paris.
- 30 Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.
- 31 Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers.
- 32 Commission historique du Nord.
- 33 Société d'archéologie de Seine-et-Marne.
- 34 Société des sciences et arts de Vitry-le-Français.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ NIVERNAISE
DES
LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

SÉANCE DU 10 JANVIER 1867

Ségent au bureau : Mgr Crosnier, *président*, et M. de Laugardière, *bibliothécaire*, remplissant les fonctions de *secrétaire* en l'absence des titulaires.

M. le Président dépose sur le bureau les livres et brochures reçus depuis la dernière séance.

Il communique ensuite une lettre adressée à M. Fay, imprimeur de la Société, relative au papier à employer pour l'impression de l'*Inventaire de l'abbé de Marolles*. La Société, désirant que tous les soins possibles soient donnés à l'importante publication qu'elle a entreprise, décide qu'on se procurera immédiatement toute la fourniture de papier vergé nécessaire.

M. de Laugardière, au nom de M. Alfred Robert, présente le spécimen d'une intéressante découverte qui vient d'être faite dans la propriété de Seully, commune de Challuy. Des ouvriers terrassiers ont trouvé, à la profondeur d'un ou deux mètres, sous un banc de sable qui semble indiquer un ancien bras

du lit de la Loire, plusieurs cylindres en terre cuite grossière, analogues à l'objet mis sous les yeux de la Société, et percés sur toute la longueur de leur axe, ainsi que des fragments de poterie noirâtre mélangée de gravier, d'une apparence très-primitive. Ces cylindres rappellent les molettes de tisserand que l'on rencontre assez souvent dans les cités lacustres de la Suisse. M. Bornet, toutefois, émet l'opinion qu'ils pourraient bien n'être que des poids destinés à fixer des filets de pêcheurs. M. de Laugardière présente également un grand bronze un peu fruste de Faustine mère, découvert dans le sable par les mêmes ouvriers. Sans vouloir, quant à présent, se prononcer sur l'âge des terres cuites de Seuilly, la Société apprend avec satisfaction que M. Robert en a fait don au musée de Nevers, et qu'il a l'intention de surveiller lui-même les travaux de terrassement qu'il doit faire exécuter plus tard sur le même point.

M. de Laugardière donne lecture d'une plaquette qu'il a dernièrement acquise à une vente de livres à Paris, et qui est intitulée : *Coppie d'une lettre envoyée par un gentilhomme étant à la suite du camp du roy, contenant le discours succinct de ce qui s'y est passé depuis le partement de Sa Maïesté*. Datée du 27 octobre 1587, cette lettre fournit des détails précis sur les événements militaires qui se sont passés en Nivernais à cette époque, et notamment aux environs de La Charité.

A cette occasion, M. de Laugardière reprend et développe la proposition déjà faite dans la séance du 8 février 1866, de réunir en un volume, qui pourrait être publié sous le titre de : *Variétés historiques nivernaises*, la réimpression d'un certain nombre d'opuscules plus ou moins anciens, relatifs à l'histoire du Nivernais, qui sont peu connus et qu'il est très-difficile de se procurer. On pourrait y joindre la reproduction d'articles insérés dans des recueils de diverses dates, comme, par exemple, dans le *Mercur de France* du siècle dernier, et qu'il importe de mettre entre les mains de tous ceux qui veulent s'occuper de l'histoire du pays.

Mgr Crosnier rappelle qu'il a déjà plusieurs fois manifesté le

désir de voir réimprimer les *Dissertations* de l'abbé Lebeuf qui se rapportent au Nivernais. Leur place serait toute marquée dans le recueil de variétés dont il s'agit.

Appuyé par MM. de Maumigny et Subert, le projet est adopté en principe. La Société délibérera ultérieurement sur la composition du premier volume à publier, qui pourra, si l'abondance des matériaux réunis le permet, être suivi d'un autre ou même de plusieurs autres volumes.

Mgr Crosnier entretient la Société du premier rituel nivernais imprimé, celui d'Arnould Sorbin, dont il a récemment recouvré un exemplaire, et qui a été édité à Paris, par Guillaume Chaudière, en 1582. Il donne lecture de la partie relative à la manière dont s'opérait jadis la séparation des lépreux du reste de leurs concitoyens : *Modus observari solitus ad leprosos commendandos extra seculum.*

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1867.

Siégent au bureau : MM. Crosnier, *président*, et Lhospled, remplissant les fonctions de *secrétaire*, en l'absence de M. Ernest de Toytot.

M. le Président ouvre la séance par la lecture d'une lettre de M. Leblanc de Lespinasse, élève de l'école des chartes, dans laquelle il signale à l'attention de la Société :

1° Une notice chronologique manuscrite relative aux évêques et aux comtes de Nevers ;

2° Un terrier du treizième siècle, faisant mention de toutes les paroisses de l'époque, des bénéfices, des charges ou redevances imposés à chacune d'elles, soit par les maisons religieuses, soit par les maisons laïques. Ce manuscrit, découvert par M. de Lespinasse à la bibliothèque impériale, lui a paru fort curieux au point de vue de l'histoire locale, et il offre à la Société de lui en envoyer une copie.

Cette proposition est acceptée avec reconnaissance par la Société, qui vote à l'unanimité des remerciements à M. de Lespinasse, et décide que ces manuscrits, précieux à plus d'un titre pour le département, seront imprimés dans le *Bulletin*.

M. le Président lit ensuite des notes et des lettres inédites, sur Guillaume Tollet, évêque constitutionnel de Nevers, où il est question de la jeunesse, des études, des goûts, des travaux, des fonctions, des mandements, de la rétractation et de la mort de cet homme qui a joué un rôle important dans la Nièvre pendant la révolution. Ces différentes pièces ont paru assez intéressantes pour que la Société priât M. le Président d'en faire le sujet d'une notice biographique qui serait insérée dans le *Bulletin*.

M. l'abbé Laborde informe la Société qu'en creusant, rue Saint-Trohé, les fondations d'une maison, on a découvert des tombeaux dont la pierre lui a semblé avoir la même origine que celle de Quarré-les-Tombes en Morvand, des médailles qu'il n'a pu encore étudier, une quantité d'os jetés pêle-mêle. « Il n'est pas douteux, ajoute-t-il, que ces os, ainsi entassés, ont été apportés d'un autre lieu dans cet endroit, qui devait être un cimetière; ils auront été déposés dans une fosse commune. »

M. de Langardière donne lecture d'une *dissertation* du savant abbé Lebeuf sur le pays des Amognes en Nivernois. Ce morceau ne serait pas un des moins curieux de ceux qui pourraient entrer dans les *Variétés historiques* dont la publication a été décidée à la précédente séance. L'illustre Adrien de Valois, comme dit l'abbé Lebeuf, avait confondu avec un *pagus amansus*, situé en Bourgogne, près de Chalon, le *pagus amoniensis* dont il est question dans la *Vie de saint Germain*, évêque de Paris, par Fortunat. L'auteur de la dissertation démontre victorieusement que ce dernier *pagus* doit être identifié avec les Amognes nivernaises, jadis d'une étendue plus considérable que maintenant, et que la *villa Rotetacum*, citée dans le passage de Fortunat, n'est autre que le bourg actuel de Rouy.

Mgr Crosnier fait remarquer que l'église de Rouy est sous le vocable de saint Germain de Paris, ce qui apporte une nouvelle preuve à l'appui du sentiment de l'abbé Lebeuf, qui en fait une

propriété du saint évêque. Il ajoute qu'il en était de même de Lavan, autre terre qui avait appartenu à saint Germain de Paris, et dont l'église paroissiale était sous le patronage de ce saint. Un curé, qui ne s'était pas rendu compte de cette circonstance, s'était imaginé que c'était par erreur que, dans un pays qui s'était trouvé sous la dépendance de saint Germain d'Auxerre, soit lorsqu'il était gouverneur de cette ville, soit lorsqu'il en fut devenu l'évêque, on honorait saint Germain de Paris, lui a substitué saint Germain d'Auxerre.

M. l'abbé Baudiau, curé de Dun-les-Places, vient de publier une deuxième édition, en trois volumes, de son ouvrage sur le Morvand. L'auteur informe la Société qu'en faveur de notre compagnie, dont il fait partie, il cédera cet ouvrage, au prix de 12 fr. au lieu de 18, à tout membre de la Société qui lui en fera la demande par l'organe de M. le Président. Cette proposition est accueillie avec reconnaissance, et plusieurs souscripteurs se font immédiatement inscrire.

M. Riffé annonce qu'une nouvelle société scientifique vient de se fonder à Bourges, et que son intention est de demander à la Société nivernaise l'échange des *Bulletins*. M. le Président répond, au nom de la Société, que cette proposition sera bien accueillie aussitôt que la demande officielle lui aura été adressée.



SÉANCE DU 7 MARS 1867.

Siègent au bureau : MM. Crosnier, *président*, et de Toytot, *secrétaire*.

M. le Président donne lecture d'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique, invitant les sociétés savantes à envoyer leurs délégués à la distribution des récompenses accordées aux sociétés des départements le samedi 27 avril 1867.

M. le Président dépose sur le bureau les ouvrages offerts à la Société.

Réveries du soir, par M. Moreau de Charny.

De l'Épidémicité cholérique, par le docteur Selim-Ernest Maurin.

Répertoire des travaux de la Société statistique de Marseille, tome XXVIII, deuxième fascicule ; tome XXIX, premier et deuxième fascicule.

Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances des 4, 5 et 6 avril 1866.

Revue des sociétés savantes des départements, tome IV, novembre-décembre 1866.

Mémoires de la Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts d'Orléans 1866-67.

Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace 1866.

Les Anciens couvents d'Alsace : Luppach, par Sabourin de Nanton.

M. de Langardière donne lecture à la Société d'une pièce qui lui a été envoyée par M. Boyer, archiviste de Bourges : *Lettres patentes de Henry IV pour le transfert de la monnaie de Bourges à Nevers (1592)*.

Cette pièce, fort intéressante pour l'histoire locale, bien qu'on ne puisse savoir si les lettres patentes du roi Henri IV ont été suivies d'exécution, sera insérée au *Bulletin*.

M. le Président donne lecture d'une note de M. Bompols sur une médaille frappée à l'effigie de l'empereur Philippe, laquelle représenterait, selon lui, l'Arche de Noé de la Bible, et non, comme l'ont expliqué quelques archéologues sur des médailles d'un type analogue, une des scènes du déluge de Deucalion.

M. le Président donne à l'occasion du médaillon de M. Bompols une notice curieuse sur l'iconographie chrétienne à l'époque des catacombes. Ces deux travaux seront insérés au *Bulletin*.

M. Roubet donne lecture à la Société d'un travail très-spirituel, intitulé : *Un Manuscrit*, dont la Société demande l'insertion au *Bulletin*.

SÉANCE DU 4 AVRIL 1867.

Siégent au bureau : MM. Crosnier, *président*, du Broc de Segange, *vice-président*, et de Laugardière, remplissant les fonctions de *secrétaire* en l'absence du titulaire.

M. le Président dépose sur le bureau :

Les *Mémoires* de la Société académique de Maine-et-Loire, 19^e et 20^e volume ;

Mémoires de la Société littéraire de Lyon, année 1866 ;

Essai de la domination française en Syrie durant le moyen âge, par M. E.-G. Rey.

La société du Cher demande à la Société nivernaise de vouloir bien se mettre en relation avec elle. L'échange des *Bulletins* est accepté.

La Société décide, sur la demande de M. de Soultrait, qu'une subvention sera sollicitée auprès du conseil général, pour l'aider à couvrir les frais d'impression de la publication entreprise par elle de l'*Inventaire de l'abbé de Marolles*.

M. le docteur Subert donne lecture à la Société d'un rapport sur l'ouvrage de M. Maurin : *l'Epidémicité cholérique*. Cet intéressant travail sera inséré au *Bulletin*.

M. du Broc fait connaître une discussion qu'on trouve dans la *Revue historique* au sujet de l'ancienne Bibracte. Le premier article est de M. Rossigneu, officier de l'instruction publique, établissant que Bibracte était située sur l'emplacement d'Autun et non sur le Beuvray.

Il sera donné lecture à la prochaine séance de la réponse par M. Bulliot à cet intéressant article.

Lettres patentes

POUR LE TRANSFERT DE LA MONNAIE DE BOURGES (1592).

Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous ceux qui, ces présentes lettres verront, salut. Nous avons, pour la rebellion de nostre ville de Bourges, transféré hors icelle nostre jurisdiction ordinaire du bailliage de Berry, ensemble le bureau de nos finances qui y estoient ordonnez, et iceux establis en villes qui sont en nostre obéissance, afin que la justice soit administrée à nos bons et loyaux subjects, et que nos villes en soient décorées. Et d'autant que pour les mesmes considérations, il est besoyn et nécessaire oster de lad. ville de Bourges la monnoye qui y a esté cy-devant établie par nos prédécesseurs roys et icelle transférée en une des bonnes villes de lad. province estant proche d'icelle qui soit soubz nostre obéissance, afin que noz. subjects qui se conservent en leur devoir en soient soulagés et le commerce accomodé. Sçavoir faisons que pour les causes et autres bonnes et justes considérations qui ont esté meurement considérées en nostre conseil, avons transférée et établie, transférions et établissons lad. monnoye en nostre d. ville de Nevers pour y estre la monnoye en toutes sortes de métaux permis par nos ordonnances dorénavant fabriquée et forgée au coyn de nos armes ainsi et en la mesme forme qu'elle se fabrique et autres villes de nostre obéissance où lesd. monnoyes sont establies, et pour cest effect voulions que les officiers de nostred. monnoye soient tenus se retirer et aller faire leur résidence et la finition de leurs charges et offices en nostred. ville de Nevers ung mois au plus tard après estre la publication des présentes, autrement et à faulte de ce faire sera par nous pourveu à leurs places, estats et charges d'autres personnes de probité et expérience requise

Nous y avons dès à présent créez et ordonnez, créons et ordonnons jusques au nombre qui sera nécessaire pour remplir et parfaire le corps entier de lad. monnoye, selon et en suyvnt noz édicts et ordonnances, que nous voullons et entendons estre gardées et observées comme elles estoient en nostred. monnoye lorsqu'elle estoit establee à Bourges, lesquels officiers Joyront des droits, prérogatives, privilèges, exemptions et franchises qui leur sont attribuez par nozd. édicts, et seront payez des mesmes galges et droicts et sur mesmes natures de deniers que les officiers des autres monnoyes. Voullons et ordonnons que les espèces de monnoyes qui seront fabricquées en lad. monnoye de Nevers soient exposées et ayent cours entre noz subjects de nostred. royaume, pareillement et ès autres provinces comme celles qui sont forgées ès autres monnoyes. Et pour faire la translation et establissement de lad. monnoye en nostred. ville de Nevers avons commiz et depputez nostre amé et féal M^e (1) Garranlt, conseiller général en nostre cour des monnoyes, auquel nous mandons et enjoignons de se transporter incontinent en icelle ville de Nevers pour faire et ordonner ce qui est requis et nécessaire à ceste fin. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx les gens tenant nostred. cour des monnoyes transférée à Tours, bailly de Berry ou son lieutenant à Sancerre, et tous aultres nos officiers qu'il appartiendra que ces présentes ils facent lire, publier, régistrer, garder, observer et entretenir de poinct en poinct selon leur forme et teneur, sans permectre qu'il soit contrevenu en aucune manière, nonobstant quelsconques ordonnances, mandements, deffences et lettres à ce contraires, car tel est nostre plaisir. En tesmoing de quoy nous avons faict mettre nostre scel à cesdites présentes. Donné au camp de Champs, le neufviesme jour d'octobre l'an de grâce mil V^e quatre-vingtz-douze, et de nostre règne le quatriesme. Ainsy signé sur le repli : Par le roy en son conseil, Mellaud, et scellées sur double queue du grand scel de cire jaulne. Et plus bas est escript : Collationné à l'ori-

(1) Le prénom est en blanc dans l'original.

ginal par moy, conseiller et secrétaire du roy. Signé : Charles.
(Archives départementales, fonds du bureau des finances, registres d'attaches, C. 791.)

Avant d'entériner ces lettres, la cour des monnaies décida qu'on prendrait l'avis du bureau des finances de la généralité de Berry sur la convenance du choix de la ville qui y était indiquée. Le bureau, qui résidait encore à Sancerre, consulté sur ce point, répondit de la manière suivante :

« Les trésoriers généraux de France en la charge et généralité de Languedoc établie à Bourges, transférée à Sancerre..... Nous, pour satisfaire au contenu de vostre arrest et commission, sommes d'avis, soubs le bon plaisir du roy, nosseigneurs de son conseil et vous, nosd. sieurs, que, attendu qu'il nous est tout notoire que les habitants de la ville de Bourges continuent de plus en plus en leur rebellion et felonnie, soient privés et descheus de tous privilèges et franchises et de tous honneurs et dignitez comme de la fabrication de la monnoye, et jusques à ce qu'ils soient revenus à résipiscence et recogneu le devoir et service qu'ils doivent à leur prince naturel, que lad. translation se face de lad. monnoye pour icelle estre établie et transférée en une ville royale de lad. province, estant très-nécessaire pour le service du roy et le bien du publicq que lad. translation soit en la ville d'Yssouldun, ville royale et seconde en la province, où partye du bureau de la trésorerie générale de France est établie, immense et franche de toutes tailles, et en laquelle plus commodément ce qui reste des officiers de ladite monnoye estant encore en la ville de Bourges se pourront plus facilement retirer qu'en nulle autre ville, soit de lad. province ou autre, comme ont jà faict quelques-uns desd. officiers de lad. monnoye qui sont sortis dud. Bourges pour faire leur demeure aud. Yssouldun, et où ladite translation se feroit en autre ville que de lad. province le publicq y recevroit trop d'interestz, comme vous verrez par l'information que nous vous envoyons clausée et scellée. Faict à Sancerre, en nostre bureau, par nous

conseillers du roi et trésoriers généraux, susd. le vingtiesme jour de janvier mil V^e quatre-vingt-treize. Signé : Parfaict, et par les trésoriers généraux de France establis à Sancerre : Charlemagne. (*Archives départementales, fonds du bureau des finances, registres d'attaches, C. 791.*)

Un manuscrit.

Aux vacances dernières, nous assistions à la première représentation d'un proverbe confié à l'interprétation d'une troupe joyeuse et très-juvénile ; c'est dire que la pièce fut enlevée d'assaut, avec autant d'intrépidité que de succès, devant les redans d'un paravent et en plein midi ! La jeunesse ne connaît point le danger !

Le principal personnage était un dernier débris d'une époque déjà effacée, dont notre enfance et peut-être nos doigts rebelles ont conservé quelque touchant souvenir : nous voulons parler du *maître d'écriture*.

Le proverbe en question reproduisait ce type, aujourd'hui à peu près inconnu, avec sa plume de Hollande passée derrière l'oreille, avec le ruban décoratif du lis placé sur le revers interne de son habit.

Le bonhomme exhalait avec amertume ses regrets du *temporis acti*. Il faisait l'oraison funèbre de la plume d'oie à laquelle il avait dû quelque gloire ; il disait :

De votre temps, où sans honte publique
Un métal vil est honoré par tous,
On inventa la plume métallique ;
Siècle de fer arrête ! Où marchons-nous ?

Puis il s'écriait : « O sainte plume d'oie ! honnête et flexible,
c'est à toi que l'on doit les immortels chefs-d'œuvre du grand

- » siècle ! Quelle plume tenaient en main et Racine et Boileau ?
- La plume d'ole !... Cornuelle ? Plume d'ole !... L'Aigle de
- » Meaux et le Cygne de Cambrai ?... Plume d'ole, plume
- » d'ole !
- » Mais toi, plume de fer, sèche et rebelle, condamnée en
- » naissant aux ulcères de la rouille, qu'as-tu produit ? La
- » gazetterie et le roman à quatre sols ! »

S

Ce souvenir rétrospectif, pour lequel nous demandons grâce, nous est venu en mémoire à propos d'un *manuscrit* que le hasard, ce dieu protecteur de l'archéologie, nous a fait tomber sous la main.

Ce manuscrit, hâtons-nous de le dire, n'aspire point aux honneurs de la reproduction typographique ; mais peut-être est-il digne d'une modeste mention dans nos annales locales.

Il date de l'année 1740, et se compose de vingt-cinq pages, autant qu'il y a de lettres dans l'alphabet.

Il est dû à la plume, nous devrions dire au *pinceau* d'un sieur Portraict, maître écrivain et arithméticien, demeurant à Clamecy. Il se prénommaît Joseph, comme un de ses glorieux successeurs, *monsieur* Prudhomme. Il y a sans doute une prédestination d'état.

Le manuscrit est intitulé : *Livre d'exemples* ; il est dédié à M. Evrat, le capitaine gratis, pour servir et valoir ce que de raison. L'auteur, dans sa dédicace, adresse aussi au très-honoré donataire une exhortation presque comminatoire ; c'est celle de *copier souvent ce beau livre d'exemples, de le tenir proprement et de prendre garde surtout que quelque curieux ne le lui escamotte !*

S

Ce *beau livre* est peut-être un chef-d'œuvre de calligraphie ! Le maître écrivain s'est appliqué à reproduire toutes les di-

verses écritures et tous les caractères de la lettre considérée sous le rapport de la forme. On y trouve les lettres française et italienne, et la lettre financière, et la lettre seigneuriale, et surtout cette écriture ronde et cursive, conforme au modèle adopté le 10 avril 1673 par arrêt du parlement de Paris. Chaque page est prétentieusement encadrée de toutes les illustrations fantaisistes que peuvent créer l'amour de l'art et une plume habile à rendre *le trait de haute main*, ce parangon de l'ancien écrivain.

Ce sont des spirales, des grilles, des entrelacs, des chaînettes, des hélices sans fin, un fouillis de paraphes capable de faire pâlir le *Toughra*, ou chiffre du Grand Sultan lui-même !

On y voit des anges adorateurs frisés comme des Assyriens, dont les ailes sont soutachées d'arabesques à faire rêver le premier dessinateur de l'empereur du Maroc.

L'ornitographie y est brillamment représentée ; on y découvre des aigles et des roitelets, des palombes et des corbeaux, et la cigogne au long bec et le paon glorieux.

La quadrupédographie y tient aussi une large place. On y rencontre des cerfs, des éléphants, des levriers ; un vrai jardin d'acclimatation, n'étaient six petits cochons de lait passés à la broche ! *inde honos et divitiæ* !

Tout cela est méandré, essé, losangé, mâclé, fuselé, fretté, papelonné, plumetté. Oh ! que Joseph Portraict était fier et heureux le 1^{er} juin 1740 quand il eut terminé son œuvre !

Le texte des exemples est pris aux meilleures sources. Voici le Décalogue en français..... Voilà le *Lauda sion* de saint Thomas..... Voici des traits d'histoire morale. Voilà les maximes de la Sagesse en cinquante vers. Nous copions les deux derniers :

Ne vous vantez de rien, gardez votre secret ;
Au surplus, mettez-vous au-dessus du caquet.

Nous ne saurions pourtant omettre la reproduction de certains préceptes que l'on ne trouve point dans le livre : *Ad usum delphini*, de Jean Pétré, syndic des maîtres écrivains-jurés

de Paris, et que nous chercherions en vain aujourd'hui dans les conférences modernes et même dans les classes d'adultes.

En voici la teneur textuelle :

« Il faut peindre en coulant et couler en peignant, monsieur ;
» il ne vous est point permis d'écrire aussi vite que votre scribe
» viteur, qui, malgré sa précipitation, conduit sa plume si
» juste, qu'il conserve toujours quelque régularité dans l'ordre
» du caractère. Mais c'est l'usage qui vous donnera ce mérite.
» Dans peu vous le posséderez, si vous voulez conduire sagement
» votre main, dont le mouvement trop précipité vous fait
» éclore des lettres qui n'ont aucune forme, aucune grâce. Ser-
» vez-vous donc de votre prudence pour vous accoutumer
» dans ce genre d'écrire qui vous est si nécessaire. Conduisez
» votre main comme un bon écuyer conduit son coursier. Laissez-
» la se mettre en haleine avant que de hâter sa marche ; et
» lorsque vous sentez qu'elle vous obéit, poussez fièrement vos
» coups, sans crainte de vous égarer ; puis vous réussirez
» comme votre maître, qui est tout dévoué pour vous servir. »

S

Peut-être avant Guttenberg l'auteur du manuscrit eût-il pris place parmi les artistes célèbres ; aujourd'hui, nous ne saurions que restituer un nom inconnu !

Quelle était la patrie de Joseph Portrait ? Le Dieu du hasard, qui nous le rend, nous le rend-il Nivernais ? Nos scrupules historiques nous empêchent de le revendiquer complètement. Nous savons seulement qu'il habitait Clamecy :

Clameciacum illum tenebat !

Nous ne possédons même point sa signature autographique ; mais nous sommes porté à croire qu'elle devait être formée de lettres majuscules cursives, comme celle de son contemporain, François Dorville, recteur des écoles de La Guerche.

Peut-être avait-il reçu le jour dans la vieille cité éduenne d'Autun, qui, pendant bien des siècles, conserva comme un

dépôt le reflet des glorieuses écoles euméniennes et envoyait, en 1630, toujours à La Guerche, Jehan Desloges pour recteur, lequel prenait l'engagement authentique de « démontrer les » sciences de lire, écrire et jeter (calculer avec des jetons), » moyennant huit sols pour la lecture et seize sols pour les » deux autres sciences par chacun mois. »

S

Quant à Evrat, M. Evrat le capitaine, sa famille était bien nivernaise, et son illustration remontait à ce qu'il paraît à l'époque du camp du Drap d'or.

Le respectable Joseph Portraict prend la précaution de la justifier. Voici sa leçon :

- « Caligula faisait présent de cinquante mille écus à son co-
- » cher pour ses étrennes.
- » Les Athéniens élevèrent une statue à Aristote parce qu'il » savait bien jouer à la paume.
- » Le sultan Osman ayant vu planter de bonne grâce un chou » par un de ses jardiniers, le nomma vice-roi de Chypre.
- » Et Henri huitième, roi d'Angleterre, donna une dignité » considérable à Jean-Baptiste Evrat, le capitaine, pour lui » avoir fait rôtir bien à point six petits cochons de lait. »

S

Dans ce temps d'universelle exhibition, qu'il nous soit permis au moins de révéler aux enfants d'Albion que leur roi Henri VIII n'aimait point seulement à changer fréquemment d'épouse ; mais que, semblable aux héros d'Homère, il aimait encore le dos succulent du cochon de lait, surtout quand il était préparé par la main d'un Nivernais.

L. ROUBET.

Avril 1807.

Rapport

Sur un envoi de M. le docteur Sélim-Ernest Maurin, secrétaire général de la Société de statistique de Marseille, intitulé : Analyse et synthèse de l'épidémicité cholérique.

Le sujet traité par l'auteur du livre sur lequel vous m'avez demandé un rapport offre, au double point de vue de l'humanité et de la science, un suprême intérêt : le choléra, en un mot, a été trop général et a fait des victimes trop près de nous pour ne pas solliciter notre plus sérieuse attention. Aussi, c'est avec le plus vif désir de ne rien laisser échapper d'important que je prends aujourd'hui la plume pour noter page par page, à mesure que je les rencontrerai, les faits les plus saillants du travail de M. Maurin. Dans ce livre, il n'y a rien à négliger ; mais les limites habituelles d'un rapport m'obligent à me borner à un résumé succinct, que je m'efforcerai de rendre clair et précis.

M. le docteur Maurin est un statisticien émérite, et il le prouve surabondamment, car non-seulement il décrit le fléau tel qu'il l'a observé comme médecin à Marseille, mais il trace de main de maître l'histoire sociale du choléra depuis son apparition jusqu'à nos jours.

Vous savez, Messieurs, que le choléra offre à l'observation du médecin deux espèces bien distinctes : l'une s'appelle choléra nostras ou européen, l'autre choléra morbus asiatique. Le premier présente chez nous les caractères de l'endémie, c'est-à-dire que c'est une maladie due à une cause locale, particulière à certaines contrées, tandis que le choléra asiatique est toujours importé. Ce dernier est exotique et originaire des bords du Gange. Les Indiens n'enterrent point leurs morts, mais les confient, sur un lit de fenilles, au cours du fleuve sacré, qui doit les conduire aux champs célestes. Ils envoient de la même manière les agonisants à la Déesse. Ces cadavres, mélangés

au milieu d'un limon épais, avec des débris de toutes sortes, sont la cause de ces émanations infectes, dont les germes méphitiques se répandent sur un très-grand espace, et qui sont théoriquement capables de donner naissance à une maladie spéciale endémique dans le Bengale, et qui y est connue de toute antiquité, mais qui n'a pris rang parmi les plus redoutables épidémies que depuis l'année 1817. C'est à cette époque seulement que l'endémie se transforma en épidémie, c'est-à-dire en une maladie attaquant en même temps beaucoup d'individus d'un même pays, et qui, dépendant d'une cause commune et générale, mais accidentelle, répandue dans l'air, cesse avec cette cause. Cette transformation se produisit sous l'influence d'un certain nombre de causes, parmi lesquelles il faut citer les rapports plus fréquents des peuples européens avec le Bengale, et fut un résultat pernicieux de la domination anglaise; « car, dit un écrivain britannique que » nous ne pouvons suspecter, à l'activité, à la fierté de l'ancien » naturel, ont succédé l'apathie, la mollesse, l'abandon de l'es- » clave. Une poignée de riz suffit à l'Indien pour sa nourriture ; » le pays retourne au désert. L'invasion européenne a repoussé » les indigènes dans les terres malsaines. Les commerçants » exploitent le pays sans s'occuper des suites de leurs trafics ; » les naturels, venus des contrées les plus malsaines, sont admis » avec joie et reçus sans entraves dans les villes, s'ils apportent » quelques denrées avantageuses. » L'Europe, dit M. Maurin, a provoqué la dégénérescence de la race indienne ; elle doit subir les conséquences de la chute d'un si grand peuple. Mais le choléra morbus asiatique a acquis des propriétés nouvelles en devenant épidémique ; il s'associe aux maladies intercurrentes, il se propage à distance, il se déplace quelquefois sans subir l'influence des climats, enfin il peut même s'allier à une affection contagieuse, ce qui le rend plus redoutable. L'auteur, s'appuyant sur l'opinion d'Hippocrate, pour ce qui concerne les épidémies en général, et sur celle de M. Max (Simon), touchant en particulier le choléra, nous fait connaître, comme l'expression d'une vérité indiscutable, que le germe épidémique

que nous avons vu naître des boues du Gange est dans l'air, et il ajoute, comme corollaire de cette proposition, que le germe cholérique se propage par l'air qui lui sert de véhicule, au moyen de la force d'expansion qui met l'atmosphère dans un état de mouvement constant. Un exemple suffira pour vous démontrer un fait aussi important. Le 29 juillet 1854, le *Friedland* et le *Jean-Bart*, après une croisière sur les côtes de Crimée, naviguent en vue de la Bulgarie; un violent orage souffle du N.-O., passant sur la Dobrutscha, où se trouvait la division Canrobert, éprouvée par le choléra; dès le lendemain des décès cholériques sont constatés sur les deux vaisseaux, et l'épidémie sévit, sans qu'il y ait eu aucun rapport entre les vaisseaux et l'armée. L'importation du germe cholérique par les vents est un fait démontré; mais rien ne prouve jusqu'à présent que ce germe puisse être importé par l'air contenu dans les navires, dans les étoffes, dans les matières inertes. Malheureusement, les déjections corrompues et les linges qui en sont chargés n'offrent pas la même sécurité; ils constituent au contraire une voie non douteuse d'importation de la maladie cholérique; les expériences de Magendie, Thomson, Thiersch et de beaucoup d'autres sont des preuves à l'appui de cette assertion. Mais les matières rejetées par les malades sont nuisibles, surtout quand elles ont subi un commencement de fermentation.

L'importation du germe morbide favorise quelquefois, mais ne détermine pas l'épidémicité.

Le savant écrivain dont j'analyse l'ouvrage a, jusqu'à présent, traité du choléra d'une façon philosophique et générale; mais dans le chapitre auquel nous sommes actuellement arrivés, il étudie scrupuleusement le rôle et la manière d'agir de la transmission du germe morbide par les cholériques dans les vingt-huit communes du département des Bouches-du-Rhône, atteintes en 1865, et il reste démontré après l'examen des faits que la maladie ne s'est pas développée *épidémiquement*; qu'il s'est formé le plus souvent un foyer autour du malade importateur; que par rayonnement l'influence morbide a sévi sur des personnes prédisposées et la maladie s'est propagée par con-

tagion. La question est assez importante ici, Messieurs, pour que vous me permettiez de vous citer la définition de la contagion que M. Maurin emprunte à M. Anglade : « La contagion » est la transmission morbide de l'individu malade à un ou plusieurs individus, par l'intermédiaire d'un principe matériel, qui provoque chez ceux qu'il atteint une maladie semblable à celle dont il provient. »

Une autre question se présente maintenant, et l'auteur y répond affirmativement ; l'épidémicité cholérique est le résultat d'une constitution morbide populaire ; l'importation y joue le rôle de cause déterminante, et elle est liée aux constitutions médicales des localités où elle sévit. Mais le développement de l'épidémie cholérique est subordonné à des conditions provenant de la contrée, de l'habitation, de l'habitant, et en général des actes physiologiques et psychologiques. Le dernier chapitre nous intéresse vivement, car il a trait à l'incubation de l'épidémie, et cette période amène quelques phénomènes appréciables chez presque tous les habitants de la contrée envahie. Les médecins de Marseille avaient caractérisé cet état particulier par l'expression : « Sentir son ventre. »

A cette période d'incubation succède la période d'invasion. J'aurai sous peu, je l'espère, l'occasion de vous en parler, car M. Maurin s'arrête ici. Dans le premier fascicule de son ouvrage, le seul qui nous soit parvenu, le savant secrétaire de la Société de statistique de Marseille nous a montré la question au point de vue social ; le second fascicule nous fera connaître la question clinique, et les deux autres seront consacrés successivement à la question de prophylaxie ou de préservation, et à la question de thérapeutique ou de traitement.

CONCLUSIONS.

Le rapporteur vous propose :

1° De placer honorablement le livre de M. Maurin dans nos archives ;

2° D'adresser à M. Maurin une lettre de remerciement, en lui exprimant le désir le plus pressé de recevoir bientôt la fin de l'ouvrage.

Docteur SUBERT.

SÉANCE DU 2 MAI 1867.

Siégent au bureau : MM. Crosnier, *président* ; du Broc de Segange, *vice-président* ; Bornet, *trésorier* ; Lhospiéd, *pro-secrétaire*.

M. le Trésorier rend compte de l'état de la caisse, et présente le tableau des recettes et des dépenses faites depuis la séance de mai 1866 avec les pièces à l'appui. Les comptes ont été reconnus exacts en tout point. La situation financière de la Société ne laisse rien à désirer.

M. le Président fait part d'une lettre du 30 avril qu'il a reçue de M. le comte Benoist d'Azy, relativement à un cimetière qu'on a découvert au bourg de Saint-Benin-d'Azy en creusant une cave. Une suite de tombes juxtaposées, à une profondeur de quatre à cinq mètres, est un fait assez curieux pour que la Société nivernaise s'en préoccupe. La Société a prié son président de faire ce petit voyage afin d'étudier sur place les détails de cet ancien cimetière, et de pouvoir en rendre compte à la Société à la prochaine réunion ; elle engage aussi M. Adolphe de Rosemont à faire partie de cette excursion.

Mgr Crosnier fait lecture d'une notice intitulée : *Nouvelle page à ajouter à l'Immaculée Conception de Marie proclamée par les iconographes du moyen âge*. Cette notice prendra place dans le *Bulletin*.

SÉANCE DU 6 JUIN 1867.

Siégent au bureau : MM. Crosnier, *président* ; du Broc de Ségange, *vice-président* ; de Laugardière, remplissant les fonctions de *secrétaire*.

M. le docteur Subert lit un travail intitulé : *Aperçu médical de la saison de 1866 aux eaux minérales de Pougues*. Ce travail sera inséré dans le *Bulletin*.

M. le Président fait un rapport sur son voyage à Saint-Benin-d'Azy, et présente ses appréciations sur le cimetière qu'il a visité avec M. Adolphe de Rosemont.

« Nous nous sommes rendus, Messieurs, M. de Rosemont et moi, à Saint-Benin-d'Azy, comme il en avait été convenu, à l'effet de visiter le cimetière souterrain qui venait d'y être découvert. Nous lui donnons avec raison le nom de cimetière souterrain ; car, au-dessus de cette première couche de restes humains, un autre cimetière a été établi.

» Nous rappelons que lorsqu'on a fait des fouilles pour les constructions de la rue d'Orléans, à Nevers, on a découvert trois couches de tombes superposées. A Saint-Benin-d'Azy, il n'y en a que deux, du moins, jusqu'ici, deux seulement ont été découvertes. M. l'abbé Laborde, qui a été dans sa jeunesse vicaire de Saint-Benin-d'Azy, assure qu'il a vu dans des fouilles trois couches de tombeaux.

» Pendant quelques instants on a discuté sur la nature de la pierre de ces tombes, qui toutes sont d'une seule pièce ; le couvercle est aussi d'une seule pièce. Les uns pensaient qu'elles étaient en pierre de liais, les autres soutenaient qu'elles étaient en grès fin. Nous avons fini par nous ranger à cet avis. Le grès était sans doute plus propice à ce travail que la pierre de liais ; c'est ce qui nous explique pourquoi les sarcophages de Quarré-les-Tombes, localité où on faisait ce genre de commerce pour expédier au loin, sont tous en grès, qu'on faisait venir de je ne sais quelle carrière.

» Tous ces tombeaux, de dimensions différentes, sont accolés les uns contre les autres, petits et grands. Les corps ont les pieds à l'Orient. Ils sont en grande partie sans aucune ornementation ; deux seulement, ceux qui nous avaient été indiqués par M. Benoist d'Azy, ont le couvercle garni de quelques moulures bien simples. On nous a signalé un seul fragment, placé en tête d'un tombeau, marqué d'une croix épatée. On nous parla aussi d'une pierre ayant des caractères qu'on ne pouvait déchiffrer, qui avait été retirée de fouilles antérieures. Elle avait été placée comme dalle devant un magasin. Nous nous y rendîmes ; mais il nous fut facile de voir qu'il n'y avait aucune inscription. Ce sont des croix enlacées les unes dans les autres, au nombre de dix, dans le genre de celles que nous trouvons en tête d'un des sarcophages de notre musée. C'est la même disposition, le même style, le même coup de ciseau.

» Comme j'avais prévenu de notre arrivée, on avait laissé intact le tombeau le plus orné, afin de l'ouvrir en notre présence. On a pris dans cette opération toutes les précautions possibles : quatre hommes ont soulevé à la main le couvercle, qui s'est alors partagé en deux parties. Ce couvercle fermait hermétiquement le sarcophage, au moyen de deux rainures taillées dans tout le pourtour, de manière à laisser une saillie qui entraît dans la pierre du tombeau. C'était un moyen de conservation pour les corps ; mais un autre moyen employé à Azy, et que je n'avais jamais remarqué ailleurs, c'est une espèce de conroi bien préparé et évidemment manipulé comme nos terres à salence, d'une pâte jaune, fine et bien compacte, n'ayant aucune affinité avec le terrain dans lequel le cimetière est établi. On en couvrait le mort jusqu'à l'orifice du sarcophage, et on plaçait enfin le couvercle, dont la saillie dont nous avons parlé s'enfonçait dans ce ciment naturel. Celui qui a fait faire le plus de progrès aux études sur les anciens cimetières, M. l'abbé Cochet, dans sa *Normandie souterraine*, dit avoir trouvé des tombeaux dans lesquels on avait placé sur le corps quinze centimètres de véritable ciment rouge. Notre ciment naturel se rencontrait dans toutes les tombes de Saint-

Benin-d'Azy, d'où il faut conclure que l'usage en était général dans cette localité.

» Une autre observation importante, c'est l'abaissement gradué de la couche de terre dont nous parlons, à mesure de la dépression ou de la décomposition du corps. Cet abaissement successif est constaté par des teintes bien accentuées, mais dont le ton s'affaiblissait à mesure que la terre s'éloignait du bord du sarcophage.

» Dans plusieurs de ces cercueils on a trouvé deux corps et même trois. Nous pensons que ce sont des personnes de la même famille mortes à la même époque, en temps d'épidémie.

» Rien n'a été découvert dans ces tombeaux, ni armes, ni vases, ni fibules, ni ornements, ni pièces de monnaie. On nous a présenté une petite monnaie ou médaille en bronze qui avait été trouvée, disait-on, dans un de ces sarcophages; c'était, je crois, une pièce de Gordien ou de Tétricus. La chose eût été possible, car on sait que les pièces romaines ont eu long-temps cours dans nos pays, même après l'établissement des Francs. Mais comme je sais qu'il ne faut pas accepter trop facilement les dépositions de ces ouvriers, qui quelquefois sont heureux d'avoir *gaussé le bourgeois*, je pris un ton d'autorité, et je dis à l'ouvrier qui avait trouvé la pièce : « Non, vous ne l'avez pas trouvée dans le tombeau, ce n'est pas possible. » Il finit par m'avouer qu'il l'avait ramassée à côté, dans la terre.

» Il ne nous reste plus à parler que d'un vase trouvé dans les mêmes fouilles et que nous avons apporté avec nous pour le musée. Nous le devons à l'obligeance du frère directeur de l'établissement de Saint-Benin-d'Azy, qui avait eu soin d'en recueillir les fragments, de manière à pouvoir le compléter tel que nous vous le présentons.

» Ce vase a été trouvé dans le cimetière supérieur, abandonné depuis long-temps. Il est difficile d'assigner un âge à cette poterie.

» Le cimetière supérieur dont nous venons de parler environnait l'ancienne église de Saint-Georges, dont on remarque dans le voisinage des restes considérables, entre autres le portail,

assez bien conservé. Ces débris accusent la fin du douzième siècle. »

M. de Laugardière demande la parole pour une double rectification relative au peintre Liebault.

Le peintre Paul Liebault.

Dans une lettre adressée à Mgr l'évêque de Nevers, et insérée au numéro du 20 mai 1867 de la *Semaine religieuse* du diocèse, un savant et spirituel habitant de Clamecy, M. le docteur Heulhard d'Arcy, a signalé un tableau, appartenant à l'église de cette ville, et provisoirement déposé au presbytère. Ce tableau, qui provient des Récollets de Clamecy, représente saint Ildefonse en prières. « Il lève les yeux au ciel et voit apparaître, au milieu d'un chœur d'anges, la salute Vierge, qui lui remet un vêtement religieux. » Une inscription latine, incomplètement conservée, explique que cette faveur est due à la foi du saint en l'Immaculée Conception. « Le tableau, daté de 1647, est signé : *L. Liebaud*. »

Soit que la *Semaine religieuse* contienne en cet endroit une double faute d'impression, soit que la signature du peintre ait souffert, elle aussi, comme l'inscription explicative, des injures du temps, et que, par suite, elle n'ait pu être entièrement déchiffrée, toujours est-il que l'auteur de la peinture se nommait *Paul Liebault*, et que sa signature habituelle se composait de l'initiale de son prénom, puis de son nom entier orthographié comme je viens de l'écrire.

J'en trouve la première preuve au bas d'un acte de baptême du 27 juillet 1641, où il figure comme parrain, sous la seule qualification d'honorable homme, et avec cette mention : Natif de la ville de Charme, en Lorraine (1).

(1) J'ai relevé cet acte et les suivants dans les registres de l'ancienne paroisse de Saint-Aricle, déposés au greffe du tribunal civil.

Parrain, le 14 février 1645, d'un fils de M^e Pierre Dadler et de dame Perrette Pinet, il est désigné comme *peintre de Mesdames nos Princesses*, et signe de même qu'en 1641.

Marié avec dame Elisabeth Pinet, unlé évidemment par le sang à l'épouse de M^e Dadler, mais dont je ne peux quant à présent déterminer la parenté avec la famille du même nom qui existe encore à Nevers, il en eut trois enfants :

1^e Charles-François, baptisé le 4 février 1647 ;

2^e Gabrielle-Claude, baptisée le 13 juillet 1648, et qui eut pour parrain noble Claude Prisye, docteur en médecine, et pour marraine dame Gabrielle Andrault de Langeron, abbesse de Notre-Dame de Nevers, représentée par demoiselle Marie Prisye ;

3^e Perrette, fille posthume, baptisée le 13 novembre 1652, et dont la marraine fut honnête femme Perrette Pinet.

Inhumé le 29 juin 1652, l'acte ne dit pas à quel âge, sa veuve lui survécut jusqu'au 8 mai 1669.

Qualifié dans les divers actes qui constatent ces faits, sauf dans celui de son inhumation, *M^e peintre* ou simplement *peintre*, ou encore *peintre de cette ville*, Paul Liebault, quoique né hors de la province, est en droit de figurer sur la liste des artistes nivernais que je m'occupe de dresser, puisqu'il a exercé son art à Nevers pendant une période d'au moins onze années. Peintre officiel de la famille ducal, ce titre semble indiquer qu'il n'était point sans quelque mérite. Le docteur d'Arcy nous a heureusement signalé une œuvre authentique qui permettra d'apprécier le talent de l'artiste, et mieux que tout autre il serait à même de juger, au point de vue de la valeur artistique, le tableau dont nous lui devons la révélation.

Quant à moi, mon rôle est plus modeste, et quel que soit le rang que devra occuper au catalogue historique de l'art français le peintre lorrain fixé et mort chez nous au dix-septième siècle, j'aurai atteint le but que je me proposais si j'y ai préparé son inscription à l'aide de documents certains. Je ne désespère point d'ailleurs de retrouver son nom dans le riche fonds des archives de la chambre des notaires de Nevers, que je

dépouille avec une soigneuse mais trop lente persistance ; et si je rencontre quelques informations plus attrayantes que les dates arides qui précèdent, je me ferai tout à la fois un devoir et un plaisir de les communiquer à la Société.

R. DE LAUGARDIÈRE.

6 juin 1867.

Aperçu médical de la saison de 1866 aux eaux minérales de Pougues.

Je viens vous exposer un résumé rapide de deux mémoires parus récemment, et qui sont dus à la plume des médecins qui ont exercé concurremment, en 1866, aux eaux minérales de Pougues. Deux opinions, dit le proverbe, valent mieux qu'une ; aussi plus d'un enseignement utile sortira, je l'espère, de cette double analyse.

La première de ces publications, qui va m'occuper, est celle de M. le docteur Logerais, médecin-inspecteur de l'établissement. M. Logerais est un nouvel arrivé dans notre département ; mais son expérience médicale lui avait déjà valu, dans le pays qu'il quitte, les honorables fonctions de président de la société de médecine d'Angers. C'est la première fois que ce praticien fait connaître au public médical le résultat de ses observations à Pougues, et, tout en les analysant brièvement, je m'efforcerai d'en faire ressortir les faits les plus intéressants, soit par leur importance, soit par leur nouveauté.

D'après M. Logerais, les eaux de Pougues sont toniques et fortifiantes, tout en étant altérantes. « Peut-être, ajoute-il, arriverons-nous un jour à dégager en partie l'inconnu de ce succès. » Ainsi, dès le début, nous nous trouvons en présence d'une espèce de *desideratum* sur le mode d'action des eaux dont il s'agit. Cette opinion, sous une autre forme, est également par-

tagée par M. le docteur Roubaud. Une considération nouvelle, et sur laquelle M. Logerais insiste beaucoup, et avec raison, touche à la question des eaux minérales en général, en ce qui concerne les dispositions héréditaires des malades. « Je me suis appliqué, dit l'auteur, autant qu'il a été possible, à bien m'assurer des dispositions des malades soumis à mon observation. Ceci, quelque simple en apparence, n'est pas toujours facile ; les malades bien souvent ne nous donnent sur ce point que des indications tout à fait insuffisantes. »

Un fait également nouveau nous est ensuite signalé ; son importance consiste en ceci : une nouvelle analyse chimique, provoquée par le médecin-inspecteur, a été faite avec le plus grand soin et avec toutes les garanties désirables par M. Rivot, ingénieur en chef des mines, professeur et préparateur de chimie à l'école des mines. Cette analyse, faite en janvier 1867, « prouve que l'eau de Pougues renferme beaucoup d'éléments minéralisateurs. Elle en dénote davantage que celle faite en 1837 par MM. Boulay et Henry : 0 gr. 5784 en plus ».

Après avoir constaté ce qui précède, nous arrivons aux observations proprement dites. Elles sont au nombre de trente, et la façon claire dont elles sont exposées au lecteur démontre que l'auteur a, comme il le dit dans sa préface, porté de ce côté un examen attentif, et fait servir à l'étude de ces questions les fruits d'une expérience déjà assez longue dans la pratique médicale.

Les malades, dont l'observateur nous fait connaître l'histoire médicale, étaient atteints des affections ordinairement tributaires des eaux de Pougues, parmi lesquelles dominent les maladies chroniques de l'estomac, du foie et des voies urinaires, ainsi que les états constitutionnels connus sous les noms d'anémie, de goutte, de diabète, etc. Tous ont trouvé dans leurs conditions de santé une amélioration considérable, et un grand nombre la guérison aussi complète qu'il est possible de l'espérer par un traitement thermal ; car il est nécessaire que les malades fréquentent pendant plusieurs années de suite les sources qui ont produit chez eux un bon effet.

Comme tous ces désordres dans la santé sont très-souvent hé-

réditaires, M. Logerals nous apprend qu'il insistait « fortement auprès des parents qui amenaient avec eux leurs enfants pour qu'ils les soumettent à la même médication ».

M. Roubaud avait signalé dans son livre un phénomène important, auquel il donnait le nom de *crise* ; d'après M. Logerals, ce fait peut se produire parfois, mais c'est l'exception et non la règle.

Je vous ai déjà dit que le style de M. Logerals était clair ; j'ajouterai qu'il est empreint d'un caractère de franchise toute scientifique, ce qui est le propre des recueils d'observations. Sa brochure est en effet intitulée : *Observations médicales sur les eaux minérales de Pougues. Année 1866.*

Le second opuscule dont je me propose de vous soumettre le résumé porte pour titre : *Rapport sur le service médical des eaux minérales de Pougues. Année 1866. Des différents modes d'action des eaux de Pougues*, par le docteur Roubaud. Ici, au lieu de nous présenter l'histoire de chaque malade en particulier, ce qui serait beaucoup trop long, puisqu'il a dirigé en 1866 le traitement de deux cent quatre-vingt-sept personnes, l'auteur passe successivement en revue les affections les plus habituellement envoyées à Pougues, et il recherche pour chacune d'elles en particulier le mode d'action de l'eau minérale. Cette eau non-seulement possède des propriétés générales qui se traduisent par une douce excitation sur l'estomac et sur les voies urinales, mais elle a encore, selon M. Roubaud, des modes d'action thérapeutique différents, selon les affections qu'il s'agit de combattre. Je vais suivre l'observateur dans chaque chapitre et vous faire connaître, d'après lui, ces modes divers d'influence de l'eau minérale de Pougues.

Dyspepsie. — Le phénomène le plus important à signaler dans ce cas est la *crise*, qui « peut se montrer à partir du douzième jour du traitement ; mais son apparition peut être de beaucoup retardée, et il est des cas où elle ne s'est produite que le trente-cinquième et même le quarantième jour ». Cette crise est essentielle dans le traitement de la dyspepsie ; c'est le seul signe de guérison. Elle indique toujours que le malade est saturé

d'eau minérale. — La crise, d'après M. Roubaud, est constituée par le retour de tous les phénomènes morbides après une guérison apparente complète ; elle ne se montre ainsi que pendant le traitement de la dyspepsie, et l'auteur soutient que dans l'immense majorité des cas cette condition est indispensable pour assurer la guérison et y croire.

Catarrhe vésical. — L'eau minérale de Pougues a, sur tout l'appareil urinaire, une action excitante incontestable, sous l'influence de laquelle la gravelle est expulsée avec abondance. — Cette excitation peut changer l'état chronique en état subinflammatoire, et même amener une cystite aiguë. Il faut donc ici, de la part du médecin, une très-grande attention pour que l'état d'acuité ne dépasse pas certaines limites. « C'est ordinairement du dix-huitième au vingtième jour que cette nouvelle forme de saturation se manifeste. » L'action de l'eau de Pougues dans le catarrhe vésical est substitutive, et le succès s'explique « par le passage, pendant le traitement, de l'état chronique à un état inflammatoire subaigu. »

Gravelle, graviers, coliques néphrétiques. — La thérapeutique au moyen de l'eau de Pougues nous offre ici à considérer deux indications successives. — La première de ces opérations est celle que l'on appelle le *lavage*, et qui consiste à débarrasser l'appareil urinaire des concrétions accumulées dans ses anfractuosités. Le mode d'action qui survient ensuite est précisément cette excitation spéciale de l'eau sur tout l'appareil urinaire, dont j'ai déjà parlé. L'eau de Pougues ne dissout pas les sables et les graviers ; elle facilite simplement l'expulsion de ceux qui se trouvent formés. A la suite de la proposition précédente, cette autre question se présente naturellement à l'esprit : L'eau de Pougues peut-elle prévenir la formation de nouveaux sables et de nouveaux graviers ? M. Roubaud y répond de la manière suivante : « J'avance sans hésitation, dit-il, que l'eau minérale de Pougues, pas plus qu'aucune autre d'ailleurs, ne peut afficher la prétention d'empêcher la formation de la substance insoluble. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de prévenir l'accumulation de

cette substance dans l'appareil urinaire, et de s'opposer ainsi à l'édification, si l'on peut ainsi parler, d'un gravier ou d'un calcul. »

Goutte. — Le traitement ne se prescrit pas en dehors des attaques de goutte, à un intervalle cependant assez rapproché de celles-ci. — Le phénomène de saturation se manifeste ici ordinairement du huitième au douzième jour de la médication. — Le médecin, dans ce cas, doit rassurer son malade et l'engager à poursuivre l'usage de l'eau. La douche et les bains ne jouent, dans cette cure, qu'un rôle secondaire.

Chlorose, anémie, scrofule. — M. Roubaud résume son opinion par ces paroles : « L'eau minérale de Pougues n'a pas d'autre action que celle qu'elle emprunte à ses propriétés apéritives, digestives, et, par suite, reconstituantes. » L'hygiène et le régime alimentaire ne doivent pas être oubliés dans la méthode curative employée dans ces circonstances.

Diabète, albuminurie. — L'eau de Pougues, *intus et extra*, ne doit son action salutaire, dans ces maladies, qu'à ses propriétés toniques et reconstituantes.

Hypertrophie du foie et de la rate. — En ce qui concerne l'hypertrophie du foie, sans altération profonde de l'organisme, M. Roubaud nous apprend que le professeur Trousseau envoie d'abord ses malades à Vichy, jusqu'à ce qu'ils aient contracté la cachexie alcaline, avec recommandation de venir suivre à Pougues un traitement complémentaire, destiné à les débarrasser de ces nouveaux symptômes. La guérison s'obtient ordinairement à la suite de cette médication.

L'hypertrophie de la rate réclame le régime reconstituant.

Affections de l'utérus. — La règle à suivre consiste dans la recherche des causes des troubles divers que présente cet organe. Les moyens thérapeutiques seront appropriés à chaque symptôme.

La brochure se termine par quelques pages empruntées à M. le docteur Constantin James et extraites du *Guide pratique aux eaux minérales de France et de l'étranger*. J'y lis, au milieu

de renseignements déjà connus, qu'il est question d'établir à Pougues des cures de *petit lait*, sur le modèle de celles qui existent en Suisse et en Allemagne.

Puisse cette installation devenir, pour l'établissement des eaux minérales de Pougues, une nouvelle origine de succès et de prospérité.

Docteur SUBERT.

6 juin 1867.

SÉANCE DU 8 AOUT 1867.

Présidence de Mgr CROSNIER.

M. Malleval, présenté par M. de Cavallhès et M. Subert, est admis comme membre de la Société.

M. Dupont, membre de la Société historique de Paris, présenté par M. Bornet et M. de Cavallhès, est admis.

Sont offerts à la Société les ouvrages suivants :

Mémoires de l'académie du Gard, novembre 1864, août 1865;

Monographie de Flacey-lez-Montbard (Côte-d'Or) aux douzième et treizième siècles;

Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'Angers, tome IX, 2^e, 3^e et 4^e partie tome X, 1^{er} cahier;

Monographie d'Etormay (Côte-d'Or), par Dupont;

Bulletin de la Société d'études d'Avallon, huitième année, 1866;

Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry, année 1866;

Travaux de l'académie impériale de Reims, n^o 1, 2, 3 et 4;

Revue des sociétés savantes des départements, 4^e série, tome V, avril et mai 1867.

Mgr Crosnier donne lecture d'un travail intéressant sur la chaire de saint Pierre qu'il a pu voir à son voyage à Rome. Ce travail sera inséré dans le *Bulletin*.

Il donne ensuite lecture du résumé d'une séance donnée par M. de Rossi au palais de Latran sur les tombeaux des catacombes recueillis dans le musée de Latran. Cette notice sera également insérée dans le *Bulletin*.

M. le Président propose à la Société de s'abonner au *Bulletin d'archéologie chrétienne* de M. de Rossi, dont la traduction française avait été momentanément interrompue faute de souscripteurs en nombre suffisant. Cette proposition est favorablement accueillie. M. le Président est prié de se charger de cet abonnement.

M. Roubet donne lecture d'un travail intitulé : *Le Faict de la gabelle* ; ce travail sera inséré dans le *Bulletin*.

DU FAICT DE LA GABELLE.

LE SEL.

... *Ciborum condimentum.*
PLINE.

L'auteur de la *Physiologie du goût* n'a point daigné parler du sel.

Trop vulgaire sans doute il trouvait la matière.

Pourtant, sur l'autel de tous les dieux on déposait l'encens et le sel.

Dans ses transcendantes méditations, on chercherait vainement un petit grain, une parcelle de ce sel que célébrait Ovide : *Grana salis — puri candida mica salis*.

Cependant, si tant est que le goût soit, d'après la définition, le sens par lequel nous apprécions ce qui est sapide et esculent, nous osons penser que Brillat-Savarin aurait pu, sans déroger, accorder une mention honorable à cette substance

utilitaire qui réveille si facilement le goût, à ce *ciborum condimentum*, le seul minéral qui entre dans toutes les préparations faites pour la nourriture de l'homme, à ce sel enfin que Vauban, notre Nivernais Vauban, appelait la manne du peuple.

Il est vrai que, dans ses études, le spirituel conseiller à la Cour de cassation, que l'on ne s'attendait guère à voir dans notre affaire de gabelle, se contentait de l'addition figurative du sel, comme l'entend Martial :

At tu romano sale lepidos tinge libellos.

Mais la chose n'est point suffisamment substantielle pour l'archéologue, dont l'appétit, pour ce qui est d'antiquité, est réaliste avant tout.

Nous nous proposons donc de parler *vulgo* du sel *grant*, du sel commun, du sel de cuisine enfin.

Nous éviterons même de prononcer les noms que la science et la chimie ont infligés à notre bon gros sel. Nous aimons mieux lui restituer en passant le nom familier que lui donnait autrefois le Jacques Bonhomme nivernais et berrichon, si patiemment soumis à la *grant gabelle* :

Il l'appelait le gris.

ICY SE DONNE LE GRIS.

Voilà une inscription que l'on peut lire encore sur le mur salpêtré d'une vieille maison de Dun-le-Roi; nous la livrons aux méditations des épigraphistes et des philosophes.

Mais avant d'arriver au gros sel, aux grènetiers, au sel de devoir, à la male-tolte, aux faux saulniers, enfin à tout ce qui était du *faict de la gabelle*;

Avant de remémorer le grenier à sel de Nevers et la chambre de La Guerche, qu'il nous soit permis, *paulò majora*, de parler un peu *de antiquis*.

Et, toujours en dépit des modernes dédains,

Livrons-nous vaillamment aux Grecs comme aux Romains.

Le sel hiératique.

L'usage du sel fut presque universellement pratiqué par les peuples.

Nous ne connaissons guère que les Égyptiens qui le proclamaient immonde, parce qu'ils prétendaient qu'il était le produit de l'écume du géant Thyphon, l'ennemi de leurs divinités, le génie du mal.

Ainsi donc, *in principio rerum*, nous devons admettre que le sel fut considéré comme un objet de nécessité presque absolue.

Les Romains défendaient d'en vendre aux nations ennemies : *Frumentum et sales, non sine periculo capitis licet hostibus venditari* (Paulus Dig.).

Au temps de saint Irénée, les pieux pénitents, qui pendant le carême se contentaient de pain et d'eau, n'excluaient point le sel de leur rigoureuse abstinence.

La nécessité hygiénique du sel, sa vertu préservatrice ou conservatrice développèrent de bonne heure chez les peuples des premiers âges un sentiment de respect instinctif ; et bientôt ce respect se transforma en superstition, qui devint commune aux Grecs et aux autres peuples du paganisme.

Le sel était employé dans les sacrifices, et Homère l'appelle divin, et le prêtre de l'autel, après avoir prononcé les paroles sacramentelles : « Qui est ici ? » à quoi le peuple répondait : « Plusieurs gens de bien », versait le sel sur la tête des vivantes offrandes avant de les livrer aux victimaires.

§

Salinum.

Purum sine labe salinum.

PENNE.

Purior sabbilo.

HORACE.

Le respect pour le sel passa bien vite au vase qui était destiné à le recevoir, *salinum*, *sabilum*, et par lequel on croyait

sanctifier la table et le repas : *Salinum in mensâ solitum esse poni cum potella* (SEX. FESTI., frag.).

C'était donc une impiété que de négliger de mettre une salière sur la table; l'abandonner ou la renverser était un signe néfaste.

Des Grecs la superstition passa chez les Romains, qui l'introduisirent dans les Gaules; et aujourd'hui encore, répandre le sel sur la table est considéré comme un mauvais présage.

Primitivement, le sel était déposé sur une coquille, *concha salis puri*; ensuite la salière et l'assiette, *patella*, destinées au culte domestique, formèrent les seuls objets de luxe que se permissent les Quirites à cette époque regrettée où les échos du Forum ne répétaient pas encore : *O tempora ! ô mores !*

La plus chère ambition du pauvre (VAL., MAX., 4, 3, l. XXVI) était de posséder ces objets en argent.

Horace, célébrant, comme Virgile, le bonheur de l'homme des champs, disait sous les ombrages de Tibur :

*Vivitur parve, bonè cui paternum
Splendet in mensâ tenui, salinum.*

« Heureux est celui qui, sur sa table frugale, se contente de » la salière de ses pères ! »

La salière était donc chose vénérée et sacrée; on en fit par la suite en or et en pierres précieuses.

Les Romains qui ne pouvaient étaler dans leur *atrium* les simulacres de leurs ancêtres, montraient au moins avec un pieux orgueil la *sabillum paternum et antiquum*.

§

Plus d'une fois nous avons recherché, mais en vain, dans nos riches musées l'*antiquum salinum*.

Il faut bien le dire, hélas ! ces objets étaient en or ou en argent; ils n'ont pu résister à la barbarie et au *sacra fames* que nous savons.

Un jour le roi restaurateur des lettres, se trouvant à Fon-

tainebteau, demande à son cher et aimé Benvenuto de lui ouvrir quelques salières. Il les voulait en or. « Sire, répondit » le Florentin, je les ferai en argent; peut-être seront-elles » plus durables. »

Aujourd'hui on peut se demander que sont devenues les salières du *divini Cellini*, les salières du temps de François I^{er} et celles de l'époque des Césars!

Le sel symbolique.

Sal sapientia.

..

Le sel entra dans la symbolique de presque toutes les nations, et chacune d'elles y appliquait le sens propre à ses croyances (1).

Si sur l'emplacement de la ville prise d'assaut le vainqueur grec ou romain semait le sel pour en rendre à jamais le sol infécond, parce qu'on attribuait alors l'aridité de certaines falaises à la présence du sel, le prophète Élisée fécondait au contraire au moyen du sel la terre et les eaux : *Sterilitas aquæ sanæta est sale aspersa per Elisæum prophetam.*

C'est surtout chez le peuple hébreux que l'on aime à retrouver les lévitiqes prescriptions concernant le sel; car déjà il emprunte ce caractère mystérieux et symbolique qu'il était réservé au christianisme de développer encore.

Quand Moïse, obéissant à la voix de Jéhovah, eut édifié le tabernacle, il y éleva la table des pains de proposition; et, sur cet autel, chaque jour de sabbat on y déposait les douze pains, l'encens et le sel.

Le lévitiqes répète encore : « Tu offriras en toute oblation ton » sel.

» Tu saleras avec sel toute oblation de ton sacrifice, et ne » faudra point de mettre le sel de l'alliance de ton Dieu » dessus ton sacrifice. »

Le sel était donc déjà le symbole de la sagesse, quand advint la parole du Fils de Dieu pour l'idéaliser et l'affirmer à la fois d'une manière plus manifeste.

Il disait aux apôtres : « Vous êtes le sel de la terre. »

Le sel fut appelé le condiment de toutes les vertus, *omnis virtutis condimentum*, et la sagesse spiritualisée eut pour but la conquête des biens de la vie future.

§

Les Grecs avaient emprunté des Hébreux l'usage du sel hiératique; le christianisme emprunta à son tour aux Romains les rites du paganisme; mais ces rites étaient dépouillés et purifiés de toute idée profane ¹.

Les premiers chrétiens employaient le sel pour la purification des basiliques et des temples païens qu'ils consacraient à ce Dieu qu'Auguste faisait placer au Capitole.

Nova... celo demittitur alto.

Nous retrouvons parmi ces rites l'aspersion de l'eau bénite, que le pape Alexandre instituait, et qui, comme l'eau lustrale, devait être purifiée par le sel : *Multa magis aqua salis aspersa divinis precibus populum sanctificat et mundat.*

Le sel entra dans les imposantes solennités de la consécration des autels et des temples (2) comme dans les cérémonies du baptême; les juifs l'employaient dans celles de la circoncision.

Si le prêtre catholique offre au nouveau chrétien le sel de la sagesse, *accipe salem sapientiae*, la prière musulmane, reproduisant le même symbole, ajoute : « Plaise à Dieu que son nom » soit aussi savoureux que le sel, soit préservé de la corruption, ne goûte aux choses de la terre et trouve du goût dans la » pratique du bien. »

En France, autrefois, on avait coutume de placer du sel auprès des petits enfants que recueillait la charité de saint Vincent de Paul. Cela signifiait qu'ils n'étaient point baptisés. En Angleterre, au contraire, le sel trouvé près de l'enfant

¹ Mgr Dupanloup.

exposé indiquait qu'il avait reçu le baptême. Néanmoins, le concile d'Yorck (1135) prescrivait que l'on conférât le sacrement sans crainte de le réitérer.

Nous ne parlerons pas davantage du sel accepté comme figure dans tous les dialectes connus; nous ferons observer néanmoins que l'idiome latin venait pour ainsi dire en aide à la symbolique. En effet, le mot *sapiens*, qui était la qualité essentielle du sel, signifiait aussi la qualité du *vir probus et bonus*.

Et au temps de saint Bernard, dans notre vieux et naïf langage roman, *sal* voulait dire sauvé.

Car cil kil croirat sera sal.

Qui crediderit salvus erit.

Vectigalia.

De nos jours, les préposés à la répartition et recette des impôts, ainsi que les contribuables, ne s'appliquent guère à connaître que la matrice cadastrale, déjà plus que trentenaire. Et, bien entendu, ils n'ont nul souci des *vectigalia* romains, qui ont frappé le même territoire, *pagus*, les mêmes parcelles, *capitationes*.

Sans doute, l'administration romaine aura long-temps encore des arcanes, qui ne sauraient facilement être élucidées; néanmoins, nous savons par Ulpien et Hygenius que l'empire était divisé en cantons et que nos champs gallo-romains étaient classés en *arvi primi* et *arvi secundi*. Nous avons été plus loin que les conquérants des Gaules, en avant ou en arrière; nous avons ajouté et créé les *arvi tertii*.

Si donc, comme nous, les Romains avaient le cadastre, ils avaient aussi, comme nous, l'impôt sur le sel.

Si Paris avait son quai de la Saulnerie et sa rue Grènetière, Rome avait aussi sa *via Salaria*. C'était dans cette voie sans doute que se trouvaient les magasins des *ærarii salinatores*, c'est-à-dire des fermiers du sel. En tout cas, c'était bien là que se trouvaient les marbres couverts qu'en 348 le poète

Prudentius léguaît aux dieux Mânes : *Densis que (viâ) salariâ bustis illic marmora lego dis manibus.*

Les impôts sur le sel furent créés l'an de Rome 549, Caius et Claudius étant censeurs.

Ils constituaient déjà un élément essentiel du revenu public. La perception en était confiée à des particuliers, *ærarii salinatores*, qui prenaient à bail du gouvernement le droit de faire et vendre le sel. Ces fermiers étaient connus le plus généralement sous le nom de *publicani*. — *Nam inde nomen habent sive fisco vectigal pendant, vel tributum consequuntur et omnes qui quid à fisco conducent.* (Sentence de PAUL, D., l. XXXIX, 4.)

§

Publicani.

Ubi publicani, ibi summa injuria.

TITE-LIVE.

De tout temps le nom générique de publicain fut entaché d'un caractère de haine et de mépris.

Tite-Live, à défaut de Tacite, en parle en termes bien rigoureux.

L'Église elle-même ne fut point exempte de partager hautement ce sentiment de despicion et de répulsion.

Eut-elle, comme les populations, de justes motifs de se plaindre des exactions des fermiers publics ? C'est croyable. Mais n'est-il point possible d'admettre que l'Église conserva long-temps, en mémoire des luttes qu'elle eut à opposer à l'exigence de ces publicains pour se soustraire à des redevances auxquelles elle prétendait n'être point soumise, quand elle invoquait sur ce sol italique, arrosé du sang des premiers apôtres, les immunités du domaine quiritaire, qui étaient le privilège de ne point payer d'impôts que s'étaient autrefois arrogé des republicains se disant rois d'origine. *Late regem populum.*

Quoi qu'il en soit, à la fin de l'empire, les publicains étaient abolis. La perception passait aux magistrats et à leurs *officiales*. Le nom était supprimé, mais la chose existait.

Daces et aydes.

Dationes et auxilium.

Comme la théocratie égyptienne et les premiers Pharaons, nos rois de la première race se contentèrent pour tribut des fruits de la terre. Rien n'était plus naturel, en effet, que cette espèce de revenu ou prélèvement, qu'on appela dîme, et qui, plus tard, devait être si fort stygmatisé. Au surplus, les barbares envahisseurs dédaignaient la savante organisation des Romains qu'ils avaient vaincus, et l'espèce de régime soldatesque et germanique qu'ils avaient importé contrastait trop avec les subtilités de l'ancien régime fiscal.

Bientôt pourtant la splendeur dont les souverains aimaient à se voir entourés et le besoin de mettre un frein au bon plaisir des seigneurs féodaux leur firent comprendre la nécessité d'une administration mieux réglementairement établie. On négligea donc les dîmes territoriales pour avoir recours à des redevances nouvelles ; le sel et le vin constituèrent alors l'élément principal de ces daces ou impôts, connus sous le nom d'aydes : *Dationes et auxilium*.

§

Dès avant, le sel, comme les autres marchandises, avait été diversement frappé de redevances féodales, soit au passage des fleuves et rivières, soit pour la licence de l'exposition et du délit sur les terres seigneuriales (3).

Dans nos contrées, l'évêque de Nevers et le chapitre avaient pouvoir de tenir deux bateaux, francs de tous droits, sur les rivières de Loire, Allier, Sarthe et Mayenne, pour provision de sel et autres denrées nécessaires à la subsistance des clercs de Saint-Cyr, et la concession de ce privilège remontait à

Louis le Débonnaire, qui en avait octroyé le diplôme à Jonas, évêque.

Les seigneurs des Bordes, en vertu d'une concession qui leur en avait été faite par un ancien comte de Nevers, avaient droit de salinage en cette ville.

Lequel droit consistait à prendre sur un chacun vendant sel « ès ville et faubourgs, *deux seiellées asynes*, ou, pour » icelles, 24 sols tournois, la veille de Noël chacun an ».

L'exercice de ce droit était lui-même grevé d'une redevance de 20 sols, pour saulnage, sallage, mesurage et arrivaige de sel, au profit du comte ⁴.

Les seigneurs de Druy avaient un droit identique sur la ville de Decize, et Simon Marion, faisant, en 1593, procéder à la réfection du terrier de sa baronnie, mentionnait fidèlement le droit de salage qui lui afférait :

« Qui est tel que sur chacun regrattier, vendant le sel en » détail en la ville et faubourgs de Decize : *lui* ou ses commis » avaient droit de prendre de deux lundis l'un autant de sel » qu'il en peut tenir sur les trois premiers doigts de la main, » ou chaque lundi ce qui peut tenir sur les deux premiers. »

Sans doute Simon Marion était aussi bon géomètre que bon avocat, car il exerçait préférablement son droit de deux lundis l'un.

§

Sur notre rivière de Loire, les péages sur le sel au profit des seigneurs riverains étaient quelque chose d'inouï; l'édit de Henri II (1553), qui rappelle sept différents édits des rois ses prédécesseurs en faveur des marchands sur eau, fait mention de plus de deux cents péages sur le cours du fleuve.

La communauté de ces marchands, qui provoqua et soutint tant de luttes contre les seigneurs riverains, faisait remontrance au roi François I^{er} :

⁴ Archives du château des Bordes.

« Que les marchands pour la fourniture des greniers à sel
» rencontraient grande incommodité; que pour payer le sel en
» essence, tant pour le retardement et séjour qu'il con-
» vient de faire pour acquitter ce droit de péage, qu'à cause
» des déchets extraordinaires qu'ils éprouvaient, les péagers
» faisant découvrir en plusieurs endroits les sels des basteaux
» pour choisir le meilleur et le mieux essuyé, et les exposant
» ainsi à l'orage et aux grandes pluies. »

Par suite le roi (1546) prescrivait que le péage se ferait en argent en la généralité de la Langue-d'Oil, et il évaluait la somme qui serait perçue à Cosne, à Sancerre, à Mesves, à La Charité, à Germigny, à Nevers et à Decize. Néanmoins le droit en nature subsistait à Aubigny et au Bec-d'Allier (1610). Il était d'un boisseau ¹, quelle que fût la quantité de sel voiturée sur eau.

§

La monarchie ayant besoin de subsides, demanda et obtint les aides (*auxilium*) sur le sel, et pour que le peuple les acquittât avec moins de répugnance, on le consulta sous le titre honorifique de tiers-état. Cet impôt, stipulé d'abord temporaire, finit à la suite par se trouver régularisé.

Déjà Louis VII avait eu recours à ce genre de subsides. Philippe de Valois renouvela les aides sur le sel, et, bien que le vaudeville ne fût point précisément inventé, le roi Édouard d'Angleterre, qui sans doute était né malin, aimait à appeler Philippe VI du nom de roi salique !

Enfin, sous le roi Charles V, « pour les affaires et nécessités
» de la guerre, on imposa certaines daces sur le sel qui n'a-
» voient esté vues en France, le roi ayant en ce temps-là cinq
» puissantes armées contre les Anglais ² ! »

Dès-lors se trouva établie la permanence de la gabelle, et ce

¹ Droits féodaux sur la Loire

² Du TILLER, *Chroniques*.

fut à elle qu'on eut encore recours pour retirer le roi Jean de sa captivité. La rançon ne fut point acquittée, mais la collecte de l'impôt n'en fut pas moins opérée.

De la gabelle.

Ducange fait dériver le mot gabelle du mot saxon *gapol*. Selon d'autres, il proviendrait de l'allemand *gabe* ou de l'hébreu *gab*, qui veut dire présent. Saint Bernard désigne par *gabella* une rente, une pension.

Quoi qu'il en soit, sous l'ancienne monarchie, la dénomination de *gabella* s'appliquait spécialement à la taxe sur le sel.

Pour l'organisation de cette taxe, on créa, dès 1342, des tribunaux qui étaient appelés greniers à sel, et, en 1355, les députés des états-généraux ayant élu des officiers pour le recouvrement des nouveaux impôts, le nom d'*élus* leur demeura et se perpétua jusqu'à la révolution pour désigner les préposés à la perception des impôts.

Ces tribunaux, néanmoins, n'eurent connaissance du fait de la gabelle que jusqu'à François I^{er}, qui institua une nouvelle organisation, ainsi que nous le verrons bientôt.

§

Dès l'année 1419 Nevers avait son grenier à sel, qui servait et protégeait le monopole royal.

Il arrivait toutefois que le roi ne prélevait pas toujours cet impôt pour son singulier profit ; souvent il en faisait concession, en tout ou en partie, à titre de munificence, de grâce spéciale ou de récompense.

En 1467, Louis XI, par lettres patentes du 20 octobre, faisait savoir « que, par considération de la proximité de » lignaige en quoi nous atteint nostre cher et amé cousin le » comte de Nevers et de Rethel, et icellui pour ses causes et » afin qu'il ait mieulx de quoy entretenir son office honora- » blement, avons donné et donnons tout le prouffit et émolu-

» ment de notre droit 'de gabelle des greniers et chambres
» établis en ses pays et seigneuries, c'est à savoir Nevers,
» Decize, Molins-en-Gilbert, Luzy, Saint-Saulge..., à prendre
» par notre dit cousin par les mains des grènetiers... charges
» d'offices et autres charges ordinaires, sel vendu auxdits gre-
» niers et chambres, estant premièrement payés ⁴ ».

Le 19 novembre 1476, le même roi, étant au Plessis-lès-Tours, donnait encore à Philibert Boutillat, seigneur d'Apremont, trésorier de France (4), commission pour prendre au nom du duc de Brabant, comte de Nevers, les aydes des greniers à sel du Nivernais pour l'espace de vingt-cinq ans ⁵.

Mais préalablement ledit seigneur, qui était en même temps grand bailli du Nivernais, obtenait de la munificence royale le don de fourniture des greniers à sel de cette province ⁶.

C'était là, à n'en pas douter, un acte tout gracieux de la part du vieux Louis le onzième, qui avait du bon. Il n'avait pas mis en oubli les compliments qui lui avaient été adressés, le 25 juillet même année, lors de sa joyeuse entrée à Nevers, non plus que le dais de taffetas, frangé de soie bleue et semé de fleurs de lis d'or, que lui avaient présenté MM. les Échevins ⁴.

Enfin, nous voyons encore la reine-mère Loyse de Savoie, en 1525, et son fils, en 1542, accorder à Marie d'Albret, duchesse de Nevers, toujours pour considération de la proximité du lignage, les droits de gabelle sur les greniers à sel de son pays de Nivernais ⁵.

Ce n'était point, sans doute, pour des motifs superflus que ces derniers actes de concession mentionnaient, indépendamment des prouffits et émoluments, « l'ensemble des amendes, » confiscations et forfaitures eschues et à échoir.

⁴ Archives du château des Bordes.

⁵ *Invent.* Abbé de MAROLLES.

⁶ *Idem.*

⁴ *Invent. hist.* PARMENTIER.

⁵ Archives de la préfecture, Nevers.

§

Ces concessions, ces libéralités royales qui, en réalité, étaient un démembrement du revenu public, furent sans doute les dernières octroyées en faveur de la maison de Nevers, car en 1548 le roi Henri II, « sur l'avis qu'aucuns particuliers, marchands de son royaume se prétendaient pour avoir tenue et fournissement des greniers à sel de la généralité de Langue-d'Oil, assemblait son conseil à Fontainebleau pour savoir s'il y avait moyen d'arriver à plus amplement faire le prouffit de ses gabelles qu'ès années passées pour le grant désordre qui avait esté au faict du sel »¹.

Sur quoi il était advisé que, dès-lors, il serait « cryé, publié et proclamé, tant la ferme des gabelles que le fournissement des sels et greniers à sel de la Langue-d'Oil, comme avait été fait en Normandie et Picardie ».

Et au mois de juin Loys Olivier, habitant de Nevers, devenait adjudicataire des droits de gabelle aux greniers de Nevers et Saint-Saulge, comme s'étant trouvé être le marchand qui eût fait meilleures conditions pour le profit du roi et plus ample rabaissement, pour le soulagement du peuple, sur le prix du sel.

Des greniers à sel.

Salia juridictio.

DUCANGE.

Les greniers à sel étaient des tribunaux établis pour juger en premier ressort les contraventions aux ordonnances concernant le fait de la gabelle. *Salia juridictio, sive camera.*

Leur institution, par trop perfectible, dut subir bien des réglementations diverses.

Tite-Live prétendait que la splendeur de l'empire puisait sa principale ressource dans le *vectigal ex annoniarum salariâ*. Notre

¹ Archives du château des Bordes.

monarchie suivit ces anciennes indications. L'on vit l'impôt sur le sel aller toujours en s'augmentant, et il devenait nécessaire, au fur et à mesure, de modifier et d'étendre le régime fiscal existant.

Il fallait au roi François I^{er} de nouveaux subsides pour l'entretien des picquiers, des artilliers et des cornettes de cavalerie qu'il opposait aux lansquenets et aux Espagnols ; il institua donc les bureaux des traites et les offices pour les greniers à sel (1542) ¹.

Henri II, qui prenait le titre de protecteur des libertés allemandes, créa, pour accroître ses aides, des offices de contrôleurs, de receveurs et de gardes des gabelles.

Henri III institua des greniers avec grènetier, contrôleur et procureur du roi ; puis il ordonna (1580) que le sel serait distribué par impôts, c'est-à-dire que chacun serait cotisé, dans les paroisses, pour sa provision ; mais cet impôt vexatoire fut aboli, en 1588, après la fameuse journée des barricades, que le roi pardonna *comme mutinerie*.

Henri IV commença à avoir timidement recours à cette bienheureuse gabelle. Les motifs en étaient plausibles et honnêtes.

En 1593, il établissait six deniers par minot vendu aux greniers... C'était pour le pavé et les chaussées de Paris, la grande ville... ; œuvre de salubrité.

En 1594, il ajoutait quinze sols... C'était pour le guet... ; œuvre de sécurité.

En 1595, il y avait crue de dix sols... C'était pour l'Hôtel-Dieu... ; œuvre d'humanité.

Puis, bientôt après, le grand Sully rétablissait l'impôt par paroisse ; ce qui faisait dire que si le bon roi voulait que chacun mît la poule au pot, M. l'Intendant des finances, assurément, n'était point d'avis qu'elle fût mangée au gros sel !

Cet impôt par paroisse se maintint jusqu'à la Révolution, tant et si bien que le grenier de Villequier condamnait Four-

¹ VIEUILLE, *Traité des élections*.

nier, curé de Précy, à 12 livres 16 sols 4 deniers d'une part, et à 12 livres et 18 deniers d'autre part, pour amende, faute par le sieur curé d'avoir levé le sel au grenier, conformément au nombre des personnes dont sa maison était composée (1759), ce qui ne l'empêchait point d'avoir encore affaire, l'année d'après, au même tribunal pour suspicion de faux sel * (5).

§

Plusieurs provinces s'étaient rédimées de l'exercice de la gabelle; d'autres jouissaient de l'exemption.

La France se trouvait donc subdivisée en pays rédimé, en pays exempt ou de franc salé, et en pays de grande et petite gabelle.

La grande gabelle ou le grand parti, comme on le disait alors, comprenait la meilleure portion du royaume. Les provinces du Berry et du Nivernais, qui furent toujours très-fidèles à leurs rois, demeurèrent donc dans le grand parti, en généralité de la Langue-d'Oil.

C'était là sans doute une triste condition, contre laquelle protestèrent bien des fois des esprits généreux et que flétrissait la voix du maréchal Vauban, quelque peu empreinte de l'accent morvandau.

§

Les juridictions grènetières se multiplièrent, et Nevers eut, en 1642, son grenier à sel.

Il était composé d'un président ou grènetier, d'un contrôleur, d'un receveur, d'un procureur du roi, d'un greffier et d'un notaire, et dès-lors les élus ne furent plus chargés des affaires de gabelle.

Dès avant, Bourges et Nevers possédaient des greniers à sel, en tant que dépôts généraux.

* Acte notarié.

De ces greniers relevaient des chambres (*camera*) établies dans les petites villes.

La ville de La Guierche relevait de Nevers.

La ville de Germigny relevait de Montluçon en 1426⁴.

De la chambre de La Guierche dépendaient les paroisses du Gravier, Patinges, Cours-les-Barres, Cuffy, Baulne, Le Veulin, Momery-les-Goths (6), Apremont et Neuvy; lesquelles, situées en deçà de l'Aubois, faisaient partie de l'ancien Nivernais⁵.

Les paroisses voisines situées sur la rive gauche ressortissaient, soit de Villequiers en Berry, soit de Saint-Amand en Bourbonnais.

§

Aux greniers à sel se trouvaient attachées des compagnies d'archers; elles étaient commandées par un capitaine ou un lieutenant.

Au confluent de la Loire et de l'Allier, le passage fréquent des bateliers et marchands sur eau exigeait une surveillance particulière; on créa donc au Bec-d'Allier une capitainerie chargée de la visite des bateaux salins.

Les préposés ne tardèrent point à recevoir de la part de nos mariniens le sobriquet de capitaines du *royal salaison*.

Voici les noms de quelques-uns de ces capitaines retrouvés dans les actes des paroisses de Cuffy, où ils sont qualifiés de capitaines de salaison :

1656, Tallebard, sieur de Saint-Urbain.

1659, Jean de Saint-Pierre.

1660, Jean de Briou, bourgeois de Paris.

1674, noble Pierre Le Conte.

⁴ Arch. imp., maison de Bourbon.

⁵ Terrier de la baronnie (1607).

Levée des impôts.

La levée de la collecte était confiée, nous devrions dire imposée, à un particulier de chaque paroisse, lequel était choisi par la plus saine partie des habitants réunis *au son de la cloche à faire appel*, sous le porche de l'église.

C'était là un honneur peu enviable, car il entraînait la responsabilité de la taxe portée au rôle ou département de la paroisse.

Le collecteur avait droit, il est vrai, de prélever deux deniers pour livre du prix de chaque minot et deux sols pour chaque lieue de distance des paroisses au grenier à sel. Mais souvent réduit aux abois et ne pouvant avoir raison des contribuables, il se voyait contraint à se dérober par la fuite à la prison qui lui était réservée.

En 1624, Edme Plat, collecteur du Petit-Gravier, c'est-à-dire de la partie de La Guerche rive gauche, qui était quartier du Bourbonnais, s'était enfui; il fallut que les habitants se réunissent à nouveau pour aviser à supporter *le régat* de la somme nécessaire à parfaire 114 livres 19 sols sur le pied du rôle, le fort portant le faible *.

En 1656, le procureur à Saint-Amand fait saisir les cavales grandes et petites pour avoir paiement de 200 livres que n'acquittait pas le tenancier Claude Vauldron, autre collecteur du Petit-Gravier. Le propriétaire des cavales les revendiqua à titre de cheptel; mais il doit payer néanmoins 60 livres, et le frère de Vauldron, prenant fait et cause pour le saisi, est condamné lui-même à 60 livres pour avoir maltraité et rossé le sergent royal.

Enfin, nous trouvons dans les prisons de La Charité, à raison de la levée des tailles *non faite*, un nommé François Jaillot, paroissien de Cuffy (1657).

* Acte notarié. — La Guerche.

Pour le délivrer, son fils Jean, voiturier par eau, vendait à Pierre Bouzitat, sieur du Chasnay, un bois-taillis sis près le lieu Jaillot (aujourd'hui la Jailloterie), moyennant 62 livres (7).

Mais comme nos mariniers de Loire ont toujours eu le cœur bon et joyeux, Jean Jaillot stipulait dans le contrat de vente que le sieur du Chasnay lui donnerait en sus du prix un pison de son bon vin de Marzy ¹.

Les officiers grénétiers.

Nous avons dit quel était le principal symbole du sel. L'histoire locale nous oblige à ajouter que MM. les Officiers grénétiers ne se montraient point toujours très-fidèles observateurs des bons enseignements du symbolisme, cette poésie réaliste des premiers âges ! Quelquefois ils oubliaient volontiers la voie de la Sapiense, *via sapientiz*, ou, pour nous servir d'un proverbe qui avait cours alors, ils ne mangeaient point toujours leur minot de sel ensemble. — *Sal fœderis*.

Voici quelques faits ramassés dans nos contrées et que ne saurait omettre un fascicule monographique.

§

En 1628, Antoine Badron avait été nommé commis aux greniers à sel et chambre de La Guierche en remplacement de noble Georges Belengier, *conseiller du roi*. Mais celui-ci refusait formellement de remettre au nouveau commis le cadenas de la chambre et de faire délivrance des sels qu'elle contenait. Le discord durait encore quand l'Aubois se chargea de remplir et vider à la fois l'objet et la question. « Il y eust et arriva une » telle inondation sur la rivière de l'Aubois, qui passe aux » portes de la ville, et gonfla tellement icelle qu'elle fit refluer » l'eau dans les fossés du château, aux bords desquels est la » chambre à sel, qui, à ce moyen, se trouva submergée ². »

¹ Acte notarié. — Nevers.

² Procès-verbal notarié. — La Guerche.

§

En 1759, Pierre Merlin, *conseiller du roi*, venait d'être nommé président au grenier à sel de Villequiers, et un jour, muni du diplôme d'installation de nosseigneurs de la cour des aydes et revêtu, selon l'ordonnance de 1715, de sa robe de cour et du bonnet carré, il se présente dans l'enceinte où se tenaient assemblés les officiers de l'ancien Monfaulcon pour l'expédition des affaires.

Sans doute cette nomination avait contrarié les goûts ou les aspirations des membres de ce tribunal, car à l'entrée du nouveau titulaire, seul « mieux éduqué » le grènetier Robert Ferrant, qui tenait l'audience, daigna se découvrir, tandis que le procureur du roi, Louis Pagnerre, bourgeois de Paris, demanda, comme si de rien n'était, la continuation de l'appel des affaires que faisait le greffier Lauverjeat.

Mais Pierre Merlin n'était pas homme à souffrir qu'il fût porté atteinte à la dignité de son caractère, et, sur-le-champ, avisant le notaire en Berry, Nivernais et Bourbonnais, en résidence au Poids-de-Fer, il fait dresser procès-verbal « des » inconvenances et impolitesses », en protestant ce néanmoins « du désir de concourir à la paix et à l'union qui doivent être » inséparables d'un corps d'officiers d'un tribunal où chacun » doit tenir son rang, et duquel tout esprit de brignes et de » parti doit être écarté pour rendre en vérité et sentiments la » justice sans partialité. »

§

Un conflit bien autre s'éleva en 1708, entre les officiers du grenier à sel de Saint-Pierre-le-Moûtier; il dura près de deux années, et pourtant parmi eux se trouvaient des membres du présidial et bailliage royal ¹.

¹ Sac de procédure entre nos mains.

Le receveur du grenier à sel était alors Jean Allasseur, aussi *conseiller du roi*. C'était l'époque honorifique où il existait bien des conseillers du roi qui ne lui donnaient jamais de conseil, bien des secrétaires du roi qui ne connaissaient point son secret.

Les greniers ou magasins à sel s'étant trouvés en mauvais état « rompus et caducques », Allasseur se mit en devoir, avec l'autorisation de messire Ferreau, adjudicataire de la ferme des gabelles de France, de faire édifier un nouveau magasin. Il le plaça, *pour la sûreté de la ferme et la commodité publique*, dans le faubourg, près de la maison qu'il occupait. Mais les autres officiers : noble Pierre Alixand et Nicolas de Rosigny, s'opposèrent avec une énergie tuméfiée de procédure à la prise de possession du nouveau bâtiment. N'obéissant à aucune sommation, ils refusaient d'assister au transfert des masses de sel qui se trouvaient dans les anciens greniers et ainsi qu'à l'emplacement des nouveaux sels qui, remontant la Loire et l'Affier, attendaient, avec le voiturier Desloges, qu'il fût procédé à la formalité instrumentaire de la descente.

Alors de part et d'autre on usa largement du papier marqué en deniers, à la généralité de Moulins, et le sergent royal, dont nous révélons le nom à cause de la circonstance, il se nommait *Sallé*, eut à signifier bien des dires et des conclusions.

- « Les nouveaux greniers ne sont ni secs ni commodes.
- » Les déchets extraordinaires qu'ils occasionneraient pourraient compromettre *la fortune et l'honneur* des officiers opposants.
- » Les anciens greniers ne donnent jamais de déchet.
- » Les nouveaux sont inconvenants.
- » Ils ont le pied dans l'eau.
- » Ils touchent au jardin dudit Allasseur, lequel jardin est » impraticable même dans les plus grandes chaleurs.
- » Récemment, ledit receveur devant se rendre à la distribution, fut obligé de monter à cheval pour franchir ses » cour et jardin ! »

.

De Saint-Pierre, le litige passa à Moulins et arriva ensuite à la cour des aydes. Ferreau, qui d'adjudicataire était devenu régisseur royal des fermes, et Desmarets, contrôleur des finances, interviennent dans l'instance, et l'on obtient un arrêt du conseil du roi aux termes duquel « en fournissant » par ledit Allasseur acte portant garantie des déchets qui » surviendraient dans les nouveaux greniers, il serait passé » outre aux déplacement et emplacement des sels ».

Mais Alixand et Rosigny tiennent bon et ne se rendent point. Ils refusent d'assister au bris du cadenas des anciens greniers; ils veulent une garantie hypothécaire fournie par la femme de leur adversaire. Ils obtiennent, en effet, un nouvel arrêt émanant du conseil d'État du grand roi. Et demoiselle Jeanne de Saint-Clivier, épouse de Rosigny, donne la garantie hypothécaire exigée et renonce à « ce fameux article XIV » des coutumes du Nivernais, titre des gens mariés; et d'a- » bondant, ajoute le garde-note, au privilège du sénatus- » consulte Vellenian et à l'authentique *si qu'à Mulier*,... qu'il » écrit *Signa Mulier*..... »

Allasseur était donc arrivé enfin au terme de ses tribulations?.... Hélas non !

Les arrêts susmentionnés n'avaient aucunement parlé de la responsabilité des déchets antérieurs... Ils ne mentionnaient que les déchets à venir..... Heureusement pour le pauvre receveur, il put obtenir une injonction ou lettre ministérielle qui eut plus de force que les arrêts de la cour.

Après quoi, superbe et triomphant, il fait emmagasiner dans les nouveaux greniers et le *tremai* et le *minot*, en même temps que trois cent cinquante sacs plombés et fleurdelysés, contenant ensemble quinze muids de sel.

On ne dit point si, pour traverser le jardin, où plus de grenouilles se trouvaient que fleurs, Jean Allasseur était alors monté sur la grise jument que nous savons.

Enfin, le 13 janvier 1719, Pierre Chevreau, procureur du roi au grenier à sel de Saint-Pierre, était privé pendant six mois des fonctions de sa charge, parce qu'il avait par ses dis-

cours excité ceux à qui on fait la distribution du sel à des murmures séditieux qui pouvaient être très-dangereux.

Magasinage.

Nevers eut d'abord ses greniers ou magasins situés près de la maison dite l'*Ecce-Homo*, tenant à l'église Saint-Aricle.

Plus tard on établit deux dépôts : l'un connu sous le nom de Saint-Jacques, et l'autre appelé le grenier du Pontot, qui avait emprunté son nom à un bailli du Nivernais (1515).

L'un de ces greniers était situé sur la place Saint-Dier (8).

Les sels emplacés dans ces magasins devaient y demeurer deux années avant d'être livrés à la consommation.

Le prix variait; il était subordonné aux enchères faites par les fermiers généraux.

Ces enchères étaient de deux sortes : haussement et rabaissement; l'un se rapportait aux droits fiscaux ou royaux, l'autre au prix du marchand, c'est-à-dire de la vente.

Au terme de ses lettres d'adjudication, Louis Olivier s'obligeait à acquitter soixante-quatorze muids huit septiers, à raison de 50 livres 4 sols le muid, aux trésoriers des finances, et à livrer au peuple le sel à raison de 58 livres 4 sols par muid.

Voilà pour les greniers de Nevers.

Pour celui de Saint-Saulge, le même adjudicataire s'obligeait à acquitter au roi, par quartier, quarante-deux muids; l'expression en argent était sensiblement la même.

En 1616, la ferme générale des gabelles était faite à Jean de Genne; elle produisait à l'État 5 millions 700 livres ¹.

Lors de la suppression de la gabelle, en 1789, le produit de l'impôt était d'environ 38 millions de francs. Un cinquième à peine de ce revenu entrait dans les coffres de l'État, le surplus était l'apanage des fermiers généraux et de leurs nombreux commis.

¹ *Traité des élections.*

§

Les mesures de capacité adoptées pour le sel étaient le minot, qui pesait cent livres ;

Le septier, qui valait quatre minots ;

Et le muid, qui se composait de douze septiers.

Les regrattiers ou regrats étaient des marchands chargés de vendre le sel en détail. L'année distributive commençait à la fin de septembre et se divisait par quartiers.

Le grenier à sel de Nevers distribuait, en 1732, 50 muids et 3 minots ; en 1733, 46 muids et 65 minots.

Et nous voyons sur les anciens registres figurer M^{me} l'Abbesse tout à côté des soldats de Bretagne, qui pour 3 muids 2 minots, qui pour 2 muids.

Franc-salé.

Les soulèvements que firent surgir les ordonnances de François I^{er} au sujet de la gabelle eurent pour résultat la concession octroyée à certains pays des privilèges de la rédemption et de l'exemption, ou du droit de franc-salé.

On appelait aussi franc-salé, dans le grand parti, la faculté de prendre le sel aux greniers à sel, soit gratuitement, soit au prix du marchand.

L'évêque de Nevers était de franc-salé. C'était à *longe demissum*, un pâle reflet, une traduction peu poétique du diplôme que l'empereur Louis le Débonnaire avait octroyé *ad institutionem ecclesie Nivern* ¹.

Les greniers à sel distribuaient aussi gratuitement des dous de sel à certains couvents.

Les Carmes, les Récollets, les Jacobins figurent dans les comptes pour deux muids chacun.

Les prisonniers avaient part aussi à ces actes de bienfaisance.

¹ *Gallia christiana*.

En entrant en charge, indépendamment de l'acquittement du marc d'or, les officiers grènetiers de Nevers devaient verser une somme de 15 livres entre les mains des administrateurs de l'Hôtel-Dieu.

Ils jouissaient, bien entendu, du droit de franc-salé, ainsi que les principaux officiers des finances.

Il n'était point jusqu'à l'huissier de la juridiction qui ne parvint, en 1548, à obtenir ce doux privilège, de par la grâce du fermier des gabelles nivernaises.

C'était presque justice ; car bien que les lettres royales d'adjudication ne désignassent Loïs Olivier que sous le titre modeste de marchand, l'habile sergent, en proclamant par acte public la confirmation et esmologation de l'enchère, donnait au fermier la qualité de noble que devait acquérir sans doute plus tard ses descendants et successeurs aux fermes des gabelles, sous le nom d'Olivier de Maulnourry.

Et nous constatons encore que dans les quittances *de devoir*, notariées et imprimées à l'encre rouge, que l'on délivrait aux débiteurs à la fin du dix-septième siècle le nom patronymique Olivier n'existait plus qu'à l'état de prénom.

La maltôte.

Nous n'avons point à examiner la question de savoir si les impôts qui portent sur les objets de première nécessité, sous un air de justice apparent, sont ou ne sont pas au fond peu justes ; mais nous constaterons que l'impôt de la gabelle fut bientôt appelé par le peuple *male tolte* (malement levé, *male tollo*), et qu'il donna trop souvent motif ou prétexte à de tristes et sérieux soulèvements.

L'ordonnance de François I^{er}, que nous avons relatée, occasionna d'abord un léger remuement au pays de La Rochelle.

Le roi se rendit sur les lieux et accorda pardon « à la requête » et pleurs des petits enfants et du menu peuple qui lui demandait merci ». Mais il ne laissa point que d'exiger

quelques réparations pécuniaires; et le grand chancelier François de Montholon était gratifié par les Rochellois d'une somme de 200 livres, qu'il employait à édifier une chapelle en sa seigneurie d'Aubervilliers (9).

Cinq ans plus tard, une plus grave commotion surgit *dans la commune*, au pays de Guyenne, « laquelle semblait tendre » à rébellion pour l'imposition de la gabelle.

» En peu de temps elle s'éleva devers Angoulême à très-
» grandes compagnies, sous nos moindres compagnies, *sous*
» *enseignes militaires* du côté de Bordeaux. »

Il ne fallut rien moins que le connétable de Montmorency pour apaiser la sédition.

Hélas! apaiser était un euphémisme de la part du vieux chroniqueur que nous consultons (DU TILLET), car il ajoute :

« Quant et quant après que les auteurs et chefs de la sédi-
» tion furent punis, par dernier supplice de mort, on démolit
» et rasa l'hostel de ville, on print les cloches grosses et petites
» pour faire artillerie. »

Ce terrible exemple n'empêchait point encore qu'au pays de la Saintonge se soulevait bientôt après la commune, toujours à raison de la gabelle du sel, et que les receveurs et officiers du roi ne fussent mis à mort, en même temps que plusieurs compagnies de gens d'armes envoyées par le roi de Navarre étaient mises *en route*.

§

Dans nos contrées, nous ne trouvons point trace de semblables remuements. Il y eut bien, en 1478, quelque émotion en Berry au sujet de la réformation de l'impôt; mais tout s'arrangea paisiblement ⁴.

Plus tard, nos annales locales nous fournissent quelques protestations; mais elles se traduisent d'une manière légale et presque courtoise.

⁴ DE RAYNAL, *Hist. du Berry*.

En 1650, Mathieu Bernard et Pierre Bille, tous deux cabaretiers, l'un à Apremont, l'autre à Patinges, font dresser procès-verbal parce qu'ils ne trouvent point la chambre de La Guierche ouverte, ni aucun commis ou officier pour leur délivrer le sel royal.

En 1630, au mois de juillet, depuis huit jours le sel manquait dans cette même chambre. Les habitants de la ville et ressortissants avaient déjà fait entendre des murmures quand se présente Antoine de Chaverlange, écuyer, seigneur de La Roche et capitaine des gabelles de Nivernais. — Il demande souffrance (délai). — Mais les habitants protestent et font dresser par un notaire un procès-verbal de sommation. « Ils » entendent que fourniture leur soit faite de leur *sel de devoir*. » — Ils ont des chairs qui *gasteraient* faute d'être salées *. »

§

La haine traditionnelle du peuple et de la commune pour cet impôt n'était point encore amortie au siècle dernier, et Merlin de Douay nous apprend qu'il suffisait de prononcer le mot gabelle pour mettre en émoi tous les paysans.

Soit malice, soit superstition, les gens de la campagne persistaient, en effet, à regarder cette institution comme étant sortie d'une source infernale.

Ils attribuaient à la gabelle tout ce qui pouvait leur advenir de malencontres et de calamités fâcheuses.

Si quelque Menalcas ou berger de M. de Florian eût demandé : *Quis teneros oculus mihi facinat agnos ?* le paysan eût répondu : « C'est le gablou qui a guigné sur la brébiail. »

Si donc les personniers du chezeau voisin étoient malendroits et retenus ès captivité de maladie, — c'étoit faute à la gabelle ;

Si les blés guerlis, — la gabelle ;

Si les nues tempestaires, — la gabelle ;

* Acte notarié. — La Guerche.

Et ils affirmaient que les gabeleurs avaient plus de mauvestiez que sorciers avec sorts et herbages, soient Jonchet, Ysopé, Menthe ou Hermise.....

De la gabelle naissaient toutes les malheuretés. .

Le faux saunage.

A toutes les époques le prix de vente du sel fiscal, comparé au prix de provenance première, présenta toujours une différence sensible et peu équitablement proportionnée.

Les profits qui en résultaient devaient être considérables; aussi devons-nous supposer que les fermiers — *salinatores ærarii* — *publicani* — ou *gabellatores* — (*omnes autem qui publico fruuntur*) (Dig., 3-4) — ne se trouvèrent que bien rarement dans la nécessité d'invoquer la loi romaine que Paulus avait fait édicter pour protéger les enchérisseurs imprudents: *Ultra modum solitas, conductionis inflaverit calor licitantis.*

Les produits des fermes des salines étaient alors chose si notoire que Celsus, voulant mettre en texte une décision de droit général, prend précisément pour exemple les *salinaria*: *Titius qui ex parte mihi socius est in vectigalia salinaria.....* (L. XVI, Dig.)

Ces faciles bénéfices durent nécessairement exciter la convoitise en même temps que les entreprises *de falsa et per fraudam venditione*.

Aussi un rescrit d'Arcadius et Honorius prononçait-il la peine de la confiscation et de l'amende contre ceux qui faisaient vendre le sel au détriment des fermiers: *Si quis, sive persona salinatorum conductorum sales emerit, vendere tentaverit; sive propria audaciâ sive nostro munitis oraculo, sales ipsi una, cum eorum pretio municipibus addicantur.* (Cod., l. IV, t. 61.)

§

Sous la monarchie, le rapport entre le prix d'acquisition et celui de la distribution grènetière alla toujours en progressant

Il devint bientôt comme un est à vingt, et quelquefois comme un est à trente.

L'exercice de la fraude dut séduire bien des esprits avides et aventureux, et, protégé par le populaire, le faux saunage prit naissance.

Les faux saulniers s'érigèrent parmi nous en véritables trafiquants : *Salis improfessi venditio vel negotiatio*.

On appela faux saunage le débit illicite du sel en fraude des droits du roi : *Illegitimus salis gabellator*.

Il fallut, comme sous les Romains, édicter des lois pour assurer les prouffits et émoluments de la gabelle; et point ne firent défaut les provisions et lettres royaulx, qui étaient promises aux adjudicataires du fournissement des greniers à sel, ainsi que les lettres adressantes aux baillifs et sénéchaux, « lesquels devront tenir et bailler main-forte toutes fois et » quantes que requis seront pour la conservation des droits » et baux à ferme des marchands, sous peine de la perdition » de leur office et autres.....¹. »

« Nous défendons, disait un édit aux sauniers, de vendre » aucun sel de nuit, à quelque personne que ce soit, à peine » de confiscation de leur plomb et des *sables* servant à faire le » sel.

» Nous ordonnons que le sel ne soit délivré qu'à ceux qui » seront porteurs d'un certificat délivré par le curé des pa- » roisses. »

Les amendes furent ensuite ajoutées à la confiscation et devinrent encore pour le roi une source de revenu ou un moyen de munificence. Charles VII, étant le 24 octobre 1445 aux Montils-lès-Tours, octroyait au comte de Nevers, pour les bons offices qu'il avait rendus contre les Anglais, ses ennemis, *les amendes et confiscations* des greniers à sel du Nivernais².

Ces amendes, ces confiscations, ne présentèrent plus bientôt une sanction suffisante.

¹ 1547, édit royal.

² Inv. man. Abbé de MAROLLES.

Le faux saunage fut déclaré crime, et il fut défini le crime de ceux qui font le commerce de faux sel.

La peine édictée fut celle des galères pour les hommes et du fouet pour les femmes.

Les contrebandiers en troupe et avec port d'armes furent punis de peines afflictives.

Enfin, le conseil du roi finit par faire déclaration que celui n'ayant qualité aucune qui aurait commis fausseté en matière de gabelle pourrait être puni de telle peine qu'il plairait au juge, même de mort.

Le libellé des charges et conditions sous lesquelles le roy octroyait l'adjudication de ses gabelles contenait toujours des stipulations à l'encontre des faux sauniers ; il peut être intéressant de les reproduire :

« Les marchands devront, pour empêcher les courses des
» faux sauniers, commettre à leurs despens, frais et dangiers,
» outre les chevaulcheurs des gabelles qui, de présent, sont en
» chacuns lieux, autres chevaulcheurs, visiteurs et gardes en
» nombre qu'ils aviseront.

» Les prevotz des marchands auront congnoissance contre
» les faux sauniers faisant offre, *contre déclaration*, et est
» enjoint auxdits prevotz y regarder delligemment. » (Fontainebleau, 14 janvier 1547.)

« Sera permis auxdits marchands, ou les commis à leurs
» droits, de faire visiter toutes navées et bastaulx montant
» contre amont les rivières pour voir s'il y aurait faute com-
» mise. »

Nous devons ajouter que ces commis abusèrent bientôt de ce *droit de visite*. Et le roi fut obligé d'y apporter des restrictions basées sur ce fait : « Que gourmands qu'ils étoient, les
» commis se faisoient inviter à dîner sur les bateaux à sel fré-
» quentant les rivières. »

§

Les sels capturés par les soins des gardes et visiteurs ne profitaient point toujours à la masse du magasinage.

En 1720, noble Olivier de Maulnourry, fermier général en tournée à Nevers, ordonnait que quarante-cinq livres de sel de morue, capturées en deux fois chez Pierre Mainat, frotteur de chanvre, et déposées au grenier du Pontot, seraient submergées.

Quelque temps après il prescrivait la même mesure pour des sels emplacés dans le grenier Saint-Jacques et capturés sur des bateaux et sur les faux sauniers à cheval.

§

Le faux saunage ne se pratiquait pas exclusivement au moyen des navées fréquentant la Loire et l'Allier; il s'exerçait aussi à l'aide de nombreuses chevauchées.

Nous avons tout lieu de croire que l'importation du faux sel provenait des pays qu'Henri II avait été contraint de rédimier.

Or, comme la Marche, l'Auvergne et le Forez étaient pays jouissant du privilège de franc-salé les plus rapprochés de nos contrées, nous devons supposer, sans faire offense aux habitants nomades et industriels de ces anciennes provinces, que c'était de leur territoire que partaient les expéditions des faux sauniers, pour faire incursion dans nos campagnes soumises et résignées à la grande gabelle.

Il existait même alors, sur les versants des montagnes foréziennes, des agglomérations d'habitants d'origine inconnue et de mœurs suspectes qui faisaient ostensiblement métier de faux saunage. Leur nom était Charguerauds*. Ils prétendaient, en vertu d'un titre mystérieux et cabalistique, avoir le droit de dîme sur la gabelle. Bien entendu, ils exerçaient cette dixmerie d'une étrange manière. Un jour cinq commis et chevalcheurs de la brigade de Vichy se trouvaient avoir passé de vie à trépas. C'était parmi ces Charguerauds que se recrutaient en partie les bandes que dirigeait le fameux

* NOELAS, *Légendes foréziennes*.

Mandrin, qui devint pour le peuple un héros légendaire, et qui se faisait imagier allumant sa pipe avec un papier de la gabelle.

Audacieux et insoucians, ces faux sauniers pénétraient au milieu de nos populations et y faisaient vente de leurs *chargueries*.

Il faut bien le dire, ils trouvaient souvent des affiliés qui ménageaient leur retraite, des archers complaisants et des officiers de justice très-indifférents aux prescriptions de l'édit de 1547. L'un de ces magistrats écrivait même dans un procès-verbal ces mémorables paroles :

« J'ai appris que quelques actes d'*hostilité* avaient été commis par des faux sauniers. Ces sortes d'incursions attaquent plus les intérêts des fermiers que le public. Nos citoyens, en gens raisonnables, ont paru indifférents à leur arri-vée... »

Armés jusqu'aux dents, ils marchaient en troupe nombreuse. Laissant aux mulets de la fable le soin de porter le sel et l'argent de la gabelle, ils étaient accompagnés de chevaux agiles et vigoureux. Ils ne craignaient point d'employer la violence et la menace pour obtenir gîte chez les taverniers, auxquels il était défendu de donner asile et victuailles à tels voyageurs.

En dépit des nobles capitaines de la salaison du Bec-d'Allier et de leurs archers, nous les voyons venir faire courses et étapes dans nos paroisses du Gravier (La Guerche) et du Chautay.

Au mois de mai 1719, les faux sauniers se présentent au Gravier, à la porte de l'hôtel de Blaise Pinel, où pendait pour enseigne l'image de la Magdeleine :

« Alors s'émeut entre eux et le cabaretier un gros différend, à cause des empêchements que celui-ci prétendait leur faire de loger chez lui. »

Il ne peut parvenir à les empêcher de déposer leurs chargées

de sel et de mettre leurs chevaux en l'écurie, « ce l'ayant pour » cet effet fermée à clef. »

Mais il refuse net de leur servir le vin et l'assiette.....

Alors les contrebandiers se mettent à vociférer et à blasphémer le saint nom de Dieu. Ils déclarent « que si le vin ne » leur est point versé pour leur argent, ils fausseront la porte » de la cave et perceront les poinçons à coups de fusil avec » des balles. »

L'un d'eux, ennuyé de tant de résistance, tire un coup de fusil contre l'honnête tavernier, « qui a le temps de se jeter » dans l'écurie, et à ce moyen ne fut blessé. »

Force fut donc au pauvre Blaise Pinel de satisfaire *aux sentiments* de ses terribles hôtes.

En vrais condottieri, les voilà à boire, rire et chanter!... Que disaient-ils dans leurs refrains polyglottiques?

Sans doute ils célébraient leurs bonnes aventures et leurs exploits les meilleurs!

Ils se disaient surtout les amis du populaire et les vengeurs de la rapacité des gabeleurs.....

Ils criaient : « Guerre aux fermiers généraux qui, pour cou- » vrir leurs enfants d'un pourpoint, font aller le peuple en » chemise *..... »

Faisant allusion à leur nombre de douze, ils disent qu'ils sont les apôtres du faux sel, et que parmi eux il n'existera jamais un *loutre déclarant*, un Judas! et ils criaient encore : « Malheur, malheur aux commis!.... »

L'un d'eux, en accent de l'île de France, chante avec prétention :

Guerre aux commis

Mis

Comme des princes

Qui sont venus

Nus

De leurs provinces!.....

* *Satire Ménippée.*

Tandis que ses autres compagnons, imitant la nymphe qui se plaint de Narcisse, répétaient de leur voix montagnarde l'assonance monosyllabique de la chanson.

Ils partent....., mais avant ils s'enquièrent « s'il ne serait » point dû au fermier de la baronnie quelques redevances ou » deniers de péage, pour chaque tête de bête portant bât » passant et trépassant dans la justice de La Guierche.

Le lendemain, Blaise Pinel, craignant d'avoir affaire, c'est-à-dire voulant mettre sa responsabilité à couvert, faisait dresser par un notaire du lieu le procès-verbal où nous puissions en grande partie ces détails.

§

Quatre années après, nous retrouvons encore les faux sauniers faisant incursion en la paroisse du Chautay, tout près de La Guerche. C'est encore au mois de mai; ils recherchaient sans doute, moins la saison des roses, que l'époque de l'année où les chemins commençaient à être moins *périssables*.

Ils sont encore au nombre de douze, et ils conduisent dix-sept chevaux.

Ils s'arrêtent devant le cabaret d'un autre Pinel prénommé Jean. En l'absence de son mari, la femme du cabaretier demande aide et protection à un nommé Fiacre Giraud qui ose intervenir; mais les faux sauniers lui déclarent qu'ils le tueront s'il fait opposition à leurs sentiments (désirs), et qu'ils s'embarrasseront que de peu quand ils en auront trépassé un de plus.

Force fut donc aussi à la femme Jean Pinel de servir le boire et le manger.

Mais sans doute les contrebandiers avaient appris à leurs dépens à être plus prudents et circonspects. Ils ne pénétraient dans le cabaret que bien armés et successivement deux à deux.

Et, comme toujours, fiers et joyeux, ils s'éloignant, en saluant de loin les quatre piliers de pierre qui, symbolisant la justice seigneuriale de La Guerche, surgissaient sur le coteau des Pierrottes, au milieu de l'aubépine en fleur.

Puis ils se moquaient en passant du pilori peint couleur d'ardoise, qui portait les armoiries du seigneur de Bernay.

§

Les faux sauniers passaient....., et les habitants de La Guerche et du Chautay, *en gens raisonnables*, les laissaient passer.

En ce temps-là étaient seigneurs du Chautay les doyen, chapitre et chanoines de Sainte-Croix d'Orléans.

Alors était baron de La Guerche messire Louis Reignier de Guerchy, lieutenant-général des armées du roi, gouverneur de Huningue.

Et pour lors était grand prévost du Nivernois et Donziois messire Louis Gascoing, seigneur de Bernay.

.
.

§

De nos jours, en voyant passés la gabelle et les faux sauniers, nous répétons avec Guy Coquille : « Est grand le pouvoir du temps pour changer et bailler nouvelle forme à ce qui était d'antiquité. »

NOTES.

(1) Page 36. — Le poète Regnard raconte que, voyageant en Suède, où généralement les cérémonies funéraires se font avec beaucoup de solennité, il assista à l'enterrement fastueux d'un cuisinier dont on prononça l'oraison funèbre.

L'orateur, à bout de ressource, rappela que le défunt eût été un homme parfait s'il n'avait pas eu le défaut de trop saler les mets qu'il apprêtait !...

« Que dis-je ! ajouta-t-il, ce défaut tourne à son honneur, » puisque le sel est le symbole de la prudence. »

(2) Page 37. — Mgr Crosnier a traité complètement le symbolisme du sel dans les cérémonies de la consécration d'une église ; nous ne saurions mieux faire que de renvoyer le lecteur à cette savante et intéressante publication.

(3) Page 40. — Voici quels étaient au quinzième siècle les droits de muage sur le sel nantais :

« *Extrait de la Chambre des comptes à Nantes.*

- » Ce sont les debuoirs deubz eu roy nostre sire, à raison
- » des marchâdisés acquittées au tablier de la recepte de la
- » preuosté de Nantes.
- » Et premièrement.
- » Sel qui est amené d'aual, doit pour muy d'ancien deuoir,
- » six deniers.
- » Plus doit le quarantiesme, ou six deniers par liure, du
- » pris que le sel est vendu.
- » Plus doit le vaisseau cuillaige, trois sols vn denier.
- » Et si le sel est de Poictou, chargé, il doit, pour le poic-
- » tonnage, dix sols six deniers.
- » Et si le nauire est de Bretagne et le sel de Poictou, il ne
- » doit que demy-poictonnage, cinq sols trois deniers.
- » Sel chargé en chalans, pour mener à mont, doit par

- » muy, à seize sols parisis, or de vingt-deux sols six deniers
- » l'escu du poix de Frâce, à quarète quatre pour marc.
 - » Item d'ancien deuoir un denier pite.
 - » Plus la chappelle Saint Donatiâ et Rogatia, cinq deniers.
 - » Plus pour les mestiers de saulnerie, du sel qui est chargé de l'un vaisseau en l'autre, onze deniers obole.
 - » Et si le sel est chargé à terre, il doit vingt-deux deniers.
 - » Item est deu par chacun chalan, comptable de six muids de sel, et au-dessus, pour ancien deuoir, douze deniers.
 - » Plus pour acquiest, que fait autrefois le duc, neuf deniers.
 - » Plus pour ledit chapitre Saint Donatian et Rogatian, trois sols et un septier sel.
 - » Plus pour la mine, avec quoy lon mesure, quatre deniers.
 - » Esquels quatre deniers, pour ce que la prieuré du bourg doit fournir la moitié des mines, et aultres mesures à sel, elle y prend la moitié. »

(4) Page 44. — La figure de Philibert Boutillat n'a jamais été mise en relief dans nos annales.

Ce seigneur d'Apremont fut pourtant un homme considéré et considérable. Louis XI l'avait choisi, avec Antoine de Crèveœur et Guy Pot, comme plénipotentiaire à l'époque du mariage de Maximilien avec Marie de Bourgogne.

L'historien Lebeuf et dom Planchet le citent en plusieurs occasions, tandis que l'histoire nivernaise semble l'ignorer.

(5) Page 47. — En 1775, à la requête de Contault, directeur des gabelles à Bourges, il était informé contre certains *quidam*, se disant employés et faisant contribuer les paysans, sous prétexte de fausseté de sel.

La femme du laboureur de Monthalin (paroisse de Germigny) déclarait que trois individus vêtus bourgeoisement, armés de fusils et de couteaux de chasse, s'étaient présentés chez elle à l'effet de contrôler le sel. Elle leur montra la provision de

sel qui se trouvait placée dans la chaise près la cheminée. Ce sel fut déclaré faux par les visiteurs, qui extorquèrent à la pauvre femme, interdite et tremblante, treize livres dix-sept sols et trois deniers pour amende prétendue.

(6) Page 48. — Nous lisons dans *le Nivernais* :

« Le surnom d'Omery-les-Goths vient sans doute d'une » colonie gothique qui s'y établit du cinquième au sixième » siècle. Vers 1250, nous voyons un noble chevalier Hum- » baud, prévôt d'Omery, faire des libéralités au couvent » de Fontmorigny. »

Ces assertions ne sont pas exactes. D'anciens titres que nous avons sous les yeux portent *Omery-les-Gaux*, et non pas les *Goths*.

Les glossaires nous apprennent que gaud ou gaux veut dire bois ou forest.

Là vont varlets et damoiselles,
Cherchant près et jardins et gaux.

(*Roman de la Rose.*)

A côté d'Omery-les-Gaux, près d'Apremont, se trouve Omery-les-Strats, *Strata*, c'est-à-dire placé sur le chemin. (*Strata via.*)

Quant au noble chevalier Humbaud, le cartulaire de Fontmorigny dit : *Humbaldus prepositus de Osmeriaco*. Nous supposons donc que c'est à Omery, près de Dun-le-Roi, qu'il faut préposer le donateur.

(7) Page 50. — La mise en prison des collecteurs était alors chose si fréquente, qu'il intervint une ordonnance royale qui prescrivait de les traiter en prison mieux que les autres détenus.

(8) Page 54. — La chambre à sel de La Guerche était située au rez-de-chaussée de la grosse tour d'enceinte du château, et précisément au-dessous se trouvaient les prisons ; ce qui fit dire, à propos d'un prisonnier qui s'était évadé en décousant les planches de la porte, « qu'il avait été mal conservé par le » sel. » (Tradition locale.)

(9) Page 57. — Le chancelier Montholon demeurait à Paris, rue Saint-André-des-Arcs. Sa maison se composait de quatre pièces seulement. Son fils fut comme lui chancelier, et son petit-fils devint intendant général des ducs de Nevers. Ce dernier acquit d'Henriette de Clèves la baronnie de La Guerche, en 1596.

L'an dernier, dans les démolitions d'une grange incendiée au Gravier, nous avons découvert un fragment d'inscription que nous rétablissons en partie, et qui constate une donation faite par ce seigneur au curé dudit lieu :

Par contrat du XXV OCTOBRE 1605 RECEV
M^e Berthaut, notaire à LA GVIERCHE, MES-
sire François de MontOLON, S^r DV VIVIER,
en France, de Notre-DAME DES VERTVS,
conseiller du roi et LORS BARON
de La Guierche, a légué AV CVRÉ DV
Gravier. VNE SETERÉE,
. à LA CHARGE DE DIRE
. . . chaque dimanche HAUTEMENT DE
vant la grande MESSE LE PSAUME
Miserere mei DEVS SECVNDVM MAGNAM
avec telle oraISON CONVENABLE.

La chaire de saint Pierre.

Les pieux pèlerins qui visitent en temps ordinaire la basilique vaticane, remarquent au fond de l'abside un magnifique monument en bronze. Quatre statues colossales, représentant deux pères de l'Église latine et deux pères de l'Église grecque, saint Ambroise et saint Augustin, saint Athanase et saint Jean Chrysostome, soutiennent une chaire en bronze doré, au pied de laquelle est dressé un autel en marbres rares. C'est au-dessous de cette chaire que siège le Souverain Pontife quand il officie pontificallement.

Ce fut Alexandre VII qui fit exécuter ce riche travail, et qui déposa dans la chaire de bronze doré la véritable chaire de saint Pierre. De chaque côté sont deux grands anges debout, et, au-dessus, deux petits séraphins soutiennent la tiare et les clefs pontificales ; plus haut, au centre d'une gloire, le Saint-Esprit, en forme de colombe, laisse tomber ses rayons sur la chaire ; dans cette gloire on remarque une multitude d'esprits célestes qui paraissent contempler avec amour le symbole du siège de la vérité.

Il y avait donc deux cents ans et plus que la vénérable chaire de saint Pierre, sur laquelle avaient siégé le prince des apôtres et ses illustres successeurs, n'avait vu le jour. Ce fut une heureuse pensée de Pie IX de l'extraire de cette enveloppe de bronze, à l'occasion du centenaire, et de l'exposer aux yeux de tous les évêques de la catholicité et des pieux pèlerins venus en la ville sainte.

Ce fut la veille de la grande fête, vers les dix heures du matin, que ce siège si vénérable fut transféré solennellement de son enveloppe de bronze jusqu'à la chapelle où il devait être exposé, pendant l'octave, à la vénération et à la pieuse curiosité des fidèles. On avait disposé à cet effet la chapelle de la sainte Vierge ; elle était entourée de riches tentures. Tout-à-coup la procession, présidée par le doyen du Sacré-Collège, se mit en marche au chant du *Te Deum*.

Le chapitre de Saint-Pierre précédait immédiatement la chaire, portée sur un brancard par quatre prêtres et quatre diacres ; quatre évêques, en chape et en mitre, étaient aux angles du brancard.

Au premier coup d'œil, ce monument parut apocryphe à quelques personnes, et nous devons avouer simplement que nous-même nous avons éprouvé un moment de doute ; nous n'avions encore aperçu que la partie antérieure, et nous ne nous rendions pas compte de la transformation qu'on lui avait fait subir dans le cours du moyen âge, et dont nous parlerons plus bas, après en avoir fait la description.

Cette chaire est en bois de chêne, autant que nous avons pu

en juger : elle est composée de quatre montants unis par quatre traverses dans le bas, et quatre autres au-dessous de la planche formant le siège ; les montants de la partie antérieure s'élèvent un peu au-dessus du siège, mais sans soutenir d'accoudoirs ; les montants du dossier, plus élevés, sont couronnés par un fronton triangulaire. Une croix latine a sa partie supérieure unie au sommet du fronton, tandis que la traverse en fait la base. Tout cet ensemble, comme on le voit, n'annonce pas une grande somptuosité, et ne serait pas de luxe dans la cabane d'un pauvre pêcheur. Cette simplicité rudimentaire se remarque encore dans les quatre anneaux de fer qui servaient sans doute au portage des premiers pontifes. Quelques morceaux de bois, enlevés sans art, protestent de la vénération que nos pères dans la folie avaient pour cette précieuse relique, et de leur désir d'en posséder quelques fragments.

Si nous eussions considéré cette chaire sous cette face, nous n'eussions pas éprouvé le doute dont nous avons parlé plus haut ; mais la partie antérieure n'est pas aussi simple. Entre les deux traverses du devant du siège, on remarque des plaques d'ivoire, formant dix-huit compartiments, et reproduisant les travaux d'Hercule. Le dossier est orné de quatre arcatures soutenues sur trois colonnettes, dont une a disparu. Le fronton est garni sur ses bords de légères plaques de cuivre doré, et son tympan a pour tout ornement un *oculus* ovoïde accompagné de deux autres circulaires. C'est cet ensemble qui jetait une certaine incertitude dans l'esprit des archéologues présents ; les uns se contentaient de dire : Cette chaire est apocryphe ; les autres expliquaient ces ornements en rappelant que le prince des apôtres avait été accueilli dans la maison du sénateur Pudens ; ce siège, disaient-ils, était peut-être la chaise curule de cet illustre Romain ; il la mit d'abord à l'usage de saint Pierre, puis il lui en fit don à lui et à ses successeurs. Cette opinion n'était qu'une simple supposition. Un examen sérieux nous a convaincu qu'il fallait, pour porter un jugement sûr, distinguer la chaire primitive, d'une grande simplicité, et la même chaire, garnie des ornements dont nous avons parlé et qui ont été ajou-

tés dans le cours du moyen âge. Dans l'ornementation en usage à l'époque romane, il est certains détails qui se sont conservés pendant tout le cours de cette période, en sorte que, du neuvième siècle au douzième, on trouve, sous ce rapport, quelques caractères peu accentués. Nous devons tenir compte de cette observation, surtout à Rome. Aussi n'osions-nous pas proclamer une date précise ; il nous a paru plus sage de nous donner une certaine latitude, et d'avancer que l'ornementation en question avait été appliquée du neuvième siècle au douzième.

Quelques jours après, nous nous présentâmes chez M. le chevalier de Rossi pour lui faire part de nos observations et avoir son avis. Nous fûmes heureux d'apprendre de sa bouche qu'il partageait entièrement notre opinion, qu'il considérait comme incontestable, et qu'il l'avait soutenue la veille dans une réunion académique ; mais il ajouta qu'ayant vu de près l'ornementation, il ne balançait pas à lui donner un âge plus précis, et à l'attribuer au commencement du douzième siècle. Le savant archéologue fit encore observer que les ornements du dossier étaient en bois de sapin (*abies*), sur lequel le temps avait déposé un vernis d'un brun noir.

Quant aux plaques d'ivoire, représentant les travaux d'Hercule, elles ont aussi été appliquées postérieurement ; mais peut-être ont-elles été détachées d'un monument ancien. Nous n'osons nous prononcer à cet égard.

Nous ne voulons cependant pas dire que les sujets qu'elles reproduisent remontent au paganisme. De même que souvent, dans les catacombes, on rencontre l'Orphée chrétien attirant, au son de sa lyre, les animaux de toute espèce, rien n'empêche de reconnaître aussi l'Hercule chrétien écrasant, dès son berceau, les serpents, en attendant qu'il lutte contre les monstres. Le premier rappelle la douceur de la loi évangélique qui captive les caractères les plus féroces, et réunit le loup et l'agneau, le lion et le chevreau, l'oiseau et le serpent. L'histoire du second convient parfaitement sur l'humble siège du chef de l'Église, et rappelle que cette Église, dès son berceau, a écrasé de ses mains, qui étaient si faibles aux yeux des hommes, les

serpents de l'hérésie et du schisme, et, plus tard, les monstres de toute espèce déchainés contre elle.

Dans la séance scientifique dont nous avons parlé plus haut, M. de Rossi avait pris la parole pour donner des explications sur la chaire de saint Pierre, et établir, à l'aide de monuments authentiques, sa haute antiquité. En effet, en remontant d'anneaux en anneaux, de siècles en siècles, il a pu arriver sans ambages jusqu'au second siècle de l'ère chrétienne, c'est-à-dire moins de cent ans après la mort du prince des apôtres. Peu de monuments ont une origine aussi bien constatée.



SÉANCE DU 7 NOVEMBRE 1867.

Siégent au bureau : MM. Crosnier, *président* ; du Broc de Segange, *vice-président* ; Ernest de Toytot, *secrétaire*.

On donne lecture du procès-verbal de la dernière séance ; il est adopté sans modification.

Un des membres croit devoir faire observer que, dans le procès-verbal de la séance de juin, il n'a pas été fait mention des nominations, comme membres de la Société nivernaise, de M. Bricheteau, banquier à Nevers, présenté par MM. Bornet et Subert, et de M. René Leblanc de Lespinnasse, présenté par MM. Crosnier et de Laugardière.

M. le Président annonce qu'il sera fait droit à cette observation, qui est fondée ; il expose que cette double omission provient de ce que plusieurs notes prises dans cette séance avaient été égarées.

C'est aussi ce qui explique pourquoi le même procès-verbal n'a pas fait mention d'un monitoire relatif à un assassinat commis à Nevers, dans le faubourg Sainte-Vallière, et dont on a demandé l'insertion au *Bulletin* ; comme aussi d'un manuscrit du seizième siècle, d'un grand intérêt pour le pays, offert à la Société par

M. Leblanc de Lespinasse. M. le Président avait eu la pensée de traduire un fragment de ce manuscrit relatif aux guerres d'Italie sous Charles VIII. Sur la proposition de M. de Laugardière, il a été décidé que le manuscrit serait imprimé dans le *Bulletin*, avec le texte en regard.

M. le Président ajoute que dans le procès-verbal de la séance de novembre on donnerait la liste des ouvrages offerts en dernier lieu à la Société et qui auraient dû être inscrits aux derniers procès-verbaux.

Ces ouvrages sont :

1° *Mémoires* de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Marseille, années 1858-1864 ;

2° *Annuaire* de la Société philotechnique, année 1866, tome XXVIII ;

3° *Mémoires* lus à la Sorbonne dans la séance extraordinaire du comité impérial des travaux historiques et des sociétés savantes ;

4° *Revue des sociétés savantes des départements*, quatrième série, tome V, janvier, février et mars 1867 ;

5° *Mémoires* de la Société d'émulation de Montbéliard, deuxième série, tome III.

6° *Mémoires* de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand, tome VIII, trente-neuvième volume de la collection des annales (1866) ;

7° *Mémoires* de la Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts d'Orléans, tome X, n° 2 ;

8° *Annales* de la Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, tome I^{er} ;

9° *Bulletin* de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, année 1866, vingtième volume, troisième et quatrième trimestre ;

10° *Blotzheim, son passé, son présent*, étude historique et archéologique, par Sabourin de Nanton ;

11° *Répertoire* des travaux de la Société de statistique de Marseille, publié sous la direction du docteur Sellins-Ernest Maurin, tome XXX, sixième série.

M. le Président donne avis à la Société que M. le comte George de Soultrait doit se rendre à la séance pour donner quelques explications relativement aux abréviations employées dans la publication du manuscrit de l'abbé de Marolles, abréviations qui avaient donné lieu à des réclamations.

M. de Soultrait, en effet, ne tarde pas à se présenter et à demander la parole.

Il discute d'abord la question des abréviations. « Elles ont été votées, dit-il, par la Société ; elles réalisent pour l'impression une économie notable, et, en outre, elles sont autorisées par l'usage et l'opinion d'hommes compétents, M. Léopold Delisle entre autres. On eût pu, à la vérité, mettre ces abréviations en vedette, mais cette disposition a été rejetée ; elle présentait l'inconvénient de déparer l'ouvrage au point de vue de la typographie. »

M. de Soultrait propose en second lieu d'ajouter à son ouvrage la description de sceaux intéressant quelques provinces dans lesquelles les princes de Nevers avaient des propriétés, la province de Champagne, par exemple ; l'indication de la description de ces sceaux, placée à la table, étant de nature à attirer l'attention de lecteurs même étrangers au Nivernais. Il en est de même de certaines notes héraldiques qui peuvent intéresser les familles et augmenter le nombre des lecteurs de notre publication. La proposition de M. de Soultrait est admise à l'unanimité.

M. de Soultrait a cru devoir conserver l'orthographe, même défectueuse, même variée diversement, suivant les époques, afin de reproduire les formes de style, de langage et d'orthographe de tous les temps, en supposant toutefois l'authenticité de ces formes, qui seraient indiquées et résumées dans une table abrégée et au moyen d'un tableau. Cette proposition est adoptée.

M. de Soultrait propose aussi d'indiquer à la table la géographie et la situation de quelques noms qui reviennent sans cesse et qui appartiennent à divers pays. — Les tables seraient très-détaillées. Il en faudrait trois : l'une relative aux noms, l'autre

aux faits, la troisième suivant l'ordre des matières. La table des comtes renverrait aux noms des diverses maisons ; par exemple Guy de Forez, voyez Forez. Aux noms des fiefs et des seigneuries la table indiquerait aussi les pages où se trouvent les noms des familles qui les ont possédés.

L'ouvrage, formant deux volumes, aura pour chaque volume sa pagination particulière, et la table indiquera les pages, avec la mention de chaque volume en chiffres romains (I, II).

Monitoire.

En travaillant au classement des archives communales de la ville, M. l'abbé Bontillier rencontre souvent, dans les dossiers de procédures, des monitoires publiés par l'officialité diocésaine ou par Mgr l'Évêque lui-même. Ces pièces manuscrites ou imprimées n'offrent, il est vrai, d'ordinaire qu'un médiocre intérêt, puisqu'elles consistent uniformément en des formules qui sont à peu près invariables. Le monitoire, en effet, comme son nom seul l'indique, était un avertissement publié, par l'autorité ecclésiastique, pour venir en aide à l'autorité séculière dans l'exercice de la justice, informant les habitants d'une ou de plusieurs paroisses, selon les circonstances, qu'un crime avait été commis et qu'obligation incombait à quiconque aurait de ce crime ou de ses auteurs quelque connaissance de venir le révéler sous peine d'excommunication. Ainsi, en 1726, un individu du voisinage de la ville de Prémery y vient acheter des marchandises et paye en écus faux. L'individu est arrêté et conduit en prison. En même temps, le procureur du roi sollicite du lieutenant de la maréchaussée de Nevers provision à l'effet d'obtenir et de faire publier un monitoire dans toutes les paroisses où besoin sera, et l'official de Nevers octroie audit procureur du roi un monitoire qui est publié au prône des messes

paroissiales dans la paroisse de Saint-Étienne de Nevers, dans celles de Prémery, de Lurcy-le-Bourg, de Saint-Franchy, de Saint-Benin-des-Bois, de Sichamps et de Ligny, et ce pendant trois dimanches consécutifs, sous peine, à ceux qui n'obéiront pas audit monitoire, d'être dénoncés au prône pour excommuniés, aggravés et réaggravés; l'absolution de laquelle excommunication et réaggrave est réservée à Monseigneur ou à l'officiel.

M. l'abbé Bouillier donne ensuite connaissance d'un autre monitoire plus ancien, dont il communique à la Société un exemplaire imprimé. Les faits qu'il relate concernent particulièrement notre ville, et la lecture en est écoutée avec intérêt. Il est décidé que cette pièce sera, à titre de document, insérée au *Bulletin*.

« MONITOIRE.

» Nous Evêque de Nevers ; à tous et un-chacun les curez ou vicaires des églises paroissiales de ce diocèse, sur ce requis, salut en Notre Seigneur. De la part du sieur procureur du roy en la maréchaussée du Nivernois et Donzlois, et de l'ordonnance du sieur le grand prévôt général-provincial desdites provinces du Nivernois et Donzlois; nous a été exposé que certains quidans et quidantes vagabons, n'ayant la crainte de Dieu devant les yeux, et entièrement détournés des voyes de leur salut, auroient le dimanche 26. septembre dernier entre les neuf-à-dix heures du soir, de guet-à-pans, à desseln prémédité assassiné à coups de bayonnettes, couteaux et sabres, la nommée Catherine, femme de Jean Martin marchand fayancier dans le faux-bourg de sainte Valiere hors les murs de cette ville de Nevers, à laquelle ils auroient coupé la gorge, et l'auroient poignardée de plusieurs coups de bayonnette dont elle serait morte sur la place, et ensuite l'auroient volée, et lui auroient pris quantité d'argent et une tasse d'argent qu'elle portoit sur elle dans ses poches faites exprés, desquelles poches ils auroient coupé les liens pour faire plus promptement ledit vol : qu'une desdites quidantes seroit venuë ledit jour environ les onze heures du matin chez

ladite Catherine femme dudit Martin qui étoit pour lors absent de cette ville depuis huit ou dix jours; ladite Catherine avec ladite quidante seroient sorties de sa maison ensemble, et auroient été boire une pinte de vin dans une cave au lieu appelé les Quatre-Cars de cette ville, ensuite de quoy elles auroient été ensemble au salut des R. P. Carmes, et au sortir d'iceluy ladite quidante auroit amené en sa maison ladite Catherine, où se seroit trouvé un certain quidan accompagné de deux quidantes lesquels avoient deux bourriques chargées de fayences qu'ils auroient achetées chez Henri Deselle maître fayancier de cette ville; la première desdites quidantes auroit proposé à ladite Catherine d'entrer chez le nommé Jean Boudot Tlssier, chez lequel elle auroit fait apporter du vin de chez l'hôte du Soleil, où ledit quidan et lesdites quidantes auroient fait coiation avec ladite Catherine qui de-là seroit entrée avec ledit quidan sur les six heures du soir en cette ville par la porte de Nièvre: et ensuite deux desdites quidantes seroient allées sur les neuf heures du soir en la maison de ladite Catherine pour en demander des nouvelles, et auroient parlé à son plus proche voisin et à sa femme, ensuite de quoy lesdites quidantes s'en seroient retournées dans ladite maison où ladite quidante auroit fait coucher avec elle une de voisines, et la croyant endormie, se seroit levée, auroit fermé la porte, et ne seroit rentrée dans sa maison que sur la minuit; que ledit quidan et lesdites quidantes seroient retournés et seroient partis peu de tems après avec leurs bourriques chargées de marchandise; que le lundi 27. dudit mois de septembre dernier ladite Catherine femme dudit Martin auroit été trouvée au point du jour au milieu de la rue dudit fauxbourg proche la maison de François Passot vigneron, et la chapelle de S. Silvain, étendue morte, son col coupé avec plusieurs coups de couteaux; ayant perdu tout son sang par les playes qu'elle avoit reçues, et auprès d'elle un couteau sans gaine, trois ou quatre livres de bœuf en piece, et une demie-livre de chandelle qu'elle avoit achetée, sans souliers ny coëffe de tafetas, et laquelle Catherine auroit été reconnue grosse de quatre mois; et d'autant que cette action merite une punition des plus rigou-

reuses, et qu'il y va de la sûreté publique de ne la pas laisser impunie, c'est pour-quoy nous admonestons tous ceux et celles qui sçavent quelque chose du contenu au present monitoire, circonstances et dependances, qu'ils viennent à revelation; autrement, nous userons contr'eux des peines de l'excommunication. Donne' à Nevers sous le scel episcopal le 5. mars 1689.

Pro primâ, secundâ, et tertiâ monitione.

SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 1867.

Siégent au bureau : MM. Crosnier, *président*; du Broc de Segange, *vice-président*; Ernest de Toytot, *secrétaire*.

M. le Président dépose sur le bureau les *Annales* de l'académie de Mâcon, tome VI, adressées à la Société.

MM. Bornet et Subert proposent comme membre de la Société nivernaise M. Morlon (Louis-Albert), clerc de notaire à Nevers.

MM. Crosnier et Subert proposent M. l'abbé Lemoine, vicaire de la cathédrale.

MM. du Broc de Segange et Crosnier proposent M. de Puifferrat (Charles), conseiller de préfecture.

Ces propositions ont été favorablement accueillies. MM. Morlon, Lemoine et de Puifferrat ont été proclamés membres de la Société nivernaise.

M. l'abbé Fouchet, aumônier du lycée, propose à la Société de souscrire pour le voyage projeté au pôle nord. La Société vote, à cet effet, une somme de 50 fr.

M. le Président fait passer sous les yeux des membres présents à la réunion une médaille de bronze doré, grand module (6 cent. 50). Cette médaille porte d'un côté le portrait de François I^{er}, avec cette inscription : FRANÇOIS, DUC DE VALOIS,

COMTE D'ANGOULESME, AN X, D. S. RA. Au revers est son emblème : la salamandre, avec cette inscription : NOTRISCO, ALBYNO. STINGO. ELREO, et le millésime MCCCCHII.

M. l'abbé Clément, curé-doyen de Châtillon-en-Bazois, auquel cette médaille a été confiée, a bien voulu donner quelques détails sur cette trouvaille. « Elle a été découverte », dit-il, entre Alluy et Châtillon, dans un champ récemment converti en jardin. Il a fallu, pour sa nouvelle destination, défoncer le terrain à une plus grande profondeur, ce qui a donné lieu à la découverte de la médaille. Dans cet endroit, qui est à 500 mètres environ de Châtillon, comme dans d'autres du voisinage, il y avait des constructions romaines, sur lesquelles ont été élevées d'autres constructions du moyen âge, que le temps, les guerres ou les révolutions ont démolies. Si on pratiquait des fouilles dans ces terrains, occupés par l'ancien *Alisincum*, aujourd'hui Alluy, on obtiendrait peut-être des résultats aussi satisfaisants que ceux qui ont été obtenus à Villars, d'où sort la curieuse mosaïque déposée à la porte du Croux. Les Romains avaient dans le voisinage un camp dont le nom s'est conservé dans celui du hameau de *Romenay*, entre Biches et Brinay ; et à l'extrémité septentrionale de ce camp, nous retrouvons encore un souvenir de la même époque dans le *Gué des Éduens*, appellation que les gens du pays ont défigurée sous le nom de *Gué des Œufs d'oie*.

» Je reviens à ma médaille de François I^{er}, et je ferai remarquer que c'est dans le même endroit qu'a été trouvée, il y a quelques années, une monnaie d'or à la même effigie que je vous ai envoyée ; elle est maintenant déposée au musée. Pourquoi ces objets ont-ils été trouvés à Châtillon ? À quelle occasion cette médaille a-t-elle été frappée ? Ce sont des problèmes difficiles à résoudre.

» Je me suis aussi demandé pourquoi on découvrait dans ces localités des objets appartenant au moyen âge plus qu'à l'époque romaine ? La solution de cette question se trouve, selon moi, dans l'observation que j'ai faite plus haut. Le moyen âge a construit sur les substructions de la période romaine ; il faut

draît faire des fouilles plus profondes pour arriver aux couches des constructions primitives... »

La Société vote des remerciements à M. le Doyen de Châtillon pour cette communication.

Mgr Crosnier fait observer que c'est dans les environs d'Ally qu'on a trouvé, il y a quelques années, la pierre sigillaire d'occuliste romain, qui est maintenant déposée au musée de la ville.

M. de Rosemont fait part à la Société d'une observation faite par M. le Président de la société de la Creuse, relativement à des éperons conservés au musée de Nevers. Il affirme que ces éperons sont extrêmement curieux ; il les recommande à l'attention de la Société, et propose de faire une notice sur ce sujet, dont il s'est occupé spécialement. M. de Rosemont est prié de faire savoir à M. le Président de la société de la Creuse que nous acceptons volontiers l'offre qu'il veut bien nous faire ; cette notice serait insérée dans le *Bulletin*.

M. le Président communique à la Société un manuscrit de M. René Leblanc de Lospinasse sur Hervé de Donzy ; ce travail, fort intéressant, a été composé à l'aide de documents importants, la plupart inédits. C'est une belle page de l'histoire de notre Nivernais pendant le premier quart du treizième siècle. M. le Président, après avoir donné lecture de quelques passages de ce manuscrit, propose donc à la Société de le faire imprimer, tout en exprimant le désir que des notes viennent combler certaines lacunes que l'auteur a probablement laissées à dessein, ayant à cœur de n'écrire qu'avec des pièces authentiques sous les yeux.

M. le docteur Subert demande, au nom du docteur Sichel, qu'on veuille bien lui communiquer une empreinte de la pierre sigillaire d'occuliste romain, dite pierre de *Nigrinus*, déposée au musée de la ville. M. Subert donne à cette occasion lecture d'une partie du travail du docteur Sichel sur les pierres sigillaires. « Ce savant, dit Mgr Crosnier, s'est mis à la recherche de ces intéressants monuments de l'époque romaine et gallo-romaine ; depuis la découverte de notre pierre de *Nigrinus*

trouvée à Alluy, il en a découvert une cinquantaine d'autres, ce qui porte à près de cent le nombre connu. Le département en possède deux : celle dont il est ici question, et une autre découverte antérieurement à Entrains. Cette dernière est déposée dans le curieux musée de M. Regnault, à Entrains. Il est décidé qu'il sera fait droit à la demande du docteur Sichel.

M. de Langardière donne lecture d'une lettre trouvée dans la *Correspondance littéraire* sur la manière dont on enseignait le latin au temps de Louis de Gonzague. Cette lettre est de B. de Vigence, précepteur de Charles de Gonzague, écrite au père de son élève, duc de Nevers.

Ce document, intéressant le Nivernalis, sera partie du recueil de pièces déjà éditées, dont la Société, sur la proposition de M. de Langardière, a décidé l'impression.

Une séance archéologique au musée de Latram.

Lors de mon précédent voyage à Rome, en 1852, dans la première audience que le souverain pontife Pie IX voulut bien m'accorder, j'eus l'honneur de lui offrir mon *Iconographie chrétienne*. Le saint-père me dit, avec une grande bienveillance : « Continuez à marcher dans cette voie ; j'aime bien ceux qui s'occupent d'archéologie, ils rendent à l'Église de véritables services ; aussi ai-je voulu fonder un cours d'archéologie au collège romain. » Sa Sainteté ajouta : « Je viens de dire à votre évêque que j'allais donner des ordres pour qu'on ne signât pas son passeport sans ma permission, car je veux qu'il vienne encore me voir avant de partir ; il en sera de même pour le grand vicaire. »

Inutile de dire combien je fus heureux de cette seconde audience. Pie IX, qui a le secret de mettre à l'aise ceux qui ont le bonheur de lui être présentés, aborda immédiatement la question archéologique, et me demanda si j'étais descendu dans les catacombes, et avec qui. Je lui répondis que j'avais visité,

avec le père Marchi, les catacombes de Sainte-Agnès. Sa Sainteté, qui a pour M. de Rossi la plus grande estime, me dit : « Voyez de ma part M. de Rossi, et dites-lui de vous faire visiter les catacombes de Saint-Calixte ; il sera sur son terrain, et ses explications vous intéresseront au moins autant que celles du père Marchi ; ne quittez pas Rome sans celà. »

Je me rendis immédiatement chez M. de Rossi, sûr de n'être pas repoussé, me présentant au nom du saint-père. Notre guide me reçut avec sa bonté bien connue. L'heure et le lieu du rendez-vous furent indiqués, les invités furent prévenus, et personne ne manqua à l'appel. La pleuse caravane était composée de NN. SS. Dufêtre, évêque de Nevers ; Allou, évêque de Meaux ; de Ségur, auditeur de rote, arrivé à Rome depuis quelques jours ; MM. de Rosemont et les deux vicaires généraux de Nevers et de Meaux. Nous fûmes dans le ravissement des explications si claires, si précises, si concluantes qui nous furent données sur les diverses preuves de notre foi que nous rencontrions à chaque pas.

En nous rendant à Rome pour les fêtes du centenaire, nous avions bien, mes compagnons de voyage et moi, l'espérance de visiter les catacombes avec cet habile architecte. Notre espoir était d'autant plus fondé que M. de Rossi était devenu l'agent du diocèse de Nevers à Rome ; mais nous eûmes la plus triste déception : une maladie de larynx avait déterminé les médecins à lui interdire pendant plusieurs mois l'entrée de ces souterrains qui lui sont si chers.

Ne pouvant descendre dans les catacombes, M. de Rossi prit l'engagement de nous donner au musée de Latran une séance publique, et de nous expliquer quelques monuments des premiers siècles de l'Eglise. Le 6 juillet fut le jour désigné pour cette réunion ; on y voyait figurer une dizaine d'évêques français (1).

(1) Il est inutile de faire remarquer que, dans la reproduction de cette séance au musée de Latran, nous n'avons pas la prétention d'être l'écho de chacune des paroles que nous avons entendues ; nous croyons cependant ne pas nous en écarter sensiblement et être le traducteur fidèle des explications qui y ont été données.

Après nous avoir fait remarquer les précautions que les premiers chrétiens avaient à prendre, soit à l'égard des catéchumènes, soit à l'égard des néophytes, qui n'étaient pas encore bien affermis dans la foi, il rappela la grande loi du secret, loi qu'on trouve dès l'origine du christianisme, qui se maintient pendant l'ère des martyrs et qui continue même après les persécutions.

L'Eglise naissante se trouvait en face des juifs et des païens ; les uns et les autres, race grossière, se laissant dominer par la crainte et par la superstition. La croix, à leurs yeux, était un signe de folie et de risée ; de là la nécessité d'éviter de la reproduire dans toute son austère nudité. Aussi on ne la rencontre pas dans les premiers monuments chrétiens ; elle est représentée par des symboles, tels que l'ancre, les antennes du navire, etc. Quand plus tard on commença à remplacer les figures par la réalité, on continua à dissimuler les lignes sévères de la croix, on l'environna de guirlandes et de fleurs, on lui donna des formes aériennes, et on en fit la croix triomphale. On la rencontre ainsi non-seulement au quatrième siècle, mais même au sixième, comme il est facile de s'en convaincre à Saint-Apollinaire *in classe*, à Ravenne. Et cependant il fallait bien faire connaître aux initiés les vérités saintes de l'évangile, au moins les principales, telles que celles de la Trinité, de l'Incarnation, de la Rédemption, même de l'Eucharistie. Les premiers catéchistes arrivaient au moyen de l'allégorie et des symboles, et c'était par des figures mystérieuses qu'ils leur enseignaient les dogmes de la foi. Sans mettre sous leurs yeux la mort de Jésus-Christ, on leur rappelait sa résurrection, et dans un grand nombre des *cubicula* des catacombes on voit Jonas englouti par la baleine et rejeté vivant sur le rivage ; image de la mort du Sauveur et de son triomphe.

Cependant, nous dit le savant archéologue romain, il est nécessaire de distinguer dans les premiers monuments chrétiens les peintures et les sculptures. Les peintures s'exécutaient dans les galeries souterraines des catacombes, tandis que les sculptures, au moins celles qui étaient sur les tombeaux, ne pou-

valent être travaillées qu'à ciel ouvert. Dans les catacombes, on était à l'abri des regards indiscrets des païens, on vivait dans un milieu d'amis, et, à part la susceptibilité des catéchumènes qu'il fallait épargner, les artistes pouvaient se laisser aller à une certaine liberté, que la prudence interdisait à ceux qui travaillaient en plein air. De là la solution du problème que présente l'inspection des peintures et des sculptures. Les peintures murales des catacombes sont plus explicites que les sculptures des sarcophages, quoique celles-ci soient habituellement d'une époque moins reculée.

Les précautions que prenaient les chrétiens, soit à l'égard des catéchumènes, pour ne point les blesser par la vue du gibet des esclaves, devenu le trône du dieu des chrétiens, soit à l'égard des païens, pour ne pas s'exposer inutilement aux persécutions, nous expliquent comment les peintures des catacombes, quoique plus anciennes, étaient parfois moins environnées de mystères que les tombeaux travaillés à une époque postérieure. Mais il ne s'agissait pas seulement de ne pas scandaliser les faibles par la sainte folie de la croix; la prudence exigeait qu'on ne les initiât aux mystères de la religion que par degrés et dans une certaine mesure de la *loi du secret*.

Le Sauveur avait dit : *Nolite dare sanctum canibus, neque mittatis margaritas ante porcos.* (MATTH., 7, 6.) Ce qui n'était primitivement qu'une règle de prudence finit par devenir une sorte de loi positive. C'était surtout à l'égard du mystère eucharistique que cette loi était rigoureusement observée. Tous les anciens pères font mention de la *loi du secret*, et Tertullien se plaint de ce qu'elle était quelquefois violée par l'imprudence de quelques initiés. Les premiers fidèles aimaient mieux se laisser soupçonner des choses les plus odieuses et les plus absurdes que de dévoiler le secret qui leur avait été confié. On en trouve la preuve dans ce que rapporte le même Tertullien : « On accusait les chrétiens de sacrifier un enfant dans leurs assemblées et de s'en nourrir. » Il est facile de reconnaître ici la nourriture mystérieuse, que les païens ne pouvaient comprendre, renfermant l'aimable enfant de Bethléem caché sous les voiles eucharisti-

ques. La grande loi du secret forçait les premiers Pères à ne parler qu'avec circonspection, et à user souvent des réticences dont les ennemis de l'Eglise ont tenté plusieurs fois d'abuser plus tard.

Clément d'Alexandrie, voulant combattre certains hérétiques qui s'abstenaient de vin comme d'une liqueur impure, rappelle que c'est cette liqueur dont le Sauveur a voulu se servir dans l'institution de l'eucharistie; mais il se garde bien de lever le voile du mystère : « Il bénit le vin et dit : Prenez et buvez ; ceci est le sang, le sang de la vigne. » Les fidèles comprenaient parfaitement qu'il s'agissait du sang de celui qui a dit : « Je suis la vigne. » Origène, s'adressant aux chrétiens de son temps et traitant le même sujet, s'arrête tout-à-coup, craignant d'aller trop loin, « n'insistons pas, dit-il, sur des choses connues des initiés et que ne doivent point savoir ceux qui ignorent les principes de votre foi (1). »

Quant à Tertullen, qu'on peut appeler l'homme du secret, nous découvrons sa pensée lorsque, voulant détourner sa femme de convoler à d'autres noces s'il venait à mourir, il lui montre les dangers qu'elle aurait à courir avec un époux païen : « Laissera-t-il sa femme s'approcher du banquet du Seigneur, de ce banquet au sujet duquel ils nous calomnient, sans soupçonner le mystère ? Votre mari ne finirait-il pas par savoir ce qu'est cet aliment que vous prenez en secret avant toute autre nourriture (2) ? »

Cette loi du secret, comme il a été dit, a persévéré long-temps encore après l'ère des martyrs. Saint Augustin disait : « Les sacrements des fidèles ne sont point livrés aux catéchumènes » et encore « les catéchumènes ne savent pas ce que reçoivent les chrétiens. » Saint Cyrille, de Jérusalem est plus explicite : « Les initiés, dit-il, connaissent la nature de la coupe ; vous la connaîtrez vous-mêmes bientôt aussi. » De là, les précautions prises

(1) *Homel. IX, in Levit.*

(2) *Ad Uxorem lib. II.*

pour éloigner les catéchumènes quand devaient commencer les saints mystères, ou bien quand on devait en dévoiler aux initiés le sens caché.

De là aussi les symboles adoptés encore au quatrième siècle et même au cinquième, dans la sculpture des tombeaux chrétiens, à l'effet de rappeler les principaux dogmes de la foi, tout en les laissant enveloppés d'un voile à travers lequel les initiés seuls pouvaient découvrir la réalité. Ils étaient en quelque sorte les principaux caractères de la langue iératique.

Le premier sarcophage qu'on rencontre, à droite en entrant dans le musée chrétien de Latran, est, sans contredit, le plus intéressant, et on comprend facilement pourquoi M. de Rossi l'a choisi pour objet des explications qu'il voulut bien nous donner.

Avant d'aborder l'exposé des sujets, le savant archéologue a fait observer qu'à l'époque païenne il y avait certainement à Rome, ou dans les environs, des fabriques de tombeaux ; ces urnes sépulcrales reproduisaient, par la sculpture, des symboles ou des sujets mythologiques. Les chrétiens ne faisaient aucune difficulté de se procurer au besoin ces sortes de tombeaux, sur lesquels ils gravaient quelque épitaphe et des signes, qui ne laissaient aucun doute aux yeux des fidèles sur la foi de ceux dont les corps y étaient déposés. Cependant il était d'usage de placer au centre et sur le devant du sarcophage certaines figures, habituellement au nombre de deux simplement, dégrossies et qu'on finissait sur commande. Ces figures, disposées dans une coquille ou un disque qui les encadrait, étaient connues sous le nom de *imagines clypeatæ*. L'artiste terminait plus tard ces figures, en reproduisant les traits des personnes dont les restes mortels allaient être déposés dans le tombeau. C'étaient ordinairement les représentations de deux époux. Il restait peu de chose à faire, car ces bustes étaient finis du côté des habillements. Nous avons pu constater que, sous ce rapport, notre sarcophage n'avait pas été complété. Comme tout le reste est achevé et que les sujets sont évidemment chrétiens, il faut en



Cette gravure a été éditée pour la première fois dans le savant ouvrage de M. l'abbé Martigny, chanoine de Belley : *Dictionnaire des antiquités chrétiennes* (1), dont nous avons plusieurs fois fait un éloge bien mérité. Sur notre demande, M. Martigny a bien voulu écrire à ses éditeurs, MM. Hachette, pour les prier de mettre ce cliché à notre disposition, ce qu'ils ont fait avec une bienveillance dont la Société nivernaise leur est tout à fait reconnaissante.

(1) Librairie de L. Hachette et C^e, boulevard Saint-Germain, n^o 77, à Paris.



conclure que les chrétiens aussi avaient des ateliers funéraires (1).

Le sarcophage dont nous parlons est divisé en deux frises horizontales. La frise supérieure est interrompue par les *imagines clypeatae* dont nous venons de faire mention.

Six tableaux, trois à droite du disque central et trois à gauche, occupent cette zone.

Le premier tableau est composé de trois personnages, dont un est assis dans un fauteuil, un autre debout tient la main appuyée sur le montant du fauteuil, et le troisième, aussi debout de l'autre côté, tient la main posée sur la tête d'un petit être humain nu et debout devant eux. Un autre petit être est étendu à leurs pieds, et le principal personnage, assis, étend la main pour bénir. Il est évident qu'il s'agit ici de la création de l'homme, à la suite de l'ineffable conseil tenu par les trois personnes de la divine Trinité, représentée ici sous la forme humaine, *faciamus hominem ad imaginem et similitudinem nostram*. La réalisation de ce projet s'effectue, et les deux petits êtres nous rappellent Adam et Ève au sortir des mains du Créateur, qui les bénit et institue le mariage, *crescite et multiplicamini*. Déjà l'amour du Fils éternel, du Verbe Incréé, se manifeste à l'égard de ces créatures intelligentes, et sa main, étendue comme pour les protéger, indique qu'il se constitue dès-lors comme leur sauveur. Dans le but sans doute d'unir le rôle de rédempteur à celui de protecteur, l'artiste a interverti l'ordre des tableaux et a placé auprès du disque l'arbre de la science du bien et du mal, se bifurquant de manière à former deux rameaux distincts, pour figurer sans doute ce double produit ; le serpent enlace cet arbre. Voilà la chute. Le troisième tableau, rapproché du premier, est tout à la fois le châtiment et la rédemption.

C'est le Verbe éternel qui est en quelque sorte chargé de remplir cette double mission. C'est lui qui prononce le châti-

(1) On sait que ces sortes de fabriques ont continué à fonctionner pendant le cours du moyen âge. Les cercueils nombreux qu'on remarque devant l'église et sur la place de Quarré-les-Tombes ne laissent aucun doute à cet égard.

ment : Adam doit manger son pain à la sueur de son front jusqu'à ce qu'il retourne en poussière, et Ève, soumise à l'homme, doit aussi partager ses travaux. Il présente à l'un une gerbe de blé, pour lui indiquer qu'il doit travailler à la terre, à l'autre un agneau dont elle doit filer et tisser la toison. La sévérité de l'arrêt semble être adoncée par la nature même des objets qui le symbolisent, et l'imagier chrétien rappelle en même temps l'agneau qui doit un jour effacer les péchés du monde et le pain eucharistique qui sera pour l'homme un gage d'immortalité.

Il est à remarquer que les trois personnages symbolisant la Trinité sont barbus ; ils rappellent l'*Ancien des jours* ; mais le Fils, paraissant entre Adam et Ève, a revêtu les formes de la jeunesse ; on dirait qu'il a devancé le temps où il devait paraître sur la terre plein de grâce et de vérité. Dans la suite de notre étude le Dieu du *Nouveau-Testament* nous paraîtra sous le même type.

Tel en effet nous le voyons dans la seconde partie de la frise supérieure et aussi sur la zone inférieure.

Le quatrième tableau nous montre le Sauveur, toujours imberbe et touchant de sa baguette, symbole de la puissance et de l'autorité, trois vases placés devant lui. Il s'agit ici du miracle opéré aux noces de Cana.

Le cinquième tableau reproduit la multiplication des pains. Le Seigneur bénit les cinq pains d'orge qu'on lui présente dans une corbeille et les deux poissons qu'un autre personnage met sous ses yeux. A ses pieds on voit d'autres corbeilles ; elles rappellent les corbeilles de fragments qui restèrent après que la multitude fut complètement rassasiée. Le dernier tableau, endommagé, laisse cependant deviner le sujet qu'il représente. Un monument funèbre contient un cadavre entouré de bandes comme une momie ; une femme prosternée baise les pieds du Sauveur tourné vers le tombeau. C'est ici la sœur de Lazare disant à Jésus-Christ : « Seigneur, si vous eussiez été ici, mon frère ne serait pas mort. » Et le Sauveur ordonnant à la mort de rendre sa victime.

Il est à remarquer qu'il y a ici une transposition ; car avant de rappeler la vie publique et les miracles du Verbe incarné, on aurait dû, il semble, indiquer sa naissance, qu'on ne trouve qu'à la zone inférieure. Toutefois cette transposition n'a pas été opérée sans motif ; l'artiste aura voulu placer immédiatement au-dessous de l'image de la Trinité, qui rappelle la génération éternelle du Verbe dans le sein de son Père, sa génération temporelle dans le sein de Marie. C'est la traduction lapidaire des paroles de Saint-Jean : *Verbum erat apud Deum, — Verbum caro factum est.*

Nous avons vu dans la frise supérieure le Père assis dans un fauteuil entre le Fils et le Saint-Esprit, représenté sous une forme humaine et posant la main sur un des montants du fauteuil. Au-dessous, dans un autre fauteuil semblable au premier, est assise une femme ; c'est Marie tenant sur ses genoux l'Enfant-Jésus. Derrière le fauteuil, un personnage tout à fait identique avec celui de la frise supérieure, ayant les pieds nus comme le premier, porte la main sur le montant du fauteuil de la vierge Marie. On serait porté à voir ici la Trinité de la terre : Jésus, Marie et Joseph, après avoir considéré plus haut la Trinité du ciel. Or, M. de Rossi ne veut pas reconnaître saint Joseph dans le personnage placé derrière le fauteuil ; il prétend que c'est encore la troisième personne divine qui est ici représentée comme ayant concouru au grand mystère de l'Incarnation. Selon lui, on ne peut en douter, c'est le même type, c'est la même pose, le même costume, la même disposition des vêtements que le personnage supérieur. L'artiste semble avoir voulu ne laisser aucun doute à cet égard. Je me permettrai d'ajouter une nouvelle observation qui viendrait confirmer celle de M. de Rossi ; elle est relative à la nudité des pieds. On sait que l'iconographie chrétienne a ses règles, ses principes, ses caractères incontestables, au moyen desquels il est facile de distinguer, dans les œuvres du moyen âge, les personnages qui sont reproduits par la sculpture ou par la peinture. Il est impossible d'indiquer l'époque à laquelle ces caractères ont été adoptés. D'après ces principes, la nudité des pieds est un

caractère qui n'appartient qu'aux personnes divines, aux anges, aux apôtres, à Jérémie et à saint Jean-Baptiste. Tous les autres personnages doivent être chaussés. Or, dans le sarcophage qui nous occupe, nous voyons, en dehors des personnes divines et de l'apôtre saint Pierre, tous les autres personnages chaussés. Nous en exceptons Adam et Ève dans le paradis terrestre, et Daniel dans la fosse aux lions ; étant dans un état de nudité complète, ils ne peuvent être chaussés. Ainsi les trois rois mages, l'aveugle-né, le prophète Habacuc, les soldats qui conduisent saint Pierre au supplice sont chaussés ; la sainte Vierge elle-même est chaussée. Il en serait ainsi du personnage en question s'il représentait saint Joseph ; or, il a les pieds nus ; je ne balance donc pas à adopter le sentiment de M. de Rossi (1).

Ce premier tableau se confond avec le second, qui le complète ; c'est l'*Adoration des Mages*. Le premier des trois rois, tout en offrant ses présents au divin Enfant, élève la main pour indiquer l'étoile mystérieuse et se tourne vers les autres qui portent leurs regards vers l'étoile.

Le troisième tableau est la *Guérison de l'aveugle-né*.

Au-dessous du disque, qui encadre les deux bustes dont il a été fait mention, se trouve un tableau que nous n'avons pas indiqué ; il s'agit d'un sujet fréquemment reproduit dans les catacombes, et qui rappelle aux chrétiens qu'ils doivent mettre toute leur confiance en Dieu au milieu des persécutions, des souffrances et des épreuves de la vie, car il sait quand il lui plaît lier la gueule des animaux les plus terribles. On comprend qu'il s'agit ici de Daniel dans la fosse aux lions. Comme il se rencontre dans ce tableau des détails inconnus ailleurs, nous allons les exposer. Daniel, entre deux lions qui le regardent, est dans la posture consacrée à la prière, les deux bras étendus formant la croix. Le prophète Habacuc, dont on a raccourci la taille et les proportions de manière à laisser en vue les autres

(1) Cette observation établirait que le caractère iconographique que nous signalons existait déjà au quatrième siècle, époque à laquelle nous attribuons notre sarcophage.

personnages, présente à Daniel une corbeille ayant la même forme que celles du tableau de la *Multiplication des pains*. Dans l'une comme dans les autres les pains sont timbrés d'une croix. Ce n'est pas un ange qui a transporté Habacuc jusqu'à Babylone ; jamais les anges n'ont été représentés avec la barbe et sans ailes. C'est le même personnage que nous avons vu dans le tableau de la *Création*, dont la main est posée sur la tête du charitable messager, comme elle est posée sur la tête du petit être humain nouvellement sorti des mains du Créateur ; on le reconnaît, même à l'agencement de ses vêtements. De l'autre côté, on retrouve aussi l'autre personnage qui a concouru à l'œuvre de la création ; ce sont les mêmes traits, la même disposition des habillements. Nous dirons bientôt le motif de leur présence dans la fosse de Babylone.

Les trois autres sujets reproduisent : 1° le renement de saint Pierre. Le coq historique est à ses pieds, et le Sauveur lui prédit son triple parjure en lui montrant trois doigts. L'apôtre porte la main droite à la bouche comme pour protester de sa fidélité. Il tient une baguette de la main gauche. 2° Saint Pierre tenant toujours sa baguette est entre deux soldats qui le conduisent en prison ou au supplice. Enfin, le troisième sujet représente Moïse frappant le rocher de sa verge et faisant jaillir une source d'eau vive ; un homme agenouillé reçoit cette eau pour se désaltérer.

Il est impossible, pour toute personne qui a fait quelque étude du symbolisme chrétien, de ne pas comprendre le sens caché de cette suite de tableaux et leur connexion, malgré les transpositions que nous avons signalées. C'est une sublime épopée, déroulant toute l'histoire de la religion.

LA TRINITÉ. — Les trois personnes divines concourant à l'œuvre de la création de l'homme. Le Verbe s'établissant le protecteur de l'homme et devenant son rédempteur après son péché.

L'INCARNATION. — Le Verbe prenant un corps dans le sein d'une vierge par l'opération du Saint-Esprit.

LA MISSION du Verbe incarné sur la terre. — Il est venu pour éclairer l'homme que le péché avait plongé dans les ténèbres,

illuminare his qui in tenebris et in umbra mortis sedent, et pour rendre la vie à ceux qui étaient assis à l'ombre de la mort. La lumière céleste qui dirige les mages vers Bethléem, la guérison de l'aveugle-né établissent la première partie de sa mission. La seconde est exposée d'une manière non moins frappante. Sous la loi de crainte, il n'a pas voulu laisser dans la fosse aux lions Daniel, sans lui procurer la nourriture qui devait réparer ses forces ; il a par un miracle transporté Habacuc de la Judée à Babylone ; il a voulu le visiter de concert avec l'Esprit divin dans la fosse où il avait été jeté, pour lui procurer la consolation et la vie. Il ne peut sous la loi de grâce oublier son immense charité ; il offrira à l'homme le pain descendu du ciel.

L'EUCCHARISTIE. — Nous l'avons dit, la loi du secret ne permettait pas de lever complètement le voile ; mais les initiés reportaient leurs pensées vers la transsubstantiation en voyant l'eau changée en vin aux noces de Cana, et la multiplication des pains leur rappelait ce pain délicieux dont le Sauveur nourrit les chrétiens dans le désert de cette vie ; les petits poissons eux-mêmes, qui faisaient partie du mystérieux banquet, n'étaient que les symboles de ce divin poisson, *ΙΧΘΥΣ, Jésus-Christ, fils de Dieu, sauveur*, qui voulait bien leur servir de nourriture.

Nous avons fait remarquer la transposition des tableaux du paradis terrestre ; nous pouvons maintenant nous en rendre compte, en admettant le parallélisme souvent recherché par les artistes chrétiens. D'un côté de la coquille ou du disque, on a placé l'arbre dont le fruit avait introduit la mort dans le monde ; de l'autre côté, on établit le fruit de la vigne, matière de ce vin, qui est la source de la véritable vie.

L'IMMORTALITÉ. — Je suis la résurrection et la vie, dit le Sauveur ; celui qui mangera le pain que je lui donnerai, je le ressusciterai au dernier jour ; rien de plus naturel que de voir les tableaux eucharistiques se compléter par la résurrection de Lazare.

LA RÉDEMPTION. — Le mystère de la Rédemption était, comme celui de l'Eucharistie, soumis à la loi du secret. Ne nous étonnons pas qu'on le rappelle seulement par une des circonstances

de la passion du Sauveur : le triple reniement du prince des apôtres.

L'ÉCRIVEUR. — Jésus-Christ n'est pas venu sur la terre pour y remplir une mission passagère ; son œuvre doit avoir un caractère de perpétuité ; à cet effet , avant de retourner à son père, il a voulu établir son Église dont il confia le gouvernement à Pierre. C'est pourquoi notre artiste a voulu compléter son poème par l'histoire du prince des apôtres. Après avoir rappelé son triple parjure, il s'empresse d'en rappeler la réparation ; après la faute l'expiation. Pierre sera à l'avenir fidèle jusqu'à la mort ; c'est la pensée exprimée par sa présence entre les deux soldats qui l'entraînent.

LA PRIMAUTE DE PIERRE. — Nous avons dit plus haut que la baguette était un signe de puissance et d'autorité. C'est en touchant les urnes de sa baguette que le Sauveur a changé l'eau en vin. Nous voyons saint Pierre avec sa baguette, soit lorsque Notre Seigneur lui annonce sa défection, soit lorsqu'il est au milieu des soldats. Sa puissance et sa juridiction l'accompagnent partout, même dans la captivité, et il peut dire, comme saint Paul : *Verbum dei non est alligatum.* (2, TIMOT. 2, 9.)

Enfin le dernier tableau, *Moïse frappant le rocher*, vient compléter cette intéressante épopée. Est-ce bien Moïse lui-même qu'on a voulu représenter ? ou bien le grand législateur des Hébreux ne serait-il ici qu'une figure de cet autre législateur qui, lui aussi, a avec Dieu des conversations intimes sur la montagne ? M. de Rossi ne balance pas à reconnaître, dans Moïse frappant le rocher de sa baguette, la personnification de Pierre chargé de désaltérer dans le désert de cette vie les hommes dévorés par la soif. C'est lui qui doit faire jaillir la double source de la grâce et de la vérité.

Le savant archéologue nous a assuré avoir vu sur deux vases trouvés dans les catacombes ce sujet représenté ; mais au lieu de *Moses* on lisait *Petrus*, ce qui ne laisse aucun doute sur la pensée de l'imagier chrétien.

CROSNIER.

**L'Immaculée conception de Marie proclamée
par les iconographies du moyen âge.**

NOUVELLES PREUVES.

Dans notre réunion du 1^{er} mars 1855, la Société nivernaise avait admis, sous ce titre, un opusculé de circonstance. Le dogme de l'Immaculée Conception de Marie venait d'être proclamé dans la ville éternelle, et cette proclamation avait trouvé de l'écho dans tout l'univers catholique. Dans sa bulle dogmatique, le souverain pontife Pie IX avait développé avec harmonie tous les motifs qui devaient servir de base à ce grand acte, attendu depuis si long-temps ; il avait rappelé les différentes images au moyen desquelles cette vérité avait été indiquée. Le témoignage des écrivains catholiques était donc incontestable ; mais on sait que le moyen âge avait ouvert un grand livre de morale et de doctrine concurremment avec les instructions et décisions orales ou écrites des théologiens. L'iconographie allait de front avec la théologie, et ces deux sœurs marchaient du même pas, les yeux fixés sur l'Église, leur mère. Avant notre réunion du 1^{er} mars 1855, personne n'avait encore pensé à rechercher dans les sculptures et les peintures des preuves du dogme nouvellement proclamé, et nous-même, en découvrant l'image représentée dans les heures de Simon Vostre, nous mettions la main sur un trésor inconnu ou au moins incompris.

Quand la Société, à l'unanimité, exprima le désir que le mémoire lu à cette occasion fût inséré dans le *Bulletin*, elle ne pensait pas, — et nous n'aurions osé prétendre à cet honneur, — qu'on nous envierait ce mémoire. M. de Caumont demanda l'autorisation de l'insérer dans le *Bulletin monumental* de la Société française (1). Ce n'est pas, Messieurs, le plus grand

(1) Tome XXI.





honneur accordé à cette modeste notice, un autre lui était réservé. L'auteur a reçu des félicitations d'Angleterre et de Belgique, et Mgr Malou, évêque de Bruges, dans son savant travail sur l'*Iconographie de l'Immaculée Conception*, se plaît à citer avec éloge le mémoire emprunté par la Société française au *Bulletin* de la Société nivernaise. Aucun ouvrage n'a été cité aussi souvent dans la brochure de l'éminent évêque de Bruges.

Depuis ce moment, de nouvelles découvertes iconographiques ont été faites, et, dans un bulletin d'une des sociétés avec lesquelles nous sommes en rapport, la *Commission historique du département du Nord*, nous avons remarqué la reproduction d'un triptyque qui ajoute une nouvelle page à l'histoire iconographique de l'Immaculée Conception. Ce triptyque, du commencement du XVI^e siècle, se trouvait autrefois dans l'église collégiale de Saint-Pierre à Lille. On ignore ce qu'il est devenu, et ce n'est que d'après une gravure de M. l'abbé Caruel, auteur de la notice insérée dans le tome VI du *Bulletin* de cette société, qu'on a pu nous donner les curieux détails sur ce genre de tableau. Nous n'avons pas la pensée d'entrer dans les détails déjà présentés par M. l'abbé Caruel ; nous essayerons seulement de les compléter par de nouvelles observations.

Ce triptyque surmontait le tombeau de Hugues le Cocq et de Anne de Lestorré, son épouse (1), dont on remarque les portraits au bas des deux volets ; ils sont agenouillés aux pieds de leurs patrons : saint Hugues et sainte Anne. Une remarque qui ne doit pas échapper, ce sont les figures de saint Hugues et de sainte Anne. Le saint évêque reproduit exactement les traits de Hugues le Cocq, tandis que la sainte reproduit ceux de Anne de Lestorré. Nous avons fait observer dans les heures de Simon Vostre que sainte Anne entr'ouvrait son manteau, comme pour laisser entrevoir le mystère qui s'accomplissait

(1) Nous ne tranchons pas la question de savoir si Anne de Lestorré a été réellement ensevelie en cet endroit ; seulement il paraît évident que c'était le lieu destiné à sa sépulture.

dans son sein : la petite Marie, avant sa naissance, est déjà considérée comme mère de Dieu, pensée exprimée par un petit Enfant Jésus qu'elle-même porte entre ses bras.

Dans le triptyque de Lille, c'est toujours la même pensée ; aux yeux de celui pour qui tout est présent, ce titre de mère de Dieu convenait à Marie à tous les instants de son existence ; nous voyons la jeune vierge entre les bras de sa mère et tenant elle-même sur son bras gauche l'Enfant Jésus caressant sa mère. Il est important de signaler ce détail, qui a échappé à M. l'abbé Garuel.

Dans le cours du XVI^e et du XVII^e siècle, les écrivains catholiques semblaient avoir pris à tâche de présenter aux peintres et aux sculpteurs de gracieuses images relatives à l'Immaculée Conception de Marie ; dans l'ouvrage intitulé *Mariana*, ils comparent Marie à l'arche de Noë qui, avant le déluge, avait été enduite à l'intérieur, pour empêcher les eaux d'y pénétrer ; ils nous montrent cette arche s'élevant à mesure que les eaux augmentent et allant se reposer sur une haute montagne. N'est-ce pas, ajoutent-ils, l'image de l'onction de la grâce qui préserve Marie des eaux du déluge universel du péché ?

Au XVII^e siècle naquit à Anvers un homme qui devait être un jour la gloire de la Société de Jésus dans ce pays : Henri Engelgrave. Son érudition était telle que ses contemporains l'avaient surnommé l'Atelier des Sciences : *Scientiarum officina*. En effet, tout ce qu'il a écrit porte le cachet de l'érudition la plus profonde. La plupart de ses ouvrages sont enrichis de gracieux emblèmes qu'il développe ordinairement dans le texte. Son panthéon céleste, *Cæleste Pantheon* (1), ouvrage devenu assez rare, est surtout remarquable par la poésie que respirent et les emblèmes et le texte, qui offre un traité complet de la fête ou du mystère dont il est question.

Déjà, pour la fête de la Nativité de Marie, il l'avait représentée comme cette nuée légère qui s'élevait de la mer, *ecce*

(1) Cologne, 1659.

subecula parva a Mari (1), et que Jean de Jérusalem considérait comme la figure de Marie ; car, disait-il, cette petite nuée est douce et pure, et quoiqu'elle s'élève d'une mer salée et souillée, elle n'a rien de la mer, *nū habet illa Maris*. Au jour de sa Conception immaculée, il a recours à une image plus gracieuse et plus expressive. Après avoir adopté pour emblème une perle qu'on aperçoit dans un coquillage entr'ouvert, il emprunte à Plinie une explication sur la nature de la perle. « Les perles, dit ce célèbre naturaliste, ont plus de rapport avec le ciel qu'avec la mer, *Margaritis cæli societas major quam Maris*. » La perle, en effet, ajoute-t-il, se balance sur les flots où elle a pris naissance ; elle demeure cachée dans des coquillages, mais elle a été engendrée par la rosée du ciel, et elle doit son développement aux rayons du soleil ; elle n'a rien de l'amertume de la mer, rien du sol qui sert de récipient à ses eaux, rien des sels qu'elles contiennent. » « La conque, dit saint Jérôme, fécondée par la seule rosée du ciel, produit la perle. »

Après avoir donné de cette manière le sens caché de son emblème, l'auteur ajoute : « Je ne choisis pas la lune pour la figure de Marie, parce que la lune a ses éclipses et ses variations ; je ne choisis pas le soleil, parce que la troupe subtile des astronomes prétend découvrir des taches dans cet astre ; mais j'adopte la perle, qui n'a rien de la mer et qui en sort sans la moindre souillure ; et puisque le mérite de la perle, d'après Plinie, consiste dans la blancheur, qu'il me soit permis, en parlant de celle qui a été pure et sans tache dans sa très-sainte Conception, de la comparer à la gracieuse Esther, qui a brillé d'un éclat particulier au milieu de ces précieuses perles de l'Ancien Testament. »

On sait qu'après la sentence sévère prononcée par le puissant Assuérus contre la nation juive, ce prince, à la vue d'Esther triste, descendit de son trône et lui adressa ces paroles consolantes : « Pourquoi cette tristesse, ô Esther ? Je suis ton frère ; ne crains rien ; la sentence de mort n'est pas portée contre toi ;

(1) 4 Reg. 18.

ce n'est pas pour toi, mais pour tous les autres que la loi a été établie : *Non enim pro te sed pro omnibus hæc lex constituta est* (1). »

On retrouve encore la perle comme emblème pour la fête de sainte Anne. Les deux valves de la coquille sont ouvertes et laissent voir une belle perle.

L'auteur, au milieu de ses preuves théologiques et des données iconographiques, sait recueillir des traits d'histoire qui conviennent à son sujet, et partout on remarque un goût exquis et une érudition profonde.

Un des faits qu'il rappelle est celui de Zeuxis, chargé de peindre Hélène dans un temple de Junon. Voulant la représenter avec toute la beauté possible, il choisit les filles les plus belles du pays et il s'efforça de reproduire tout ce qu'il trouvait de plus parfait dans chacune d'elles. Par ce moyen, il forma un tableau dans lequel on ne trouvait rien à reprocher. C'était quelque chose de divin ; « de telle sorte, dit Cicéron, que cette peinture muette respirait la vie et présentait la beauté dans toute sa pureté : *ita ut mutum in simulacrum ex animali exemplo veritas transferretur* (2). » « Quand Dieu, ajoute l'auteur, voulut de ses doigts divins former Marie, il dut recueillir tout ce qu'il y a de riant dans la prairie, tout ce qu'il y a d'odoriférant dans les fleurs, tout ce qu'il y a d'éclatant dans les pierres précieuses, tout ce qu'il y a de scintillant dans les étoiles, tout ce qu'il y a dans les créatures terrestres et célestes de beauté, de grâce, d'excellence et de perfection, et il en composa cette vierge sublime (3).

CROSNIER.

(1) Lib. Est., c. 15.

(2) Cicéro, lib. II, *de invent.*

(3) Page 451.

HERVÉ DE DONZY, COMTE DE NEVERS.

AVANT-PROPOS.

Un des chefs-d'œuvre de la science historique, l'*Art de vérifier les dates*, a établi l'importance du rôle rempli par les seigneurs dans l'histoire de notre pays. Les chronologies des possesseurs de grands fiefs, qui occupent plusieurs volumes, ont jeté une vive lumière sur l'époque si intéressante du moyen âge ; mais de nos jours, où l'intérêt du passé s'est accru considérablement, on s'efforce de retracer, à l'aide des chartes et des documents originaux, un tableau plus exact encore et plus complet des événements qui ont contribué à caractériser les seigneurs. Déjà plusieurs familles, les unes célèbres et princières, les autres plus modestes, ont été l'objet de sérieuses études. Mais tout n'est pas encore fait. Parmi les grandes familles de la France, on peut compter les seigneurs de Nevers, dont la puissance remonte à la formation des États et ne finit qu'en 1789. Leurs noms paraissent à toutes les époques et dans toutes les grandes circonstances ; ils jouissent des prérogatives accordées aux grands feudataires ; leurs alliances sont nombreuses et illustres. On voit paraître les familles de Nevers, de Donzy, de Bourbon, de Bourgogne, de Clèves, de Gonzague, etc.

Dans presque tous les grands ouvrages historiques il est question des comtes de Nevers ; mais ce ne sont que des fragments et des extraits, dans le but d'expliquer une alliance, un traité ou un autre acte quelconque. Il n'existe pas encore d'histoire satisfaisante qui leur soit spécialement consacrée. Ce motif, joint à l'intérêt que nous inspire le Nivernais, nous a enhardi à diriger nos recherches de ce côté.

Nous ne possédons point de cartulaire ; on ne peut qu'avec

peine remonter aux sources positives, qui renferment les documents nécessaires à ce genre d'études ; les chartes de la Chambre des comptes ont été brûlées sur la place du palais des ducs, à Nevers ; les archives de France en ont conservé un nombre relativement peu considérable, et il est fort difficile de les y découvrir. Quant à l'*Inventaire des titres de Nevers*, par l'abbé de Marolles, malgré l'intérêt qu'il peut offrir, il est encore incomplet et quelquefois incorrect, surtout jusqu'au quatorzième siècle. Il a donc fallu chercher au hasard dans les grandes collections de documents, imprimés ou manuscrits, dans les histoires des pays voisins, dans les cartulaires des abbayes, des évêchés et des seigneuries ; ils sont cités avec leurs indications.

A l'aide des actes que nous avons rassemblés avec le plus grand soin, nous avons essayé de donner une idée de ce que serait l'histoire des comtes de Nevers, en développant les événements qui occupèrent la vie du comte Hervé, au commencement du treizième siècle. La réputation de ce prince et les circonstances qui lui procurèrent le titre de comte de Nevers justifieront le choix que nous avons fait.

Malgré les fiefs nombreux que la maison de Nevers acquit par ses alliances, le centre de sa puissance fut toujours en Nivernais, même à l'époque où les comtés de Nevers et d'Auxerre étaient réunis, c'est-à-dire jusqu'à la fin du douzième siècle. On remarquera d'ailleurs que notre travail n'est pas précisément relatif au pays, mais bien à son seigneur ; nous suivrons donc les pas d'Hervé partout où il se montrera. Les actes qui lui sont attribués sont fort nombreux ; beaucoup sont imprimés, un certain nombre sont restés inédits. Nous nous abstiendrons de les publier en entier pour le moment ; leur place est réservée dans le cartulaire que la Société nivernaise se propose d'éditer, publication qui rendra un grand service à l'histoire du pays. L'inventaire, placé à la fin, permettra de recourir facilement aux sources.

La vie du comte Hervé est une partie d'un travail présenté en thèse à l'école des chartes, que M. Delisle, membre de

l'Institut, a bien voulu mettre au nombre des ouvrages admis, dans la promotion de 1867, par le conseil de perfectionnement.

PIERRE DE COURTENAY ET MAHAUT, SA FILLE.

La famille de Nevers, illustrée au douzième siècle par ses chefs, qui portèrent presque tous le nom de Guillaume, n'avait plus qu'une héritière, Agnès, fille du comte Gui, que Philippe-Auguste prit sous sa protection et fit élever à sa cour. Quand elle fut en âge d'être mariée, le roi lui fit épouser son cousin, Pierre de Courtenay, petit-fils de Louis-le-Gros, et les investit des comtés de Nevers et d'Auxerre, qui formaient l'apanage d'Agnès. Le mariage s'accomplit en 1184. Pierre donna au roi, pour son droit de rachat (1), la ville de Montargis, et obtint la promesse qu'il garderait toutes ces terres pendant sa vie (2).

Agnès de Nevers hérita du comté de Tonnerre; mais elle mourut au bout de quelques années, ne laissant qu'une fille, Mahaut, née en 1188. Elle avait cinq ans lorsque son père la promit à Philippe de Namur, fils de Baudoin, comte de Flandre. Les deux barons se trouvaient ensemble au siège de Rouen. Le roi proposa à Pierre de Courtenay d'épouser, en secondes noces, Yolende de Hainaut, fille de Baudoin, à condition que, d'autre part, le fils de Baudoin serait fiancé à la fille de Pierre de Courtenay, recevrait en dot le comté de Tonnerre et hériterait plus tard des terres de Nevers.

Le mariage de Pierre de Courtenay avec Yolande de Hainaut fut célébré à Soissons au mois de juillet de l'année 1193,

(1) On appelait *rachat* l'impôt financier que le vassal devait avec l'hommage à son suzerain, en entrant en possession des terres qu'il tenait en fief.

(2) MARTÈNE, *Amplissima collectio*, I, col. 1047; *Cartulaire de l'Yonne*, QUANTIN, II, p. 347; *Historiens de France*, XVIII, 251.

et les conventions du mariage des enfants y furent jurées en même temps et confirmées par un grand nombre de seigneurs. Les deux époux se rendirent ensuite en Nivernais pour recevoir les hommages de leurs chevaliers et de leurs bourgeois (1).

Mais les événements, qui renversent souvent les projets humains, avaient fait revenir les esprits sur les conventions précédentes; le comte de Nevers, malgré ses promesses solennelles, ne voulut pas consentir à donner sa fille à l'époque convenue. Cependant le comte de Flandre avait rempli les conditions auxquelles il s'était engagé; il se plaignit au pape de la négligence de Pierre de Courtenay et sollicita la haute intervention du siège apostolique. Innocent III en écrivit au roi et au comte de Nevers (2); il leur rappela l'autorité de la sainte Église (3), la gravité des engagements contractés et les conséquences du mépris qu'on en faisait. L'avertissement du pape aurait peut-être amené l'exécution des conventions du mariage, si un événement inattendu n'était venu changer la face des affaires.

MAHAUT ÉPOUSE HERVÉ DE DONZY.

Pierre de Courtenay avait au milieu de ses domaines, entre les comtés d'Auxerre et de Nevers, un seigneur bien inférieur à lui en puissance, mais dont l'indépendance était encore assez grande pour qu'il tentât au besoin de lutter contre lui et de défendre énergiquement ses propres intérêts. C'était Hervé, baron de Donzy et seigneur de Gien.

Geoffroy, père d'Hervé, venait de mourir (4). Pierre de

(1) Voyez, pour tous ces faits, la chronique de Gislebertus Montensis. (*Historiens de la France*, XVIII, p. 415.)

(2) *Ep. Innocentii*, 27 aprilis 1199. (*Hist. de la France*, XIX, p. 375.)

(3) Les fiançailles légitimement contractées sont un lien aux yeux de l'Église et forment un empêchement pour d'autres engagements.

(4) *Art de vérifier les dates*, tome II, p. 585.

Courtenay réclama le château de Gien comme devant lui appartenir, en vertu d'un traité qu'il avait, disait-il, conclu antérieurement avec le défunt. Hervé s'opposa fièrement à sa prétention, et résolut, pour trancher la question, d'en appeler aux armes. Il est raconté dans les chartes de l'abbaye de Saint-Laurent, près de Cosne, dit une chronique des comtes de Nevers (1), que Pierre de Courtenay, en l'an 1199, le jour de l'Invention de saint Étienne, premier martyr (3 août), vit son armée mise en déroute, ses barons et *colereaux* massacrés, captifs ou chassés honteusement par Hervé, seigneur de Donzy.

Les anciens historiens disent que Pierre de Courtenay fut retenu prisonnier dans le château de Donzy, et que ce fut le roi qui prit l'initiative et proposa les conditions de son rachat. En effet, Hervé, que la victoire rendait maître de la position, n'osa poser lui-même les conditions de la rançon. Philippe-Auguste avait trop d'ascendant sur ses barons pour qu'ils pussent agir en dehors de son autorité; un seigneur était bien maître sur ses terres et sur ses vassaux, mais dès qu'il se trouvait en présence d'un de ses pairs, il sentait son pouvoir trop faible, et se tournait aussitôt vers celui que tous reconnaissaient comme leur souverain arbitre : le roi de France.

Hervé se hâta d'aller trouver le roi, à Paris, et sut si bien gagner sa confiance et sa protection, que malgré la honte qu'il venait d'infliger à un prince du sang, ce qui aurait dû au moins froisser Philippe-Auguste, il sortit triomphant de son entrevue. Au mois d'octobre, les conditions étaient arrêtées. Hervé, seigneur de Donzy, fait savoir à tous le résultat de sa conférence avec le roi dans les lettres qu'il date de Paris (2). « Le roi, écrit-il, nous donne pour épouse la fille de Pierre,

(1) Bibliothèque impériale, manuscrit latin, n° 13903, folio 16.

(2) Le texte de ce contrat se trouve en manuscrit aux archives de l'Empire, J., 189; dans la collection des chartes et diplômes de Moreau, t. XCIX, p. 219, à la bibliothèque impériale. Il est imprimé dans l'*Inventaire du trésor des chartes*, de Teulet, t. I^{er}, p. 207, et dans le *Cartulaire de l'Yonne*, de M. Quantin, t. II, p. 501.

» comté de Nevers, avec ce comté, à condition toutefois que
» Pierre aura, sa vie durant, les terres que le roi lui assi-
» gnera prochainement, lesquelles après sa mort feront retour
» à nous, à notre épouse et à nos enfants. Pour le rachat du
» comté nous donnons au roi, moi et mon frère Renaud,
» Gyen et toute sa châtellenie. Et si notre épouse vient à
» mourir sans enfants, la châtellenie de Gyen reviendra à
» nous ou à nos héritiers, moyennant trois mille marcs d'ar-
» gent de la monnaie de Troyes. Dans le cas où on y aurait
» fait des réparations, il n'en sera pas tenu compte.

» En outre, d'ici à la célébration du mariage, je ferai faire,
» par tous mes hommes, l'assûrement au roi que je le ser-
» virai envers et contre tous ceux qui peuvent vivre et mourir,
» comme mon suzerain lige, et que je ne manquerai jamais,
» pour qui que ce soit, de rester à sa cour pendant le temps
» requis. Après le mariage, je ferai faire le même assûrement
» par les hommes du roi et du comté (1). Et si quelqu'un re-
» fuse, je me mettrai à la disposition de mon seigneur. Jusque-
» là je livre, comme garantie, le château de Cosne. Je m'en-
» gage à encourir l'excommunication des évêques d'Auxerre
» et de Nevers, et l'interdit, si je ne remplis pas les condi-
» tions précédentes. Si par hasard je venais à me séparer de
» mon épouse, je la rendrais au roi et le roi me rendrait le
» château de Gyen. »

Le langage de Hervé était clair, ses intentions étaient libre-
ment et nettement exprimées; on y reconnaît la fierté du
baron alliée à la fidélité et à la soumission la plus complète
envers le roi. Ce document est d'autant plus précieux qu'il
trace un tableau exact des exigences des feudataires envers
leur suzerain. En premier lieu, le droit qu'avait le roi de

(1) L'assûrement, un des principes de la législation guerrière et
féodale, était la promesse solennelle d'un vassal de ne jamais faire la
guerre contre son suzerain; il avait un caractère ineffaçable, ainsi que
l'indique ce texte des lois : « La trêve est à temps, l'asseurement à
» toujours. »

marier les filles (devenues ses pupilles), droit fort important, qu'il ne négligeait jamais ;

Le rachat ou paiement exigé par le roi pour la prise de possession d'un fief ;

L'accord des deux frères pour la cession de la châtellenie de Gien, terre patrimoniale.

D'un autre côté, la promesse et les garanties du service militaire attaché au fief, les serments du comte et de ses vassaux, tout est énoncé dans un ordre parfait.

Il restait encore à fixer les possessions de Pierre de Courtenay. Une situation aussi tendue ne pouvait laisser longtemps les choses en suspens. Quelques jours après, au mois de novembre, Philippe-Auguste se rendit à Montargis et décida que Pierre de Courtenay jouirait pendant sa vie des comtés de Tonnerre et d'Auxerre, avec leurs différents fiefs, et qu'ils reviendraient après lui à Mahaut et à Hervé (1).

L'apparition d'Hervé sur la scène politique et le rôle important qu'il y a joué attirent assez l'attention sur lui, pour qu'on recueille ici, sur sa personne et sur sa famille, quelques détails qu'on ne lira pas sans intérêt.

L'Art de vérifier les dates donne aux barons de Donzy une place dans les généalogies des possesseurs de grands fiefs (2). Cet honneur, qu'ils doivent à l'illustration d'Hervé, n'est peut-être pas exagéré si on considère la quantité et l'étendue de leurs terres. Cependant tout porte à croire qu'ils n'ont jamais possédé de fiefs relevant directement du roi. L'évêque d'Auxerre, le comte de Champagne, l'évêque de Chartres et d'autres étaient leurs suzerains. Leurs terres s'étaient multipliées avec le temps : Saint-Aignan en Berry, Châtel-Censoir en Nivernais, pendant le onzième siècle ; les seigneuries de

(1) Cette chartre, dont on ne connaissait que l'extrait de l'abbé de Marolles, est transcrite en entier dans la chronique des comtes de Nevers mentionnée ci-dessus. (B. J., latin, n° 13903, p. 17.)

(2) Édition in-folio, t. II, p. 585.

Cosne, Ouche, Neuilly, Gien ; les terres de Montmirail, Brou, Alluie, dans le Perche Gouët ; Cours-les-Barres, sur la rive gauche de la Loire, alors dans le Nivernais, actuellement dans le Berry, furent pendant le onzième siècle et le douzième successivement ajoutées à la baronnie de Donzy, par suite des alliances.

Les fréquentes guerres auxquelles prirent part ces barons, tantôt avec le roi, tantôt avec d'autres grands seigneurs, les mirent en relief et leur attirèrent des récompenses. Mais s'ils brillaient par le courage, ils se compromettaient quelquefois par la hardiesse de leurs prétentions.

Un des ancêtres de notre Hervé, qui portait le même nom que lui, vit ses intérêts défendus par Louis VII (1). L'armée royale assiégea Gien, et le baron, qui en avait été injustement frustré par le comte de Sancerre, rentra en possession de cette seigneurie. Mais ce même Hervé, quelques années plus tard, ne craignit pas de demander secours au roi d'Angleterre contre le comte de Champagne, qui lui revendiquait la terre de Montmirail, dans le Perche. Louis VII, irrité de cette conduite indigne d'un fidèle vassal, envahit le Donziais avec la même ardeur qu'il avait mise à le défendre auparavant, et ruina le château de Donzy. C'était le rôle du roi de France de secourir ou de châtier ses vassaux selon leurs mérites ou leurs torts envers lui.

L'*Art de vérifier les dates* qui, jusqu'à de plus amples éclaircissements, est notre seul guide, nous donne une généalogie assez imparfaite de ces seigneurs. Les différents titres qui se succédaient continuellement et passaient d'un frère à l'autre jettent une confusion fâcheuse sur leur généalogie. Les chartes sont souvent sans date aucune, ou sans date précise.

« Toutes les terres des maisons de Donzy et de Goeth, dit

(1) Bouquet, *Historiens de la France*, t. XIII, p. 313. — Cet événement eut lieu vers 1154. On verra plus loin, aux affaires de Champagne, dans quelles circonstances le roi intervint.

» Duchesne, furent réunies en la personne d'Hervé, par le
» décès sans lignée de ses frères, tant aisnez que puisnez. Au
» moyen de quoy il se rendit plus célèbre et renommé qu'au-
» cun de ses prédécesseurs et parvint à une dignité plus émi-
» nente et relevée (1). »

En 1197 il prenait le seul titre de *dominus Aloye* (Alluie) (2); du vivant de ses frères, Philippe de Donzy, l'aîné, et Renaud de Montmirail, Hervé de Gien. L'année suivante, son frère étant mort, il s'appelle *dominus Donziaci*, du titre le plus élevé de la famille (3). Cette suprématie de la seigneurie de Donzy sur les autres fut sans doute ce qui mérita à ses suzerains le titre de *baron*, sous lequel ils ont toujours été connus. D'ailleurs les noms donnés aux chevaliers étaient nombreux et contenaient des nuances qui ont disparu successivement. Quant à la terre de Gien, *Castellania Giemi*, dont beaucoup d'auteurs ont fait un *comté*, jamais elle ne fut autre chose qu'un château avec ses dépendances. Au douzième siècle, les comtés étaient rares et autrement constitués. Renaud, frère cadet d'Hervé, se trouve dans les chartes et les chroniques sous le nom de Renaud de Montmirail, seigneur d'Alluie, seigneur de Brou, Renaud de Decize, etc.

Duchesne a dit qu'il avait un troisième frère, du nom de Bernard; quelques actes en effet et les chroniqueurs des croisades parlent de Bernard de Montmirail; mais nous croyons qu'on a mis Bernard au lieu de Renaud, comme pour notre comte, Henri au lieu d'Hervé (4).

(1) DUCHESNE, *Histoire de Vergy*, p. 404.

(2) Cartulaire de Saint-Père de Chartres, lat., n° 5417, fol. 127, recto. Le nom de Gien a subi bien des formes : *Giemi*, *Giemo*, *Giemaco*, etc.

(3) Cartulaire de Saint-Jean-en-Vallée, lat., n° 5481, fol. 182.

(4) *Histoire de Vergy*, p. 400 et suiv. Voyez, pour Bernard de Montmirail, *Guillaume de Tyr et ses continuateurs*, t. II *passim*, et pour Henri, Mathieu Paris entre autres, *Historiens de la France*, t. XVII, p. 728.

HERVÉ, COMTE DE NEVERS. — CONCESSION DE PRIVILÈGES
ET RÉCEPTION D'HOMMAGES.

La célébration du mariage ne dut pas se faire avant l'expiration de l'année 1199; car un acte, entre le roi et Pierre de Courtenay, daté du mois de décembre, constate que l'affaire n'est pas encore consommée (1). On trouve rarement, dans les chartes, la date précise, le lieu et la description des cérémonies d'un mariage. Celui d'Hervé et de Mahaut est encore entouré d'obscurités qu'il serait intéressant d'éclaircir.

On ne consignait en effet dans les chartes que les actes définitifs, et au début du gouvernement d'un seigneur, son temps se passait en cérémonies, en visites, en réception d'hommages et en concession de privilèges. Or, ces faits sont conservés quand il se trouve un chroniqueur dans la maison du prince, tandis qu'ils manquent dans le cas contraire. Mais on peut appliquer à l'un ce qui se passait pour l'autre; tout se faisait, comme on a soin de l'indiquer, ainsi que les prédécesseurs l'avaient fait, et les solennités, qui tiennent de fort près aux droits, devaient se reproduire à chaque réception sous la même forme.

Le clergé et le peuple se rendaient en procession au-devant du comte, à son entrée dans la ville de Nevers. Le comte, accompagné de ses principaux barons, dirigeait sa marche vers l'église cathédrale, où l'attendait l'évêque. Après avoir fait les oblations à l'autel de Saint-Cyr, il entra dans le chœur, et se plaça auprès de la stalle du trésorier, où le seigneur évêque avait coutume de recevoir son hommage (2). Cette soumission n'avait pour but que la garantie des biens de l'église; car à Nevers, l'évêque, malgré sa puissance, n'avait aucune autorité

(1) Pierre promet au roi que si sa fille n'épouse pas Hervé, il ne la mariera pas sans son assentiment. Montargis, décembre, 1199. — Voyez l'analyse de cet acte dans le *Cartulaire de l'Yonne*, par M. Quantin, t. II, p. 502. *Transcripta du Trésor des chartes*, J., folio 11, verso, etc.

(2) Voyez l'entrée du comte Louis, en 1296, d'après un cartulaire de l'évêché. (Bibl. imp., latin, n° 9207, folio 21, recto.)

suzeraine sur le comte comme à Auxerre; seulement, la perception commune des droits et des impôts, la proximité des maisons et des terres, le mélange des hommes exigeaient dans les rapports une modération qu'il eût été difficile d'obtenir d'un guerrier sans son serment (1).

Le comte Hervé eut à continuer, par des confirmations, les privilèges que ses prédécesseurs avaient accordés aux couvents. Il suffira de mentionner les deux plus grands établissements de l'ordre de Cluny : le prieuré de La Charité-sur-Loire et celui de Saint-Étienne, situé auprès des murs de Nevers.

Depuis la fin du onzième siècle, ce couvent avait reçu une grande extension par les donations et libertés que le comte Guillaume avait accordées à l'église et au bourg de Saint-Étienne. L'église, c'est-à-dire les moines de Cluny, devenus ainsi seigneurs indépendants, rendaient la condition des habitants beaucoup plus douce; constitués en bourg, ils étaient pour toujours affranchis des impositions et de services exigés par le comte. Ils avaient l'entière liberté de sortir et de rentrer, d'acheter, de vendre, de transporter leurs objets dans tous le pays, etc.

L'exemple de désintéressement et de piété du comte Guillaume n'avait pas été suivi par ses successeurs; il fallut de nombreuses réclamations, de la part de la puissante abbaye de Cluny, pour obtenir du comte Gui, en 1171, un règlement définitif. Ce seigneur renonça à toutes les exactions, excepté à celle de trois mille sous que devaient lui payer les bourgeois par la main du prieur dans les trois cas suivants :

S'il était en captivité, s'il mariait sa fille, et s'il partait pour Jérusalem.

A ces conditions, le comte s'engageait à ne plus rien leur demander et à veiller davantage à leur sûreté. Son successeur, Pierre de Courtenay, leur fit à son tour l'abandon de l'impôt

(1) On trouve la description de plusieurs droits à partager entre l'évêque et le comte de Nevers dans un registre de l'évêché, en 1267. (B. J., latin, n° 5207, folio 14, recto.)

des trois mille sous pour le cas où il tomberait en captivité, ne se réservant que les deux autres cas, du mariage de sa fille et de la croisade. Ces conventions reçurent la sanction solennelle du roi, qui s'engagea sous serment à les faire exécuter dans le présent et dans l'avenir (1).

La suite de ces documents fait voir comment les seigneurs cèdent peu à peu sur le terrain de la féodalité ; leur puissance s'abaisse avec leurs richesses, et les bourgeois, qui forment un être collectif, une commune, grandissent à mesure que le pouvoir des seigneurs diminue.

La confirmation des deux nouveaux seigneurs eut lieu peu après leur entrée, en l'an 1200, comme elle est indiquée dans le *Gallia christiana* ; leur charte, telle qu'elle existe aujourd'hui, manque de date. Elle est d'ailleurs en tout conforme à celle de Pierre de Courtenay.

Hervé et Mahaut jurèrent de remplir les conditions posées par le comte Pierre et de les faire admettre par les enfants qui naîtraient de leur mariage ; ils promirent la confirmation du pape et du roi, et se soumirent, en cas de violation de leur part, aux anathèmes des évêques d'Auxerre et de Nevers. Hugues, abbé de Cluny, les prieurs de Saint-Sauveur et de Saint-Etienne, Bernard de Donzy, frère du comte, le sénéchal du comté, Geoffroy de Pougues et plusieurs autres assistèrent à cette solennité (2).

(1) Les trois chartes de confirmation sont reproduites en entier dans le *Gallia christiana*, t. XII, *instrumenta* : celle de Guillaume, col. 332 ; celle de Guy, col. 343 ; celle de Pierre de Courtenay, col. 345.

(2) Cette charte, en tout conforme aux précédentes, est imprimée dans les *Preuves de la maison de Vergy* qui concernent les comtes de Nevers, p. 94. Voici la liste des témoins : *In presentia domini Hugonis venerabilis Cluniacensis abbatis, existentibus testibus sociis ejus, Duranno Rufo connestabulo, Guichardo et Petro prioribus S. Salvatoris et S. Stephani, Thoma capellano, Gauberto notario, Hugone de Billeio, Guillelmo Nivernensi episcopo B. Cantore, O. Sacrista de Nivernis, Rainaldo David. Militibus, etiam Bernardo de Donze fratre Hervei comitis Nivernensis, Gaufrido Senescallo Nivernensi, Odone de Bosco.* (Duchesne, *Histoire de Vergy*, pr., p. 94.)

Les actes d'hommage que le comte devait recevoir de ses vassaux pendant les premiers mois de son installation, et les noms de ceux qu'il promettait de présenter au roi comme témoins, dans son contrat de mariage, tant pour ses possessions personnelles que pour le comté de Nevers, ne nous ont point été conservés. Mais dans le courant de l'histoire nous trouverons un certain nombre de vassaux accompagnant leur suzerain dans les guerres, et s'engageant avec lui par leur signature jointe à la sienne (1).

Les hommages devaient se prêter dans les six premiers mois ; le droit strict l'exigeait ainsi ; mais, en pratique, on y dérogeait souvent. Quelquefois des vassaux, qui se croyaient assez forts, soit par leur propre puissance, soit par l'appui d'autres seigneurs, osaient résister et refusaient de se soumettre. Telle fut la conduite de Guillaume de Champlitte envers Hervé. Ce seigneur qui, outre ses nombreuses possessions en Bourgogne, jouissait des privilèges considérables attachés à la charge de vicomte de Dijon, ne tint aucun compte de la réclamation du comte de Nevers. La question fut portée au tribunal suprême de Philippe-Auguste ; et, malheureusement pour Guillaume de Champlitte, le duc de Bourgogne promit à Hervé de confisquer les fiefs du vassal récalcitrant, et de ne pas le recevoir sur ses terres tant qu'il n'aurait pas satisfait aux conditions du traité (2).

Des difficultés de ce genre se présentaient constamment, et ce n'était qu'après des discussions et des débats sans fin qu'on parvenait à les trancher.

A ces époques de luttes incessantes, on pourrait dire que l'existence des seigneurs s'usait sous la pression de deux idées contraires : piller d'un côté et donner de l'autre. Les actes ne

(1) On trouve dans *l'Inventaire de Marolles* la liste des châtelainies dont les vassaux rendirent hommage au comte Louis en 1296. Elles sont au nombre de vingt-huit. La trop grande différence de date nous empêche de la donner comme renseignement. (Voyez t. IV, p. 160.)

(2) *Trésor des chartes*, J., 247 ; Bourgogne, I, n° 1. — 1200, janvier (1201). Imprimé dans Teulet, t. I^{er}, p. 225.

nous transmettent guère que ces deux alternatives de rudesse belliqueuse et de piété grandiose. Les sentiments religieux tenaient une large place dans l'esprit des seigneurs et des populations. Les uns et les autres étaient pleins de respect pour les jugements ecclésiastiques, et, malgré les crimes dont leur vie était souillée, la vue d'un impie leur faisait horreur. L'église d'Auxerre était troublée par des hérétiques appelés bulgares, popliciens, caputiens, reste des anciens manichéens qui se propageaient dans tous les rangs de la société. Un doyen de l'église de Nevers accusé de cette hérésie avait comparu devant un concile de Sens (1). Quelque temps après, un seigneur qui faisait les fonctions de vicomte d'Auxerre, Evrard de Châteauneuf, déjà soupçonné d'hérésie et ayant massacré un homme dans une église, fut disgracié et se retira auprès du comte de Nevers, qui ne craignit pas de l'établir prévôt ou vicomte de Clamecy (2). Le bruit de sa mauvaise conduite s'étant de nouveau répandu, le légat lui fit sommation de venir abjurer son hérésie. Sur son refus, un concile fut convoqué à Paris, et Evrard y fut traduit devant les prélats du royaume. Convaincu d'hérésie, d'après les nombreux témoignages déposés contre lui, principalement par l'évêque d'Auxerre, la sentence de condamnation le livra au bras séculier. On lui donna quelques jours pour rendre compte à son suzerain de l'administration qui lui avait été confiée, puis on le conduisit à Nevers, où il fut livré aux flammes, en présence de ce peuple dont il s'était attiré la haine (3).

La ville de La Charité était le foyer de ces hérétiques ; ils s'y rendaient pour se voir et s'encourager entre eux. Outre ceux dont nous venons de parler, on y vit Rainaud, abbé de Saint-Martin de Nevers, qui était accusé par le peuple des crimes d'hérésie, d'adultère et d'usure. Cet affreux scandale

(1) *Histoire manuscrite des évêques de Nevers*, PARMENTIER, p. 148.

(2) LEBEUF, *Histoire des évêques d'Auxerre*, t. I^{er}, p. 318.

(3) LABBE, *Concilia*, t. XI, 1^{re} partie, p. 24. *Ex Roberto sancti Mariani monacho.*

indigna les évêques voisins, qui recoururent au pape et obtinrent contre l'abbé une sentence d'excommunication et la privation de son office, après quoi il fut enfermé dans les prisons de son monastère (1).

HERVÉ A LA GUERRE AVEC JEAN, ROI D'ANGLETERRE.

Le treizième siècle, qui devait plus tard, sous le sceptre du grand saint Louis, jeter un éclat si vif, présentait à son début un pénible aspect.

Malgré les glorieux succès des armées françaises et l'habileté du roi, les dissensions religieuses, les querelles avec la cour de Rome, les rivalités particulières épouvantaient et ruinaient les populations.

On sait que les provinces de la France étaient bouleversées par suite des guerres de Philippe-Auguste avec l'Angleterre. La mort de Richard n'avait rien arrêté. Jean-sans-Terre joignait à l'humeur belliqueuse de son prédécesseur la bassesse et la cruauté d'une âme avilie. Philippe, indigné d'un caractère si méprisable, voulait à tout prix se défaire d'un prince qu'il rencontrait constamment sur son passage et qui lui portait ombrage par sa puissance.

Un intérêt d'honneur engageait aussi le roi à prêter son secours au jeune et malheureux Arthur de Bretagne, déshérité par son oncle Jean-sans-Terre. Depuis plusieurs années, la Normandie voyait les armées des deux rois se rencontrer et ravager son territoire. Rien ne put les arrêter, ni l'interdit jeté par le pape, ni les préparatifs de la croisade de Constantinople ; les efforts tentés plus d'une fois par l'Eglise étaient inutiles.

Les complications les plus graves venaient accroître les difficultés de la position. Toutefois, la puissante énergie du roi

(1) Voyez la lettre d'Innocent III aux évêques d'Auxerre, de Nevers et de Meaux sur les hérétiques de La Charité. (*Liber II, epistola 99. BALUZE, Recueil des lettres d'Innocent III, t. I^{er}, p. 402.*)

faisait face à tous les événements. Hervé n'alla pas à la croisade, mais prit part aux guerres de la Normandie. Au mois de juillet 1203, il signa, au Vaudreuil, en compagnie de plusieurs autres seigneurs, un engagement de fidélité où il disait (1) :

« J'ai engagé Mgr Philippe, illustre roi de France, à
» ne faire ni paix ni trêve avec le roi d'Angleterre, d'après
» les instances ou les menaces du pape ou d'un cardinal.
» Dans lequel cas j'ai promis au roi, mon seigneur lige, et
» lui ai juré, sur tout ce que je tiens de lui, que j'emploierai
» toutes mes forces à le secourir, et que je ne ferai la paix
» avec le seigneur pape sans Mgr le roi. »

C'était une révolte audacieuse contre l'autorité si vénérée du saint-père. Le roi accumulait sur sa tête les dangers et les scandales en prenant sous sa responsabilité les actes de ses barons, qu'il entraînait malgré eux dans ses idées. Cette manifestation du Vaudreuil avait éclaté à la suite d'une lettre que le pape écrivit au roi, le 26 mai 1203, pour l'exhorter à cesser la guerre avec Jean (2). Les menaces qu'on lui adressa, s'il n'obéissait pas, n'aboutirent qu'à ce funeste résultat.

Dans l'intervalle de ces guerres, le comte de Nevers laisse une trace de son passage en Anjou par deux chartes. La première, qui est de 1201, renferme son adhésion à l'affranchissement d'un serf, en présence de son frère, Renaud de Montmirail, et d'autres témoins. La seconde, qui est du mois de mai 1202, renferme un accord formulé par Hervé, entre les religieux de Villeloin et un de ses vassaux, Dreux de Villantras, au sujet de la terre de Luchon (*Luccio* ?) qu'ils avaient long-temps possédée sans contestation (3).

(1) *Inventaire du trésor des chartes*, par Toulet, t. I^{er}, p. 243.

(2) *Epistolarum Innocentii III.* (*Historiens de la France*, t. XIX, p. 426.) *L'Art de vérifier les dates* place les lettres des seigneurs en 1205 et la lettre du pape le 31 octobre 1204. L'erreur est évidente.

(3) B. J. Manuscrit de dom Housseau; chartes d'Anjou, t. VI, n^{os} 2158 et 2172.

Au mois d'octobre, il donne, du consentement de Mahaut, au couvent de Fontevrault, une rente de 300 sous à prendre sur le péage du pont et des foires de Nevers. Cette rente devait être affectée au raccommodage des tuniques des sœurs et à autres choses du même genre (1). Il y ajouta 100 sous sur son péage de Brou, dans le diocèse de Chartres.

L'année suivante, Hervé acheta du comte d'Auxerre, son beau-père, le château de Saint-Saulge pour 1,340 livres de Provins. C'était le dernier fragment de territoire que le comte d'Auxerre avait conservé en Nivernais (2).

L'année suivante, au mois de juin, il ne restait plus de toute la Normandie que la riche cité de Rouen, protégée par de fortes murailles et une nombreuse garnison. Les bourgeois, épouvantés des victoires de Philippe, demandèrent une trêve de trente jours, qui leur fut accordée par le roi et ses barons. Hervé, comte de Nevers; Pierre, comte d'Auxerre; les comtes de Joigny, des Barres, Dreux de Mello, connétable; Robert de Courtenay, etc., assistèrent aux conventions (3). A l'expiration de la trêve, les bourgeois se rendirent comme ils l'avaient promis.

Après les fêtes de Pâques de l'année suivante, le roi rassembla ses chevaliers et ses hommes d'armes pour envahir la Touraine et le Poitou; il assiégea Loches, qu'il donna à Dreux de Mello, puis Chinon, où il protesta avec ses barons en ces termes :

« Le pape et les clercs exigent du roi de France, de nous et
» de nos terres, des impôts qui n'étaient pas exigés du temps
» de nos ancêtres. Nous désirons que le pape rentre dans les
» limites de son droit, sinon nous refusons de lui obéir. »

(1) B. J. latin, n° 5580; cartulaire de Fontevrault, t. II, folio 459, verso, et t. I^{er}, folio 386.

(2) Cité dans *l'Inventaire* de Marolles, t. IV, p. 173. Ce fait est rapporté dans toutes les histoires de Duchesne, mais sans aucun éclaircissement.

(3) Voyez cet acte, du 1^{er} juin 1204, dans Teulet, *Trésor des chartes*, t. I^{er}, p. 252.

Les comtes de Nevers, d'Auxerre, de Sancerre et autres se promirent entre eux et le roi fidélité à ce serment (1).

Quelques jours après, à la Saint-Jean, le roi revint avec son armée. Il allait et venait sans cesse de Paris en Poitou, tant cette guerre était irrégulière et incertaine.

Après leur service féodal, au mois d'août, le comte d'Auxerre et le comte de Nevers, avec Mahaut, sa femme, confirmèrent d'un commun accord la donation faite par leur ancêtre, le comte Guillaume, au couvent de Pontigny, et y ajoutèrent cinquante arpents de bois dans la forêt de Bar, près d'Auxerre. Hervé et sa femme mirent ces terres sous la protection du comte d'Auxerre, et le prièrent de remettre au couvent ses lettres confirmatives (2).

La vie des grands barons se passait en grande partie loin de leur pays, soit dans les guerres du roi, pour exécuter le service féodal, soit dans les expéditions religieuses et privées; aussi, l'administration de leurs domaines, la perception des impôts, la reddition de la justice en souffraient considérablement. Le comte avait un sénéchal pour tout le comté et un prévôt dans chaque châtellenie. Le prévôt de Clamecy portait le titre de vicomte, à cause de l'importance de la ville. A la fin du douzième siècle, le sénéchal ne conserve plus qu'une autorité éphémère; les baillis étaient les véritables représentants du seigneur. Hervé ordonne à son sénéchal de Montmirail et à tous les baillis de s'acquitter des fonctions résultant de la *garde* qu'il a promise aux chanoines du Mans, pour leur terre de Courgenard, dans le Perche (3). Cet ordre est évidemment plutôt pour les baillis que pour le sénéchal. Leur office, d'ailleurs, était inféodé, et ils avaient un droit sur les péages qu'ils percevaient au nom du seigneur. Cette organisa-

(1) Chinon, juin 1205. Voyez TEULET, *Trésor des chartes*, t. I^{er}, p. 291.

(2) MARTÈNE, *Thesaurus anecdotorum*, t. III, col. 1245; LEBREUP, *Hist. d'Auxerre*, t. II, pr., p. 37; *Ex. cart. Pontiniaci*, p. 9.

(3) Charte dans le *Cartularium cenomannense*, B. J. Manuscrit latin, n° 5211, folio 54.

tion, toute féodale, s'était introduite dans la plupart des positions. Les seigneurs consacraient toutes leurs ressources aux dépenses de la guerre, et quand il s'agissait de récompenser leurs vassaux, ils leur donnaient, faute d'argent, des terres et des fonctions à titre de fief. C'était une perte pour le suzerain, qui ne percevait plus sur les terres ainsi abandonnées que les droits de relief et de rachat. Aussi les comtes de Nevers favorisèrent, comme les autres, les aspirations de leurs serfs et manants des petites villes qui offraient de l'argent pour sortir de l'état de servitude. Par ce moyen, alors employé presque généralement, ils satisfaisaient les populations, en les mettant à l'abri de la rapacité des seigneurs, et recevaient directement des impôts annuels. Dans les affranchissements, comme on le voit, l'initiative venait plutôt du côté du comte que du côté des serfs. Les habitants, en effet, étaient bien peu à craindre; aucune tentative d'insurrection n'apparaissait dans les villes soumises au comte, dont on craignait sans doute la puissance, tandis qu'à La Charité et à Varzy, qui appartenaient à Cluny et à l'église d'Auxerre, les bourgeois ont toujours été plus turbulents.

Les chartes de franchise étaient pour la plupart fort simples et peu étendues; on peut dire que leur résultat unique était de fixer les tailles et les corvées, résultat déjà bien important, puisqu'il changeait en une charge réglementée, qui n'excluait ni l'indépendance, ni le droit entier de possession et de propriété, l'obligation où se trouvaient les serfs de se mettre eux et leurs choses à l'entière disposition de leur seigneur.

Les chroniques ne disent rien du comte de Nevers dans le courant des années suivantes. En février 1207, il s'entendit avec le roi au sujet du douaire d'Alix, dame de Cours-les-Barres, sa belle-sœur, qui avait épousé Philippe de Donzy, son frère aîné; le douaire fut fixé à 300 livres de rente (1).

(1) Cet acte n'est connu que par une cote de l'*Inventaire* de Marolles. (T. IV, p. 138.) Voyez, au sujet d'Alix, l'*Art de vérifier les dates*, à la généalogie des barons de Donzy.

Hervé devait avoir en ce moment deux enfants : une fille, Agnès, que nous retrouverons plus tard, et un fils, dont l'existence est annoncée dans une charte du duc de Bourgogne, relative à une concession à l'abbaye de Cîteaux. Le duc Eudes, ayant perdu l'espérance d'avoir des enfants, demande à son frère cadet, André de Bourgogne, dauphin de Viennois, de lui abandonner une de ses terres pour cette concession. André y consent, ainsi que Hervé, comte de Nevers, au nom de son fils, qu'il avait promis en mariage à la fille d'André de Bourgogne (1). On ne sait pas autre chose de cet enfant qui, du reste, mourut en bas âge et ne joua aucun rôle dans l'histoire.

L'année suivante (1208) Hervé acheta de Jean, comte de Brienne, la châtellenie de La Marche et la ville de Sens en Puysaie. La comtesse de Champagne, en qualité de suzeraine, donna son consentement et reçut l'hommage du comte de Nevers (2).

Il se passa vers la même époque un fait important dans le pays : Philippe-Auguste abandonna à l'évêque de Nevers son droit de régale.

Ce droit, si étendu, qui laissait au roi tous les revenus de l'évêché pendant la vacance du siège, était inaliénable d'après l'opinion de quelques auteurs, comme le sont les attributs de la royauté. Nous ne savons quelles furent les conditions de ce contrat. D'après Parmentier, l'évêque de Nevers aurait obtenu cette concession à prix d'argent ; mais il est certain que Philippe-Auguste, par lettres datées de Fontainebleau, consentit à laisser la régale au doyen et au chapitre de l'église, ne se

(1) Voici le passage de la charte sur laquelle Duchesne s'appuie pour démontrer l'existence de cet enfant : *Hoc eodem modo concessum est mihi a comite Nivernensi Herveio, cujus filio copulanda erat per matrimonium filia jamdicti fratris mei Andreæ comitis Albonii... Anno 1207.*

(2) *Inventaire de Marolles*, t. IV, p. 176.

réserveant que les levées d'hommes pour l'armée et le droit de procuration ou de gîte (1).

Hervé avait reçu au commencement de cette année 1208 une lettre du pape au sujet de la faveur qu'il accordait aux juifs. Leur avarice et leurs grandes fortunes en ont fait tout à la fois des jouets de la société et des personnages très-importants auprès des seigneurs. Quand les coffres de ces seigneurs étaient vides, ils trouvaient toujours chez eux des ressources abondantes. Jamais ces malheureux capitalistes ne pouvaient vivre en tranquillité ; tantôt c'étaient des faveurs, tantôt des violences et des injustices, selon le besoin du moment. Le pape ne cessait de protester contre les abus de tout genre dont les juifs se rendaient coupables. Le roi de France, de son côté, avait rendu plusieurs ordonnances à leur sujet, dans un intervalle de temps fort court. Les seigneurs faisaient aussi fréquemment des accords entre eux relativement aux juifs qui se trouvaient sur leurs terres. Mais tous ces actes avaient peu d'effet et les mêmes abus subsistaient toujours.

La lettre qu'Innocent III adressa au comte de Nevers, était destinée à recevoir une publicité générale : « Des princes, » disait le pape, reçoivent les juifs dans leurs campagnes et » dans leurs villes, pour en faire les agents de l'usure, leur » permettent d'accabler les sujets chrétiens par toute sorte » de vexations, et entre autres de prendre pour eux tout ce » qu'il y a de meilleur dans les viandes et dans les vins. Et » toi, ajoute-t-il en s'adressant à Hervé, qui devrais t'opposer » aux superstitions des juifs, tu les encourages et tu défends » leurs excès ! Ne crains-tu pas que ton zèle retombe sur » toi (2) ? » Puis il l'exhorte à mériter par son repentir la

(1) Charte dans MARTÈNE, *Amplissima collectio*, t. I^{er}, col. 1080 ; *Gallia christiana*, t. XII, *instrumenta* col. 348. — L'évêque de Nevers est sur la liste de ceux qui doivent le gîte au roi. (Voyez BRUSSEL, *Usage des fiefs*, t. I^{er}) — Le droit de gîte était le privilège, pour le seigneur, de se faire loger et entretenir gratis, lui et sa suite, pendant son séjour dans une ville ou dans un château.

(2) *Historiens de la France*, t. XIX, *epist. Innocentii III*, p. 497.

bénédiction du ciel. Quel noble langage la cour de Rome sait employer avec ces guerriers ; elle les modère et les retient par son autorité puissante ; elle sait allier les reproches les plus graves aux ménagements les plus dignes.

Le départ des chevaliers pour l'Orient continuait. Raynaud de Montmirail, avant de se mettre en route, fit une donation de 50 sous de rente à l'église de Notre-Dame de Chartres ; Hervé, son frère, la confirma et y ajouta 110 sous de rente. Il dispensa en outre de la justice et des corvées, c'est-à-dire qu'il mit en franchise les habitants de plusieurs localités dépendant de l'église, et ne s'y réserva qu'un droit de péage (*transamentum*) pour lequel il assurait sa protection (1).

LE COMTE HERVÉ A LA CROISADE DES ALBIGEOIS.

Le comte de Nevers se rendit à la convocation que Philippe-Auguste fit aux grands feudataires (*magnates de regno Franciæ*). Ces seigneurs se réunirent à Villeneuve-le-Roi, près Sens, le 1^{er} mai 1209. De l'avis et du consentement du duc de Bourgogne, du comte de Nevers, du comte de Bologne, de Guy de Dampierre et de plusieurs autres, le roi rendit sa fameuse ordonnance sur la tenure féodale, où il est dit qu'en cas de division d'un fief, tous les détenteurs le tiendront directement, comme s'il était à un seul, et chacun sera tenu proportionnellement pour le service, la justice et le rachat du fief (2).

Pendant que le roi et son conseil étaient réunis, arrivèrent l'abbé de Cîteaux et le légat apostolique Milon, chargés par le pape de remettre au roi une lettre où il lui demandait son intervention dans la guerre des Albigeois, ou au moins celle

(1) *Inv. du trésor des chartes*, TAULET, t. I^{er}, p. 331.

(2) Cette ordonnance se trouve dans tous les auteurs qui ont traité du droit féodal. Nous n'indiquerons que le texte du *Trésor des chartes* imprimé dans TAULET, t. I^{er}, p. 331. La participation du comte de Nevers est la seule raison qui nous en ait fait parler.

de son fils, afin d'assurer à la malheureuse Église du Midi un secours dont elle avait tant besoin.

Depuis long-temps les passions étaient surexcitées dans le peuple et parmi les grands; les querelles intérieures et les malheurs de la guerre civile suivirent de près ce débordement d'idées subversives. Voyant que les prédications qu'il avait ordonnées dans ces pays étaient inutiles, le pape se décida à faire un appel solennel à toute la chrétienté, en envoyant des lettres-circulaires à tous les prélats, aux comtes et barons, et à tout le peuple du royaume de France, promettant la rémission entière de leurs péchés à ceux qui prendraient les armes pour cette sainte cause (1).

L'appel du pape fut entendu; les seigneurs et le peuple, qui depuis long-temps étaient effrayés de ces troubles religieux, y répondirent avec empressement. Le rendez-vous fut indiqué à Lyon, pour la Saint-Jean-Baptiste prochaine, ce qui ne donnait que deux mois à peine pour les premiers informés. Quelques jours avant ce terme, le 20 juin, Hervé se rendit auprès de l'évêque d'Auxerre, son suzerain, qui avait à se plaindre de lui. Dans un grand nombre d'évêchés, il était d'usage que le prélat, réunissant en ses mains le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, fût porté, en signe de déférence, par quatre de ses principaux vassaux.

Guillaume de Seignelay, élu en 1207, n'avait pas été porté à son entrée dans la ville. Le comte d'Auxerre lui en avait donné une reconnaissance dans le courant de la même année. Quant à Hervé, il n'avait encore fait aucune démarche quoi-

(1) *Post hæc, abbas cisterciensis et magister Milo perrexerunt ad regem Franciæ, Philippum, qui apud Villam-Novam, in territorio Senonico, cum pluribus de baronibus suis, solenne colloquium celebrabat. Erat enim ibi, dux Burgundiæ, Odo, Nivernensis et Sancti Pauli comites, et multi alii nobiles et potentes. Dominus autem papa misit regi litteras speciales, monens et deprecans ut per seipsam, vel saltem per filium suum, Ludovicum, periclitanti in Narbonnensi provinciâ, ecclesiæ auxilium impenderet opportunum, etc.* (Hist. de la France, t. XIX, p. 15.)

qu'il y eût déjà deux années d'écoulées. Il n'ignorait cependant pas que son père eût porté l'évêque. Ce n'était point par mépris ou par orgueil qu'il s'en était abstenu, mais bien parce qu'on lui avait dit que ce droit était attaché à la châtellenie de Gien qu'il ne possédait plus. L'évêque affirma avec tant d'instance que cet hommage lui était dû que Hervé finit par céder (1).

Toutefois, cette soumission semblait dure au comte de Nevers, et s'il la faisait, c'était bien avec l'intention d'essayer de prouver, quand l'occasion s'en présenterait, qu'il avait pour lui le bon droit (2). La suite des temps montre qu'il lui fut impossible, ainsi qu'à ses successeurs, de s'affranchir de cette sujétion; les évêques d'Auxerre exigèrent l'hommage jusqu'au dix-huitième siècle, et l'obtinrent malgré la puissance des comtes et ducs de Nevers.

Guillaume de Seignelay régla ensuite une autre affaire. Il prétendait user de son droit, qui l'autorisait à se faire livrer, selon son bon plaisir (*ad bene placitum suum*), les châteaux de Saint-Sauveur, Cosne et Châteauneuf, appartenant à Hervé. Les chartes étaient là pour justifier ce droit, et Hervé le reconnut sans faire de difficulté. Mais comme il allait partir immédiatement pour le pays des Albigeois, il unit ses prières à celles de ses amis pour supplier l'évêque de différer ses justes exigences jusqu'à l'époque de son retour. L'évêque céda à ces sollicitations et consentit même à ne pas occuper la forteresse de Cosne pendant sa vie, mais à condition qu'on n'arguerait

(1) Voyez cette charte dans le *Gallia christiana*, t. XII, *instrumenta*, col. 149. — Mention dans la chronique de saint Marien; *Historiens de France*, t. XVIII, p. 736, et dans LEBEUR, *Hist. d'Auxerre*, t. I^{er}. p. 333 et suiv.

(2) Il serait difficile de supposer la bonne foi d'Hervé; il devait savoir que ce n'était pas en sa qualité de seigneur de Gien, mais bien comme baron de Donzy qu'il était obligé au partage. Cependant on va voir que l'évêque fit valoir le même droit auprès de Philippe-Auguste. C'est un fait qui ne paraît pas incontestable.

pas de cette concession pour attaquer en aucune façon et annuler ce privilège épiscopal (1).^{*}

Les évêques d'Auxerre défendaient leurs droits avec une fermeté inébranlable, et quand Philippe-Auguste reçut de Hervé le château de Gien, l'évêque ne balança pas à réclamer un représentant de la châtellenie pour le porter à son entrée dans la ville. Le roi dut être profondément froissé de cette exigence ; mais comme il s'était toujours imposé à lui-même l'obligation de respecter les lois féodales et de calmer les grands vassaux, il offrit au prélat, en compensation de ses droits sur Gien, l'abandon du droit de procuration qu'il avait à Auxerre et à Varzy, consistant à être logé et nourri, lui et sa suite, aux frais de l'évêque pendant son séjour dans ces villes (2). L'évêque dut accepter, mais non sans se plaindre.

En dehors de l'autorité royale, la discussion devenait plus longue et plus embrouillée. Les excès et les abus se rencontraient souvent des deux côtés. Les deux seigneurs, rivaux et sans cesse en contestation, s'agrippaient facilement. Pierre de Courtenay s'était laissé emporter à des violences répréhensibles à tous égards ; abusant de sa force, il avait voulu expulser l'évêque de son diocèse, et son indigne conduite lui attira les plus sévères reproches du pape dans une lettre qu'il lui adressa en 1203 (3).

Plus tard l'évêque s'engagea dans une nouvelle lutte, sûr cette fois de triompher ; il prétendit avoir droit à l'hommage des châteaux de Mailly et de Bitry, pour lesquels Pierre de Courtenay prêtait hommage à la comtesse de Champagne. Par suite de ce débat, Pierre écrivit une lettre au pape Innocent III, dans laquelle il croyait prouver clairement que les prétentions de l'évêque d'Auxerre n'étaient pas fondées (4).

(1) *Gallia christiana, instrumenta*, t. XII, col. 149. Lebeuf, qui a parlé de ces actes (t. I^{er}, p. 333), n'en a pas apprécié le texte à sa juste valeur.

(2) *Historiens de France*, t. XIX, p. 435, *epistolæ Innocentii III.*

(3) *Collection des chartes et diplômes de Moreau*, B. J., t. CVI, p. 139.

(4) MARTÈNE, *Thesaurus anecdotorum*, t. I^{er}, col. 820.

Cependant la balance pencha du côté de l'évêque d'Auxerre, et le comte se résigna à lui faire son serment de fidélité, mais avec la conviction qu'il céda à la force et à la crainte des foudres de l'excommunication. Un légat du saint-siège, Robert de Courçon, exprima dans une lettre ce sentiment qui porte atteinte à l'honneur et à la justice de l'évêque d'Auxerre (1).

Les immenses possessions des églises donnaient aux prélats une puissance égale à celle des seigneurs ; si leur caractère sacré les empêchait de guerroyer, ils savaient se faire craindre par les censures ecclésiastiques, qu'ils appliquaient avec une facilité qui nous paraît étonnante, mais qui était dans les habitudes de l'époque. Hervé possédait un grand nombre de terres pour lesquelles il était tenu à l'hommage : c'était, en Nivernais, aux évêques de Nevers, d'Auxerre et d'Autun ; en Bourbonnais, à l'évêque de Clermont ; en Tonnerrois, à l'évêque de Langres ; dans le Perche, à l'évêque de Chartres. Le comte de Nevers, dans ces sortes de rapports avec les prélats, n'envisageait que leur autorité séculière et suzeraine, mais il se montrait toujours pénétré de respect pour leur pouvoir religieux.

Sur ces entrefaites, Hervé prit le chemin de la ville de Lyon, lieu du rendez-vous, accompagné des chevaliers qui, comme lui, avaient pris la croix. L'évêque de Nevers s'était joint à eux. Ils y rencontrèrent une foule considérable accourue des diverses parties de la France, pour participer à cette entreprise (2). On partit quelques jours après. L'armée des

(1) Voyez dans les *Historiens de la France* ; *Historia episcoporum autissiodorensium*, t. XVIII, p. 735.

(2) *Anno igitur ab incarnatione Domini MCCIX, Domini papæ Innocentii undecimo ; regnante Philippo rege Francorum, circa festum Sancti Johannis, cruce signati, omnes a diversis Franciæ partibus illic arripientes, pari consilio et provida dispositione, apud Lugdunum, urbem galliæ, convenerunt. Inter eos autem, qui ibi affuerunt, isti præcipui habebantur ; archiepiscopus Senonensis, episcopi Eduensis, Claromontensis, Nivernensis, dux Burgundiæ, comes Nivernensis, comes Sancti Pauli, comes Mantisfortis, comes de Barro super seguanam,*

croisés se rendit à Valence, de là à Béziers et à Carcassonne. Lorsque cette dernière ville se fut rendue, on choisit des soldats pour former une garnison sûre dans la place; puis, les barons s'assemblèrent pour élire un gouverneur au pays conquis. On offrit cette fonction d'abord au comte de Nevers, ensuite au duc de Bourgogne; mais ils refusèrent. Alors un conseil, composé de sept prélats, nomma le comte de Montfort qui, après les instances réitérées et même les ordres formels du légat apostolique, finit par consentir à prendre en main le gouvernement de la province (1).

Les difficultés qui surgirent relativement à cette élection étaient un signe évident du mécontentement qui régnait parmi les chefs. L'abbé de Cîteaux ne se le dissimulait pas; il vint avec Simon de Montfort supplier le duc de Bourgogne et le comte de Nevers, qui avaient manifesté l'intention de se retirer, de rester encore quelque temps au service. Ils étaient les deux plus puissants seigneurs, et, au début de la guerre, leur départ devait faire de grands vides dans l'armée des croisés (2). Le duc de Bourgogne consentit à retarder de quelques jours; mais le comte de Nevers retourna de suite dans son pays avec ses hommes d'armes. La mauvaise entente, la jalousie et l'antipathie, que les moindres circonstances envenimaient de plus en plus, faisaient craindre que ces deux seigneurs n'en vinssent à lutter ensemble (3). Ces querelles

Guichardus de Bellojoco, W. de Rupibus, Senescallus Andegavor, Galcherus de Jovigniac. (Gall. christ., t. XII, col. 642; *Historiens de la France; Historia Albigensium*, du moine des Vaux-de-Cernay, t. XIX, p. 19.)

(1) *Historia Albigensium; Historiens de la France*, t. XIX, *passim*, p. 18 et suiv.

(2) *Maxima enim pars exercitus recesserat cum comite Nivernensi.*

(3) *Postquam electus fuit comes sæpe memoratus, modo et ordine, quo superius est notatum, statim abbas Cisterciensis et ipse, ducem Burgundiarum adeunt et comitem Nivernensem, orantes, deprecantes, ut in servitio Jesu Christi dignarentur adhuc aliquantulum commorari..... Dux Burgundiæ promisit se, per aliquantum tempus, cum eis ad hæc moraturum. Comes enim Nivernensis nulla modo voluit deprecan-*

entre les chefs furent la première cause des lenteurs et du découragement qui se firent remarquer dans cette guerre ; les croisés manquaient d'enthousiasme et ne pensaient qu'à rejoindre leurs foyers. La plupart avaient tellement peu de zèle qu'on put à peine les retenir pendant les quarante jours que le pape avait exigés pour l'indulgence (1).

RAPPORTS D'HERVÉ AVEC DIFFÉRENTS SEIGNEURS.

Les affaires du comte Hervé l'attirèrent du côté de la Bourgogne. Le duc Eudes III, fier de sa puissance et de ses richesses, ne reculait devant aucun moyen de s'agrandir et de régulariser ses frontières. Il avait besoin de la terre de Lyrnais, donnée en douaire à sa fille Mathilde, comtesse d'Auvergne, par son mari Robert IV d'Auvergne, mort en 1194 (2). Le duc la lui demanda si instamment qu'elle consentit à s'en défaire. Cette terre fut abandonnée au comte de Nevers, à condition qu'il donnerait à Eudes une étendue équivalente de territoire sur un autre point. Cet arrangement, qui portait atteinte à une des lois les plus sacrées, celle du douaire, fut cependant ratifié par les deux fils de la comtesse, le comte et l'évêque de Clermont (3).

libus obaudire, sed statim ad propria remeavit; non enim bene conveniebant dux et comes ille; sed hostis pacis diabolus, ita inter illos mutuas inimicitias acuebat, quod timebant quotidie nostri ne se mutuo occiderent. Præsumebatur etiam a nostris quod comes Nivernensis non satis bonam gerebat erga nostrum comitem voluntatem, eo quod comes noster familiaris erat ducis Burgundix, et cum eo venerat a partibus gallicanis. (Historiens de la France; Histoire des Albigeois, du moine des Vaux-de-Cernay, t. XIX, p. 24.)

(1) Ibid., p. 38. *Ordinatum siquidem erat a sedis apostolicæ legatis, eo quod plurimi de peregrinis tepidi erant et semper ad propria suspirantes, quod nullus consequeretur indulgentiam, quam cruce signatis fecerat dominus papa, qui in servitio Jesu Christi unam adminus non compleret quadragesimam.*

(2) *Art de vérifier les dates*, t. II. p. 361.

(3) Les trois chartes sont dans Baluze, *Armoires*, n° 74, folio 396.

Le duc de Bourgogne avait un grand intérêt à obtenir cette terre pour Hervé, afin de préparer l'accommodement qui devait avoir lieu entre eux, au sujet de plusieurs forteresses. Ils se réunirent à Vézelay la même année. Le comte livra son château de Grignon, et le duc lui donna les châteaux de Rougemont et d'Asnières (1) avec plusieurs autres fiefs dont il est difficile de retrouver l'emplacement à cause des distances considérables qui les séparaient. Il y est question de Raoul, seigneur d'Issoudun, et de son fief de Montfaucon que Hervé acheta plus tard, en 1212. Quant à la terre de Lyernais, on la donna, ainsi que quelques autres places, à Androin, qui possédait Rougemont, avec la permission de les fortifier et avec la promesse de ne pas retenir ses hommes sur les terres dont il était question dans l'échange.

En passant à Maërs (2) le comte reçut l'hommage manuel du seigneur de Ravières, pour son château de Ravières, et lui donna en augment de fief plusieurs portions de terre à Asnières et à Nuits, ainsi que 100 livres de Provins (3).

Les trois actes précédents se passèrent dans le courant de l'année 1210. Nous retrouvons encore Hervé en rapport avec d'autres seigneurs. C'est d'abord Guichard de Beaujeu ou Beaujolais, qui lui devait hommage pour plusieurs terres. Une contestation s'était élevée entre eux au sujet d'un impôt illégal que Hervé s'était permis de prélever par violence sur les gens de Guichard, à Châtelux. Celui-ci finit par accepter le fait accompli et n'en consentit pas moins à faire hommage au comte de Nevers pour les terres qu'il prenait en fief : Belle-

(1) Voyez dom PLANCHER, *Histoire de Bourgogne*, t. I^{er}, p. 381. Le texte de cette chartre est dans Pérard, p. 309.

Asnières (Yonne), canton de Vézelay; Rougemont, (Côte-d'Or), canton de Montbard.

(2) Maërs s'appelle aujourd'hui Metz-le-Comte (Nièvre).

(3) Chartre dans Pérard, pièces de Bourgogne, p. 310. — Ravières (Yonne), canton d'Ancy-le-Franc.

roche, Château-Morant et Chatelpéron. Cette complaisance de la part du feudataire avait pour but de s'attirer les bonnes grâces de son suzerain, *pro amore suo habenda et pro consilio pariter et auxilio*. De plus, il est convenu que Hervé ne perd pas le droit *jus suum* qu'il avait sur la terre de Montpensier (1). Il consent seulement à laisser l'affaire en suspens pendant trois ans, à partir de la Pâque prochaine, 1211 (2), après quoi ils plaideront sur ce point à la cour du roi ou du duc de Bourgogne. Cette trêve, non plus que l'hommage, ne devait cesser par la mort du comte de Nevers, et un nouvel arrangement devait avoir lieu, dans le cas où la terre de Montpensier passerait en d'autres mains (3).

Le sire de Beaujeu n'était pas le seul seigneur de Chatelpéron; il indiquait dans son hommage: *Hoc quod tenetur a me apud Castrum de Perrone*. Un autre vassal porte le même nom (*Guichardus*) avec le titre de *dominus Castelli de Perrone*; ce qui indique que le sire de Beaujeu ne devait avoir que des possessions isolées sur le territoire de Chatelpéron. Guichard, sauf les restrictions d'usage et la ligesse due à un seigneur appelé Etienne du Château (*Stephanus de Castello*) promet qu'il ne s'engagera jamais dans l'armée d'aucun seigneur contre le comte de Nevers. Son fief se compose de trois parties de Chatelpéron avec l'autorité sur les portes et la crierie; de plus il obtient les maisons de Tuilles, Lanaf et Vinzelles, avec leurs appartenances et toute la terre située en dehors de la forteresse de Lineroles. Le comte de Nevers lui ajoute en augment de fief ce qui lui appartenait à Lineroles et

(1) Montpensier, *Monspancerius*, en Auvergne, où mourut Louis VIII en revenant de l'Albigeois. L'*Art de vérifier les dates* assigne cette seigneurie aux sires de Beaujeu. Le droit que réclamait le comte Hervé devait concerner son frère Renaud, qui avait épousé Alix, fille de Guichard de Beaujeu. (*Art de vérifier les dates*, t. II, p. 612.)

(2) *Ipse vero quia videbat me talem erga eum habere benevolentiam prolongavit mihi querelam ab instanti Pascha usque ad tres annos...*

(3) B. J. Armoires, de Baluze, n° 74, folio 411.

à Oully (*Ulios*), ainsi qu'un homme nommé Pierre d'Aubigay et tout ce qu'il possède (1).

Cet excédant, appelé augment de fief, était toujours séparé du reste de façon à ne pas atteindre l'état originaire du fief et à constater la rémunération du seigneur; c'est ce qui rendait les possessions si variées et si divisées. Cette nature de propriété multipliait les difficultés relativement aux mutations, et en particulier quand il s'agissait de ventes; aussi les seigneurs puissants étaient presque les seuls qui pussent acheter des fiefs. Le comte de Nevers en avait acquis quelques-uns, et acheta encore à cette époque des terres à Germigny et à Châteauneuf-au-val-de-Bargis en Nivernais, que lui céda Raoul d'Issoudun, ainsi que le fief de Montfaucon, pour le prix de 1,500 livres (2).

Ces acquisitions semblent être la conséquence des conventions que Hervé fit avec le duc de Bourgogne à Vézelay en 1210 (3). Depuis lors, Renaud de Montfaucon entra en hommage du comte de Nevers; son nom se trouve dans plusieurs actes parmi les vassaux.

On rapporte à l'année 1213 la charte d'affranchissement que Hervé donna aux habitants de la ville de Clamecy; il retint une dime sur les blés et les vins et 5 sous par an de festage. Dès-lors, la ville prit un nouvel aspect; on répara les

(1) B. J. Armotres, de Baluze, n° 74, fol. 393. — *Comes in augmentum feodi sui dedit et concessit mihi et hereditibus meis quidquid habebat apud Linerolas et apud Ulios et Petrum de Albigniaci et tenementum suum in perpetuum possidendum.*

(2) Les seigneurs d'Issoudun se rencontrent fréquemment dans les chartes. Quant au lieu de Montfaucon, ce doit être celui du Berry, qui relevait du comté de Sancerre. (Voyez un hommage d'un comte de Sancerre à la comtesse Blanche. *Trésor des chartes*, TEULIER, t. I^{er}, p. 343). Les seigneurs d'Issoudun et de Montfaucon furent alliés à la famille de Courtenay. (DUBOUCHÉ, *Hist. de Courtenay*, p. 56 et 120.)

(3) *Inventaire de Marolles*, p. 1413, et t. IV, p. 174. — De Vézelay en 1210 et Montfaucon en 1212. — *Anno 1212 de Radulpho domino d'Issoudun jus feodi Montis Falconie emit (Harveus) ut patet in chartulario.* (Chron. des comtes, fol. 17.)

anciennes murailles, on établit six portes, et Clamecy se gouverna par lui-même (1).

CONDUITE D'HERVÉ DANS LES TROUBLES DU COUVENT
DE LA CHARITÉ.

Déjà, à l'époque qui nous occupe, l'Église avait à gémir des suites de l'entrée des membres de certaines grandes familles dans le sein du clergé ou des ordres religieux ; souvent le désir de parvenir aux dignités ecclésiastiques tenait, chez ces personnages puissants, lieu de vocation. Hervé avait un frère puîné, du nom de Godefroy, qui entra dans l'ordre de Cluny, et parvint, à force d'intrigues, à se faire nommer prieur de La Charité-sur-Loire.

Godefroy, toujours mû par ses sentiments d'indépendance, eut recours aux ruses et aux machinations les plus perfides pour s'affranchir de ses différentes obligations envers l'abbé de Cluny. Celui-ci, malgré ses nombreuses occupations, tenait tant à réprimer ces abus, qu'il se rendit en personne au couvent de La Charité pour calmer les esprits et essayer de tout concilier.

Mais Godefroy, qui puisait sa force dans l'appui que lui avait promis le comte de Nevers, son frère, devança la démarche de l'abbé ; il séduisit ses moines par d'habiles mensonges, ne craignant pas d'exposer au chapitre que l'abbé avait l'intention de les chasser du couvent et d'y mettre à leur place quelques moines amenés de Cluny. Il n'en fallait pas davantage pour éveiller le mécontentement de ces religieux. Aussi,

(1) Il existe une mention de ce fait dans l'*Annuaire* de Gillet, 1807, p. 50. Marolles (t. IV, p. 155) donne à la charte la même date que Gillet (1213). Heureusement, M. Née de La Rochelle nous a transmis la charte *in extenso* à la page 388 de son excellent petit ouvrage sur le Nivernais et Clamecy. Cette charte peut donner une idée de celles qui ont été octroyées aux autres communes, car il était d'usage de donner la même à tous les habitants d'un même pays.

à l'approche de l'abbé, ils reçurent son envoyé avec des injures, et fermèrent les portes de la ville et du couvent, refusant avec opiniâtreté de leur donner accès dans le monastère. Il se trouva cependant quelques moines qui, animés d'un profond respect pour leur premier supérieur, lui ouvrirent une porte de la ville et le firent pénétrer dans l'intérieur du cloître. A cette nouvelle, Godefroy, les moines et les serviteurs qu'il avait armés pour cette circonstance se retranchent dans les clochers et les combles, d'où ils accablent de pierres énormes l'abbé et ses compagnons. L'abbé ne fut sauvé que par miracle; son cheval reçut quatre profondes blessures. La terreur fut si grande qu'il se décida à prendre la fuite et à chercher un refuge dans la ville. Il excita la pitié d'un bourgeois, qui lui offrit sa maison et lui prodigua les soins les plus dévoués. Pendant ce temps, les religieux, de plus en plus animés, appellent à leur secours les baillis du comte, comme si l'abbé avait voulu faire l'assaut du couvent. Par leurs soins, les clochers et les combles furent munis de flèches, d'arcs, de balistes et de pierres; en une nuit le couvent prit l'aspect d'une forteresse disposée pour soutenir un siège. Le son des trompes et des fifres se mêlait aux cris des soldats et troublait le silence des ténèbres.

Les cloîtres, les cours, la grande église ainsi que toutes les issues restant fermées, l'abbé comprit que Godefroy ne voudrait accepter aucune observation; il se décida, après avoir réuni quelques-uns de ses religieux, à frapper le couvent d'interdit. Le désordre ne fit que s'accroître à la nouvelle de cette détermination; se moquant de l'interdit, les révoltés sonnèrent les cloches pour l'office, tandis que les hommes du comte se saisissaient de quelques individus et de plusieurs chevaux appartenant à la suite de l'abbé. Comme cette situation difficile se prolongeait, l'abbé se détermina enfin à réunir, sur les lieux mêmes, le chapitre général, qu'il devait tenir pour les besoins de l'ordre.

Il tenta de s'établir au château de La Marche, qui dépendait du couvent de La Charité; mais les religieux et les gens du

comte refusèrent de lui en ouvrir les portes. Après de fréquents pourparlers qui n'aboutirent qu'à des rixes et à des violences, l'abbé, les prieurs et les religieux qu'il avait appelés se réunirent en conseil, près de l'enceinte de la ville, et déposèrent Godefroy, qu'ils remplacèrent par Guillaume, prieur de Cluny (1).

Le pape, informé de ces événements, chargea les évêques de Troyes et de Meaux et l'abbé de Latigny de s'enquérir des faits (2). On comptait sur l'influence salutaire de ces personnages pour abattre, par leurs discours, l'orgueil des religieux, seule cause de troubles si contraires à leur caractère. Mais au moment où ils se disposaient à entrer dans La Charité, on leur ferma les portes; alors, voyant que les sentences canoniques ne pouvaient mettre fin à la rébellion, les prélats écrivirent au roi de France, le priant de retirer aux révoltés l'appui du comte de Nevers, et de prendre les puissants moyens que lui seul avait entre les mains pour réprimer leur insolence. Le roi s'empressa d'acquiescer à ces sollicitations; il était même disposé à faire marcher une armée contre le comte de Nevers si celui-ci eût persisté plus long-temps à ne pas exécuter ses ordres. Mais les rebelles cédèrent à la puissance souveraine du roi; le comte rendit le temporel au couvent, et les religieux consentirent à faire acte de soumission à leurs supérieurs. Les difficultés semblaient désormais aplanies, et il en eût été ainsi sans la mauvaise foi et les animosités réciproques, qui se renouvelèrent malgré l'apparence de pacification; il fallut de nouveau avoir recours à Philippe-Auguste.

Le comte de Nevers reçut l'ordre de remettre le temporel au nouveau prieur. Toutefois, il voulut encore soulever quelques embarras et alla même à Paris pour essayer de gagner le roi.

(1) Tous ces détails nous sont donnés dans une longue lettre du pape, datée du 26 juin 1212. (Voyez BALUZE, *Recueil des lettres d'Innocent III*, t. II, p. 665, ep. 144, liber XV.)

(2) Lettre de novembre 1212. (*Liber XV*, ep. 193; BALUZE, t. II, p. 697.)

Mais ce prince, pensant qu'il était temps d'en finir, rassembla un corps d'armée, qui se rendit en Nivernais. Hervé, cette fois, n'osa résister ; il se soumit et accompagna le maréchal royal à La Charité-sur-Loire.

Les moines, à la vue de cette multitude d'hommes armés, se revêtent des ornements sacerdotaux et courent aux portes de la ville, en présentant aux soldats les images du crucifix, les saintes reliques et même le corps sacré de notre Seigneur. Les hommes d'armes ne se laissèrent cependant pas fléchir ; ils brisèrent les portes, frappèrent les religieux, les poursuivirent et mirent le monastère au pillage. Tout en regrettant ces moyens violents, on est forcé de convenir qu'ils étaient nécessaires pour mettre un terme aux désordres de tout genre que Godefroy avait introduits dans le couvent. Le pape exigea que l'on rendît tous les trésors, livres, chartes et ornements, ainsi que les terres enlevées au monastère ; l'ordre fut enfin rétabli. La fille aînée de Cluny rentra en possession de ses anciens droits et privilèges sous la direction du nouveau prieur Guillaume.

La conduite du comte de Nevers et de ses gens, prêtant secours aux religieux révoltés, ne lui attira cependant pas de graves reproches de la part du pape. Qu'en conclure ? sinon qu'il était moins coupable qu'on le croirait par l'examen des faits. Les grands et les petits vivaient de chicanes, de luttes, d'abus et d'excès ; il fallait les accepter tels qu'ils étaient, et modérer par les idées de paix et de conciliation ces esprits fougueux et farouches. D'ailleurs, comme nous l'avons dit, Hervé s'était laissé entraîner par un sentiment trop naturel, en soutenant son frère, et plus tard en refusant de marcher contre lui.

**QUERELLES DU COMTE DE NEVERS AVEC L'ABBÉ DE VÉZELAY. —
CONCESSION DE LA DISPENSE POUR SON MARIAGE.**

On a vu, au commencement de cette notice, la précipitation avec laquelle le mariage d'Hervé s'était décidé. Fruit d'une victoire soudaine, il fut conclu malgré les difficultés qui pou-

vaient surgir des vices du contrat. D'ailleurs, la célébration nuptiale ne donnait pas une sécurité complète pour l'avenir ; les cas de nullité étaient fort nombreux et pouvaient toujours être invoqués. Le baron de Donzy, qui ne s'était pas dissimulé sa position, avait eu la prudence de se réserver la terre de Gien, qu'il céda au roi, dans le cas où son mariage viendrait à se rompre. Les faits nous ont montré que le mariage eut lieu ; mais, au bout de quelques années, les sourds mécontentements se changèrent en plaintes manifestes.

L'évêque d'Auxerre, comme nous l'avons dit plus haut, réclamait sans cesse contre la privation de l'hommage du château de Gien, par suite de la cession qu'Hervé en avait faite au roi de France (1). Une autre plainte plus grave s'éleva, en 1205, sur le mariage lui-même, au sujet des empêchements de parenté pour lesquels on avait négligé de demander la dispense nécessaire. Le duc de Bourgogne, cédant aux exhortations d'hommes sages et prudents, s'il faut en croire les lettres écrites à ce sujet, disons plutôt entraîné par un accès de jalousie et de vengeance, écrivit au pape que le mariage d'Hervé de Donzy et de Mahaut de Nevers, cousins au *quatrième degré* (2), soulevait un grand scandale dans l'Église de

(1) Voyez, entre autres actes, une lettre d'Innocent III. (*Historiens de la France*, t. XIX, p. 488.) Le roi obtint le silence de l'évêque en lui cédant son droit de gîte à Auxerre et à Varzy en 1208.

(2) Dans aucun document on n'a relevé le degré de parenté. Voici la filiation que donne Dubouchet dans son *Histoire de Courtenay*, p. 50 :

ENGILBERT III, duc de Carinthie, marquis d'Istrie.

MAHAUD DE CARINTHIE épouse Thibaud IV, comte de Champagne.	IDE DE CARINTHIE épouse Guillaume III, comte de Nevers.
↓ ÉLISABETH DE CHAMPAGNE épouse Guillaume IV, seigneur de Montmirail.	↓ GUY I^{er}, comte de Nevers, épouse Mahaut de Bourgogne.
↓ MATHILDE GOUET épouse Hervé III de Donzy.	↓ AGNÈS, comtesse de Nevers, épouse Pierre de Courtenay.
↓ HERVÉ IV DE DONZY.	↓ MAHAUT DE COURTENAY épouse Hervé IV de Donzy.

France, le suppliant humblement de choisir des juges pour examiner cette affaire (1).

Le pape, écoutant les plaintes du duc, donna à l'archevêque de Sens les pleins pouvoirs, soit pour terminer cette cause d'après les règles canoniques, soit pour lui envoyer les pièces et recevoir, après l'examen des informations, la mission de fulminer la sentence pontificale. Les communications étaient longues et difficiles; les ménagements et les hésitations étaient nécessaires avec des seigneurs qu'on craignait d'irriter. D'autre part, les ambitions de personnages si indépendants, la négligence des droits, l'abus des pouvoirs, tout contribuait à rendre la marche des affaires indécise et embarrassée. De son côté, l'Église devait tenir compte du scandale donné aux populations; mais pour éloigner de grands troubles en prolongeant les démarches, elle évitait de faire traîner indéfiniment les enquêtes.

Toutefois, celle qui avait été ordonnée en 1205 était peu avancée en 1212; elle obtint un résultat qui se confond avec l'affaire de Vézelay. Entrons dans quelques détails à ce sujet.

Le droit de procuration que possédaient les comtes de Nevers à Vézelay avait déjà été l'occasion de violentes querelles. Sous prétexte de se faire loger et nourrir gratuitement avec leur suite quand ils venaient s'acquitter de la garde du couvent, ils abusaient de l'hospitalité et montraient des exigences inconcevables. Il suffira de rappeler ici les luttes qui eurent lieu, en 1166, dans les mêmes circonstances, et qui aboutirent à l'échange de la procuration en nature, contre une somme d'argent fixe donnée au comte à chacune de ses visites (2). Cet accord fut ratifié par Pierre de Courtenay; mais Hervé tenta d'annihiler les conventions par les menaces et les vexations de tout genre. L'abbé et les religieux de Vézelay se

(1) *Epistolæ Innocenti III.* (Historiens de la France, t. XIX, p. 477; lettre du 3 juin 1205.)

(2) Voyez *Historia Vizeliacensis monasterii.* (Historiens de la France, t. XII, p. 336-342.)

plaignirent au pape (1) de ce que le comte de Nevers exigeait pour la garde du monastère deux procurations : l'une à Pâques, l'autre à la fête de sainte Marie-Madeleine, et venait les recevoir accompagné d'une multitude de guerriers et de serviteurs. Cette charge, que le couvent ne pouvait supporter sans une énorme dépense, occasionnée par le logement et la nourriture de ces hommes, était bien loin des obligations auxquelles on s'était engagé de part et d'autre. Afin de s'accorder avec le comte de Nevers, les moines lui prêtèrent une somme de 1,500 marcs d'argent, à la condition que, jusqu'au remboursement, il se contenterait de recevoir à chacune de ses deux visites, aux fêtes indiquées, 50 livres d'Auxerre. Ces conditions furent acceptées; mais le comte n'avait pas l'intention de ménager les intérêts du couvent; il trouva préférable d'imposer, sur les terres ecclésiastiques, une quête (2) qui lui permettrait de payer sa dette.

Ces faits furent ainsi présentés au pape; il était urgent d'empêcher que l'injustice ne devînt un droit. Aussi une lettre de la cour de Rome, datée du 12 novembre 1211 (3), chargea l'évêque et le chancelier de Paris et l'abbé de Saint-Victor de rétablir les choses dans l'état où elles devaient être.

Cette lettre était à peine écrite que l'abbé de Vézelay arriva à Rome pour exposer lui-même au saint-père les ravages que le comte de Nevers faisait sur les terres de l'abbaye (4). Les plaintes étaient nombreuses. Depuis les quatre années que

(1) BALUZE, *Recueil des lettres d'Innocent III*, t. II, p. 561; *liber XIV, epist.* 123. — Ce même *Recueil* se retrouve, un peu moins complet toutefois, dans les *Historiens de France*, t. XIX; nous renvoyons de préférence à Baluze.

(2) On appelait *questia* une exaction tout à fait arbitraire et analogue à la *taille*. Du pouvoir ecclésiastique elle passa entre les mains des laïques.

(3) Cette lettre (n° 123, livre XIV, des *Lettres d'Innocent III*) contient tous les détails qui précèdent et qui suivent.

(4) *Ad nostram sane audientiam dilecto filio Gualterio abbate Virgilacensi signi, nunc pervenit.....* (Ep. 123, *liber XIV.*)

l'abbé était chargé de l'administration du couvent, le comte ne s'était jamais montré favorable ; les 500 livres de Provins dont on le gratifiait par pure faveur ne l'empêchaient pas de faire des torts considérables à l'intérieur et à l'extérieur du monastère. Il avait forcé l'abbé à lui remettre 90 livres, prétendant qu'il s'était fait garant d'un habitant de Bourges, qui lui était redevable de cette somme. Il avait exigé aussi une somme de 100 livres, versée au couvent par un juif en recevant le baptême, sous prétexte que ce juif était rentré dans sa religion.

En outre, le comte avait fait employer par ses serviteurs les bêtes de somme et les chars du couvent pendant des mois entiers, pour le service de ses champs. Les chars étaient rendus, mais sans aucune réparation. Les forêts et les terres étaient considérablement endommagées par les fréquents voyages des hommes et des voitures. Au lieu de défendre les droits de l'abbaye, il retenait les malfaiteurs et les traînait à sa cour, sans tenir compte des privilèges ecclésiastiques, qui en attribuaient la juridiction à l'abbé.

Nulle part on ne pouvait éviter ses persécutions. Il faisait garder les chemins pour empêcher le libre passage du bois, de l'eau et des autres choses nécessaires. L'année précédente, au temps de la vendange, il avait arrêté les gens et les voitures qu'on y employait. L'intervention du roi fut inutile. Le comte, malgré ses promesses, faisait agir ses hommes en cachette ; on en trouva qui vivaient dans les campagnes et parcouraient si fréquemment le pays, qu'ils ne laissaient plus de tranquillité aux habitants. Jocelin, son vassal, s'empara du couvent de Dornecy, appartenant à l'abbaye, conserva les biens pendant une demi-année, saisit l'argent des dîmes et enleva l'outillage des moulins. Un autre, le fils du prévôt de Ascon (*Asconii*), qui désirait obtenir cette charge, prenant le parti du comte, voulut, contre les droits les plus sacrés, faire comparaître les religieux au tribunal civil ; il poussa même l'audace jusqu'à menacer le prieur et quelques autres personnes de les jeter dans un étang.

La moitié du couvent se rendit à Nevers. Prosternés contre

terre, les religieux supplièrent vainement le comte de faire cesser ces atrocités. Il leur fit répondre par ses conseillers qu'il ne leur accorderait sa bienveillance que s'ils lui donnaient la somme de 1,000 livres de Provins. Ils ne pouvaient prendre un semblable engagement; c'était une somme trop considérable dans les circonstances où ils se trouvaient. Les prélats voisins et les abbés, le duc de Bourgogne et d'autres barons, Philippe-Auguste même, ne parvinrent point à arrêter, par leurs exhortations, le cours de ses injustices. Les bourgeois effrayés allaient se réfugier dans les villes du roi. Cependant l'abbé était parti pour Rome; mais depuis ce départ le comte s'était encore opposé aux vendanges; il donna ordre de jeter sur les chemins les raisins récoltés et de disperser violemment les vendangeurs. Le couvent y perdit 500 livres et les bourgeois 3,000 marcs au moins. Ce qu'on put sauver de la vendange fut donné au roi pour le remercier de son assistance.

Il était temps que le souverain pontife ouvrit la bouche pour faire respecter les biens de l'Église et rétablir la paix entre les seigneurs. Les mandataires, le roi de France et le comte de Nevers reçurent une lettre dans laquelle le pape enjoignait au roi, sous peine d'excommunication, de terminer le différend en deux mois, si c'était possible (1). Quelques jours après il écrivait à l'archevêque de Sens qu'il défendait à qui que ce soit, sous la même peine, d'envahir les terres des religieux de Vézelay, toutes bornées par des croix, afin d'éviter à l'avenir les ravages incroyables dont le couvent avait eu à souffrir.

Ce n'était pas une mesure suffisante pour terminer la querelle de l'abbé avec le comte. L'hiver survint et mit fin, pour un moment, aux hostilités. Heureusement pour le monastère, son procureur, homme habile, ne négligea aucun moyen d'obtenir la tranquillité. Il eut l'heureuse idée de proposer au comte de faire cesser l'enquête ordonnée sur l'illégitimité de

(1) *Ep. Innocentii, liber XIV, ep. 123.* (BALUZE, t. II, p. 565.) — *Idibus novembris pont. nostri anno XIV.* (13 nov. 1211.)

son mariage, avantage bien grand pour Hervé, car en se séparant de Mahaut il eût été privé du comté de Nevers. Mu par cette considération, il consentit à tenter un accommodement. Le zélé procureur s'empessa d'adresser sa supplique au pape, et en obtint une réponse favorable, dans une lettre du 28 mai 1212 (1). Les mandataires pontificaux y reçurent l'ordre de ne pas donner suite à l'enquête prescrite en l'année 1205, dans le cas où le comte rentrerait dans les limites de ses droits (2).

La morgue d'Hervé commençait à s'abaisser devant les foudres de la cour de Rome. Outre la menace de l'enquête sur son mariage, les rigueurs de l'excommunication pesaient sur sa tête. Il donna des instructions à ses mandataires, qui partirent avec ceux du couvent, pour discuter les conditions de l'accommodement, en présence du pape lui-même. Après d'assez longs débats, conduits avec prudence et sagesse, les gens d'Hervé se montrèrent entièrement disposés à accepter la sentence que le pape rendit, d'après l'avis de ses conseillers ordinaires.

« Quand le comte de Nevers se présenterait au couvent de » Vézelay, à Pâques et à la fête de sainte Marie-Madeleine, » il ne devrait recevoir, à chaque fois, que la somme de » 100 livres, pour prix de la protection à laquelle il est » obligé (3).

(1) *III kalendas junii pont. nostri anno XV^o. (Liber XV, ep. 83; BALUZE, t. II, p. 631.)*

(2) *Quocirca discretioni vestræ per apostolica scripta mandamus, quatenus si nondum processistis ad inquisitionem hujusmodi faciendam, et ipse comes satisfecerit competenter, sufficienter cavendo quod a procuracionis immoderantia, quam ad justum reduci mandavimus moderamen, de cetero conquiescat, vos ad inquisitionem illam minime procedatis. Alioquin mandatum apostolicum exequi procuretis prout videritis expedire.....*

(3) *Cum tui et partis alterius procuratores, ad nostram præsentiam accessissent, et in ea fuisset, aliquandiu coram nobis prudenter et provide disputatum..... Nos duximus injungendum, ut, cum tu et successores tui, comites Nivernenses, in festo Paschali, ad monasterium*

» Nous exigeons que le comte et son épouse promettent, par
» acte authentique, de tenir ces conditions et qu'ils les fassent
» confirmer par le roi ; dès-lors ils seront déliés de l'excom-
» munication. Quant à l'abbé et au couvent, ils ne devront
» plus porter plainte sur les injustices et les dommages causés
» par le comte. Les dîmes de Dornecy seront les seules qu'il
» leur restituera. »

Après avoir reçu cette lettre, le comte et l'abbé de Vézelay se réunirent au mois d'octobre 1213 à Ligny-le-Châtel, sous la présidence du légat apostolique, Robert de Courçon. Hervé déclara qu'il se soumettait, pour lui et ses successeurs, au règlement du pape, donna l'approbation de sa fille et scella de son sceau l'acte que l'abbé de Vézelay envoya à Rome pour le faire confirmer par le pape.

Les débats touchent à leur fin. Il est fort intéressant de considérer le langage calme et majestueux de l'Église dans des circonstances si compliquées où la vérité se perd au milieu des injustices réciproques. L'Église déplore toujours ces démêlés qui troublent la paix, excitent les passions et nuisent à la douceur des mœurs. Son intervention est modérée et prudente ; elle ne prend parti ni pour l'un ni pour l'autre. Elle sait, en effet, que les religieux peuvent quelquefois se laisser entraîner, comme les autres hommes, à des sentiments inspirés par l'égoïsme ; toutefois elle supplie les seigneurs d'épargner les biens des abbayes, qui sont les biens de Dieu, s'ils ne veulent pas encourir la malédiction divine.

Le pape, en recevant les actes des traités, eut la satisfaction de voir que ses démarches avaient eu un plein succès. Il en félicita le comte de Nevers, et lui écrivit qu'en considération

accesseritis memoratum, nomine procurationis, centum librarum usualis monete, quæ pro tempore curret, sitis summa contenti, tantumdem in festo B. M. Magdalene, procuratoris nomine recepturi, si ad monasterium accesseritis supradictum, ad protectionem ejusdem monasterii, secundum quod de jure tenemini, dantes operam efficacem..... (Liber XVI, ep. 22; BALUZE, t. II, p. 749; 11 idus aprilis pont nostri anno XVI.)

de l'engagement qu'il venait de prendre de partir pour la croisade et surtout de sa conduite dans l'accommodement avec les religieux de Vézelay, il lui accordait la dispense nécessaire à la légitimité de son mariage avec Mahaut, sa cousine au quatrième degré (1).

Quelques jours après, au mois de janvier, le pape envoyait sa confirmation apostolique des conditions acceptées par le comte de Nevers et l'abbé de Vézelay (2).

Ainsi prirent fin, après plus de deux années de tentatives conciliatrices, les querelles avec l'abbaye de Vézelay, si souvent soulevées par les comtes de Nevers, et en même temps la grave question du mariage d'Hervé.

Le pape avait un autre motif pour accorder cette dispense, disent les éditeurs des *Historiens de France* (3) : c'était le futur mariage projeté par le roi entre Agnès, fille d'Hervé, et Philippe, fils aîné de monsieur Louis, futur roi de France. C'eût été une inconvenance de donner à un fils de roi une femme dont la naissance aurait pu être entachée d'illégitimité.

Cette réflexion ne nous semble pas fondée ; rien n'annonce qu'il fût question alors d'un mariage entre la fille d'Hervé et un enfant de France. Hervé était assez mal avec le roi, et ne

(1) *Sane supplicastis nobis ut cum per tredecim annos in conspectu ecclesiæ cohabitaveritis vobis ad invicem, de cohabitatione hujusmodi sobole procreata, impedimentum ex eo quod vos quarto gradu parentelæ vel remotiori contingitis amovere, per dispensationis gratiam, dignaremur, maxime ob reverentiam crucifixi, ad cujus vos obsequium devovistis signo crucis assumpto in subsidium terræ sanctæ. Quia vero dignum est ut in ejus vicario cujus causam in isto negotio specialiter assumpsisse videmini favorem inveniat gratiæ specialis, considerato etiam quod super facto Virziliacensis ecclesiæ, circa procuraciones mandatum apostolicum implevistis, vobiscum in gradu prædicto et remotiori, si eo vos forte contingitis, auctoritate apostolica de fratrum nostrorum consilio dispensamus.* (Ep. Innocentii liber XVI, ep. 154, XIII kalendas januarii pont. nostri anno XVI^e; BALUZE, *Lettres d'Innocent III*, t. II, p. 822.)

(2) *Liber XVI*, ep. 159; *B. IV*, nonas januarii; BALUZE, t. II, p. 823.

(3) *Hist. de France*, t. XIX, p. 586, note.

consentit à se séparer de sa fille, en faveur du petit-fils du roi, qu'en garantie de sa fidélité à la couronne. On parla pour la première fois de ce mariage dans la campagne de 1215, en Poitou.

On retrouve le comte de Nevers dans un échange de la terre de Vergigny pour d'autres terres, en faveur du comte de Bar, son vassal (1). Et l'année suivante (1214) il est en procès avec l'évêque d'Auxerre, parce qu'il s'était permis de construire une forteresse sur un lieu élevé appelé Murat, qui dépendait du territoire de cette église. On s'en rapporta au jugement de Manassès, évêque d'Orléans et frère de Guillaume, évêque d'Auxerre (2). Manassès déclara que la forteresse de Murat, donnée en augment de fief, serait *jurable et rendable* aux évêques d'Auxerre (3). Quant au territoire, cette transaction en fixa la propriété dans une étendue assez considérable. Les terres d'Oisy, avec les hommes, les justices et autres droits, les forêts d'Oisy et du Pez, furent données au chapitre; les terres de Billy, moins les dîmes, les hommes de Charmois, Lurcy et Dornecy, les droits sur les forêts de Clauselles et de Montmédy, passèrent au comte de Nevers.

Ces transactions, revêtues de la sanction ecclésiastique, conciliaient les parties, pour quelque temps au moins; car le défaut de limites positives et d'indications précises laissait toujours prise aux contestations.

Bien près des endroits qui viennent de nous occuper se trouvaient des châteaux sur lesquels l'évêque d'Autun prétendait avoir un droit de suzeraineté; ce sont : Châtel-Censoir, Pierre-Perthuis et Ouche, situés au N.-E. de Clamecy (4). L'hommage en avait été fait par Hervé et ses prédécesseurs à

(1) Maërs, 1212; PÉCARD, *Pièces de Bourgogne*, p. 311.

(2) *Gallia christiana*, t. XII, instr., col. 152. — Murat était situé à peu de distance de Clamecy.

(3) C'est-à-dire que le châtelain qui occupait la forteresse devait en prêter hommage à son suzerain et lui en ouvrir les portes quand il le désirait.

(4) *Castrum Censorii, Petram Perthusii et Huchionum*.

la comtesse de Champagne; l'évêque réclama énergiquement, et voyant ses réclamations inutiles, il se détermina à lancer l'interdit. Cette mesure sévère, qui causait à Hervé un dommage considérable, l'obligea à recourir au doyen de Chartres et à l'archidiacre de Paris (1). Il leur écrivit de Bulcy, près Pouilly-sur-Loire, qu'il était prêt à reconnaître les droits de l'évêque et les supplia d'obtenir le retrait de la sentence (2).

Vers ce même temps, Hervé fit une donation importante au prieuré de l'Épeau, où il avait établi depuis peu des religieux du monastère du Val-des-Choux (3). C'était un témoignage de sa reconnaissance envers l'Église, pour la bienveillance du souverain pontife à son égard dans les affaires de Vézelay. Plusieurs historiens assurent qu'une des conditions de la fulmination de la dispense était qu'il construirait trois monastères sur ses terres, et que telle était l'origine des monastères de l'Epeau, de Bellary et de Coches. Il donna aux religieux sa maison de Latrèche, qui devint le prieuré de Balnéoles (Bagneaux), puis l'Épeau, les moulins et le vivier d'Entrains, l'usage dans les bois de Frétoy, les revenus des fours et cartalages de Donzy (4), sauf les droits du chapitre de Saint-Caradeu; de plus, à Clamecy, 20 muids de vin sur les revenus et la dîme des étangs.

L'importance de cette donation a déterminé beaucoup d'auteurs à attribuer à cette date (1214) la fondation de ce couvent. Malgré les incertitudes qui planent sur l'établissement des

(1) Nous ne savons ce que viennent faire ici le doyen de Chartres et l'archidiacre de Paris; ils ne peuvent remplir qu'un rôle officieux. Hervé les traite d'amis : *Herveus comes Nivernensis amicis Decano Carnotensi et archidiacono Parisiensi salutem.*

(2) *Trésor des chartes*, TEULET, I, p. 409; DUCHESNE, *Histoire de Vergy*, preuves, p. 99.

(3) Nous n'avons jusqu'ici qu'un mauvais abrégé de ce document dans l'*Inventaire* de Marolles. Il est intitulé : *Fondation de l'abbaye*, et on voit qu'il n'est question que d'un changement dans les revenus accordés aux moines.

(4) Le *cartalagium* ou *quartalagium* était un revenu assis sur l'emploi des mesures de grains. (V. DUCANGE.)

monastères, il est hors de doute que la fondation de l'Épeau est antérieure à 1214 de plusieurs années. On trouve une lettre du pape Innocent III, du mois de mars 1212, qui confirme aux moines de Balnéoles la maison et les revenus qu'ils tiennent d'Hervé et de Mahaut (1). Il serait facile de tout expliquer : Hervé et Mahaut auraient pu appeler à Latrèche ou Bagneaux des religieux, auxquels ils auraient accordé quelques faveurs, et plus tard, en 1214, ils auraient fondé pour les mêmes religieux le monastère de l'Épeau.

HERVÉ AVANT ET APRÈS LA BATAILLE DE BOUVINES.

La guerre d'Angleterre, qui ne cessait que momentanément, par l'effet des trêves, prenait des proportions effrayantes. Un orage se préparait sourdement. Chaque jour Philippe-Auguste s'attendait à voir ses vassaux l'abandonner et suivre l'exemple du comte de Boulogne, qui s'était allié presque ostensiblement au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Allemagne. Philippe, voulant tenter un grand coup, offrit à ses barons de passer en Angleterre; tous acceptèrent avec joie, excepté le comte de Flandre, qui sous prétexte qu'on ne voulait pas lui faire droit, se retira avec le projet arrêté de suivre le parti du roi Jean (2).

L'ambition, la haine, la jalousie réciproque des seigneurs les faisaient changer fréquemment de parti. Ils pouvaient bien contester l'opportunité d'une expédition et rester chez eux sans combattre; mais ils se rendaient coupables de trahison en tournant les armes contre leur suzerain. Cependant les barons de France avaient parfois des motifs d'alliance avec le roi Jean lorsque les territoires se touchaient. L'influence de

(1) *Ep. Inn. III, liber XV, ep. 6. Datum Laterani Nonas Martii pontificatus nostri anno decimo quinto.* (BALUZE, Recueil des lettres d'Innocent III, t. II, p. 601.)

(2) *Chronique de Guillaume Le Breton; Historiens de la France, t. XVII, p. 86 et suiv.*

son armée et de celle de l'empereur Othon, sûres de la victoire, agissait puissamment sur l'esprit des seigneurs qu'on cherchait à gagner par de brillantes promesses. Les chroniques racontent les nombreuses défections qui eurent lieu au moment de la bataille de Bouvines. Le mélange dans les rangs des armées est tel, qu'il est bien difficile de connaître au juste de quel côté combattent les seigneurs; on n'est certain que de ceux dont les noms nous sont conservés dans les chroniques, comme le comte de Saint-Paul, le duc de Bourgogne, le comte d'Auxerre, etc.

Le comte de Nevers disparaît du théâtre de la guerre. Rien ne prouve qu'il fut, comme le fils du comte d'Auxerre, dans les rangs ennemis, combattant contre ses parents; mais il paraît positif que sa conduite ne fut ni franche ni loyale. Avant la bataille le roi Jean avait annoncé son alliance secrète avec Hervé (1), lui avait fait des promesses magnifiques et lui demandait sa fille en mariage pour un de ses enfants (2). C'en était assez pour déterminer Hervé à ne point se compromettre. Que fit-il sur le champ de bataille de Bouvines? A-t-il changé de rang ou s'est-il abstenu de combattre? Les textes ne sont pas assez clairs pour permettre d'affirmer quelque chose. Philippe-Auguste, ne le comptait pas parmi ses plus fidèles partisans; il l'avait même pour suspect, et aurait pu le condamner pour crime de lèse-majesté, mais il se borna à exiger son serment de fidélité pour l'avenir (3). En même

(1) *Philippidos*. (Historiens de la France, t. XVII, p. 229.)

(2) *Herveusque comes nobis est jure ligatus,
Jurando tamen occulte, donec locus adsit
Et tempus..... quæque illi erat unica proles
Illius nato spondet sponsalia nata.*

(Ibid., p. 243.)

(3) *Comiti vero Herveo et aliis quos suspectos habebat licet eos de majestate læsa potuisset damnare, nullam pœnam aliam inflixit, nisi quod de fidelitate erga ipsum, saltem in posterum observanda, ab eis jusjurandum exegit.* (Guillaume Le Breton; *Historiens de France*, t. XVII, p. 107.)

temps le roi Jean mettait Hervé sous la protection du légat apostolique Pierre de Courçon, priant ce prélat de le faire passer pour croisé dans le cas où le roi de France voudrait le condamner (1).

La victoire de Bouvines frappa d'étonnement et de stupeur tous les seigneurs qui s'étaient éloignés du parti de Philippe-Auguste; leurs espérances étaient déçues. Ils restaient donc en face de leur trahison, sous les yeux de leur suzerain, qu'ils s'empressèrent de suivre, car le temps du repos n'était pas encore venu. Philippe, dès l'année suivante, porta la guerre en Poitou.

Au mois de mai 1215, Hervé signala son passage sur ses terres du Perche par un échange qu'il fit avec le couvent de Saint-Père de Chartres. Comme on le voit, les fatigues de la guerre ne l'empêchaient pas de songer à ses autres affaires. Il donne 40 livres tournois de rente, à prendre sur le péage de Brou, et le couvent lui laisse tout ce qu'il a dans les bois et la plaine de Ruffin. Hervé charge son bailli de servir la rente tous les ans intégralement, en deux termes, à la Noël et à la Saint-Jean.

Les moines de Saint-Romain de Brou eurent aussi leur part dans la munificence du comte. Il leur accorda le droit de prendre chaque jour, dans ses forêts, deux voitures de bois mort, et se chargea de la réparation des chars, occasionnée par ces nombreux voyages. Ces avantages, relativement considérables, se renouvelaient de temps en temps et laissaient aux religieux une certaine aisance. Ils demandaient généralement, comme ils le firent dans cette circonstance, la garde ou protection du seigneur pour eux, leurs hommes et leurs terres, ce qui leur assurait l'appui d'un puissant bras contre l'injustice et la violence de tous ceux qui tenteraient de les attaquer. Hervé, s'inspirant de cette maxime placée en tête de son acte, que rien dans les choses humaines n'est complètement solide que lorsqu'il est consolidé par un témoignage écrit, leur laissa

(1) Charte dans Rymer, *Fœdera, etc.*, t. I^{er}, p. 190.

ses lettres scellées, où sont énumérés tous leurs droits. Son oncle Renaud, évêque de Chartres (1), y ajouta sa confirmation.

De retour en Nivernais, le comte termina une affaire qui était en litige depuis long-temps entre lui et le seigneur de Buzançais. Ce baron lui avait donné, à titre de compensation, la jouissance du château de Moulins, mais il mourut sans s'être acquitté. Sa veuve s'empessa de satisfaire le comte de Nevers, en lui cédant complètement le château et ses dépendances. On sait la protection que l'Eglise donnait aux veuves; elles pouvaient plaider, à leur choix, devant un tribunal ecclésiastique ou civil (2). C'est ce qui nous explique pourquoi cet acte était accompagné de la confirmation du légat apostolique et de l'archevêque de Tours (3).

CONVENTIONS DU MARIAGE D'AGNÈS, FILLE D'HERVÉ.

Pendant la campagne qui eut lieu en Poitou, au mois de juin, le roi demanda au comte de Nevers sa fille, Agnès, pour son petit-fils Philippe, fils aîné de Louis, plus tard roi

(1) Ce document est dans le cartulaire de Saint-Père de Chartres. (Bibl. imp., mss. latin, n° 5417, folio 129, recto.) L'acte de Renaud est à la suite; il appelle le comte de Nevers *karissimus nepos nosler Hervæus*. Le *Gallia christiana*, tome VIII, [col. 1155, constate également cette parenté.

(2) Voyez dans l'acte cette phrase : *Promisi etiam eidem comiti... quod nec in foro ecclesiastico nec in foro seculari super iis eum tradam in causam... neque ratione dotis neque aliqua alia, etc.*

(3) L'acte est dans les *Armoires* de Baluze, n° 74, f° 409. Les seigneurs de Buzançais étaient fort puissants en Berry et en Touraine, où on rencontre fréquemment leur nom. Ce château de Moulins, situé sur la limite du Morvand et du Nivernais, est celui qui fut surnommé plus tard Moulins-Engilbert. On trouve dans la *Chronique de Harlay*, page 17 : *Anno 1215 emit castrum de Molinis Engilbertorum a domina de Buzançais ut habetur in chartulario camere compotorum.....* (Bibl. imp., mss. latin, n° 13903.)

de France, sous le nom de Louis VIII. Il était difficile de discuter les conditions dans un camp et sans avoir pris le temps de la réflexion. Hervé, tout en donnant une certitude morale de son consentement, exprima le désir de remettre la conférence définitive au mois prochain. Le roi, qui n'avait pas les mêmes motifs pour retarder, montrait cependant trop d'égards envers le comte de Nevers pour ne pas acquiescer à sa demande, et lui offrit de se réunir à Melun, ce qui fut accepté.

Ce mariage était d'une grande importance. Hervé et Mahaut, mariés depuis quinze années, n'avaient que cette fille, et, selon toute apparence, ils ne devaient pas avoir d'autres enfants. « Elle était si riche en espérance, dit Duchesne, que » les plus grands rois de l'Europe désirèrent de la marier à » leurs enfants (1). »

Le petit-fils de Philippe-Auguste devenait ainsi seigneur des comtés de Nevers, d'Auxerre et de Tonnerre, auxquels s'ajoutaient les nombreuses terres de la maison de Donzy. L'habile roi de France comprenait trop bien les intérêts de sa couronne pour ne pas manquer l'occasion d'unir à son sceptre une si grande étendue de territoire; l'alliance d'une riche héritière avec sa maison lui attirait la succession bien plus sûrement, sans s'exposer aux ravages et aux chances de la guerre. Hervé, qui avait eu peu de bonheur dans ses tentatives d'indépendance envers le roi de France, cédait à l'autorité du vainqueur de Bouvines. Ce mariage n'entraînait pas dans ses vues, mais sa position ne lui permettait ni de refuser ni d'hésiter. Il consentit donc à entrer en pourparlers relativement aux conventions (2).

D'abord le comte de Nevers s'engage à livrer sa fille Agnès à son seigneur le roi Philippe, pour l'octave de la prochaine fête de sainte Marie-Madeleine, afin que Philippe, fils de monsieur Louis, fils aîné du roi de France, puisse l'épouser,

(1) DUCHESNE, *Histoire de Vergy*, p. 408.

(2) Le texte des conventions de Melun est dans Martène, *Amplissima collectio*, I, col. 1121; dans les *Historiens de la France*, t. XVIII, p. 783, en note; dans l'*Histoire de Vergy*, par Duchesne, preuves, p. 104.

dans deux ans, à partir de la prochaine fête de la Nativité de la sainte Vierge, en septembre, selon les lois de la sainte Église (1).

» Je donnerai à Philippe, ajoute le comte, le jour même de la célébration du mariage, les terres d'Alluie, Montmirail, Brou, Basoche, Frosé et Auton (2), avec toutes leurs appartenances, en eaux, en terres et en forêts. Monsieur Louis, de son côté, donnera en douaire à Agnès les deux châteaux de Sens et Aire, avec leurs appartenances. »

Telles étaient les premières bases, qui devaient ensuite se modifier d'après les éventualités suivantes :

« Si après la mort de Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre, notre épouse vient à mourir sans enfants mâles, Philippe aura les comtés d'Auxerre et de Tonnerre (3), et moi, Hervé, je rentrerai dans la possession de mes terres du diocèse de Chartres, ci-dessus énoncées. Si nous avons un fils, le futur aura la donation primitive avec la terre de Saint-Aignan, après notre mort; et j'espère qu'il en sera satisfait. Quant à moi, je garderai pendant ma vie tout le comté de Nevers. »

Comme l'intérêt des familles avait la plus grande part dans cette affaire, il était entendu que si Philippe mourait, son frère cadet, Louis, épouserait à sa place la fille du comte Hervé, et que si les deux frères mouraient sans laisser d'en-

(1) L'âge légal pour le mariage des filles était fixé à douze ans. Agnès, née en 1205, devait avoir l'âge requis en septembre 1217.

(2) Ces terres, situées dans le Perche, formaient l'apanage qu'Hervé avait reçu de sa mère, fille de Guillaume Goeth.

(3) Agnès de Nevers avait laissé pour sa vie, à son mari, Pierre de Courtenay, ces deux comtés, qui, restant dans la famille, devaient passer à Mahaut, sa fille, à l'exception des biens qui constituaient le *jus hereditarium* (eo excepto quod debet ibi habere jure hereditario), qui appartenaient en propre à Pierre et à ses héritiers. Ce droit souleva de nombreuses difficultés. Nous avons déjà remarqué que lors du mariage d'Hervé, il avait été stipulé que ces deux comtés resteraient à Pierre de Courtenay sa vie durant.

fants ou avant d'avoir contracté mariage, les terres en question feraient retour au donateur.

Telles étaient les conditions faites par le comte de Nevers. Il consentait à se séparer de sa fille et à la confier au roi pour exécuter les formalités alors en usage; mais si l'ambition et la vie guerrière n'avaient pas éteint chez lui tout sentiment d'affection, il devait en être profondément peiné. La comtesse Mahaut ne paraît pas dans l'acte; peut-être avait-elle été retenue en Nivernais, peut-être aussi ne voyait-elle pas avec joie un mariage pour lequel on ne l'avait pas consultée. Le roi ne disposait-il pas à son gré de la main des princesses, sous prétexte de leur faire l'honneur d'une alliance avec la maison royale? D'ailleurs, à quelque époque que ce soit, quand il s'est agi de mariages de grands seigneurs, a-t-on jamais pensé à autre chose qu'aux intérêts publics et extérieurs?

Deux chevaliers prêtèrent serment au nom du roi. Ensuite monsieur Louis jura, en levant la main, et produisit, comme garants : Eudes, duc de Bourgogne; Blanche, comtesse de Champagne; Pierre, comte de Bretagne; Gaucher, comte de Saint-Paul; Robert, comte de Dreux, et Gui de Dampierre. Chacun d'eux laissa au comte de Nevers un acte authentique, dans lequel ils lui jurèrent de ne donner au roi ni service, ni secours, ni conseils, s'il ne consentait pas après quarante jours d'avertissement à accomplir le mariage et ses conventions (1).

Les archevêques de Reims, de Bourges et de Tours, les évêques d'Arles, de Beauvais, de Chartres, d'Auxerre, d'Orléans, etc., jurèrent de jeter l'interdit sur les terres que monsieur Louis possédait dans leurs diocèses s'il n'exécutait pas les engagements contractés. Enfin Hervé prêta le serment corporel, ainsi que plusieurs de ses barons qui l'assistaient dans cette circonstance : Guy de Dampierre, Eudes de

(1) Voyez la charte de Blanche dans le *Liber principum*, Bibl. imp., 500 COLBERT, n° 56, fol. 157; BRUSSEL, *Usage des fiefs*, mention et charte, p. 162.

Châtillon, Hugues de L'Orme, Hugues de Molins, Simon de Luzy, Calderon de La Ferté, Hugues de Saint-Verain, Itier de Toucy, Guillaume des Barres, Foulques de Villantras et Guillaume, comte de Joigny.

Bien que le comte de Nevers pût avoir des raisons pour ne pas apprécier complètement l'honneur que le roi lui faisait dans cette circonstance, il était obligé, au nom de la loyauté et de la dignité chevaleresques, à la rupture avec les princes ennemis de la France. Quel parti prit-il dans la guerre que Philippe-Auguste transporta en Angleterre l'année suivante? Ici encore les chroniqueurs ne s'accordent pas. « Il » faisait la guerre pour Jean, dit Mathieu Paris, contre Louis, » alors fils du roi de France, et s'était laissé corrompre à force » d'argent (1); il était chef d'un corps de barons anglais, qu'il » aidait de son expérience et de ses conseils; c'était un traître » de la race de Guenelon. »

D'autres chroniqueurs en ont fait au contraire un chevalier zélé du prince Louis, qui s'illustra sous ses ordres et mérita des récompenses de sa part (2). Il est regrettable qu'un tel doute pèse sur la mémoire du comte de Nevers, car c'est avec tristesse qu'on voit les princes français sacrifier le bien de leur patrie à leurs vengeances personnelles; les lois de l'honneur étaient également sous leurs yeux, pour les rappeler au devoir et à la fidélité. Malheureusement, des exemples trop fréquents du contraire ont entraîné les chroniqueurs dans des

(1) On sait combien il faut se défier de Mathieu Paris. Voici, entre autres, deux passages où il parle de la conduite d'Hervé en cette campagne d'Angleterre, en 1216 : *Erat autem princeps militiæ illius (baronum anglicanorum in Angliâ) comes Nivernis, de Guenelonis genere proditoris — per consiliûm comitis Nivernis qui, ut dicebatur, denariis regis Angliæ corruptus fuerat.....* (Historiens de la France, t. XVII, p. 728.)

(2) *Comes quoque Nivernensis, qui cum Ludovico venerat, cum exercitu multo Anglorum, Castellum de Vindleshore per duos ferme menses obsedit* (Ex chronico Anglicano; Hist. de France, t. XVIII, p. 112.)

Vintoniam obsedit Ludovicus quam comiti Nivernensi dedit. (Ex Rogero de Hoveden, t. XVIII, p. 180.)

erreurs que les difficultés des temps ne leur permettaient pas d'éviter. La situation de l'armée française en Angleterre ne pouvait se prolonger long-temps, faute d'hommes et de ressources ; les chevaliers revinrent et renoncèrent à une entreprise qui ne pouvait offrir de résultat satisfaisant.

Nous terminerons cette année par la mention d'un privilège religieux qui fut accordé à Hervé : le titre de chanoine de Saint-Martin. Le chapitre de Saint-Martin de Tours, qui comptait parmi ses membres les plus grands barons de France, accueillit la demande qui lui avait été adressée par le comte de Nevers, et lui accorda la participation aux prières, bienfaits, prébendes et anniversaires du chapitre. Hervé ayant obtenu cet honneur pour lui et tous ses successeurs, voulut, afin que l'union fût perpétuelle, que chaque comte de Nevers se liât à l'église de Saint-Martin par le serment exigé de tous les chanoines, et qu'il le prêtât, soit en personne dans le chapitre, soit à un membre délégué spécialement pour le recevoir (1).

AFFAIRES AVEC LA COMTESSE DE CHAMPAGNE.

Le comte de Nevers, ainsi que les autres seigneurs, ne demeurèrent pas étrangers dans les affaires d'Érard de Brienne, qui préoccupèrent toute la France. En 1215, Érard, au nom

(1) L'acte d'Hervé est dans les *Armoires* de Baluze, Bibl. imp., n° 74, folio 419. Le serment est dans le n° 77, folio 431 ; nous croyons qu'il est bon de le reproduire :

« C'EST LE SACRAMENT DES PRINCES ET DES BARONS.

» Nous jurons que nous serons féaus à ceste yglise de messignour
» saint Martin et au chapistre, de toutes leurs chouses, et espiciaument
» de celles qui sont en nos seignories, et que nous donerons léaul
» conseil, le meilleur que nous saurons, à ceste yglise et au chapistre,
» ne ne les releverens en manière que honte, ne domaige, ne puisse
» venir à l'yglise ne au chapistre. Ainsni nous ayde Diex et cestes saintes
» paroles. »

de Philippine, son épouse, tante de Thibaut, disputa au jeune comte de Champagne ses immenses États, d'abord par la voie de la justice. La cour des pairs rendit à Melun, en 1216, un arrêt qui maintenait Thibaut dans son hommage; Erard et sa femme parurent se soumettre, mais ce ne fut qu'afin d'avoir le loisir de rassembler des forces pour faire valoir leurs prétentions par la voie des armes. En effet, ils formèrent soudainement une puissante ligue, avec l'intention bien arrêtée de dépouiller le jeune comte, et suscitèrent à Blanche, sa mère, de nombreux adversaires (1).

Hervé n'approuvait pas ouvertement la révolte d'Erard; mais un refus, une contrariété, de la part de la comtesse de Champagne, pouvait le faire tourner du côté du rebelle. L'occasion était trop bonne pour ne point en profiter. Hervé n'ignorait pas que la comtesse avait tout intérêt à le ménager et qu'il pouvait, sans scrupule, faire acheter sa neutralité. Déjà, en 1215, on l'avait empêché d'élever une forteresse à Grisolles (2); il en était résulté une guerre que Blanche avait conjurée avec l'appui du duc de Bourgogne. Mais Hervé n'était pas satisfait; il réclama, quelque temps après, les terres de Neuilly, Ouchy et Fismes, qui, disait-il, lui appartenaient de droit. Après de longs débats au sujet de cette prétention, les parties consentirent à s'entendre, au mois d'avril 1217. Voici ce qui fut décidé: Une commission composée du duc de Bourgogne, du comte de Saint-Paul et de Robert de Courtenay, recherchera, d'ici à la fête de tous les saints, si Hervé a un droit sur ces châteaux. Dans ce cas, la comtesse et son fils lui donneront en échange un territoire de pareille valeur qu'il tiendra d'eux en fief; dans le cas contraire, ils lui donneront, d'après l'avis des seigneurs susdits, la valeur qu'avaient ces mêmes châteaux au moment où Geoffroy de Donzy s'en était défait, vers 1160.

(1) Voyez l'*Art de vérifier les dates*, éd. in-folio, t. II, p. 612.

(2) MARTÈNE, *Thesaurus anecdotorum*, I, col. 843; BRUSSEL, *Usage des fiefs*, t. I^{er}, p. 5, datée de février 1213.

Le comte de Nevers promit de faire son possible pour assister en personne à la lecture de l'enquête en question, ou d'envoyer un mandataire avec pleins pouvoirs.

Les trois arbitres se mirent aussitôt en mesure de s'acquitter de la mission qu'ils avaient acceptée, et convinrent entre eux de s'en tenir au témoignage d'un homme âgé et honorable, le chevalier Guy Gastebled (1). Ils lui demandèrent de leur expliquer comment les terres étaient passées entre les mains des comtes de Champagne, et après lui avoir fait prêter serment, ils consignèrent son témoignage dans un acte daté de juillet 1217, dont voici le résumé :

Geoffroy de Donzy avait promis pour épouse à Anseau de Trainel sa fille Hermesende (2). Les fiançailles furent célébrées à Donzy un vendredi. Geoffroy donna Neuilly et la moitié du bourg d'Ouchy en constitution de dot, que Anseau garantit en lui versant une somme d'environ cinq cents livres. Mais ces conventions ne furent pas exécutées; Geoffroy, qui désirait avoir l'appui d'Etienne, comte de Sancerre, contre le comte de Nevers, oubliant ses engagements, promit à Étienne sa fille et le château de Saint-Aignan. Cette conduite fit deux mécontents. Anseau de Trainel, vassal de Champagne, dont les projets de mariage se trouvaient injustement renversés, se plaignit au comte de Champagne des pertes que Geoffroy de Donzy lui faisait subir, et l'attira dans ses intérêts; d'autre part, Hervé, fils aîné de Geoffroy, se voyant ainsi frustré du château de Saint-Aignan, qui lui appartenait de droit, alla trouver le roi Louis VII et obtint son appui (3).

(1) Voyez cet acte dans le *Liber principum*, Bibl. imp., 500 COLBERT, n° 56, p. 184.

(2) Née de La Rochelle la nomme Mahaut.

(3) Ces événements, qui se passèrent entre 1154 et 1160, ont été mal appréciés et surtout mal datés. L'interversion des noms avait jusqu'ici complètement embrouillé ce point. Nous croyons avoir reproduit le véritable état des choses. Il est inutile de faire remarquer que Hervé, dont il est ici question, n'est pas celui dont nous écrivons l'histoire; il s'agit de son père Hervé, troisième du nom.

Le roi et le comte de Champagne s'accordèrent bientôt. Le comte avait beaucoup contribué à ce mariage et aimait tendrement son fidèle chevalier; d'ailleurs, une telle injustice méritait un châtement. Leurs armées se réunirent et mirent le siège devant Saint-Aignan, qu'ils gardèrent jusqu'à ce que la paix fût rétablie entre Anseau de Trainel, Geoffroy et Étienne de Sancerre, par une nouvelle reconnaissance des premières conventions du mariage. Hermesende revint à Anseau de Trainel, son véritable mari. Ils conservèrent tous les deux, pendant une quinzaine d'années, leurs terres de Neuilly et d'Ouchy, qu'ils échangèrent ensuite, avec le comte de Champagne, contre la moitié du péage des ponts et des portes de Provins (1).

Quand le comte de Nevers eut examiné sérieusement les circonstances qui avaient modifié l'état de ces terres, il consentit à faire un compromis en présence des arbitres, et peu après il le fit confirmer devant le roi; il jura sur les saints évangiles de vivre en paix avec Blanche et Thibaut et de les aider contre Érarid de Brienne et ses alliés. Le roi en fut rempli de joie; il gagnait ainsi un puissant défenseur à la cause de la comtesse

(1) Ces faits sont contenus dans le témoignage de Gastbled et dans une chronique : *Historia gloriosissimi regis Ludovici VII.* (Historiens de France, t. XII, p. 128.) On a voulu trouver une contradiction dans ces textes. Les bénédictins ont pris la défense du texte de leur auteur. M. Lévesque de La Ravallière, dans les *Mémoires de l'académie des inscriptions*, t. XXVI, p. 683, s'est prononcé en faveur de Gastbled. Cette discussion ne nous semble pas avoir de fondement réel, car il est facile de concilier les deux textes entre eux. La seule différence importante est dans le nom de Gyen, admis par la chronique, et celui de Saint-Aignan, indiqué par Gastbled. Nous adoptons entièrement l'opinion de M. d'Arbois de Jubainville, qui s'est servi des mêmes documents que nous dans sa belle histoire des comtes de Champagne (t. III, p. 36). La déposition authentique d'un témoin oculaire inspire plus de confiance que la narration d'un auteur éloigné, et, en dernière raison, elle est plus circonstanciée et plus appropriée à l'affaire d'Hervé et de la comtesse de Champagne, qu'elle avait pour but d'éclaircir. Lebeuf (*Histoire d'Auxerre*, t. II, p. 86), parle d'une manière incomplète de ce fait, qui d'ailleurs n'entrait pas dans son sujet.

de Champagne. Hervé promit de donner ses lettres patentes ; mais, comme il les faisait attendre, le duc de Bourgogne, qui présidait les arbitres, promit à Blanche de ne pas prononcer la sentence définitive avant que le comte de Nevers ne se fût exécuté complètement (1).

Cette promesse, qu'on espérait obtenir promptement, ne fut effectuée que plus tard ; Hervé ne l'accomplit que l'année suivante, au même mois de juillet. Il est probable que les luttes d'Érard de Brienne, plutôt que l'estimation des terres, étaient le motif de ce retard. Enfin, il consentit à sceller ce serment (2) :

« Nous avons juré sur les saints évangiles d'aider fidèlement
» la comtesse et son fils Thibaut contre Érard de Brienne,
» Philippine, son épouse, et l'autre fille du comte Henri de
» Champagne. »

Quant à l'accommodement au sujet des territoires, Hervé abandonna ses prétentions sur Neuilly et Ouchy, et Blanche lui donna toutes les terres qui relevaient de la Champagne, dans la garde de Saint-Germain d'Auxerre (3), depuis les rives de l'Armençon jusqu'au comté de Nevers.

Dès-lors, la paix étant établie, les seigneurs restèrent en bons termes. Ils s'entendirent pour donner à Itier de Toucy, qui jouissait de la garde de Saint-Germain, un fief de même valeur, de l'autre côté de l'Armençon, pour lequel il prêterait hommage aux comtes de Champagne et de Nevers, chacun pour la moitié du fief (4). Hervé se constitua garant pour 500 marcs d'argent en faveur d'Érard de Chacenay envers la comtesse Blanche (5). Et enfin, au mois d'octobre 1218, il fut

(1) *Liber principum*, Bibl. imp., 500 COLBERT, n° 57, fol. 183.

(2) *Ibid.*, n° 56, fol. 300, v°.

(3) On appelait proprement *garde* la charge de protection qu'un seigneur prenait, à l'égard d'un couvent, pour les personnes et les biens dont il se composait. Ici la garde exprime l'étendue de territoire ainsi placée sous la protection du comte de Champagne.

(4) *Trésor des chartes*, J. 198 ; TEULIER, t. I^{er}, p. 468.

[(5) *Liber principum*, 500 COLBERT, n° 56, fol. 300.

convenu entre lui, la comtesse et le duc de Bourgogne, que si quelqu'un de leurs vassaux venait à se rendre coupable de forfaiture, ils s'aideraient respectivement à obtenir de lui satisfaction (1). La portée de cet acte, qu'il est d'ailleurs difficile d'apprécier exactement, constate l'état d'alliance dans lequel se trouvaient les trois seigneurs et suffit pour montrer le résultat des débats que nous avons exposés.

MARIAGE D'AGNÈS AVEC LE PRINCE PHILIPPE.

On se rappelle les conventions du mariage d'Agnès arrêtées à Melun, en 1215, par son père et le roi de France. La célébration devait avoir lieu le 8 septembre, deux ans après, c'est-à-dire en 1217.

« Le temps donc arrêté pour l'exécution et solennité de ce » mariage estant escheu, Philippe, fils aîné de Louys de » France, qui fut depuis roi VIII^e du nom, espousa Agnès de » Donzy, fille unique de Hervé, comte de Nevers, et de » Mahaut de Courtenay, sa femme, et print la possession des » terres et seigneuries de Montmirail, Aluye, Brou, Auton, » La Basoche et Frosé. Mais la mort, envieuse d'une si haute » et glorieuse alliance, en interrompit bien tost après la » félicité par la mort de Philippe, qui décéda l'an mille deux » cents dix-huit. Par quoy les terres susdites retournèrent » en la main du comte Hervé, qui la mesme année confirma » les franchises establies en icelles par Louys, père de Phi- » lippe, pendant la durée du mariage (3). »

Nous n'avons encore rien pu trouver qui annonçât d'une manière positive la célébration des noces; mais en procédant

(1) *Liber principum*, 500 COLBERT, n° 56, fol. 185, v°.

(2) DUCHESNE, *Histoire de la maison de Vergy*, à l'article d'Agnès de Donzy, p. 409.

par induction, on peut arriver à une certitude relative sur l'existence de cette union. Les époux mineurs, quant à l'administration des biens, n'agissent pas encore en leur nom ; c'est monsieur Louis qui met en franchise les terres de sa belle-fille, comme l'indique la confirmation d'Hervé : *Noverit... quod ego (Herveus) franchisiam illam quam karissimus dominus meus dominus Ludovicus, domini regis Franciæ primogenitus fecit in terra quam filie nostre Agneti, cum primogenito dicti Ludovici Philippo, in maritagium dedi, scilicet terram Montis-mirabilis, Aloye, Braioti, Autone, Basochie et Froseti.....*

Ces paroles indiquent uniquement une confirmation, une adhésion de la part du comte de Nevers à un acte qui modifie l'état des biens de sa fille. Qu'y a-t-il d'étonnant à cela ? Les pères ont toujours confirmé les actes de leurs enfants, comme ceux de leurs frères puînés et de leurs vassaux ; le droit féodal exigeait que les enfants et les frères prêtassent serment à leur père et à leur frère aîné. Pourquoi donc trouver dans cette confirmation le signe de la mort de Philippe, quand rien ne l'annonce ? Au contraire, une phrase suivante indique fort clairement l'existence de l'époux. Le comte de Nevers avait stipulé le retour des biens en sa faveur dans les conventions de 1215, et nous retrouvons dans cet acte une phrase qui rappelle la même volonté de sa part : *Et si contingeret dictam terram reverti ad nos per conventiones que sunt inter dominum Ludovicum et nos, memoratam omnimode teneremus franchisiam, sicut superius est tractata.*

Hervé n'aurait pas tenu ce langage si ces terres étaient déjà rentrées en sa possession, comme le dit Duchesne. L'accord et la confirmation d'Hervé prouvent au contraire que Philippe vivait encore en 1218 (1) ; mais c'est tout ce que nous pouvons dire de ce prince, dont Duchesne n'a fait qu'avancer

(1) Cet acte est daté de Lorris, juillet 1218. (Archives de l'Empire, layettes du trésor des chartes, J. 256. Nevers, n° 2. Original scellé.) Il est imprimé dans Teulet, t. I^{er}, p. 467.

la mort de quelque temps. Il n'existait plus dix-huit mois après; car en décembre 1219 le comte de Nevers jura au roi de France qu'il ne marierait pas sa fille sans sa permission (1). Dans cet acte, passé solennellement à Saint-Germain-en-Laye, le roi exige surtout qu'Agnès ne soit pas mariée à Jean, roi d'Angleterre, à Thibaut, comte de Champagne, au fils du duc de Bourgogne et à Enguerrand de Coucy. C'étaient les princes qui commençaient à afficher leur mécontentement contre Philippe-Auguste et qui devaient bientôt profiter de la faiblesse d'une régence pour bouleverser le royaume.

Hervé, selon l'usage, donna pour garants au roi plusieurs de ses chevaliers : Hugues de L'Orme, Hugues de Saint-Verein, Renaud de Montfaucon, Geoffroy de Bully, Pierre de Livron, Anseau Bridane et Robert de Courtenay.

Il n'est question, pour la fille d'Hervé, ni de veuvage ni de second mariage; mais on ne peut en conclure qu'elle n'a jamais été mariée. Ces serments prêtés au roi ne contiennent qu'accidentellement des détails sur l'état de la personne; ils sont d'ailleurs assez explicites par eux-mêmes pour ne pas laisser de doute. Sitôt qu'une femme devenait veuve, elle ou son père, quand il existait, devaient jurer en présence du roi qu'elle ne se marierait pas sans son consentement. C'est ce que fit la comtesse Mahaut quand elle perdit son mari (2).

Ce mariage de la fille du comte de Nevers avec le petit-fils de Philippe-Auguste a été apprécié jusqu'ici, sans examen

(1) Martène, qui donne cet acte en entier, moins la date ni le lieu, d'après un mss. de Colbert, le date de 1216 environ. Beaucoup d'auteurs, ainsi trompés, l'ont placé avant les conventions de Melun en 1215. Un texte extrait du *Trésor des chartes* (J. 622, n° 5; TEULIER, t. I^{er}, p. 493) nous donne la date et la portée véritable du document; c'est le serment fait au roi par les vassaux d'Hervé, avec l'apposition de leur sceau. La charte de Martène est le serment d'Hervé lui-même. Les noms, parfaitement identiques dans les deux pièces, indiquent clairement qu'elles ont été écrites en même temps.

(2) Dans les actes qui concernent Mahaut, au sujet de sa soumission au roi, lors de la perte de son mari, il n'est pas non plus question de son veuvage ou d'un second mariage.

sérieux des documents. Les éditeurs des *Historiens de France* ont voulu marcher contre leurs textes en niant l'existence de ce mariage ; d'autres auteurs se sont contentés d'exprimer un doute. Duchesne, qui s'est le plus rapproché de la vérité, n'est pas encore complet sur ce point. La confirmation d'Hervé en juillet 1218, où il réclame son droit de retour dans le cas de mort de l'époux, prouve suffisamment l'existence de celui-ci et son mariage.

Le décès du prince Philippe doit se placer avant le mois de décembre 1219, comme nous l'avons montré. Enfin, deux lettres du pape Honorius, écrites à Agnès, lui donnent la qualité de veuve et viennent ainsi corroborer nos textes. Voici la suscription de la lettre du 21 octobre 1220 : *Honorius episcopus servus servorum Dei, dilectæ filiæ nobili mulieri Agneti viduæ, natæ nobilis piri Hervei comitis Nivernensis* (1).

Le sens de la lettre est parfaitement en rapport avec l'état de veuve que nous donnons à Agnès. Que dit le pape ? « L'expression de votre pieuse volonté demande un résultat » qui fasse briller votre dévotion et doubler vos forces. C'est » pourquoi, notre chère fille, nous avons accueilli vos sollicitations avec bienveillance, et nous prenons votre personne » avec vos biens présents et futurs sous la protection de saint » Pierre. »

Ce langage ne permet aucun doute sur l'état d'Agnès ; la mort de son mari la laisse en possession de ses biens, et pour assurer sa tranquillité elle s'adresse, comme les veuves le faisaient généralement, à l'autorité pontificale, dont elle obtint la sanction après un temps assez considérable (dix mois environ) mais facilement admissible et conciliable avec les lenteurs des communications.

(1) Cette lettre n'a pas été reproduite, je ne sais pour quelle raison, dans le recueil des lettres d'Honorius III, publié dans le tome XIX des *Historiens de France* ; tandis que la suivante, adressée également à Agnès, y est transcrite. Elle se trouve dans l'excellente copie de du Theil (*Liber V, epistola* 151 ; Bibl. imp., *Lettres des papes*, de Mureau, n° 1181, fol. 245.)

L'autre lettre suivit de cinq jours la précédente et concerne les affaires de la princesse avec l'évêque d'Auxerre ; elle commence par ces mots : *Ex parte dilectæ in christo filie nobilis mulieris Agnetis viduæ, natæ nobilis viri comitis Nivernensis, etc.* (1)

La mort du prince Philippe et différentes circonstances empêchèrent l'exécution entière du traité, qui portait qu'à défaut de Philippe, son frère Louis épouserait Agnès. Or, ce Louis, qui fut plus tard Louis IX, n'avait que deux mois en 1215. Sans examiner les convenances d'âge entre les époux, considération bien importante, mais qui venait après les intérêts de famille, il était difficile de maintenir, pendant une expectative aussi longue, les clauses d'un traité dont la rupture aurait pu être avantageuse aux deux parties. On ne pouvait pas non plus prévoir les modifications que l'avenir apporterait dans l'état des personnes. En effet, quelques années après, l'auteur de ce projet, Philippe-Auguste, mourut ; son fils Louis VIII le suivit de près dans la tombe, et le jeune Louis IX, quand il monta sur le trône, était loin d'avoir l'âge requis pour le mariage (2). Quoi qu'il en soit, il est fort glorieux pour la maison de Nevers d'avoir pu promettre son héritière à un roi de France.

LE COMTE ET LA COMTESSE DE NEVERS A LA CROISADE DE DAMIETTE.

La croisade dont la France s'occupait depuis long-temps nous ramène à Hervé, que nous avons laissé un instant pour mieux grouper les diverses circonstances du mariage d'Agnès. L'enthousiasme religieux semblait s'affaiblir au commencement du treizième siècle. Les seigneurs montraient déjà moins de zèle à entraîner leurs sujets dans les expéditions d'Orient. Les papes,

(1) *Lettres des papes*, MOREAU, n° 1181, fol. 246 ; imprimé dans les *Historiens de France*, t. XIX, p. 711.

(2) Voyez BRUSSÉL, *Usage des fiefs*, t. I^{er}, p. 162.

qui se faisaient l'organe des malheureux fidèles de la Terre-Sainte, multipliaient leurs exhortations, ne se laissant rebuter ni par la lenteur des affaires, ni par la nonchalance des esprits; ils travaillèrent pendant quatre ans à réunir l'armée qui partit de Gênes au mois de septembre 1218.

« Puisque vous avez attaché à votre épaule le signe de la
» croix, écrit Honorius aux seigneurs français en 1216, dans
» le but de voler au secours de la Terre-Sainte, pourquoi ni
» notre prédécesseur Innocent ni nous-même n'avons-nous
» été avertis des préparatifs des vaisseaux et de votre embar-
» quement, alors que le concile général avait fixé une époque
» pour le départ? Quels sont donc vos projets? Ne différez
» pas de nous faire savoir les dispositions que vous prendrez à
» cet égard et faites vos efforts pour donner l'exemple du cou-
» rage et du zèle pour la gloire de Dieu (1). »

Cette fois l'appel fut entendu; les comtes de Nevers et de La Marche, prenant l'initiative, réunirent les croisés des diverses parties de la France, et tous prêtèrent serment qu'ils iraient se joindre aux Gênois et partiraient avec eux pour l'Egypte au mois d'août. Le pape leur adressa ses félicitations et accorda à Hervé l'autorisation de faire, comme il l'avait demandé, la quête sur ses terres, afin de subvenir aux dépenses considérables de l'expédition; il lui permit aussi de laisser, pour l'administration de ses biens, huit chevaliers croisés, les déliant ainsi par faveur du vœu qu'ils avaient fait (2).

(1) *Ep. Honorii III, liber I^{er}, ep. 8, du 7 août 1216. (Historiens de France, t. XIX, p. 610.)*

(2) *De christianorum expeditione adversus Damietam..... XIV die aprilis de voluntate totius consilii misit potestas nuncios suos... ad comitem de Nivers et ad comitem de Marchis, etc... qui transitum ad succurrendum Terræ Sanctæ de civitate Janua habere volebant et convenerunt cum ipsis ad eorum beneplacitum; et venerunt ad kal. Augusti secundum quod cum eis convenerant, et in nomine Domini iter arripuerunt de portu Januæ circa exitum prædicti mensis Augusti. (Historiens de la France, t. XIX, p. 265, anno 1218.) — Ep. Honorii, du 5 juillet 1218. (Historiens de France, t. XIX, p. 661.)*

L'armée des croisés aurait désiré avoir pour légat apostolique Robert de Courçon; mais le pape ne put le leur accorder, parce qu'il avait déjà désigné pour cette fonction Pélasge, évêque d'Albe.

Un grand nombre de chroniques font mention du départ d'Hervé et des croisés; elles s'accordent généralement à en fixer la date au mois d'août 1218.

Les croisés se trouvaient alors à Gênes, attendant le départ; ils y reçurent une lettre d'Honorius qui leur annonçait la détresse des chrétiens à Damiette et les exhortait vivement à partir le plus tôt possible (1). Ils durent quitter Gênes en septembre; car le testament de Mahaut et d'Hervé est daté de cette ville et de ce mois (2). Ils font différentes donations aux couvents de Pontigny, où ils choisissent leur sépulture, de Quincy, de Regny, de Rougemont, de Bourras, de Bardelles, de La Charité, de Juilly, de Parthenon, de l'Épeau, de Bellary, de Fontmorigny, aux églises de Saint-Étienne de Bourges, de Saint-Aignan et de Châteauneuf. Passant aux chevaliers, ils donnent à ceux de Trabley et de Rivière (*pueris de Treableio et valletis de Riveria*) leurs terres qu'ils avaient engagées. Ils accordent 10 livres aux chapelles de Druye, Saint-Hilaire, Decize, Cosne, etc. Enfin, ils ordonnent d'employer une somme de 20,000 livres, dont la moitié serait distribuée aux hommes de la campagne qui ont souffert des détriments ou des injustices; l'autre moitié devait être partagée ainsi qu'il suit : 200 livres aux deux demoiselles qui ont passé la mer avec la comtesse, afin d'aider à leur mariage; 500 aux différents serveurs, et le reste aux pauvres.

On ne peut douter que ce testament n'ait été rédigé immédiatement avant l'embarquement. Les croisés arrivèrent devant Damiette au mois d'octobre et commencèrent ce siège qui devait

(1) *Ep. Honorii*. (Historiens de la France, t. XIX, p. 663.)

(2) Le texte du testament, daté de Gênes, septembre 1218, est dans Martène (*Thesaurus anecdotorum*, t. I^{er}, p. 867), d'après le cartulaire de l'abbaye de Pontigny.

tant traîner en longueur. Hervé, à bout de ressources, supplia le pape de lui procurer, si c'était possible, le complément de la quête dont il n'avait encore presque rien touché. Le pape en écrivit de nouveau aux évêques du comté de Nevers et leur recommanda de montrer un peu plus de zèle (1). Nous n'entrerons pas dans les détails de l'histoire de cette croisade, dont le résultat fut presque nul, par suite des revers et de la conduite des chefs. Presque tous les chroniqueurs de l'époque, ceux des croisades comme les autres, ont blâmé le comte de Nevers (2), et lui ont reproché non-seulement son retour précipité, mais son indigne conduite devant les murs de Damiette. Quel a été le motif de son départ de la Terre-Sainte? On n'oserait croire qu'il se retira par lâcheté; peut-être avait-il à cœur de prendre possession du comté d'Auxerre? Si Hervé avait été aussi coupable que quelques auteurs semblent le croire, le pape le lui aurait fait sentir. Or, jamais le pape n'adressa un mot de reproche à Hervé sur sa conduite à Damiette et sur son départ. Il quitta la Terre-Sainte au mois d'août 1219 (3); c'était le moment où l'armée était dans la situation la plus déplorable. Le bruit courait que son beau-père, le comte d'Auxerre, venait d'expirer dans les cachots des Grecs. Depuis long-temps, en effet, on n'entendait plus parler de sa malheureuse existence, mais on pouvait encore douter de la

(1) *Ep. Honorii*, 13 février 1219. (*Historiens de France*, t. XIX, p. 677.) Cette quête ou impôt extraordinaire, qu'on appelait *vicesina*, à cause de son analogie avec la dime (*decima*), dont elle représentait le double, était un des privilèges des croisés. Tout le monde, à moins de dispenses spéciales, y était obligé. Parmi les exemptés furent les religieuses de Fontevrault. Honorius, le 11 mars 1218, écrivit à l'abbesse une lettre à ce sujet : *Monasterium vestrum et magnæ religionis odore fulget et nimia paupertate gravatur, de speciali gratia sedis apostolicæ vos a præstatione vicesinæ duximus eximendas.*

Ep. Honorii. (*Historiens de France*, t. XIX, p. 679.)

(2) Voyez dans les *Historiens des croisades*, Guillaume de Tyr et ses continuateurs, t. II, p. 337 et 340.

(3) *Chronique de Saint-Marien d'Auxerre*: *Historiens de France*, t. XVIII, p. 286.

nouvelle de sa mort. Quand un prince appelé à régner sur des populations étrangères tombe dans la détresse et manque d'appui, il finit souvent par payer de sa vie l'acte d'ambition dans lequel d'autres l'ont entraîné. Nous en avons encore eu de nos jours un frappant exemple.

LE COMTE DE NEVERS A AUXERRE. — SA MORT.

Hervé qui, suivant les conventions de son mariage, devait avoir Auxerre et Tonnerre à la mort de Pierre de Courtenay, s'empressa de se rendre à Auxerre pour y faire valoir ses droits et en prendre possession. Mais il fut repoussé dans ses prétentions par l'évêque Guillaume de Seignelay et par Robert de Courtenay, que Pierre avait chargés de l'administration de ses biens.

Sur ces entrefaites, Guillaume fut nommé au siège de Paris et se vit, malgré ses répugnances, obligé de l'accepter. L'autorité de l'évêque était la seule qu'Hervé redoutât ; aussi, à peine le prélat était-il parti que le comte de Nevers se lança dans des injustices et des violences telles que toute la ville en fut épouvantée (1). Le pape lui écrivit une lettre de reproches et le menaça des foudres de l'Église (2). Hervé mit alors plus de modération dans ses exigences et sembla s'occuper avec moins de passion de faire valoir ses droits. Il reçut plusieurs hommages, celui d'Archambaud de Bourbon entre autres (3) ; mais sa principale préoccupation était de triompher de Philippe de Namur et de Robert de Courtenay, qui réclamaient leur droit héréditaire. Une commission avait été nommée pour régler ce différend ; elle était composée de l'évêque de Troyes et

(1) Voyez dans la *Chronique de Saint-Marien* (t. XIX, p. 288) la longue description des violences d'Hervé à Auxerre.

(2) *Ep. Honorii* (Hist. de France, t. XIX, p. 707) ; lettre du 12 juillet 1220.

(3) *Inventaire de Marolles*, 500 COLBERT, n° 281, p. 427.

des abbés de Saint-Loup et de Saint-Martin. Se persuadant qu'elle faisait paraître une préférence trop marquée pour Philippe de Namur, Hervé s'en plaignit au pape. Il résulta de sa démarche une plus grande impartialité dans la procédure (1). Cette contestation, qui dura encore long-temps, suscita de grands troubles dans la famille d'Hervé; car sa fille eut aussi à faire des réclamations pour lesquelles elle implora l'appui du souverain pontife (2). Agnès était veuve depuis 1219 et se remaria en l'année 1221, vers le mois de juin, à Guy de Châtillon, qui, pour rachat de son mariage, donna au roi la ville de Pont-Sainte-Maxence (3). Un hommage de Béatrix, comtesse de Chalon, est le dernier acte où paraisse le nom d'Hervé (4). La mort de ce prince, enveloppée de mystère, arriva dans le courant de janvier de l'an 1222 de notre comput. D'après les nécrologes, il serait mort le 21 janvier (5). On prétend qu'il fut empoisonné à Saint-Aignan, près Bourges, et que l'abbé de Pontigny vint avec six autres abbés de son ordre prendre le corps du comte de Nevers pour le transporter dans l'église de son monastère (6).

Telle fut la triste fin de ce grand guerrier, qui tantôt se montra généreux, tantôt violent et injuste envers l'Eglise. Il était, comme tous les barons de son temps, avide et ambitieux, selon les circonstances. Sa vie se passait plus à l'extérieur que dans l'administration de ses Etats; pour s'en convaincre, il suffit de lire ses actes et d'en étudier les conséquences.

(1) *Ep. Honorii* du 3 décembre 1220. (*Hist. de France*, t. XIX, p. 713.)

(2) *Ibid.* du 26 octobre 1220. (*Ibid.*, p. 711.)

(3) *Trésor des chartes*, J. 229, n° 4; TEULET, t. I, p. 516.

(4) *Trésor des chartes*, J. 256, n° 10; TEULET, t. I, p. 515.

(5) *Ex necrologio Nivern.* 10 kal. febr. obiit Hervæus comes Nivernensis. (Armoires de Baluze, n° 74, fol. 379, recto; nécrologe d'Auxerre, etc.)

(6) *Ex chronico Turonensi* (*Hist. de France*, t. XVIII, p. 302); MARTENS, *Thesaurus anecdotorum*, t. III, col. 1246, *Ex hist. Pontiniacensis monasterii*.

Mahaut, devenue veuve, s'empessa d'aller prêter au roi son serment de fidélité. Elle se rendit à Melun, où se trouvait alors Philippe-Auguste, et, entourée de ses chevaliers, elle jura de lui faire bon et loyal service et de ne pas se remarier sans son assentiment. Ses hommes jurèrent après elle et s'engagèrent à la quitter si elle venait à violer son serment. La comtesse et chacun d'eux en laissèrent au roi un acte appelé *securitas*, daté de Melun février 1221 (1). Cette pièce vient à l'appui de la date que nous avons indiquée, et qui fixe au mois de janvier 1222 de notre comput la mort du comte Hervé.

CATALOGUE DES ACTES D'HERVÉ DE DONZY,

COMTE DE NEVERS,

RECUEILLIS DANS LES DIFFÉRENTES COLLECTIONS DE DOCUMENTS IMPRIMÉES OU MANUSCRITES, ET RANGÉS D'APRÈS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE (2).

Année 1197. — Hervé, seigneur d'Alluie, s'accorde avec ses frères Philippe et Renaud au sujet des religieux de Brou.

Bibl. imp., *Cartulaire de Saint-Père de Chartres*, mss. latin, n° 5417, fol. 127, recto.

(1) Archives de France, J. 256, n° 3 à n° 9; TEULET, t. I, p. 538; MARTÈNE, *Amplissima collectio* I, col. 1161; DUCHESNE, *Hist. de Châtillon*, pr., p. 44.

Les chevaliers qui accompagnèrent la comtesse furent Guy de Châtillon, son gendre; Guillaume de Mellé, Hugues de Saint-Verain, Pierre des Barres, Etienne de Sancerre, Geoffroy de Bully.

(2) Nous ne donnons ici que les actes dont nous avons le texte complet et en entier; aussi ne faudra-t-il pas s'étonner de n'y point voir figurer plusieurs pièces connues seulement d'après l'*Inventaire des titres de Nevers* par l'abbé de Marolles.

1198 (*circa*). — Hervé, seigneur d'Alluie, accorde la justice sur ses terres au prieur de Saint-Jean de Brou.

Bibl. imp., *Cartulaire de Saint-Jean-en-Vallée* (diocèse de Chartres), mss. latin, 5481, fol. 182.

27 avril 1199. — Lettres du pape Innocent III à Pierre de Courtenay, comte de Nevers, pour lui rappeler qu'il a promis sa fille Mahaut à Philippe, fils du comte de Flandre.

Recueil des Historiens de France, t. XIX, p. 375.

Octobre 1199. — Conventions du mariage d'Hervé de Donzy avec Mahaut de Courtenay, passées avec l'intervention de Philippe-Auguste.

Archives de l'Empire, layettes du trésor des chartes, J. 256, imprimé dans TEULET, t. I^{er}, p. 207. — Bibl. imp., collection des chartes et diplômes de Moreau, n° 99, fol. 219. — QUENTIN, *Cartulaire de l'Yonne*, t. II., p. 501, etc.

Novembre 1199, Montargis. — Philippe-Auguste règle les conditions de la paix entre Hervé et Pierre de Courtenay.

Chronique des comtes de Nevers ; Bibl. imp., mss. latin, n° 13903, fol. 16, recto.

Janvier 1200-1201. — Eudes, duc de Bourgogne, promet d'appeler à sa cour Guillaume de Champlitte s'il enfreint ses conditions avec le comte Hervé.

Layettes du trésor des chartes (J. 247, Bourgogne). — TEULET, t. I^{er}, p. 225.

1200. — Confirmation des immunités des couvent et bourg de Saint-Étienne de Nevers par Hervé et Mahaut.

DUCHESNE, *Histoire de Vergy*, preuves, p. 94.

1201. — Hervé, comte de Nevers, approuve l'affranchissement du serf d'un de ses vassaux sur ses terres du Maine.

Bibl. imp., dom Housseau, *Chartes d'Anjou*, t. VI, n° 2158 (1).

(1) Dans les manuscrits de dom Housseau chaque charte porte un numéro ; c'est celui que nous avons indiqué ici de préférence à celui du folio.

1202. — Hervé accepte la garde de la terre de Courgenart pour les chanoines de l'église du Mans.

Bibl. imp., mss. latin, n° 5211, fol. 54; *Cartularium Cenomannense*.

Mai 1202. — Hervé accorde Dreux de Villantras, son vassal, avec les religieux de Villeloin, au sujet de plusieurs terres.

Ibid., dom Housseau, *Charles d'Anjou*, t. VI, n° 2172.

Octobre 1202, Donzy. — Hervé donne au couvent de Fontevrault 300 sous nivernois sur les péages de Nevers.

Ibid., *Cartulaire de Fontevrault*, mss. latin, n° 5480, t. II, fol. 459, verso.

1203. — Hervé donne aux religieuses de Fontevrault 100 sous de rente sur les péages de Brou, dans le Perche.

Ibid., t. I^{er}, fol. 386.

Juillet 1203, Le Vaudreuil. — Hervé, comte de Nevers, et plusieurs autres seigneurs promettent de secourir le roi de France contre le pape et l'Angleterre.

Trésor des chartes (J. 628), TEULET, t. I^{er}, p. 243.

3 juin 1205. — Lettre du pape Innocent III pour ordonner l'enquête au sujet de la légitimité du mariage d'Hervé avec Mahaut.

Historiens de France, t. XIX, p. 277.

Août 1205. — Hervé et Mahaut confirment, en présence de Pierre de Courtenay, les donations faites par leur ancêtre Guillaume au couvent de Pontigny et y ajoutent cinquante arpents de bois.

MARTÈNE, *Thesaurus anecdotorum*, t. III, col. 1245 (*ex hist. Pontigniacensis monast.*).

1207. — Charte de donation de territoire où il est question du fils du comte Hervé.

DUCHESNE, *Histoire de la maison de Vergy*, preuves, p. 96.

Mai 1209. — Hervé confirme la donation de 50 sous faite par son frère Renaud de Montmirail à Notre-Dame de Chartres, y ajoute une rente de 110 sous et affranchit plusieurs terres.

Trésor des chartes, TEULET, t. I^{er}, p. 331.

Juin 1209. — L'évêque d'Auxerre exige l'exercice de son droit sur plusieurs forteresses appartenant à Hervé et lui accorde un délai pour celle de Cosne.

Historiens de France, t. XVIII, p. 736. — *Gallia christiana, instrumenta*, t. XII, col. 149.

Juin 1209. — L'évêque d'Auxerre réclame de la part d'Hervé la reconnaissance du droit qu'il possède de se faire porter à son entrée dans la ville.

Ibid.

Juin 1210. — Mahaut, comtesse d'Auvergne, abandonne à Hervé la terre de Liernais, en Bourgogne. Approbation de ses fils, le comte et l'évêque de Clermont.

Bibl. imp., armoires de Baluze, n° 74, fol. 396 (1).

Mai 1210, Saint-Germain-en-Laye. — Hervé promet de ne pas retenir sur ses terres les juifs du roi.

Trésor des chartes, TEULET, t. I^{er}, p. 350.

1210, Vézelay. — Échange entre le comte de Nevers et le duc de Bourgogne du château de Grignon, contre Rougemont, Asnières et autres lieux.

PÉRARD, *Pièces de Bourgogne*, p. 309.

(1) La collection qui porte ce nom se compose d'un nombre considérable de copies de chartes faites par Baluze lui-même ou sous ses ordres. On y trouve des extraits de cartulaires concernant presque tous les pays de France; celui des comtes et évêques de Nevers est en grande partie dans le n° 74.

1210. — Trêve entre le comte Hervé et Guichard, sire de Beaujeu, au sujet de plusieurs fiefs, et entre autres de celui de Montpensier, en Auvergne.

Bibl. imp., armoires de Baluze, n° 74, p. 441.

1210, Maërs. — Hommage de Pierre de Ravières au comte de Nevers.

PÉCARD, *Pièces de Bourgogne*, p. 310.

12 novembre 1211. — Lettre d'Innocent III au sujet des ravages commis à Vézelay par le comte de Nevers.

BALUZE, *Recueil des lettres d'Innocent III*, t. II, p. 561. — *Historiens de France*, t. XIX, p. 543.

Mai 1211. — Lettre d'Innocent III au sujet des dommages causés par les gens du comte de Nevers à Courgenart, dans le Perche.

Bibl. imp., *Cartularium Cenomannense*, mss. latin, n° 5211 B, fol. 5, verso.

Mars 1211 (1212) (1). — Guichard de Chatelpéron fait hommage lige à Hervé, qui lui accorde plusieurs droits en augmentation de fief.

Armoires de Baluze, n° 74, fol. 393.

30 mai 1212. — Lettre d'Innocent III pour faire cesser l'enquête sur le mariage d'Hervé.

BALUZE, *Recueil des lettres d'Innocent III*, t. II, p. 631. — *Historiens de France*, t. XIX, p. 551.

2 mars 1212, Latran (1213). — Confirmation par le pape des donations énoncées dans une charte du comte de Nevers au couvent de Bagnaux (l'Épeau).

BALUZE, *Recueil des lettres d'Innocent III*, t. II, p. 601.

(1) On sait qu'au treizième siècle l'année commençait à Pâques. Nous avons conservé l'ancien comput, en mettant entre parenthèses la date positive.

27 décembre 1213. — Lettre d'Innocent III accordant à Hervé la dispense de parenté nécessaire à la validation de son mariage.

BALUZE, *Recueil des lettres d'Innocent III*, t. II, p. 822.

1213, Maërs. — Échange de plusieurs terres entre le comte de Nevers et Milon, comte de Bar.

PÉRARD, p. 311.

1213. — Hervé donne une charte d'affranchissement à la ville et aux habitants de Clamecy.

NÉE DE LA ROCHELLE, *Histoire du Nivernois et Donzinois*, p. 388.

12 avril 1213. — Lettre d'Innocent III, où il règle les conventions entre Hervé et l'abbé de Vézelay.

BALUZE, t. II, p. 749. — *Historiens de France*, t. XIX, p. 576.

2 janvier 1213 (1214). — Lettre du pape Innocent III, portant confirmation du traité passé entre Hervé et l'abbé de Vézelay.

BALUZE, t. II, p. 823. — *Historiens de France*, t. XIX, p. 586.

Août 1214. — Différend entre l'évêque d'Auxerre et le comte de Nevers, au sujet de la forteresse de Murat, tranché par Manassès, évêque d'Orléans.

Gallia christiana, t. XII, *instrumenta*, col. 152.

31 août 1214. — Le roi d'Angleterre, Jean, recommande le comte Nevers à Robert de Courçon, légat du saint-siège en France.

RYMER, *Fœdera*, t. I^{er}, p. 190.

1214, Bulcy. — Hervé demande la levée de l'interdit sur les terres qu'il tient de la comtesse de Champagne: Chatel-Censoir, etc.

Archives de l'Empire, trésor des chartes (J. 198 A, Champagne VI, n° 51). — TEULLET, t. I^{er}, p. 409. — Bibl. imp. 500 Colbert, n° 56, fol. 298.

Mai 1215. — Le comte de Nevers donne au couvent de Saint-Romain de Brou (diocèse de Chartres), en raison d'un échange, une rente de 40 livres tournois et un droit de deux chars de bois par jour. Approbation de l'évêque de Chartres, oncle du comte.

Bibl. imp., *Cartulaire de Saint-Père de Chartres* mss. latin, n° 5417, fol. 129, recto. — GUÉRARD, t. II, p. 678.

Mai 1215. — La veuve du seigneur de Buzançais abandonne à Hervé, pour s'acquitter envers lui, le château de Moulins (Engilbert).

Bibl. imp., armoires de Baluze, n° 74, fol. 409.

Juillet 1215, Melun. — Conventions du mariage d'Agnès, fille du comte Hervé, avec le petit-fils de Philippe-Auguste, Philippe, fils aîné du prince Louis (Louis VIII).

Archives de l'Empire. — *Trésor des chartes*, TEULET, t. I^{er}, p. 430. — *Historiens de France*, t. XVIII, p. 783, note. — DUCHESNE, *Histoire de la maison de Vergy*, pr., p. 104. — Mention dans BRUSSEL, *Usage des sefs*, p. 162.

Juillet 1215, Melun. — La comtesse Blanche jure à Hervé d'abandonner le roi et son fils s'ils n'accomplissent pas les conditions du mariage d'Agnès.

Bibl. imp., *Liber principum*, fonds des 500 Colbert, n° 56, fol. 157.

Février 1215 (1216). — Eudes, duc de Bourgogne, se lie avec Blanche, comtesse de Champagne, au sujet du comte Hervé.

MARTÈNE, *Thesaurus anecdotorum*, t. I^{er}, col. 843.

7 août 1216. — Lettre du pape Honorius III au comte de Nevers pour l'engager, lui ainsi que d'autres seigneurs, à presser les préparatifs de la croisade.

Historiens de la France, t. XIX, p. 610.

1216. — Hervé et ses successeurs sont nommés chanoines de Saint-Martin de Tours.

Armoire de Baluze, n° 74, fol. 419.

Avril 1217. — Hervé déclare s'en rapporter pour son droit à l'enquête que feront le duc de Bourgogne et les autres commissaires, au sujet de son procès avec Blanche, comtesse de Champagne.

Bibl. imp., *Liber principum*, mss. des 500 Colbert, n° 56, fol. 298, verso.

Juillet 1217. — Le duc de Bourgogne transmet la déposition de Guy Gastebled à l'occasion du procès entre Hervé et Blanche de Champagne.

Ibid., n° 56, fol. 184.

Juillet 1217. — Le duc de Bourgogne déclare avoir reçu d'Hervé soumission aux arrêts des juges et la promesse de donner ses lettres confirmatives.

Ibid., n° 57, fol. 183.

Novembre 1217. — Hervé, comte de Nevers, fait hommage de Chaveroy et de plusieurs autres fiefs à l'évêque de Clermont.

Armoires de Baluze, n° 72, fol. 208, recto.

Novembre 1217. — L'évêque de Clermont reçoit d'Hervé l'hommage précédent.

Ibid., n° 74, fol. 404.

Juillet 1218. — Hervé fait avec la comtesse Blanche un échange de terres et lui promet définitivement son appui contre Erard de Brienne.

Bibl. imp., *Liber principum*, 500 Colbert, n° 56, fol. 300, verso.

Juillet 1218. — Hervé partage avec la comtesse Blanche l'hommage d'Itier de Toucy pour des terres situées sur les bords de la rivière d'Armençon.

Ibid., n° 56, fol. 299, verso. — Archives de l'Empire, trésor des chartes (J. 198 A, n° 44). — TSULET, t. I^{er}, p. 468.

Juillet 1218. — Hervé se fait garant de son cousin Érard de Chacenay envers la comtesse Blanche.

Liber principum, 500 Colbert, n° 56, fol. 300.

Juillet 1218, Lorris. — Hervé reconnaît la franchise accordée par le prince Louis (Louis VIII) aux terres qu'il avait données en dot à sa fille Agnès, en vertu de son mariage avec Philippe, fils aîné du prince.

Archives de l'Empire, trésor des chartes (J. 256, n° 2). — TEULET, t. I^{er}, p. 467.

5 juillet. — Le pape Honorius accorde à Hervé, en considération de la croisade, l'autorisation de recueillir la quête appelée *vicesima*.

Historiens de France, lettres d'Honorius, t. XIX, p. 661.

13 août 1218. — Lettre du pape Honorius pressant le comte de Nevers et les autres croisés, alors à Gênes, de partir pour Damiette.

Historiens de France, t. XIX, p. 663.

Septembre 1218, Gênes. — Testament d'Hervé et de Mahaut fait avant de s'embarquer, contenant de nombreuses donations aux couvents et aux habitants du Nivernois.

MARTÈNE, *Thesaurus anecdotorum*, t. I^{er}, p. 867.

Octobre 1218. — Accord entre Hervé, Eudes de Bourgogne et Blanche de Champagne, au sujet de la juridiction à exercer sur les hommes de chacun d'entre eux (1).

Bibl. imp., *Liber principum*, 500 Colbert, n° 56, fol. 185, verso.

(1) Hervé se trouvait alors en croisade. Cette lettre, qui, d'ailleurs, est collective, avait sans doute été ratifiée par lui avant son départ.

Décembre 1219, Saint-Germain-en-Laye. — Plusieurs chevaliers promettent au roi de ne pas laisser marier la fille du comte Hervé sans son consentement (1).

Archives de l'Empire (J. 622, n° 5). — TSULET, t. I^{er}, p. 493.

Février 1219 (1220). — Lettre du pape Honorius au doyen de Nevers pour activer la quête faite en faveur du comte Hervé, alors en Terre-Sainte.

Historiens de France, t. XIX, p. 677.

12 juillet 1220. — Honorius écrit à Hervé une lettre de réprimande sur sa conduite à Auxerre.

Ibid., t. XIX, p. 704.

21 octobre 1220, Rome. — Le pape Honorius, à la demande de M^{me} Agnès, fille d'Hervé, prend sous la protection de saint Pierre sa personne et ses biens (2).

Lettres d'Honorius III, *liber V, epist.* 151. Bibl. imp., lettres des papes, de Moreau, n° 1181, fol. 245.

26 octobre 1220. — Lettre d'Honorius qui recommande M^{me} Agnès, fille d'Hervé, à l'évêque de Clermont, au sujet des injustices qu'elle a à supporter de la part de l'évêque d'Auxerre et du comte de Namur.

Historiens de France, t. XIX, p. 711.

(1) Martène (*Thesaurus anecdotorum*, t. I^{er}, col. 1127) donne une charte qui diffère de celle-ci. La première partie contient le serment d'Hervé, puis viennent dans les mêmes termes et avec les mêmes noms les serments des vassaux. La fin manque et l'auteur a cru devoir la placer aux environs de l'année 1216. L'autorité des textes du trésor des chartes ne peut laisser d'indécision sur le choix à faire.

(2) Cette lettre manque à la publication donnée dans les *Historiens de France*, t. XIX, qui elle-même a été faite sur les copies de Laporte du Theil, collectionnées par Moreau.

3 décembre 1220. — Lettre d'Honorius, sur la plainte d'Hervé, à l'évêque de Troyes, pour le prier de procéder avec plus d'équité dans le partage des biens de Pierre de Courtenay.

Historiens de France, t. XIX, p. 713.

Avril 1221 (après Pâques, du 11 au 30). — Béatrix, comtesse de Chalon, fait hommage lige à Hervé de plusieurs fiefs.

Archives de l'Empire (J. 256, n° 10). — TEULET, t. I^{er}, p. 515. — DUCHESNE, *Histoire de la maison de Vergy*, p. 125.

Mai 1221. — Gui de Châtillon, comte de Saint-Paul, traite avec le roi et lui promet d'épouser la fille du comte Hervé.

Archives de l'Empire (J. 229, n° 4). — TEULET, t. I^{er}, p. 516.

Février 1221 (1222), Melun. — La comtesse Mahaut jure devant le roi de le servir et de ne pas se marier sans son consentement.

Archives de l'Empire, trésor des chartes (J. 256, n° 3 et suiv.). — TEULET, t. I^{er}, p. 538. — MARTÈNE, *Amplissima collectio*, t. I^{er}, col. 1161.

Février 1221 (1222). — Guy de Châtillon promet au roi de l'aider contre Mahaut, comtesse de Nevers, sa belle-mère, si celle-ci se remariait sans sa permission.

Trésor des chartes (J. 256, n° 4), TEULET, t. I^{er}, p. 538. — DUCHESNE, *Histoire de la maison de Châtillon*, p. 44.

Février 1221 (1222). — Serments des autres vassaux de Mahaut : Guillaume de Mellô, Hugues de Saint-Verain, Pierre des Barres, Étienne de Sancerre, Geoffroy de Bully.

Trésor des chartes (J. 256, n° 5 à 9), TEULET, t. I^{er}, p. 538.

Février 1221 (1222), Decize. — Guichard de Chatelpéron se déclare homme lige de la comtesse Mahaut.

Bibl. imp., armoires de Baluze, n° 74, fol. 393.

Avril 1222 (Pâques). — Hommage lige de Miles de Noyers à Mahaut, comtesse de Nevers.

PÉRARD, *Pièces de Bourgogne*, p. 337.

Mai 1222. — Mahaut confirme la donation de la forêt de la Suez faite par Hervé, son mari défunt, à l'abbaye de Pontigny.

LEBEUF, *Histoire d'Auxerre*, t. II, preuves, p. 47.

Octobre 1222, Clamecy. — Mahaut confirme la donation de son mari défunt faite à la chartreuse de Bellary.

Chartes de la bibliothèque de Nevers, n° 17.

SÉANCE DU 9 JANVIER 1868.

Siégent au bureau : MM. Crosnier, *président* ; du Broc de Segange, *vice-président* ; E. de Toytot, *secrétaire*.

Mgr. Crosnier présente à la Société un denier de Charles-le-Chauve, frappé à Courtilsson, trouvé à Luzy.

M. Subert communique une médaille de bronze doré, grand module, due au burin de Warin, et représentant Louis XIV enfant d'un côté et sa mère de l'autre.

M. René Leblanc de Lespinasse a déposé entre les mains de M. le Président un terrier relatif à l'évêché de Nevers. L'impression de ce terrier est votée. Cette pièce curieuse sera insérée au *Bulletin*, avec facilité à M. Leblanc de Lespinasse de se servir de la composition pour faire à ses frais un tirage à part.

Il est décidé qu'on ne donnera pas la traduction de cette pièce latine ; il serait à désirer cependant que M. de Lespinasse voulût bien faire une préface destinée à être publiée au commencement du terrier, à le compléter et à l'expliquer.

Quant à la chronique des comtes de Nevers déposée entre les mains de Mgr Crosnier par M. de Lespinasse, la Société décide qu'elle sera traduite, afin d'être mise à la portée d'un plus grand nombre de lecteurs. La charte seule ne sera pas traduite ; elle sera renvoyée aux pièces justificatives à la fin de l'ouvrage.

Le travail sur Hervé de Donzy, qu'a également déposé M. Leblanc de Lespinasse, et dont il a été question à la dernière séance, sera annoté et révisé par l'auteur après que Mgr Crosnier, avec lequel il en est convenu, lui aura envoyé les notes et observations destinées à compléter le travail.

M. Dupont donne lecture d'un travail, destiné plus tard à être complété, sur l'histoire de la paroisse, des seigneuries et de la commune de Gimouille.

M. le docteur Subert donne lecture d'un travail sur les eaux de Sainte-Parize. Mgr Crosnier complète cette intéressante notice par quelques détails topographiques relatifs à la commune de Sainte-Parize.

M. de Toytot propose, de la part de M. de Soultrait, de réimprimer avec ~~modifications et remaniement~~, l'*Armorial nivernais*. M. de Toytot allègue que cet ouvrage est destiné à intéresser un grand nombre de familles du pays. La première édition est épuisée depuis long-temps; ce volume atteint aujourd'hui dans les ventes un prix excessif.

La vente de cet ouvrage, indépendamment de l'intérêt historique qu'il présente, serait un moyen de rentrer dans la somme dépensée pour cette publication.

Il est décidé: 1° que l'impression aura lieu avec planches. La Société laisse à M. de Soultrait le soin de régler lui-même le plan et la forme de son ouvrage.

2° L'*Armorial nivernais* sera inséré au *Bulletin* avec les gravures. Un soin tout particulier sera apporté à l'impression et au choix des caractères. Néanmoins, quand l'ouvrage sera terminé, la Société en fera un tirage à part sur papier de luxe. Chaque membre de la Société aura droit à un exemplaire spécial; les autres exemplaires seront livrés au commerce à un prix qui sera ultérieurement fixé.

La Société vote à la majorité ces diverses propositions. Elle exprime le désir que l'œuvre de M. de Soultrait soit le plus promptement possible mise au jour, sans toutefois que la publication de l'abbé de Marolles puisse en souffrir. M. de Toytot est chargé de transmettre à M. de Soultrait l'expression de ses remerciements.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1868.

Présidence de M. DU BROC DE SEGANGE, vice-président.

Après lecture du procès-verbal, M. de Langardière et M. de Toytot présentent MM. de Marcillac et Lebœuf comme membres de la Société nivernaise.

MM. Rouhet et de Teytot présentent M. Bonvallet à la Société.

MM. de Marcillac, Lebœuf et Bonvallet sont admis.

M. Bornet propose que les nouveaux membres payent intégralement la cotisation de l'année commencée. Cette proposition est adoptée; mais il leur sera donné en échange de leur cotisation un ouvrage à choisir parmi les publications de la *Monographie de la Cathédrale* et de l'*Hagiologie nivernaise*. Ils ont en outre droit à recevoir gratis les derniers *Bulletins* d'un volume commencé et à se procurer les autres publications à moitié prix.

M. Bornet donne lecture d'un projet de règlement relatif au musée de la porte du Croux.

PROJET DE RÉGLEMENT.

Le musée lapidaire de la porte du Croux est ouvert au public le premier et le troisième dimanche de chaque mois, d'une heure à trois heures du soir, à partir du 1^{er} novembre jusqu'au 1^{er} août.

Un écriteau fixé sur la porte indiquera les jours et les heures de l'ouverture.

L'entrée de la salle des séances de la Société nivernaise est interdite au public; mais les visiteurs isolés peuvent y pénétrer en compagnie du concierge.

Les visiteurs pourront aussi entrer au musée en tout temps, en réclamant l'accompagnement du concierge.

Le concierge attaché au musée de la porte du Croux reçoit 50 fr. d'appointements par an.

Ce concierge est chargé des soins d'entretien du musée, nettoyage, allumage du feu les jours de séance.

Il ouvre le musée les jours d'admission du public et reste pour la surveillance des objets d'antiquités pendant tout le temps de l'ouverture, lors même que le conservateur du musée est présent.

Il ouvre aussi les portes du musée les jours de séance de la Société et reste présent pendant toute la durée des séances.

Ce règlement est adopté à l'unanimité.

M. du Broc de Segange, conservateur du musée, propose d'allouer à la Société une petite subvention sur les fonds des musées pour le chauffage.

M. de Toytot donne lecture à la Société des lettres de M. de Soultrait relatives à la question de l'*Armorial*. La Société confirme les votes de la précédente séance, se réservant seulement de s'entendre avec M. de Soultrait sur les détails de l'impression et les chiffres de revient de la typographie et de la gravure.

M. l'abbé Boutillier présente le *compte des recettes et dépenses de la ville pour le passage de saint Vincent Ferrier à Nevers*.

Il fait aussi connaître l'état des comptes concernant la construction de la porte du Croux, en 1394.

Ces deux pièces seront insérées dans le *Bulletin*.

M. Roubet fait part à la Société de la découverte d'une ancienne fabrique de falence à Neuvy (Cher), possédée par Pierre de Frasnay.

M. Subert donne lecture d'une lettre de remerciements du docteur Sichel pour l'empreinte du sceau d'oculiste romain qui lui a été envoyée.

SÉANCE DU 19 MARS 1868.

Présidence de Mgr CHOSNIER, président.

La Société reçoit la *Revue des sociétés savantes des départements*, tome VI, octobre et novembre 1867 ;

Une note de messire Pierre Huet, publiée par M. Paulin Riffé ;

Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Orléans, n° 1^{er} et 4;

Mémoires de l'Académie des sciences de Clermont-Ferrand (1867);

Bulletin de la Société d'émulation de l'Allier, tome IX, 1^{re}, 2^e et 3^e livraison.

M. le Président donne lecture d'une lettre de S. Exc. le ministre de l'instruction publique, relative à la distribution des récompenses des sociétés savantes, la lecture des mémoires, etc.

M. le Président fait également part à la Société de la convocation faite, par M. de Caumont, aux sociétés savantes aux séances qui auront lieu le 20 avril 1868, rue Bonaparte, n°.

Enfin, M. le Président soumet à la Société le programme de la publication des conférences faites à Auxerre, proposées à raison de 50 centimes par conférence. La Société décide qu'il y a lieu de souscrire à la reproduction de ces travaux.

Une circulaire adressée aux sociétés savantes du Nord, patronnée par un grand nombre de sociétés savantes, va recevoir un accroissement d'intérêt par les conférences qui vont être entreprises dans les diverses villes de France par M. Lambert.

La Société émet le vœu de se réunir lors du passage de M. Lambert à Nevers, afin de l'entendre.

M. Robert continue la lecture de son travail sur les eaux de Sainte-Parize.

Mgr Crosnier donne lecture d'une circulaire de M. Rossignol, relative aux travaux de la commission topographique des Gaules. Il conteste le travail de la commission et en combat les conclusions. Mgr Crosnier donne lecture de la partie relative à la route de Decize à Autun.

Les observations de M. Rossignol sur les voies romaines de Decize à Autun seront déposées aux archives.

Le président remercie M. Rossignol de sa communication.

Le président remercie M. Robert de sa communication. Il propose de passer à l'ordre du jour.

SÉANCE DU 2 AVRIL 1868.

Présidence de M. DU BROC DE SEGANGE, vice-président.

On dépose sur le bureau :

Principe universel de la vie, par P. Tremaux ;

Mémoires de la Société d'agriculture du département de la Marne.

M. de Toytot annonce à la Société qu'il y aura le mercredi 7 avril une réunion extraordinaire, afin d'entendre les explications de M. de Soultrait sur l'*Armorial nivernais* dont la publication a été votée par la Société.

M. l'abbé Bouillier donne lecture de la notice suivante sur les pierres crapaudines :

Les pierres crapaudines.

Il existe aux archives communales de la ville, dans le fonds d'ailleurs très-riche et entièrement inexploré de l'hôpital Saint-Didier ou hôtel-Dieu, un vieux « inventaire des biens estans en l'ostel-Dieu et hospital de Nevers... Ledit inventaire ~~encom-~~ commencé à faire le treiziesme jour de may l'an mil III^e C. quatre-vings et douze. »

Ce document, qui ne contient pas moins d'une vingtaine de pages d'un cahier in-quarto, renferme un grand nombre de détails des plus intéressants et des plus curieux.

Je n'en citerai aujourd'hui que ces quelques lignes :

« En la chambre du maistre a esté trouvé qui s'ensuit. »

« ... Deux grandes arches plates fermans à clef, en l'une desquelles a dix-huit lincoz tant grans que petiz, avecques les robbes de la vesve Huguenin Jarnay, jadiz maistre dudit hospital.

« Item ung petit coffre ~~fermant~~ à clef dedans lequel a esté trouvé qui s'ensuit. C'est assavoir trois calices d'argent dorez, l'un du tout et les autres au bout seulement.

» Item une suture d'argent doré et emmaillé, avecques plusieurs perles.

» Item une suture de laine, sur laquelle sont plusieurs œuvres d'argent doré et garnye ceux deux botz de fermillets d'argent doré et emmaillé.

» Item deux pierres crapaudines enchâssées en deux verges d'argent.

» Lesquelles choses ont esté remises audit coffret et icelluy coffret remis en l'une desdites grandes arches cy-dessus dernièrement déclarées.

» Item une paire de laudiers à croche et une pallecte de fer à arser le feu.

» Item ung oreillier.

» Item au comptouer de ladite chambre a plusieurs terriers et papiers des héritages et bestial dudit hostel-Dieu. » Etc.

Le contenu du petit coffret précité a donc bien son intérêt. Nous ne nous arrêtons pas à ces belles ceintures aux riches fermoirs d'argent doré, émaillés et garnis de perles, qui d'ailleurs sont de nos jours revenues de mode, avec tout leur ancien luxe, en dépit du dicton malin des alex : *Bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée* ; mais cette mention des deux pierres crapaudines enchâssées en deux bagues d'argent ne mérite-t-elle pas une attention spéciale ?

Voici ce que raconte de cette pierre légendaire un curieux manuscrit, gros in-folio, du quinzième siècle, qu'a bien voulu mettre à notre disposition un de nos collègues, M. Charles de Cavailhès, qui en est le possesseur :

« La crapaudine est une pierre précieuse blanche ou vaire qui croist en la teste du crapault, et quant elle en est ostée, on la rectoie en fort vin et en saue sy comme dit Dyascorides. En ceste pierre apest aucunes fois la fourme du crapault qui a les piez estendus et vault contre la mesure des bestes envenimées et contre venin. Car, en la présence du venin, elle eschaude le doy de celui qui la touche, et par especial celle qui a la couleur vaire, et, pour estre plus certain, on les doit toutes deux mettre ensemble si comme dit Dyascorides. »

Remarquons cette dernière observation, qui semble faite tout exprès pour nous expliquer la présence simultanée des deux pierres, sans doute de couleur différente, désignées sur notre inventaire.

**Dépenses faites à Nevers pour le passage de
saint Vincent Ferrier en 1417.**

(Extrait du compte de la femme et des hoirs de feu Perrin Garin, receveur général de la ville de Nevers, du 1^{er} décembre 1417. au dernier juing 1418, que ledit feu Perrin alla de vie à trépassement, folio 10, recto et verso.)

Parmentier, dans son *Histoire manuscrite des évêques de Nevers* et dans son *Inventaire historique des titres de la ville* (1), a raconté toutes les principales circonstances qui se rattachent au passage de saint Vincent Ferrier à Nevers; il donne même quelques détails qui ne sont point portés sur le registre des comptes; puis il ajoute que la dépense totale s'éleva à 41 livres 13 sous 8 deniers.

Ce n'est donc point un fait inconnu, ignoré que nous voulons signaler, mais bien le détail même de cette dépense que nous allons publier, en le copiant sur le texte original conservé aux *archives communales*, dans la précieuse série CC qui renferme la suite des comptes des recettes et dépenses de la ville de 1389 à 1790.

Pour ce qui est du passage de saint Vincent à Decize, dont notre compte fait aussi mention, nous renvoyons aux archives de cette ville et à l'*Hagiologie nivernaise* (2), où l'on pourra lire en même temps l'abrégé de la vie si prodigieuse de l'Infa-

(1) Tome II, p. 308.

(2) Au 9 avril, p. 96 et suiv.

tigable apôtre de la France, de l'Italie, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de presque toute l'Europe.

• Dépense commune audit feu Perrin Garin qu'il a païé, — par l'ordonnance et commandement desdits quatre (échevins) et la délibération de plusieurs bourgeois et habitants, — la somme de **XLII livres XIII sols VIII deniers** en plusieurs parties, et par la manière ci-après divisée pour le fait et la venue d'ung excellent et noble prescheur nommé maistre Vincent, maistre en théologie, homme de sainte vie, lequel vint à Nevers le samedi avant la feste saint Clément et y demora jusques au jour de la Saint-André, apostre ensuivant, et ledit temps durant, chacun jour chante messe à note et après ce sermon :

• C'est assavoir à Jehan Ogier, Regnault Le Court et Jacquet Dautan, charpentiers, pour **LVII toises** et demye de bois à quarir pour le chaffault où ledit maistre Vincent prescha, au pris de **XII deniers** tournois la toise, valant **LVII sols VI deniers** tournois.

• Audit Regnault Le Court, pour **XIX journées** de luy, de Jehan Mornay et de leurs varletz, à **II gs** par jour, valant **LXIII sols III deniers** tournois.

• Audit Jacquet samblablement, pour **XIX journées** de luy et de ses varletz, pour **LXIII sols III deniers** tournois.

• A plusieurs charpentiers qui coppent et retranchent ledit chaffault qui estoit trop long, pour ce **v sols**.

• A Pierre Maigneu, pour **LXVII ayes** de sapin achatées de lui pour covrir ledit chaffault, pour ce **III livres III sols IX deniers** ot tournois.

• Pour **v cent** et demi de clox de **IX livres**, à **xv deniers** tournois le cent, valant **VI sols x deniers** tournois.

• Pour **i cent** de clox de **III doyes** à couldre ledit chaffault, valant **xx deniers**.

• Pour **i cent** et demi de cloux de cioeres à tendre la chappelle, valant **xxii deniers** ot tournois.

• A Jacquet Raucon, pour une journée de sa chariete à nettoyer la place du marché des bestes, pour ce **x sols** tournois.

• A Droin Morant, pour **III journées** de sa chariete à nectaler ladite place et oster la boe, pour ce **xxx sols**.

• A Jehan Perrot, pour ii journées et demie de sa charrère à nectayer ladicte place, à iii gs par jour, val. xvi sols vi deniers.

• Au charretier de mons. l'evesque lequel n fut ii journées et n'en vort riens prendre ledit mons. l'evesque, pour ce bonne audit charretier pour son vin ii sols vi deniers.

• A certains compaignons qui nectalerent le chemin en venant de l'Eglise Saint. Cl. e en ladicte place, pour ce x sols.

• Pour pain et vin acheté pour les compaignons et charretiers qui nectalerent la place, pour ce ix sols t.

• A Guillaume Girart, qui garda par nuit ledit chassaunt, le soir que ledit maistre Vincent vint, pour ce xx den.

• Pour despens de bouche faicts chez les Jacopins par ledit maistre Vincent et vi de ses gens, tant qu'il a demoré en ladicte ville, et dont lesdits quatre ont ouy le compte, pour ce vii l. t.

• Pour despense faicte par Pierre Cuissart et frere Guillaume Bollot en allant à Disise vers ledit maistre Vincent, savoir quand il viendroit et retournant à Nevers, pour ce x s. t.

• Pour corde achetée quant on retrancha ledit chassaunt, pour ce x deniers tourn.

• Pour despense de bouche faicte par maistre Philippe Clément chez maistre Regnault Reclain, lequel maistre Philippe conduist en Bretagne ledit maistre Vincent, pour ce xv sols.

• Pour soin acheté pour le muet de maistre Vincent, ii s.

• A quatre bons hommes qui suyvent ledit maistre Vincent, pour iii paires de soulers xx sols t.

• Audit maistre Philippe Clément, pour une robe pour l'un des serviteurs dudit maistre Vincent, pour ce xxv s. t.

• A Perrin de Molins, pour xvi livres de cire, dont ont esté faictes iii torches pour aller querir ledit maistre Vincent chacun jour et iii clerges pour la messe, à xi blancs la livre, valant lxxiii s. iii d.

• Pour chandonnes achetées à tenir par nuit la chappelle, x d. t.

» Pour nif lites de lumignon à faire lesdites torches, pour ce m s. iiii d.

» Pour la façon desdits torches et cierges, ni sols iiii d.

» Pour chandolles de cire, x d. t.

» A Jehan Odot et Jehan Le Miré, pour avoir gardé par huit ladite chappelle l'espace de ix nultz, pour ce x s. t.

» A Hugues Bernart et Jehan le Maçon, natonniers, pour avoir mené par eulx et leurs aides par eaulx en deux bateaulx, ledit maistre Vincent et ceux de sa compaignie, de Nevers à La Charité, pour ce ti s. t.

» Et d'accort fait à eulx pour ii fays de paille mise esdits bateaulx, xii den.

» Et au maistre de Saint-Dydier pour la despense de xii personnes soyvans ledit maistre Vincent, vestoes en habilz et estai de hermites qui se loygèrent audit lieu de S.-Didier.

» Et pour avoir fait hectayer ladicte place après le département dudit maistre Vincent, pour ce xl sols t.

» Qui monte en somme toutes ladicte somme de xli livres xiii sols viii deniers tournois payée par mandement desdits quatre, donné le xvi^e jour de décembre mil cccc et xvii. »

SÉANCE DU 7 AVRIL 1868.

Cette séance extraordinaire était réservée à entendre les explications de M. de Soutraît.

M. de Soutraît expose qu'il a pris tous les renseignements possibles pour la gravure et l'impression des planches de l'*Armorial* que la Société a consenti à faire imprimer.

Il a déjà été expliqué qu'on ne pourrait intercaler les planches dans le texte, comme certains membres en avaient exprimé le désir; ce mode serait excessivement coûteux; que les planches sur bois ou même sur pierre, avec hachures, auraient coûté trop cher. M. de Soutraît ajoute qu'il met

SÉANCE DU 7 MAI 1868.

Siégent au bureau : Mgr Crosnier, *président*, et M. de Laugardière, remplissant les fonctions de *secrétaire*.

M. le Président dépose sur le bureau les ouvrages suivants, reçus depuis la dernière séance :

Mémoires lus à la Sorbonne en 1867 (histoire, philologie et sciences morales) ;

Revue des sociétés savantes, numéro de décembre 1867 ;

Mémoires de la Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts d'Orléans, tome XI, n° 2.

M. de Laugardière dépose également le premier volume des *Mémoires de la Société des antiquaires du centre*, que lui a remis le secrétaire de cette société, et les 10^e, 11^e et 12^e livraisons du *Cabinet historique*, année 1867.

M. Sonnié-Moret, propriétaire à Clamecy, présenté par M. le docteur Subert et M. Bornet, ainsi que M. Mairet, professeur d'histoire au lycée de Nevers, présenté par MM. Bornet et Morlon, sont, à la suite d'un vote unanime, admis comme membres titulaires.

M. Bornet, trésorier, présente les comptes de l'exercice 1867-68. La situation financière de la Société est assez satisfaisante pour lui permettre de donner une impulsion active aux publications qu'elle a entreprises.

A cette occasion, M. le Président rappelle que, dans sa dernière session, le conseil général a accordé une subvention spéciale de 2,500 fr., payable en cinq annuités, à partir de 1868, pour aider la Société nivernaise à publier l'*Inventaire de l'abbé de Marolles*. La Société manifeste le désir que l'expression de sa reconnaissance soit consignée au procès-verbal, et que l'intéressant rapport de M. Pelletier de Chambore, à la suite duquel a eu lieu le vote du conseil général, soit reproduit dans le *Bulletin*.

M. le docteur Subert continue la lecture d'une étude sur les ouvrages ayant rapport aux eaux de Saint-Honoré. La Société

vote l'impression au *Bulletin* de cette communication, qui complète le travail général entrepris par son auteur sur les sources thermales du département.

M. Bonvallet lit une notice sur le château de Villemenant, dont il a été l'un des derniers propriétaires. Dans une première partie, il s'occupe du château lui-même au point de vue architectural ; dans la seconde partie, il retrace la généalogie des anciennes familles qui ont possédé ce fief avant la révolution. Parmi ces familles figure celle des *de Lange* ou *de l'Ange*, qui, suivant M. Bonvallet, serait d'origine exclusivement nivernaise et tirerait son nom de la seigneurie de Lange, située près de Saint-Parize-le-Châtel. Selon lui, il ne faudrait tenir aucun compte des fantaisies et des exagérations généalogiques du dernier représentant mâle de cette famille, M. le marquis de l'Ange-Comnène, qui, publiant en 1824 une brochure « à l'appui de ses droits sur l'empire de Constantinople, et particulièrement sur l'Albanie, » aurait cherché à tort à se rattacher aux empereurs d'Orient du surnom de l'Ange. Le marquis de l'Ange, en effet, fixe à 1466 l'émigration de Jean de l'Ange, son ancêtre, d'Albanie en Italie, d'où il serait passé en France, tandis que l'*Inventaire des titres de Nevers*, par l'abbé de Marolles, nous montre un Jean de Lange, écuyer, rendant hommage au comte de Nevers, en 1441 et 1464, pour sa maison-fort de Lange. Or, comme il est constant que cette seigneurie a été possédée par les de Lange, seigneurs de Villemenant, la conséquence serait que l'origine grecque de ceux-ci devrait être reléguée au rang des fables.

M. de Laugardière, dont la famille a l'honneur d'être alliée à celle des de l'Ange, et qui lui-même a prêté à M. Bonvallet la brochure dont s'agit (1), ne prétend point se faire quand même le défenseur de toutes les allégations, des exagérations même qu'elle peut contenir ; mais il croit devoir déclarer que, suivant

(1) *Notice sur la filiation de la famille de l'Ange, originaire de l'Albanie et réfugiée dans la France depuis 1466.* Paris, imprimerie de Lefebvre, 1894. In-8° de 73 pages avec tableau généalogique.

lui, la prétention du marquis de l'Ange n'est pas tout dénuée de fondement qu'elle a paru l'être à l'historien de Villomenant. M. de l'Ange s'appuie sur des autorités sérieuses, indépendamment des titres de famille que ses filles actuellement vivantes conservent comme la principale richesse de leur patrimoine ; il constate, d'après l'auteur Italien de la *Galleria dell' honore*, que les descendants de Michel l'Ange, frère de Jean, fixés en Italie, ont toujours porté les mêmes armoiries que ceux de Jean de l'Ange, fixés en Nivernais ; il cite enfin Ducange, qui n'a point balancé à placer les descendants de Jean parmi les familles byzantines (1). M. de Langardière enfin rappelle que le marquis de l'Ange avait, avant la révolution, ajouté à son nom patronymique le surnom de Comène, à l'invitation et sur le consentement du descendant des Comène (reconnu en cette qualité par Louis XVI), pour conserver le souvenir d'alliances illustres entre leurs familles, et que c'est sous ce double nom qu'il figure aux procès-verbaux de convocation de la noblesse de Salotonge pour les états généraux de 1789.

M. Roubet s'associe aux observations de M. de Langardière. Il rappelle que la famille de l'Ange a fourni plusieurs chevaliers et dignitaires à l'ordre de Malte, et ne serait point éloigné d'expliquer ce fait par un ressentiment héréditaire contre les Turcs. Il ajoute que s'il est démontré que le seigneur de Lange, en Nivernais, dès 1441 et 1464, portait le prénom de Jean, l'identité de ce seigneur et de Jean l'Ange, émigré d'Albanie, suivant le marquis de l'Ange, n'importe à quelle date, n'est nullement établie ; qu'il serait possible que les membres de la famille grecque de l'Ange, quand ils vinrent se fixer en Nivernais, aient été portés à acquérir la seigneurie de Lange, précisément à cause de son nom.

(1) Voici les expressions de Ducange citées dans la brochure : *Habetur præterea in Nivernensi ducatu, Angelorum nobilis alta familia, quam à Græcis ejusce cognominis proceribus, qui post extinctum Scanderbegum ex Dalmatid in Franciam concessere produisse. Constantis est opinio....*

La Société, sans préjuger en rien la solution de cette question controversable, dont tous les éléments ne sont pas sous ses yeux, décide l'impression au *Bulletin* de la notice de M. Bonvallet. Il serait à désirer qu'elle stimulât le zèle de quelques-uns des membres de la Société qui ne séjournent pas habituellement à Nevers, et que, prenant pour sujet d'exploration les anciens fiefs de leur voisinage, ne craignant point de fouiller dans les archives privées et publiques plus encore que dans les ouvrages imprimés, ils voulussent bien enrichir nos publications de monographies qui n'offriraient pas moins d'intérêt que celle de Villemenant.

M. Lebœuf exprime le regret qu'à propos de la vente de Villemenant au roi Louis XVI par Babaud de La Chaussade, M. Bonvallet n'ait pas donné quelques détails sur le contrat par suite duquel l'Etat est devenu propriétaire de Guérigny, dont Villemenant, à la fin du dix-huitième siècle, n'était qu'une annexe. Ayant eu jadis cet acte entre les mains, il espère pouvoir se le procurer de nouveau et, dans ce cas, en présenter ultérieurement une analyse à la Société.

Rapport

FAIT AU CONSEIL GÉNÉRAL PAR M. DE CHAMBURE RELATIVEMENT
A L'IMPRESSION DE L'INVENTAIRE DE L'ABBÉ DE MAROLLES.

« En 1789, à cette époque de notre histoire où la monarchie était encore debout avec tous ses monuments et ses souvenirs, notre province du Nivernais possédait de magnifiques archives. Elle avait conservé les titres de sa vie civile et ecclésiastique ; elle pouvait produire les nombreux témoins de son étroite mais vivace nationalité ; en un mot, elle offrait à l'étude des annales où figuraient avec honneur les enfants du pays : militaires, diplomates, jurisconsultes, historiens et poètes. Nous aurions reçu

intact ce riche héritage si la grande collection dont il s'agit n'avait pas été tour à tour en proie à deux fléaux également destructeurs quoique se produisant sous des formes très-inégalement effrayantes : d'un côté la passion révolutionnaire, et de l'autre l'insouciance d'un fonctionnaire peu archéologue. Les niveleurs de 93 brûlèrent, déchirèrent, jetèrent à tous les vents ces feuilles accumulées de siècle en siècle. Dans ce premier naufrage, quelques débris surnagèrent qui avaient encore une grande valeur. On les recueillit tout d'abord, comme les épaves d'une tempête, dans les salles basses de l'ancienne préfecture, qui est aujourd'hui l'évêché. Là ils subirent des outrages de toute sorte ; puis un beau jour, ou plutôt dans un jour néfaste on les entassa sur des fourgons qui les emportèrent je ne sais où pour disparaître à jamais.

» Après ce double désastre tout était-il perdu, en effet ? Ce riant duché du Nivernais qui, à différentes époques, avait brillé d'un vif éclat, était-il désormais condamné à vivre, comme un comté du nord de l'Amérique ou de l'Australie, sans souvenirs, sans traditions, sans passé, pour ainsi dire ? On le pouvait croire assurément. Eh bien ! il n'en fut pas ainsi. Par un hasard que j'appellerais providentiel si l'abus de cette expression n'en falsait pas redouter l'emploi, il existait à Paris un volumineux manuscrit qui renfermait la substance des grandes archives détruites. C'était l'inventaire dressé en 1638, à Nevers, par Michel de Marolles, abbé de Villeloin, le serviteur dévoué de la princesse Marie de Gonzague, qui devint plus tard reine de Pologne. Ah ! Messieurs, c'est une singulière figure que celle de cet abbé. Ailleurs que dans le Nivernais on pourrait peut-être en médire, car elle eut des faces qui prêtent à la critique, des côtés entachés de mauvais goût et de frivolité. Ici, au chef-lieu de l'ancien duché, nous ne lui devons que du respect. L'abbé de Marolles, mondain, dissipé, occupé de mille objets d'art et de littérature qui n'étaient pas précisément son domaine ecclésiastique, n'était rien moins qu'un clérical (c'est le mot du jour) exclusif. C'était un chercheur ingénieux et insatiable. Il s'intéressait à tout et se

prenait aux études les plus diverses avec une égale passion. Un écrivain célèbre de ce temps l'a dépeint comme le type du *curieux* au dix-septième siècle, du curieux spirituel, lettré, avide de connaître, *de voir*, en un mot tout ce qui est fait pour enrichir ou au moins pour amuser l'esprit humain. Quoi qu'il en soit de ce jugement, c'est à l'abbé de Marolles et à lui seul que nous devons une œuvre que j'appellerai le sauvetage des titres de la province. Sans cet inventaire, rédigé en six gros volumes in-folio et exécuté à Nevers en moins de six mois, tour de force vraiment prodigieux qui engendra malheureusement d'assez nombreuses inexactitudes ; sans cet inventaire où se trouvent les cotes ou les extraits de plus de dix-neuf mille pièces, il ne nous resterait plus de l'immense trésor que ce qui a été rassemblé, non sans de très-louables efforts, aux archives de la préfecture. Nous devons donc, répétons-le, à ce laborieux personnage honneur et reconnaissance.

» Devons-nous beaucoup moins de gratitude à un autre travailleur de notre temps qui, avec une rare patience et un non moins rare désintéressement, continue parmi nous, dans les meilleures voies, l'esprit investigateur de l'abbé de Marolles ? On ne peut parler aussi librement d'un contemporain, d'un ancien collègue dans cette assemblée, que du familier de la princesse Marie de Gonzague ; on aimerait cependant à mettre un moment en relief la physionomie de cet autre *curieux* du dix-neuvième siècle, non moins instruit, mais plus exact que son devancier, de cet homme qui, dès sa jeunesse, ne s'est servi d'une belle fortune, d'une vive intelligence, d'une heureuse position sociale, que pour recueillir religieusement les vestiges dispersés de l'histoire du Nivernais, pour ramasser avec ardeur tout ce qui touche aux hommes et aux choses de la province et enfin pour faire revivre autant qu'il se peut les archives en livrant à l'impression tout ce que les in-folio de l'abbé de Marolles contiennent de relatif à ce pays. Grâce à ce labeur, qui exige des connaissances spéciales et une longue application, M. de Soultrait arrache ainsi à une dernière catastrophe, toujours possible, l'inventaire du dix-septième siècle. Le livre im-

primé, *œre perennius*, emportera avec lui dans les siècles à venir la masse des souvenirs qu'il renferme.

» Vous avez sous les yeux, Messieurs, plusieurs feuilles du premier volume de l'*Inventaire*. Peut-être trouverez-vous quelque sécheresse dans ces énoncés rapides qui vous donnent la substance du titre original sans pouvoir vous faire entrer dans le détail du document. Il y a là sans doute des lacunes bien regrettables; mais comme ces faibles lueurs de la vie d'autrefois sont encore précieuses au milieu des ténèbres que créerait l'absence totale des anciens titres, elles suffiront bien souvent à guider l'érudit dans ses recherches, à le conduire par induction dans la connaissance des faits. La science historique, telle qu'on la comprend aujourd'hui, procède avec la précision des sciences dites exactes. Elle se sert des lambeaux de nos chartes et de nos diplômes, comme les philologues se sont servis des palimpsestes pour retrouver, pour critiquer, pour rétablir le texte des auteurs classiques, ou plutôt elle reconstruit le passé avec d'informes débris, comme l'illustre Cuvier reconstruisit tout un monde antédiluvien avec des amas d'ossements qui, avant lui, n'avaient ni date ni nom.

» La Société nivernaise, qui s'est généreusement chargée de la publication éminemment patriotique de l'*Inventaire*, a assumé une lourde charge que vous ne voudrez pas lui laisser tout entière. L'impression des deux volumes in-4°, sur un beau et solide papier, coûtera au moins 5,000 fr. Cet ouvrage, quelle que soit son importance, trouvera peu d'acheteurs en dehors du département; les grandes bibliothèques seules se le procureront. Il résultera de cette situation que la Société nivernaise rentrera difficilement dans ses frais.

» Votre troisième commission, en raison de l'utilité tout exceptionnelle d'un livre d'érudition qu'aucun autre ne saurait suppléer, vous propose d'allouer une subvention de 2,500 fr., spécialement affectée à cette intéressante publication. Ces 2,500 fr. seront versés en cinq annuités, dont vous inscririez la première, de 500 fr., à votre budget de 1868. Vous accorderiez cette allocation sous la réserve que quarante exemplaires de

'Inventaire de l'abbé de Marolles seront mis à la disposition de M. le Préfet, qui approuve en principe la subvention, tout en vous laissant le soin d'en déterminer le chiffre. »

Adoptant les conclusions de la troisième commission, le Conseil a voté une somme de 2,500 fr., payable en cinq annuités de 500 fr., à la publication de *l'Inventaire des titres de Nevers*, aux conditions énoncées au rapport.

**Notice complémentaire sur les eaux minérales
exploitées dans le département de la Nièvre.
— Saint-Parize-le-Châtel, Saint-Honoré-les-
Bains.**

Si l'on jette les yeux sur une carte indiquant la distribution des eaux minérales en France, on est d'abord frappé de la richesse relative de notre département à cet égard, comparativement à ce que possèdent en ce genre les pays qui nous avoisinent. En effet, en passant en revue successivement les départements dans lesquels celui de la Nièvre est enclavé, nous voyons d'abord que ceux de l'Yonne et du Cher sont complètement dépourvus d'eaux minérales exploitées. La Côte-d'Or nous offre deux sources chlorurées sodiques : à Semur et à Santenay. Le département de Saône-et-Loire, plus riche que le précédent, renferme les sources de Mâcon, Crèches, Saint-Christophe et Bourbon-Lancy.

Dans le Loiret, une seule source se présente à notre observation : c'est celle de Segray ; elle est ferrugineuse, froide. Le plus favorisé des départements du centre est sans conteste celui de l'Allier, qui doit s'enorgueillir de posséder dans ses limites Saint-Pardoux, Néris, Bourbon-l'Archambault et Vichy.

Ce rapide coup d'œil a suffi pour nous démontrer ceci : c'est que, mettant à part l'Allier, dont je viens de parler, et le Puy-de-

Dôme, qui, en raison de son sol montagneux, est presque aussi riche en sources que nos provinces des Pyrénées, des Alpes, de la Savoie et de l'Alsace, il est facile de se convaincre que notre département est assez abondamment doté sous le rapport des sources thermales.

Vous m'avez accordé jusqu'à ce jour votre bienveillante attention. Je la sollicite maintenant de nouveau, car je me propose de vous faire connaître aujourd'hui les ouvrages qui ont été écrits concernant les eaux de Saint-Parize-le-Châtel et les bains de Saint-Honoré. J'aurai ainsi parcouru avec vous le cercle des eaux minérales exploitées pour le moment dans la Nièvre. En présence des bienfaits réels et constants que les malades retirent de l'usage des eaux minérales, je suis persuadé que, tôt ou tard, l'exploitation de sources encore ignorées ou négligées, et qui sont peut-être près de nous, fournira à notre contrée de nouveaux éléments de prospérité.

SAINT-PARIZE-LE-CHATEL.

M. le docteur Durand-Fardel, à l'ouvrage duquel on a toujours recours quand il s'agit de se renseigner sur les eaux minérales, indique bien sur la carte le village de Saint-Parize-le-Châtel comme possédant des *eaux bi-carbonatées calciques*, par conséquent appartenant au même groupe que celles de Poungues; mais j'ai vainement cherché dans son livre de plus amples détails. Je n'ai pu consulter à cet égard qu'une seule notice; elle est due à la plume d'un praticien qui a exercé longtemps la médecine à Magny-Cours, M. le docteur Gasztowit. Ce médecin fit paraître à Nevers, en 1852, une brochure d'une vingtaine de pages où je vais puiser les faits qui me paraîtront mériter votre intérêt.

Cette station thermale, presque totalement délaissée de nos jours, a joui, à d'autres époques, d'une vogue qu'elle ne reverra probablement jamais. Ce mémoire est divisé en plusieurs chapitres. Le premier est consacré à démontrer l'origine antique de l'exploitation des eaux minérales de Saint-

Parize-le-Châtel, et ce serait, d'après l'auteur, Charles Martel qui aurait, dans sa vengeance de conquérant, fait détruire l'amphithéâtre romain des bains dits les Fonts-Bouillants. M. Morellet, nous apprend effectivement, dans l'*Album du Nivernais*, que l'abbaye fondée par saint Parize fut usurpée au huitième siècle par les guerriers de Karl Martel et de Pépin. En 1113, l'évêque Hugues IV en fit don aux chanoines de sa cathédrale. « On voit, ajoute-t-il, près du presbytère une fontaine intermittente qui donne toutes les fois que la Loire déborde, et un peu vers l'est, les Fonts-Bouillants, dont les eaux ont les mêmes propriétés que celles de Pougues. Au près des Fonts-Bouillants se trouve le village du Puits-des-Maux. » Cette dénomination est, il me semble, assez significative par elle-même sans qu'il soit besoin d'insister davantage. D'autres appellations, comme celles de léproserie, maladrerie, données à certains endroits du pays viennent corroborer l'opinion la plus répandue concernant l'exploitation ancienne des eaux de Saint-Parize-le-Châtel.

Notre honorable président a bien voulu me donner quelques détails sur l'état présent des eaux d'un pays qu'il a habité autrefois. Il résulte de ces renseignements que l'exploitation actuelle est peu importante ; le bassin, où l'on va chercher l'eau, a dix-huit pieds de profondeur, et, au fond, on distingue qu'il est partagé en trois compartiments.

Les malades viennent prendre l'eau à la source pour la boire chez eux.

Un dépôt est établi à Nevers pendant une certaine saison de l'année.

« Il existe, dit Mgr Crosnier, dans les bois, à quatre kilomètres des eaux de Saint-Parize, une autre fontaine appelée la source des *Vertus*. » Il ajoute qu'il a pu en étudier les eaux, y faire quelques fouilles, et qu'il a trouvé sous une épaisse couche de vase fétide un entonnoir en bois. Sa situation sur la voie romaine d'Autun, passant par les bois de Saint-Parize, et se dirigeant sur Bourges, porte à croire qu'elle était connue des Romains.

Il existe une autre source, dont les eaux sont salines, située dans les bois de La Machine, tout près des vestiges d'un camp

romain. (*Bulletin de la Société nivernaise, séance du 19 avril 1855.*)

La composition est analogue à celle des eaux de Pougues. Les principes qui y ont été constatés au moyen de l'analyse chimique sont, par ordre d'importance, les carbonates de chaux et de magnésie, puis les carbonate et sulfate de soude. L'eau des Fonts-Bouillants est froide, d'une saveur algrelette assez agréable, parfaitement limpide, et, en raison de l'acide carbonique qu'elle contient, elle est pétillante; sa température ne varie guère de 12 à 13 degrés centigrades.

Les applications thérapeutiques se rapprochent de celles qu'on recherche à Vichy et à Pougues pour le traitement des maladies des voies digestives et de celles des organes urinaux. En ce qui concerne le mode d'action spécial de ces eaux, l'auteur se trouve, comme les médecins de Pougues, en présence d'une explication irréalisable pour le moment; car, selon son expression, il reste encore à « trouver dans les eaux minérales cet inconnu, cet autre *quod divinum* que la chimie, aidée de l'observation médicale, n'a pu encore isoler ».

Les eaux de Saint-Parize sont exclusivement employées à l'intérieur; mais il n'est pas douteux, d'après ce que nous connaissons des habitudes romaines, que les Fonts-Bouillants ont dû être exploités pour les usages extérieurs, et que si l'avenir leur réserve une époque de restauration, les pratiques de l'hydrothérapie pourraient y trouver une utile ressource.

SAINT-HONORÉ-LES-BAINS.

Pour compléter la description que je me suis proposée, il me reste à vous parler des eaux de Saint-Honoré. Ici, les renseignements ne me feront pas défaut, car le livre publié en 1865 par M. le docteur Collin et M. Charleuf m'offre à ce sujet toutes les indications suffisantes. La partie archéologique, dont on est redevable en première ligne à M. Hase, de l'Institut, et à Mgr Crosnier, y est traitée par M. Charleuf d'une façon toute spéciale. Je ne vous en parlerai pas plus longuement, car vous

la connaissez déjà; elle a paru dans le *Bulletin* de la Société publié en 1866. Je me permettrai seulement l'observation suivante: M. Charleuf nous fait connaître dans les plus grands détails les déboires et les désillusions de M. Bacon-Zacon. Il nous émeut en nous racontant tous les efforts si persévérants de cet homme de bien, et il arrache à l'oubli un nom évidemment digne de passer à la postérité. C'est un hommage rendu à un membre du corps médical, et c'est une bonne action que d'avoir rappelé la mémoire de ce courageux travailleur; mais il est un autre nom que j'aurais eu plaisir à trouver cité plus souvent dans l'histoire des eaux de Saint-Honoré. Je veux parler de M. Pillien. En effet, j'ai trouvé à la bibliothèque de Nevers un livre pieusement déposé en 1842 par sa veuve. Cet opuscule a pour titre : *Essai topographique, historique et médical sur les eaux thermales de Saint-Honoré*, par G.-F. Pillien, médecin. — Lecoq, à Auxerre, 1815.

Je crois devoir citer textuellement la partie de cette notice se rapportant à l'époque qui a précédé immédiatement les travaux de M. Bacon.

Voici ce passage, emprunté à M. Pillien :

« Le docteur Regnault, qui réunissait aux connaissances médicales l'art difficile de bien observer, visita ces eaux en 1786 ; il en fit une analyse assez bonne pour le temps ; il prescrivit quelques règles pour en diriger l'emploi ; il y envoya quelques malades et écrivit quelques observations. Les guérisons, depuis ce moment, devinrent plus fréquentes ; elles étaient même si multipliées et si étonnantes en 1804, que M. le Préfet de la Nièvre désira avoir un rapport sur la nature et la propriété de ces eaux. Je fus choisi pour cette mission. Je les trouvai dignes de figurer avec avantage dans la classe des remèdes héroïques et d'agrandir les ressources du domaine de la médecine. Je proposai de faire des fouilles dans l'intention de découvrir quelques portions des établissements formés par les Romains et d'augmenter le volume d'eau. J'exprimai le désir de voir s'élever quelques constructions, au moins celles indispensables ; ma proposition fut accueillie ; mais elle resta sans effet, parce

qu'elle exigeait quelques avances de fonds. M. Bacon, docteur en médecine, a exécuté, en 1813, une partie du projet que j'avais présenté. »

J'ai fait cette longue citation pour remettre en lumière le nom de Regnault et le livre de M. Pillien ; car cette tentative de restauration n'est pas, à mon sens, suffisamment indiquée par ces mots de M. Charleuf : « Des savants se procurèrent de cette eau et en firent l'analyse ; la science confirma la bonne opinion des gens du village. » C'est à cette époque que le célèbre Vauquelin fit l'analyse des sources. Après la retraite si regrettable de M. Bacou, les eaux de Saint-Honoré devinrent la propriété de M. Dandrillon. Quelques années plus tard, le 29 septembre 1820, M. le marquis Antoine d'Espeuilles découvrit la partie supérieure des bains romains. « En 1828, M. Dandrillon céda ses droits à une société de grands propriétaires formée au sein du conseil général de la Nièvre. » Puis, en 1837, M. le marquis Théodore d'Espeuilles acheta les eaux de Saint-Honoré, pour lesquelles l'heure de la restauration ne sonna définitivement qu'en 1851.

La bibliographie de Saint-Honoré se complète par l'énumération suivante :

1852. — Eau minérale sulfureuse et thermale de Saint-Honoré.

— Analyse par M. Ossian (Henry). — Paris.

1853. — *Bulletin de la Société nivernaise*. — Séance du 15 décembre. — Communication de Mgr Crosnier, rappelant la notice qu'il avait lue au congrès de Nevers,

1857. — *Recueil des travaux publiés sur Saint-Honoré*, par MM. Henry, Racle et Camille Allard. — Nevers.

1860. — *Etablissement thermal de Saint-Honoré-les-Bains (Nièvre)*. — Paris. — Brochure sans nom d'auteur.

1864. — *Du traitement des affections pulmonaires par les inhalations sulfureuses de Saint-Honoré*, par le docteur Eugène Collin. — Paris.

1865. — *Saint-Honoré-les-Bains. — Guide médical et pittoresque*, par le docteur Collin et M. Charleuf. — Moulins.

PROPRIÉTÉS PHYSIQUES ET CHIMIQUES.

Ce qui frappe d'abord les sens, au nombre des propriétés physiques de ces sources, consiste dans une odeur manifestement sulfureuse. Une particularité également curieuse à noter, c'est l'existence, à la partie supérieure et presque extérieure des bassins, des quelques flocons blancs d'aspect lanugineux et qui sont formés d'un végétal connu sous le nom de *sulfuraire*. Outre ces produits, qui sont plus abondants dans tous les conduits d'écoulement, où les trop-pleins se déversent, on remarque encore d'autres belles conferves vertes de diverses espèces. L'eau est, à sa sortie du rocher, d'une transparence parfaite, avec un léger reflet bleuâtre; elle est onctueuse et douce au toucher. La température varie depuis 26° jusqu'à 31° centigrades. Les gaz qui s'en dégagent, par intermittence, apparaissent sous la forme de bulles tantôt excessivement petites qui s'élèvent en chapelets, tantôt se réunissant en une seule plus volumineuse, qui vient, dit M. Collin, crever à la surface avec un certain bruit. Ces gaz, analysés par M. Ossian (Henry), ont donné de l'acide sulfhydrique, de l'acide carbonique, de l'azote et de l'oxygène.

Après l'analyse des gaz, il me reste à vous faire connaître la composition chimique des eaux. Les savants qui l'ont fait connaître sont, par ordre chronologique : Regnault (1786), Vanquelin (1813), Boulanger (1838), et enfin M. Ossian (Henry), membre de l'Académie de médecine et chef de ses travaux chimiques (1851).

COMPOSITION CHIMIQUE (D'APRÈS OSSIAN, HENRY),

Pour un litre d'eau de Saint-Honoré (1,000 grammes), source de la Marquise.

Acide sulfhydrique libre.	0,70.
Acide carbonique libre.	1/9 du volume.

Azote.	} Indéterminés.
Traces d'oxygène.	
Bi-carbonate de chaux	} 0,098.
Bi-carbonate de magnésie	
Bi-carbonate de soude et de potasse.	0,040.
Silicate de potasse.	} 0,034.
Silicate de soude.	
Silicate d'alumine.	0,023.
Sulfure alcalin.	0,003.
Sulfates anhydres de soude.	0,132.
— de chaux	0,032.
Chlorure de sodium.	0,300.
Chlorure de poranium évalué.	0,005.

Des traces et des indices de : bromure et iodure alcalin, lithium, oxyde de fer, matière organique, magnésie et glairine rudimentaire.

M. Durand-Fardel place les eaux de Saint-Honoré parmi les *eaux sulfurées sodiques*, dans la même classe que les Eaux-Bonnes, dont elles se rapprochent sensiblement par les qualités physiques, chimiques et thérapeutiques.

Il y a cinq sources :

- La source de la Crévasse,
- de l'Acacia,
- de la Marquise,
- des Romains,
- de la Grotte.

Les eaux sont employées de trois manières : 1^{re} en boisson; 2^e en bains; 3^e en inhalation.

Effets physiologiques. — Ces effets sont étudiés avec beaucoup de soin par M. Collin, et pour vous en donner un aperçu, je vais lui emprunter, en les résumant, la plus grande partie des faits qui vont suivre.

Les modifications les plus sensibles se manifestent d'abord sur les organes de la circulation. « La peau devient plus chaude,

le pouls plus fréquent et plus fort, les évacuations naturelles ou morbides de l'appareil sanguin augmentent de fréquence et de quantité. » Les effets physiologiques concernant l'acte de la *respiration* sont l'objet d'une grande attention de la part de l'auteur, et je reviendrai sur leur description lorsque je m'occuperai des pratiques de l'inhalation à Saint-Honoré.

Suivant la manière dont elles sont administrées, ces eaux peuvent produire l'excitation ou la sédation du *système nerveux*.

Les *fonctions digestives* sont considérablement activées et l'appétit est augmenté ; les *sécrétions* sont également mises en jeu d'une façon plus énergique, et en particulier la sécrétion urinaire. Ici se place l'étude d'un phénomène qu'on a nommé la *poussée* et qui est caractérisé par une éruption cutanée plus ou moins confluent. Cette éruption présente différentes formes : depuis la simple rougeur à la peau jusqu'au furoncles et aux pustules d'Acné, suivant les sujets qui en sont atteints, et cela disparaît par la continuation du traitement lui-même. On observe, du reste, des faits analogues dans un grand nombre de stations thermales, et même aux bains de mer. M. Collin nous semble en donner une explication des plus satisfaisantes en invoquant l'irritation plus ou moins grande de l'enveloppe cutanée. Cette poussée est en général une bonne chose pour le malade, car « elle agit comme un dérivatif d'autant plus puissant qu'il occupe une plus large surface. »

Effets thérapeutiques. — Les cas dans lesquels les eaux de Saint-Honoré doivent être conseillées sont multiples, dit l'auteur que j'analyse, et il ajoute : « Elles sont utiles dans toutes les affections de nature catarrhale, herpétique, rhumatismale ; mais c'est surtout alors que les affections siégeant à la peau, aux muqueuses laryngienne, bronchique, pulmonaire, seront sous la dépendance du *lymphatisme* ou de la *scrofule* que l'on sera certain de plus sérieux résultats. »

Chaque maladie est ensuite décrite en particulier. C'est la partie la plus intéressante du livre ; elle est traitée par M. Col-

lin avec l'autorité que lui donnent de nombreuses observations personnelles.

Lymphatisme. — « En activant la circulation périphérique, et par contre la circulation générale, les eaux donnent un coup de fouet à l'organisme qui s'éveille, l'appétit revient, les digestions se font mieux, la circulation se rétablit et répand dans tout l'être un sang plus riche et plus vivifiant, et tout cela sans préjudice de cette action encore inconnue de l'eau minérale que nous appelons directe, spéciale, élective. »

Scrofules. — Pour M. Collin (et je partage complètement son avis), le lymphatisme serait l'état précurseur de la scrofule, et tout en admettant une distinction tranchée entre la scrofule et l'anémie, il ajoute qu'il faut avouer qu'au point de vue des causes et du traitement, il existe de puissants traits d'union entre ces deux maladies générales. — C'est à cette quasi-parenté qu'il a recours pour « expliquer les résultats thérapeutiques obtenus par des moyens en apparence si dissemblables, que le médecin s'adresse aux eaux chlorurées ou sulfureuses, ou bien à des eaux en même temps sulfureuses et chlorurées. » Les affections scrofuleuses ont offert des exemples de guérison non douteuse ; les tumeurs blanches ont été entravées dans leur marche et notablement améliorées. Les maladies des muqueuses sont variées et graves dans la scrofule ; telles sont certaines ophthalmies, des pharyngites, et un certain nombre d'inflammations chroniques de la muqueuse nasale. Chacune de ces maladies a été observée à Saint-Honoré, et le résultat du traitement thermal a été satisfaisant.

Rhumatisme. — Selon M. Constantin James, « on envoie indistinctement aux bains les plus proches et les plus vantés une foule d'affections qu'on décore du titre de rhumatisme, bien qu'elles n'aient de commun que l'obstacle apporté par elles à l'exercice des mouvements. » Ce qu'il y a de certain, c'est que le rhumatisme est toujours accompagné d'un état congestif, soit dans les muscles, soit dans les articulations, et,

ajoute plus loin M. Collin, la cessation ou la diminution de cette congestion est toujours suivie d'une amélioration définitive ou passagère. On provoquera ces effets par la médication thermale sulfureuse, en mettant à profit sa double action *anodine* et stimulante. Les bains chauds et les douches de vapeur qu'on emploie dans ce but à Saint-Honoré y produisent en général d'excellents résultats.

Maladies de peau. — Laisant de côté les diverses divisions scientifiques des maladies de peau, l'auteur, pour la commodité de la description, en fait deux groupes : 1° les affections *suintantes*; 2° les affections *sèches*. « Les affections humides, dit M. Collin, sont guéries plus rapidement que les dartres sèches. » Cette opinion était aussi celle de M. Allard. Les bains sont ici la partie essentielle du traitement, bien qu'on y ajoute l'usage de l'eau à l'intérieur et celui des douches et des salles d'inhalation. Il est rare qu'une saison suffise pour la guérison complète et sans récidive.

Les *maladies utérines* et la *syphtis* y sont heureusement modifiées.

Affections des voies respiratoires. — M. Collin a donné à cette partie de son livre un assez grand développement, et son sujet l'a amené naturellement à la description des salles d'inhalation auxquelles l'établissement de Saint-Honoré sera redevable, selon lui, de ses succès futurs. Au moyen d'une série d'ingénieuses transformations, M. Collin est parvenu à faire dégager dans ces salles des vapeurs hydrosulfurées abondantes, à la température de 18° à 20°. Cette question de température est de la plus grande importance. Si l'on considère, en effet, les accidents qui pouvaient enraye le traitement ou compliquer la maladie, et qui étaient produits par des vapeurs s'élevant de 27° à 30°, l'on verra de suite l'avantage de l'installation actuelle.

Etudions maintenant les effets physiologiques de ces inhalations d'hydrogène sulfuré. L'auteur les divise en trois périodes :

1° *Période de sédation* ;

2^e Période de retour ;

3^e Période d'excitation.

La durée du séjour dans la salle varie, selon les sujets, de quelques minutes à plusieurs heures. En général, cependant, la période d'excitation apparaît au bout d'un séjour de vingt à trente minutes. La nature des effets thérapeutiques que l'on cherchera à provoquer découle des phénomènes précédents.

« La toux ne tarde pas à se calmer ; l'expectoration est rendue plus facile ; les crachats sont souvent modifiés rapidement. »

La peau reprend quelquefois son élasticité et sa souplesse.

Les principales affections traitées par les inhalations de vapeurs sulfureuses sont les suivantes :

Laryngites chroniques. — C'est surtout au début de ces maladies, qui sont nombreuses, que M. Collin a obtenu d'excellents résultats par les cautérisations et les inhalations sulfureuses. On trouve les mêmes avantages pour certaines *aphonies*, tenant à une paralysie plus ou moins complète des cordes vocales inférieures. Dans ces derniers cas, le médecin joint au traitement sulfureux l'application de l'électricité.

Bronchite chronique catarrhale. — Les bronchites chroniques que l'on observe à Saint-Honoré sont rarement franches ; et M. Collin n'hésite pas à leur reconnaître une cause diathésique qui peut être « scrofuleuse, herpétique, plus rarement rhumatismale ». Les inhalations forment dans ce cas la partie la plus essentielle et la plus efficace du traitement. On y ajoute les bains, les demi-bains et quelquefois les douches.

Asthme. — Lorsque cette affection est le symptôme de lésions organiques du cœur et des gros vaisseaux, le traitement thermal offre les plus grands dangers. Les eaux de Saint-Honoré n'en sont pas moins très-utiles dans certaines espèces d'asthmes, surtout « dans l'asthme survenant chez les individus qui ont vu tout-à-coup disparaître une affection herpétique ou présentant une affection cutanée concomitante ». L'asthme chez les rhumatisants est également traité avec succès par les inhalations sulfureuses.

Phthisie pulmonaire. — Cette effroyable maladie parait avoir été, de la part de l'auteur, l'objet d'une étude approfondie. Il faut reconnaître à la phthisie, ainsi qu'à la bronchite chronique, une origine dans l'hérédité, ou dans les diathèses scrofuleuse, herpétique et rhumatismale. Suivant le savant médecin-inspecteur, les trois périodes de la maladie sont susceptibles de bénéficier de l'emploi des eaux sulfureuses, mais à des degrés divers que je vais vous faire connaître. « On ne saurait trop, dit-il, alors qu'il s'agit de phthisie pulmonaire, diviser le traitement en prophylactique et curatif. » Les eaux minérales ont pour le traitement préventif une importance capitale, et les résultats obtenus à Saint-Honoré n'ont rien laissé à désirer. Il sera toujours bon de faire subir une semblable médication dans les cas où l'hérédité et le tempérament lymphatique désigneront au médecin des prédispositions à la phthisie.

Arrivant au traitement curatif, M. Collin écrit cette proposition, qui ne sera mise en doute par aucun médecin véritablement observateur, phrase consolante pour tout le monde et encourageante pour ceux qui se vouent à l'art de guérir : « La phthisie est curable, c'est l'avis des médecins les plus expérimentés, les faits cliniques et les résultats nécroscopiques le prouvent d'une manière irréfutable. » Au premier degré de cette affection, que l'on désigne sous le nom de *période de crudité du tubercule*, non-seulement il n'y a aucun danger à prescrire les eaux minérales sulfureuses, mais il y aura, au contraire, un réel avantage pour le malade. Le but qu'on se propose et qu'on atteint à Saint-Honoré consiste à « enrayer la maladie, relever une constitution délabrée, rendre au malade des forces qui ne faisaient que diminuer chaque jour ». Ce résultat est obtenu par les inhalations, les grands bains, et, suivant les indications, par les demi-bains et par les douches révulsives.

La deuxième période est celle du *ramollissement*. « C'est à cette époque de la maladie que les eaux sulfureuses doivent surtout être conseillées; » et plus loin M. Collin ajoute : « Les améliorations et les guérisons sont enregistrées avec plus de certitude ; on ne peut nier l'évidence manifeste des faits. » C'est

encore l'inhalation qui rend ici le secours le plus efficace, en vertu de son effet sédatif. Les améliorations ainsi obtenues doivent être corroborées par un séjour que feront les malades dans le Midi pendant la saison d'hiver.

La troisième période de la phthisie est la période ultime de ce fléau. Que peuvent dans ces cas les inhalations sulfureuses de Saint-Honoré ? La réponse est malheureusement facile. « Rien, absolument rien, pas plus que toutes les médications possibles. »

Là se termine la partie médicale du livre de MM. Collin et Charleuf. Le dernier de ces auteurs s'est chargé de la seconde portion du volume. Ce complément indispensable du *Guide aux eaux de Saint-Honoré* est intitulé : *Promenades au Morvand*. Le lecteur y est initié à l'histoire du pays en même temps qu'on lui fait visiter les lieux les plus remarquables, soit par leur intérêt archéologique, soit par leur situation pittoresque. Pour que la route soit moins longue, l'écrivain raconte, chemin faisant, cent anecdotes, avec le style que vous avez su apprécier et auquel la couleur locale donne ici un charme de plus.

C'est ainsi que M. Charleuf fait connaître, dans ses descriptions, Saint-Honoré et ses environs, puis successivement Vandenesse, Moulins-Engilbert, Château-Chinon, La Bussière, Sémelay, Montécho, Apponay, Larochemillay, Luzy, et enfin le Beuvray, qu'il appelle la montagne sainte, le sanctuaire primitif des dieux, des lois et des libertés du pays. Dans le cours de son récit, il donne place aux légendes et aux croyances populaires du vieux temps, qui prennent sous sa plume un attrait si puissant.

Aujourd'hui, Messieurs, cette plume est brisée ; permettez-moi de vous retracer les dernières lignes du livre. « Nous prendrons ici congé de nos lecteurs, dit M. Charleuf, heureux si nous avons su leur inspirer quelque envie de visiter nos chères montagnes et s'il nous est permis de leur dire : *Au revoir*. »

Le mot si gracieux *au revoir* est devenu un éternel *adieu* !

Permettez-moi quelques observations sur le livre que j'ai résumé devant vous. Quelques traités analogues présentent l'é-

tude géologique, paléontologique et botanique du pays dont ils vantent les sources. Les auteurs, écrivant pour le public qui fréquente Saint-Honoré, n'ont pas abordé ces diverses questions, et il me semble qu'ils ont parfaitement, sans cela, répondu au but et au titre de leur *Guide médical et pittoresque*.

Avant de finir ce résumé, je prendrai la liberté de revenir sur diverses questions qui semblent réclamer, de ma part, quelques développements.

Je vous ai signalé la présence, dans les eaux de Saint-Honoré, de certains végétaux désignés sous les noms de *glairine*, de *barégine* et de *sulfuraire*. Voici à ce sujet plusieurs détails qui ne sont pas sans intérêt :

Les eaux sulfureuses en général contiennent quatre ordres de principes :

- 1° Des principes sulfureux ;
- 2° Des gaz ;
- 3° Des sels ;
- 4° Une matière organique qui les rend onctueuses.

Or, c'est précisément cette matière azotée qui sollicite en ce moment notre attention. On lui a donné, dans la science, différents noms, selon l'état sous lequel elle se présente. Son nom générique est *barégine*. On l'appelle encore *geline*, *pyréénine*, *luchonine*, *azine*, *saint-sauverine*, d'après les localités où elle a été étudiée plus spécialement.

Le nom de *sulfuraire* est réservé à cette matière lorsqu'elle est organisée en tubes qui flottent dans les dépôts de *glairine* dès qu'ils ont subi le contact de l'air. Les eaux sulfureuses contiennent en outre de la silice, de l'alumine et des traces d'iodures alcalins.

Voici la description de la sulfuraire empruntée au *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales* : « Cette substance, qui a été surtout très-bien étudiée par Fontan, se présente sous forme de filets très-ténus, dont le diamètre varie d'un deux-centième à un quatre-centième de millimètre. Ces filaments, de longueur très-variable, forment des houppes, des épis, des crinôlères, etc., mais naissent toujours autour d'un noyau de substance gélati-

nense. Généralement de couleur blanche, la *sulfuraire* devient noire ou rouge par le ~~mélange~~ ~~de~~ substances étrangères. La sulfuraire ne présente pas, comme certaines algues d'eau douce, de mouvements oscillatoires, etc. »

J'aborde maintenant, sans concevoir le moindre espoir de l'épuiser, une autre question assez importante ; je veux parler de l'action inconnue des eaux minérales en général.

D'après le docteur Constantin James (*Guide pratique aux principales eaux minérales*), « un des effets les plus constants des eaux minérales, c'est d'imprimer aux fonctions de la peau une nouvelle activité, en dirigeant les fluides du centre à la circonférence. Elles augmentent la transpiration, rétablissent d'anciens flux, d'anciennes éruptions, ou même provoquent un exanthème artificiel. »

L'explication du savant médecin est juste, mais elle ne satisfait pas complètement l'esprit. Aussi, le plus grand nombre des spécialistes qui ont écrit sur ce sujet s'arrêtent devant une explication définitive et invoquent une *action inconnue, vague, spéciale*, que nos connaissances chimiques et physiologiques actuelles sont impuissantes à éclairer d'une lumière suffisante.

Je pense qu'il serait plus conforme à la vérité scientifique de se rattacher à une opinion émise par M. le docteur Clermont dans un livre qu'il vient de publier sur les eaux minérales de Vals (Ardèche). « Il est donc obligatoire, dit-il, d'admettre pour les eaux un mode d'influence sur l'économie commun à toutes, et appelé *action spéciale*, puis d'autres modes d'influence variables selon les catégories de sources, et dites *actions électives*. » « En effet, dit-il dans une autre partie de son ouvrage, les modifications qu'elles apportent dans l'organisme ne tiennent pas seulement à l'influence particulière de chacun des éléments qu'elles contiennent, mais aussi à l'action combinée, atténuée ou augmentée de ces mêmes substances, lesquelles, considérées comme des forces, ont une *résultante* médicatrice à la manière des préparations magistrales. »

CONCLUSIONS.

D'après un document officiel cité par MM. Magnitot et Delamarre dans le *Dictionnaire de droit public et administratif*, la France compte plus de mille sources thermales, sur lesquelles soixante-dix-sept seulement sont fréquentées par les malades et les étrangers; six établissements thermaux appartiennent à l'Etat; vingt-quatre sont la propriété des communes ou des hospices; quarante-sept celle des particuliers. (Félix MORNAND, *la Vie des eaux.*)

M. Isidore Bourdon, dans son *Guide aux eaux minérales*, dit qu'il y a en France à peu près trois cents sources distinctes. M. Patissier décrit deux cent cinquante stations thermales. C'est également le chiffre auquel s'arrête M. Durand-Fardel. C'est aussi celui que nous croyons être le plus exact, réserve faite des établissements acquis à la France par l'annexion de Nice et de la Savoie.

Voici la part de notre département dans les nombres que je viens de vous exposer, et elle est assez importante.

Les sources *exploitées actuellement* dans le département de la Nièvre sont les suivantes :

1° Celles de *Saint-Honoré-les-Bains*, qui appartiennent au groupe des *eaux sulfurées sodiques*, auxquelles M. Durand-Fardel donne une place très-rapprochée de celle des Eaux-Bonnes, en les désignant sous la même dénomination : *eaux sulfurées incertaines*;

2° Les *eaux de Pougues*, qui sont le type des *eaux bi-carbonatées calciques, magnésiennes et ferrugineuses*, et dont une nouvelle source vient, tout récemment, d'être livrée à l'exploitation, sous le nom de *source Bert*;

3° La source de *Fourchambault*, que nous rangerons également dans le groupe des *eaux bi-carbonatées*;

4° Les *eaux de Saint-Parize-le-Châtel*, qui rentrent, comme les précédentes, dans la classe des *eaux bi-carbonatées calciques*.

Dans le courant des diverses notices que je vous ai soumises, j'ai fait tous mes efforts pour vous donner un aperçu exact de l'exploitation des eaux minérales dans notre pays ; mais à côté des sources minérales *exploitées*, notre vieille province nivernaise a ses fontaines légendaires et ses sources *bonnes pour les malades*, selon l'expression populaire. Sans sortir de Nevers, je puis vous citer la fontaine *Saint-Révérien*, où, selon la tradition constante de l'abbaye Notre-Dame, saint Révérien, saint Paul et leurs dix compagnons reçurent la mort, et, nous apprend le livre de Louis de Salntemarie, lorsqu'on bâtit les tours de l'enceinte de la ville, on donna à celle qui est près de cette fontaine et à la rue qui y conduit, le nom de tour et de rue Saint-Révérien, qu'elles ont conservé jusqu'à présent.

N'avons-nous pas encore, aux portes de la ville, la *fontaine d'Argent*, dont le nom rappelle l'ancien usage observé par les malades reconnaissants, qui jetaient dans son onde si limpide des pièces de monnaie comme prix de leur guérison.

Vous savez également qu'il y a, près de Decize, une fontaine aux vertus curatives, à laquelle se rattache le souvenir du miracle de *saint Aré*.

Je pourrais de même vous citer la *fontaine des Fées*, la *fontaine des Vertus*, la *fontaine des bois de la Machine*, ainsi qu'un grand nombre d'autres répandues dans nos campagnes ; mais je m'arrête. A d'autres, plus familiers que moi avec chaque chronique locale et avec l'histoire du pays, appartient le secret de vous intéresser par le récit des croyances et des traditions populaires concernant les fontaines légendaires disséminées à la surface de notre sol nivernais.

Docteur E. SUBERT.

7 mai 1868.

**Notice sur le château de Villemenant et sur
ses seigneurs.**

Parmi les nombreux châteaux des environs de Nevers, celui de Villemenant, situé au fond de la vallée de la Nièvre, à un kilomètre de Guérigny, mérite l'attention du visiteur autant par son ancienneté que par son architecture et par l'état intérieur de ses appartements, qui ont conservé jusqu'à nos jours la rude et antique simplicité des temps passés.

Le château de Villemenant se compose actuellement d'un corps de logis principal terminé par un pignon élevé à garniture et à fleuron de pierre. Il est accompagné, du côté de Guérigny, par deux tours fort anciennes, garnies de meurtrières, et dont les chambres voûtées sont percées de fenêtres à croisillons. L'une de ces tours est baignée par les eaux de la Nièvre. Leur construction, ainsi que celle de la façade qu'elles limitent, est généralement reportée au quatorzième siècle. L'aspect de cette portion du château a considérablement perdu de son effet depuis que les sommets élancés des deux tours ont été, on peut le dire, exécutés révolutionnairement. On les démantela en 1790, et leurs élégantes toitures d'ardoises, à la flèche aiguë, ont été remplacées par ces lourdes couvertures plates en tuiles, qui, certes ! n'ont pu être soupçonnées un seul instant d'avoir une allure le moins féodale.

La façade qui donne sur la cour est, sans contredit, la partie la plus remarquable du château. Sa longue corniche et ses cordons de pierre, ses fenêtres à meneaux ornées de moulures, ses deux superbes lucarnes, finement sculptées à la partie inférieure, surmontées de frontons à écussons, et terminées par un beau fleuron qu'accompagnent deux pinacles fleuronnés, sont d'une pure et délicate exécution. Il est regrettable qu'on ait cru devoir démonter l'une de ces deux lucarnes. A l'angle de gauche se dresse une petite tourelle carrée dont le toit aplati actuel a également succédé à l'élégant clocheton de l'ancienne époque.

Aux deux tiers de la grande façade, plus près du côté de la Nièvre, se trouve accolée la gracieuse tour d'escalier construite en pentagone, en pierres de taille, et terminée par une pièce carrée en colombage, aux montants ouvragés et au toit aigu couvert en ardoises. On parvient à cette chambre par un escalier tournant pratiqué dans une coquette et légère tourelle appelée la tour des Papillottes, et placée en encorbellement à la hauteur de la corniche d'où part le grand toit d'ardoises du bâtiment principal. La disposition et l'ornementation extérieures de ces deux tours attirent agréablement la vue. Leurs ouvertures sont encadrées par des moulures bien faites, et la porte qui, percée au second pan, donne accès dans l'escalier, est surmontée d'un fronton garni de choux frisés, accompagné de deux montants à fleurons. Cette deuxième partie du château paraît avoir été réédifiée sur les fondations d'une plus ancienne construction, à l'époque de la renaissance, c'est-à-dire au seizième siècle. La seigneurie de Villemenant était alors possédée par les familles alliées de Veaulce, de Brécard et d'Autry.

Si l'intérieur du château ne présente pas la même élégance que l'extérieur, il a du moins le notable avantage d'avoir été maintenu à peu près tel qu'il a été disposé au moment de la construction ; car, à part quelques cloisons en bois qu'un coup de marteau ferait disparaître, et à part cette malencontreuse muraille qui fut élevée à l'intérieur pour soutenir les poutres et ménager un couloir, on retrouve l'ancienne et simple disposition de trois vastes salles au rez-de-chaussée et de trois pièces correspondantes au premier étage, éclairées chacune, du côté de la cour, par une des belles fenêtres à meneaux, et du côté Guérigny, par des ouvertures étroites, irrégulières, cintrées ou à angles droits. La salle du milieu de l'étage était autrefois pompeusement appelée la salle de l'Ambassadeur, probablement en l'honneur de Nicolas de Lange, envoyé, au seizième siècle, en ambassade en Suisse. Dans toutes ces pièces, il n'y a guère à citer que les puissants corbeaux de pierre qui soutiennent les poutres principales, et les vastes cheminées à colonnettes, dont quelques-unes sont ornées d'écussons. Sur l'un d'eux sont re-

présentées les armes parlantes de la famille de Veaulce : *trois veaux posés deux en chef et l'autre en pointe, sur champ de....* La moitié de cet écusson est reproduite sur la partie supérieure de la cheminée d'une salle du rez-de-chassée contiguë à la tour de l'escalier. On y remarque un écu *parti, au premier de Veaulce*, qui est de Veaulce, et *au second bandé de six pièces*, qui est de Bréclard ; renseignement très-précieux, parce qu'il permet d'établir que c'est à Françoise de Veaulce, dame de Villemenant, et à Gaspard de Bréclard, son mari, qu'on doit vraisemblablement attribuer la construction ou tout au moins la grande restauration du château.

Pour terminer la description intérieure du château, je mentionnerai l'admirable charpente de chêne blanc du grand bâtiment, qui, par l'ingénieuse disposition de ses poutres et des chevrons arqués qui les relient, présente l'aspect d'une nef d'église au moyen âge.

Très-anciennement, des fossés, alimentés par la Nièvre, qui maintenant ne baigne plus que l'une des tours et l'un des grands pignons, entouraient le château et la cour, qui elle-même était terminée et défendue par deux tours démolies pendant la révolution. Les constructions défensives qui se trouvaient également sur la Nièvre ont été abattues, et, sur leur emplacement, on a construit, à la fin du siècle dernier, le corps de logis qui est actuellement contigu à l'ancien, mais qui est dénué de tout caractère. Il serait à désirer que ce bâtiment disparût et qu'une longue terrasse sur la rivière dégageât et embellît en même temps le vieux manoir. J'étais résolu à apporter cette utile modification lorsque j'acquis, il y a quelques années, de M. Girerd, le château de Villemenant ; mais plusieurs difficultés se présentèrent, et j'ajournai mon projet.

En face de cette construction se trouvait l'ancienne chapelle, qui, bien qu'ayant changé de destination, subsista jusqu'au moment où la voûte s'effondra, il n'y a que peu d'années. Il n'en est resté qu'un fragment de mur et la porte d'entrée, édifiée en 1646, par les soins de la famille de Lange, qui possédait alors la seigneurie de Villemenant. Au-dessus du cintre qui termine





CHÂTEAU DE VILLEMENANT.

cette porte, on voit les armoiries des de Lange, qui figurent un croissant surmonté d'une étoile. L'écusson est timbré d'un casque de chevalier et soutenu par deux anges, dont l'un, celui de gauche, tient d'une main une branche d'épine, et dont l'autre porte une palme. Le tout est surmonté d'une croix patée, d'une couronne d'épine et d'une autre couronne de palmes avec ces mots : HAC AD ILLAN (pour *illam*), ce qui signifie : « Par cette couronne d'épine j'arriverai à la palme céleste par le nom et par l'augure. » C'était une allusion au nom de Lange, qu'on trouve aussi écrit quelquefois : de L'Ange. Enfin, plus haut, une niche à fronton arrondi, à large corniche, et portant sur l'un des socs de ses montants le millésime de 1646, renfermait une statue de Vierge qui a été déplacée. Au-dessous de cette niche on lit encore ces mots : *Protectrix Angeli*, toujours par allusion au nom de la famille. Une croix de Malte fait saillie sur le bourrelet qui termine l'ornementation inférieure de la niche.

PREMIERS SEIGNEURS CONNUS DE VILLEMENANT : DE CARROBLE, DE
SARRE, DE VEAULCE.

Le château de Villemenant était le siège d'un fief à haute, moyenne et basse justice, relevant, suivant le témoignage de M. de Soultrait, de la seigneurie d'Ourouer, et, suivant les auteurs de l'*Album du Nivernais*, de l'évêché de Nevers. Je n'ai pas pu éclaircir cette divergence d'opinion. Quoi qu'il en soit, cette seigneurie, dont les propriétaires prenaient le titre de barons, a été possédée par un certain nombre de familles notables de la province, sur lesquelles les archives de la préfecture, le chartrier du château des Bordes, l'inventaire de l'abbé de Marolles, d'autres communications particulières et quelques titres qui m'appartiennent m'ont permis de donner les renseignements qui vont suivre.

Girard de Carroble, écuyer, était seigneur de Villemenant en 1341. Sa famille, qui a possédé dans les siècles suivants les terres de Giverdy, des Vignes, de Chassy et de La Motte-d'Ou-

rouër, avait pour armes *une tête de vieillard d'argent sur champ de pourpre.*

Jean de Veaulce, bourgeois de Nevers, était aussi seigneur de Villemenant, suivant un titre de l'année 1341, cité par M. de Soultrait. Je reviendrai avec de plus amples détails sur cette famille.

En 1395, on trouve une comtesse de Sarre qui prenait la qualité de dame de Villemenant. Lambert Sipillot, d'origine allemande, mari de cette comtesse de Sarre, est appelé seigneur dudit lieu dans un titre de 1403.

Il paraît que les seigneurs des Bordes avaient quelques parcelles de propriété dans le fief de Villemenant, car il existe un contrat du 8 décembre 1396, par lequel Jeanne Cadot, femme de Jean de Germigny, vendit à messire Guillaume des Bordes, conseiller et chambellan du roi de France, un pré au Briou-de-Marcy, appelé les Perrots, sis au territoire de Villemenant. Par un autre acte du 9 mars 1419, messire Louis de la Platière, écuyer, seigneur des Bordes, céda à Renaud Bothéry une pièce de terre à Villemenant, sous la charge annuelle de cinq deniers et d'un boisseau d'avoine. Enfin Imbert de La Platière, chevalier, seigneur des Bordes, fils du précédent, donna, par contrat du 2 février 1458, à Jean Fraillon, plusieurs parties de prés sis en la prairie de Villemenant, pour le bordelage annuel de six livres tournois et d'une gélène.

Jean de Veaulce, dont j'ai mentionné plus haut le nom, appartenait à une ancienne famille éteinte du Nivernais dont je n'ai pu rétablir la filiation exacte, et sur laquelle j'ai recueilli d'assez nombreux renseignements que je crois préférable de relater par ordre de dates.

Morel de Veaulce (*Morellus de Velcia civis Nivernensis*) vivait en l'année 1231.

Hugues de Veaulce, damoiseau, était, suivant acte de 1245, en contestation avec Dreux de Mello le jeune, chevalier, sire des Espaisnes et de Château-Chinon, et avec Guillaume de Moullins-Engilbert. Par la transaction qui survint, Hugues de Veaulce leur abandonna tout ce qu'il possédait dans la terre de Hugues

de Lormes. Dreux de Maillo et Guillaume de Moulins firent aussi l'abandon de certains droits contestés.

Jean de Veaulce, seigneur de la terre et haute justice de Villemenant et de Marcy en 1341, est le premier de sa famille qui soit indiqué comme possesseur du fief dont je m'occupe. En 1343, il rendit hommage au comte de Nevers pour la seigneurie de Saisy, au nom de Marguerite de Toncy, sa femme.

Baster de Veaulce, sire de Saisy, se reconnut l'homme lige du comte de Nevers, pour la même terre de Saisy, en 1351. Sa femme se nommait Marguerite.

Jean de Veaulce, échevin de Nevers en 1371, est mentionné dans le dénombrement de la seigneurie de Saint-Sulpice-le-Châtel, présenté, en 1368, à Isabeau des Barres, dame de La Guerche, par Pierre de Saint-Palais et ses neveux, qui avouent tenir de ladite dame « item le fié que tiennent d'iceux Jehan de » Veaulce de Nevers, messire Helye de Talaye, chevalier, Jehan » not de Sury, etc... » Ce même Jean de Veaulce était seigneur en partie d'Ouroër, et c'est en cette qualité qu'il donna le dénombrement de cette terre à la dame de Byals, qui en possédait la seigneurie principale. Un second dénombrement fut fourni, avant 1379, à Gaucher d'Orouër, probablement héritier de la dame de Byals. Voici un extrait de cette pièce dont la dernière partie a été perdue : « Honorable homme Jehan de » Veaulce a publiquement reconnu soy tenir en fié de noble » esculier Gaucher d'Oroer, à cause de sa terre d'Oroer, les » choses qui s'ensuivent, c'est assavoir la moitié par indivis de » l'estang d'Oroer et du molin d'Orguilloux et du jeu de l'estang » dessus et dessous et la moitié des oseries assis ès estangs » comme sur ledit estang. Item la moitié de toute la justice » d'Oroer et des appartenances, avec la moitié par indivis de la » glanée d'Oroer ; item la moitié de la pescherie assise au des » sus dudit estang et la moitié par indivis des boys de Saint » Germain et de Maulboys, et des boys de Curtiz et de la Tran » che-de-Curtiz, etc., etc.... » Par un acte du samedi après la Saint-Martin 1379, « Jehan Chemot, fils de sen Guillaume Che » mot, esculier, vend à Jehan de Veaulce, bourgeois de Nevers,

» pour VIII livres tournois, Osenon, [fille de feu Philippe de
» de Lautcourt et Jehan Philippe, filz de feu Guiot Philippe,
» engendrez dudit Guiot et ycelle Oisenon, ses hommes serfs
» et de serve condicion, de haut de bas et de mainmorte, avec
» toute la personne et soyllée d'iceulx et du chast d'iceulx,
» et tout le droit qu'il avoit en yceulx de tailles, de corvées,
» mainmortes. »

Le même jour, Jean Chemot, écuyer, céda à Phllibert de Veaulce, « filz dudit Jean de Veaulce, pour x livres xx sols tour-
» nois de rente assignés sur la terre d'Ourouër, tout ce qu'il
» possédait en franc-allen. »

Bertrand de Veaulce, écuyer, échevin de Nevers en 1397, rendit hommage au comte de Nevers, en 1406, pour un fief dont l'abbé de Marolles, à qui j'emprunte ce renseignement, n'a pas donné le nom. Bertrand de Veaulce avait cédé les seigneuries de Montigny-aux-Amognes et d'Ourouër, qu'il possédait en partie, à Guillaume des Bordes, chevalier, chambellan du roi, par acte du vendredi veille de Noël 1395, pour la somme de 800 florins d'or. Isabeau de Veaulce, veuve de Perrin de Pougues, bourgeois de Nevers, vivait en 1398.

Pierre de Veaulce, écuyer, seigneur de Saint-Sulpice, dont la fille Catherine était mariée, en 1406, à Geoffroy de Sully, chevalier, figure dans un titre très-intéressant du 27 novembre 1405, par lequel « il appert comme noble et puissant homme mon-
» seigneur Guichard Daulphin, chevalier, baron de La Ferté-
» Chaulderon, seigneur de Jaligny, se transporta à la porte de
» l'église de Nevers, les espérons dorez chaussés, l'espée ceinte
» et le faulcon sur le poingt, où estant vinrent au-devant de luy
» le college de la dicte eglise, chanoines et chapelains revestus
» de chappes, avec la croix, l'eau bénite et les clerges allumez
» et messire Pierre Leclerc, archidiacre de Declze en la dicte
» eglise, le prenant par la main, le mena en l'estat ci-dessus en
» l'église jusque devant le grand autel, puis la grand'messe es-
» tant dicte, le menèrent dans le chapitre où ils le reçurent pour
» leur confrère et chanoine, ainsi qu'il avoit esté faict à ses pré-
» décesseurs; après qu'il eust donné son serment sur les saints

» evangiles et protesté qu'il ne reveleroit jamais le secret dudict
» chapitre et choses qui lui pourroient préjudicier, puis balsa à
» la bouche ledict archidiacre, etc..., et autres chanoines d'icelle
» eglise... Présens nobles hommes messires Pierre de Veaulce,
» Jehan de Montaigu, Guillaume de Chevenon, écuyers, etc...»
(Abbé de Marolles).

Filbert ou Philibert de Veaulce, écuyer, échevin de Nevers, était, selon toute apparence, le fils de Jean de Veaulce, précédemment cité. En 1402, Jean Bonnefoy et Thevenin Bodeol, paroissiens de Saint-Martin de Nevers, s'installèrent au moulin du Mulet, à Villecour, moyennant 32 quartauts de froment à donner à Philibert de Veaulce, bourgeois de Nevers.

Huguenin de Veaulce fut élu échevin de Nevers en 1405. En l'an 1420, Catherine de Veaulce, femme de Philippe de Lupy, bourgeois de Nevers, légua, par testament du 5 septembre, à l'église de Saint-Aricle, 40 sols tournois de rente à prendre sur le revenu d'une maison sise rue Saint-Sauveur, à Nevers, à condition qu'il serait célébré quatre anniversaires en ladite église. Isabeau de Veaulce, femme de Jean de Colons, et René de Colons, son fils, bourgeois de Nevers, relaissèrent une maison située au bourg de Saint-Etienne, « pour le bordelage annuel » de 60 sols et d'une gélîne. »

Pierre de Veaulce, écuyer, échevin de Nevers en 1425, 1426 et 1428, céda, par bail à bordelage du 12 janvier 1434, à Guillin Duboux et à Jean, son frère, demeurant à Prye, une maison avec ses dépendances, pour la « redevance annuelle de 30 sols » et d'une gelîne. » On trouve encore, en 1448, un seigneur de Coufroy, appelé Pierre de Veaulce, qualifié d'écuyer et de lieutenant du bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier. Il était seigneur de La Charnale.

Jean de Veaulce, écuyer, échevin de Nevers en 1429, 1433 et 1446, seigneur de Villemenant, de Marcy-sur-Nièvre, avait épousé noble damoiselle Jeanne du Boys, au nom de laquelle il rendit hommage au comte de Nevers pour la seigneurie de l'Isle, en l'année 1458. Il figura, en 1463, avec Guillaume Le Frappier, Jean Le Tort et autres, dans les lettres d'octroi de « quint

« et requint » qui furent accordées à la requête de Guillaume de Dangeul, écuyer et maître d'hôtel du comte de Nevers, pour la seigneurie d'Oméry, que ledit de Dangeul se proposait de vendre pour s'acquitter envers eux d'une dette considérable au remboursement de laquelle un arrêt de la cour l'avait condamné.

Philippe de Veaulce, écuyer, seigneur de Villemenant, qui passa un accord, en 1474, avec les frères Foucaud et Péronne Destrappes, leur sœur, au sujet d'une maison du village de Chornay, qu'il prétendait lui appartenir, était peut-être fils de Jean de Veaulce. Dans l'affirmative, il aurait eu un frère, dont l'article suit.

Philibert de Veaulce, chevalier, seigneur de Villemenant, conseiller et chambellan d'Engilbert de Clèves, comte de Nevers, est connu par un assez grand nombre de titres. Dès 1464, on le voit figurer comme fondé de procuration de Jeanne du Boys, sa mère, veuve de Jean de Veaulce, pour présenter au comte de Nevers l'hommage du fief de l'Isle, en la châtellenie de Châteauneuf-sur-Allier. En 1480, à la suite d'un échange, il céda à Pierre Berthier, seigneur de Bizy, écuyer, la seigneurie de Demeurs. Le 18 mai 1484, « noble homme de Veaulce, écuyer, seigneur » de Revillon et de Chasnon-lès-Entrains, prenant en main et « soy faisant fort pour noble messire Philibert de Veaulce, chevalier, seigneur de Villemenant, de Berthuyt et du chastel du Boys, » afferma différents héritages aux frères Thomas, demeurant à Sainte-Colombe. Philibert de Veaulce prêta, en 1486, la foi féodale aux officiers du comte de Nevers, pour ses châteaux et seigneuries de Remeron, de l'Isle et du Boys. Plus tard, étant en contestation avec Françoise de Veaulce, veuve d'Antoine Le Tort, écuyer, seigneur de Bolsvert, et fille de Pierre de Veaulce, au sujet d'une rente de 10 livres tournois réclamée par ladite Françoise, il refusa de la desservir parce qu'elle n'était justifiée par aucun contrat. On en vint à un procès, et la veuve Le Tort ayant fait certifier par des témoins le bien fondé de sa réclamation, obtint « des lettres royaux » dans lesquelles, on lit ce qui suit : « Charles, par la grâce de Dieu, roy de

» France, aux bailliz, prevotz et garde des sceaulx de Saint-
» Pierre-le-Moustier, ou à leurs lieutenants, salut; de la partle
» de notre amée Françoisse de Veaulce, damoiselle, vesse de feu
» Anthoine Letort, en son vivant escuyer, seigneur de Boisvert,
» nous a esté humblement exposé qu'en certains causemens
» on espère à mouvoir, par-devant vous ou ailleurs, pour raison
» et cause de dix livres tournols de rente, d'arrerages, que la
» dite exposant a cause de feu Pierre de Veaulce, son père, a
» droit de prendre sur trols maisons assises en la ville de Nevers,
» entre ladite exposant d'une part, et notre amé Philibert de
» Veaulce, chevalier, seigneur de Villemenant, d'autre part, il
» soit besoing et nécessité a la dite exposant soy ayder des ditz
» et declarations de plusieurs temoings vivantz, valetudinaires,
» et assistens, de la mort ou longue absence des quelz il est
» vrayssemblable de doubter, par quoy s'ils alloient de vie a
» trespas, se absentoient du pays ou perdoient leur mémoire
» sans être sur ce oyz et examinés, la dite exposant seroit en
» aventure de perdre le bon droit qu'elle a et prétend avoir en
» la dite cause, etc... Pourquoy nous, ces choses considérées,
» nous mandons chacun de vous sur ce requis, admettons par
» ces presentes que appelez ceux qui seront à appeler, adjour-
» ner avec celui de vous qui vacquera en la besongne un preu-
» domme non suspect ny favorable à l'un ny à l'autre des dites
» parties, vous oyez et examinez tous et chacun les temoings...
» etc..., reddigez et mettez ou faites reddiger et mettre en es-
» cript, en forme deue, en l'enqueste ou examen que fait aurez,
» etc..., sauf à parties adverses de reprocher et contredire les
» dits tesmoings si bon leur semble, etc... Donné à Paris, le 14^e
» jour de fevrier l'an de grace mil cccc quatre vingts et huit,
» et de notre règne le sixième. » Assigné pour assister à l'au-
» dition desdits temoins requis, le seigneur de Villemenant se fit
» représenter par son procureur, qui s'opposa à l'audition desdits
» temoins, prétendant que son maître, n'acceptait pas la juridic-
» tion proposée et en avait fait appel. Nonobstant on interrogea les
» temoins et on consignâ leurs déclarations. La fin de ce procès
» est restée inconnue.

Un titre plus important, cité par l'abbé de Marolles, contenait une remontrance faite au Parlement par Érarde de Digoine, chevalier, seigneur de Saint-Gratien, et par Jean Bardin, écuyer, seigneur d'Erry, commissaires délégués pour le gouvernement du comté de Nevers, au sujet du séjour prolongé à Nevers de huit Suisses de la troupe d'Engilbert de Clèves, comte de Nevers, qui se rendait à Naples. Phillibert de Veaulce, chambellan du comte, et Jean Chabon, maître-d'hôtel dudit seigneur, interpellés sur ce fait, donnèrent des explications et prouvèrent que les Suisses n'étaient restés dans la ville que le temps nécessaire à leur équipement.

Gilbert de Veaulce, chevalier, fils de Phillibert, hérita de la seigneurie et haute justice de Villemenant. Il vivait en 1503.

Après lui, cette terre échut à Marguerite de Veaulce, mariée à Louis d'Autry, et à Françoise de Veaulce, sa sœur, femme de Gaspard de Bréchart.

SEIGNEURS DE VILLEMENANT, DES MAISONS D'AUTRY, D'ANGLURE
ET DE BRÉCHARD.

Louis d'Autry, écuyer, seigneur de Courcelles, qui avait épousé Marguerite de Veaulce, dame en partie de Villemenant, appartenait à une famille distinguée de la province, qui possédait alors les seigneuries de Courcelles, de La Minoye, et était alliée aux Després, de Chéry et de Courtenay. Louis d'Autry, dont je n'ai pu retrouver les armoiries, était mort avant 1516; car, d'après une transaction du 19 mars de cette même année, intervenue entre Guillot Bourgoïn, les enfants Le Breton, tous seigneurs du Vernay, de Magny et de Maupertuis; Claude de Fontenay, chanoine de Nevers, défenseurs, d'une part, et Joachim d'Avantols, chanoine, seigneur de Poiseux; Philippe de La Platière, seigneur des Bordes; la dame de Villemenant, Guillaume Galoppe et les habitants de Poiseux, demandeurs, d'autre part, à l'occasion des usages des bois de Baulon, contestés à ces derniers, le sieur Galoppe se présenta « en son nom et aussi au » nom et comme procureur suffisamment fondé de pouvoir,

» comme il disoit , de damoiselle Marguerite de Veaulce, dame
» de Villemenant, vesse de feu noble homme Loys d'Autry, es-
» cuyer, seigneur de Courcelles. » La transaction eut pour effet
de reconnaître aux demandeurs la propriété foncière de la
forêt de Baulon, et aux défendeurs le droit d'y prendre le bois
pour leurs constructions : le seigneur de Poiseux pour son châ-
teau de Poiseux, Philippe de La Platière pour son château des
Bordes ; « la dite dame de Villemenant et ses successeurs sei-
» gneurs du dit lieu, pour bastir en son chastel et maison dudit
» lieu, le sieur Galoppe en sa maison et grange qu'il a au lieu
» de Villemenant, etc... » Ce Guillaume Galoppe, châtelain et
bourgeois de Nevers, avait pour armes : *d'argent à la fasce de*
gueules chargée d'une rose du champ et accompagnée de trois
grappes de raisins d'azur.

Marguerite de Veaulce, veuve de Louis d'Autry, encore citée
dans un titre de 1518, laissa une fille du nom de Catherine.

Catherine d'Autry, dame de Villemenant en partie, épousa
Jean d'Anglure, chevalier, avec lequel elle vivait en 1532. Leur
fils ou petit-fils, le chevalier d'Anglure, céda, par acte du 9 dé-
cembre 1596, à Philippe de Lange, alors seigneur principal de
Villemenant, la part qu'il tenait dans cette terre. La famille
d'Anglure était originaire de Champagne, où, dès le douzième
siècle, elle tenait un rang considérable. Elle a fourni des arche-
vêques, des chambellans, des gouverneurs de province, et pos-
sédé les grandes terres de Givry, de Bourlemont, de Busancy, la
principauté d'Amblize et le duché d'Abry. Après avoir formé
beaucoup de branches, elle s'est éteinte, au siècle dernier, dans
la maison de Savigny, qui en a relevé le nom et les armes, qui
sont : *d'or semé de grelots d'argent soutenus de croissants mon-*
tants de gueules.

Françoise de Veaulce, dame de Villemenant en partie, sœur
de la dame d'Autry, épousa Gaspard de Bréchar, écuyer, sei-
gneur de Chevenon, de Congny, de Crézangy, vivant en 1518,
et descendant de l'ancienne famille de ce nom qui subsiste en-
core de nos jours dans la Nièvre, et dont le premier auteur
connu est Raoul Breschard, seigneur de Bressolles, premier ba-

ron du Bourbonnais, mentionné dans une charte de Souvigny de 1217. La postérité de ce dernier s'est divisée en plusieurs branches qui ont possédé les fiefs d'Alligny, de Beauvoir, des Espoisses, de Tourry-sur-Ablon, de Chauvenche, de Lys, de Saint-Pierre-en-Vaux, de Brunay, de La Guerre, de Mauboux, de La Quenouille, de Lanty, de Vallerot, de Chaumont, de Bressolles, de Mantelet, de Chevenon et autres. Armes : *d'azur à trois bandes d'argent*. Gaspard de Bréchart, écuyer, rendit hommage pour sa terre de Crézangy, en 1511, à Énard de Roffignac, à cause de son château de Meauce. Le 24 avril 1523, il fournit le dénombrement de sa seigneurie de Mantelet à Catherine de La Fayette, veuve de Philippe de La Platière des Bordes, à cause de son château de Saint-Sulpice le-Châtel. Il existe aux archives de la préfecture une procuration de Gaspard Bréchart, sieur de Chevenon et de Cougny, par laquelle ce seigneur donne les pouvoirs nécessaires à la poursuite du procès qu'il soutenait avec le chapitre de Nevers. C'est, selon toute probabilité, à Françoise de Veaulce et au seigneur de Chevenon, son mari, qu'on est redevable, ainsi que je l'ai avancé dans la description du château de Villemenant, de la grande restauration de cette résidence féodale. Comme la veuve de Louis d'Autry, dans la transaction de 1516, y prend la qualification de dame de Villemenant et qu'on y fait mention de son château, il est à croire que, par suite de certains arrangements postérieurs, elle avait cédé cette habitation à sa sœur.

Pierre et Michel de Bréchart, écuyers, fils et héritiers de Gaspard, sont désignés, dans une déclaration des fiefs relevant du comte de Nevers en 1540, comme seigneurs de Cougny, de l'Isle-de-Mars, de la Tour-de-Chevenon et de Villemenant en partie. Michel de Bréchart était, quelques années plus tard, seul seigneur de Chevenon et de la part de Villemenant que sa mère possédait antérieurement. Il était mort avant 1561, ainsi qu'il résulte d'une reconnaissance féodale présentée par Antoinette Pivot, veuve de Hugues Destrappes, à Imbert de La Platière de Bourdillon, chevalier des ordres du roi, pour certaines redevances par elle acquises « de feu noble homme Michel Bréchart,

» écuyer, seigneur de la Tour-de-Chevenon ». Ses enfants furent Gaspard, Louis et Madeleine de Bréchar d. Les deux premiers conservèrent Chevenon et autres terres, ainsi qu'il résulte d'un acte de foi et hommage présenté à Louis de Gonzague, duc de Nivernais, du 8 mars 1578.

Madeline de Bréchar d eut en partage la seigneurie de Villemenant, qu'elle apporta en dot, en 1563, à Charles de Lange, écuyer, fils de Bon de Lange, dont la postérité la conserva jusqué dans le milieu du dix-huitième siècle, ainsi qu'on le verra par la généalogie qui va suivre.

SEIGNEURS DE VILLEMENANT DE LA MAISON DE LANGE.

En l'année 1824, une brochure généalogique sur la famille de Lange parut sous le nom du marquis de L'Ange-Comnène, descendant en ligne directe de Charles de Lange, seigneur de Villemenant. Dans cette publication, l'auteur fait remonter l'origine de sa maison à Ange, serviteur du roi Eacide, qui aurait préservé Pyrrhus, encore au berceau, du poignard des émissaires envoyés par Eacide, père du jeune prince, pour l'assassiner. Après avoir cité, d'après Procope, les Ange de l'Acarnanie, qui servirent avec valeur dans les légions romaines, le marquis de L'Ange aborde franchement et sans interruption jusqu'à lui-même, la généalogie de ses ancêtres, à partir de Constantin L'Ange, surnommé Philadelphe, gouverneur de Dalmatie et d'Albanie, qui épousa, en 1109, Théodora, fille d'Alexis Comnène, empereur d'Orient. De leur fils, Jean L'Ange, sebastocrator d'Occident, sont issus Manuel L'Ange, empereur de Thessalonique en 1204, et Théodore L'Ange, despote d'Occident. Après plusieurs générations d'empereurs d'Orient et de despotes d'Occident, dont je n'entreprendrai pas de suivre la filiation ni les alliances avec les Comnène, les Cantacuzène, les Ducas, on arrive à Nicéphore II L'Ange, despote d'Occident, qui eut d'Anne Lascaris Nicéphore III L'Ange, prince d'Aïne, aïeul de Jean L'Ange, qui, fuyant devant les musulmans vainqueurs, se réfugia avec son frère, après avoir abandonné leurs principautés

d'Aine, de Samothrace et d'Ambros, auprès de leur cousin, le fameux Georges Scanderbeg, roi d'Albanie, l'effroi des Turcs et le soutien de la chrétienté. A la mort de ce héros, en 1466, Jean L'Ange se retira en Italie et de là en Bourgogne, et sa postérité se perpétua dans le Nivernais. Le marquis de L'Ange-Comnène appuie principalement son système sur le passage suivant de Ducange : *Habetur præterea in Nivernensi ducatu Angelorum nobilis alia familia, quam a Græcis ejusce cognominis proceribus, qui post extinctum Scanderbegum ex Dalmatiâ in Franciam concessere produisse. Constans est opinio.....* Ce témoignage de Ducange n'est appuyé par aucune preuve. Quoi qu'il en soit, l'auteur de la brochure de 1824 prétend que Bon de L'Ange, seigneur de Chevannes en Nivernais, éleva des prétentions au marquisat de Saluces, en Italie, comme héritier, du côté maternel, des marquis souverains de Montferrat, de Saluces et des derniers rejetons de la race des Paléologue, qui leur avait succédé et qui venait de s'éteindre. Le roi François I^{er} n'aurait pas jugé à propos de faire valoir ces prétentions, que Charles-Quint adjugea à Frédéric de Gonzague, duc de Mantoue, dont la femme était une Paléologue. Enfin voici l'explication des armoiries donnée par l'auteur : *d'azur, étoile d'argent à cinq pointes*, telle que les Albanais la portaient sur leurs rondelles, et *un croissant d'argent* donné pour armoiries à la ville de Constantinople par Constantin le Grand, avec la couronne impériale grecque, et aussi la devise en grec, et traduite en latin : *Nomine Lange et omine*, entourée de l'ordre des chevaliers angéliques, créé en 1185, par l'empereur Isaac L'Ange, surmonté par un saint Georges à cheval terrassant un dragon.

Hélas ! quelque attrait qu'ait la perspective de cette pompeuse origine, il faut en faire le sacrifice et la rejeter. La prétention de descendre des empereurs d'Orient, des despotes d'Occident, tombe d'elle-même lorsqu'on voit que le nom de Lange est celui d'une seigneurie du Nivernais, mentionnée dans des titres de 1265, 1301 et 1405 ; lorsqu'on remarque que la famille de Lange, dont le nom a été, à peu d'exception près, pendant le

quinzième, seizième et dix-septième siècles, écrit sans apostrophe, a tiré son nom patronymique de ce fief qu'elle a possédé pendant plusieurs siècles. Jean de L'Age, pour me servir une dernière fois de l'orthographe indiquée dans la notice de 1823, se serait réfugié, suivant l'auteur, dans la haute Italie, puis en Bourgogne, à la mort de Scanderbeg, arrivée en 1466. Mais alors comment expliquer qu'en l'année 1441, ce même Jean de Lange, écuyer (titre bien modeste pour le descendant d'empereurs, pour le petit-fils de despotes d'Occident), rendait foi et hommage au comte de Nevers, pour « sa maison-fort » de Lange ? (*Titres de Nevers*, abbé DE MAROLLES.)

Faisons donc bonne justice de cette légende qui entoure l'origine de la famille de Lange, et reconnaissons que, de bonne noblesse du Nivernais, elle a de tout temps fourni d'excellents et braves gentilshommes.

Ceci posé, je passe à la généalogie positive de cette famille, dont la filiation authentique remonte à :

I. Jean de Lange, écuyer, seigneur en partie de Lange, de Lachenaut, de Chevannes, dont le comte de Nevers accepta l'hommage en 1441, pour sa seigneurie de Lange. Il épousa Anne de Chaumont, fille de Pierre de Chaumont et d'Anne de Buell, dont il eut :

1° Imbert, dont l'article va suivre ;

2° Renaud, auteur de la branche cadette établie à Lyon, où elle s'illustra dans la robe. Elle avait conservé ses propriétés du Nivernais ; car en 1524, Nicolas de Lange rendait hommage, pour sa terre de Lange, au comte de Nevers, et Nicolas de Lange, son fils, dont j'aurai occasion de parler plus loin, renouvelait cette formalité en 1542. Il devint premier président du parlement de Dombes ;

3° Françoise de Lange, qui présenta la foi féodale en 1487 pour moitié de Lange.

II. Imbert de Lange, écuyer, seigneur de Lachenaut, de Chevannes, marié en 1494 à Odile Maugis de Saulieu, fille de Pierre Maugis, seigneur de Saulieu. Il mourut en 1538 laissant trois enfants :

1° Bon, qui va suivre ;

2° Louis de Lange, dit Lachenaut, chevalier de Malte le 28 juin 1529, puis commandeur le 3 décembre 1548, dirigeait les galères contre les Turcs lorsqu'il fut tué en 1563 devant l'île de Chypre ;

3° Jean, qui rendit hommage en 1464 pour sa terre de Lange.

III. Bon de Lange, écuyer, seigneur de Chevannes, gentilhomme de la chambre du roi Henri II, aurait, suivant l'assertion déjà rapportée de son descendant le marquis de Lange-Comnène, élevé des prétentions à la succession du marquisat souverain de Saluces, en Italie. Ce qu'il y a de plus certain, c'est que Bon de Lange épousa en premières noces, le 15 janvier 1525, Isabeau de Chateaurenaud, fille de Pierre-François de Chateaurenaud et de Jacquette de Chéry ; il en recueillit la seigneurie de Chateaurenaud. Il se maria en deuxièmes noces, en 1530, à Catherine du Chastel-Chassy, fille de Milon, seigneur du Chastel-Chassy, et de Marguerite de Vigier. Du premier lit est issu :

1° François de Lange, dit Lachenaut, reçu chevalier de Malte le 2 octobre 1546. Il assista au siège de Malte, en 1556, et devint gouverneur de La Charité, en Nivernais, qu'il défendit contre les huguenots. Il fut blessé en 1590 pendant une attaque qu'il dirigeait, et mourut des suites de sa blessure, à Chateaurenaud. Sa sépulture fut transférée dans l'église de Germigny. Il avait été commandeur de Malte, grand bailli et grand maréchal de l'ordre en 1587.

Du second mariage sont nés :

1° Charles de Lange, dont l'article viendra ;

2° Jacques de Lange, chevalier de Malte ;

3° Georges, chevalier de Malte en 1598, tué, ainsi que son frère, au siège de la tour d'Alade, occupée par les Turcs.

IV. Charles de Lange, écuyer, seigneur de Chateaurenaud et de Villemenant, épousa en premières noces, en 1563, Madeleine de Bréchart, fille de Michel de Bréchart, seigneur de Chevenon, de Villemenant et de Congny, et en deuxièmes

noces Aune de Lenfernat, fille de Jean de Lenfernat, seigneur de Prunières, Villiers et La Lande. Il eut du premier lit :

1^o Philippe de Lange, qui continua la lignée ;

2^o Louise, mariée à Paul de Vièvre, seigneur de la Salle.

Du second lit sont issus entre autres enfants :

1^o Madeleine de Lange, mariée à Jacques de Chéry, seigneur de Mouliu-Porcher, Charly, Bois-Mercier, dont une fille épousa François de La Roche-Aymon ;

2^o Jean de Lange, reçu chevalier de Malte en 1573.

V. Philippe, baron de Lange, seigneur de Chateaufrenaud, de la Tour de Chevenon, de Villemenant, de Marcy, de Chardonnières, de la Croix-Rousse, faubourg de Lyon, mestre de camp du régiment de Nivernais, gentilhomme de la chambre du roi, chevalier de Malte en 1582, en minorité, en considération des services rendus à l'Ordre par sa famille, se fit relever de ses vœux alors qu'il était commandeur de Bourneuf. La bulle du pape, datée de 1597, fut fulminée à Paris en 1598, et Philippe de Lange épousa dans le mois d'avril de la même année Léonore de Lange, fille unique de Nicolas de Lange, seigneur de Laval, Dampmartin, Cuire, la Croix-Rousse, conseiller du roi, premier président du parlement de Dombes, lieutenant-général de robe, président à Lyon, ambassadeur en Suisse, et de Louise de Grollier. Nicolas de Lange était le dernier rejeton masculin de la branche établie à Lyon. Né en 1525, il avait été destiné à la magistrature, dans laquelle il se fit une certaine réputation de savoir. Il n'a laissé aucun écrit ; mais Coquille, dont il était l'ami, le proclame « digne successeur de ses ancêtres et personnage très-suffisant à manier grandes affaires. » Un de ses plus beaux titres de gloire est de s'être opposé au massacre de la Saint-Barthélemy dans la ville de Lyon.

Philippe de Lange, suivant la notice de 1824, fit partie de l'escadre de Saint-Luc, commanda les troupes de débarquement au siège de La Rochelle, et aurait, avec l'agrément du roi, fait partie des seigneurs qui s'associèrent au duc de Nevers pour le projet d'une croisade dans le but de délivrer l'Albanie du joug des Turcs. Après quelques menées secrètes

pour préparer dans cette province et dans la Morée un soulèvement général contre les mahométans, on dut abandonner cette entreprise, qui présentait peu de chances de réussite.

Précédemment, en 1592, Philippe de Lange s'était reconnu vassal et homme lige d'Henriette de Clèves, duchesse de Nivernais, pour la terre et seigneurie de Chevenon, qui lui était échue par le trépas de Gaspard de Brécharl, son oncle.

Le 9 décembre 1596, il acheta du seigneur d'Anglure, son cousin, la part de la seigneurie de Villemenant, que ce dernier possédait du chef de Catherine d'Autry, mariée à Jean d'Anglure. Les archives de la préfecture contiennent une reconnaissance du 8 octobre 1598 faite par Jean Griveau, procureur de Louis Saule et de Jean Veau, affineurs de fers, demeurant à Poiseux, à noble Philippe de Lange, d'une portion de pré sise au lieu de Mirmidon, en la vallée de la Nièvre.

Le seigneur de Villemenant mourut à Chateaurenaud le 9 décembre 1635, et fut inhumé auprès de ses ancêtres dans l'église de Germigny.

VI. Arnaud de Lange, chevalier, seigneur et baron de Villemenant, Chateaurenaud, seigneur de Coire, de Marcy, d'Arreau, des Chardonnières, de la Croix-Rousse et de Vaise, fils de Philippe de Lange, devint capitaine de cent chevan-légers au régiment d'Enghien, mestre de camp du régiment de Nivernais et député de la noblessé aux états généraux de 1650. Il acquit en 1629 de Jacques Rapine, écuyer, seigneur de Sainte-Marie, le fief de La Motte-d'Ouroûr, pour lequel il rendit hommage à Madeleine Bourgeois de Crespy, dame et comtesse des Bordes, veuve d'Achille d'Anssienville, à cause de son château de Saint-Sulpice. Par un autre acte de foi et hommage du 23 mars 1629, Arnaud de Lange se reconnut l'homme lige de l'évêque de Nevers, Eustache du Lys, pour sa seigneurie de Marcy, qui relevait de la terre épiscopale de Grenan. Mais il paraît que l'hommage n'était dû que pour moitié de Marcy, car Arnaud de Lange écrivit au dos de l'acte qu'il avait eu tort de reconnaître l'évêque de Nevers suzerain pour le tout de Marcy, moitié de cette terre relevant de celle de La Motte-d'Ouroûr.

Il épousa en 1621 Marie de La Grange-d'Arquian, fille d'Antoine de La Grange-d'Arquian, chevalier, comte de Maligny, lieutenant-colonel, et de Marie de Cambray. M^{me} de Lange était sœur du cardinal d'Arquian, père de Marie-Casimir de La Grange-d'Arquian, reine de Pologne, par suite de son mariage avec l'illustre Jean Sobieski, à qui la couronne de Pologne fut décernée en 1674. Arnaud de Lange était mort en 1660, ainsi qu'il résulte d'un inventaire de ses biens, en date du 20 juin de cette même année. Ses enfants furent :

- 1° Hubert de Lange, qui suivra ;
- 2° Louise, reçue à Saint-Cyr ;
- 3° Nicolas, cité dans un titre de partage, et qui fera l'objet de l'art. VII bis.

VII. Hubert de Lange, dénommé marquis de Lange, baron de Villemenant, seigneur de Cuire, la Croix-Rousse, Guérligny, Marcy, Arreau, les Chardonnières, resta sur le champ de bataille de Romilly. Il existe une reconnaissance du 8 octobre 1676, étant au terrier de la haute justice de Villemenant, paroisse de Guérligny, consentie par Claude Gascoing, seigneur de Demeurs, au profit d'Hubert de Lange, qui laissa aussi, à titre de rentes et de cens, à Claude Blandin, notaire royal, les droits qu'il possédait dans les bois de la Fontaine. De son mariage avec Anne de Selve, fille de Guillaume de Selve, seigneur de Laval, premier président au parlement de Dombes, qu'il avait épousée en 1669, il laissa :

- 1° Guillaume de Lange, dont l'article suivra ;
- 2° Balthazar, chevalier de Lange, seigneur de Cuire ;
- 3° Louise de Lange, citée dans un acte de 1719 ;
- 4° Jeanne de Lange, mentionnée dans le même titre.

VIII. Guillaume de Lange, marquis de Lange, seigneur et baron de Villemenant, et autres terres en partie, fut major au régiment de Montbolsier, lieutenant-colonel au régiment du roi-infanterie, inspecteur des gardes-côtes de la Bretagne et chevalier de Saint-Louis, à la suite de la blessure qu'il reçut à la bataille de Norwinde, qui le priva d'un bras. De 1707 à 1716, la reine de Pologne, sa cousine, alors en résidence à

Rome, le créa son chevalier d'honneur. N'ayant pas eu de postérité de Charlotte-Madeleine de Puisieux, fille de Gabriel de Puisieux et de Thérèse Laisné, Nicolas de Lange, son oncle, continua la lignée.

VII *bis*. Nicolas de Lange, dit le chevalier de Lange, frère d'Hubert de Lange, dont il est parlé au n° VII, est qualifié seigneur de Guérigny, Villemenant, Culre et la Croix-Rousse, et capitaine au régiment de Clermont-cavalerie. Son père, Arnaud de Lange, avait substitué une partie de ses biens à Hubert et à son fils Guillaume de Lange, ce qui entraîna Nicolas de Lange dans une voie fatale pour la fortune de sa maison. Il épousa Marie de Levis, fille de Louis de Levis, conseiller et maître d'hôtel ordinaire du roi, gentilhomme de sa chambre, et de Marguerite-Catherine de Boisloré. Ce mariage lui procura la survivance de la charge de son beau-père. Ils eurent pour enfants :

1° Hyacinthe de Lange, dont l'article viendra ;

2° Jeanne-Marguerite, mariée à Joseph-Hubert de Salignac, seigneur de La Tour et de Moulin-Porcher, dont elle n'eut pas de postérité.

VIII *bis*. Hyacinthe, baron de Lange, seigneur de Villemenant et de Guérigny, garde de la marine à Toulon, cheveu-léger de la garde du roi Louis XIV, ne doit être autre que celui que la marquise de Béthune, Louise-Marie de La Grange-d'Arquian, comtesse des Bordes, sœur de la reine de Pologne, désigne dans son testament de 1726 sous le nom de chevalier de Lange, garde de la manche du roi, et auquel elle lègue une pension viagère de 500 livres, donation que, du reste, elle révoqua par un codicille du 14 juillet 1728. Hyacinthe de Lange épousa en premières noces Hélène de Forestier, veuve de Jean de La Ferté-Meun, et en deuxième noces Marie de Berthier, fille d'Eustache de Berthier, seigneur de Bizy, de Contre, et d'Elisabeth Dupin. Il eut de cette seconde alliance :

1° Joseph-Hyacinthe, qui fera l'objet de l'article IX ;

2° Balthazard, garde de la marine, mort à Saint-Domingue ;

3° Henriette, dite Mlle de Villemenant, religieuse à Saint-Cyr ;

4° Elisabeth-Catherine, aussi religieuse à Saint-Cyr.

IX. Joseph-Hyacinthe, baron de Lange et de Villemenant, servit, dès 1730, dans une compagnie de cadets gentilshommes à Rochefort, sous les ordres de son grand-oncle, le comte de La Grange-d'Arquian, alors chef d'escadre, à la mort duquel il s'embarqua pour Saint-Domingue, où il devint commandant général de la partie nord de l'île. C'est lui qui aliéna, en 1750, la seigneurie de Villemenant, dont Pierre Babeau de La Chaussade devint l'acquéreur. Mme de Lange ratifia cette vente le 13 février 1753.

Je terminerai en quelques lignes la généalogie de la famille qui m'occupe, car, à partir de cette époque, elle resta complètement étrangère au Nivernais.

Joseph-Hyacinthe de Lange eut de Marie d'Astier, fille de Thomas d'Astier, commandant des milices au Cap français, cinq enfants :

1° Achille-Casimir-Charles, marquis de Lange, élevé par le duc de Bouillon, mort mestre de camp de cavalerie, âgé de trente-un ans ;

2° Denis-Joseph-Hyacinthe, marquis de Lange, connu dans le monde sous le nom de marquis de L'Ange Comnène, et qui est l'auteur de la généalogie imprimée en 1824, dont j'ai parlé fréquemment. Il ne laissa que des filles ;

3° Marie-Renée-Paul de Lange, mariée au comte de Colborn ;

4° Marie-Jeanne-Claude, épouse du marquis de Boursin ;

5° Marie-Michelle-Denise-Gabrielle de Lange, mariée en 1777, à Bordeaux, à Jacques-Thomas-Nicolas Ribault de Laugardière. Ils périrent en mer avec leurs enfants après la révolte de Saint-Domingue.

DERNIERS SEIGNEURS DE VILLEMENANT.

A la suite de revers de fortune, la famille de Lange avait été dans l'obligation de vendre successivement ses seigneuries du Nivernais et du Lyonnais. Le fief à haute justice de Villeme-

nant (1) fut acquis du baron de Lange, suivant contrat du 5 mars 1750, par Pierre Babeau de La Chaussade, écuyer et conseiller du roi, dont le nom est devenu célèbre dans les annales de l'industrie métallurgique par l'essor qu'il donna aux forges de Guérigny, de Frasnay-les-Chanoines, de Villemenant, de Demeurs, de Lavache, de Saint-Aubin et de Cosne, qui lui appartenaient. Chargé d'approvisionner la flotte de tout le matériel de fer dont elle pouvait avoir besoin pendant la guerre de l'indépendance en Amérique, Babeau de La Chaussade sut imprimer une telle activité à la fabrication, que Louis XVI, pour l'en récompenser, lui proposa, en 1780, l'acquisition de ses forges et de ses domaines. Cette vente fut conclue le 8 mars 1781. C'est alors que les usines, terres et châteaux de Guérigny, de Demeurs, de Villemenant et autres passèrent au roi. On réserva au vendeur l'insigne honneur de donner son nom à ces établissements, qu'il avait rendus si prospères, et encore maintenant le nom de forges de La Chaussade, qui les désigne toutes, rappelle les nombreux services que leur intelligent propriétaire sut rendre au gouvernement.

Pierre Babeau de La Chaussade appartenait à une famille originaire de Lorraine, qui avait pour armes : *d'or au chêne de sinople glanté d'or et terrassé du second émail*. Les archives de la préfecture contiennent un grand nombre de pièces dans lesquelles on le trouve dénommé seigneur et baron de Villemenant, de Franay, seigneur de Beaumont-la-Ferrrière, Sixchamps, Richerand, Demeurs, Médine, Ouvreau, Bois-Ganard, Narcy, Rue-des-Fourneaux, Guichy, Sauvage, Botz, Berlière, La Doue et autres lieux. Voici le sommaire des titres les plus intéressants : Procuration donnée en 1754 par M. de La Chaussade pour

(1) La terre et seigneurie de Villemenant se composait alors des château, dépendances, jardin, verges; du pré de Villemenant, rapportant environ 30 chariots de foin; du domaine, contenant 814 boisselées de terre et 32 chariots de foin; des forges, avec bâtiments en dépendant; de 443 arpents de bois; des droits de haute, moyenne et basse justice; enfin du droit de collation des chapelles de Sainte-Marie et de Saint-Yves; soit en tout, pour les terres et prés, 83 hectares environ, et pour les bois, 321 hectares.

présenter requête à la Chambre des comptes de Nevers à l'effet de requérir l'enregistrement du brevet de concession, octroyé par le duc de Nivernais, d'un terrain situé entre la Loire et la Nièvre et érigé en fief en sa faveur, sous le nom de Médine, avec pouvoir de faire rendre hommage de cette terre au duc. — Demande d'un délai de deux années à la Chambre des comptes par M. Babeau de La Chaussade pour se mettre en mesure de fournir le dénombrement de Franay, Richerand et autres seigneuries. — Cession faite au même, en 1752, par le duc de Nivernais, de tous les droits seigneuriaux et féodaux qui lui étaient dus pour l'acquisition du fief des Fourneaux, à la condition toutefois de rendre foi et hommage au duc pour la totalité de cette terre. — Procès-verbal de visite et estimation du mobilier existant dans les forges de M. de La Chaussade, le tout s'élevant à la somme de 564,878 livres 8 sols 11 deniers.

Ce volumineux inventaire, daté du 11 novembre 1780, indique que le château de Villemenant était alors transformé en partie en arsenal; qu'il renfermait des canons, des boulets et autres engins pour 36,425 livres 49 sols; que le mobilier de la petite forge de Villemenant s'élevait à 1,953 livres 62 sols; que le magasin de Villemenant avait des approvisionnements pour 4,685 livres 15 sols; soit en tout 43,064 livres et 26 sols.

Un acte notarié des archives des Bordes apprend que le 18 juin 1780 la marquise de Béthune, comtesse des Bordes, avait loué pour neuf années, à M. de La Chaussade, le château, la terre des Bordes et la forge du Gué-d'Heuillon. L'Etat continua puis renouvela ce bail.

M. Pierre Babeau de La Chaussade avait épousé en premières noces, suivant contrat du 4 mars 1734, Marie-Anne Jacqueline Masson, fille du premier mariage de Jacques Masson, écuyer, directeur général des finances du duc de Lorraine, seigneur de Guérigny depuis 1722, et de Marie-Anne Duru, sa femme. Etant devenu veuf, M. de La Chaussade se remaria, en mai 1746, avec Anne-Rose Le Conte de Nonant. Il eut du premier lit :

1° Antoinette-Rosalie Babeau de La Chaussade, unie, par

contrat du 5 avril 1742, à M. Goojon de Gasville d'Yville, capitaine au régiment colonel-général ;

2° Cécile, qui s'allia, en 1756, au marquis de Gulry, et sa sœur cédèrent les droits qu'elles tenaient de leur mère à M. de La Chaussade, leur père ;

3° Jean-Pierre Babeau de Guérigny, qui passa différents arrangements avec son père au sujet de la cession de ses droits dans la succession maternelle.

De sa seconde alliance, M. de La Chaussade laissa plusieurs enfants, dont une fille mariée à M. de Berthler de Bizy, et un fils connu sous le nom de baron de Villemenant. Par une faveur spéciale, le roi, dans l'acte d'acquisition des forges et domaines en 1784, avait accordé à ce dernier l'autorisation de continuer à porter le nom de Villemenant pendant sa vie.

APPENDICE.

L'historique du château et de la terre de Villemenant, à partir de l'époque de l'acquisition qu'en fit le roi Louis XVI, c'est-à-dire depuis 1784, peut se résumer en quelques lignes. Transformée en arsenal par M. de La Chaussade, l'ancienne demeure seigneuriale et héréditaire des de Veaulce, de Bréhard et de Lange, paye son tribut à la révolution, qui ne se montre pas trop exigeante : deux tours seulement sont démantelées et deux autres sont démolies. Un décret de la Convention du 11 avril 1793 transfère les forges de La Chaussade et par conséquent Villemenant au département de la marine. Vers cette époque quelques constructions en mauvais état sont abattues, et sur leur emplacement on élève le bâtiment d'habitation et la grange qu'on voit encore de nos jours et dont la Nièvre baigne les murs. L'ancien manoir est laissé en location à des employés et ouvriers des forges. Plus tard, une partie de l'ancien fief de Villemenant est acquise par la famille Bert. Le château, mis en vente par le gouvernement, est adjugé à Pierre Pastrand et à Pierre Buzelin, suivant procès-verbal du 24 août 1854. Après le décès du sieur Pastrand, qui en était devenu le seul propriétaire,

M. Girerd, avocat, en devient l'acquéreur, par jugement du 11 mai 1864, et le vend le 24 mars 1866 à M. Bonvallet et à dame Alviset de Maisières, son épouse, qui eux-mêmes viennent de l'alléner.

Adrien BONVALLET.

Une coutume funéraire dans les environs de Nevers.

Dans un livre qui est entre les mains de tous les praticiens (*le Médecin des villes et des campagnes*), le docteur Munaret énumère avec enthousiasme les richesses que la campagne prodigue au médecin de village pour le dédommager de ses privations sociales et de ses fatigues journalières.

« A lui, s'écrie-t-il, à lui tout seul les dons non marcotés de
» Flore, la stalactite des grottes, le prisme chatoyant du
» minéral, les débris diluviens, les médailles verdies par le
» pinceau des siècles, les sveltes amphores de l'Etrurie que
» déterre le soc des charrues ; à lui les oripeaux du moyen âge,
» les ruines du féodal manoir ; à lui leurs chroniques touchantes
» ou terribles, les curieuses archives de la tradition, les chants
» populaires, les airs nationaux, les vieux proverbes, etc. »

Cette phrase, vous le voyez, Messieurs, expose bien l'ensemble de vos travaux, et je pense que la communication que je vais vous faire ne sortira pas du cadre des occupations favorites de la Société nivernaise.

Il s'agit, en effet, d'une coutume usitée dans les environs de Nevers, à laquelle se rattache un de ces préjugés, si nombreux parmi les populations campagnardes, dont les uns sont absurdes tandis que les autres sont empreints d'une certaine poésie dont il est impossible à l'observateur de ne pas subir l'influence. Voici donc la touchante pratique suivie par nos paysans nivernais, et dont j'ai recueilli les détails dans le charmant village de Sermoise. Le chef de la maison, brave cultivateur, qui n'a jamais connu d'autres distractions que celles que procure le rude

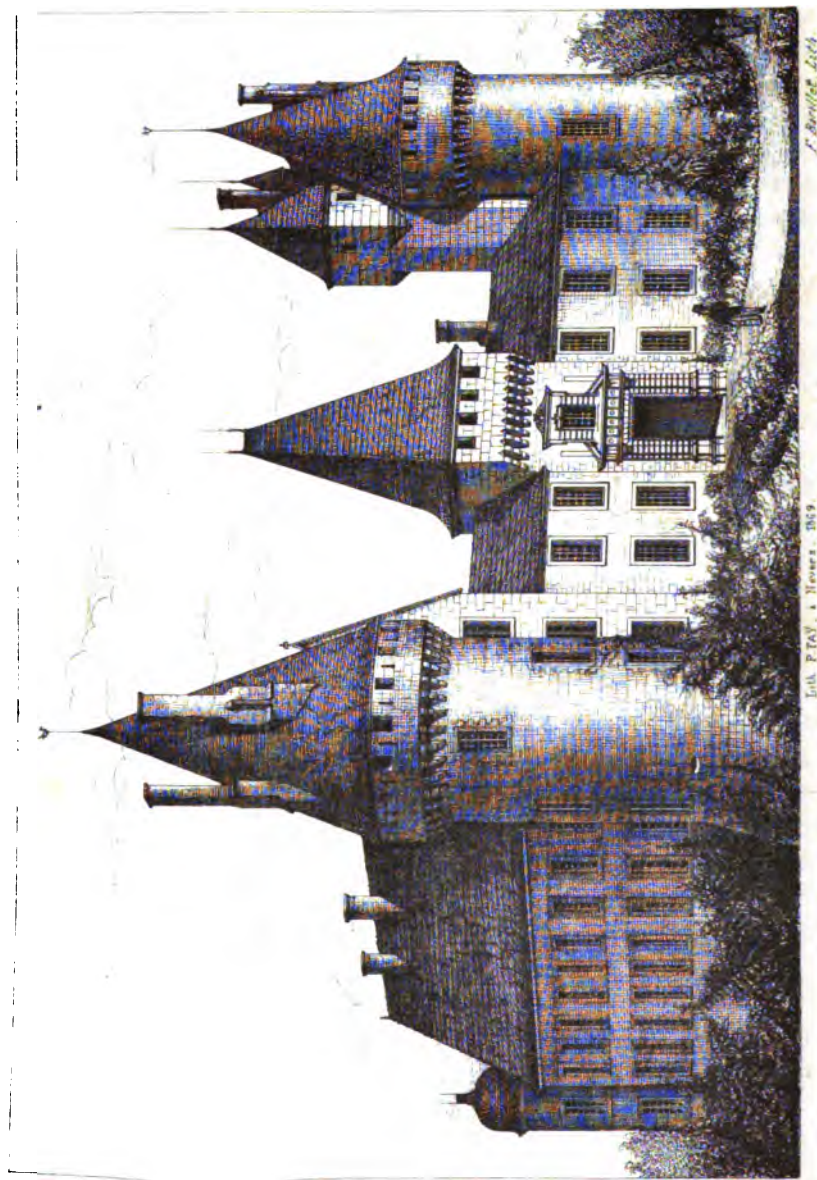
labeur des champs, et qui n'a jamais goûté d'autre bonheur que celui que donne l'accomplissement de tous les devoirs, cet honnête campagnard, dis-je, a été surpris par l'orage au milieu de la plaine; il est rentré mouillé jusqu'aux os, n'ayant pas (selon son expression) sur lui un fil de sec; il s'est mis au lit avec le frisson, et, au bout de quelques jours, le mal a vaincu cette organisation débilitée par l'âge et par les travaux prolongés. Sa mort est simple comme l'a été sa vie. Dès que le danger s'est manifesté, les enfants ont cessé d'aller au travail et se sont rangés, tristes et silencieux, autour du lit sur lequel le moribond va bientôt cesser d'exister. Cependant la maladie atteint son terme fatal, et le père de famille s'éteint, en paix avec sa conscience, après avoir reçu les consolations suprêmes du chrétien. C'est à ce moment que l'aîné de ses enfants, après lui avoir fermé les yeux, prend dans l'armoire du ménage, à côté du bouquet de mariée de sa mère et d'autres reliques de famille, un lambeau d'étoffe noire qu'il va, sans perdre un instant, attacher à la ruche dont les abeilles bourdonnent au soleil dans le jardin. Les intelligentes travailleuses n'ont pas cessé de se livrer à leur va-et-vient continu, symbolisant ainsi la vie et le mouvement, dans cette habitation devenue silencieuse depuis qu'elle a été visitée par la mort. Il est rare qu'il n'y ait qu'un seul panier de mouches à miel; il en existe autour de la maison presque toujours plusieurs, et chacun d'eux porte bientôt le signe funèbre du deuil.

Voici le premier acte qui s'accomplit dès qu'une main pieuse a rabattu sur les yeux éteints du défunt ses paupières demicloses; car, dit-on, les abeilles font partie de la famille; elles se fâcheraient si on ne les mettait pas en deuil, et l'essaim tout entier partirait bientôt pour ne plus reparaitre. Telle est la coutume que je voulais vous raconter; je vous la livre sans commentaires. Chercher à ce préjugé champêtre une origine palenne ou autre, une explication technique ou historique, serait en altérer la naïveté et la grâce.

Docteur SUBERT.

33 mai 1868.





CHATEAU DES BORDES.

Le château des Bordes et ses seigneurs,

Par ADRIEN BONVALLET.

Pour retracer l'histoire du fief des Bordes et celle de ses seigneurs, les matériaux sont abondants, grâce au précieux chartrier de la propriété, qui, caché et ainsi sauvé de la ruine pendant la tourmente révolutionnaire, a été retrouvé à Nevers, il y a quelques années, tiré de l'oubli et soumis à un triage sérieux par les soins de M. Amédée Richard, qui venait d'acquérir le château et une grande partie de la terre des Bordes.

Cette découverte est sous plus d'un rapport d'un haut intérêt. Non-seulement on y rencontre des titres fort anciens, non-seulement cette importante collection embrasse sans interruption une période de six siècles, non-seulement on y trouve depuis les actes les plus simples jusqu'aux monitoires les plus violents, jusqu'aux procès les plus piquants ; mais encore elle nous montre dans toute son étendue la législation des temps passés, avec ses obligations, ses devoirs et aussi ses prérogatives féodales. Nous y voyons la forme usitée pour les contrats d'acquisition et de mariage, pour les transactions, pour les testaments. Que de lumières ! Quels féconds enseignements pour la coutume du Nivernais, pour l'histoire des familles, pourraient ressortir de l'étude approfondie de ces précieuses archives ! Combien, sous la plume d'un légiste, il serait intéressant de suivre pas à pas les usages des différentes époques ! Avec quel intérêt nous y verrions, entre autres pratiques, la solennité qui présidait pendant le moyen-âge aux actes de vente lorsque, jurant d'observer les conditions du contrat, le vendeur, plaçant sa main dans la main du notaire, remplaçait par un serment d'honneur la signature exigée de nos jours : *Jurans per fidem in manu nostra prestatam corporaliter, quod garantizabit emptori et ejus heredibus ac successoribus venditionem adversus omnes, ad usus et consuetudines Nivernenses*. En un mot, nous y retrouverions appliquée à une seule terre, pour ainsi dire, toute la coutume

féodale, et, souvent réfutés par les faits eux-mêmes, des erreurs, des préjugés grossiers qui se sont perpétrés jusqu'à nos jours sur des temps déjà si éloignés de nous.

Le paléographe, de son côté, trouverait dans l'examen de ces titres le sujet de nombreuses observations. Avec quel zèle il nous ferait admirer ces vieux parchemins du treizième siècle, à l'écriture latine, souvent calligraphiée, aux sceaux de cire brute apposés sur des lacs de grossière étoupe ; comme il nous montrerait avec joie sur plusieurs de ces sceaux primitifs et bien conservés les armes du roi, celles des comtes et des évêques de Nevers ! Comme il nous amènerait à reconnaître que dans les parchemins du siècle suivant l'écriture devient moins correcte, que les abréviations sont toujours employées, et qu'à la cire brute des sceaux a succédé l'usage de la cire rouge, posée sur des bandes de parchemin ; il nous ferait constater au quinzième siècle la décadence de l'écriture, les tendances au développement des formules, la rédaction en langue française, modifications qui n'ont fait qu'augmenter au seizième siècle, pendant lequel l'écriture, vaincue par l'imprimerie, semble n'avoir plus de règles, plus de principes : véritable désordre, sorte de chaos que la patience seule permet de pénétrer et d'éclaircir. Enfin, passant plus rapidement sur les siècles suivants, il nous ferait voir que l'emploi du parchemin n'était plus guère affecté qu'aux actes d'une grande importance ; que les sceaux de papier remplaçaient souvent les cachets de cire ; que l'écriture tendait sensiblement à s'améliorer jusqu'au dix-huitième siècle, dans lequel elle se perfectionna tellement que quelques titres sont d'une pureté d'exécution digne d'être mentionnée.

Il est donc facile de comprendre toute la valeur qui s'attache à cette collection, appelée autrefois *le trésor des chartes des Bordes*, puisque l'historien, le légiste, le paléographe et même l'économiste peuvent y trouver le sujet de longues et sérieuses études. Aussi ne saurais-je trop remercier M. Richard de l'obligeance toute particulière avec laquelle il a bien voulu mettre cette rare collection à ma disposition, pour en extraire le tra-

rail historique qui suivra, et que je fais précéder de la description du château.

LE CHATEAU DES BORDES.

Dans la riante vallée de la Nièvre, et sur le sommet d'un coteau, qui domine à l'est le paisible village d'Urzy, situé à deux lieues de Nevers, s'élève l'ancien château des Bordes, l'un des plus beaux du Nivernais. Ses tours aux créneaux et aux mâchicoulis sans nombre, aux toits d'ardoises orgueilleusement jetés dans l'espace, ses tourelles et sa coquette vigie, en un mot, l'ensemble de ses constructions, offrent un spectacle imposant pour l'imagination, lorsque venant de Nevers, soit par le Pont-Saint-Ours, soit par les bois d'Urzy, il se découvre grandiose et majestueux aux yeux étonnés du voyageur.

Tel qu'il est actuellement, le château forme deux corps de logis principaux. Le plus remarquable est assurément celui qui regarde le sud. Il se compose d'un bâtiment flanqué de deux grosses tours, couronnées de mâchicoulis, de créneaux, percées de meurtrières et surmontées de hauts toits coniques en ardoises. A la tour de droite, anciennement appelée la tour de l'Horloge ou le donjon, est accolée, du côté de la cour intérieure, appelée la cour d'honneur, une tourelle à pans, terminée par une petite pièce carrée en colombage, sorte de vigie ou d'échauguette à laquelle on parvient par une plus petite tourelle, dont le toit algu atteint la hauteur de celui de la tour principale. Rien ne saurait dépeindre l'élégance et la grâce de cette adjonction.

Au milieu de la façade du sud, dans l'épaisseur du bâtiment, se trouve la tour carrée du portail, terminée également par des mâchicoulis et par des créneaux. Elle est percée, à sa partie inférieure, d'une porte qui mérite l'attention par l'ornementation de ses montants et de son fronton, dans lequel on a enté une fenêtre à écusson et à fronton contourné.

Toute cette portion décrite du château, à part quelques restaurations du dix-septième siècle, est fort ancienne. Elle date de

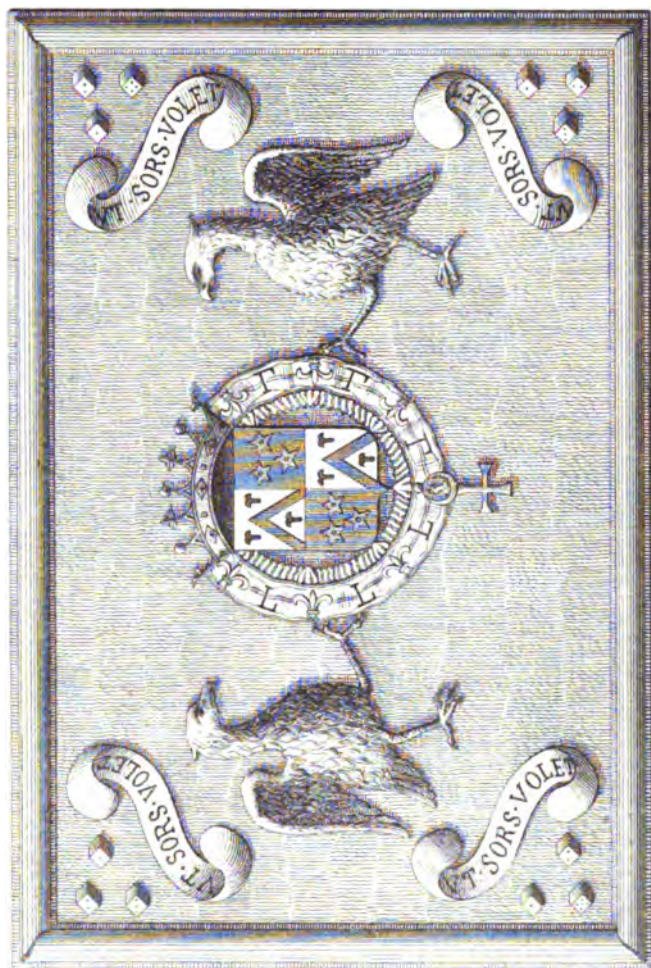
l'année 1486, époque à laquelle le roi Charles VIII octroya à son amé et féal chambellan, Philibert de La Platière, des lettres patentes autorisant la reconstruction des Bordes, ruinées en partie pendant les guerres des Anglais. L'épaisseur extraordinaire des murs, les corbeaux en pierre de la tour de droite, ses cheminées à colonnettes, ses bancs en maçonnerie, placés dans les embrasures des fenêtres, l'apparence, dans le portail, des ouvertures perpendiculaires, dans lesquelles grinçaient autrefois les chaînes du pont-levis, ne laissent aucun doute à cet égard. Au dix-septième siècle, on fit de grandes réparations extérieures dans cette partie du château; le fossé fut comblé, le pont-levis supprimé, et la grande porte actuelle, avec sa grille de fer, allia ses élégantes proportions à la sévérité de l'architecture féodale.

Le second corps de logis aux grands appartements, dont le pignon à fleuron et à garniture de pierre aboutit entre la grosse tour de gauche et le portail déjà décrit, donne d'un côté sur la vallée d'Urzy, par sa façade à neuf fenêtres de rang et à un étage régulier, surmonté autrefois d'une vaste et belle lucarne; une petite tour au toit arrondi le termine au nord. De l'autre côté, une façade sur la cour d'honneur offre beaucoup plus de caractère. Les deux portes et les fenêtres accouplées des deux étages de l'escalier attirent agréablement la vue par la disposition de leurs ornements. Il faut toutefois reconnaître que les quatre autres portes, qui ont été percées depuis au rez-de-chaussée, sont, avec leurs frontons triangulaires ou arrondis, leurs mesquines proportions, peu en harmonie avec le reste (1). Quoi qu'il en soit, si, par l'apparence, ce vaste bâtiment ne paraît pas avoir la même ancienneté que celui du portail et des tours, il est certain du moins que son origine est la même, et qu'on l'édifia au milieu du seizième siècle sur l'emplacement d'une cons-

(1) Depuis que cette description des Bordes a été faite, le propriétaire actuel, M. Col, a apporté dans certaines parties du château des changements et des modifications dont je ne crois pas devoir entreprendre ici l'appréciation.



CHATEAU DES BORDES



PLAQUE EN FONTE.

de la chambre de la salle a manger replacée dans la chambre de la chambre du Roi

truction primitive, dont on conserva certaines parties. Ce que j'avance est manifeste, par l'examen du pignon à fleuron de pierre dont j'ai parlé précédemment, et par l'épaisseur des murs d'une portion du rez-de-chaussée.

Si l'on pénètre dans les appartements par le grand et bel escalier italien, à rampes de pierre, auquel cependant l'élévation un peu restreinte du bâtiment n'a pas permis de donner toute l'ampleur, toute la grâce et tout le développement qui lui convenaient, on n'aura guère à remarquer au premier étage que le grand salon à quatre fenêtres, avec sa cheminée largement percée et ornée de reliefs, de feuilles et de festons multipliés. Une petite plaque en fonte, aux armes des familles d'Anssienville, de La Platière et des Bordes, en occupe le fond et a remplacé une immense plaque sur laquelle on voyait les armoiries écartelées des anciens seigneurs des Bordes. Ce salon était autrefois appelé la chambre à balustre, parce que le lit, placé sur une estrade à plusieurs degrés, était séparé du reste des autres meubles par une grille ou balustrade en bois d'un fort beau travail.

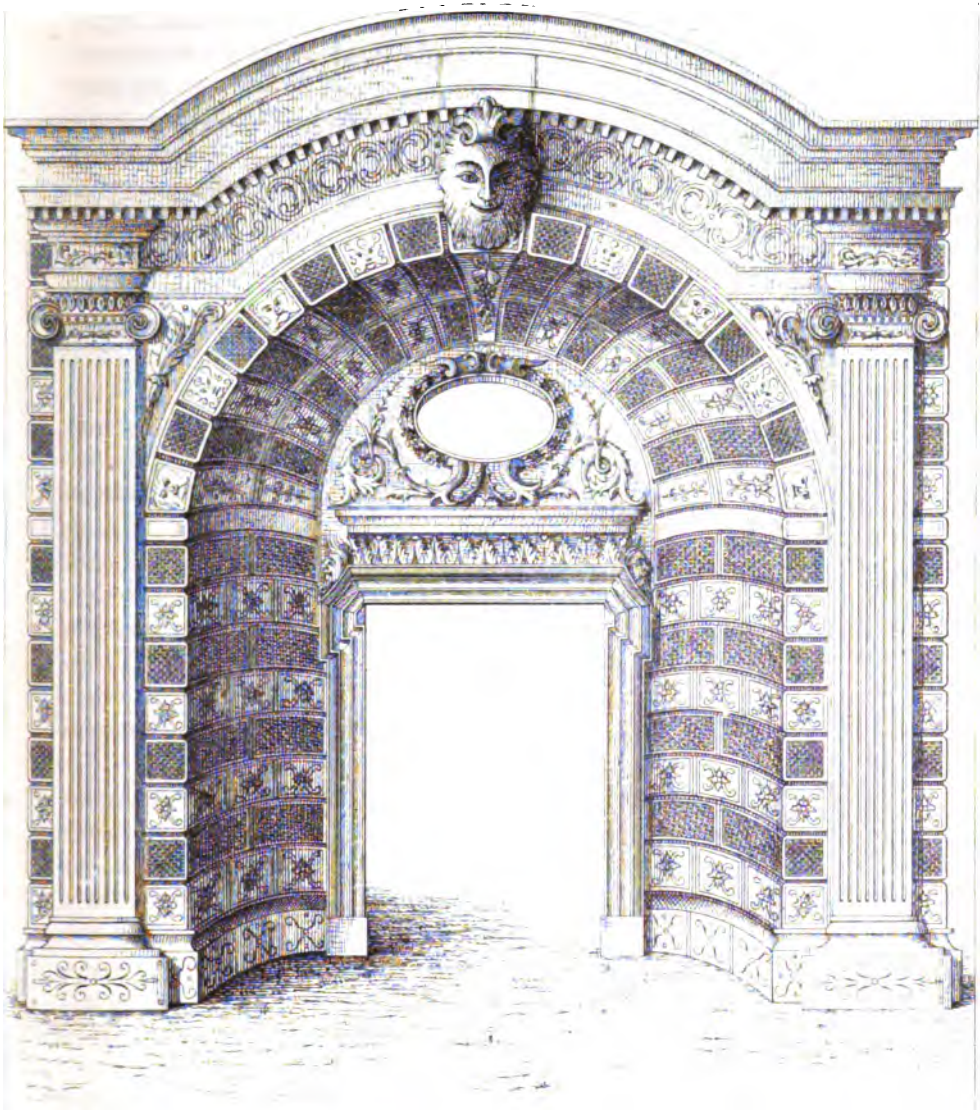
Au rez-de-chaussée, j'appellerai l'attention du visiteur sur la cheminée de la salle à manger, dont la partie supérieure est ornée d'un chiffre enlacé aux initiales L de la famille de Lagrange, et sur sa plaque en fonte, aux armes écartelées aux 1^{er} et 4^e quartiers de La Platière et aux 2^e et 3^e quartiers des Bordes. Les colliers des ordres de Saint-Michel et du Roi entouraient cet écusson. Sur les quatre banderolles placées aux angles de cette plaque, et surmontées de trois dés à jouer, on lit la fataliste devise des seigneurs de La Platière : VT SORS VOLET, que plus tard le vaillant Imbert de La Platière de Bourdillon, maréchal de France sous Charles IX, compléta par ces mots : TAMEN STABO ; ce qui signifiait alors : « Quoi que fasse le sort, je resterai debout..., je me maintiendrai..., je résisterai... » Cette plaque a été reportée dans la chambre dite du Roi, ainsi dénommée dans les inventaires du siècle dernier, parce qu'elle fut destinée au roi de Pologne, Jean Sobieski, beau-frère du marquis de Béthune, ambassadeur en Pologne, et neveu de Mme d'Anssienville d'Espoisses, comtesse de Maligny et des Bordes. A la partie su-

périeure de la vaste cheminée de pierre est sculptée en relief l'aigle double de Pologne, surmontée d'une couronne royale que le marteau révolutionnaire a mutilée. Des vues de Varsovie, de la Vistule, peintes au-dessus des portes, ont été conservées jusqu'à nos jours. Cette pièce était décorée autrefois avec luxe. Elle était habitée par la comtesse des Bordes, ainsi qu'on le voit dans l'inventaire général du mobilier du château dressé après sa mort, le 1^{er} avril 1704. Voici le détail de quelques-uns des objets et meubles les plus remarquables : Lit de chêne à la duchesse, avec piliers au chevet et impériale à deux étages, rideaux avec pentes garnies de crépines, de glands d'or et d'argent, courte-pointe, dossier de l'impériale garnis de même, et enrichis de chiffres brodés d'or, le tout en damas cramoiisi ; fauteuils, sofas, tabourets garnis de même ; portraits du roi de Pologne, de la reine, du prince Jacques Sobieski, du cardinal d'Arquian, du marquis et de la marquise de Béthune, de la grande chancelière de Pologne, de son fils, de sa fille, de Mme d'Espoisses, religieuse en Madeleine ; tableaux et miniatures, meubles divers, pendule, candélabres, crucifix, bénitier, glaces, miroirs, etc., etc. Je n'affirmerai pas que le roi Jean Sobieski ait réellement habité cette pièce, ou même qu'il soit venu aux Bordes, car je n'en ai trouvé nulle part la mention précise. Cependant la tradition paraît formelle sur ce point intéressant, mais discutable.

De la chambre du roi on communiquait, par un salon splendide, à un troisième corps de logis qui, parallèle à celui du portail, se terminait par une tour dont il existe encore des restes. De ce magnifique salon, aux tentures de cuir bleu et argent, au plafond disposé en dôme, décoré de peintures délicate rehaussées d'or, et auquel se rattachaient quatre lustres de bois doré, on pénétrait dans la chapelle intérieure du château, appelée aussi l'oratoire. C'est là que jadis les nobles dames du lieu venaient se recueillir et prier.

Un portail aux belles proportions, aux sculptures nombreuses, donnait accès sur le jardin et séparait en deux portions ce bâtiment, dont le prolongement était distribué en différentes

CHATEAU DES BORDES



PORTE EN PIERRE SCULPÉE,

q. se trouve autrefois dans le bâtiment détruit de la Salle des Gardes Elle est actuellement dans le parc de Saincaize

Hauteur 5^m 75^c — Largeur 5 mètres



1

pièces. L'une des portes, en pierre, a été transportée dans le parc du château de Sainvalze, et l'autre remplacée dans un des bâtiments de l'usine de Guérigny. Cette dernière était moins ouvragée. Parmi les objets qui meublaient l'intérieur de ce portail, on comptait, suivant l'inventaire de 1704, vingt-six portraits tant d'hommes que de femmes, la plupart de la famille ; ils formaient la galerie des ancêtres.

Au premier étage et contigu à la chambre dite de la Marquise ou à cheminée de marbre se trouvait la grande salle des gardes, dont la dénomination indique assez l'ancien usage. Sa riche ornementation, sa cheminée en bois sculpté surmontée du portrait en pied de Jeanne d'Arc, qui, dit-on, avait couché aux Bordes, étaient bien faites pour attirer l'attention. Notons en passant que la présence de Jeanne d'Arc aux Bordes semble être un fait controuvé. Enfin, à côté, c'est-à-dire à l'extrémité du bâtiment détruit, on avait la chambre à l'Italienne ou du marquis de Béthune, dont le précieux mobilier est ainsi détaillé dans l'inventaire déjà cité : « Un lit à la duchesse de cinq » pieds et demy, en bois de noyer, sans quenouille et deux » piliers seulement au chevet, et l'impériale à deux estages ; » le dessus dudit lit sçavoir : trois pentes, trois soubassements, » deux cantonnières, deux bonnes grâces fonds de velours vio- » let garny de cartouches en broderie, de manteaux de » l'ordre semez de flammes en broderie d'or et fleurs de lys, le » tout et les cartouches bordés d'un galon d'or large du petit » doigt. La courte-pointe, le grand dossier chantourne l'impé- » riale et les petites pentes de dedans, le tout par compa- » rtimens de velours et d'étoffes de plusieurs couleurs or et » argent rehaussées et rebrodées, semées de flammes et de fleurs » de lys de broderie d'or, tous les compartimens d'un galon » et milleray d'or ; plus quatre pommes de lit fonds de » velours semées de flammes et galonnées d'or avec leurs » houppes de cable d'or ; deux portes rideaux de velours vio- » let bordé de galon d'or, avec une olive d'or pour embrasser » les rideaux au chevet ; plus six fauteuils, deux chaises et deux » tabourets de bois doré et sculpté garni de crin, les fonds et

» dossiers de velours violet semés de flammes et bordés par con-
» partiments d'un galon d'or réaüssé et large d'un petit doigt ;
» plus trois portières de velours violet avec un grand chiffre
» dans le milieu avec sa couronne d'un galon et estoffes en bro-
» derie d'or, les tours et les quatre coins d'un galon d'or
» pareil ; lesdits coins semés de flammes en broderie d'or (1) ;
» lesdites portières doublées de taffetas d'Angleterre jaune,
» plus une table et deux guéridons de bois doré et sculpté, une
» grande et belle table d'albâtre et d'agate où sont les armes
» de Béthune aux quatre coins, le pied doré aussi dans une
» pierre ; plus un grand miroir à bordure dorée avec son chapl-
» teau ; plus un confessionnal de bois de noyer garny et couvert
» d'estoffes de plusieurs couleurs or et argent et fond noir ; plus
» un écran de bois doré et sculpté, un crucifix d'ivoire avec une
» croix dorée et le fond de velours noir dans un cadre de
» bois doré, un bénitier de cristal, etc., etc. » On le voit, à
cette époque un ameublement princier ajoutait ses merveilles
à la richesse de la décoration intérieure des appartements.
Des inventaires de 1735 et de 1770 n'indiquent que trop que
cette splendeur n'existait déjà plus pour le mobilier, car les
parties les plus remarquables avaient été transférées à l'hôtel
de Béthune à Paris et au château de Selles en Berri, dont cette
famille préférait la résidence. Les Bordes commençaient à être
délaissées, et cet éloignement prit tant d'extension, qu'en 1780
M^{me} de Béthune afferma le château en partie et toute la pro-
priété à des maîtres de forges, puis au gouvernement, qui y plaça
un personnel peu choisi. Aussi, lorsqu'en 1800, à l'expiration
du bail avec le gouvernement, la marquise installa ses fermiers
dans la plus grande portion du château, ce fut le dernier coup.
Les dégradations les plus regrettables se consommèrent avec la
plus insigne ignorance. En 1820, les fenêtres de la plus grande

(1) Il est utile de constater que, pour les désignations des autres
pièces, on mentionne toujours qu'il s'agit de galon et d'ornements en
or faux. Comme cette spécification n'est pas faite pour la chambre du
marquis, on peut supposer qu'il s'agit d'or pur.

partie des ouvertures n'existaient plus, les appartements avaient changé de destination ; l'oratoire, chose honteuse à rappeler, abritait des pourceaux. La ruine de cette noble habitation n'était donc plus que l'œuvre d'un nombre plus ou moins restreint d'années, lorsque M. le baron de Maisières, mon beau-père, se présenta en 1820 pour acquérir de M. le marquis de La Tour du Pin la terre des Bordes, qui lui était échue du chef de sa mère, fille du dernier comte de Béthune. Le nouveau propriétaire, M. de Maisières, qui venait d'entreprendre la restauration du château, dut, sur l'avis des architectes, sacrifier l'aile qui contenait la salle des gardes ; car plusieurs solives du plafond, ainsi que les poutres et chevrons de la toiture, étaient tombés pourris à la suite des infiltrations des eaux pluviales. Une lézarde profonde, béante et d'une largeur effrayante, avait fait surtout appréhender le peu de solidité de ce corps de bâtiment, autrefois le plus beau du château. Sa construction remontait à l'année 1552, d'après le millésime placé au sommet de l'admirable lucarne qui le couronnait.

Des descriptions précédentes, il résulte que le château des Bordes formait un parallélogramme fermé à l'est par une grille et par une porte en fer d'une fort belle exécution. Elle donnait accès dans la cour de justice, où se trouvait la salle des audiences du juge-procureur de la terre.

À l'ouest, et placée sur la terrasse aux grandes grilles de fer, s'élevait la chapelle, dont on distingue encore l'emplacement dans les murs. On s'y rendait des appartements par une longue galerie vitrée, amplement meublée de divans, de fauteuils, de tabourets, de tables, de glaces, et décorée de trente-sept tableaux et de plusieurs estampes. Grilles, serres, chapelle, galerie, tableaux n'existent plus ; un ouragan terrible, dans la nuit du 15 août 1806, en continua la ruine, qu'on fut contraint d'achever vers 1825. L'autel et les pilastres qui le décoraient, ainsi que la grille de communion, ornent actuellement le chœur de l'église de Guérigny, à qui M. de Maisières les offrit en don.

Non loin de la chapelle, et aboutissant par une avenue oblique au grand portail actuel du château, se dressent, encore

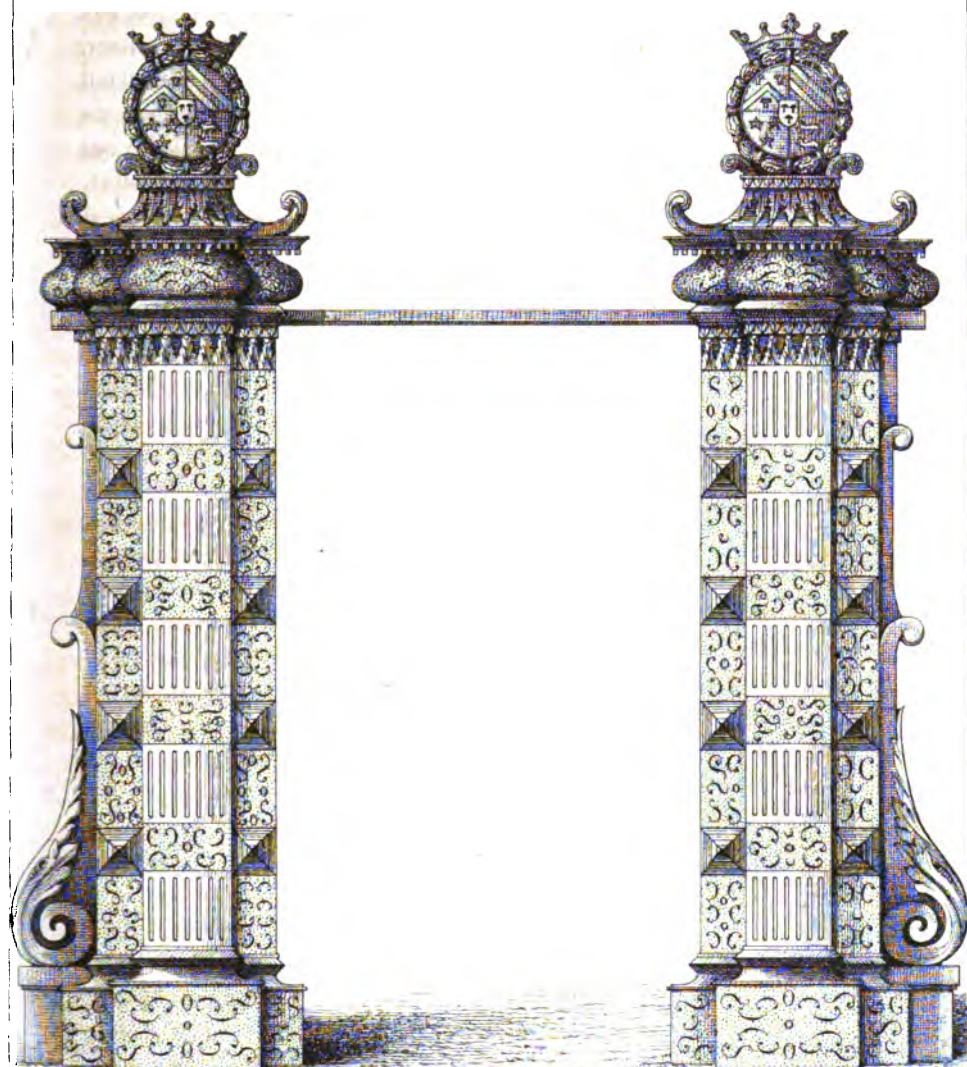
superbes, les deux pilastres finement fouillés qui soutenaient la porte grillée de cette avenue. Deux écussons de pierre, aux armes écartelées des familles des Bordes, de La Platière et autres, avec les trois marteaux de la maison d'Ausslenville, qui avait fait élever cette porte au seizième siècle ou au commencement du dix-septième, en formaient le couronnement. Ces médaillons ont été abattus, et maintenant ils jonchent le sol. Il serait à désirer, pour les préserver d'une plus grande détérioration, qu'ils fussent relevés et remis à leur ancienne place.

Enfin, à l'est, entre cette porte et le château, à une centaine de mètres environ, s'étendent, sur une longueur de trois cents pieds, les écuries, dont les vastes proportions, les couvertures d'ardoises, les pavillons du centre et des extrémités complètent l'aspect général et donnent une haute idée de la magnificence qui présida à leur édification.

Telle est dans son présent, telle est aussi dans son passé, la description du château des Bordes. Son origine, l'histoire des grands seigneurs qui l'ont possédé, ou qui l'ont fréquenté, ajoutent encore à l'intérêt que sa vue nous inspire, et bien qu'ayant subi, dans certaines parties, la loi des siècles, il figure toujours avec majesté parmi les plus nobles habitations de la contrée, comme ce chêne séculaire qui, malgré quelques rameaux desséchés par les ans ou brisés par l'orage, domine encore avec orgueil les autres arbres de la forêt.

LE FIEF DES BORDES.

Le fief des Bordes, situé en la paroisse d'Urzy, remontait par sa constitution à une époque très-reculée, puisque dès le treizième siècle et même dès le onzième, suivant un ancien mémoire, il formait le patrimoine d'une famille considérable qui en portait le nom. Différentes acquisitions donnèrent à ce domaine une certaine étendue; en voici les limites exactes, extraites d'un dénombrement de 1539 : « C'est assavoir à com-
• mencer depuis le guay du Greu, rivière de Nièvre, en venant



PORTE EN PIERRE
de l'avenue du château des Bordes.



» le long de laditte rivière jusqu'au bout du ruisseau de la
» fontaine de Brellière, tirant dudit ruisseau jusqu'à laditte
» fontaine de Brellière ; et de laditte fontaine selon le rlot de
» la prairie de Langeron, tirant tout droit à la perrière de
» l'étang d'Heuillon, du costé du bourdelage des hoirs Arnaud
» Maubulsson, laquelle perrière est dudit domaine ; et de la-
» ditte perrière selon ledit bourdelage que lesdits hoirs Renaud
» Maubulsson tiennent dudit révérend évesque jusqu'au chemin
» qui est entre le champ des Pierres et le bourdelage desdits
» Maubulsson ; et du chemin le long dudit champ des Pierres,
» par-dessus, selon le grand chemin venant de l'estang de
» Saint-Martin-d'Heuille et au déchargeoir d'iceluy ; et dudit
» déchargeoir selon l'eau dudit étang et ruisseau d'iceluy,
» jusqu'au guay du carroge de Bry ; et dudit guay selon la
» justice du chapitre de Nevers jusqu'au grand chemin commun
» allant de Nevers par-dessus Arreau et Prémery, tout du long
» dudit grand chemin jusqu'à l'entre-deux du bois de la Vanne,
» appartenant audit écuyer, et les hosches de Baulong ; et
» d'ycelles, selon le bout du bois de la Vanne, du costé et
» vers le village d'Heuille et le bois du petit Baulong, au che-
» min allant de Fay à Heuille entre-deux, tirant le long dudit
» chemin jusqu'au fossé ou levée ancienne, bonde ancienne
» faisant séparation d'entre lesdits révérend et écuyer et le
» seigneur de Demeure, tirant le long desdits fossés et levées ;
» et selon lesdites bondes jusqu'au carroge Pitols ; et dudit
» carroge, selon et entres les brosses et terres dudit Demeure
» et des champs de Fourg, appartenant audit écuyer et tirant
» audit guay du Greu ; dedans lesquels fins, meltes et limita-
» tion desdits domaines, pourpris et appartenances lesdits
» maison-fort et chastel seigneurial des Bordes sont assizes et
» situées. »

Cependant, malgré son importance territoriale et malgré les efforts souvent répétés de ses seigneurs pour en améliorer la situation, leur fief ne conférait que le droit de basse justice ; la justice haute et moyenne appartenait aux évêques de Nevers, à cause de leur châtellenie d'Urzy, dont les Bordes relevaient

féodalement. Il paraît toutefois que cette attribution n'était pas bien nettement déterminée, car si d'une part les évêques prétendaient être hauts et moyens justiciers des Bordes, le pouvoir royal revendiquait également ce droit, ainsi qu'il appert par les lettres patentes de 1486, dans lesquelles le roi, à l'occasion de la reconstruction du château, déclara ce qui suit « Ledit » de La Platière suppliant à basse justice (aux Bordes), et de » ce est en possession et saisine et à nous appartient la » moyenne et haute justice d'icelle, qui ressort soubz notre » bailliage de Saint-Pierre-le-Moustier. »

C'est en vain qu'en l'année 1502, Philibert de La Platière, encore inquiété par l'évêque de Nevers au sujet de la fortification des Bordes, proposa à ce dernier la cession de ses droits de justice, contre une indemnité pécuniaire considérable et en s'engageant à tenir en fief-lige de l'évêché, non-seulement les Bordes, mais encore les seigneuries de Montigny-aux-Amognes, Ourouër et Bangy, alors possédées en franc-alleu. Efforts inutiles, tentatives infructueuses, l'évêque refusa. Que plus tard les familles d'Anssienville et de Béthune aient fait attribuer dans les actes publics et privés à leur terre des Bordes la qualité de baronnie, puis de vicomté, de comté et même de marquisat, elles n'en arrivèrent pas davantage par ce moyen à modifier au point de vue du droit la situation passée ou avenir ; mais elles s'en consolèrent en cachant ainsi aux yeux du monde l'imperfection originelle du domaine héréditaire.

Ces quelques observations posées, je passe à l'histoire généalogique des seigneurs, en prévenant le lecteur que les sept premiers degrés ont été extraits d'une généalogie manuscrite du commencement du siècle dernier, dont je ne garantis en aucune manière l'exactitude, car les titres qui y sont mentionnés ne se trouvent pas dans les archives des Bordes. (1)

(1) Dans la rédaction du procès-verbal de la séance de juillet, M. le Secrétaire de la Société m'a engagé à considérer comme faux et controuvés les sept premiers degrés de la généalogie des seigneurs des Bor-

I.

MAISON DES BORDES.

Armes : *De gueules, à trois molettes d'éperons d'or.*

I. Jean des Bordes, chambellan du roi de France, est cité dans un acte de l'année 1041 du samedi avant qu'on chante à l'Introït de la messe *Oculi mei*, par lequel Hugues Boesse vendit à Renaud du Lys tous les héritages qu'il possédait au terroir de Montigny-aux-Amognes, sous la charge annuelle de trois boisseaux d'avoine et d'une poule due audit Jean des Bordes (1).

II. Odet ou Odette des Bordes succéda à Jean en 1076 et n'eut pas de postérité.

III. Louis des Bordes, cousin germain et héritier du précédent, mourut en l'an 1092.

des. Je crois cependant avoir présenté ces renseignements avec assez de réserve et avec des explications suffisantes pour que le lecteur ne leur attribue pas un caractère d'authenticité plus grand que celui qui leur est propre. Ces premiers degrés généalogiques peuvent être apocryphes, mais rien toutefois ne l'a encore prouvé. Aussi j'ai pensé qu'il était opportun de les citer textuellement et de ne pas laisser à la découverte possible de titres anciens, ou à l'apparition de documents jusqu'à présent inédits, le regret de les avoir omis.

Cette divergence d'appréciation, qui tient plus à la forme qu'au fond, une fois établie, je saisis avec empressement l'occasion de remercier M. le Secrétaire des termes bienveillants dont il s'est servi dans les procès-verbaux de juillet et d'août pour rendre compte du présent travail. Je prie également Mgr Crosnier, notre honorable président, et MM. les Membres de la Société présents d'être assurés que je conserverai le plus fidèle souvenir de l'accueil tout particulier qu'ils ont bien voulu faire à la présentation et à la lecture de cette étude historique sur les Bordes.

(1) L'institution des chambellans remonte aux temps mérovingiens. Clovis et Clotaire avaient des chambellans. Voir l'*Encyclopédie* de Firmin Didot, à l'article *Chambellan*.

IV. Guillaume des Bordes, premier du nom, mourut en 1128 et laissa pour héritier Hugues, qui suit.

V. Hugues des Bordes, premier du nom, mourut en 1164 et eut pour héritier René, qui va suivre.

VI. René des Bordes mourut en 1197. Son fils fut :

VII. Guillaume des Bordes, deuxième du nom. Ce seigneur mourut en 1225, laissant deux enfants :

1° Hugues, chanoine de Franay ;

2° Renaud, qui fait l'objet de l'article suivant.

VIII. Renaud des Bordes, écuyer, et Hugues, son frère, chanoine de Franay, acquirent d'Hugues de Talay, suivant titre en parchemin, d'une remarquable écriture, daté de Nevers du 9 avril 1249, tout ce que ce seigneur et sa femme Anordis possédaient en terres, prés, bois, cens, hommes, et tous droits composant le fief de Champaudon, situé en la paroisse de La Chapelle-Ballerey, *pro septem libris novorum fortium suis quittis et sibi solutis*. Trois ans plus tard, le même Hugues des Bordes (*de Bordis super Urziacum*) racheta de Pierre du Vernay, damoiseau, et d'Huguette, sa femme, le mercredi avant la Pentecôte 1252, et pour 25 sols nivernaux, *pro viginti quinque solidis nivernensibus*, un cens que les vendeurs percevaient sur le territoire des Bordes, près d'Arreau. Renaud des Bordes, qui avait épousé damoiselle Mathilde, était mort avant 1266. Sa veuve se remaria avec Hugues de Villars. Elle laissa de sa première union :

1° Guillaume des Bordes, dont l'article suivra ;

2° Henri, désigné comme beau-fils du seigneur de Villars, ainsi que son frère Guillaume, dans un titre de 1266, qui apprend que Marie Lacheré céda les biens qu'elle possédait dans la paroisse de Saint-Martin-d'Heuille, *moventibus ut dicebat de bordelagio Hugonis de Villaribus militis et Henrici et Guillelmi filiastrorum dicti Hugonis, filiorum quondam defuncti Regnaudi de Bordis armigeri..... et quamdam peciam terre sitam in dicta*

parochia, juxta cheminum Alemanicorum, de qua debet eisdem Hugoni, Henrico et Guillelmo quatuor denarios censuales reddendum portantes, reddendos eisdem apud Bordas in eorum domum.

Vers la même époque vivait Humband des Bordes, dont le nom est indiqué dans un bail de 1265, conservé aux archives de la préfecture de la Nièvre.

LX. Guillaume des Bordes, troisième du nom, écuyer, damoiseau, seigneur des Bordes, fils de Renaud, est cité dans plusieurs titres dont voici le sommaire :

Le vendredi avant la Saint-André, il achète de Hugues de Villars une portion de bois dans la forêt de Saint-Loup, paroisse de Saint-Martin-d'Heuille (*Sancti Martini Duyle*).

Le samedi après la Saint-Nicolas 1274, Alix, veuve de Renaud de Prans, écuyer, vend à Guillaume des Bordes, pour 48 sols nivernais, payés comptant, une parcelle de terre située en la paroisse de Saint-Martin-d'Heuille (*Sancti Martini de Oleo*), tenant au chemin des Allemands, à l'étang de Saint-Martin et à la terre de Gilles des Bordes.

En 1278, le samedi après la résurrection de Notre Seigneur, Guillaume des Bordes acquiert d'autre Guillaume des Bordes, fils de Rollin des Bordes et de Béatrix, sa femme, une ouche (*oschiam*) et ses appartenances.

Le 1^{er} mars 1280, Guillaume Forrer et Alaide, sa femme, cèdent pour 7 livres nivernaises à Guillaume des Bordes (*Guillelmo de Bordis domicello filio defuncti Regnaudi de Bordis domicelli*) une pièce de terre appelée Terre-Forte, au finage de Ballerey.

On trouve encore une acquisition, en date de Nevers du samedi, veille de la fête de la bienheureuse Marie-Madeleine, 1285, par Guillaume des Bordes, damoiseau, pour 75 sols nivernais, de tout ce que Guyot et Isabelle de Presle, enfants et héritiers de Regnaud de Presle (*de Pratellis*), damoiseau, possédaient au village des Bordes, en la paroisse de Saint-Martin-d'Heuille; plus un achat du mercredi avant la Saint-

Laurent 1285, d'une portion de pré appelée le pré d'Anloup (*vulgariter appellato d'Anloup*), pour 112 livres du pays, par Guillaume des Bordes, sur Jean Aremberge et Adam Turliau (*Turelli*).

L'accroissement de la fortune du seigneur des Bordes, mort avant 1293, ne s'arrêta pas avec lui. Noble dame Margueronne, sa veuve, continua avec persévérance l'œuvre commencée. Ainsi, par acte daté de Nevers du vendredi avant la fête de la sainte Vierge, elle acquit de Jobert de Prunevaux (*de Prunevallis*), damoiseau, fils de Pierre de Prunevaux et de Jacqueline Aubourgoin, sa femme, une portion de pré appelée *domini Lupi*, ce qui doit être le pré d'Anloup ; plus d'autres prés à Langeron, sur la rive de l'Heuillon, près du Gué-d'Heuillon (*juxta vadum de Ullon*), un bois à la Vanne (*in Vanna*) et autres, le tout pour le prix de 19 livres (*pro decem et nono libris monete*). Elle acheta encore pour 30 sols nivernais, le dimanche après la résurrection de Notre Seigneur 1295, une portion de terre sise aux Bordes, que Bérarde, fille d'Odon Forrer, damoiseau, tenait en fief de Girard de Chevrot. Hugues de Villaine (*de Villayno*) et Aalls, son épouse, fille de défunt Regnaud Ferrand de Saint-Ferréol, damoiseau, lui cédèrent en 1307 une vigne située au territoire de Nelay (*dicto de Noulet*), pour la somme de 26 livres tournois. Enfin, en 1324, elle acheta à Regnaud, de Boulorge, et à Allx, sa femme, pour 8 livres et 10 sols tournois, toujours payés comptant, une pièce de vigne sise aux Chailloux.

Là s'arrêtent les acquisitions de la dame des Bordes. Son nom apparaît pour la dernière fois dans l'assignation qui lui fut donnée, ainsi qu'à ses fils, par Jean de Blois, bailli de l'évêque de Nevers, le jeudi après la fête de saint Marc 1324, d'avoir à comparaître « aux prochaines assises d'Urzy », pour y être statué sur les droits d'usage que les habitants de cette paroisse prétendaient avoir dans le bois de la Vanne, appartenant aux seigneurs des Bordes, qui contestaient ces droits, alléguant que les demandeurs ne payaient aucune redevance pour en jouir. Ce titre intéressant est le premier de ceux qui ont été cités dont la rédaction soit en français. Il est scellé des armes de Jean de

Blols, qui représentent *trois roses posées deux en chef et l'autre en pointe.*

Guillaume des Bordes et Margueronne laissèrent deux enfants :

1° Guillaume, dont on ignore la destinée; il figure dans le titre ci-dessus de 1324 ;

2° Hugues, dont je vais parler.

X. Hugues des Bordes, deuxième du nom, damoiseau, appelé aussi Huguenin, est dénommé dans l'assignation de 1324 comme étant l'un des fils de Guillaume des Bordes et de Margueronne. Son nom est cité à plusieurs reprises dans le dénombrement fourni en 1339, le mardi après la fête de saint Jean-Baptiste, à l'évêque de Nevers, par Thevenin d'Apaty, pour différents héritages, entre autres « la quarte partle de deux parz » d'une osche appelée l'osche Gilles, tenant à la terre Hugues des Bordes ;.... Item la quarte partle d'une pièce de terre » appelée le champ de Vandre, tenant ès boys Hugues des Bordes ;.... item la quarte partle d'une pièce de boys séant » en la Vanne, tenant ès bois Hugues des Bordes de toutes » parz, etc. ;.... Item la quarte partle de quatorze deniers, » de deux faucons, de deux gelines et de un bichet de avoyne, » lesquels la Mestresse, des Bordes, doit sus sa maison et sus les » appartenances d'icelle, tenant à l'osche Guillaume Mé- » chin..... »

XL Guillaume des Bordes, quatrième du nom, damoiseau, est considéré comme le fils d'Hugues. Il acquit en 1365, suivant acte daté de Saint-Pierre-le-Moûtier, *pro centum francis*, les biens et les droits que Pierre de Brinay et Jeanne de Jou, sa femme, possédaient à Urzy et à Varennes. En 1370, le vendredi après la purification de la bienheureuse vierge Marie. Jean Buret reconnut avoir vendu, *nobili viro Guillelmo de Bordis militi et suis hereditibus pro centum et decem solidis turonensibus monete nunc currentis, suis quitus*, une pièce de pré située en la prairie du Pont-Saint-Ours. — Guillaume mourut vers 1384, laissant pour héritier un fils du même nom, dont l'article suit.

XII. Guillaume des Bordes, cinquième du nom, chevalier, seigneur des Bordes, chambellan, conseiller et garde de l'oriflamme du roi de France, rendit hommage, le 6 septembre 1384, à Maurice, évêque de Nevers, « à cause de l'ostel, appartenances et dépendances des Bordes. » Passant rapidement sur des actes d'acquisition de 1390, 1394 et 1396, passés à Saint-Pierre-le-Moûtier, au profit du chambellan Guillaume, je mentionnerai avec plus de détails le titre d'achat des seigneuries de Beaumont et de Sauvage, passé au Châtelet, à Paris, en date du lundi 6 mars 1395. Ces fiefs relevaient du comté de Nevers, et se composaient de terres, prés, maisons, moulin, bois de six cents arpents, arrière-fiefs, gens taillables, haute, moyenne et basse justice, formant un revenu total d'environ 115 livres et 85 sols tournois, dans lesquels la justice entraît pour 18 livres par an. Cette vente fut consentie pour « onze cens escus d'or à la couronne à noble et puissant seigneur Mgr Guillaume, seigneur des Bordes et de Bruyères, garde de l'auriflamme, conseiller et chambellan du roi, » par Jean de Merlo (Mello), chevalier, seigneur de Sainte-Parize, aussi chambellan du roi, agissant tant pour lui que pour son frère, dont le nom n'est pas indiqué.

Par un autre acte de la plus haute importance, passé également au Châtelet, à Paris, par-devant Nicolas Ferrebout et Guillaume d'Orchies, clercs-notaires du roi, le 27 avril 1392, le chambellan Guillaume des Bordes acquit du roi par l'entremise du chancelier de France, pour la somme de 400 livres tournois, le moulin de Braine et le Moulin-Neuf, avec leurs dépendances, le tout situé sur la Nièvre, entre Urzy et le Pont-Saint-Ours. Ces immeubles provenaient de la confiscation prononcée en 1391 sur les biens de Jehan de Germigny, bourgeois de Nevers, déclaré faussaire. Le volumineux parchemin, de soixante-quinze centimètres de hauteur sur cinquante-cinq centimètres de largeur, qui détaille cette vente contient sur cette confiscation les intéressants renseignements qui suivent : « Charles, par la grace de Dieu, roy de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront salut : Comme certains plaïs et procès feussent meus en notre court

» de parlement entre les évesque, doyen et chapitre de Nevers
» d'une part, et plusieurs singulières personnes de ladite ville
» et du pais de Nivernoiz habitans de certaines villes et parrois-
» ses d'autre part ; sur ce que lesdiz évesque, doyen et cha-
» pitre maintenoient lesdiz habitans estre leurs serfs ou de
» serve condicion, taillables haut et bas à volonté, et tant ait
» esté procédé entre lesdites parties que lesdiz évesque, doyen
» et chapitre ont obtenu arrest pour eux sur la possession
» contre lesdiz habitans et depuis la prononciacion d'iceluy
» arrest soit venu à la cognoissance desdiz évesque, doyen et
» chapitre que aucunes personnes du pais de Nivernoiz, tant
» leurs serfs comme autres, avoient machiné contre vérité et
» contrefait ou fait contrefaire certaines lettres en forme de
» chartes ou nom de bonne mémoire Charles le Chauve, l'un de
» nos predecesseurs, que Dieux pardonne ; lesquelles estoient
» seellées de quatre sceaux contrefaits, en l'un desquels est l'em-
» preinte de notre grant seel et d'un faulx contreseel et les
» autres estoient les saulx desdiz évesque et chapitre de
» Nevers, contrefaits comme dit est ; lesquelles lettres conte-
» noient que les églises du pais de Nivernoiz avoient esté des-
» truites par les guerres, et pour la reedificacion d'icelles
» notre dit predecesseur par le consentement et volonté des-
» dites gens d'église, avoit affranchi et manumis toutes les per-
» sonnes de serve condicion d'iceluy pais, et disoient iceulx
» habitans estre nos bourgeois et de franche condicion, par la
» teneur desdites lettres, et vouloient iceulx habitans par vertu
» desdites faulces lettres empescher et perturber contre raison
» le droit desdiz évesque, doyen et chapitre, et de fait aucun
» desdiz habitans se vouloient et ont voulu exempter et refusé
» de paier leurs tailles et redevances auxdites gens d'église ;
» lesquels évesque, doyen et chapitre en leur conseil de par
» eux se traynèrent par-devant notre amé et féal chancelier
» auquel à cause de son office, la cognoissance de tels cas
» appartient seul et pour le tout, et luy donnèrent ces choses à
» entendre et obtinrent certaines nos lettres contenant le cas,
» par vertu desquelles, informacion précédent, Jehan de Ger-

» migny, bourgeois de Nevers, Bertran du Chasteau et Vin-
» cent de Brinon, notaires et tabellions publiques en la ville de
» Nevers, Jehan Bretonneau et maistre Robert de La Charité,
» comme coupables ou vehementement soupçonnés de ladite
» fausseté par ladite informacion, furent prins et amenez pri-
» sonniers en la conciergerie de notre palais a Paris; et pour ce
» que notre dit chancellier estoit occupé pour noz besongnes,
» nous, pour et au nom de lui, commiesmes plusieurs de noz
» conseillers, gens de notre parlement, pour savoir et enquérir
» la vérité du fait et pour faire le procès desdiz prisonniers
» comme il est plus à plain contenu en nos lettres sur ce scellées;
» lesquels nos conseillers vacquèrent par plusieurs et diver-
» ses journées en faisant ledict procès, et cependant le conseil
» desdiz evesque, doien et chapitre firent certaines requestes aux
» diz commissaires estant pour lors en notre dite conciergerie,
» où ils vacquaient en la besongne. C'est à sçavoir que la vérité du
» fait sceue et atteinte, lesdites lettres feussent par la sentence de
» notre dit chancelier, dites et déclarées estre fausses, mauvaises
» et contrefaites, et qu'il feust notoirement publié, et comme telles
» feussent chancelées et cassées, et que lesdiz prisonniers feussent
» condempnés envers eux pour les causes dessus dites, en amen-
» des honorables et proufitables, pour leurs despens, dommages
» et intérêts à l'ordenance de notre dit chancellier et desdiz
» commissaires; et protestèrent de déclarrer plus à plain le fait
» et de prouver leur intencion en temps et en lieu quant mes-
» tier seroit; et après ces choses lesdiz commissaires procédè-
» rent à parfaire le procès desdiz prisonniers par certain temps
» pendant lequel, nous, pour certaines causes qui à ce nous
» meuvent, donnasmes et octroiasmes certaines noz lettres de
» grâce et rémission auxdiz Jehan de Germigny, par lesquelles
» nous luy muasmes le cas criminel en civil et envoiasmes
» ycelles lettres de rémission à notre dit chancellier pour estre
» scellées; lesquelles ne le furent pas, tant pour ce que la vérité
» du fait ny estoit pas toute comprinse, comme pour certaines
» autres causes raisonnables qui à ce meuvent notre dit
» chancellier; et depuis afin que notre dite grâce ne feust du

» tout inutile audit Germigny eussions voulu et à luy octroier
» par certaines noz aultres lettres que pour cause de la fausseté
» dessus dites, il ne perdroit corps ne membre, mais soit puny
» publiquement par aultre manière, telle ainsy que nostre dit chan-
» cellier et les gens de notre dit parlement appelez avec luy
» en tel nombre, comme bon luy sembleroit, verroient qu'il soit
» affaire par raison; et après ces choses lesdiz commissaires par-
» firent le procès desdiz prisonniers qui furent par plusieurs et
» diverses journées délligemment examinés sur ledit fait et furent
» les responses, deposicions et confessions d'iceulx enregistrées
» et à eulx relevées par trois foiz, et le procès fait par lesdiz
» commissaires sur ce, joins avec les procès dudit Bertrand du
» Chasteau et de maistre Robert de La Charité, lesquels ont esté
» rendus à leurs ordinaires comme clerks; lesquels procès faits,
» nous, pour notre dit chancelier, avons commys certains noz
» conseillers de notre dite court de tout apporter devers notre
» dit chancelier, lequel en eust peu seul sentencier et ordener
» se il l'eust voulu, mais pour plus seurement et meurement de-
» terminer de la matière, notre dit chancelier fist assembler
» plusieurs de noz conseillers tant président et gens de notre
» parlement, comme des requestes de notre hostel et aultres,
» pour consellier ledit procès; lesquels y vacquèrent par plu-
» sieurs et diverses journées pendens lesquelles nous, à la rela-
» cion de nosdiz conselliers, ayans fait pareille grace audit Bre-
» tonneau, que fait avons audit Germigny, pour certaines causes
» plus aplain déclairées en noz lettres de ladite grace sur ce
» faittes, parmy ce toutefois qu'il seroit puny dan telle paine
» et amande que seroit ledit Germigny; et depuis par aucuns
» amis dudit Bertran, pour empescher l'arrest sur ledit procès
» ou autrement d'iferer de yceluy procès, consellier et mettre
» à conclusion, en tant comme touchoit ledit Bertran, eussent
» esté bailliées à notre dit chancelier aucunes raisons tant de
» droit comme sur la justificacion et excusacion d'iceluy Bertran,
» lesquelles raisons ont esté diligemment et à grant et meure
» déliberacion veues et visitées par nosdiz commissaires et autres
» gens de notre conseil qui ont veu et visité ledit procès; les-

» quelx ont rejezté et débouté ycelles raisons d'yceluy procès
» et ont conclut et ordené que pour lesdites raisons, on ne
» laissera, ne delayra point à prononcer ledit arrest. Savoir
» faisons que yceluy procès rapporté et levé par nosdiz con-
» seilliers à grant et meure délibéracion, les responses, déposit-
» cions et confessions desdiz prisonniers contenues en yceluy,
» et considéré par eulx tout ce qui falsait à considérer en ceste
» partie, nous, par notre amé et féal conseiller Robert Avaugier
» l'un des commissaires dessusdiz par nous à ce commis et
» ordené, avons fait prononcer et dire par arrest, c'est à
» sçavoir, que lesdites lettres sont fausses et mauvaises et comme
» telles les avons fait casser et chanceler, et sont les dessusdiz
» Jehan de Germigny et Jehan Bretonneau puniz envers justice
» par la manière qui s'en suit ; c'est assavoir qu'ilz seront mis
» en l'eschielle, mittrez chascun d'eulx d'une mittre de papier
» ou parchemin où il aura escript en grosse lettre FAUSSETERRES,
» devant notre audience en notre dit palais à Paris et y seront
» par l'espace d'une heure ; et de là seront menez en l'estat
» dessusdit ou pillory ès halles de Paris, où ilz seront tournés
» et y demoureront sur l'espace d'une autre heure, et sera
» ainsi fait par une autre journée tant devant notre dite au-
» dience comme ès halles ; et à la deralière journée lesdiz Ger-
» migny et Bretonneau seront flattrix ou dit pillory, à la fleur de
» liz chaude, qui leur sera apposée au front ; et après ce seront
» lesdiz Germigny et Bretonneau menez en la ville de Nevers et
» là seront miz au pillory par deux autres jours, à jour de
» marche, et y seront une heure par chascun jour, mittrez
» comme dessus et seront banniz de notre royaume à tous
» jours, et par ce même arrest les en avons banniz et bannis-
» sons, et seront et demoureront tous leurs biens confisquez à
» notre dit chancelier ; et ledit Vincent de Brinon sera mis un
» jour, par l'espace d'une heure, en l'eschielle devant notre
» dite audience mittré en la manière que dessus, et de là sera
» mené oudit pillory, ès halles de Paris, où il sera tourné et y
» demourera par l'espace d'une autre heure, et ne sera point
» flattrix, et ainsi sera mené en ledite ville de Nevers, où il

• sera mis oudit pillory, à jour de marche, et y sera par une
• heure, mitré comme dessus est dit. Et lesdiz Vincent, Bertran
• et maistre Robert, avons privé et privons de tous offices
• roiaux et autres publiques obtenuz et à obtenir; et avec ce
• avons condempné et condempnons ledit Vincent pour amende
• envers nostre dit chancellier en trois cens livres tournois et
• à tenir prison jusqu'à plaine satisfacion; et aussi ledit Bertran
• en cinq cens livres tournois; et ledit mestre Robert en deux
• cens livres tournois envers iceluy nostre chancelier et à tenir
• prison chacun d'eulx à leurs ordinaires, jusqu'à plaine satis-
• facion; et en oultre lesdiz Germigny et Bretonneau, Vincent,
• mestre Robert de La Charité et Bertran, avons condempné et
• condempnons, envers lesdiz evesque, doien et chapitre pour
• leurs dommages et intérêts, en la somme de quatre cens livres
• tournois, laquelle somme leur sera payée, premièrement et
• avant toutes amendes et confiscations, et avec ce avons fait,
• dit et déclaré par ledit arrest que certaines lettres obliga-
• toires faites et passées par ledit Bertran, en quoy lesdiz habi-
• tans se obligèrent envers l'un des complices appelé Jehan
• Bruneau qui s'est absenté pour ceste cause, en la somme de
• quatre cens francs, pour avoir et obtenir desdiz malfaiteurs,
• lesdites lettres contrefaites seront et demoureront nulles et
• de nul effect, senz que lesdiz habitans soient jamais tenus
• de riens en parler. En tesmoing de ce nous avons fait seeller
• ces lettres de nostre seel. Donné à Paris le 23^e jour de sep-
• tembre l'an de grâce mil CCC quatre-vingt-onze et de notre
• règne le douzième. Ainsi signé. Par arrest prononcé de par
• le roy à la relacion du conseil des lais. GUINGANT. »

Quelques années après l'acquisition des biens de Jehan de Germigny, Guillaume des Bordes, *cupiens transitoria in aeterna et terrena in celestia feliciter commutare*, ainsi qu'il est déclaré dans les lettres patentes octroyées à cet effet par le roi Charles VI, les ducs de Bourgogne et d'Orléans formant le conseil, fit don à l'église d'Urzy de trois pièces de pré contenant environ sept arpents, dans lesquels le pré des Iles entraît pour

cinq arpents. La totalité du revenu était évaluée à 12 livres parisis. Au moyen de cette donation, le curé d'Urzy s'engagea, en son nom et en celui de ses successeurs, curés de la paroisse, à célébrer à perpétuité, chaque semaine, deux messes pour le salut et le repos de l'âme du donateur et de ses amis : *Ut celebrantur qualibet septima due missæ pro ipsius consiliani et amicorum suorum animarum salute et remedio.*

Le seigneur des Bordes n'eut qu'un fils, Jean, de son mariage avec Marguerite, héritière de la seigneurie de Bruyères, qu'elle avait apportée en dot à son mari. Religieuse dame Mathilde des Bordes, *priorissa de Costerius*, citée dans un acte de 1389, déposé aux archives de la préfecture, était présumablement de la même famille.

XIII. Jean des Bordes, deuxième du nom, chevalier, seigneur des Bordes, conseiller et chambellan du roi de France, passa un arrangement le 24 janvier 1400, avec Jean, son frère naturel, au sujet d'une rente léguée à ce dernier par Guillaume des Bordes, leur père. Je donne un extrait de cette pièce : « Furent présens en leurs personnes noble et puissant seigneur Mgr Jehan, seigneur des Bordes, chatellain de Beaumont, chevalier et chambellan du roi notre sire, filz et héritier seul et pour le tout de feu Mgr Guillaume, jadis seigneur des Bordes et de Bruyères d'une part; et Jehan, filz bastart dudit deffunt d'autre part; lesquelz ont affirmé, c'est assavoir : ledit Jehan que ledit deffunt lui donna et laissa en son testament ou ordonnance de dernière volonté vint livres parisis de rente annuelle et perpétuelle, laquelle il lui vout et ordonne estre assize bien convenablement par telle condicion que si il alloit de vie à trepassement sans hoirs de son corps procréés en loyal mariage, ladite rente retourneroit audit Mgr Jehan ou aux siens. » En exécution de cette clause, le sire des Bordes s'engagea à payer annuellement à son frère naturel la rente de vingt livres, à la condition que ce dernier ne pourrait ni la vendre ni l'alléner. En 1408, Jean des Bordes rendit hommage au comte de Nevers pour la seigneurie de

Cayeu. Il mourut vers 1412 sans postérité de Catherine de Beauvais, sa femme. En lui s'éteignit l'antique race des seigneurs des Bordes, dont les biens passèrent par succession à la famille de La Platière.

II.

SEIGNEURS DES BORDES DE LA MAISON DE LA PLATIÈRE.

Armes : D'argent, au chevron de gueules, accompagné de trois anilles ou fers de moulin de sable. — Ces armes sont fréquemment écartelées de celles des Bordes.

XIV. Louis de La Platière, écuyer, capitaine de cent hommes d'armes pour le service du roi, marié à Marguerite du Bois, en 1382, recueillit la succession de Jean des Bordes, ainsi qu'il est prouvé par l'acte de foi et hommage de 1412, dont voici la teneur : « A tous ceux qui ces présentes lettres verront, » Robert, par la grâce de Dieu, évesque de Nevers, salut. Savoir » faisons que noble homme Loys de La Platière, escuyer, soy » disant estre héritier seulz pour le tout de feu messire » Jehan des Bordes jadis chevalier, seigneur des Bordes, » est aujourduy venu en notre présence. Lequel nous a » fait foy et hommaige de ladite terre des Bordes que tenait » à son vivant ledit feu messire Jehan des Bordes ; laquelle » terre meut et est tenue en fié de nous à cause de notre église » et éveschié de Nevers et est devenu notre homme selon ce » que la nature dudit fié le requiert. Ausquels foy et hommaige » nous l'avons reçu en la manière acoustumée, sauf notre droit, » l'autrui en toutes choses, et lui avons enjoint et enjoignons » par ces présentes qu'il nous baille sa nommée et adveu de » ladite terre et des droiz et appartenances d'icelle dedans » XL jours, sur les peines de droit en tel cas acoustumées. Et » mandons à tous nos justiciers officiers que ledit Loys ne » trouble ou empesche en ladite terre, ne ès drois d'icelle » pour default de foy et hommaige à nous fait ; en tesmoing de

- ce nous avons mis notre scel de scire à ces présentes, données
- à Nevers, le XXII^e jour d'aoust l'an mil CCCC et douze.

» Signé : BARILLIER. »

J'ai cru devoir faire cette citation parce qu'elle sert à jeter quelque lumière dans la question si obscure de savoir à quel titre Louis de La Platière hérita des biens du seigneur des Bordes. On a prétendu que c'était en qualité de fils de Jehan des Bordes; on a même avancé que le nom patronymique de l'ancienne maison des Bordes n'était autre que La Platière. L'auteur du mémoire manuscrit du dix-huitième siècle, auquel j'ai emprunté les premiers degrés de la généalogie, abonde dans ce sens. Il cite à l'appui un titre de 1371 dans lequel le roi Charles V donne à Guillaume de La Platière, seigneur des Bordes, la qualification de chambellan, plus un autre titre, du vendredi, veille de Noël 1395, dans lequel Guillaume de La Platière, seigneur des Bordes, achète de Bertrand de Veaullee, pour la somme de 800 florins d'or, la terre d'Ouroûer et une partie de celle de Montigny-aux-Amognes.

Malgré ces assertions, appuyées de citations, je ne saurais partager une opinion dont j'espère démontrer le peu de fondement. Tout en faisant remarquer la différence des armoiries des deux familles, je commence par déclarer que j'ai eu à constater plusieurs erreurs de noms et de faits dans le mémoire généalogique dont j'ai parlé; que les titres de 1371 et de 1395 sur lesquels il fonde son raisonnement n'existent plus dans le chartrier et qu'ils ne sont pas mentionnés au catalogue des archives établi au siècle dernier.

Non, Louis de La Platière n'était pas le fils de Jean des Bordes. Pour s'en convaincre, il suffit de constater que dans les actes qui suivent le décès du père, chaque seigneur de cette terre se disait toujours fils et héritier de son prédécesseur, tandis que dans le titre de 1412, Louis de La Platière se déclare, non pas le fils, mais simplement l'héritier du seigneur des Bordes. Comment, du reste, s'il en était autrement, le père aurait-il pu être appelé, dans l'hommage de 1412, messire

Jehan des Bordes, jadis chevalier et seigneur des Bordes, tandis que son fils aurait été désigné dans le même acte sous les noms de noble homme Loys de La Platière, écuyer ?

Non-seulement Louis de La Platière n'était pas le fils de Jean des Bordes, mais il ne pouvait pas même être son neveu, puisque dans l'arrangement du 24 janvier 1400, passé avec son frère naturel, le sire des Bordes se déclare fils et unique héritier de Guillaume.

Je dis plus, les maisons, dont il est question, n'avaient pas la même origine. Dans le cas contraire, de quelle manière parviendrait-on à expliquer que dans les nombreux titres des treizième et quatorzième siècles, que j'ai sous le yeux, le nom de La Platière n'y ait pas été porté une seule fois ? Comment, dans l'espace de deux siècles, une famille aurait-elle pu négliger de faire inscrire son nom patronymique dans les actes qui la concernaient ? Comment enfin expliquer que ces seigneurs se soient fait dénommer en plusieurs titres sous les noms de *Guillelmus de Bordis dominus dicti loci*, ou de « Jehan des Bordes, » jadis seigneur des Bordes, si leur nom patronymique n'eût été des Bordes ?

Le doute ne saurait résister à ces preuves. Il ne reste pour arriver à la solution de ce problème généalogique qu'à supposer que la famille de La Platière était unie à celle des Bordes par une parenté directe, peu reculée, et que par suite de cette alliance, avant d'en recueillir les biens, elle possédait déjà une partie quelconque du fief patrimonial. Par ce moyen on justifie et la cause de l'héritage et la citation des titres perdus, de 1371 et de 1395, dans lesquels Guillaume de La Platière prenait la qualité de chambellan et de seigneur des Bordes.

Le P. Anselme, dans son *Histoire des grands officiers de la couronne*, donne, du reste, la clé de l'énigme en déclarant que Louis de La Platière était fils de N. de La Platière et de Peronnelle, fille de Guillaume des Bordes. Il faut en conclure que dame Peronnelle était cousine germaine de Jean des Bordes. Le témoignage du P. Anselme est d'une grande valeur certainement ; cependant, tout en l'acceptant, puisqu'il rentre dans le

sens exact de mon appréciation, je dois constater que cet auteur qualifie Louis de La Platière de seigneur des Bordes, en 1449, époque à laquelle ce gentilhomme ne devait plus exister, puisque son fils Imbert rendait l'hommage pour cette terre en 1438. Quoi qu'il en soit, Louis de La Platière n'entra primitivement en jouissance que d'une partie de la succession de Jean des Bordes, car par bail du 18 mars 1413, de concert avec Marguerite, dame de Bruyères, veuve de Guillaume des Bordes, il afferma à Jean Putovy un moulin à drap sur la Nièvre, appelé le Moulin-Neuf, pour le bordelage annuel de 6 livres tournois et de « quatre chapons bons et suffisans ». Huit mois plus tard, le nouvel héritier présenta à l'évêque de Nevers le dénombrement de tout ce qu'il possédait en bois, terres, prés, vignes, maisons, moulins, cens, bordelages et rentes sis en la haute justice de l'évêché. Cette déclaration est détaillée en cent trente-trois lignes sur le recto d'une feuille de parchemin de cent douze centimètres de hauteur sur soixante-huit centimètres de largeur (1).

XV. Imbert, *alias* Humbert de La Platière, écuyer, conseiller et chambellan à la cour de Bourgogne, seigneur des Bordes, baron de Franay-les-Chanoines, seigneur d'Imphy, du Coudray, de Lichy, Massenay, Montmigny, Baugy, Montigny-aux-Amognes, Vuez, La Bretonnière, Ourouër, Saint Firmin-de-Bussy et Prie, fils de Louis de La Platière et de Marguerite du Bois, afferma le 22 février 1430, pour vingt-neuf ans, le moulin de Brenne à Jean Moreau, maître de forges, moyennant la redevance annuelle du quatre milliers de fer forgé. Il laissa également, le 7 août 1434, par bail à bordelage, à Jean Davalion et à Hermant Delagrangé, marchands de Nevers, le Moulin-Neuf, à raison de 25 livres par an. Il existe un acte de foi et hommage du 2 août 1438 dans lequel l'évêque de Nevers déclare ce qui suit : « Savoir faisons que noble homme Ymbert de La Platière, » esculier, nous a aujourduy fait hommage et serment de

(1) Voir la copie de ce titre aux pièces annexes.

» féaulté ainsi et par la manière qu'il est acoustumé de faire
» en tel cas de sa terre et seigneurie des Bordes et de tous les
» droiz, rentes et revenus et appartenances d'icelle, laquelle
» terre est tenue de nous et de noz prédécesseurs à cause de
» notre terre et châtellenie d'Urzy, etc. » Quelques années
plus tard, le 18 juin 1451, Imbert de La Platière, qui avait acheté
Massenay et Montmigny, retira quittance de 18 livres 5 sols,
montant des profits dus au seigneur de Bouy sur ces fiefs, qui
étaient dans sa mouvance. C'est pour ces mêmes seigneuries
qu'il rendit hommage, le 7 avril 1464, à Renaud de Roffignac,
chevalier, seigneur de Meauce et de Bouy. — En 1468, étant
en contestation avec les habitants d'Ourouër, de Baugy, de
Chailloux et de Saint-Leu, qui prétendaient avoir droit d'usage
dans les bois de Baugy, de Javot et du Failloux, il consentit à
une transaction dont voici un extrait : « C'est assavoir que ledit
» seigneur des Bordes de ladite vente et tonsure desdits bois
» s'est departy et depart au profit desdits habitants, et que
» jamais n'en allenera, ne fera couper, vendre ny allener en
» quelque manière que ce soit, et au regard du fruit de la
» pesson desdits bois, lesdits habitans se departent au profit
» dudit seigneur et veulent et consentent lesdits habitans que
» ledit seigneur vende ou fasse vendre lesdites peissons, pourvu
» que lesdits habitans pourront avoir laditte pesson, si bon leur
» semble, au prix qu'elle sera vendue. »

Imbert de La Platière ne résida pas toujours en Nivernais.
Chambellan et conseiller de la comtesse de Bourgogne, puis du
duc de Bourgogne, il habita long-temps la Franche-Comté, où
sa famille eut des alliances. Un titre du 20 décembre 1453 in-
dique que Marguerite Chissey, d'Arbois, damoiselle, l'institua
son légataire universel à charge de desservir une rente an-
nuelle de 10 livres à Lyonel Pontier et autres, chapelains de
l'église de Saint-Just d'Arbois, pour la célébration de trois
messes à l'intention de la donatrice.

Ce seigneur, qui avait acquis la terre de Prie, le 25 mars
1471, mourut peu de temps après. Cet événement est constaté
par une saisie féodale des revenus de la terre de Montigny, faite

par le duc de Brabant, comte de Nevers, le 25 janvier 1472, contre les enfants du défunt, qui n'avaient pas encore rendu l'hommage ni fourni le dénombrement de cette terre. Voici leurs noms :

- 1° Philibert, qui fera l'objet du 16° degré;
- 2° Antoine de La Platière, cité dans le titre de 1472;
- 3° Louis, mentionné dans le même titre.

XVI. Philibert de La Platière, chevalier, seigneur des Bordes, du Coedray, du Marais, paroisse de Lurcy-le-Bourg, de Prie, Imphy, Saint-Sulpice-le-Châtel, Troisalgues (Tronsanges), Franay, Saint-Martin d'Ourouer, Saint-Firmin-de-Bussy, Montigny, Baugy, La Forest, Sauvage, La Grange, La Loue, Saint-Michel, Lichy et autres lieux, occupe une place considérable dans l'histoire de sa famille par les charges importantes dont il fut revêtu. D'abord chambellan du roi Charles VIII, on le trouve ensuite honoré de la confiance de Pierre de Bourbon, duc de Bourbonnais et d'Auvergne, qui lui donna de grands biens, le nomma conseiller, chambellan, maître de son hôtel, et le commit, le 20 août 1487, pour l'office de bailli général de ses vastes domaines, suivant lettres patentes dont la copie suit :

« Pierre de Bourbon, comte de Clermont, de La Marche, seigneur de Beaujolais, à tous ceux que ces présentes lettres verront salut : Savoir faisons que pour l'entière confiance que nous avons de la personne de nostre amé et féal conseiller et maistre de nostre hostel, Philibert de La Platière, chevalier, seigneur des Bordes, et de ses grans soins, science, prudence et bonne diligence, nous luy avons donné charge doresnavant soy transporter par chacun an tant en nos pais de Beaujolais, contez de La Marche et Clermont, que autres nos terres, pais et seigneuries, pour bailler nos services et assurer et examiner les comptes de nos receveurs; veoir aussi les comptes de nostre monnoye de Trevoiz et les comptes de ceulx qui se sont meslez de la recepte des francs fiefs et nomie aux acquetz louez en nostre contez de La Marche que feu de grande mémoire le roy Loys, que Dieu absolve, nous

• donna, et aussi les comptes de plusieurs sommes de deniers
• deunx pour les affaires de plusieurs villes de nostre dit pais
• de Beaujoloiz à la part devers l'empire ; mettre ordre en telles
• affaires de cy nostre dicte monnoye que verra estre affaire
• par le duiz et délliberacion de noz officiers de nostre dict pais
• de Beaujoloiz ; contraindre le général de nostre dicte mon-
• noye à lui bailler la manière de tenir les deniers qui se trou-
• veront es boictes d'icelle nostre monnoye ; veoir et visiter
• noz places, y ordonner les reparacions nécessaires ; recevoir
• les fiefz et hommaiges de nostre dict pais de Beaujoloiz, tant
• du costé devers l'empire que à la part du royaume, et faire
• contraindre les refusans par toutes voyes en tel cas raison-
• nablement requises ; aussi de faire mettre en greniers tous les
• blez qui sont deunx en nostre dit pays et ordonner en faire la
• vente quand y verra le temps estre plus convenable avec
• prouffit ; rappeler, conserver les privileges des habitans de
• nos villes terres et seigneuries dessus dictes, ainsi qu'ilz en
• auront fay ci-devant paisiblement et sans contredict, et sur et
• par l'adviz de nos dicts officiers ; leur bailler toutes telles
• lettres qui veurra estre necessaires ; soy enquerir et informer
• de la valeur de nostre domaine ; icellui faire valoir et
• augmenter avec prouffit et aussi de faire faire informacion
• sur les abus, plaintes et doleances qui lui seront faictes
• par nos subjectz, et de corriger ; pugnir et condempner les
• malfauteurs, et généralement de faire toutes autres choses qui
• verra estre affaire pour le bien de nous nos diz subjects,
• pais, terres et seigneuries, et prescrire que la chose requit
• plus ample declaracion ou specification, et y faire tout ainsi
• que nous ferions si nous-mesme y estions en personne.
• Ordonnons en mandement par ces presentes à nostre dit con-
• seiller et maistre de nostre hostel plain povoir, auctorité et
• mandement especial de besongner, vaquer et entendre dores-
• navant par chacun an, tant qu'il nous plaira, ès choses des-
• sus dictes, leurs circonstances et deppendances ; appeler avec-
• ques luy telz de nos officiers qui verra estre nostre prouffit et
• de ce que par lui aura esté fait chacun an nous.... souffisam-

» ment, et en oultre mandons par ces presentes a tous noz
» justiciers, officiers et subjects que a nostre dit conseiller es
» choses dessus dictes leurs circonstances et dependances
» obbéissent et entendent diligemment et lui baillent conseil,
» confort, ayde et prisons si mestier est et par lui requis en
» sont. Et en tesmoling de ce nous avons fait mettre nostre seel
» à ces presentes. Donné à Ancenyt, le vintiesme jour d'août
» l'an mil cccc quatre-vingt et sept. Signé : PIERRE. »

Pour augmenter les revenus de son chambellan et bailli général, le duc de Bourbon lui fit don, le 28 mai 1489, non-seulement de tous les droits *recelez* depuis vingt-neuf ans en Beaujolais, mais encore il lui conféra, en 1488, le gouvernement de Château-Chinon, le créa, le 6 février 1493, capitaine-gouverneur du château de Sury-le-Comtal en Forêt, et le 28 mai de la même année capitaine-gouverneur de Belleperche en Bourbonnais. Enfin, en 1498, le roi Louis XII, qui l'avait maintenu dans la charge de chambellan, lui accorda, pour le gouvernement de La Charité, des lettres de provision ainsi conçues :

« Loys, par la grâce de Dieu, roy de France, à tous ceulx qui
» ces présentes lettres verront, salut : Savoir faisons que pour
» consideracion et en faveur des bons, loyaulx, soigneux et
» recommandables services que notre amé et féal conseiller et
» chambellan Phillbert de La Platière, chevalier, seigneur des
» Bordes, a faiz à notre très-cher seigneur et cousin le roi
» Charles, que Dieu absolve, et a nous auparavant et depuis
» notre avenement à la couronne et que nous espérons qu'il
» fera cy-après de bien en mieulx, à iceluy pour ces causes et
» pour la bonne et entière confiance que nous avons en sa per-
» sonne et de ses solus souffisans, foy, loyauté, vaillance et
» bonne diligence, avons conservé et conservons de grace spé-
» ciale par ces présentes l'office de capitaine de noz ville et
» chastel de La Charité, qu'il a par cy-devant tenu et dont il
» joyssait paisiblement à l'heure du trépas de nostre feu sei-
» gneur et cousin, etc..... Donné à Reims, le xxviii^e jour de
» may, l'an de grace mil cccc quatre-vings et dix-huit, et de
» notre regne le premier..... »

Le 21 mars de l'année 1500, Phillibert de La Platière assista au traité de mariage conclu, en présence du roi, entre Charles, duc d'Alençon, et Suzanne de Bourbon. Il fut aussi l'un des seigneurs qui, sous le maréchal de Glé, s'obligèrent à la somme de 20,000 livres pour la rançon du duc de Gueldre.

La haute influence du seigneur des Bordes contribua puissamment à l'agrandissement de la fortune de sa maison. Parmi les nombreuses acquisitions qu'il fit de 1482 à 1507, on remarque celles des seigneuries de Saint-Sulpice-le-Châtel et de Troisalgues, qui lui furent cédées par Peronnelle de Chazeron, dame de Listenois, suivant acte passé à Montgibert le 21 août 1482, par-devant Barillier, notaire à Saint-Pierre-le-Moutier, pour le prix de « neuf cens vingt-trois escuz d'or à la couronne du » colong du roy et de deux solz six deniers tournois. » Ces fiefs consistaient « en terres, prez, vignes, boys, buissons, hommes » et femmes de serve condicion, cens, censives, tailles, corvées, mainmortes, rentes, revenus, justice, dixmes et champarts, sans y rien reserver. » Malgré ces termes précis, Jean de Vienne de Listenois, fils de Peronnelle, fit naître certaines difficultés, car j'ai retrouvé un titre du 29 décembre 1488, par lequel ce seigneur se désistait des droits qui pouvaient avoir été implicitement réservés dans l'acte de vente. Phillibert de La Platière eut aussi une contestation avec les habitants de Saint-Sulpice, Saint-Firmin et du Couprant, au sujet de certains baux consentis pour l'usage des bois de Mauboux et de Chevrot. On transigea en 1493. Précédemment, le 26 février 1480, Hector de Chassy et Marguerite du Deffend, sa femme, lui avaient abandonné, pour la somme de 200 livres tournois, la terre et haute justice du Marais, située en la paroisse de Lurcy-le-Bourg. Enfin, en 1486, Claude de Châteauneuf, seigneur de La Motte, céda aussi ce qu'il possédait à Franay-les-Chanoines.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que les fiefs de Phillibert ne relevaient pas tous du même seigneur. Ainsi, Montigny, Sauvage, Troisalgues, La Bretonnière, La Grange, Prie, La Loue, Franay, Saint-Michel-en-Longuesalle et autres

devaient l'hommage au comte de Nevers. Imphy était dans la mouvance du duc de Bourbon, Saint-Sulpice dans celle du baron de La Guerche (1) ; les Bordes enfin relevaient de l'évêché de Nevers. Par compensation, plusieurs de ces seigneuries étendaient leur suzeraineté sur d'autres, et obligeaient leurs possesseurs à rendre hommage à Philibert de La Platière. Je n'en citerai que quelques exemples. En 1484, noble Arnand de Varry prêtait foi pour ce qu'il portait en fief du seigneur des Bordes et de Saint-Sulpice. Erard de Roffignac, qui recevait de Philibert de La Platière la nommée des terres de Monmigny et de Massenay, présentait lui-même à ce dernier, en 1485, le dénombrement de ce qu'il possédait dans la paroisse de Garchizy. En 1490 et 1493, Jacques Loron, seigneur de Chante-reaul, capitaine de Vézelay, reconnaissait tenir en fief du même seigneur plusieurs héritages mouvants de la terre du Condray. Le 4 juin 1500, Adrien de Digoine, écuyer, seigneur de Demain et de Mouasse, fournissait le dénombrement de ses biens au même Philibert, à cause de son château de Franay.

Un fait tout particulier, au point de vue de cette notice, grandit encore à nos yeux le souvenir de Philibert de La Platière. Avec plus d'ardeur que ses prédécesseurs, il s'occupa d'augmenter et d'accroître l'importance des Bordes. Le manoir de ses pères avait été en partie ruiné pendant les guerres qui désolèrent le commencement du quinzième siècle. Le noble chevalier entreprit de le réédifier dans des proportions dignes de sa naissance et de son éminente situation. Mais il avait compté sans le seigneur suzerain, l'évêque de Nevers qui, se prétendant haut

(1) On trouve en outre dans les archives des Bordes les titres suivants sur Saint-Sulpice-le-Châtel : 1° foi et hommage, en 1368, de la seigneurie et maison de Saint-Sulpice, rendus à Isabeau des Barres, dame de La Guerche et de La Celle, par Pierre de Saint-Palais et par son neveu Louis, fils de Guillaume de Saint-Palais ; 2° foi et hommage, en 1378, à la dame de La Guerche, par Jeanne de Saint-Palais, dame de Villeneuve, femme d'Hélie Trancheserpe, chevalier, et par Isabeau de Saint-Palais, femme de Jean du Puy, écuyer, seigneur de Barmont, à cause de leur seigneurie de Saint-Sulpice.

jas cler des Bordes, à cause de sa châtellenie d'Urzy, s'opposa à l'exécution du projet de son vassal. Philibert de La Platière recourut au roi, qui agréa la requête de son chambellan et lui délivra, à cet effet, des lettres patentes dont la teneur suit :

« Charles, par la grace de Dieu, roy de France, sçavoir faisons
» à tous présens et avenir : Nous avons reçu humble supplica-
» tion de notre amé et féal conseiller chambellan Philibert de
» La Platière, chevalier, seigneur des Bordes, contenant que en
» sa dite seigneurie des Bordes, assise en Nivernois, il a une
» maison, laquelle, par ses prédécesseurs, fut commencée de
» édifier et baslir en fortification et deffense comme il dît en-
» core apparoir par les archières (1) estant en deux tours der-
» rière icelle maison, en laquelle maison, pourpris et domaine
» d'icelle ledit de La Platière suppliant à basse justice et de ce
» est en possession et saisine et à nous appartient la moyenne
» et haulte justice d'icelle, qui ressort soubz notre bailliage de
» Saint-Pierre-le-Moustier. Lequel suppliant pour la seuretté de
» luy, de sa femme et de ses biens, pour ce que communément
» ilz demeurent et sident en icelle maison a eu vouloir et encore
» à d'icelle parfaire fortifier et réedifier et icelle tenir et malu-
» tenir en forte deffense de tours, foussez, ponts-levelz et autres
» choses nécessaires à fortification en ensuyvant l'entreprise
» de ses dits predecesseurs, en nous requérant très-humblement
» noz lettres de congié, don, octroy et permission sur ce cuy est
» par nous impartiz et octroiez. Pour ce est-il que nous, ces
» choses considérées justement, liberallement à la supplication
» et requeste de nostre dît conseiller et chambellan, à iceluy
» pour ces causes et en faveur de plusieurs bons, louables et
» agréables services qu'il nous a auparavant faitz, fait et cou-
» tinue chascun jour et esperons qu'il fera le temps à venir, et

(1) Le mot archières correspond, selon toute apparence, à l'expression achèrement qui, en terme d'architecture, exprime la jonction d'anciennes constructions avec d'autres plus récentes. Il pourrait également indiquer les ouvertures par lesquelles les archers lançaient leurs flèches.

» autres considérations à ce nous mouvans, avons donné et
» octroïé, donnons et octroïons par ces présentes, congé, per-
» mission et licence de parfaire et fortifier sa dite maison des
» Bordes de toutes choses nécessaires en parachevant son œuvre
» encommencée. Et voulons et nous plaist que tout ce qui ja a
» esté fait pour la fortificacjon d'icelle maison avant la date de
» ces présentes soit d'autre effect et de valeur que si ce eust été
» après l'octroi à lui faict de ces nos dites présentes lettres, sans
» qu'il puisse tourner à aucun prejudice à luy ni à ses succes-
» seurs. Ordonnons en mandement par ces mêmes présentes
» aux bailliz de Saint-Pierre-le-Moustier, de Berry et gouver-
» neur d'Auxerre et à tous noz autres justiciers et officiers ou à
» leurs lïutenans et à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra,
» qu'ilz permettent et facent permettre audit suppliant et
» à ses successeurs de la terre des Bordes faire et accomplir le
» contenu en ces présentes, et d'iceluy joyr et user plainement
» et paisiblement, ne souffrir estre fait mis ou donné aucun
» destourbs ou empeschement au contraire, lequel se fait, mis
» ou donné avoit esté ou estoit, et le mettent ou facent mettre
» incontinent sans delay au premier estat cy-devant. Car ainsi
» nous plaist-il estre fait et à icelui notre conseiller et chambellan
» suppliant avons permls, voulu, et octroïé, permettons et
» octroïons de notre grâce spéciale plaine puissance et aucto-
» rité royale par ces présentes, auxquelles affin que ce soit
» chose ferme et estable à toujours nous avons fait mettre
» nostre scel sauf en autres choses notre droit et l'autrui en
» tout. Donné au Plessis-du-Parc-lez-Tours, au moys de dé-
» cembre l'an de grace mil cccc quatre-vingt et six, et de
» notre règne le quatriesme. Par le roy, les S. de la Tremoille,
» de Lisle, de Grimault. Signé Sament. » Sceau en cire verte
sur lacs de soie verte et rouge.

L'évêque était vaincu; mais il n'accepta pas facilement sa défaite. Mille difficultés furent suscitées au chevalier, et en 1502 l'évêque Philippe de Clèves, successeur de Pierre de Fontenay, assisté de son chapitre, plaidait encore en plein parlement de Paris, contre le puissant vassal qui avait osé fortifier son habi-

tation, et jeter un pont sur la Nièvre, sans les congé et licence du seigneur suzerain. Phillibert de La Platière voulut en fuir. Il offrit une somme d'argent considérable, s'engagea à se reconnaître l'homme-lige de l'évêché pour ses seigneuries à haute justice de Montigny, Ourouër, Baugy, tenues jusqu'alors en franc-allen, à la condition que l'évêque se désisterait de l'instance, et qu'il abandonnerait au seigneur des Bordes son droit de haute et moyenne justice sur cette terre. C'était payer une prérogative au centuple de sa valeur. Mais qu'importaient ces avantages matériels au suzerain irrité et blessé dans son orgueil féodal !... Les propositions furent rejetées ; les Bordes restèrent un fief à basse justice ; mais aussi le château, dont on ne put obtenir la destruction, nargua dès-lors insolemment et domina du haut de sa grandeur la modeste demeure épiscopale d'Urzy.

Ces contestations n'avaient pas toutefois altéré la foi religieuse de Phillibert de La Platière, car c'est à sa générosité et à celle de Marie de Fontenay, sa femme, sœur de l'évêque de Nevers, Pierre de Fontenay, qu'on est redevable de la reconstruction d'une notable partie de l'église d'Urzy en l'année 1495. Parmi les emblèmes héraldiques qui la décorent, on remarque encore de nos jours, à la partie supérieure d'une porte latérale de l'ancienne chapelle des seigneurs des Bordes, un écusson parti au premier, à *un chevron accompagné de trois anilles*, qui est de La Platière ; au second, *palé de six pièces au chevron brochant sur le tout*, qui est de Fontenay. Semblables à ces sceaux de cire qui, sur les actes du moyen âge, indiquent les noms des ancêtres preux qui les ont apposés, les symboles nobiliaires de l'édifice d'Urzy rappellent, depuis des siècles, les noms des bienfaiteurs qui les ont fait graver ! — A Saint-Martin-d'Heuille, le chœur, les chapelles latérales, où l'on voit les armes de la famille de La Platière tantôt seules, tantôt écartelées des Bordes, semblent, par l'analogie de leur architecture, avoir dû leur création à la libéralité du même chevalier. Cependant l'église d'Urzy, dont le caveau recélait la dépouille mortelle des seigneurs des Bordes, était plus particulièrement

l'objet de sa prédilection. C'est là qu'il demanda à être inhumé; c'est le lieu que choisit aussi Marie de Fontenay pour sa sépulture, lorsque l'un et l'autre, pour assurer le repos de leur âme, firent, en 1501, une donation pieuse à l'église d'Urzy.

Avant de terminer cet article, il y a lieu de mentionner un titre du 2 juin 1487 qui contient une attestation de plusieurs habitants de Nevers, tendant à établir, à la requête de Philibert de La Platière, que les droits de salage, de mesurage et d'arrivage dans cette ville appartenaient de toute ancienneté aux seigneurs des Bordes. Ces droits n'étaient pas sans importance. Chaque marchand ou transporteur devait au seigneur deux mines de sel par an, pour la première voiture déchargée sur le rivage ou amenée au grenier à sel, quel que soit d'ailleurs le nombre de voitures entrées dans le courant de l'année. En outre, on donnait une mine de sel le 1^{er} janvier à titre d'érennes. Enfin, tout marchand vendant du sel en détail à Nevers ou dans ses faubourgs payait une redevance de 24 sols par an, ainsi qu'il est justifié par une quittance notariée du 20 mars 1474 délivrée à Huguenin Bordelin. — Le droit de mesurage consistait à fournir les mesureurs qui, après avoir prêté serment au seigneur des Bordes, percevaient pour son compte 2 deniers par chaque mine de sel vendue au grenier, plus 2 sols 6 deniers par chaque muid déchargé et mesuré au port. Quant au droit d'arrivage, il rapportait au titulaire 2 deniers pour tout bateau naviguant sur la Loire, sur la Nièvre ou sur leurs affluents. En général, ces droits étaient affermés. Celui de mesurage rapportait 60 livres par an, sur lesquelles le comte de Nevers prélevait une faible redevance.

Philibert de La Platière arriva vers 1508 au terme de sa longue et brillante carrière. Son corps et celui de sa femme, qui était fille de Guy, baron de Fontenay, et de Jeanne d'Étampes, furent déposés, conformément à leur intention, dans le caveau de l'église d'Urzy. Le testament de l'évêque de Nevers, leur fils, qui établit ce fait, donne également les noms de la plupart des enfants du seigneur et de la dame des Bordes. D'autres titres de la même époque permettent d'en donner la nomencla-

ture, et d'y ajouter divers renseignements qui les concernent. Cette génération compta :

1° Pierre de La Platière, l'aîné, qui mourut sans alliance avant l'année 1516, d'après la fondation instituée à cette date par l'évêque de Nevers, son frère ;

2° Philibert, bailli et capitaine de Mantes, suivant brevet du 30 septembre 1494, conseiller et chambellan du roi le 13 juin 1498, qui mourut le 24 septembre 1499. Le P. Anselme lui attribue pour femme Anne de Jaucourt. Cette noble dame, née en 1509, ne pouvait avoir été mariée à Philibert, mort en 1499. Elle fut l'épouse de François de La Platière, neveu dudit seigneur ;

3° Paul de La Platière, abbé de Saint-Léonard de Corbigny, que l'évêque de Nevers institua l'un de ses exécuteurs testamentaires en 1518, mais que l'état de sa santé et son grand âge firent remplacer ;

4° Imbert de La Platière, baron de Franay, seigneur de Sauvage, La Forest, qui entra dans les ordres. Doyen du chapitre de Nevers dès 1488, chanoine de Paris, où il avait le prieuré de Saint-Eloi, puis conseiller en la cour souveraine du Parlement, il se présenta, en 1504, comme concurrent d'Antoine de Fours, doyen de Lyon, pour l'occupation du siège épiscopal de Nevers, vacant par la mort de Philippe de Clèves. Les deux prétendants se dédirent de leur prétention en faveur de Jean Bohier, à la mort duquel Imbert de La Platière fut élu évêque par le chapitre de la cathédrale. Le souvenir de son entrée dans la ville de Nevers, le 12 novembre 1512, est conservé par le procès-verbal en rédaction latine consigné dans le *Gallia christiana*, et par une lettre qu'il avait adressée au seigneur de Poiseux, l'un de ses barons, le 23 octobre de la même année.

• Il lui mandait, dit Parmentier dans son *Histoire manuscrite des évêques*, qu'à l'aide de Notre Seigneur il fera sa première entrée solennelle en son église de Nevers le dimanche après la Saint-Martin, qui sera le 14^e jour de novembre prochain venant, et lui mande sur l'amour de féaulté de se rendre

» auprès de lui audit jour, environ l'heure de prime, pour y
» faire son devoir. »

Le nouveau prélat, à qui le duc de Bourbon avait précédemment donné l'hôtel de Valois, à Paris, administra sagement son diocèse. Il fonda, en l'année 1516, quatre anniversaires dans son église cathédrale de Saint-Cyr pour son salut et pour le repos de l'âme de ses père, mère, frères, sœurs, dont il cite en partie les noms. Il y mentionne également d'autres parents, parmi lesquels on remarque Guillaume de La Platière, protonotaire apostolique, archidiacre de Decize et chanoine de Nevers. Enfin, brisé par la souffrance et sentant sa fin prochaine, il dicte, le 30 janvier de l'année 1518, son testament, qui commence ainsi :
« Au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit, Amen. Personnellement establi monseigneur messire Hmbert de La Platière, évesque de Nevers, estant de présent mallade toutesfols sain de pensée et de son entendement, considérant que n'est chose plus certaine que la mort, plus incertaine que l'heure d'icelle, voulant pourvoir au salut et remède de sa pauvre âme et n'estre ingrat des bienfaits que Nostre Seigneur lui a faicts ; pour ces causes et aultres ad ce le mouvant, lequel sclement de son bon gré, pure, franche et libre vollonté, sans force n'y contraincte aucune, publiquement et en droict a cogneu et confessé, par ces présentes, cognoist et confesse avoir faict son testament et ordonnance de dernière vollonté en révoquant aultres testamens précédens, en la manière qui s'ensult : premièrement, ledict seigneur veult, quand il plaira à Dieu le prendre en sa part, son corps estre inhumé au chœur de son esglise de Nevers, près les apostres estant audit chœur, sous la cloche de quoy on sonne nonne ; item veult et ordonne ledict seigneur que le jour de son obit soit faict le service au chœur de ladicte eglise, auquel sera dict trois grandes messes, l'une du Saint-Esprist, l'autre de Nostre-Dame, et la tierce des trepassez.... » Après avoir encore pris d'autres dispositions pour ses funérailles, après avoir assuré à ses parents et amis, à quelques églises et maisons religieuses, différents legs, dont quelques-uns révèlent, hélas ! la faiblesse humaine,

l'évêque de Nevers institue et « fait, par ses présentes, ses vrais » héritiers nobles personnes messire Philippe de La Platière, » chevalier, seigneur des Bordes, et messire Guillaume de La » Platière, chevalier, seigneur de Prye, ses frères. » Cette pièce, dans laquelle il est aussi question des obligations contractées par le testateur en faveur de ses deux nièces, dont l'une avait épousé le sieur de La Trolière, fut dressée et rédigée à Nevers, « en la salle dudict révérend et maison épiscopale, le penul- » tième jour de janvier, l'an mil cinq cens et dix-huict. »

Ce document important permet de signaler l'erreur qui s'est glissée dans l'*Histoire des évêques de Nevers*, de Michel Cotignon. Ce chroniqueur indique à tort que Imbert de La Platière mourut à Paris le 12 février 1518; que son corps, rapporté à Nevers, fut inhumé dans la chapelle de Notre-Dame de Grâces de sa cathédrale. Parmentier a déjà relevé cette inexactitude en s'appuyant sur l'extrait suivant du martyrologe de Saint-Cyr : *Pridie idus februarii undecima ejusdem mensis, obiit reverendus pater dominus Imbertus de Plateria, noster episcopus, nepos reverendi in Christo patris Domini Petri de Fontenago, etiam quondam episcopi Nivernis, anno domini mill^e quing^{to} decimo octavo et sepultus est in medio chori ante pedes apostolorum*. Le testament, dont j'ai cité quelques parties, corrobore et justifie pleinement l'opinion du savant et consciencieux historien du Nivernais.

5° Philippe de La Platière, dont l'article suivra ;

6° Guillaume de La Platière, chevalier, seigneur et baron de Prie, Franay, Imphy, Le Coudray, Saint-Martin-d'Ourouër, Semellins et Bangy, gentilhomme de la maison du roi, qui affranchit par la manumission, suivant acte de 1514, conservé aux archives du département de la Nièvre, Giles Girard et autres serfs de sa seigneurie de Prie. La duchesse d'Angoulême, mère du roi François I^{er}, racheta de ce seigneur, en 1527, l'hôtel de Valois, que le duc de Bourbon avait donné à Imbert de La Platière, son frère. Claude de Beurten et Marie des Ulmes, sa femme, lui rendirent hommage, le 13 avril 1540,

pour leur fief des Ulmes, mouvant de Prie. Guillaume de La Platière décéda sans postérité de Marie de Châteauneuf, qu'il avait épousée en 1511. Il lui légua, par testament du 6 août 1550, l'usufruit de tous ses biens. Ils furent, l'un et l'autre, enterrés dans l'église de Prie, sous une tombe en relief.

XVII. Philippe de La Platière, chevalier, seigneur des Bordes, Saint-Martin-d'Ourouer, Saint-Firmin, Saint-Sulpice, Baugy, Contres, Chevenon, conseiller, maître d'hôtel du roi et capitaine de Niort en 1520, mourut en l'année 1528. Il fut enterré, suivant le P. Anselme, dans l'église de Chevenon, à côté de Catherine de Châteauneuf, sa femme, sœur de Marie, épouse de Guillaume de La Platière, baron de Prie, dont il a été question plus haut. Que la dépouille mortelle du seigneur des Bordes ait été déposée à Chevenon, je ne conteste pas ce fait ; ses armes, qui se voient, soit pleines, soit écartelées, dans le château et sur la cloche de l'église de cette localité, semblent marquer de sa part une certaine prédilection pour cette terre ; mais il est moins certain que Catherine de Châteauneuf, belle-sœur de Guillaume, baron de Prie, oncle de Philippe de La Platière, ait été la femme de ce dernier. Il faudrait, dans cette hypothèse, admettre qu'il avait eu deux alliances ; car différentes pièces du chartier des Bordes indiquent qu'il fut uni à Catherine de La Fayette, que cependant le même généalogiste n'a pas hésité à donner comme épouse de François de La Platière, qui, en réalité, était son fils. Des erreurs aussi regrettables imposent une grande réserve à l'égard des témoignages de l'historien des grands officiers de la couronne.

Quoi qu'il en soit, Philippe de La Platière, par transaction du 24 août 1510, reconnut aux habitants de Saint-Sulpice et de Saint-Firmin le droit de prendre dans la forêt de Mauboux tout le bois qui leur serait nécessaire, à la charge toutefois de lui payer par chaque famille un cens annuel de 2 sols tournois. Il transigea également en 1512, pour l'usage des bois de Montigny et de Baugy, avec les habitants de ces seigneuries, qui

consentirent à lui payer chaque année, au 1^{er} janvier, un boisseau d'avoine, mesure du lieu des Bordes. Il paraît que ce seigneur avait eu des difficultés au sujet de son fief de Saint-Sulpice, car il existe des lettres patentes du 21 février, données à cet effet, dans lesquelles on détermine les limites de ladite seigneurie, « en laquelle y a baillif, capitaine chastellain, » prevost, sergens, forestiers, et autres officiers pour l'exercice d'icelle pour ledit seigneur. » Philippe de La Platière fit dresser par-devant notaire le terrier des Bordes. Ce travail, commencé le 16 janvier 1515, ne fut achevé qu'au mois d'avril 1518. Son père l'avait déjà fait établir en 1496.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, le seigneur Philippe avait épousé Catherine de La Fayette, fille de Gilbert de La Fayette, seigneur de Pontgibaud et d'Isabeau de Polignac. La dame des Bordes a laissé un triste souvenir dans les annales de sa maison. Je ne sais si elle fut mauvaise épouse, mais elle fut assurément mauvaise mère, car elle abusa de la garde noble de ses enfants, qui lui avait été laissée, pour compromettre leurs intérêts et en retirer des avantages personnels. C'est ainsi qu'elle vendit à Jean de Morogues, élu de Gien, la terre de Saint-Martin-d'Ourouër pour quatre mille livres tournois, somme considérable pour l'époque. S'étant remariée, le 2 janvier 1525, à Hugues de Jaucourt, la garde noble de ses enfants, encore mineurs, lui fut enlevée et confiée à l'oncle Guillaume, seigneur de Prie, qui, quelques années plus tard, le 10 septembre 1529, reprit pour son compte, par droit de retrait lignager, le fief de Saint-Martin-d'Ourouër de Jean de Morogues. Ce dernier, d'après la coutume féodale du Nivernais, ne put s'opposer à la restitution au prix de vente d'un bien patrimonial réclamé par un des membres de la famille du vendeur.

Philippe de La Platière et Catherine de La Fayette eurent quatre enfants :

1^o François, qui fera l'objet du degré suivant ;

2° Renée de La Platière, mariée à Jean de Sennectaire. Elle était veuve en 1568;

3° Guillemette, abbesse de Montivilliers, prieure de Marsac, vivant en 1551;

4° Imbert de La Platière, chevalier, seigneur de Bourdillon, Franay-les-Chanoines, Reugny, Montalgu, Imphy, Baugy, Saint-Martin-d'Oiron, Saint-Sulpice, baron de Prie et autres lieux, chevalier de Saint-Michel, de l'Ordre du Roi, qui est, sans contredit, la plus grande illustration de sa famille. Encore mineur à la mort de son père, en 1525, et même en 1529, il suivit la carrière des armes. Capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances, bailli d'Auxois en 1545, premier écuyer du dauphin, lieutenant de la compagnie du duc de Nevers et capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, Imbert de La Platière fut employé aux affaires les plus importantes du royaume. Maréchal de camp en 1552, lieutenant-général en Champagne et Brie en 1553, il chassa les ennemis des environs de Mezières en 1554; sauva un tiers de l'armée française après la défaite de Saint-Quentin en 1557; assista aux états généraux de 1558; fut dépêché par le roi à la diète d'Augsbourg; fut envoyé en Piémont comme lieutenant-général, et de là combattit énergiquement, bien que sans succès, le projet de rendre Turin et autres places fortes au duc de Savoie; il rentra en France, où il reçut, le 22 décembre 1562, le bâton de maréchal de France, que le roi créa pour lui, à la charge de la suppression de la première vacance, qui fut celle du maréchal de Brissac en 1564. Le nouveau maréchal de La Platière-Bourdillon apaisa en 1564 les troubles qui avaient éclaté en Guyenne, et assista en 1565 à l'entrevue du roi avec Elisabeth de France, reine d'Espagne; il avait une telle influence à la cour que le dicton suivant en est resté :

Bourdillon, Montigny et Bonneval
Gouvernent seuls le sang royal.

Le portrait d'Imbert de La Platière de Bourdillon, conservé à Versailles dans la salle des maréchaux de France, dénote par la



Lith. P. Fay & Neveu.

F. Barillet, Lith.

IMBERT DE LA PLATIERE DE BOURDILLON,

Maréchal de France en 1569



noblesse, la distinction et la fierté des traits, une âme fortement trempée. Sa devise, déjà rappelée dans la description des plaques du château des Bordes, confirme encore cette appréciation. Ses ancêtres n'avaient pour devise que les dés à jouer, accompagnés de cette légende : *UT SORS VOLET, Comme le sort en décidera*. Mais le vaillant guerrier, le grand seigneur du seizième siècle, en modifia le sens en ajoutant ces mots : *TAMEN STABO, Quoi que fasse le sort je resterai debout,.... je résisterai*. Cette devise a été retrouvée sur deux jetons frappés autrefois aux armes du maréchal, écartelées des Bordes (1).

On a généralement attribué à Bourdillon l'édification de la partie du château des Bordes qui comprend la chambre du Roi, l'escalier Italien et le vaste bâtiment de la salle des Gardes. C'est une croyance erronée. La terre et le château des Bordes étaient échus en partage à son frère François de La Platière, tandis que lui, Imbert, n'avait eu que les seigneuries de Montigny, Saint-Martin-d'Ourouër et autres. C'est donc à François

(1) La description suivante en a été donnée par M. de Soultrait, dans son *Essai sur la numismatique nivernaise* (1854) :

1° « LE . S^r . D . BORDILO . G . ET . LI . G^l . POV^r . LE . ROY . E . P (le seigneur de Bordillon, gouverneur et lieutenant-général pour le roy en Piémont). Léger grénétis au pourtour ; écu à bords contournés, aux armes de la famille de La Platière-Bourdillon, écartelé aux 1 et 4 d'argent, au chevron de gueules, accompagné de trois anilles de sable qui est de La Platière ; et aux 2 et 3 de gueules, à trois molettes d'éperon d'or qui est des Bordes ; l'écu entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel.

» Revers : VT . SORS . VOLET . TAMEN . STABO. Ces mots disposés sur un ruban contourné qui entoure le champ ; grénétis au pourtour ; au milieu un dé à jouer..... »

2° « CAROLVS . 9 . D . G . FRANCOR . REX. Filet et grénétis au pourtour ; écu ovale aux armes de France, placé sur un cartouche, timbré de la couronne royale et entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel.

» Revers : VT . SORS . VOLET . TAMEN . STABO. Filet et grénétis au pourtour ; écu écartelé de La Platière et des Bordes, posé sur un cartouche entouré du collier de Saint-Michel, et timbré d'un casque de profil, orné de lambrequins, avec une tête de licorne pour cimier, et supporté par deux aigles..... »

de La Platière ou à sa veuve, Marie de Jaucourt, qu'on est redevable de ces constructions, auxquelles les deniers du maréchal ne restèrent peut-être pas étrangers. Mais un fait incontestable, c'est que le maréchal de Bourdillon ne fut jamais seigneur des Bordes.

Parmi les titres qui le concernent, il s'en trouve un très-intéressant, du 19 mai 1553, qui détaille une transaction au sujet des dîmes de Saint-Martin d'Orouër, entre « noble et discrète » personne maistre Jehan du Chastel-Chassy, prestre-curé de la » cure et église paroissiale Saint-Martin d'Orouër ès Admognes » d'une part, et noble et puissant seigneur messire Ymbert de » La Platière, chevalier, seigneur de Bourdillon, Fresnay-les- » Chanoines, etc.... » Jean du Chastel prétendait qu'en sa qualité de curé de Saint-Martin, il avait la propriété absolue des dîmes de blé, vin, fruits, noailles et autres. Imbert de La Platière répondit fièrement que ces droits lui appartenaient, « qu'ils » avaient été conférés à ses prédécesseurs, seigneurs de Saint- » Martin, tant par les papes de Rome que par les roys de » France, pour et en récompense de plusieurs proesses par » eux faictes, guerres et batailles qu'ils avoient soubstenuz, » tant pour l'augmentation soustenement de la foy catholique » et religion chrétienne, que pour la tuition et defense du » réaulme de France ; que ledict droit de dixmes à luy de La » Platière appartenant, quoy que ce soit par luy prétendu, » estoit deument infeodé dans et devant le concile de Latran ; » que par le moyen de ladicte inféodation dès et despuis le- » dict temps, tant par luy que par ses dicts prédécesseurs, il » avoit tousjours jouy paisiblement et sans contredit au veu et » sceu dudict du Chastel et de ses prédécesseurs, curés dudict » Saint-Martin d'Orouër.... » Le curé se contenta de la huitième portion des dîmes, et l'affaire en resta là. Un autre titre du 6 mai 1561 contient une transaction semblable à celle de 1548 pour l'usage des bois de Baugy, entre « très- » haut et très-puissant seigneur messire Imbert de La Platière, » chevalier de l'ordre du Roy, etc., » et les habitants d'Orouër et de Baugy. Enfin, un parchemin du 23 novembre 1563

contient un bail à cens consenti par le maréchal de Bourdillon à Charles Suchon de Saint-Martin-d'Ourouër.

Ce vaillant guerrier mourut à Fontainebleau le 4 avril 1567, sans laisser de postérité. Il fut enterré dans l'église d'Epoisses, dont il avait acquis la seigneurie du duc de Nemours en 1561. Il s'était marié en premières noces avec Claude de Damas, fille de Charles de Damas, baron de Crux, Montalgu et Ragny, veuve de Gérard de La Magdelaine. En secondes noces, il avait épousé Françoise de Birague, fille unique de René de Birague, chancelier de France.

XVIII. François de La Platière, chevalier, seigneur des Bordes, gentilhomme de la chambre du duc d'Orléans, était né en 1510. Fort jeune encore à la mort de son père, il resta pendant quelque temps, ainsi que son frère et ses sœurs, sous la tutelle et garde noble de Catherine de La Fayette, sa mère, qui lui fit épouser, n'étant alors âgé que de quinze ans, le 2 janvier 1525, Anne de Jaucourt, fille d'Hugues de Jaucourt, seigneur de Marault, et de feu Louise de Roussillon. En même temps Hugues de Jaucourt et Catherine de La Fayette se remariaient ensemble, et, abusant de la minorité et de l'inexpérience de leurs enfants, obtenaient d'eux la renonciation, contre de faibles compensations, d'un droit de 14,000 livres, que la jeune Anne de Jaucourt, dame des Bordes, tenait de sa mère, Louise de Roussillon. A la mort d'Hugues de Jaucourt, qui laissait une fille, Marie de Jaucourt, de son second mariage, et qui avait abandonné à sa veuve l'usufruit de tous ses biens, les difficultés survinrent. Catherine de La Fayette, en digne marâtre qu'elle était, amena Anne de Jaucourt, autorisée de son mari, à accepter par une transaction, en date du 13 août 1527, le château de Miges avec 400 livres de rente, à prendre sur ce fief, à la charge d'accepter pour son compte 4,000 livres des dettes du seigneur de Jaucourt, et à condition qu'elle partagerait la rente de 400 livres avec Marie de Jaucourt, lorsque Catherine de La Fayette serait morte. Une aussi indigne spoliation ne resta pas sans punition. Guillaume de La Platière,

oncle et tuteur du seigneur des Bordes, intervint. Un procès s'ensuivit ; on recourut au roi, qui examina la question, et par des lettres patentes datées de Dijon du 9 janvier 1527 (1528), cassa et annula tous les contrats signés par Anne de Jaucourt : « rescindez, cassez, adnullez et mettez du tout au néant lesdiz » contracts, » est-il enjoint dans ces patentes aux officiers publics et gens du Parlement, et « icelle supplante remettez en » tel estat qu'elle estoit auparavant la passacion d'iceulx. »

François de La Platière, qui rendit hommage le 3 novembre 1539, pour sa terre des Bordes, à l'évêché de Nevers, entreprit, ainsi que je l'ai dit plus haut, l'agrandissement du château ; mais il ne lui fut pas donné de voir la fin des travaux, car il fut tué, le 1^{er} septembre 1544, devant la ville de Châlons-sur-Marne, pendant qu'il combattait pour le service du roi. On l'inhuma dans le chœur de la collégiale de Notre-Dame de cette ville, sous une tombe aux quatre coins de laquelle on grava ses armes, écartelées de celles des Bordes. Sa veuve, Anne de Jaucourt, fit continuer les travaux, qui furent achevés en 1552. A la mort de son mari, elle avait pris, selon l'usage, la garde noble de ses enfants mineurs. On peut s'en assurer en consultant le bail à bordelage du pré de la Dagonne, établi « entre noble et puissante dame Anne de Janlcourt, dame des » Bordes et de Marault, ayant la garde noble et administration » des corps et biens de René et Francoise de La Platiere, ses » enfans, et de feu noble et puissant seigneur messire » Francoys de La Platiere, en son vivant chevalier, seigneur » desdits lieux. »

Les rapports d'amitié qui avaient existé entre le seigneur des Bordes, Imbert de La Platière-Bourdillon et l'oncle Guillaume, avaient reçu quelque altération, à en juger par un exécutoire des grands jours de Moulins, obtenu, le 24 septembre 1534, par Guillaume contre son neveu François de La Platière, et par les difficultés survenues entre la veuve de ce dernier et Imbert de La Platière, au sujet du rachat de la terre de Saint-Martin sur Jean de Morogues. François et Imbert avaient repris précédemment cette seigneurie, à la charge de rembourser chacun

2,000 livres à Guillaume, leur oncle. Mais en 1548 on n'avait encore rien soldé ; on plaidait. Enfin, par une transaction du 21 février 1549, Anne de Jaucourt ayant déclaré qu'elle ignorait quand elle serait en mesure de payer sa part de 2,000 livres, Imbert de La Platière, son beau-frère, versa les 4,000 livres formant le prix de rachat et entra en possession de toute la terre de Saint-Martin, s'engageant néanmoins envers la veuve des Bordes et envers ses enfants à leur restituer moitié de la seigneurie, lorsqu'ils lui auraient fait le remboursement des 2,000 livres en question. Voici les noms de ces enfants :

1° René de La Platière, guidon de la compagnie de cinquante hommes d'armes du lieutenant-général de Bourdillon, son oncle, suivant quittances du 1^{er} septembre 1559 et du 12 avril 1561. Ce jeune seigneur resta sur le champ de bataille de Dréan.

2° Françoise de La Platière, qui suit.

XIX. Françoise de La Platière, dame des Bordes, baronne d'Epoisses, Marault en Bourgogne, de Franay-les-Chanoines, Prie, et autres terres, en Nivernais, unique héritière du maréchal de Bourdillon, son oncle, et de toute la maison de La Platière des Bordes, dont elle fut le dernier rejeton (1), se maria, en 1569, âgée de vingt-huit ans, à Henri de L'Hôpital, fils d'Adolphe de L'Hôpital, seigneur de Cholsy. Une sentence de l'official de Sens prononça la séparation des deux époux. Fran-

(1) Une branche bâtarde de la maison de La Platière subsista encore long-temps en Nivernais. Elle avait pour auteur Philippe de La Platière qualifié, dans des titres de 1578 et 1587, « de noble homme et bastard des » Bordes, capitaine des tailles de la vénerie du roy et capitaine de Ne- » vers. » Il ne vivait plus en 1578 et avait eu de Magdeleine Bondy, sa femme : 1° Jean de La Platière, écuyer, homme d'armes de la compagnie du duc de Nivernais en 1578 ; 2° Imbert de La Platière, seigneur de Montigny, qui vivait encore en 1622, fut père de Guillaume de La Platière, existant en 1659, et de Charles de La Platière, seigneur de Montiffaut, vivant en 1659. On trouve aussi Gaspard de La Platière, chevalier de Malte en 1687.

çoise de La Platière se maria peu de temps après, le 27 décembre 1573, avec Louis d'Anssienville, premier du nom, chevalier de l'ordre du Roi, baron de Revillon, seigneur de Maigneux, Vougy, vicomte de Souilly et de Dormans, veuf de Marguerite de La Haie, et fils de Jacques d'Anssienville, baron de Saint-Benoît, bailli de Sezannes, écuyer tranchant, échançon du roi, et de Luce d'Autrey. La dame des Bordes, par contrat de mariage, fit don à son mari « des chasteau, terre, seigneurie de Marault, Magny et » leurs appartenances et dependances, assises et scituées au » pays de Bourgogne, à elle appartenant de son propre, qu'elle » a dit estre tenues en franc-aleu... » à la charge de payer quelques dettes dont cette grande fortune se trouvait grevée; « et » en oultre a esté par exprès convenu et accordé entre iceux » futurs époux que, audit cas qu'il y ayt enfant ou enfans » dudit futur mariage survivans ladite future espouse, jouira » iceluy sieur futur époux sa vye durant, par forme d'usufruit, de tous les biens délaissés par le trépas d'icelle damoiselle, à la charge de bien et honnestement entretenir lesdits » enfans et marier les filles sur le bien de leur dite mère selon » l'honneur et grandeur de leur maison..... »

Françoise de La Platière fit établir un nouveau livre terrier des Bordes, dont la confection dura de 1567 à 1572. Il existe aussi une liève déclarative du fief datée de 1572.

Le 27 mai 1575, Claude de La Perrière rendit foi et hommage pour sa seigneurie de Coulangy, qui faisait partie de la terre du Marais, à Louis d'Anssienville et à Françoise de La Platière, à cause de leur château de Saint-Sulpice. Le 15 juin de la même année, le seigneur et la dame des Bordes présentèrent l'hommage à Louis de Gonzague, duc de Nevers, pour Franayles-Chanolnes, « avec son donjon et ses appartenances ». Ils remplirent la même formalité pour la tierce partie du château de Prie « sauf la grosse tour et la maison qui fut aux Ravenaux et » la tierce-partie d'icelle. »

Françoise de La Platière mourut en 1598.

III.

SEIGNEURS DES BORDES, DES MAISONS D'ANSSIENVILLE,
DE LA GRANGE-D'ARQUIAN ET DE BÉTHUNE.

Anssienville : De gueules, à trois marteaux de maçon d'argent dentelés de sable.

La Grange-d'Arquian : D'azur, à trois ranchers d'or, qui est de La Grange-Montigny, à un écu, sur le tout, de sable à trois têtes de loup d'or.

Béthune : D'argent, à la fasce et au lambel de trois pendants de gueules.

A la mort de Françoise de La Platière, Louis d'Anssienville, son mari, resta seigneur usufruitier des Bordes, où il mourut en 1606. C'est comme tuteur de ses deux enfants les plus jeunes qu'il avait continué le procès commencé dès 1686 entre l'évêque de Nevers et Françoise de La Platière au sujet de la démolition d'un colombier. Dès cette époque, l'évêque Arnaud Sorbin avait refusé pour ce motif d'accepter, telle qu'on la présentait, la nommée de la terre des Bordes. Par arrêt du Parlement, un nouveau dénombrement avait été présenté le 16 juin 1579, un autre le 16 octobre 1588. Ces déclarations avaient été reçues avec blâmes par l'évêché. Enfin un arrêt du 17 juin 1600 avait énoncé la sentence suivante « Dict a esté que »
» ladicte court, sans s'arrêter aux blasmes, baillez par ledit »
» demandeur contre ledict adveu de ladicte de La Platière du »
» seiziesme jour de juing mil cinq cens soixante et dix-neuf, et »
» offert audict demandeur, ou à ses officiers, par ledict deffen- »
» deur audict nom le seiziesme jour d'octobre mil cinq cens »
» quatre-vingt-huit, reçu au greffe et assises de la terre et »
» seigneurie d'Urzy, at néantmoins ladicte court ordonné »
» qu'advenant ruïne et desmollition dudict collombier des Bor- »
» des, lesdicts deffendeurs ne le pourront rebastir de fondz et »
» de pied sans permission et concession dudict demandeur ou »
» de ses successeurs audit evesché. »

Guy Coquille, à l'article XIX de la *Coutume du Nivernais*, a défini le droit de colomblér en ces termes : « L'on ne peut faire » ne édifier colomblér en pied et en fond de terre de nouvel , » en justice d'autrui , sans licence du seigneur justicier ; mais » l'on peut faire colomblér sur solier sans congé de justice. » C'est en s'inspirant de cette loi locale que les juges, considérant l'évêque de Nevers, en raison de la seigneurie d'Urzy, comme haut et moyen justicier des Bordes, puisque cette dernière terre n'avait que la basse justice, se prononcèrent en faveur du seigneur dominant, dans le cas où le colomblér en pied, qui était la cause du litige, viendrait à s'écrouler ou à être détruit.

Louis I^{er} d'Anssienville et Françoise de La Platière avaient laissé pour postérité :

1^o Philippe d'Anssienville, qui vivait en 1610 et qui n'eut pas d'alliance ;

2^o Louis d'Anssienville, deuxième du nom, chevalier, marquis de Bourdillon, d'Epousses, vicomte de Seuly, Maigneux, Pouilly-sur-Marne, seigneur de Cussy et de Sainte-Magnance, coseigneur des Bordes et autres terres en Nivernais, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé, maréchal des camps et armées du roi, gouverneur de Châtillon-sur-Seine et bailli d'Auxois. Il se trouva chargé, dans sa jeunesse, d'une dette de 2,488 écus envers Marie de La Fayette, veuve de Jean Le Clerc, conseiller d'Etat, qui lui suscita bien des difficultés et qui faillit faire vendre aux criées la terre des Bordes encore indivise en ce moment entre lui et ses frères. Par sentence du 2 mars 1602, la veuve Le Clerc fut autorisée à faire mettre cette seigneurie en vente judiciaire. Louis I^{er} d'Anssienville, ses enfants, ainsi que d'autres particuliers mirent des oppositions aux criées ; mais le Parlement ne les admit pas ; deux arrêts de 1604 condamnèrent Louis d'Anssienville, même par corps, au paiement de la dette qu'il s'obstinait à ne vouloir solder, et confirmèrent la veuve Le Clerc dans son droit de saisir les Bordes. Le seigneur débiteur dut alors se soumettre et payer sa dette, puisque la terre des Bordes ne fut pas adjugée par décret.

Louis d'Anssienville de Bourdillon a laissé la réputation d'un vaillant capitaine. Sa fidélité au roi, dans ces temps de guerres intestines où la défection était en honneur, ne se démentit pas un seul instant. La prise et la dévastation de ses châteaux d'Epoisses, Cussy et Sainte-Magnance, ne purent lui faire quitter les étendards du roi. Aussi les grands biens qu'il reçut dans la suite, son élévation au grade de maréchal des camps et armées du roi, sa nomination de conseiller d'Etat et de membre du conseil privé de la couronne le 20 janvier 1612, l'érection en marquisat de sa baronnie d'Epoisses, par patentes du 1^{er} janvier 1613, et d'autres avantages encore, ne furent-ils considérés que comme la juste récompense de ses bons et loyaux services. Il avait épousé, suivant contrat du 6 décembre 1608, Claude de Saulx-Tavannes, veuve de Jean-Louis marquis de La Chambre et descendante du célèbre maréchal de Saulx-Tavannes. Il n'en eut pas de postérité.

Par testament de l'année 1652, confirmé le 16 mai 1654, il légua sa fortune, à part quelques prélèvements, à Louise d'Anssienville, sa nièce, et à son mari le comte de La Grange-Malligny, neveu du testateur. Cette succession donna lieu à un procès fort long, sur lequel j'aurai à revenir. Louis d'Anssienville mourut le 25 octobre 1656 ;

3^e Achille d'Anssienville, vicomte des Bordes, dont l'article suivra ;

4^e Anne d'Anssienville, mariée avant 1610 à Antoine de La Grange-d'Arquian, chevalier, marquis d'Arquian, Pulsaye, Soulangy et Villemenard, lieutenant-colonel du régiment des gardes du roi, gouverneur de Calais, frère du maréchal de La Grange-Montigny (1). Anne d'Anssienville, par suite d'arrangements avec ses frères, eut en partage les terres de Prie, Franay, Malligny, Chevenon et Imphy. Elle mourut en 1650 au château de Prie, laissant deux enfants :

(1) Il est présumable qu'Antoine de La Grange avait eu une première alliance avec Marie de Cambray, et que Marie de La Grange-d'Arquian, mariée en 1621 à Arnaud de Lange, baron de Villemenard, en était issue.

1° Achille de La Grange, comte de Maligny, marquis d'Époisses, marié à sa cousine germaine Louise d'Anssienville (voir le degré XXI) ;

2° Henri de La Grange, marquis d'Arquian, né en 1612. D'abord capitaine des gardes de Monsieur, frère de Louis XIV. On le trouve dans la suite, en 1695, honoré du collier des ordres du Roi, et, l'année suivante, du chapeau de cardinal, sur la présentation du roi de Pologne, dont il était le beau-père. Le marquis d'Arquian, singulier personnage, qui, revêtu de la pourpre romaine, après un double veuvage, se vantait de ne jamais dire de bréviaire, n'eut de postérité que de Mlle de La Châtre-Billebault, sa première femme, qu'il avait perdue en 1672, et qui lui laissa six enfants :

A. Louis, marquis d'Arquian, qui s'établit en Pologne ;

B. Louise-Marie de La Grange-d'Arquian, mariée au marquis de Béthune. Elle hérita des Bordes (voir au XXII° degré) ;

C. Marie-Casimir de La Grange-d'Arquian, qui épousa en premières noces Jacob Radziwil, prince de Zamoski, palatin de Sandomir, dont elle n'eut pas de postérité. Elle se remaria en 1665 à Jean Sobieski, grand maréchal puis roi de Pologne le 20 mai 1674. Elle en eut trois fils : les princes Jacques, Constantin, Alexandre Sobieski, et une fille mariée à l'électeur de Bavière. Je parlerai plus au long de cette génération à l'article de Béthune, c'est-à-dire au XXII° degré ;

D. Marie-Catherine de La Grange-d'Arquian, mariée au comte Wielopolki, grand chancelier de Pologne ;

E. F. Deux filles, religieuses.

XX. Achille d'Anssienville, chevalier, vicomte des Bordes et de Marault, seigneur d'Ourouër, Saint-Sulpice, Montigny, Saint-Firmin et autres lieux, devint gentilhomme de la chambre du roi. Dès 1598, suivant titre du 25 septembre, on apprend que ce seigneur et Louis, son frère, « se sont transportez au chastel » et maison seigneuriale de La Gulerche, au-devant de la » grande porte dudit chastel, où estant, ont demandé à entrer » audit chastel pour faire la foy et hommage au seigneur du-

dict lieu de La Guerche de la terre et seigneurie de Saint-Sulpice-le-Chastel, a eux escheus par le decedz de ladicte de La Platière, tenue et mouvant en fief dudict seigneur de La Guerche. A quoy s'est présenté M^e Jacques Bertault, procureur fiscal audict lieu, lequel a faict response que ledict sieur baron de La Guerche est de présent absent et qu'il n'a charge de recevoir ladicte fol; mais noble homme et saige Henry Bolacre, lieutenant-général de Nivernois, toutesfois accorde que lesdits sieurs facent leur debvoir et en prennent acte sans préjudice des profits prétendus par ledict sieur baron de La Guerche et des fraitz de la saisie. Quoy volant, lesdits sieurs d'Anssienville, la teste nue ung genou en terre, l'espee et les espérons haultés, ont baisé la chaisne du pont à visz dudict chastel et juré foy et serment de fidelité tant et sy avant que la coustume de Nivernois s'estend..... offrant donner dénombrément dedans le temps de ladicte coustume..... Le sieur de Montholon, baron de La Guerche, accepta l'hommage des frères d'Anssienville.

Le partage de la succession maternelle n'était pas chose facile, Françoise de La Platière ayant laissé sa fortune indivise entre ses enfants. On parvint cependant à s'arranger. Par accord du 5 août 1606, Anne d'Anssienville céda à son frère Achille son quart du château et des dépendances des Bordes, contre égale portion des fiefs de Prie et de Franay. Ayant abandonné à Louis d'Anssienville son quart dans les terre et château d'Epousses, Achille reçut en échange une partie équivalente des Bordes, de Franay, de Prie, d'Ourouer, de Saint-Firmin, de Saint-Sulpice et de Montigny. C'est alors que ce dernier, en qualité de seigneur de trois parts de quatre du château et de moitié du fief des Bordes, présenta l'hommage de cette terre à l'évêque de Nevers le 6 mai 1610. Mais d'autres arrangements étant survenus, et les traités passés avec Anne d'Anssienville, femme d'Antoine de La Grange-d'Arquian, encore mineure, ayant été cassés, celle-ci fut obligée de rendre fol à l'évêque pour une partie des Bordes, savoir : cinq portions de neuf à elle escheus par la succession de defuncte illustre dame Françoise de La Platière, sa mère,

» et dame de ladite terre des Bordes, et les quatre autres portions par transport, vente et cession qui en a esté faite adicts
» seigneur d'Arquian, son mari, et à elle par illustre seigneur
» Achille d'Anssienville, son frère. » — Enfin, le 7 septembre 1613, la dame d'Arquian, autorisée de son mari, déclara, dans un nouveau contrat : « que mettant en considération les bons
» offices qu'elle a receuz dudit seigneur vicomte, son frère, et
» l'affection quelle luy porte aussy ; que telle est sa vollonté, luy
» a par ces présentes gratuitement confirmé et approuvé lesdictes
» donations et entend que si besoling est ou seroit, falct dere-
» chef don par donation pure, simple, irrévocable faicte entre
» vifs en présence et du consentement dudit seigneur d'Ar-
» quian, tant dudit quart de ladite maison et chastel des Bor-
» des, à elle appartenant de son chef, basse-court et pourpris
» d'icelle, que dudit quart de meubles qui se sont trouvez au
» jour du decedz dudit feu sieur de Revillon en ladite maison
» des Bordes..... »

Par suite de nouvelles combinaisons, Achille d'Anssienville resta seul propriétaire des Bordes. Il conserva en outre différentes propriétés, car c'est en qualité de coseigneur de Franay qu'il reçut, avec Antoine de La Grange-d'Arquian, l'hommage du fief de Cougny, offert, en 1613, par les frères Berthier de Bizy et par François Andras, écuyer.

Suivant contrat du 27 juin 1613, passé à Dijon, le nouveau seigneur des Bordes épousa Madelaine Bourgeois de Crespy, dame de Milpont, de Brèves, veuve de noble Palamède Jaquot, seigneur de Pulligny, conseiller au parlement de Bourgogne. Achille d'Anssienville, en compensation de la dot de sa femme, lui reconnut, dans le cas où il mourrait avant elle, la jouissance du château et des dépendances des Bordes, avec deux mille livres de rentes, à titre de douaire. Il confirma et élargit cette clause lorsque, le 6 janvier 1617, il fit son testament, par lequel, après avoir demandé à reposer auprès de ses ancêtres, dans l'église d'Urzy, il laissa l'usufruit de tous ses biens à Magdelaine Bourgeois, sa femme. Il légua aussi une somme de trois mille livres à Imbert de La Platière de Montigny, de la branche naturelle.

Cette dernière donation ne fut réalisée qu'en 1659, après un long procès. Le seigneur des Bordes mourut vers 1622.

Bien qu'usufruitière de toute la fortune de son mari, la veuve d'Anslienville ne rendit pas en son nom l'hommage de la terre des Bordes. Ce n'est qu'en qualité de tutrice de sa fille, et représentée par Imbert de La Platière de Montigny, que, le 12 novembre 1622, elle remplit cette formalité. C'est alors que le mandataire reconnut tenir en fief de l'évêque de Nevers, Eustache du Lys, « la terre et seigneurie des Bordes, assise en » la justice d'Urzy et Saint-Martin-d'Eille, ainsi qu'elle se con- » siste et comporte et qu'elle a esté advouée par les précédés- » seurs seigneurs de ladite terre et seigneurie, et pour les » profits deubz audit seigneur par ladite damoiselle (1) ».

Mme d'Anslienville vécut encore de longues années. Par testament olographe du 15 octobre 1646, elle légua tous ses biens à Louise d'Anslienville, issue de son second mariage, à la charge toutefois de donner à Françoise Jaquot de Mipont, qu'elle avait eue de sa première alliance, et qui était alors mariée au sieur d'Amanzé, la somme de 36,000 livres, et à Louise d'Amanzé, leur fille, la somme de 3,600 livres pour payer sa dot de religieuse au convent des sœurs de Sainte-Marie de Nevers. Mme d'Anslienville mourut en 1648.

XX. Louise d'Anslienville, marquise d'Epoisses, comtesse des Bordes, dame de Saint-Sulpice, Saint-Firmin, Tronsanges, Ourouër, Montigny, vicomtesse de Marault, était à peine âgée de onze à douze ans lorsqu'en 1633 elle fut enlevée du château des Bordes par son cousin germain, Achille de La Grange-d'Arquian, comte de Maligny, qui la conduisit à Besançon, alors ville de l'étranger, où ils restèrent deux années, à la suite desquelles ils furent mariés. Leur contrat est daté du 1^{er} septembre 1635. Cette union ne fut pas heureuse, et un arrêt du 12 septembre 1645, du bailliage de Nevers, prononça la séparation de biens entre les deux époux. La séparation de corps qui exis-

(1) Voir aux pièces annexes.

tait de fait ne fut pas demandée. Le comte de La Grange-Maligny, qui devint maréchal des camps et armées du roi, s'établit à Mimerolle, auprès de Semur, tandis que sa femme fixa sa résidence aux Bordes, qu'elle embellit et menbla avec un grand luxe. C'est elle qui fit construire à Nevers, dans la rue de Nièvre, vers l'année 1647, et sur l'emplacement de la maison Carpentier de Changy, une fort belle habitation, encore connue de nos jours sous le nom d'hôtel des Bordes ou de Béthune. Elle l'habita fréquemment.

La longue existence de la dame des Bordes fut hérissée de difficultés et de procès interminables. Héritière avec son mari, le comte de Maligny, de Louis d'Anssienville, leur oncle, suivant testament de 1652, confirmé en 1654, à charge d'acquitter certains legs assez considérables, ils ne purent réaliser aussitôt cette importante succession, qui consistait principalement dans le marquisat d'Espoisses. Henri d'Arqulan, qui n'était légataire que de 60,000 livres, attaqua la validité du testament et provoqua un long procès, pendant le cours duquel il obtint de faire publier au prône, contre le comte et la comtesse de Maligny, le monitoire dont l'extrait suivant dénote suffisamment la violence. On n'y désignait pas nominativement M. et Mme de Maligny, mais on indiquait assez qu'ils étaient les promoteurs du fait plus ou moins véridique qu'on leur attribuait.

« Les vingt-trois et vingt-quatre octobre dernier et aultres
» jours suivants, certains malfauteurs ou malfalteresses n'ayant
» la crainte de Dieu ny mémoire de leur salut, seroient entrés
» au chasteau dudict Espoisses en l'absence dudict seigneur
» complaignant et à l'insceu dudict seigneur d'Anssienville, qui
» estait assis tout vestu sur une chaise de paille couverte
» d'escarlatte, malade à l'extremité, qui seroit descédé le
» 25^e jour dudict mois d'octobre audit an 1656, auroient pris
» ou faict prendre ledict jour dans sa poche les clefz de son
» cabinet ou estoient enfermées toutes les aultres dans un sac
» de toille ; de quoy ledit seigneur d'Anssienville se seroit
» plaint, lors disant au quidam : O Dieu ! tu me tues. — Lequel
» quidam répondit : Monseigneur, ce sont les boutons de vostre

» manteaux que j'ostent de dessoubz vous. — Et sur les neuf et
» dix heures du soir ce mesme jour, iceux malfaiteurs et mal-
» fateresses auroient forcé la porte de la petite salle où il y
» avoit cinq grands bahuts couverts de crin noir qui estoient les
» uns plainz de linge damassé et de plusieurs sortes, les aultres
» plainz de vaisnelles d'argent, comme de flambeaux, aiguillères,
» sallières, vinaigriers, cuillers, fourchettes, assiettes et autres
» qui ont esté pris et enlevés par iceux malfaiteurs et malfaite-
» tesses; et le lendemain 23^e dudit mois, à neuf heures du
» matin, iceux malfaiteurs auroient faict ouverture du cabinet
» dudict d'Ansienville, quoyque vivant et parlant, et auroient
» pris toutes les clefz qui estoient dans ledit sac de toile avec
» la meilleure partie de tous les papiers, contrats, rantes, obli-
» gations, et entre aultres soubstraict le testament d'iceluy
» sieur d'Ansienville, faict depuis un an ou dix-huict mois, de
» tous ces biens au profit dudit seigneur complainant (Henri
» de La Grange-d'Arquian), en considération des bons services
» qu'il lui avoit rendus et pour la bonne amitié qu'il luy portoit
» et à messeigneurs ses filz, notamment à Louys de La Grange,
» son filleul, et en supposer un aultre non signé dudit defunct
» de l'année mil six cent cinquante-six, que les malfaiteurs
» et malfateresses auroient faict faire, et par le ministère de
» certaines personnes publiques, etc., etc. » Les malfaiteurs
sont encore accusés d'avoir empoisonné Louis d'Ansienville,
d'avoir pris dans son oratoire deux cassettes remplies d'or mon-
nayé. On termine en enjoignant à tous les fidèles de dénoncer,
s'ils les connaissent, les noms et le domicile des coupables. Mais
cette attaque ne réussit pas; le testament du marquis d'Epoisses
fut reconnu valable et les imputations déclarées mensongères.

On serait porté à blâmer l'Église de la facilité avec laquelle
on obtenait la publication des monitoires si on ne savait que
les curés et les officiaux eux-mêmes y étaient obligés par les
juges laïcs, sous peine de voir saisir leur temporel. La comtesse
de Maligny et des Bordes fut encore l'objet d'une attaque de ce
genre en 1651, à la mort de sa tante et belle-mère Anne d'Ans-
ienville, marquise d'Arquian, dont la succession avait laissé

des embarras. Dame Claude Gauthier, veuve de Jean Roux, procureur au parlement de Paris, se disant subrogée à la poursuite des créées des terres de Prie, Imphy, Franay et Maligny, contre la comtesse des Bordes et le comte de Maligny, son mari, fit publier, par les soins de l'official, au prône de l'église de Sainte-Geneviève, à Paris, un monitoire dans lequel elle se plaignait du détournement des meubles, titres de rente du château de Prie, qu'on imputait à la comtesse de Maligny. Celle-ci, irritée et ne pouvant supporter qu'une dame de sa qualité eût été injuriée d'une semblable accusation, elle qui n'avait pas seulement pu assister sa belle-mère à ses derniers moments, ni l'accompagner à sa dernière demeure, attaqua en justice la veuve Roux, qui fut déboutée de sa demande et condamnée aux dépens par jugement du 15 juin 1665.

Passant sous silence le détail d'autres difficultés moins sérieuses, il y a lieu de rapporter le procès qui éclata cette même année pour une réclamation de dix mille livres, avec arrérages, formulée par les enfants et héritiers d'Antoine de Lucenay, seigneur de Chevenon. Voici quelle était l'origine de cette dette. Lorsque Louise d'Anssleville, en l'année 1633, lit-on dans une des pièces du dossier, « fut enlevée du chasteau des Bordes et » d'entre les bras de madame sa mère par le comte de Maligny, qui la mena à Besançon, âgée qu'elle estoit pour lors » d'onze à douze ans, » les deux fugitifs ne tardèrent pas à manquer d'argent. Sur leurs instances, le sieur Després de La Motte, de Nevers, qu'ils connaissaient, vint les voir, et à son retour il parvint à obtenir de la dame d'Arquian, mère du comte de Maligny, qu'elle s'engagerait, pour son fils et sa nièce, à une somme de dix mille livres, que le sieur Després avança en partie et qu'il porta à Besançon. En 1650, cette créance, qui avait été rétrocédée à Antoine de Lucenay, n'était pas encore remboursée. A la mort de Mme d'Arquian, les héritiers de Lucenay attaquèrent en payement le comte et la comtesse de Maligny. Celle-ci, sur le refus de remboursement opposé par son mari, fut assignée à comparaitre devant la cour des grands jours d'Auvergne en 1665. Là, les demandeurs formulèrent de

véhémentes attaques contre la dame des Bordes, reproduisirent les accusations de détournement à la mort du marquis d'Epoisses, et l'accusèrent d'avoir cédé tous ses biens à la comtesse de Guitaud, sa fille, pour frustrer ses propres créanciers. Les rôles changèrent alors : attaqués à leur tour en diffamation, les héritiers de Lucenay n'eurent que le temps de se démettre de leur réclamation de dix mille livres, à la condition que la plaignante ne donnerait pas, de son côté, suite à l'action qu'elle venait d'intenter. Ceci se passait en 1668.

Ce procès ne fut pas le dernier ; un autre beaucoup plus important venait de commencer en 1667. En voici l'exposé :

Achille de La Grange, comte de Maligny, marquis d'Epoisses, et Louise d'Anssenville, comtesse des Bordes, marquise d'Epoisses, sa femme, n'avaient de leur mariage que deux filles. La première, Françoise-Angélique de La Grange, avait pris le voile le 21 août 1665 au couvent de Saint-Antoine-des-Champs, et devint plus tard abbesse de Bonlieu. La seconde, Madeleine de La Grange, épousa, suivant contrat du 21 mars 1664, passé à Paris, Guillaume de Pelcheperon de Comminges, comte de Guitaud, chevalier des ordres du roi, chambellan du prince de Condé et gouverneur des îles de Saint-Honorat et de Sainte-Marguerite. La future reçut en dot le marquisat d'Epoisses, qui appartenait par indivis à ses père et mère, mais dont la moitié, par l'effet de la substitution faite par l'ancien marquis d'Epoisses, revenait à Françoise-Angélique, sœur de la future dame de Guitaud, qui devait l'en indemniser par une reconnaissance de 250,000 livres. La jeune comtesse de Guitaud se mourait quelques années plus tard à Paris, et le 17 mars 1667 elle dictait son testament, dans lequel elle déclarait que si elle décédait sans enfants elle léguait tous ses biens au prince de Condé, et en cas de décès de ce dernier, au duc d'Enghien, son fils, « lesquels elle supplie très-humblement de vouloir » accepter cette marque de son respect et de sa reconnaissance. » Elle remettait également à ses père et mère leur légitime en argent, puis demandait à être enterrée à Nevers dans l'église du couvent de Sainte-Marie. Sa mort arriva

dans le courant du mois suivant ; elle avait alors vingt-un ans.

Il paraît que cette institution faite au profit du prince de Condé était un fidéicommiss en faveur du comte de Guitaud, qui était incapable de recevoir aucune libéralité de sa femme, d'après la coutume de Bourgogne, où le marquisat d'Epoisses était situé. La comtesse des Bordes contesta la validité du testament de sa fille. Le prince de Condé qui, comme on peut le supposer, avait pour fondé de pouvoirs le comte de Guitaud, prit possession du marquisat, en saisit les revenus et destitua les anciens officiers de justice. Louise d'Anssienville, encore appelée la marquise d'Epoisses, fit déclarer nul, par un arrêt de 1667, tout ce que le prince avait fait modifier et saisir. Les assignations, les jugements se succédèrent à Semur, à Dijon et à Paris, où l'on s'occupait du procès sans que rien n'avancât. La cause fut appelée au conseil du roi. Enfin la marquise d'Epoisses et le prince de Condé en arrivèrent à un arrangement avant la prononciation de l'arrêt. Elle abandonna au prince, à partir du 22 septembre 1669, tous ses droits sur le marquisat d'Epoisses, tant en usufruit qu'en légitime, s'en réservant toutefois les meubles et les revenus échus jusqu'au jour de la transaction. Elle laissa à la charge du prince les dettes qui avaient rapport à la terre d'Epoisses, et en outre 25,000 livres à payer à divers créanciers. Elle reprit aussi différents contrats de rente qu'elle avait abandonnés à sa fille. Quant au comte de Maligny, il ne plaida pas, et même en 1672 il légua, à titre de don, au prince de Condé, la légitime qui lui était dévolue par le testament de Mme de Guitaud, sa fille. Telle fut la fin de ce long et mémorable procès, qui fit entrer d'une manière détournée la belle propriété et le magnifique château d'Epoisses dans la famille de Guitaud, qui les possède encore.

Au milieu de toutes ces difficultés, la comtesse des Bordes avait fait terminer en 1653 le nouveau terrier des Bordes, qui avait été entrepris en 1639 par le notaire Renaud. Le 15 juillet 1678, elle présenta à Edouard Valot, évêque de Nevers, le dénombrement de cette terre : « C'est assavoir le chastel et maison

» des Bordes, colombier en fond, galleries, granges, escuryes,
» court, courtilage, verger, jardin, parterre, le tout clos de
» murailles et balustrades, avec la maison du conclerge, terres,
» prés, bois, vignes, etc..... » En 1690, elle abandonna la seigneurie de Marault à son neveu Louis d'Amanzé, et en 1698, le 13 octobre, elle fit donation de la terre des Bordes et de ses biens sis en Nivernais à la marquise de Béthune, sa nièce, sœur de la reine de Pologne. « A donné et donne par ces présentes,
» par donation pure et simple et irrévocable entre-vifs, est-il
» écrit dans l'acte, par tous les meilleurs moyens de droit et de
» coustume que donation entre-vifs puisse avoir lieu, à laditte
» dame marquise de Béthune, étant de présent en cettę dite
» ville de Nevers, en l'hôtel des Bordes, présente, stipulante et
» acceptante laditte donation, tant pour elle que pour ses
» hoirs et ayants-cause. C'est à sçavoir tous les bastimens et
» héritages à laditte dame marquise d'Epoisses (Louise d'Ansien-
» ville), appartenants, qu'elle tient à titre de bordelage de
» quelques seigneurs qu'ils soient portez et en quelque part
» qu'ils soient et se puissent consister, soit bastimens, vignes,
» prez, terres, bourg, pastureau, et généralement comme dict
» est, tous les biens dont elle jouit à titre de bordelage et dont
» elle est à présent propriétaire, scituez tant aux paroisses
» de Saint-Martin-d'Heuille, Urzy, Ourouër, Montigny, Saint-
» Sulpice, Saint-Firmin de Bussy qu'autres lieux en Nivernois,
» desquels biens bordelages laditte dame marquise d'Epoisses
» s'est desalsye et devestue au profit de laditte dame marquise
» de Béthune, qu'elle en a vestue et salsye comme de sa propre
» chose, et l'en a mise en bonne et paisible possession, à la
» charge néanmoinst de l'usufruit des choses cy-dessus don-
» nez, que laditte dame marquise d'Epoisses s'est réservé et
» réserve par ces présentes pendant sa vie durant, etc. (1). »

Le 27 décembre de la même année, la marquise d'Epoisses dicta son testament, dans lequel, après avoir demandé à être enterrée dans l'église des sœurs de Sainte-Marie de Nevers, elle

(1) Voir l'acte entier aux pièces annexes.

confirma les donations précédentes faites au comte d'Amanzé et à la marquise de Béthune, chargeant toutefois cette dernière de remettre, à titre de souvenir, à la reine de Pologne, à la grande chancelière de Pologne et au marquis d'Arquian, sœurs et frère de la donataire, à chacun la somme de 20,000 livres, et de payer une rente viagère de 3,000 livres au cardinal d'Arquian, leur père.

La testatrice vécut encore quelques années. Le 15 janvier 1701, Louis de Maulnorry, conseiller au parlement de Paris, lui présenta l'hommage du fief de La Motte-Lattigny, qui relevait d'Oiron. Le 8 mai 1701, elle confirma la donation faite à la marquise de Béthune ; ajouta, en 1702, quelques articles de détail à son testament ; donna, par acte du 9 novembre 1703, quelques objets et tableaux de piété à Angélique-Françoise de La Grange, abbesse de Bonlieu, sa fille, et mourut enfin à Nevers, au commencement de l'année 1704, âgée d'environ quatre-vingt-six ans.

XXII. Louise-Marie de La Grange-d'Arquian, marquise de Béthune, fille d'Henri, marquis de La Grange-d'Arquian, mort cardinal, avait reçu, par donation du 13 octobre 1698, ainsi qu'il a été mentionné précédemment, de Louise d'Ansleville, marquise d'Epousses, comtesse de Maligny et des Bordes, sa tante, tous les biens qu'elle possédait en Nivernais, dont elle ne s'était réservé que l'usufruit.

La nouvelle comtesse des Bordes avait, dès le 16 décembre 1678, épousé haut et puissant seigneur messire François de Béthune, chevalier, marquis de Chabry, comte de Selles et autres lieux, fils de feu Hippolyte, comte de Béthune et de Selles, en Berry, marquis de Chabry, chevalier des ordres du roi, chevalier d'honneur de la reine, et de dame Anne-Marie de Beauvilliers, dame d'atours de la reine. Cette branche de Béthune descendait d'un frère puîné du célèbre duc de Sully, le grand ministre d'Henri IV.

Ce mariage fut la source d'une très-brillante position pour le marquis de Béthune, sa belle-sœur, Marie-Casimire de La Grange,

étant devenue reine de Pologne par son mariage avec Jean Sobieski. Le duc de Saint-Simon nous a laissé dans ses mémoires de nombreux renseignements sur la reine de Pologne, sur les Béthune et la famille d'Arquien. Je ne crois pouvoir mieux faire que de citer le texte même du piquant écrivain :

« 1707. Le cardinal d'Arquien mourut à Rome presque en même temps que Mme de Montespan et Mme de Nemours. La singularité de sa fortune mérite qu'on s'arrête un moment à lui. Son nom était La Grange, et son père, qui n'avait point eu d'enfants de la fille du second maréchal de La Châtre, était frère puîné du maréchal de Montigny, qui lui donna sa charge de capitaine de la porte quand il eut celle de premier maître d'hôtel du roi, et lui procura sa lieutenance au gouvernement de Metz et les gouvernements de Calais, Glen et Sancerre. Il conserva cette dernière place contre les efforts de la ligue, servit bien et fidèlement, et fut quelque temps lieutenant-colonel du régiment des gardes. De son premier mariage il eut un fils, gouverneur de Calais après M. de Vic, qui épousa une Rochechouart, mais qui ne fit pas grande figure, non plus que sa postérité, qui dure encore. De son troisième mariage avec une Ancienneville, il eut deux fils. L'aîné s'appela le marquis d'Epoisses, qui maria sa fille à Guitaud, premier gentilhomme de la chambre de M. le prince, qui le fit chevalier de l'ordre. L'autre fut le marquis d'Arquien, mort cardinal, dont nous parlons. Il naquit en 1613, fut homme d'esprit, de bonne compagnie et fort dans le monde, où il fut fort aidé par le duc de Saint-Aignan et par la comtesse de Béthune, sa sœur, dame d'atours de la reine Marie-Thérèse, de la mère desquels, fille du maréchal de Montigny, il était cousin germain. Il eut le régiment de cavalerie de Monsieur, et fut capitaine des cent-suisse. Il avait épousé une La Châtre, de la branche de Billebault, qu'il perdit en 1672, qui lui laissa un fils et cinq filles, dont deux se firent religieuses. Embarrassé de marier les autres, il se laissa persuader par un ambassadeur de Pologne, avec qui il avait lié grande amitié, de les établir en ce pays-là. Il quitta

» Monsieur pour faire ce voyage avec l'ambassadeur qui s'en
» retournait ; qui, peu après leur arrivée, fit si bien, qu'il en fit
» épouser une à Jacob Radziwiłł, prince de Zamoŝki, palatin de
» Sandomir. Elle le perdit peu après, sans enfants, et demeura
» assez riche pour que Jean Sobieski eût envie de l'épouser. Ce
» mariage se fit en 1665. — Sobieski, qui avait l'inclination
» française, était alors grand maréchal et gouverneur général
» de Pologne, et le premier homme de la république par ses
» victoires et ses grandes actions, qui le portèrent sur le trône
» de Pologne, par une élection unanime, le 20 mai 1674. La liai-
» son intime et la parenté qui étaient entre son père et la mar-
» quise de Béthune, dame d'atours de la reine, firent, en 1669,
» son mariage avec le marquis de Béthune, son fils, en faveur
» duquel elle eut la survivance de la charge de sa belle-mère.
» Sa sœur étant devenue reine, son mari fut aussitôt envoyé en
» Pologne pour complimenter le nouveau roi. Il revint immé-
» diatement après, fut fait seul extraordinairement chevalier de
» l'ordre en décembre 1675, et repartit pour Varsovie avec sa
» femme, chargé de porter le collier du Saint-Esprit au roi, son
» beau-frère, qu'il lui donna à Zolkiewie, en novembre suivant,
» et y demeura ambassadeur extraordinaire. Sa femme y avait
» mené son autre sœur, qu'elle maria, en 1678, au comte
» Włellopolski, grand chancelier de Pologne, avec lequel elle
» vint ici pendant son ambassade, en 1686, et le perdit deux
» ans après. M. et Mme de Béthune eurent deux fils
» et deux filles. Le roi de Pologne maria l'aînée, en 1690, au
» prince Radziwiłł-Kleski, son neveu, grand maréchal de Lithua-
» nie, et, en secondes noces, au prince Sapiesha, petit maré-
» chal de Lithuanie. L'autre fille épousa, en 1693, le comte
» Zablonowski, grand enseigne de Pologne, palatin de Volhy-
» nie, et l'année suivante, de Russie, frère de la comtesse
» Opallnska, mère du roi Stanislas, père de l'épouse de
» Louis XV.

» M. de Béthune demeura toujours en Pologne jusqu'en
» 1691, où il était extrêmement aimé et considéré, et y acquit
» beaucoup de réputation. Il partit cette année-là pour aller

» ambassadeur extraordinaire en Suède, et il y mourut l'année
» suivante, en 1692. C'était un homme d'esprit avec beaucoup
» d'agréments, fait pour la société et fort capable d'affaires. Il
» avait conclu et signé avec l'électeur palatin le contrat de
» mariage de Monsieur et de Madame. Il avait aussi servi, été
» gouverneur de Clèves et commandé en chef en ce pays-là. Il
» vivait fort magnifiquement. Sa manie était de se mettre entre
» deux draps à quelque heure qu'il voulait faire dépêches, et ne
» se relevait point qu'elles ne fussent achevées. Ses deux fils
» refusèrent avec une folle opiniâtreté le cardinalat à la nomi-
» nation du roi de Pologne. Il vinrent dans la suite mourir de
» faim en France. L'aîné fut tué sans alliance à la bataille
» d'Ochstedt, et l'autre a vécu obscur toute sa vie. Il épousa une
» sœur du duc d'Harcourt, dont il n'est resté qu'une fille qui,
» veuve fort jeune, sans enfants, l'un frère du maréchal de Mé-
» davy, s'est remariée au maréchal de Belle-Isle. Son père s'est
» remarié à une sœur du duc de Tresmes ; se sont séparés fort
» brouillés, et il est allé vivre à Lunéville, où le roi Stanislas l'a
» fait son grand chambellan. Mme de Béthune est morte à
» Paris en 1728, à quatre-vingt-neuf ou dix ans. Elle avait un
» seul frère, qui a passé sa vie en Pologne, où il obtint l'odi-
» géat de la république, c'est-à-dire être naturalisé et rendu
» capable de toutes charges comme un Polonais. Il fut capitaine
» des gardes du roi son beau-frère, colonel de son régiment
» de dragons et staroste d'Hiedreseek. Il est mort sans alliance
» et sans avoir répondu aux personnes qu'il pouvait faire.

» Le roi Jean III Sobieski, signalé par ses victoires sans nom-
» bre contre les Turcs et les Tartares, avant et depuis son
» élection, couronna ses triomphes par le salut de l'Allemagne.
» Il vint en personne livrer bataille aux Turcs, qui attaquaient
» Vienne et qu'ils étaient sur le point de prendre. Leur défaite
» fut complète et Vienne sauvée avec une partie de la Hongrie,
» dont le héros reçut peu de gré. C'était en 1683. Son énorme
» grosseur et la conjoncture des temps l'empêchèrent depuis
» de beaucoup faire parler de lui à la guerre. Il mourut à Var-
» sovie le 17 juin 1696, à soixante-douze ans.

» La reine de Pologne ne fut pas à beaucoup près si Française que le roi son mari. Transportée de se voir une couronne sur la tête, elle eut une passion ardente de la venir montrer en son pays, d'où elle était partie si petite particulière. La France avait eu tant de part à cette élection, que ce fut en reconnaissance de l'avoir procuré que le roi de Pologne donna sa nomination au cardinal de Janson, qui y était ambassadeur de France. Il n'y avait donc nul obstacle à ce voyage, qui fut prétexté des eaux de Bourbon. Tout annoncé, tout préparé, elle fut avertie que la reine ne lui donnerait point la main, chose qu'il était étrange qu'elle pût ignorer. Marie Gonzague, mariée à Paris, par procuration, en présence de toute la cour, ne l'avait ni eue ni prétendue, et plus nouvellement le roi Casimir, qui a passé les dernières années de sa singulière vie en France. Les rois ne l'avaient pas anciennement chez les nôtres, et les électifs n'y ont songé en aucun temps. Le dépit en fut néanmoins aussi grand que si elle eût reçu un affront. Elle rompit son voyage, se lia avec la cour de Vienne et tous les ennemis de la France, eut grande part à la ligue d'Angsbourg contre elle, et mit tout son crédit, qui était grand, sur le roi son mari à lui faire épouser depuis tous les intérêts contraires à la France. Le désir extrême qu'elle eut de faire son père duc et pair l'en rapprocha depuis; mais les mécontentements essentiels qu'on avait reçus d'elle l'en firent constamment refuser. Long-temps après, c'est-à-dire en 1694, elle obtint pour lui le collier de l'ordre que le roi son gendre lui donna à Zolkiew, par commission du roi; et l'année suivante, il reçut le chapeau auquel le roi son gendre l'avait enfin nommé, au refus de ses deux petits-fils, étant veuf pour la seconde fois dès 1692, et sans enfants de ce mariage. Il avait quatre-vingt-deux ans quand il fut cardinal, ne prit jamais aucuns ordres, et n'eut jamais aucun bénéfice; en sorte qu'il ne dit jamais de bréviaire, et s'en vantait. Il fut gaillard, et eut des demoiselles fort au-delà de cet âge, ce que la reine, sa fille, trouvait fort mauvais. Personne n'a ignoré la conduite sordide qu'elle inspira au roi

» son mari dans ses dernières années, qui l'empêcha d'être regretté, et qui fut un obstacle invincible à l'élection de pas un de ses enfants, nonobstant l'amour des Polonais pour le sang de leurs rois et leur coutume de leur donner leur couronne. » Tout ce qui se passa à la mort de ce prince, de sa part, et avec l'abbé de Polignac, ambassadeur de France, se trouvera dans toutes les histoires. Enfin, détestée en Pologne, jusque de ses créatures et de ses propres enfants, elle emporta ses trésors, et se retira à Rome avec son père, et y demeurèrent dans le même palais. Les mortifications l'y suivirent. Elle prétendit y être traitée comme l'avait été la reine Christine de Suède. On lui répondit comme autrefois on avait fait en France, qu'il n'y avait point de parité entre une reine héréditaire et une reine élective, et on usa avec elle en conformité de cette différence. Cela contraignit toute sa manière de vie, et lui donna tant d'embarras et de dépit, qu'elle n'attendait que la mort de son père pour sortir d'un lieu si désagréable. Elle arriva le 24 mai, à quatre-vingt-seize ans, par une très-courte maladie, ayant continuellement joui jusqu'alors de la plus parfaite santé de corps et d'esprit. Sa fille ne tarda guère à exécuter ce qu'elle s'était proposé (1).

» 1714. Il y avait du temps que la reine de Pologne, veuve du célèbre Jean Sobieski, était embarrassée de sa retraite et qu'elle avait eu envie de finir sa vie en France. Elle ne put plus soutenir le séjour de Rome dès qu'elle y eut perdu le cardinal d'Arquien, et, ne sachant que devenir, elle voulut venir en France. De la façon qu'elle s'était comportée, il n'est pas surprenant que la demande qu'elle en fit fût reçue froidement et que la liberté d'y venir se fit attendre. A la fin, le roi consentit, mais à la condition qu'elle ne songerait pas à venir, ni même à s'approcher de la cour, ni de Paris, et lui donna le choix d'une ville sur la Loire, et même des châteaux de Blois, d'Amboise et de Chambord. Elle arriva le

(1) Mémoires du duc de Saint-Simon, tome IV, pages 26, 27 et suivantes.

» 4 juillet à Marseille, sur les galères du pape, et y trouva pour
» la recevoir le marquis de Béthune, fils de sa sœur et père de
» la maréchale de Belle-Isle, qui n'était pas encore mariée
» pour la première fois. Elle ne voulut point d'honneurs nulle
» part, de peur, apparemment, qu'ils ne fussent pas tels qu'elle
» les aurait souhaités ; séjourna peu à Marseille, et s'en alla
» par le plus droit à Blois, qu'elle avait choisi et dont elle ne
» sortit plus. Elle avait avec elle la fille du prince Jacques, son
» fils, qui épousa depuis, à Rome, le roi Jacques d'Angleterre,
» que les Anglais appellent le Prétendant. Elles vécurent à
» Blois dans la plus grande solitude et sans nul éclat (1).

» 1716. Deux reines moururent tout au commencement de
» cette année, dont la perte ne fit pas grand bruit : la reine-
» mère de Suède et la reine de Pologne, à Blois, La Grange-
» d'Arquien, veuve du fameux roi Jean Sobieski. On a vu en
» son temps que son orgueil l'avait rendue la plus vive ennemie
» de la France et comment aussi elle y fut reçue quand, lasse
» de Rome, elle voulut s'y retirer. Elle y fut laissée avec toute
» l'inconsidération qu'elle méritait et y vécut et mourut comme
» une particulière. Elle fut traitée de même après sa mort, et sa
» petite-fille aussi, quand elle était auprès d'elle. Elle s'en alla,
» sans aucun honneur de la part de la cour, joindre en
» Silésie son père Jacques Sobieski, qui y vivait retiré sur ses
» grands biens. Il la maria depuis au roi Jacques d'Angleterre,
» à Rome (2). »

Telles sont les appréciations laissées sur la reine de Pologne
par le duc de Saint-Simon, son contemporain. Il la traite en
ennemie (3). Qu'il y a loin du portrait qu'il nous trace de cette
souveraine avec ceux que nous ont donnés d'autres écrivains.
« Marie-Casimire, écrivait l'un d'eux, avait l'âme d'une Lacé-
» démonienne. Son mari partait pour la campagne qui devait
» l'immortaliser. La jeune femme serra son fils contre son sein,

(1) Mémoires du duc de Saint-Simon, tome VII, page 73.

(2) *Ibid.*, tome VIII, page 331.

(3) On ne peut accepter en toute confiance le récit de Saint-Simon.

» en l'inondant de ses larmes : Qu'avez-vous à pleurer ? dit le
» roi. — Je pleure que cet enfant ne peut vous accompagner !..
» Cet héroïsme laissait son cœur ouvert aux plus doux senti-
» ments ; » et ces sentiments, le grand Sobieski ne les appré-
» cialait-il pas lorsque, du milieu des camps, au sein des horreurs de
la guerre, s'adressant à sa royale épouse, à celle qu'il appelait
sa bien-aimée Mariette, il lui écrivait : « Je me plains à vous-
» même de vous, ma chère et incomparable Mariette. Vous
» m'accusez de ne pas lire vos lettres ; au milieu de nos embar-
» ras et de toutes nos sollicitudes, je lis chacune d'elles pour le
» moins trois fois : la première, lorsqu'elles arrivent ; la se-
» conde, le soir en me couchant, lorsque je suis libre enfin, et la
» troisième, lorsque je me mets à y répondre. Mes retards
» sont involontaires ; il est facile de les expliquer sans sup-
» positions fâcheuses ; les combattants des deux parties du
» monde ne sont plus qu'à quelques milles les uns des autres ;
» il faut penser à tout, pourvoir au moindre détail..... »
Et plus loin : « Si mon âge n'est plus celui de l'ardeur,
» mon cœur et mon âme sont toujours aussi jeunes qu'autre-
» fois.... »

Les Turcs sont à peine chassés des campagnes de Vienne, le
boulevard de la chrétienté est à peine sauvé par les prodiges
du héros polonais, qu'il vient lui-même en tracer à la reine ce
chevaleresque récit : « Dans les tentes du visir, le 13 septem-
» bre, la nuit (1683). — Seule joie de mon âme, charmante et
» bien-aimée Mariette, Dieu soit béni à jamais ! Il a donné à
» notre nation une victoire incomparable. La campagne de
» Vienne est toute couverte des morts de l'armée infidèle ; le
» reste, consterné, a pris la fuite et nous a abandonné son camp
» rempli de richesses, ses bagages et toute son artillerie. Le
» visir, dans sa précipitation, s'est sauvé à cheval et avec un
» seul habit.... Je suis son héritier, car tous ses trésors et tous
» ses objets précieux sont entre mes mains.... Vous ne
» direz pas, mon cœur, comme les femmes tartares à leurs
» maris lorsqu'ils reviennent sans butin : « Tu n'es pas un
» guerrier, puisque tu ne m'as rien rapporté, car il n'y a que

» l'homme qui se met en avant qui peut attraper quelque chose (1). »

De regrettables discussions d'intérêt vinrent, il est vrai, à la mort de Sobieski, jeter un triste reflet sur toute la famille royale de Pologne. Aussi la jalousie que la surprenante élévation de la jeune fille du Nivernais avait autrefois provoquée à la cour de France, qu'elle eut du reste le tort de ne pas ménager assez, se réveilla plus ardente que jamais. On rejeta impitoyablement sur le compte de la mère les violences inqualifiables du prince Jacques et les luttes fratricides qui éclatèrent, aux yeux de toute l'Europe, entre les enfants du feu roi. Que la reine ait eu des torts, on doit en convenir ; mais il faut aussi reconnaître que, la première, elle donna l'exemple de la réconciliation. J'en prends à témoin cette pieuse et touchante recommandation qui termine son testament, daté du 23 février 1714. Ce n'est plus une reine irritée qui parle impérieusement aux princes ses fils, c'est une mère qui, avant de quitter pour jamais ses enfants, leur adresse un dernier conseil et leur donne encore une fois sa bénédiction : « Et puisque la dispersion seule précipite d'ordinaire les familles, je prie tous mes enfants et leur recommande de s'aimer et de ne se séparer jamais d'intérêts, mais d'estre toujours étroitement unis ensemble ; c'est un moyen assuré de s'attirer la bénédiction du ciel et la mienne, que je leur donne de tout mon cœur, et prie le Seigneur de les protéger en ce monde et de les combler de ses saintes grâces, qui les conduiront à une félicité éternelle, que je leur souhaite par-dessus toutes choses (2). »

Je reviens à la marquise de Béthune, sur laquelle le duc de Saint-Simon raconte la curieuse anecdote qui suit : « Mme de Béthune, sœur de la reine de Pologne, arrivait de ce pays, où son mari avait été long-temps ambassadeur, et était mort en la même qualité en Suède. Elle avait été dame d'atours de la

(1) Ces lettres sont extraites de l'article sur Sobieski, de Lucien Bessières.

(2) Voir le testament de la reine de Pologne aux pièces annexes.

» reine, en survivance de sa belle-mère, sœur du duc de Saint-Aignan. C'était une femme d'esprit, hardie, entreprenante » qui, à l'abri de ses beaux Sobieski, se mit dans la tête de » faire accroire que, parce qu'elle avait été dame d'atours de » la reine, elle devait baiser les filles de France. Madame en » fut la dupe et la duisa. Avec cet exemple, par lequel elle » avait commencé, elle crut être admise au même honneur par » la princesse. Mais la duchesse de Lude, à la cour de tout » temps, et qui savait et avait vu le contraire, n'osa le prendre » sur elle. Le roi, informé de la prétention, la trouva imperti- » nente et fautive, et fort mauvais que Madame s'y fût laissé » tromper. Mme de Béthune, qui savait fort bien que sa pré- » tention était une entreprise, la laissa promptement tomber, » et fut présentée à la princesse sans la baiser (1) ».

Dès 1692, la marquise se trouvait veuve, et sa position était loin d'être aussi fortunée que celle de ses sœurs. C'est ce qui détermina sa tante, la marquise d'Époisses, qui l'affectionnait tout particulièrement, à en faire sa légataire universelle, par les actes et testament de 1698, 1701 et 1702. Des embarras de fortune existaient depuis long-temps, et la séparation des biens avait été prononcée, ainsi qu'on peut s'en assurer par le texte pompeux d'une procuration datée de Dantmick du 20 décembre 1693, dans laquelle on lit : « Fut présent très-illustre et très- » excellent seigneur François, marquis de Béthune, comman- » deur des ordres du roi très-chrétien....., fait pour sa vraie » et légitime mandataire et de plaine puissance, établit et or- » donne très-illustre dame Marie de La Grange-d'Arquien, sa » très-chère compagne, sœur de la très-sérénissime reine de » Pologne, séparée de biens avec son très-illustre seigneur » constituant, etc..... »

M. de Béthune avait bien peu résidé en France pendant sa carrière diplomatique. Cependant il passa quelques jours au château des Bordes, et l'abbé de Chauheu, son secrétaire, nous a laissé sur ce séjour la spirituelle lettre que voici :

(1) Mémoires du duc de Saint-Bimon, tome I^{er}, page 247.

« *A madame de Chaulieu.*

» Aux Bordes, le 14... 1676 (?)

•

» Il y a huit jours aujourd'hui que je n'ai point eu l'honneur
» de vous écrire, madame. Nous avons marché dans un pays
» où six lieues font une grande journée et de la paille un bon
» lit. J'ai habité des lieux qui n'étaient connus qu'à des char-
» bonniers de Nivernais, et tout ce que vous avez entendu
» raconter d'affreux de persécutions de puces et d'autres bêtes
» immondes n'ont point approché de celles que j'ai essuyées.
» Encore si la poste y avait passé, le plaisir de vous conter mes
» maux les aurait soulagés, et celui de vous écrire aurait occupé
» du temps qu'il a fallu que j'aie abandonné à un repos fort
» interrompu. Enfin, après de si grands hasards, nous étions
» arrivés ici il y a quatre jours ; et jamais Israélite, après les
» déserts d'Arabie, n'avait trouvé la terre de promission avec
» tant de jole que nous avons fait les Bordes. On y mange
» quatre fois par jour, on y dort vingt heures, et il n'y a point
» de lit que le sommeil n'ait fait de ses propres mains. Que je
» vous ai souhaitée pour satisfaire votre rage des chaises per-
» cées ! Chaque chambre a la sienne de velours avec des cré-
» pines et un bassin de porcelaine et son guéridon pour lire. Le
» marquis a fait apporter la sienne auprès de la mienne, et
» nous passons les jours dans ce lieu de délices. Il n'y a point
» de constipé à qui une chaise comme cela ne donnât de diar-
» rhée, et dût le Rolet, ennemi déclaré de la chaise percée, et
» que j'ai entendu une fois appuyer son opinion d'une dispute
» fort algre contre nous, en enrager, j'en aurai une dès que je
» serai de retour. Je ne sache que Montaigne et moi, qui
» ayons traité le chapitre d'une chaise percée aussi long-temps ;
» mais de bonne foi la force de la vérité m'emporte ! — Au
» milieu de tout cela il est arrivé la plus désagréable chose du
» monde. Le marquis a été pris de la fièvre il y a deux jours ;
» elle est tierce, car elle le prend à l'heure qu'il est. Son accès
» a été épouvantable. Jugez de l'état où je suis. Sa femme est

» sur une branche sèche à gémir, et moi, je l'avoue, je trem-
» ble ; car après dix-sept mois de campagne, une maladie est
» bien dangereuse pour un corps affaibli et changé autant qu'il
» est, et Gentil, notre voisin, en est mort d'une pareille. Je
» n'envisage cela qu'avec horreur ; car assurément je verrais
» finir des espérances qui ne sont point vaines, et je ne
» crois pas que je me résolusse de ma vie à retenter des che-
» mins de fortune qui sont fort pleins de désagréments. Je
» serais reparti avant-hier en poste, comme j'avais médité, sans
» cela ; mais il m'a demandé de ne le point quitter qu'à Paris
» et quelque ennui que j'eusse, j'ai sacrifié mon plaisir à la
» dernière tendresse et confiance que me marque un homme
» que j'aime fort et dont j'attends toutes choses. Nous partons
» demain d'ici pour aller à Nevers, d'où nous repartons pour
» Paris. Je n'y serai qu'un jour, et je vous avoue que le temps
» ne m'a jamais paru si long que depuis que je suis parti. J'ai
» un million de choses à vous dire que je ne veux pas exposer
» sur du papier. Ils reçurent hier un fagot de lettres de la cour
» et de Flandres. Tout s'y dispose à la guerre et à une rupture
» avec les Espagnols. — Au reste, j'ai acheté une jument du mar-
» quis de Béthune cinquante francs, que j'envoyai en partant
» de Villeneuve chez moi. Je vous prie très-humblement d'en-
» voyer un laquais la quérir. Elle me ruine là, et je lui avais
» laissé, croyant n'être que six jours à mon voyage. M. de
» Cbaulieu, à qui je fais, avec votre permission, mille compli-
» ments, me dira si les Bretons lui reviennent à aussi bon mar-
» ché. Adieu, ma belle princesse, je ne saurais pas vous dire
» l'impatience que j'ai d'être à Fontenay. Ne m'oubliez pas
» absolument, je le mérite par tous les sentiments d'amitié dont,
» quand on est de bonne foi, on peut être capable, et je vous
» assure que vous devez être contente de moi. Que j'ai de
» choses à vous dire qui vous plairont ! J'en ai fait pour vous
» dont je suis satisfait ; et par là vous le devez être, car ma foi
» je suis là-dessus fort délicat. J'ai parlé aussi pour ma belle
» Madelon à M. l'abbé de Ponsigny, qui est la fleur de nos
» amis. Adieu mille fois, madame, adieu. — M. et Mme de

» Béthune me chargent de vous faire mille compliments à tous
» deux. » (Extrait des lettres inédites de l'abbé de Chaulieu,
publiées en 1650 par le marquis de Béranger.)

Deux années avant la mort de la marquise d'Epoisses, le
27 novembre 1702, Guillaume Sanger, avocat en Parlement,
s'étant présenté à l'évêché « au nom de ma ditte dame la mar-
» quise de Béthune, en qualité de donataire de haute et puls-
» sante dame, dame Louise Danssienville, sa tante, dame mar-
» quise d'Epoisses, comtesse de Marault en Bourgogne, dame
» des Bordes, Ourouër, Montigny-aux-Amougnes, Saint Sulpice-
» le-Chastel et autres terres en Nivernois, a reconnu et avoué
» tenir et porter en fief, foy et hommage, suivant la coutume du
» pays et duché de Nivernois, de Illustrissime et reverendissime
» monseigneur Edouard Vallot, conseiller du roy en ses con-
» sels, évêque de Nevers, présent et stipulant et acceptant,
» tant pour luy que pour ses successeurs evesque dudit Nevers,
» au profit de leur chatellenie d'Urzy, c'est à scavoir le fief,
» terre et seigneurie des Bordes, assis en la justice et paroisse
» dudit Urzy et Saint-Martin-d'Heuille, ainsy que le tout se
» consiste et comporte, et qu'il a esté cy-devant avoué par ses
» prédécesseurs, seigneurs de laditte terre des Bordes, etc...,
» etc... »

C'est aussi à titre de donataire de Mme d'Epoisses que la
marquise de Béthune rendit hommage en personne aux officiers
du roi à Moulins, le 26 septembre 1702, pour sa terre de Mon-
tigny, « laquelle auroit été saisie féodalement à la requeste
» du procureur du roy de ce bureau, poursuite et diligence
» du fermier des domaines du roy des élections de Nevers et
» de Chastel-Chinon, faute de foy et hommage non faite et de
» prétendus droits et devoirs non payés. » Bien que les contes-
tations ne fussent pas vidées, on consentit à recevoir l'hom-
mage ; « à quoy adhérant, ouy, et ce requérant, le procureur
» du roy de ce bureau, et après que laditte dame s'est
» mise à genoux et qu'elle a promis par serment de ne faire
» faux aveux et de garder les chapitres de fidélité tant anciens
» que nouveaux, nous avons laditte dame de La Grange de

• Béthune recen à la foy et hommage du fief de Montigny-aux-
• Amoignes, relevant de Sa Majesté, à cause de sa tour carrée
• et boulevard de Saint-Pierre-le-Moustier, ordonnons qu'elle
• en fournira le dénombrement dans le temps de la cou-
• tume. »

Semblable formalité fut renouvelée le 27 octobre 1716 à l'occasion de l'avènement de Louis XV au trône de France. Mme de Béthune ne comparut pas personnellement « ayant » justifié qu'elle était indisposée et hors d'état de supporter un » long voyage, à cause de son grand âge, sans le péril de sa » vie. » Cependant le dénombrement qui aurait dû être fourni depuis 1702 ne l'était pas encore en 1723. On saisit alors les fruits du fief. Il y eut bientôt mainlevée, la marquise ayant prouvé que les anciens dénombrements étaient perdus, que ses vassaux eux-mêmes ne lui avaient pas présenté ceux qu'elle lui devaient, et que les trois notaires chargés successivement d'établir ce travail étaient décédés sans l'avoir fait. Enfin, on produisit la pièce dont l'absence avait causé le litige.

Précédemment, le 10 janvier 1713, elle avait présenté hommage au duc de Nevers pour le fief rural d'Origny, qui avait été saisi féodalement par les officiers du suzerain pour devoirs non rendus. A cette terre se rattachaient diverses directes dues sur le domaine de la Grange-Quartreau, propriété du sieur de Changy. Il résulte de l'acte qui contient ce fait que le 19 mai 1643 et le 5 mai 1650 les héritiers Benoit et noble Michel Bardin d'Origny avaient, dès cette époque, signé des reconnaissances de directes au profit de la seigneurie des Bordes. Jean-François Carpentier de Changy racheta de la dame des Bordes les droits de redevances censvières et bordelières qui grevaient les héritages de la Grange-Quartreau, sous la réserve de 2 sols de cens et moyennant 110 livres de principal.

Mme de Béthune rédigea son testament en 1726, le modifia dans certaines parties et l'augmenta de quelques articles en 1728. Elle décéda la même année, et laissa pour postérité :

1° Louis, marquis de Béthune, mestre de camp de cavalerie au régiment du roi, tué à la bataille d'Ochtedt en 1704 ;

2° Louis-Marie-Victoire, dont l'article suivra ;

3° Catherine, mariée en 1690 au prince Kleski-Radziwil, neveu du roi de Pologne, dont elle n'eut pas de postérité. Elle épousa en secondes noces le prince Casimir Saplesha ou Sapieha, maréchal de Lithuanie. De cette alliance naquirent plusieurs enfants qui plaidèrent en 1731 avec MM. de Béthune, au sujet d'un legs de 60,000 fr. réclamés à ces derniers, qui avaient refusé d'y faire droit, alléguant l'incapacité des demandeurs à recueillir la donation en leur qualité d'étrangers. On transigea dans la suite ;

4° Marie-Casimire de Béthune, mariée dès 1693 au comte Zablavoski, palatin de Russie, et fils du grand général de la couronne de Pologne.

XXIII. Louis-Marie-Victoire, comte de Béthune, maréchal des camps et armées du roi, grand chambellan du roi Stanislas, duc de Lorraine, ne figure dans cette histoire que pour ne pas interrompre la filiation généalogique de sa famille, car il ne fut pas seigneur des Bordes. Sa mère avait disposé de cette terre en faveur de l'aîné de ses petits-fils. Le comte de Béthune, qui fait l'objet de cet article, fit dresser, le 7 novembre 1735, l'inventaire des meubles du château après la mort de son fils aîné. Cette pièce ne présente déjà plus qu'un intérêt médiocre au point de vue de la description du mobilier, dont les parties les plus remarquables avaient été, ainsi qu'il a déjà été dit, transférées en l'hôtel de Béthune, rue du Grand-Chenet, à Paris, et au château de Selles, en Berry. Le comte Louis, assez maltraité dans les mémoires de Saint-Simon, avait épousé en premières noces une fille du duc d'Harcourt, dont il eut une fille, unie à un frère du maréchal de Médavy, et qui, devenue veuve, se remaria au maréchal de Bellisle. M. de Béthune épousa en secondes noces Marie-Françoise Potier de Tresmes, sœur du duc de Tresmes, dont il eut :

1° François-Marie-César de Béthune, qui suivra ;

2° Armand-Louis-François, qui hérita des Bordes ;

3° Joachim-Casimir-Léon, dont l'article viendra.

XXIV. François-Marie-César, marquis de Béthune, qualifié comte et marquis des Bordes, mestre de camp de cavalerie, mourut jeune encore et sans alliance en 1735. Son aïeule, Mme de Béthune, lui avait donné les Bordes, ainsi qu'en font foi son testament et le passage ci-joint d'une déclaration sur parchemin du 31 mai 1734 : « Aujourd'hui est comparu au greffe de la cour » M^e Gabriel Dupré, lequel, en vertu du pouvoir à lui donné par » M. François-Marie-César de Béthune, marquis des Bordes, » mestre de camp de cavalerie, émancipé, procédant sous l'autorité de son curateur, Charles-Martin Chevillard, ledit sieur » marquis des Bordes donataire substitué et légataire universel » de dame Marie-Louise de La Grange-Darquen, veuve de » M. François marquis de Béthune, chevalier des ordres du » roi et son ambassadeur extraordinaire en Pologne, etc..., » Avant l'émancipation du jeune seigneur des Bordes on avait, dès le 25 juin 1734, établi l'état général de ses biens. Cette pièce n'est plus dans les archives.

XXV. Armand-Louis-François, marquis de Béthune, comte des Bordes, par l'effet de la substitution dont il a été parlé plus haut, n'avait pas encore atteint sa majorité lorsqu'il hérita des Bordes. On n'a de ce seigneur, qui mourut jeune, que quelques baux concernant la forge du Gué-d'Heuillon, en 1739 et 1746.

XXVI. Joachim-Casimir-Léon, comte de Béthune-Pologne et des Bordes, baron d'Apremont-sur-Allier, seigneur de Saint-Sulpice-le-Châtel, Montigny-aux-Amognes, Saint-Firmin-de-Bussy, Ourouër, Oméry-les-Gots, Oméry-les-Strats, les Baligeats, Sérigny, Port-d'Apremont, les Réaux, la Lande, Sichevet, Cens-Margot et autres lieux, colonel du régiment de Royal-Pologne, brigadier des armées du roi, chevalier d'honneur de Mme Adélaïde de France, gouverneur d'Arras et lieutenant-général d'Artois, recueillit la succession de ses deux frères. Le nom de Béthune-Pologne, sous lequel il était connu, était destiné à perpétuer le souvenir et l'honneur de la parenté des Béthune avec le roi de Pologne, Jean Sobieski, et avait aussi

pour but de distinguer sa famille de la branche ducal des Béthune-Charost, qui subsistait encore.

Ce seigneur transigea avec le palatin de Belin, mari d'une des filles de la princesse Sapiesha, sa tante, au sujet de la donation faite par la marquise de Béthune à sa fille Catherine ou à ses enfants, en dehors des 80,000 fr. qui lui avaient été alloués à titre de légitime. M. de Béthune versa 30,000 fr. pour tout compte. Une transaction datée de 1758 termina également un procès pendant depuis 1755 entre le comte des Bordes, MM. Babaud de La Chaussade, baron de Franay et de Villeme-nant, Jean Berthier de Bizy et dom Le Blanc, prieur de Saint-Etienne de Nevers, au sujet de droits seigneuriaux réclamés sur le pré de la Dagonne, qui relevait directement des Bordes. M. Berthier de Bizy paya les frais.

Le comte de Béthune mourut peu de temps après avoir reçu, le 17 novembre 1769, de Charles-François Laurès, conseiller d'honneur au parlement de Paris, l'hommage de la terre de la Motte, qui relevait de Saint-Sulpice et de Montigny ; car, les 12 et 13 février 1770, on dressait après son décès l'inventaire des meubles et des titres qui se trouvaient alors au château des Bordes.

Cet inventaire, qui constate que « très-haute et très-puissante » dame, Mme Antoinette-Louise-Marie Crozat de Thiers », sa veuve, était usufruitière des biens dépendant de la succession, et tutrice honoraire de ses enfants, Mlles Adélaïde-Joachim-Augustine, Louise-Charlotte et Adélaïde-Françoise-Léontine de Béthune, contient des détails intéressants sur les revenus des propriétés, dont le produit est de nos jours largement décuplé.

En voici le sommaire établi d'après ledit inventaire :

Le domaine des Bordes et dépendances était affirmé au sieur Moreau-Desmarets.		1,400 livres.
La forge du Gué-d'Heuillon et le fourneau de Sauvage au même.		6,600 —
A reporter.		8,000 —

Report. 8,000 livres.

Les terres de Saint-Sulpice et de Saint-Firmin, avec les corvées.	1,250	—
La seigneurie de Montigny, avec les dîmes et Baugy.	550	—
Le domaine de Saint-Martin-d'Ourouër.	1,600	—
Les cens, rentes, bordelages de ces seigneuries étaient cédés à bail au notaire Boury, de Nevers, pour.	400	—

Ce qui formait un total de. 14,800 livres.

Dans ces fermages n'était pas compris le produit des bois et des forêts, dont j'indique les contenances d'après un relevé officiel :

Le bois de la Vanne, près des Bordes.	60 arpents.
Sur le territoire de Saint-Martin-d'Heuille : les bois du Four-des-Bordes, de Saint-Loup, de la Grimaudene, de Lerche, du Quartier-Carré, de Feuilloux	262 —
Dans la seigneurie d'Ourouër : les bois de Curty, Maubois, la Feuille, la Forest.	800 —
Dans la seigneurie de Montigny : les bois de Montigny, des Charmons, du Deffend, des Tranches, de la Fautellerie, de la Grande-Loge, Gasteau et Montaudin, la Tranche-du-Friand et Montferrin.	366 —
Dans le fief de Baugy : les bois Janot, Larault-des-Mulots, la Fosse-Ragot, les Chalzes, la Tralsne-des-Chalzes.	98 —
Dans les seigneuries de Saint-Sulpice et de Saint-Firmin : les bois de la Garenne, de la Feuillouse, de Maulboux.	1,070 —
Divers bois.	65 —

Donnant un total de. 2,724 arpents,
formant 1,389 hectares 13 ares, suivant le tableau de réduction

des arpents de 100 perches carrées en hectares : la perche valant 22 pieds linéaires.

Les habitants de Saint-Martin-d'Ourouer, de Baugy, de Montigny, de Saint-Sulpice et de Saint-Firmin avaient des droits d'usage dans 2,000 arpents environ et payaient à cet effet des redevances annuelles.

Si l'on ajoutait à ces quantités la contenance des domaines des Bordes, de Saint-Sulpice, de Saint-Firmin, de Montigny-de Saint-Martin d'Ourouer, d'Apremont-sur-Allier, et enfin de tous les fiefs dont j'ai donné la nomenclature au commencement du XXVI^e degré, on arriverait, sans aucun doute, à un total qui représenterait actuellement plusieurs millions, avec un produit proportionnel.

Cependant toutes ces grandes terres du Nivernais étaient négligées et à peine visitées par la famille de Béthune. Les Bordes, ainsi que je l'ai indiqué précédemment, n'étaient pas exceptées de cet oubli. Dès 1756, le 18 février, un ouragan terrible y avait causé de grands désastres ; les toitures, les galeries, l'orangerie et les serres avaient été gravement endommagées par cette tempête, dont la violence avait été telle, que vingt des tilleuls de l'allée qui conduisait du château au Gué-d'Heuillon avaient été déracinés. On avait réparé tous ces dégâts, mais comme on répare une habitation qu'on abandonne et qui ne voit ses maîtres qu'en passant. Une atteinte plus cruelle encore lui fut réservée lorsque, par acte du 18 juin 1780, à l'expiration du bail du sieur Moreau Desmarest, Mme de Béthune afferma, pour l'exploitation, le château des Bordes, les domaines avec la forge du Gué-d'Heuillon et le fourneau de Sauvage. Ce fut alors le tour de la dilapidation intérieure. La location consentie au sieur Barrois, sous le cautionnement de M. Babaud de La Chaussade, fut rétrocédée à ce dernier le même jour. M. Babaud de La Chaussade, ayant vendu ses forges de Guérigny, Villemenant, Frasnay et autres à Louis XVI, repassa le bail des Bordes au roi, par acte du 6 avril 1781. Mme de Béthune ne se réserva qu'un appartement dans l'aile de la salle des Gardes, et encore la chambre du Roi, qui en faisait partie, fut-elle envahie plus

d'une fois par les employés des forges, ainsi que le constate une correspondance échangée à cet égard (1).

Il ne reste à citer, jusqu'à l'époque de la révolution, que quelques titres dont je donne le sommaire.

Le 24 avril 1779, dame Antoinette-Louise-Marie Crozat de Thiers, veuve du comte de Béthune-Pologne, fait présenter, en son nom et en celui du prince de Masseran, marié en 1776 à Adélaïde-Augustine-Joachim de Béthune-Pologne ; de René-Jean Mans, marquis de La Tour du Pin, époux de Louise-Charlotte de Béthune-Pologne, suivant contrat de 1778, et de demoiselle Adélaïde-Françoise-Léontine de Béthune, qui épousa depuis (1783) le marquis de Deux-Ponts, l'hommage au duc de Nevers des fiefs d'Apremont, les Balgeats, Cens-Margot, la Lande-l'Aubois, Malpalus, Omery-les-Gots, Omery-les-Strats, Port-d'Apremont, Reaux-sur-l'Aubois, Sichevet et Serignay (1).

Le 27 juin 1785, la dame des Bordes, ses filles et ses gendres rendent encore hommage, par procuration, de la terre de Saint-Sulpice-le-Châtel, à très-haut et très-puissant seigneur messire Marie-François comte de Fongières, seigneur et baron de La Guerche, maréchal des camps et armées du roi, premier maître d'hôtel du comte d'Artois, ancien sous-gouverneur du roi et des enfants de France et lieutenant-général du Bourbonnais (1).

Le 28 juin 1787, Mmes de Béthune, d'après une autorisation du sieur Guillier de Mont, lieutenant-général du Nivernais, poursuivent les héritiers Turgau et Pinet du Dessend pour divers droits seigneuriaux, dus par ces derniers, sur des terres relevant directement des Bordes.

Enfin, le 23 juin 1787, par-devant les présidents-trésoriers de la généralité de Moulins comparait « Jean-Baptiste Frebault, » notaire royal à Saint-Sulpice-le-Châtel, fondé de la procuration de dame madame Antoinette-Louise-Marie Crozat de Thiers, veuve de messire Joachim-Casimir-Léon comte de Béthune et des Bordes, baron d'Apremont, brigadier des

(1) Voir aux pièces annexes.

» armées du roi, lieutenant-général, pour Sa Majesté, de la
» province d'Artois, gouverneur des ville et citadelle d'Arras, et
» chevalier d'honneur de madame Adélaïde de France, demeu-
» rant à Paris, au nom et comme autorisé à régir et adminis-
» trer, à titre de jouissance usufruitière pendant sa vie, comme
» par le passé, les terres et biens dudit seigneur comte de
» Béthune, consistant entr'autres dans le comté, terre et sei-
» gneurie des Bordes, sitné en Nivernois ; de messire Charles-
» Sébastien-Antoine Carnuto-Ferrero-Fieschi, marquis de Crè-
» vecœur, prince de Masseran, grand d'Espagne de la première
» classe, gentilhomme de Sa Majesté Catholique, demeurant à
» Paris, au palais du Luxembourg, et dame madame Adélaïde-
» Joachim-Augustine de Béthune, princesse de Masseran, son
» épouse, qu'il autorise à l'effet des présentes ; de dame
» madame Louise-Charlotte de Béthune, marquise de La Tour du
» Pin, veuve de messire René-Jean-Mans de La Tour du Pin
» de La Charce, marquis de La Tour du Pin, demeurant à
» Paris ; et de messire Christian, marquis de Deux-Ponts, comte
» de Forbach, brigadier des armées du roi, colonel du régiment
» royal de Deux-Ponts, et chevalier de l'ordre royal et militaire
» de Saint-Louis, seigneur de Bourbach, d'Uluc et autres
» lieux, et de dame madame Adélaïde-Françoise-Léontine de
» Deux-Ponts, son épouse, qu'il autorise à l'effet des présentes,
» demeurant à Paris... A quoi adhérant, sur ce oui le procu-
» reur du roi, en sa présence ledit sieur Frebault s'étant mis à
» genoux, les mains jointes et tête nue, nous l'avons reçu à la
» foi hommage dudit fief de Montigny-aux-Amognes, à la part
» des Bordes, après avoir promis, par serment prêté, de ne faire
» faux aveu et de garder les chapitres de fidélité tant anciens
» que nouveaux. Ordonnons que lesdits seigneurs et dames
» fourniront l'aveu et dénombrement dudit fief dans le délai
» de quarante jours, et faisons mainlevée de la saisie féodale
» qui en a été faite à la requête du procureur du roi le vingt-
» un novembre de l'année dernière, à charge d'en payer les
» frais.... »

Tel est l'ensemble du dernier titre qui concerne les seigneurs

des Bordes. Là s'arrête leur histoire féodale. La révolution arrive à grands pas, et comme un coup de vent elle emporte et disperse à tout jamais cette législation séculaire, qui n'avait pas été exempte d'abus, mais qui aussi avait eu sa gloire et ses fastes. Un immense changement se manifeste partout. Le puritanisme le plus sec succède tout-à-coup, dans la rédaction des actes, à la profusion des distinctions, des qualifications nobiliaires, et du jour au lendemain la très-haute et très-puissante dame de Béthune-Pologne, comtesse des Bordes et autres lieux, n'est plus pour long-temps que la citoyenne veuve Béthune !...

IV.

PROPRIÉTAIRES DES BORDES AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

Encore une étape et le terme définitif assigné à cette étude sera atteint ! L'espace à parcourir est long, il est vrai, mais il sera franchi rapidement, car bien peu d'événements retarderont la marche. J'en commence le récit :

Le 30 décembre 1791, la citoyenne veuve Béthune et ses enfants affermèrent au gouvernement de la République la terre et le château des Bordes, pour neuf années consécutives, à partir du 1^{er} janvier 1792. L'Etat sous-loua les domaines Ralsain et du Gué-d'Heuillon au faible prix de 2,000 fr. par an. Le 13 mars 1800, Mme de Béthune céda par bail et pour neuf années, à des fermiers particuliers, les mêmes domaines, avec une notable portion du château, qu'ils ne considérèrent que comme une ferme. On comprend combien cette demeure dut souffrir de ces transformations successives et de ces mutations multipliées. Aussi un inventaire du 13 juin 1806 nous la dépeint-il comme étant dans un état de délabrement déplorable. Du splendide mobilier qui l'ornait autrefois, il ne restait alors que quelques tentures aux couleurs flétries, que de vieux meubles à l'aspect caduc et délabré. Tout ce qui avait représenté

quelque valeur avait été enlevé. Les portraits des ancêtres eux-mêmes, au nombre d'environ cinquante, avaient été retirés, en 1780, de ces lieux dont ils avaient été si long-temps la glorieuse personnification. Hôtes silencieux du vieux manoir, qu'étes-vous devenus? Chevaliers et seigneurs à l'aspect grave ou martial, nobles dames au sourire mystérieux, quel sort vous fut réservé?.... Semblables à ces arbres antiques qui, vigoureux et verdoyants encore, dépérissent et meurent lorsqu'on les arrache du sol qui les a vus naître, vous aussi peut-être n'avez-vous trouvé, pour la plupart, que ruine et néant à la suite d'une translation que votre vétusté ne rendait plus possible (1)!....

La mort surprit Mme de Béthune, à Glatigny, pendant l'année 1809. Ses filles se partagèrent alors la succession paternelle et maternelle. La princesse de Masseran eut dans son lot les domaines d'Apremont et autres biens; la marquise de La Tour du Pin qui, devenue veuve, s'était remariée au baron Tissien-Rodolphe de Salla-Samade, hérita des Bordes et de la majeure partie des terres patrimoniales du Nivernais; la marquise de Deux-Ponts enfin, dont le mari était alors conseiller d'Etat et lieutenant-général au service du roi de Bavière, obtint le dernier tiers.

M. Louis-René-Victor marquis de La Tour du Pin de La Charce, lieutenant-colonel d'état-major, membre de la chambre des députés, époux de Mlle Camille-Athénais de Monaco, fils unique du premier mariage de Mme de Salis, se trouva ensuite investi du château des Bordes et d'une portion considérable de la magnifique propriété de ce nom.

M. de La Tour du Pin appartenait à une illustre maison connue depuis Géraud de La Tour, qui vivait en l'an 990. Les descendants de ce dernier devinrent au douzième siècle les

(1) Il existe un certain nombre de portraits des seigneurs de Béthune, de Pologne-Sobieski et de Masseran au château d'Apremont-sur-Allier, propriété de M. le marquis de Saint-Sauveur, descendant par les mères des maisons de Béthune et de Masseran. Il serait possible que quelques-uns d'entre eux provinssent des Bordes.

dauphins de Viennois, et s'éteignirent dans Humbert de La Tour, deuxième du nom, dauphin de Viennois, qui légua le Dauphiné à la couronne de France, à la condition que l'héritier présomptif du trône prendrait la qualité de dauphin. D'autres branches de la famille de La Tour se sont perpétuées et ont été dénommées sous les noms de Gouvernet, La Charce, Chambly et Verclanée. C'est à celle des seigneurs de La Charce qu'appartenait l'héritier des Bordes. Armes : *Écartelé aux 1^{er} et 4^e quartiers d'azur, à la tour d'argent, au chef cousu de gueules, chargé de trois casques torés de profil ; aux 2^e et 3^e quartiers d'or, au dauphin d'azur.*

M. de La Tour du Pin ne visita son château et ses nouveaux domaines de la Mâure que pour en tirer la résolution de les aliéner. Il les mit donc en vente ; mais pendant plusieurs années aucun acquéreur sérieux ne parut. Enfin, en 1820, MM. Joseph-Alviset baron de Maisières, ancien chevalier-léger de la maison du roi, le général Cannel et Vincent d'Ecquevillers, étrangers au pays, se présentèrent et firent l'acquisition de la propriété, qui se composait encore d'environ 875 hectares de bois, de 250 hectares de terres labourables, de 42 hectares de prés, de 5 hectares de vignes, du fourneau de Sauvage et de la forge du Gué-d'Heuillon.

Peu de temps après, M. de Maisières, par acte spécial en date du 30 décembre 1821, passé à Nevers, en l'étude de M^e Roland, resta seul propriétaire du château des Bordes, qu'il restaura, et où il fixa sa résidence. Il conserva une partie déterminée des terres, prés et bois environnants. M. et Mme de La Tour du Pin ratifièrent cette vente, par acte reçu Cottenet, notaire à Paris, le 4 mars 1822.

Originalre, d'après la tradition, de la ville de Venise, à laquelle elle aurait donné au moyen-âge, sous le nom d'Alvisetti, un membre du célèbre conseil des Dix, la famille Alviset de Maisières est établie depuis plus de trois siècles en Franche-Comté, où elle a possédé les fiefs de Maisières, Thise, Charchenne et Montjeutin. Un de ses représentants, conseiller au parlement de Dijon, fut député à la cour souveraine du comté

de Bourgogne, en 1636, pour traiter de la capitulation de Dôle, suivant le témoignage du président Bolvin, contemporain du siège de cette ville et auteur d'une relation imprimée sur cet événement. Elle a également fourni deux présidents et plusieurs conseillers au parlement de Besançon, un premier président de la cour royale et un président de chambre, des officiers des armées du roi, un cogouverneur de Besançon en 1642, et des ecclésiastiques distingués. L'un d'eux, dom Alviset (Benoit-Virginus), né à Besançon, a laissé un long et savant travail sur les privilèges des religieux du Mont-Cassin, édité en 1661 et réimprimé en 1673. Les armes de cette famille, enregistrées dans l'*Armorial officiel* de d'Hozler, en 1696, sont ainsi décrites : *De gueules, à la fasce d'argent (allus d'or) chargée d'une losange du champ et accompagnée de 3 besants d'or.*

Le 21 août 1861, M. le baron Joseph Alviset de Malsières et Mme Eugénie Lestorey de Boulongne, son épouse, vendent une partie de la propriété des Bordes à M. Amédée Richard, qui y apporte des améliorations et qui lui-même la cède, en avril 1867, à M. Col, son nouveau propriétaire.

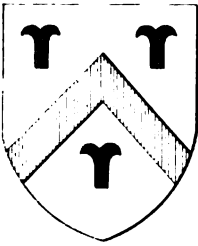
Manoir féodal, berceau de familles puissantes qui ne sont plus, antique résidence de nobles chevaliers, dont les ombres inquiètes planent peut-être encore sur ces murs qu'ils ont tant aimés, tu restes là, calme et impassible, pour en rappeler le souvenir à la génération présente et à nos descendants ! S'ils t'interrogent, dis-leur un jour, dis-leur au moins que si tes derniers seigneurs t'ont délaissé, tes nouveaux maîtres t'ont sauvé de la ruine et de la destruction qui menaçaient ta tête !

ARMOIRIES

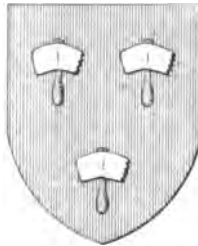
des Familles qui ont possédé les Bordes



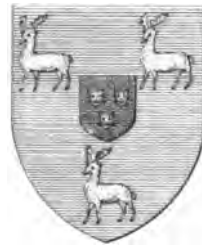
DES BORDES.



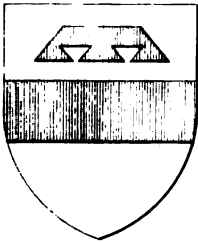
DE LA PLATIÈRE



D'ANSSENVILLE



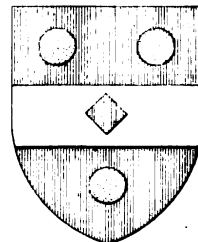
DE A GRANG: D'ARQMAN
ET DE MAILLON.



DE BÉTHUNE-POLOGNE.



DE LA TOUR DU PIN



ALVIZET DE MA SIÈRES



PIÈCES ANNEXES (1).

Acquisition du fief de Champaudon par Hugues et Renaud des Bordes. 1249. — Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Odo officialis curie Nivernensis, salutem in domino. Noverritis quod Hugo de Talaya miles et Aanordis ejus uxor dicentes terras, prata, nemora, census, homines et alias res quascumque quas Hugo de Bordis canonicus Frescinacensis et Regnaudus frater suus tenebant apud Champaudon, in parocchia de Capella, esse de feodo ipsorum Hugonis scilicet de Talaya et Aanordis, publice confessi fuerunt, et in jure, in nostra propter hoc presentia constituti, se vendidisse jam dictis fratribus pro septem libris novorum fortium, suis quitis et sibi solutis, feodum ipsum et totum jus quod sibi tum competebat, tum competere poterat ratione ipsius feodi in rebus permissis, et ~~quitt~~averunt penitus ac provise tam dictas res, quam dictum feodum ipsis emptoribus et heredibus eorumdem, per fidem in manu nostra prestatam corporaliter ab eisdem venditoribus ; promittentes dictis fratribus quod ipsi garantizabunt eisdem fratribus et eorum heredibus feodum ipsum ad usus et consuetudines Nivernenses. Se autem quo ad hoc jurisdictioni nostra supposuerunt dicti venditores et concesserunt, quod ipsos ubicumque sint per sensuram ecclesiasticam, si necesse fuerit, compellamus ad observantiam premissorum. Quantum ad ea renunciantes per fidem suam exceptioni non numerate et non solute pecunie, actioni in factum de dolo, conditioni sine causa, ceterisque actionibus et exceptionibus universis, nec non et auxilio totius juris tum canonici, tum civilis. Dicta muliere per ejus fidem renunciante, in hoc facto specialiter, omni jure et omni privi-

(1) On sait que dans les titres anciens l'accentuation n'existe pas, et que c'est à peine si la ponctuation y est indiquée. J'ai cru devoir quelquefois suppléer à ces lacunes lorsque la compréhension des textes l'a exigé.

legio in favore mullerum super rebus dotali bus introductis constanterque affirmante quod ipsa scienter et sponte faciebat hoc et dicebat. In cujus rei testimonium ad ipsorum venditorum petitionem presenti scripto apposuimus sigillum curie Nivernensis. Datum Nivernis anno gracie m° cc° quadragesimo nono, mense aprilii.

Acquisition d'un cens à Arreau par Hugues des Bordes, chanoine de Frunay, sur Pierre du Vernay et Huguette, sa femme, 16 mai 1252. — Universis presentes litteras inspecturis, magister Albericus officialis curie Nivernensis, salutem in Domino. Noveritis quod Petrus de Vernayo, clericus, et Hugueta uxor ejus in nostra presentia constituti, presente Hugone de Borda, de super Urzicam, canonicus Fragniacensis, publice recognoverunt et in jure, se vendidisse ipsi Hugoni, pro viginti quinque solidis nivernensibus, suis quitis et solis ab eodem emptore in numerata pecunia, ut dicebant, duodecim denarios nati census legem et redem portantes, quos habebant et percipiebant in territorio quod vulgariter appellatur territorium de Borda, sito apud Arreau, in parochia de Capella Belere, prout dicebant venditores prefati. Qua propter quittaverant duodecim denarios censuales dicto Hugoni et ejus heredibus ac successoribus in futurum; promittentesque per fidem suam, in manu nostra datam, quod garantizabant eidem emptori et ejus heredibus ac successoribus venditionem istam adversus omnes ad usus et consuetudines Nivernenses; se quantum ad hoc jurisdictioni Nivernensis curie supponentes renunciaveruntque quo ad hoc actioni in factum de dolo, condicioni sine causa, exceptioni non solute pecunie, ceterisque omnibus que contra hec possent dici, et specialiter dicta uxor omni jure ac privilegio in favorem mulierum super rebus dotalibus introductis, affirmans per eandem fidem quod scienter sponte provide faciebat hec et dicebat. In cujus rei testimonium, ad petitionem dictorum venditorum presentibus litteris apposuimus sigillum curie supradicte. Datum anno Domini, millesimo cc° quinquagesimo secundo, die mercurii ante Pentecostem.

Acquisition d'un terrage par Guillaume des Bordes. 127h. — Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Nivernensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constituta Aalidis, relicta defuncti Regnaudii de Praans armiger, publice et in jure confessa est, presente Guillemo de Bordis armiger, se vendidisse, tradidisse et quictavisse in perpetuum, sponte et provide, ipsi Guillemo et pro ipsius suis heredibus, pro quadraginta et octo solidis nivernensibus, suis quitis et sibi solutis ab eodem Guillemo, quamdam peciam terre, quam ipsa dicebat movere de capite ipsius Aalidis et esse sitam in parrochia Sancti Martini de Oleo, inter magnum cheminum Alemannorum et stagnum Sancti Martini de Oleo et juxta terram Gheri de Bordis armigeri. Et promisit per fidem suam statam in nostra et sub obligatione omnium benetrain suorum, quod non veniet, contra hec, per se, nec per aliud ullo modo, et quod garantit et defendet dicto emptori et suis heredibus ipsam peciam terre erga quoslibet contententes. Supponens se que ad hec jurisdictionis curie Nivernensis, renunciassque per fidem suam que ad hec exceptioni fert doli, mali, pectunie sibi non solute, actioni in factum de dolo, condictioni sine causa ceterisque exceptionibus et actionibus universis. In cuius rei memoriam et testimonium, ad ipsius Aalidis petitionem, presentibus litteris apposimus sigillum curie Nivernensis. Datam Nivernais anno Domini mill^o CC^o septuagesimo quarto, die sabbati post festum beati Nicholai. — Signé Morellus.

Assignation lancée par le bailli de l'évêque de Nevers contre la dame des Bordes, ses fils et les habitants d'Urzy, pour contestation sur des droits d'usage. 1324. — Pardevant nous, Johan de Blois, bailli de reverentissime en Jesus-Christ monseigneur l'evesque de Nevers est jourz assenez a notre prachaine assise de Urzy, Raolin Satrin, la feme Annet Satrin, Sagier fil, Johan Satrin, Johan Pourchier, les enfenz Hugues Rabouan, Johabin Malet, Johet dit (?)... Ischelon la Maistresse, Guillaume Méchin, Hugues fil Robert Chameaul, Johannin Thuriel, Pierre Thuriel, la feme Jenin Chameaul, Guillaume Chameaul, Perrin le berget,

la feme Robelln avec li enfenz, Raolin de la Broce , Regnaud Rabouan leur gendre, Hugues Villers, demandeurs d'une part ; et à Guillaume et Hugues des Bordes damoiseaux , ou non d'eux et de dameselle Marguerite dame des Bordes, leur mère, pour laquelle li dessusdiz Guillaume et Hugues ont pris en main, deffendeurs d'autre part. Aoir droit sur ceu que li dessusdiz demandeur disoient et affirmoient eux havoir usaige en bois mort et en vaine pasture tant solement au bois de la Vane , li quex est à la dite dameselle Marguerite dame des Bordes, Guillaume et Hugues ses enfanz dessusditz , et que li dessusditz demandeur sont et ont esté en bone saisine de tout temps de user audit bois , en bois mort et en vaine pasture, sauz ce qu'ils en doient ne paient aucune redevance a dessusdiz Marguerite, Guillaume et Hugues ses enfenz, ne à nule aultre. Li dessusdiz Guillaume et Hugues , ou non d'eux et de leur dicte mère, disant au contraire que, sauve la grace des dessusdiz demandeurs , li ne poevent dire bonement eux estre usagiers, ne havoir droit de usaige ou dit bois en la manière et par la manière qu'il li dient et suposent havoir. Quar par la costume généraul notoire et approuvée et notoirement tenue gardée et approuvée par tout le réaume de France et especialement en la conté de Nevers , que au lieu ou lidiz bois est assis , nuls ne se peut dire ne appeler usagier ou bois d'autrui, se li n'a palé aucune redevance au seigneur cuy li bois est, et li demaynes dou bois ouquel il se dit estre usagier et avoir droit de usaige. Or est-il aussi que li dessusdit demandeurs cognoissent assez ledit bois de la Vane estre le droit héritage et demayne des dessusdiz Marguerite, Guillaume et Hugues ses enfenz, ne ne dient pas, ne ne prétendent pas que il leur en doient aucune redevance pour cause de usaige , que ils dient et supposent eux havoir, et ils dient expressement que ils ne nous doyvent, ne ne paient, ne oncques ne payrent redevance aucune à Marguerite , Guillaume et Hugues ses enfanz. Pourquoi dient et concluent li dessusdiz Guillaume et Hugues, ou nom de dameselle Marguerite, que par la généraul costume supposée notoire et approuvée et notoirement gardée , li des-

susdit demandeur ne porront prétendre bonement eux estre usagiers, ne havoir droit de usalge en leur dit bois de la Vaue, en la manière et par la manière qu'il le dient et demandent havoir, ne ne leur doit estre adjudé droiz de usalge en ces bois, mais leur doit estre tout en tout denéez et deffenduz par les causes et raisons dessus dictes. Et sur ceu et à ceste fin concluent les parties dessus dictes que droiz leur soit fez. Fait et donné de notre scel scellé en nos assises de Urzy, tenues par nous, Johan de Blois bailli dessus dit, l'an de grace mil CCC XX III, le jeudi après la feste saint Marc. — Sceau en cire rouge représentant trois roses posées 2-1.

Ancienne traduction d'un titre latin constatant une donation faite à l'église d'Urzy par le seigneur des Bordes. Janvier 1397. — Charles, par la grâce de Dieu, roi de France, savoir faisons à tous présens et à venir que, comme notre bien-almé et féal chevalier, chambellan et conseiller, Guillaume des Bordes, souhaitant changer les choses passagères de ce monde aux éternelles, et les terrestres aux célestes (*cupiens transitoria in æterna et terrena in celestia feliciter commutare*), a intention et se propose de donner et de transporter à l'église d'Urzy les héritages suivans, c'est à savoir : un arpent de pré situé dans la paroisse dudit Urzy, tenant au pré de l'évêque de Nevers et au pré de l'abbesse de Nevers et au pré d'Henri Grangier ; item, deux autres arpens de pré situés dans ladite paroisse et tenant au pré dudit évêque et au pré de Jehan de Lucenay et au pré de Guillaume Criboul ; item, une pièce de pré située dans la même paroisse, tenant aux religieux de Saint-Etienne dudit Nevers et au pré de Marguerite de Chantemerle ; item, une autre pièce de pré contenant cinq arpens, appelé le pré des Iles, situé dans la paroisse d'Urzy, venant le long de la Nièvre et venant du moulin du Vivier au moulin de la Fosse ; lesquels prés sont tenus en censive dudit curé de l'église de... dans ledit évêché ; excepté cependant trois arpens qui sont en franc-alieu, et sont estimés lesdits prés sous la valeur de 12 livres parisis de revenu ou environ, afin qu'on célèbre, à perpétuité, dans ladite église, cha-

que semaine, deux messes, pour le salut et le repos des âmes de notre dit conseiller et de ses amis, comme il nous a été exposé par notre dit conseiller, nous suppliant humblement de vouloir amortir lesdits héritages et prés pour l'effet que ci-dessus; nous, recommandant au seigneur le lonable desseln de notre dit conseiller, et voulant traiter favorablement ledit suppliant, déclarons lui avoir accordé et de science certaine, par notre autorité royale et par grâce spéciale, nous lui accordons, par ces présentes, la permission de donner, transférer et délivrer lesdits héritages ou prés que nous amortissons et voulons être amortis par les présentes, sans qu'il soit besoin d'en demander autres permissions à nous ou à nos gens; et nous voulons que le présent curé de ladite église et ses successeurs puissent posséder à jamais lesdits héritages ou prés sans y être aucunement troublés et inquiétés, sans qu'on puisse les obliger ou contraindre de les abandonner ou aliéner, vendre ou faire sortir de leurs mains, et sans être tenus d'en rien payer à l'avenir à nous ou à nos successeurs aucune somme; laquelle somme, de quelque prix qu'elle soit, avons quittée, remise et donnée, quittons et remettons et donnons par la même grâce, exposée dans ces présentes, à notre dit conseiller et à tous autres à qui il appartiendra dans la suite; et par le contenu d'icelles lettres, nous ordonnons à nos bien-aimés et féaux gens de nos comptes et à nos trésoriers de Paris et à nos autres justiciers et officiers présents et à venir, ou à ceux qui tiennent leur place, et à qui que ce soit à qui il appartiendra, de permettre et de faire jouir paisiblement et à jamais notre dit conseiller et les curés de ladite église, présents et à venir, de notre présente grâce et amortissement, et de ne point souffrir au contraire qu'on les moleste en aucune manière, ou qu'on les empêche par ordonnances, mandements ou défenses, par lettres ou autres choses faites ou à faire, monobstant opposition quelconque. Et afin que ceci demeure ferme et assuré pour l'avenir, nous faisons savoir que nous apposons notre sceau aux présentes lettres, sauf notre droit et celui d'autrui. Donné à Paris, au mois de janvier, l'an de Notre Seigneur 1397, et de notre règne le dix-

septième. — De par le roi à nos seigneurs les ducs de Bourgogne et d'Orléans, et à vous et à tous les autres princes du grand conseil qui sont présents. — Signé D'Annoy.

Foi et hommage des Bordes à l'évêque de Nevers. 26 septembre 1381. — Nous, Maurice, par la permission divine, évêque de Nevers, savoir faisons à tous que aujourduy noble seigneur et puissant messire Guillaume des Bordes nous a fait foy et hommage à cause de l'ostel appartenances et appendances des Bordes et de tout ce qui peut tenir de nous; à quoy nous l'avons réceu, sans notre droit. Et li avons enjoint qu'il baille son dénombrement dedans quarante jours. Donné à Compiègne le vint et sisiesme jour de septembre, l'an de grâce mil trois cens quatre vins et un.

Dénombrement de la terre des Bordes. 1413. — A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, Pierre Berthier, conseiller de monseigneur le conte de Nevers et garde du seel de la prévosté dudit lieu, salut. Saichent tous que par-devant Guillaume Mathé, clerc juré dudit monseigneur le conte de Nevers et notaire dudit seel, auquel quant à ce nous avons donné notre pouvoir, personnellement establi noble homme Loys de La Platière esculier seigneur des Bordes, lequel a cognen et confessé tenir en fief et hommage de révérend père en Dieu monseigneur levesque de Nevers, à cause de sa dite evesché, les choses qui ensuivent. Et premièrement la maison des Bordes, les granches, les osches et jardin devant et darrier et tout le pourpuiis d'icelles, touchant d'un bout à la ruelle qui vient du pastoreau Girard et d'autre bout aux osches qui furent aux Villers, que tient depuis la Guillemarde à cens dudit esculier par faulte d'omne et costolent tout du long le chemin qui vient de Poiseux au Gué-Duillon. Item les maisons qui furent Deniset Pion, les osches Fourrer, les boys du Plassels, les masures aux Rabouans et les masures Huguët de Clamouse, toutes touchant l'une à l'autre, d'un costé le chemin de Primery, d'autre costé ledit esculier, d'un bout le boys de la Vane. Item le champ des Noyers, les osches Machin, les os-

ches Perrin et les osches Porchier, le champ Daubnef que tint darnièrement Bolsseau, le champ des Cros, les osches à la Mais-tresse, tous tenans l'une à l'autre, tenans d'un costé le chemin qui vient dudit pastureau Girard, d'autre costé à la terre Bongrant et aultres masures tenues dudit esculer et d'un bout au bois de la Vane. Item toutes les terres et boys qui sont depuis ledit champ du Crot et la terre que Bongrant tient dudit esculer jusques au chemin qui va du Gué du Foin à Huille et touchant la terre au curé d'Urzy d'un costé, les boys de la Vane d'autre et la terre de mondit seigneur levesque. Item les boys et terres de Chenaux, les terres et bois du Tramblay, tenans l'un à l'autre, d'un costé le bois de la Vane, d'autre costé les bois de Demeurs et d'un bout les boys de Baulon. Item les osches Surry qui touchent à la terre du curé d'Urzy d'un costé et d'autre costé le chemin de Poiseux. Item le champ Pion, les champs de Fours, le champ du Gué qui sont tous touchans l'un à l'autre et sont une partie en bois costians d'un costé ledit chemin de Poiseux, d'autre costé les prés et pastureaux qui sont au long de la rivière de Nyevre appartenans à monseigneur levesque et à plusieurs aultres, d'un bout au bois de Demeurs et d'autre bout la terre que tient Perrin Grangier dudit esculer. Item toutes les terres tant en plain que en bois qui sont depuis la rue du Gour jusqu'à la rue du pastureau Girard et dudit pastureau Girard jusques à la fontaine de Brelières, costians d'un costé le chemin de Poiseux d'autre costé les prés dudit esculier. Item toutes les terres et boys qui sont depuis ladite fontaine de Brelières jusques à une pièce de bois qui est au curé de Saint-Martin-Duille, à cause de sadite cure, costiant d'un costé ledit chemin de Poiseux et d'autre costé la prairie de dessoubz. Item les bois et terres qui sont depuis icelluy chemin de Poiseux à l'endroit de ladite fontaine de Brelières, tenant au champ du Corbier au long du chemin qui va à l'estanc dudit monseigneur levesque, et depuis ledit estanc costiant les terres de Jehan Colas, des religieux de Saint-Sathur, le ruisseau dudit estanc et une pièce de pastureau commun qui est au bout dudit Gué Duillon, ou quel sont compris aucuns bordelages et cens que on souloit

payer au devancier dudit esculier, mais de présent sont en sa main. Item le champ de la Barre, d'un costé l'estanc mondit seigneur levesque, d'autre costé le chemin de Primery, d'un bout la voye de la chaussee dudit estanc et d'autre bout ung peu de terre qui est en bois qui fu à feu Jehan Danaulay. Item icelle terre qui fu au dit Danaulay, costiant les dits estanc et chemin et touchant d'un bout à la terre de la Guillemarde. Item le grant champ de la Vane et la vallée des Terres-Fortes qui furent Jehan de Paris, touchans d'un costé le chemin de Primery d'un bout, la terre au coré de Saint-Martin à cause de sa dite cure, daultre costé les terres et boys du seigneur de Contres et les terres et bois de Saint-Sathur. Item la terre et le bois de Haudry, d'un costé mondit seigneur levesque et d'un bout le seigneur de Contres. Item une autre pièce de terre nommée champ Retif touchant audit chemin de Primery et à la terre aux boirs Pierre du Crot et aux osches de Baulon. Item entre ledit Gué Dullion et le pont Saint-Oour, toutes les terres et bois qui sont depuis la terre que tient Huguenin Guyon à bordelage du curé de Saint-Martin-Duille jusques à la terre dudit esculier qu'il tient à cause de la terre de Rimieron, touchans d'un costé le pré de Langeron et daultre costé le chemin qui va de Nevers à Prymery. Item au-dessus dudit chemin une pièce de terre nommée champ Foué, d'un costé la terre Jehan Colas et d'un bout la terre que tient Jehan Robelin dudit esculier. Item la terre sus ja Perrière, qui est entre le chemin de la Chapelle Baleray et le chemin de Primery, aboutissant à mondit seigneur levesque. Item les masures et bois ou solait estre la maison de la Brosse, les bois et terres appartenans auxdites masures qui sont devant et darrier le champ des Pierres, le champ de la Fontaine, le champ de la Corne, tenant l'un à l'autre costiant d'un costé le chemin qui va de l'estanc dudit monseigneur levesque à la Chapelle Baleray et les bois et terres appartenant audit seigneur de Contres, d'un bout le ruau dudit estanc et daultre bout les terres dudit esculier. Item le champ à la Vielle et les bois en costé et deux osches que tenoit pieça

Ségurin Goudard qui touchent auxdites terres de la Brosse et aux terres et bois du seigneur de Contres et à la terre Laurence fille Jehot Le Clerc, quelle tient à cens dudit esculier. Item l'osche du Corbier touchant à la terre du seigneur de Contres et à la terre audit curé de Saint-Martin. Item la terre des Touraux tenant à la terre du curé de Saint-Martin des deux bouts. Item l'osche au Ploart touchant la terre Jolivot d'une part et d'autre la terre Servin Coquelié. Item le champ Jourdain tenant à la terre Perreau Baulon d'une part et d'autre au chemin qui va Duille à Saint-Martin. — Item ensuivent les bois : Premièrement les bois de la Vane de long et long, de ce en ce, ainsi qu'ilz se comportent, tenans d'une part au bois de Baulon et au chemin de Prymery, et de toutes autres parts audit esculier. Item le bois appelé la Brosse es Colons tenans aux bois de Bernillon appartenans audit mons^r levesque et aux bois dudit esculier. Item les bois appartenans à la maison de la Brosse, qui sont déjà déclarés avec les mesures, terres de ladite Brosse. Item les bois Saint-Loup tenans aux bois de Montmoyen et aux bois dudit esculier. Item la moitié par indivis des bois de Failloux partant au chapitre de Nevers et au prieur de Saint-Etienne dudit lieu, et la moitié des champs dudit Failloux partant au-dessus. Item à cause desdites maisons des Bordes et mesures de la Brosse ledit esculier a son usage pour luy et pour les demourans es lieux, et pannage pour toutes les bestes desdites maisons et mesures, en tous les bois de Beaulmont et de Montmoyen, et la chace à toutes bestes par tous lesdix bois. — Item ensuivent les prés en la paroisse de Varennes : premierement les prés appelés les prés des Heres, assis à Belorges et tenans au chemin commun et au pastureau commun dudit lieu. Item les prés du Pastie à deux herbes, seans devant la maison Chaumerial, tenans au pastureau commun. Item une autre piece de pré assise au Ponteau partant à la fourche et au rasteau, au curé de Varennes et aux religieux de Souvigny tenant au chemin commun. — Autres prés es paroisses de Urzy et de Saint-Martin-Duille : premierement une piece de pré appelée pré Ront, touchant aux prés de l'abbé de Saint-Martin de Nevers d'une part

et à la rivière de Nievre d'autre. Item ung grant pré assis en Langeron appelé les vii arpens, tenans aux prés Jehan du Bois et Amyot Levesque. Item une piece de pré en ladite prairie assise au Saule-au-Brou tenant au rœul de la rivière d'une part et au pré à la fille Reutan Mouard. Item une piece de pré auprès les Ormes assise en ladite prairie, tenant aux ormes monseig^r levesque et au pré aux enfans Richart. Item une piece de pré appelé les prés Saint-Martin tenans aux prés du curé d'Urzy d'une part et d'autre aux enfans Richart. Item une piece de pré en ladite prairie appelé les Deux-Arpens de la Ramée touchans à la rivière de Nievre d'une part et au pré aux enfans Richart et aux prés aux enfans Mouard. Item trois arpens de prés appelés les prés Foucheron, touchans aux prés monseig^r levesque d'une part et aux prés du curé Durzy d'autre. Item une autre piece de pré appelé l'Arpent-du-Bryou, autrement la Ramée, tenant au pré mons^r levesque. Item le pré de la Planche assis en la prairie de Bruillart tenant à mons^r levesque d'une part et à la rivière de Nievre d'autre. Item les prés des Boilles tenant à monsg^r levesque d'une part et à la rivière de Nievre d'autre. Item la Motte-du-Gour tenant audit Gour et au pré dessusdit. Item les prés de Bougnereau touchans aux prés Guillin des Saules d'une part et d'autres aux prés de Saint-Etienne de Nevers. Item une piece de pré appelé le pré d'Amploup, tenant au pré du chappitre de Nevers d'une part et au curé d'Urzy d'autre. Item une autre piece de pré appelée la Ra-à-la-Blanche tenant d'un costé au pré des enfans Thomas Bordelier d'autre costé au pré Jehan Dubois. Item ung arpent de pré seant en la Charroge en la prairie de Langeron tenant aux ohamps de Rimeron. Item une piece de pré appelée les Closels tenant à la rivière de Nievre et au chappitre de Nevers d'une part et d'autre part au pré du Bryou appartenant audit esculier. Item audit Langeron une piece de pré appelée le pré du Terne tenant au pré Jean Coufangeau d'une part et d'autre aux hoirs Jehan Baulon dit Petit. Item une autre piece de pré appelée le pré de Lerte tenant d'une part au pré Jehan de Lucenay et d'autre au pré aux enfans Ferrean de Pôgues. Item

les prés du Puifour de Saint-Martin-Duille tenans aux terres fortes appartenant audit esculer et au chemin qui va de Saint-Martin au Crot. Item la pesche en la rivièrre de Nièvre et ruisseau des estancs depuis la terre de Contres jusques autyours des Bordes où ladite rivièrre Fourche et depuis icelluy tyours jusques aux moulins de Brenne, et depuis lesdits moulins de Brenne jusques au pont Saint-Tour, sans y comprendre la rivièrre qui est entre Urzy et la forteresse de mondit seigneur levesque. — Item ensuyvent les vignes de Belorges en ladite paroisse de Varennes, et premièrement une vigne nommée la vigne Blanche tenant à Guillaume Malisset et aux vignes maistre Jehan Carrouble, une rue entre deux. Item quatre hastes de vigne enclavées en une vigne nommée la vigne Perrotte qui touche audit Carrouble et Jehan Symon. Item la vigne de Brullart, tenant à la vigne Jehan de la Venne et à Jehan Symon et au clos sur Pierre Trien. Item la vigne de Ronnant tenant à la chaume au seigneur de Contres d'une part et à la chaume Jehan Richart d'autre. Item les vignes appelées le Quartier de Midy qui sont en chaume et une autre vigne en costé pareillement. Item les grans vignes de Saint-Forgeau qui ont esté bailliées en bordelaige aux enfans Causenie d'Urzy, comme il appert cy-après. — Bordelages au lieu de Belorges : premièrement Jehan Baule et ses parsonniers pour une pièce de terre nommée la Taille-d'Urzy, le champ de Demeurs, la terre du Pré-Tendre qui depuis est en pré et la mote du pastureau commun, pour ces parties, x boisseaux froment, II gellines. Guillaume Bourget pour la terre du Crot tenant à la terre Jehot Bourget, demi-boisseau froment, I denier. Huguenin Compain pour ung quartier de vigne tenant à la vigne Huguenin Valet, et pour une pièce de vigne seant devant la maison Chamoreau et pour ung quartier de terre tenant à la terre Jehot Bourget des deux parts, I boisseau froment, deux gellines. Pierre Amlot pour une pièce de terre au croux Brullart appelée la Gargouillière, tenant au curé d'Urzy et à ladite Gargouillière I boisseau d'avoine, demie gelline. Jehan Rabut, de Varennes, pour une pièce de vigne seant en Clamousin, tenant à la terre dudit Jehan d'une part et aux chemins qui touchent la terre de

Gungny d'autre part, un boisseau et demi froment, demie geline. Denis Lyau pour une maison tenant à la maison Fillastre et à la maison dudit Denis devant la mote, ii boisseaux d'avoine, demie geline. Jehan Boudinet pour une piece de terre au terrage de Ponceu tenant aux vignes aux Garçons et aux chaumes de l'abbesse de Nevers, ii boisseaux d'avoine et i geline. Huguenin Clamousin sur la vigne de Varennes et plusieurs terres tenant au pastureau commun aux terres des Coulons et aux terres Jehan Molnet ii quartes froment, ii chappons, xi deniers. Pierre Baudon sur le champ des Chaumes tenant aux bruyères de Paillart et au chemin d'Urzy i boisseau d'avoine, demi geline. Guillaume Bourget sur ung quartier de terre assis au champ du Meslier, tenant à la terre Martin Bourg et au chemin commun i boisseau d'avoine, une geline. Jehan Berand, Johannot Bourget et Jehan Daubigny sur leur terre de Fontnelles, v deniers. Jehan Bourget de sa vigne de Nolot, i obole, Jehan dit Doreur paroissien d'Urzy sur la grant vigne devant dite assise au terrouer de Saint-Forgeau, ii boisseaux d'avoine, demi geline. Item la moitié par indivis des cens debus au jour de Saint-Remy au lieu du Plaisseix partant à mondit seigneur levesque. — Autres bordelaiges ès parroisses d'Urzy et de Saint-Martin-Duille : et premierement Jehan Duyn sur sa terre tenant à la maison Jehan Jonyn, et à la terre qui fut au prevost d'Urzy, demie geline, iiii deniers. Ledit Jehan de la maison qui fu Guillaume Veu seant à Chastelet, le quart d'une geline et obole, ledit Jehan sur la maison et sur l'osche qui fut Huguenin Layuelle, demi geline, ii deniers. Les hoirs Huguenin du Crot sur leur terre de Vaudry et de la Longuere qui fu Guillaume filz feu Regnier Ducrot, demi geline, viii deniers. Lesdiz hoirs sur leur terre qui fu Boisslez seant au Crot, i boisseau d'avoine, i geline. Jean Valnau de sa terre des Arpens tenant au chemin de Nevers et au chemin de Saint Martin Duille, un boisseau d'avoine, iiii deniers. Ledit Jehan sur son champ appelé champ Bulez, iiii deniers, demie geline. Huguenin filz Jehan Pelart sur sa partie de l'osche qui fu pastureau, demi boisseau froment, demi boisseau d'avoine, iiii deniers. Huguenin Guyon sur le champ Lyau qui fu

Huguenin Santereau, iii boisseaux et demi d'avoine, ii gelines, vi deniers. Ledit Huguenin sur le quartier des Fermes qui fu audit Santereau, demi boisseau d'avoine, iii deniers. Ledit Huguenin sur sa terre d'Aguzelles, i boaler, i boisseau d'avoine, demie geline. Ledit Huguenin sur le quartier du Poiriez Ogier, tenant aux oaches aux Ablet et au chemin commun, demi boisseau d'avoine, i denier. La fille Guillaume Le Clerc sur sa partie dudit champ Vernier qui fu Seguin Valuan, demie geline, iii deniers. Jehan Colas sur sa terre des Préaulx, iii deniers, i obole, v arppets d'avoine, demie geline. Ledit Jehan sur la terre des Préaulx qui fut à la feme Huguenin Souchon, iii deniers obole, v arppets d'avoine, demie geline. Ledit Jehan sur celle à la Sourde, vii deniers. Ledit Jehan sur la moitié de la terre des Chailloux, du pré Ront, c'est assavoir tout ce qui est soubs le chemin, i quartau froment. Ledit Jehan sur sa terre des Préaulx qui fut Jehan Fillex et sur sa terre des Bornes, iii deniers, v arppets d'avoine, ii gelines. Ledit Jehan sur la terre desdiz Préaulx qui fu à sa mère, i boisseau d'avoine, demi geline, ledit Jehan sur le mesnage qui fu Huguenin Filler, iii deniers ou demi boisseau d'avoine ; ledit Jehan sur ladite terre des Préaulx qui fut Guillaume Filler, iii deniers et le tiers de demi boisseau d'avoine. Jehan du Ruail et Robelin sur le champ au Josseaulme, tenant au champ du Charpe et au chemin Real, ii boisseaux d'avoine, x deniers. Ledit Robelin sur son mesnage qui fu Huguenin Filler, iii oboles, demi boisseau d'avoine. Ledit Robelin sur sa terre de Laignière qui fu Jehan Le Sacar, i obole et boisseau d'avoine. Jehan Dugué et Jehan Valuan, sur leur tenement du Gué et leur terre assise darrier la maison Dugué qui fu à la femme Roulin Ligiez, iii sols, ii boisseaux d'avoine, iii gelines. Les hoirs Thomas Bordelier sur les terre du Four es Mathès, qui fu à la Marchande, i obole, les trois parts d'un boisseau d'avoine et le iiii^e d'une geline. Lesdits hoirs et Jehan Bailgot sur leur terre d'Aguzelles, ii sols, iii bichets d'avoine, v deniers. Guillaume Selot, sur sa terre des Planches, i geline, iii deniers. Ledit Guillaume et Godot, sur leur maison et sur leur vergier qui fu Josseaulme, i quartau

de froment, les deux parts d'une geline, viii deniers. Ledit Guillaume Selot, sur sa terre du Pont-Theuvon, i geline, iiii deniers. Ledit Guillaume de l'osche qui fu Legendre et aux enfans Guillaume Guist et de la moitié de l'osche qui fu Tissier, tenant à la maison et osche qui fu Lechereau, v boisseaux d'avoine, demie geline et xxi deniers. Les enfans Chace Aloe, sur l'osche qui fut Rabut et depuis Richart, i denier, la tierce partie d'un bichot d'avoine, demie geline ; lesdiz enfans et les hoirs Perrean Richart, sur leur terre des Saules, tenant à Guillin, d'Urzy, d'une part et aux enfans feu Jehan Filler, i quartan d'avoine, i geline, iiii deniers. Les enfans Jehan Berteau, d'Urzy, sur le champ du Gué qui fu Perrean, d'Urzy, xviii deniers, i bichot d'avoine, i geline. Lesdiz enfans, sur leur terre du champ qui fut partie Marigot, i geline, xv deniers, i bichot d'avoine. Jehan Dornanl, de Nyon sur l'osche Chevrier, i boisseau froment, i boisseau d'avoine, i geline. Amiot Heary, sur l'osche et sur la moitié de la maison qui fut Josseanline, tenant au pré dudit Amiot et Guillaume Legendre, i boisseau froment, le tiers d'une geline, iiii deniers. Luy, de sa partie du champ de Vonso, qui appartient à Guillaume Guist, assis au village Dulle, i quartan d'avoine, demie geline, iiii deniers. Ledit Amiot, sur sa partie du champ de Vonso qui fu Thevenin Legendre, i quartan d'avoine, i geline, viii deniers. Ledit Amiot, sur la maison et osche darrrier sa maison du pré du Village, i quartan d'avoine, demi geline, ix deniers. Ledit Amiot, de l'osche qui fu Regnaud Tissier, tenant à la maison Bon Lechereau et à la maison Thevenin Lechereau, les deux parts d'un boisseau d'avoine, les deux parts d'une geline, iiii deniers. Ledit Amiot, de la grange, qui fu Thevenin Guist, tenant à Thevenin Levesque d'une part et au chemin commun et de la maison et du pré qui furent Thevenin Josseanline, tenant à la rivière qui va au moulin es Dorez et sur sa partie des maisons qui furent Huguenin Pommier et Henry Denis, vi bichots froment, i geline, iiii deniers. Jehan Legoye, sur sa terre de La Planche, de Sourdain, tenant à la Planche et à la rivière de Sourdain, demi boisseau d'avoine, iiii deniers. Ledit Jehan, sur la terre de Sourdain qui fu Rolin Lechevat et Jehan Selot, demy boisseau

d'avoine, iiii deniers, i obole. Ledit Jehan, sur sa terre de Sourdain, qui fu Amlot Gulot, demi boisseau d'avoine, iiii deniers. Ledit Jehan, sur sa terre d'Estrangle-Prestre, qui fu à la fille Huguenin Delorme, tenant au bout du Ruau à Dorès, demi boisseau froment, une geline. Ledit Jehan, sur sa terre de Sourdain qui fu Guillaume Boichenot et aux hoirs Bldon, demi boisseau d'avoine, iiii deniers. Item, les bordelages que souloit tenir Jehan Boisseau d'une partie du champ des Vnefs et du champ Ridet, tenant aux bois du Plaisseix, sont en la main dudit esculier depuis par default d'omme. Item, le bordelage que souloit tenir Jehan Sartrain dit Bongrant, d'un champ assis sur le pré Douart, est en la main dudit esculier par default d'omme. Item, le bordelage que souloit tenir Seguin Goudart sur une maison et sur le vergier darrier, et sur ung quartier de terre qui fu Caresmentrant, est en la main dudit esculier comme dessus. Item, la terre du Chailloü, qui fu Jehanne, femme Seguin Delot, et l'osche de la Grange qui fu Regnaud Ducrot, l'osche du Carrouge qui fu Jugnet, fille Huguenin Beatrix; les masures et l'osche qui furent femme Michelet, le vergier qui fu Placide et Martin, l'osche Pastureau qui fu Beatrix Pelarde, le champ Vivier qui fu Guillaume Valuan, la terre de la Foastrie et la terre du Gué d'Anne Melot qui furent Villers; le champ de la Brosse-Baleuse qui fu Jehan Baleuse, et la terre des Brosses qui fu Huguenin Sartrin, sont en la main dudit esculier par default d'omme. Item, les bordelages que souloit tenir Jehan filz Regnaud Valuan, d'une maison et de l'osche darrier, qui furent Gryneau, séant au village Duille, tenant aux hoirs Bonamy; le bordelage que soulolent tenir Jehan et Johanne Ducrot sur leur part de l'osche et grange tenant à la terre Gulot; le champ Ridet que souloit tenir Huguenin Coquelin, et touche à la terre du curé de Saint-Martin; ung quartier de terre que souloit tenir Jehan Lesculier, tenant à l'osche aux enfans Queneau; les maisons et osches qui furent Jehan et Hugues Satrin; l'osche qui fu Thevenin Leschereau qui touche aux enfans Maillet; la maison Beatrix Pelarde ung peu de pré qui fu Perrau Pommier, touchant à la maison qui fu Regnaud Raquin; la terre du Champ-à-la-Vielle

qui fu Seguin Leclerc, qui touche à la terre Guillaume Valuan; une pièce de terre assise ès Fontandres que souloit tenir Jehan Filler, tenant à la terre Amlot Andrent; l'osche Judas qui fu Guillaume Coqueilin, l'osche Channot; les mesures et osches qui furent Babeau, fille Corneau, en bas Duille; la maison et osche qui furent Picart, et les mesures et osches qui furent Chargeran, sont en la main dudit esculier par deffault d'omme. — Item, s'ensuivent les terres qui se paient en l'ostel des Bordes et à Saint-Martin-Duille, et premièrement au jour Saint-Cire, Jehan Colas et Jehan Boclin, sur leur pré de Langeron, tenant au pré monseigneur levesque, III deniers. Item, leur pré assis audit lieu, tenant audit esculier, II deniers. Les enfans Henry Mouart souloient tenir une pièce de vigne à paler audit jour, appelé le Desert, séant en Montiffault, qui, depuis, est en la main dudit esculier. Guillaume Cuverat souloit tenir une pièce de vigne audit lieu, tenant aux bois de monseigneur levesque d'une part, et à la vigne aux enfans Perrean d'Urzy, qui, depuis, est en la main dudit esculier. — Aultrescens au jour saint Jehan-Baptiste, qui se paient es dix lieux, et premièrement Amlot Levesque, Jehot Tarin, Jehan Legros, et Jehan Bergier, chascun sur sa partie du pré de l'Essart du Bailllage, et selon ce qu'il en tient, pour eulx tous, VI deniers, et le surplus dudit Essart est en la main dudit esculier. Item, ledit Amlot, sur une pièce de terre tenant à la chaume costée la grange Henry Pommier, II deniers; ledit Amlot sur la maison et l'osche qui furent Chacerat, ledit Amlot sur la grange de la Chaume et le verger darrier, III deniers. Ledit Amlot sur la grange Duille et sur l'osche qui tient à la terre Thevenin Levesque d'une part et au chemin d'autre, III deniers. Guyot Raulon, sur sa terre du champ Petaud, III deniers; ledit Guyot sur ladite terre du champ Petaud qui fut Agnès Besaride Lacroix, III deniers. Jehan Valuan sur sa terre des Fourches qui fu Regnaud Tissier, II deniers. Jehan Colas sur sa terre de Lacroix qui fu aux enfans Jehan Gondart, II deniers. Ledit Jehan sur sa terre des Marches qui fu auxdiz enfans Gondart, II deniers; ledit Jehan sur sa terre de la Cozette qui fu ausdiz enfans, II deniers. Huguenin Tissier sur sa

terre des Fourches, tenant aux enfans Gaiot, Duille, **iii deniers**; ledit Huguenin sur la chaume tenant à la grange Henry Pommier, **iii deniers**. Ledit Huguenin sur l'osche devant sa maison, **iii deniers**. Andriet Malcieux sur sa terre des Essarts, **i denier**; ledit Andriet sur une pièce de terre qui fu Jehan Bonet, tenant à la terre de la cure, **i denier**. Le curé de Saint-Martin sur sa terre de Fuilloux, **i denier**. Les hoirs Hugues de Corbigny sur leur terre des Essarts, qui fu Rouillard, **i denier**. Guillaume Compain sur sa terre de la Chaume qui fu Marguerite, fille Yveau Pommier, **i denier**. Perrot Ducrot pour sa terre et osche des Blés-Dacheras, **ii deniers**. Jehot Tarin sur sa maison et osche tenant à la maison aux enfans Arnand, Duille, **i denier**. Ledit Tarin sur la terre darrier la grange Henry Pommier, **iii deniers**. Huguenin Bureau sur la terre partie du Bergier qui fu Belon, fille Jehot Tarin, **iii deniers**. Guillaume Ruau sur le champ Bergerat et sur l'osche et maison qui fu Jehan Maître, **iii deniers**. Ledit Guillaume sur le champ qui fu Regnaud Gondart, tenant aux bois du chappitre de Nevers, **ii deniers**, sur le champ de Bergerat qui fu Belon, fille Tarin, **ii deniers**. Perart et Gaiot Baulon et Broullart sur leur terre de Auxerte qui fu Pointassier, **i denier**. Item, de la terre des Essarts, tenant au curé de Saint-Martin-Duille, **i denier**. Item, sur leur terre qui fu Guillaume Gaiot, assise costé les Fourches, **ii deniers**. Item, la terre dessus le four qui fu Pernelle Delacroix, **i denier**. Guillaume Compain de la terre des Essarts qui fu Jehan Delacroix, **ii deniers**; Andriet le Malcieux de la moitié du pré qui se tient à la rue Masthère, **i denier**; ledit Andriet du pré du Nonet, **ii oboles**; ledit Andriet du pré de la Planche-Masthère qui fu Huguenin Queroy, Jehan de Pougues sur le pré de la Planche-du-Gué qui fut Huguenin Levesque, **i denier**. Gaiot Broullart sur la terre des Essarts, **i denier**. La femme Bonamy Demene sur la terre du champ Petaud, tenant à la terre Perrin Muart, **ii deniers**; Regnault Valuan sur la terre des Chantres, tenant à la terre de la Croix, **iii oboles**. Guillaume Coullart de la terre des Fourches, tenant aux champs Henry Pommier, **iii oboles**, sur sa maison et osche tenant à la maison Corneau,

1 obole ; luy sur sa terre de la Chaume costé la grange Henry Pommier, III oboles. Amiot, fils Gaiot, Duille, sur sa part du champ Petaut, II deniers. Alix, fille Gibaut Delacroix, sur ung quartier de terre tenant à la terre Thevenin Leschereau, 1 obole. Guillaume Gaiot sur sa terre de Chaumes tenant à la terre Regnault Valneau, III deniers ; Gaiot Guionnet sur sa terre des Chaumes devant le bois de Saint-Loup, 1 denier. Jehanne, fille Jehan Girart sur sa partie du pré de la Planche-Maithère, et Robert Moreau de sa partie dudit pré de la Planche-Maithère, III deniers. — Autres cens debuz à la Saint-Jehan decolates. Guillaume Legendre sur ses terres qui furent Perreau Pommier, 1 denier. Guillaume, filz Thevenin Gaiot, sur le pré qui fu Rollin Bouchouart, tenant au pré des Saulles, 1 denier. Autres cens debuz au jour Saint-Germain et Saint-Remy, Jehan Duyn de l'osche qui fu Perreau Arnoul, 1 denier ; ledit Jehan sur la vigne du Noyer-Geaugé, 1 obole ; ledit Jehan sur sa part de ladite vigne qui fu Gillette, fille Perrin Boudin, 1 obole. Les hoirs Jehan Moqart sur leur pré des Saulles, II deniers ; Guillaume Maubuisson sur son pré appelé le pré de l'Oison, II deniers. Les hoirs Huguenin Dacrot sur une pièce de terre qui touche au chemin de Saint-Martin-Duille, 1 denier. Huguenin Gaiot sur son pré des Ramiers tenant au pré de Remeron III deniers. Luy sa terre de la Poletière, 1 denier. Luy sur sa terre des Aumes, 1 obole. Amiot Levasque du pré des Fossés tenant à la rivière Duille et au pont Theuron, II deniers ; luy sur le pré des Murs tenant au pré Huguenin de Veausse, 1 denier. Luy sur la moitié de l'osche à la Sourde, II deniers ; luy sur la moitié d'un pré en la prairie de Demeurs tenant au pré Huguenin de Veausse, 1 denier ; luy sur le pré des Fossés qui fu Thevenin Gaiot et Boeau, VI deniers. Jehan Colangeau sur la moitié du pré qui fu Guillaume Berteau tenant aux hoirs Huguenin de Veausse, 1 obole. Huguenin Valneau sur la moitié de l'osche qui fu à la Sourde, II deniers. Luy sur une pièce de terre assise auprès d'Agnizelles, 1 denier. Jehan, filz Perreau Lesquier, sur la terre de la Fegnaiche qui fu Gaiot Delacroix, II deniers. Luy de la terre à la Brunière, 1 denier. Jehan Colas sur esole à la Sourde

qui fu Guillaume Le Goys, vii deniers. Luy sur son champ du Gué-Duillon, ii deniers ; luy sur le champ Vuler, ii deniers. Jehan Fortrain sur l'osche devant sa maison, iiii deniers. Perreau de Pogues sur le pré de Langereau qui fut Johanne de Champaudon, ii deniers. Seguin dît Gondart sur son champ du Gué-Duillon, ii deniers. Jehan Dugué sur le champ Liau qui fu Isabeau la Gastine, iiii deniers, Jehan filz Perreau Lesculier sur une partie de terre assise en la Fournache, viii deniers. Luy de la terre qui fu Guiot Delacroix, ii deniers. Guillaume Selot sur la terre du Moulin et Doves, ii deniers. Ledit Selot du pré assis devant la maison Jehan de Paris, iii oboles. Perreau Baulon sur la terre de la Fournache qui fu Jehanne fille Bureau, ii deniers. Les hoirs Huguenin Coquelin sur la maison et osche qui fu Roullin de la Brose, i denier. Iceluy sur la terre des Ormeaux tenant à l'estanc mons^r levesque, ii deniers. Othnin dît Gondart et les hoirs Mormont sur les hastes des Trureaux .i denier. Iceulx sur l'osche qui est assise darrier la maison Jehan Delourme, ii deniers. Yvonne Roullin sur un demy quartier de pré appelé le pré de l'Oyson, iiii deniers. Perreau de la Croix sur le pré qui fu à la Sourde, iiii deniers ; luy sur le quartier des Chailloux, i denier ; lui sur le pré seant aux saulles au Briou, ii deniers ; lui sur sa terre seant au dessus de la terre de Jourdain, ii deniers. Johanne fille Guillaume Ducrot sur les cinq haste des Fouraux tenant aux enfans Andrien Caresme, ii deniers. Les hoirs Henry Pommier sur leur pré de Bercy qui part à Thevenin Guiot, ii deniers. Iceulx de leur part de l'osche à la Sourde, ii deniers. Iceulx du pré des Fosses qui fu Adeline fille Jehan Petit Arondeau, vii deniers. Jehan Selot du champ des Chaumes qui fu Adeline fille Michau, vii deniers. Les enfans Coquelin de l'osche qui fu Regnault, ii deniers. Jehan Saintamy sur les journaux qu'il tient, tenant à Vaudry, ii deniers. Ledit Jehan sur l'osche qui fu à la Ridet, i denier. Lui sur sa terre des Touraux tenant a la terre d'Asteau de Saint-Martin-Duille, ii deniers. Guillaume Voinchat sur sa terre des Touraux qui fu Perreau Villet, ii deniers. Agnès fille feu Milon Sagler sur sa terre des Belosses, i denier. Le curé de Saint-Martin-Duille sur

sa terre des Tonraux, i denier. Huguenin Fissier sur sa maison et osche assise devant la maison Martin Rabot, iii deniers. Jehan de Lussenay sur ses prés de Langeron qui furent Guillaume Chevrot tenant à la grant rivière, xxi deniers. — Aultres cens au jour de la feste aux Morts : Huguenin Gulon sur ii quartiers de terre séant aux Poiseux tenant aux terres de Remeron et à la rivièrre de Nyèvre, iii deniers. Lui sur ung quartier de terre qui fu Jehan Rousseau, ii deniers. Luy sur la terre des Bouloises es Balore, tenant à la terre Jehan Filler, ii deniers, ii oboles. Lui de sa maison et tenement qui fu Huguenin Sautereau, i denier. Lui sur l'osche et sur la maison Begar, tenant à l'osche Gaultier Delaville, i denier. Luy de l'osche devant le four que vend la fille Andrieu, i dixain. Guillaume Selot sur la maison et sur les ii parties de l'osche qui fu Guillaume Legendre, viii deniers. Jehan Colas sur les osches et sur les Beloisès es Balore seant à Maupertuis, x deniers. Luy sur ung quartier de terre et sur la maison seant au terrouer de Maupertuis, viii deniers, i obole; lui des terres des Pralets tenant aux terres Alipx Coquille, ii deniers. Lui sur une pièce de terre assise darrier la maison aux Valois, i obole. Lui sur l'osche qui fut a la Valoise, iii oboles. Huguenin filz Jehan Praiseu sur l'osche et sur la maison de Maupertuis tenant à la terre Alipx Coquille, viii deniers. Ledit Jehan et Jehan filz Guillaume Valau sur leur terre de Maupertuis, tenant à la terre Gaultier de la Ville, iii oboles. Iceulx sur les closels tenant au champ Alipx Coquille, i denier. Iceulx sur l'osche darrier la maison Sauterel, i obole. Jehan filz Perrin Dugué sur la terre du Pautais tenant aux terres Alipx Coquille, iii deniers. Luy sur les osches de la rue Delacroix, ii deniers. Huguenin Filler sur la pointe de Lagoulain qui fu Jehan Rousseau, i denier. Jehan de Paloiseau sur sa terre d'Angoulain tenant à la terre ès Baloises, i obole. Jehan de La Taille sur son champ des Prelles tenant aux terres de Remeron, ii deniers. Jehan de La Croix sur i quartier de terre assis en grant champ tenant à la rue de Sourdan, i denier. Aultres cens au jour Saint-Martin d'iver : Jehan Lescuier sur un quartier de terre tenant à

Poche aux enfans Corneaux, 1 denier. Andriet Malcieux sur ung cheneau de maison qui fu Guillaume Coullart, iii deniers. Jehanmot Tarin sur l'osche et sur la maison qui fu Perreau Laitier, 1 obole. Segatz Leclerc a cause de sa femme, sur sa part de la terre des Touraux de Saint-Martin-Duille, 1 obole. Lui sur l'osche de la Bernate, ii deniers. Jehan Valcan de l'osche qui fu Perrin Tissier, 1 obole. Lui d'une partie de pré assise d'arrière le moulin tenant au pré Perreau Pommier, 1 obole. Jehanmot Leclerc sur sa maison où il demeure et le vergier d'un autre côté, 1 obole. Le curé de Saint-Martin-Duille des cheneaux de Saint-Martin, ii deniers. Amiot Pommier sur sa maison et sur Poche, iii deniers, 1 obole. Adeline fille Bonne de L'Ouvrier sur sa terre de la Corne de la Ruelle, 1 denier. Andriet Crestien sur une pièce de terre qui se tient au champ à la Ville, ii deniers. Lui sur une pièce de terre qui fu Jehan Crestien tenant au champ Vulez, ii deniers. Guillaume Valcan sur le champ de la Ville tenant à la terre Denis Valcan, xii deniers. Jehan Basile, Guillaume Valcan, Bacheau La Seguinette sur l'osche à l'Audynate tenant à la terre qui fu Seguin Le Clerc, vii deniers, 1 obole. — Autres cens qui se paient le Rindetrain de Noel : Confin Bouchart neveu et héritier de feu Denis de La Chapelle, sur la moitié d'un pré appelé pré Dodart touchant à monsgr levesque, ix deniers. Lui, sur un champ appelé le Chief-de-la-Ville tenant au champ de la Vanne, iii deniers ; messire Jehan Rousseau et les chapelains de Notre-Dame de Nevers, fondée en la cosse Saint-Cire, de l'autre partie dudit pré, ix deniers. Jehan Pillon sur l'osche qu'il tient, tenant au chemin commun, iii deniers. Lui, sur sa partie du pré à la Fermaude, 1 obole. Lui, sur sa partie du pré qui fu Guillaume Chamoreau, 1 obole. Perrin Patron de sa partie dudit pré, 1 obole. L'osche Materbe, les mesures qui furent Huguenin Bertrix sont en la main dudit curier. Jehan Sartrin et Bongrant sur l'osche tenant au four du Montreault, iii oboles. Ledit Sartrin pour la moitié de Poche et de la maison assise aux Bordes tenant au pré Drouart, v deniers. Lui de l'osche qui est assise au dessous du chemin

de Prymery, xii deniers. Agnès fille Sairat sur l'osche qui fu Amiot, ix deniers. L'osche qui fu Bidet, l'osche Judas, l'osche qui fu Jehan Symon le quartier de terre qui fut aux Bidet et l'osche de la Grange qui fu Perrin Le Gendre sont en la main dudit esculier. — Aultres cens debus le jour de Notre-Dame en mars : Guillaume Tissier sur ung arpent de pré assés en Vuillart tenant au pré monsg^r levesque, iii deniers. Jehan Selot de deux quartiers de vigne qui sont au Mulet, i denier. Les boirs Huguenin de Corbigny sur une pièce de terre appelée le champ des Jeustes, et fu Guyonnet Bouillart, iii deniers. Une pièce de terre assise en la vallée des Robowans tenant à la paroisse de Saint-Martin-Duille. Une autre pièce de terre assise aux Fontaines es Audraux tenant au curé de Saint-Martin et la terre des Chaumes qui fut aux enfans Anjay et aux enfans Ridet, sont en la main dudit esculier. — Aultres cens qui se paient landemain de Pasques : les boirs Mermont de l'osche qui fu Cesseant assise en terre de Saint-Martin, ii deniers. Iceulx de la terre qui fu Astrot, tenant à la terre Minot de Contre, vi deniers. Amiot Levesque de l'osche du Corbier tenant à la chaume Duille, vii deniers, i obole. Lui de l'osche qui fu Regnault Tissier, tenant à l'osche du Corbier d'une part, iii deniers, i obole. Lui du pré qui est assés darrier la maison Thevenin Josseaulme touchant à la rivière qui va au moulin aux Doves, iii deniers. Guillaume Selot sur sa part dudit pré, iii deniers. Huguenin Chaterat sur l'osche assise devant la maison Robert qui fu Thevenin Legendre, iii deniers. Regnault Dwy de la moitié de la terre qui fu Effioz touchant à la terre à la Denesse, iii deniers. Toutes lesquelles choses dessusdites ledit esculier advoue et confesse à tenir en fief dudit monseigneur levesque à cause que dessus, et fait protestation en suppliant mondit seigneur levesque de mettre en meilleur forme ce present denombrement ou declaracion, soit en augmentant ou diminuant toutes et quelles fois qu'il viendra à sa congnoissance que faire le doye, et requies en soit par ledit monsg^r levesque ou ses gens officiers aians adocpuissance, sy comme ledit juré auquel nous adjoutons foy en ceste partie nous a rapportées les choses dessusdites estre

vraies. En tesmoling des quelles choses nous à la relacion dudit juré avons mis le seel de monseigr le conte dessusdit à ces présentes lettres, données le vingt cinquiesme jour de novembre, l'an de grâce mil quatre cens et treize. — Chatly.

Foi et hommage de la terre des Bordes à l'évêque de Nevers par Imbert de La Platière. 2 août 1438. — A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, Jehan Vivien, par la grace de Dieu evesque de Nevers, salut. Savoir faisons que noble homme Ymbert de La Platière, esculer, nous a aujourduy fait hommage et serment de feaulté, ainsi et par la manière qui est acoustumée de faire en tel cas, de sa terre et seigneurie des Bordes, et de tous les droiz, rentes et revenues et appartenances d'icelle ; laquelle terre est tenne de nous et de noz prédcesseurs en fié, à cause de notre terre et chastellenie d'Urzy ; ausquelx foy et hommaige nous, ou nom de nous et de notre eglise et evesché de Nevers, l'avons benignement receu par la manière acoustumée, sauf notre droit et l'autrui en toutes choses, pourveu qu'il sera tenuz de nous baillir son dénombrement ou nommée dudit fié en forme deue, dedans le temps de la coustume ; si mandons à tous noz justiciers et officiers et à chacun d'eulx, si comme à lui appartendra, prions et requérons tous aultres que ledit esculer facent, souffrent et laissent joir et user paisiblement de sa dite terre et seigneurie et des droiz, rentes et revenues appartenant à icelle, sans le molester en aucune manière ; sauf notre droit et l'autrui comme dit est. En tesmoling de ce, nous avons fait mettre à ces présentes le grant seel de notre court épiscopal de Nevers, l'an mil quatre cens trente huit le deuxiesme jour d'aoust. — Signé Bollin. — Sceau en cire jaune, représentant d'un côté une mitre d'évêque, entre les lettres I V., avec une légende effacée ; de l'autre côté on n'aperçoit plus que la partie supérieure d'une crosse d'évêque.

Aveu des fiefs de Massenay et de Montmigny. 7 avril 1464. — Aujourduy septiesme jour d'avril après Pasques l'an mil quatre

cens soixante-quatre en l'esglise cathedrale de Saint-Cire de Nevers, heure de neuf heures du matin dudit jour ou environ : en la presence de moy, Guillaume Patureaul, clerc notaire juré du roy notre sire en la prévosté de Saint-Pierre-le-Moustier, et des tesmoings cy dessoubz establiz, noble homme Ymbert de La Platière, esculier, seigneur des Bordes, a baillé sa nommée et dénombrement en forme de ses terres et seignories de Macenay et de Montmigny à noble homme messire Regnault de Ruffinat, chevalier, seigneur de Meaulce; lesquelles terres et seignories sont tenues en fief dudit chevalier, à cause de son chastel et terre de Bouy, si comme disoit ledit esculier; protestant ledit esculier que s'il avoit aucune chose obmis et oblié à mettre en sa dite nommée, qui fust du fief dudit chevalier, que il ne lui tornast en rien à prétendre, que il offroit et estoit tout prest incontinant, ce venu à sa cognoissance, de le bailler et en faire foy et hommaige audit chevalier. Laquelle nommée ledit chevalier en la présence que dessus a reçue, sanz son droit et l'autrui. Desquelles choses dessusdites, ledit esculier m'a requis incontinant pour lui valoir en temps et lieu, ce que valoir pourroit et devroit, par raison que lui ay octroilé. En tesmoing de ce, j'ai signé ces presentes de mon seing manuel, les an et jour dessusdits, et devant honorables hommes et saiges Jehan de Paris, bourgeois de Nevers, et Jaquot Le Double, barbier de monseigneur le conte de Nevers, tesmoings ad ce requis et appelez. — Signé Patureaul.

Hommage de la seigneurie de Villiers présenté à Philibert de La Platière. 28 août 1484. — A tous ceulx qui verront ces presentes lettres, nous Philibert de La Platière, esculier, seigneur des Bordes, Prie-sur-Lixeure, Ymphy, Montigny et de Saint-Supplice-le-Chastel, salut. Savoir faisons que aujourdui date dessous, noble homme Philibert Armand, esculier, seigneur de Villiers-le-Sceç, demorant à Varzi, tant en son nom que aussi au nom et à cause de ses enfans et de feu Dominique d'Armes, sa femme, à cause de sesdits enfans, a fait les foy et hommaige que tenu nous est de faire des héritages et à la cause que dessus il

liant et porre de nous en fré à cause de notre chastel et seigneurie dudit Saint-Suppliea, en faitz au surplus les sermens de faculté en tel cas acoustumés... etc.... En tesmoing de ce nous avons scellé ces présentes lettres de nostre scel.... le vingt-septiesme jour d'aoust l'an mill cccc quatre-vingt et quatre. (Ce titre est mal conservé.)

Commission de gouverneur-capitaine-châtelain de Château-Chinon pour Philibert de La Platière. 3 juillet 1488. — Pierre, duc de Bourbonnais et d'Auvergne, comte de Clermont, de La Marche, de Fourestz, de l'Isle-en-Jourdain et de Villars, seigneur de Beaujolois et de Chastelchinon, de Nonnay et de Roche-en-Ruyer, per et chamberlier de France, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que pour la bonne et entière confiance que nous avons de la personne de notre amé et féal consellier et chambellan Phelibert de La Platière, chevalier, seigneur des Bordes et de ses seus, science, vaillance, loyauté, preudommye et bonne diligence, et aussi pour consideration des bons, continuelz et agréables services qu'il nous a par long-temps faitz, fait, et continue chacun jour en noz principaulx affaires et espérons que plus il nous fera en temps avenir, à icelui, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, par ces présentes, les offices de gouverneur, capitaine et chastelain de notre dite terre et seigneurie de Chastelchinon, que a tenu, exercé et possédé par ci devant, par don à luy fait par feu notre très cher seigneur et frère, que Dieu absolve, notre amé et féal Jean de Servièrres, chevalier, vacant à présent, parce que depuis notre nouvel advenement à nostre dit duché, terres et seigneurie, n'y a par nous aucunement esté pourveu. Pour iceulx offices avoir, tenir et doresnavant exercer par notre dit consellier et chambellan, ses lieutenans ou commis aux honneurs, préhéminances, libertez, galges, droiz, prouffitz et émolumens accoustuméz et ausdits offices appartenans, tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amez et feaulx gens de noz comptes à Molins, que dudit Philibert de La Pla-

tière prins et receu le serment en tel cas accoustumé, iceuluy mecient et insituent, de par nous, en possession et saisine desditz offices et d'iceulx ensemble des honneurs, préhémiances, libertez, galges, droitz, prouffitz et émolumens dessusdiz, le facent, souffrent et laissent joir et user pleinement et paisiblement, et à lui et à ses lieutenans ou commis obéir et entendre es choses touchans et regardans lesdiz offices de tous ceulx et ainsy qu'il appartiendra; oste et deboute d'iceulx offices ledit Jehan de Servières, lequel nous en avons osté, privé de sa charge, privons, osons et deschargeons et tous autres détenteurs d'iceulx, non ayans sur ce nos lettres de don ou confirmation, depuis nostre dit nouvel advénement à nostre diz duché, terres et seigneuries dessusdites, précédant en date cesdites présentes, par lesquelles mandons à notre trésorier ou receveur de notre dite terre et seigneurie de Chastelchinon qu'il paye, baillie et délivre à notre dit conseiller et chambellan les galges et droitz ausdiz offices appartenans, doresnavans par chascun an, aux termes et en la manière accoustumée; et par rapport auxdites présentes ou vidimus d'icelles, fait souz seel autempticipié pour une foiz et quictant dudit Philibert de La Platière, sur ce souffisant tant seulement, nous voulons lesdiz galges, droiz ou ce que payé et baillé luy en aura esté à la cause dessusdite, estre allouez et comptés et rabatuz de la recepte de notre dit trésorier ou receveur en ladite terre et seigneurie de Chastelchinon, ou d'autre qui payez les aura, par nos diz gens des comptes, auxquels nous mandons ainsy le faire, sans aucune difficulté. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre notre seel à ces dites présentes. Donné à Angiers, le troleiesme jour de juillet, l'an mil cccc quatre-vings et huit. — Sceau en cire rouge aux armes du duc de Bourbon.

Foi-hommage du fief de Saint-Sulpice par Philibert de La Platière, au seigneur de La Guerche. 15 juin 1489. — A tous ceulx qui verront ces présentes lectres, Jehan Bandereul, bourgeois de Saint-Pierre-le-Moestier et garde du scel du roy nostre sire en la prévosté dudit lieu, salut : savoir faisons que pardevant Jehan Paillet clerc notaire juré du roy notredit sire et

dudit scel, auquel quant ad ce nous avons remis notre pouvoir pour ce, et personnellement establiz, noble homme Robert de Bar, esculer, seigneur de Baugy et de La Guierce d'une part, et noble homme messire Philibert de La Platière, chevalier, seigneur des Bordes et de Saint-Supplice-le-Chastel, d'autre part, lesquelles parties, de ce et de là, sciemment, de leurs bon gré, pures et franchises volontés, publiquement et en droit ont cogneu et confessé, c'est assavoir que ledit chevalier a fait les foy et hommalge que tenu il est de faire audit Robert de Bar, esculer, seigneur de La Guierce, du chastel, terre, justice et seignorie dudit Saint-Supplice-le-Chastel, droiz, aises, appertenances et appendances d'icelle, et en la forme et manière que ses prédécesseurs, seigneurs dudit lieu, ont acoustumé de faire, tenux et mouvans en fyé dudit esculer, à cause de son chastel et seignorie dudit lieu de La Guierce; esquelles foy et hommaige ledit seigneur de La Guierce l'a receu, sauf en aultres chouses son droit et l'aultry, et luy a enjoint qu'il ait à lui baillier, ou faire baillier et délivrer son adven et dénombrement dudit fyé dedans quarente jours; et lequel seigneur de La Guierce s'est tenu content et bien payé des droiz et devoirs de quindeniers, en quoy ledit chevalier, seigneur des Bordes et dudict Saint-Supplice, pouvoit estre tenu envers luy, à cause de l'acquisition, par luy faicte, de ladicte terre et seignorie dudit Saint-Supplice, droiz, aises, appertenances et appendances d'icelle et en a quicté et quicte ledit chevalier et ses hoirs à tousiours mais, si comme disoient lesdites parties par-devant ledit juré qui à ce estoit présent. En tesmoing de ce et à la relation dudit juré, qui les chouses dessusdites nous a rapportées estre vrayes, le scel dessusdit avons mis et apposé à ces présentes lectres, au lieu de Baugy, le quinziesme jour de juing, l'an mil cccc quatre-vings et neuf. Présens nobles hommes Bertrand Grimaul, esculer, seigneur de Grossour, Simon du Chaillo, seigneur dudit lieu et honorable homme Guillaume Paturaul clerc, tesmoins ad ce requis et appelés. — Signé Paillet.

Procuracion donnée par le seigneur des Bordes, le 18 mai 1502, à l'effet de faire ériger les Bordes en haute, moyenne et basse justice. — Nous garde du seel ordonné aux contractz, receuz soubz le seel royal au bailliage de Mascon, sénéchaucée de Lyon, savoir faisons à tous ceulx qui appertendra, que pardevant Schastron Croppet notere et tabellion royal, habitans de Villefranche en Beaujolloiez, et en la presence des tesmolngs dessoubz nommez, fust estably en sa personne noble et puissant seigneur messire Phelibert de La Platière, chevalier, seigneur des Bordes au diocèse de Nevers, conseiller et chambellan de monseigneur le duc de Bourbon et d'Auvergne et son bailliz de Beaujolloiez, en son propre et privé nom; lequel de sa certaine science et propre mouvement a fait et constitué par ces presentes, fait et constitue ses procureurs généraulx et speciaulx et certains messagiers, c'est assavoir honorable et salge personne maistre Himbert de La Platière son filz, conseiller du roi nostre sire en sa court de parlement à Paris, doyen de Nevers, et noble et puissant seigneur Loys Girard, seigneur de Chevenon, combien qu'ilz soient absens, ledit tabellion toutesfoys stipullant au prouffit deulx et de toutz autres qui appertendra et ung chacun seul et pour le tout, tellement que par la preoccupation de l'ung deulx, la condition et puissance de l'autre ne soit empeschée, et les a faict, et les tient ses procureurs à transiger et appolncter avec révérend père en Dieu monseigneur Phelippes de Cleves, evesque de Nevers, et son chappitre de Nevers, et autres qu'il appertendra, de et pour certains controverses qui solent meuz et esperez de mouvoir, tant en la dite court de parlement de Paris que ailleurs, entre mondit seigneur l'evesque de Nevers, à cause de sa dignité épiscopalle, tant en demandant comme en deffendant d'une part; et ledit de La Platière seigneur des Bordes, d'autre part pour raison de la fortificacion et édifice de la maison des Bordes, et aussi de certains pontz estant sur la rivière de Nievre; et mesmement estoit question dire que monseigneur l'evesque comme hault justicier soy disant dudit lieu des Bordes, à cause de sa terre et chatellanie d'Urzy, vouloit empescher ledit constituant es choses dessusdites, qui pretendoit lui estre

deux comme seigneur foncier et direct de la seigneurie des Bordes, dont et à l'occasion de quoy plusieurs questions s'en estoient ensuyvz entre feu monseigneur Pierre de Fontenay, predecesseur de mondit seigneur Phelippes de Cleves et ledit seigneur des Bordes constituant, que sur ce en avoit obtenu sentence provisional à son prouffit, et pour venir à l'accord et paccification des choses dites, seront faitz et passez les traitez qui s'ensuyvent, si c'est du bon playsir de mondit seigneur l'evesque de Nevers et de son chapltre ; c'est assavoir que ledit seigneur des Bordes constituant dès à présent soubmet à perpétuel et prent en fief, de nouvel, de mondit seigneur l'evesque de Nevers, à cause de sa dignité episcopalle et de sa chastellanie d'Urzy, sa maison forte de Montigny-aux-Amoignes, ou ledit constituant a toute justice, haulte, moyenne et basse et droit de chastellanie, prevost et bailly en première instance, et du prevost l'on appelle devant le bailly ; remet aussi en la qualité que dessus sa terre et chastellanie d'Orrer-aux-Amoignes, où il a tel droit comme à Montigny; sa terre justice et seigneurie de Baugy, où il a prevost et bailly, avec toutes les appartenances desdites seigneuries ; lesquelles terres et seigneuries n'estoient auparavant tenus de ladite esglise de Nevers, ne d'autre seigneur, mais estoient tenus par ledit seigneur des Bordes et ses predecesseurs, de toute ancienneté, en franc alleu. En outre prend en fief comme dessus ledit constituant, deux ou trois cens livres de rante, ou environ, qu'il tient sans fief par chaque famille que soit aux terres de l'eveschée et aux terres dudit chapltre de Nevers, dont jamais ni luy ni les siens ne firent ne foy ne hommaige ; lesquelles terres seigneuries et rantes dessusdites valent de six à sept cens livres de rante par an et par commune estimation, et par ce voult et consent ledit constituant que lesdits seigneurs evesque de Nevers et ses successeurs seront dorénavant représentés vraz seigneurs et fendantz desdites terres et chastellanies et seigneuries de chascune d'icelles, avec droit de quint, rachapiz et autres droiz seigneuriaux et fendantz, telz que les ont et ont accoustumé de prandre les autres seigneurs du pays sur les terres de leurs vassaux ; moyennant aussi la somme

de — (laissée en blanc) — que ledit seigneur des Bordes constituant fera bailler réellement et délivrer à mondit seigneur l'évesque de Nevers, pour luy et son chapitre et pour ses successeurs evesques. Moyennant lesquelles choses mondit seigneur Phellppes, evesque de Nevers, consentira et accordera[expressement, s'ensuit ladite transaction : que ledit seigneur des Bordes constituant puisse fere en sadite maison des Bordes une tel ediffice et fortification que bon luy semblera, et néanmoins se departira de tout l'interest et droit qu'il pourroit avoir contre ledit constituant, à cause dudit procès, à cause de ladite fortification et aussi des ponts estant sur ladite rivière de Nyevre; et en oultre cedera, transportera, remettra mondit seigneur l'évesque audit seigneur des Bordes, à perpétuel, tout droit de haulte justice, moyenne et basse qu'il a en sa dite chastellanie d'Urzy, en ladite maison des Bordes, terres, prés, pastourages, boys, garennes, pescheries, cens, rantes, bordellaiges, maisons tenuz à cens d'iceluy bordellaige et autres terres et héréditaiges situez et assis dedans lesdites seigneuries des Bordes et chastellanie d'Urzy selon que s'extend et va la riviere de Nyevre que l'on appelle communement la grant Corne du costé des (?) qui va jusques au Pont-Saint-Ort; retient et réserve que si dedans ladite estimation y a de présent aucune pièce de terre qui soit du domayne de ladite esglise de Nevers et possédé par ledit seigneur evesque, elle demoura en la justice de l'esglise; retient et réserve audit seigneur evesque et à ses successeurs le fief des choses dessus-dites, tant de ladite justice que de la mayson-fort des Bordes, que de tout temps estoit du fief de ladite esglise. Et pour autrement ratifier et moyenner les choses dessus-dites avec mondit seigneur l'évesque de Nevers et son chapitre, a donné et donne ledit constituant à ses deux procureurs et à ung chacun d'eulx, la puissance et povoir que dessus, et de fere, passer et moyenner et accorder toutes autres choses necessaires et requises, et lesquelles ilz verront estre plus expédiantes à la matiere pour le bien de paix, quant avec elles requeriront dudit constituant plus ample puissance et mandement expressement, et de se presenter si besoling est pardevant tous juges pour fere auto-

riser et decreter ladite transaction tout ainsi qu'elle sera passée et acordée et nommément des choses feudales dessusdites ; se présenter pardevant mondit seigneur l'evesque ou ses commis, et luy en fere le serment de fidelité, hommaige et autres devoirs acostumez à son esglise, pour et au nom dudit constituant ; et a promis et promet ledit seigneur des Bordes constituant pour luy et pour les siens, par serment donné aux saintes euvangiles de Dieu et soubz l'obligacion de tous ses biens, en quelque part qu'ilz soient, avoir ferme et agréable tout ce que par ses procureurs ou l'ung d'eulx sera faict, moyenné, transigé et promis ès choses dessusdites et deppendances d'icelles, sans jamais venir au contraire ; et lesquelles ledit constituant, si besoing est après, les ratifiera et agreara tout ainsi quelles seront accordées et passez, et releve sesdits procureurs de toutes charges, et pour ce fere s'en est soubmiz ledit constituant et ses biens aux cours et juridiction du roy notre sire, de son baillly de Saint-Pierre-le-Motier, et official dudit Nevers, et de toutes juridictions temporelles et spirituelles avec les clauses nécessaires. En tesmolng desquelles choses, nous garde dessusdit, avons mys à ces présentes le sèel ordonné aux contractiz, ausdits baillage et sénéchaussée. Faict et donné à Villefranche à l'enseigne de la Teste-Noire, le mercredi dix-huitiesme de may, l'an mil cinq cens et deux : présens venerables personnes messire Annemond Payen juge, et Girard de La Bruyère, docteurs, demourans audit Villefranche, à ce présens et requis.

Lettres du roi Louis XII autorisant Imbert de La Platière à faire mainmise sur les fiefs et héritages de certains vassaux dudit seigneur. 15 janvier 1509 (1). — Loys par la grace de Dieu, roy de France, au premier huissier de notre parlement, ou notre sergent sur ce requis, salut. De la part de notre amé et

(1) L'original de ces lettres est conservé aux archives de la préfecture de la Nièvre.

féal conseiller en notre court de parlement, malstre Imbert de la Platière, seigneur dudit lieu de la Platière, des Bordes, Prie, Imphy, Franay-les-Chanolnes, Crouer, Montigny-ès-Amoungnes, Sauvages et le Coudray, nous a esté humblement exposé que à cause de ses dites terres et seigneuries et autrement devant, il a plusieurs beaulx, droiz, hommes et subjects tenans de luy en foy et hommaige, censive et autre devoir; et y a en ses dites seigneuries aucuns fiefs et héritaiges vaccans, les ungs vaccans et les autres occuppez par aucuns détenteurs, qu'ilz, ou les aucuns d'iceulx, ne luy en ont fait les foy et hommaige, ne payez les droiz et devoirs pour ce deubz, au moyen de quoy ledit exposant a mis ou a intention de mettre en sa main lesdits fiefs et héritaiges, ou aucuns d'iceulx; mais il doubte que les détenteurs ou autres s'efforcent l'ignorant, enfraindre sadite main, si la notre en confortant la sienne, ne y estoit aussl mise et apposée; sur ce il dit humblement requérir sur ce notre permission. Pourquoy nous, ces choses considerées, désirans pourvoir à nos subjectz, selon l'exigence des cas, ce mandons et comectons par ces présentes, que après la suitte sera apparu de la mainmise dudit exposant ès ditz fiefs et héritaiges, ou en aucuns d'iceulx, en icelle confortant, mettz et appose la notre en faisant expresse inhibition et defense, de par nous, sur contrainte et grans peines par nous à appliquer envers les detempteurs et occupans desdiz heritaiges et fiefs, et à chacun d'eulx et à tous autres qu'il appartiendra, et dont seras requis, et de ne enfraindre ou faire enfraindre lesdites mainmises et de ne actempter ou intervenir (?) en aucune manière contre, ne ou contraire d'icelles, et à ce faire souffrir et obeyr; les contraindre par toutes voyes deues et raisonnables. Car ainsy nous plaist il estre, et pour ce, à notre dit conseiller exposant, l'avons octroyé et octroyons de notre grace especial par ces dites présentes, non obstant oppositions ou empeschemens quelzconques quant aux choses noblement tenues, et quelzconques lettres subreptices à ce contraires. Mandons et recommandons à tous justiciers, officiers et subgetz que à luy, en ce faisant, soit obey. Donné à Paris le quinziesme jour de janvier, l'an de grâce

mil cinq cens et neuf, et de notre règne le douzième. Par le conseil signé Durant, avec grille et paraphe (1).

Acte d'affranchissement ou de manumission consenti par Guillaume de La Platière à Jean Girard et à sa famille, serfs de la seigneurie du Coudray. 1^{er} mai 1514 (2). — A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, Pierre Baudereul bourgeois de Saint-Pierre-le-Moustier, et garde du seel du roy nostre sire, estably aux contraulx en la prevosté dudit lieu, et Pierre Des-trappes chastelain de Nevers, commis à la garde du seel de la prévosté dudit Nevers, pour hault et puissant prince monseigneur le conte de Nevers et d'Auxerre, pert de France, salut. Savoir faisons que par-devant Pheppe de Beaulieu, clerc notaire juré du roy nostredit sire soubz ledit seel de Saint-Pierre-le-Moustier, usant dudit office du pouvoir et auctorité du roy nostredit sire, et avec Blaise Ramier, clerc notaire juré dudit monseigneur le conte de Nevers, soubz ledit seel dudit Nevers, usant d'icelluy office de l'auctorité et pouvoir dudit seigneur, fut pour ce personnellement estably noble escuyer Guillaume de La Platière, baron de Prye-sur-Lyxeure, seigneur d'Imphy, Semellas, et du Coudray ; lequel considérant la sainte escripture que nous tesmoigne que celluy — (quelques mots effacés) — aura (?) relaxation de ses pechés qui rachapte et délle le serf du jou et lien de servitude ; et que anciennement tous indifferement dès le commencement du monde et de humaine nature, Dieu notre créateur créa et forma homme et femme en pure liberté et franchise, estant et usant de leur soame et libéral arbitre ; considérant en oultre que nostre beгноist sauveur et

(1) Imbert de La Platière, qui devint évêque de Nevers, ne prend présumablement, dans l'acte ci-dessus, la qualité de seigneur des Bordes, Prye, Imphy, etc., que par la raison que le partage de la succession paternelle entre lui et ses frères n'était pas encore fait.

(2) Cette pièce fait partie des quelques titres de la maison de La Platière conservés aux archives de la préfecture. Une autre chartre, du mois de juin 1494, contient aussi l'affranchissement accordé par Philibert de La Platière à Gauthier Grangier et sa famille, de Semellins.

rédempteur Jhésus voulut prandre chair humaine en la très-saincte begnoiste et glorieuse vierge Marie, souffrit mort et passion en l'arbre de la croix, et respendit son digne et precieulx sang pour nous rachepter et délier de la mauvaise servitude, ou nous estions tous liez et sugetz par le péché de Adam nostre premier père, et nous rachepta et restablit en nostre première liberté et franchise et pouvoir ; ledit esculier meu de pitié, ayant lesdites considérations et aussi esgard aux bons et agréables services à luy par cy devant faitz par Jehan Girard l'aisné, Martine Girard sa femme, Denis Girard le jeune, Guillaume Girard, Simone la femme de feu Gulot Girard, Phelippe Girard, et Huguenin Girard frères, enfans desditz deffunctz, et vesse Guillaume Girard, filz de feu Jehan Girard, Denis Girard l'aisné et Jehanne sa femme, et Ysabeau, vesse de feu Guillaume Girard, tous commungtz et parsonniers demorant audit lieu du Couldray, et tous hommes et femmes serfz et de serville condition dudit esculier, à cause de sadicte seignorie du Couldray et aussi pour les services gratulz, et plusieurs que eulx et leurs prédécesseurs ont au temps passé faitz aux feux père et mère dudit esculier, et pour l'espoir qu'il a, que encores ilz luy feront au temps advenir, icelluy esculier de sa plaine science, pure, franche et libérale volonté, publiquement et en droit a cognen et confessé avoir manumys et afranchy, et par ces présentes manumet et afranchist ledit Jehan Girard l'aisné, Martine sa femme, Denis Girard le jeune, Guillaume Girard, Simone vesse de feu Gulot Girard, Jehan Girard et Huguenin Girard frères, enfans desditz deffunct et vesse Guillaume Girard, filz de feu Jehan Girard, Denis Girard l'aisné et sadite femme, Ysabeau vesse de feu Guillaume Girard commungtz et parsonniers dessusditz, ensemble leur postérité et lignée né et à naistre, tant masles que femelles, de hoir en hoir, descendant successivement de leurs propres corps de tout le lien et obstacle de servitude, en quoy ilz estoient astrainct envers ledit esculier à cause de sadite seignorie de Couldray ; ensemble de toutes tailles, corvées et subsides, poursuites et mainmortes, exactions, subventions, conventions, et autres charges dépendant de ladite servitude ;

en voulant et consentant ledit escuier que lesdiz Girardz, leurs dites femmes, commungtz et parsonniers dessus nommés avec leur dite postérité et lignée, née et à naistre, descendant comme dit est successivement de leurs corps, dès maintenant, et a perpétuellement jouisse et leur lalsse joyr et user dudit privilège et liberté de franchise, ainsi que sont et ont accoustumé de faire les franciz bourgeois et cytoyens de Romme et de Paris, et tout ainsi que si jamais servitude n'avoit esté donnée ou introduicte, et sans ce que icelluy escuier, ni ses hoirs et ayant cause, leur en puisse aucune chose quereller, ni demander, au temps advenir, ni à leur dite postérité et lignée née et à naistre en quelque manière que ce soit; donnant et octroyant en oultre ledit escuier esdiz Girardz et à leurs femmes, commungtz et parsonniers dessusditz et à leurs dites postérités et lignée, né et à naistre, de hoir en hoir successivement, toute liberté et franchise pure et necte et générale administration de leurs biens tant meublez qu'immeublez et héritaiges quelconques, en disposer et ordonner en telle manière que sans aucun obstacle de servitude lesdiz Girardz afranchys et manuyms, commungtz et parsonniers dessus nommez et leurs diz hoirs de hoir en hoir successivement creés et advenir descendent de leurs propres corps, comme dit est, jouissent doresnavant et a tousjours maltz, perpétuellement faire et passer tous contraulx, et ratifier, et estre en jugement, faire lesdiz clerchez et notaires, prendre, avoir et obtenir la succession et eschoite l'ung de l'autre, quant le cas y escheura, et généralement de faire aux choses dessusdites, leurs circonstances en chacunes d'icelles, tout ainsi que personne franche et père de famille peut et doit faire, si comme filz feussent franchement nez, et demourez en liberté et franchise en tout. Pour ces causes et considerations dessusdites et moyennant aussi la somme de neuf livres tournois pour une foys, que ledit Jehan Girard ad ce present, stipulant et acceptant pour luy et les autres dessusditz esdiz commungtz et parsonniers en a pour ce payez, baillez et delivrez audit escuier, manuellement et comptant, si comme disoit ledit escuier, et dont il s'est tenu et tient pour comptant

et bien payé et en a quicté, declairer quicte lesdiz Girard, commungtz et parsonniers dessusdiz, pardevant lesdiz jurez; et aussi moyennant et par molen que icelluy Jehan Girard tient pour luy et en son non, que pour et ou non de sesdiz commungtz et parsonniers absens et pour lesquelz il a promis en prenant en main sur l'hypotheque et obligacion de tous de ses biens, quant à leur faire ratifier, se besolngt soit, le contenu en ces présentes, constitué et assaigné affaict, constitue et assaigne par cesdites presentes audit esculer et aux siens la somme de vingt-trois solz quatre deniers tournois de rante et ung deniers tournois de cens, à la costume du pays ; pourtant ledit cens, toute directe, seignorie, default, lotz, vente, retenue et remument, et ainsi et au lieu comme les autres cens de ladite seignorie du Couldray se payent et ont costume de payer audit esculer ou à son receveur ou commis audit lieu. Le premier terme de payement sera commencé desdites rentes et cens, à la feste Notre-Dame, en mars prochainement venant... — (Suit le détail des héritages sur lesquels seront affectés les vingt-trois sols, quatre deniers tournois de rente, et les formules finales de l'acte.) — En tesmoing de ce, avons mis et apposez les seelz desdites prevostez à ces presentes. Donné et passez au chastel dudit Prye, le premier jour de may, l'an mil cinq cens et quatorze. — Signé de Beaulieu et Ramier.

Transaction pour les usages des bois de Mauboux. 24 août 1517. — A tous ceulx qui ces présentes lettres verront Pierre Bandereul bourgeois de Saint-Pierre-le-Moustier et garde du scel du roy notre sire, estably aux contracts de la prevosté dudit lieu, salut : savoir faisons que pardevant Etienne Lucas clerc juré du roy notre dit sire, et notaire dudit scel, usant du pouvoir et auctorité dudit seigneur pour ce personnellement estably noble et puissant seigneur messire Phelippe de La Platière chevallier, seigneur des Bordes, Saint-Sulpice-le-Chastel, Saint-Firmin-de-Bussy, et de Saint-Martin-d'Ourouer d'une part, et vénérable personne messire Firmin Robln prestre, curé dudit Saint-Sulpice, pour luy et ses successeurs curés à venir dudit lieu, Guillaume

Revireau, Martin Revireau, Dimanche Revireau, Jehan Lapotre dit Moireau, Jehan Lapotre dit Linard, Colas Revireau, Jehan Dufond, Jehan Simonin, Dimanche Lapotre, Jehan Segnin, Michot Delaforge, Nicolas Maubianc, Jacques Moireau, Philibert Prestre fils de feu Colas Prestre, Vinaut Prestre, Mathé Vigeon, Toussaint Ravier, Berthier Bouzon, Louis Pelé, Guillaume Buseron, Denis Duprilot, Philibert Joly, Jehan Chaumereuil dit Tixier, Jehan Chaumereuil cardeur, Vincent Chaumereuil, messire Vincent Ravier prestre, Estienne Ravier, André Ravier, Pierre Ravier, Simon Ravier, Jehan Chapotot, Jehan Blanchart dit Le Roy, Guillaume Ravier, Aré Ravier, Jehan Lojot, Guillaume Grizard dit Desvignottes, Firmin Ravier, Louis Grizard Louis Tannay, Simon Grizard dit Bellin, Hugues Bureau, Jehan Vannay, Guillaume Grizard fils de feu Simon Grizard, Collas Grizard dit Bellin, Gayot Regnault, Jehan Girard, Jehan Janvier, Blaize Tarbottier, Jehan Marault, Pierre Giraud, et Jehan Thibault gendre de feu Guillaume Marault, à ce presens et acceptans pour eulx et pour les autres habitans dudit Saint-Sulpice et Saint-Firmin-de-Bussy absens pour leurs communs personniers et pour leurs hoirs presens et à venir d'autre part; lesquelles parties soiemment de leur bon grex et bonnes volontés publiquement et en droitz ont cogneu et confessé c'est assavoir : ledit chevallier pour luy et ses hoirs audit messire Firmin Robin curé dessudit et ses dits successeurs, à tous les autres dessus nommés desdits habitans dudit Saint-Sulpice et Saint-Firmin absens, à leurs communs personniers et à leurs dits hoirs presens et à venir, dès maintenant, à titre de cens annuel et perpétuel portant directe seignorie, deffault, lods, ventes, retenues, suivant les uz et coutume du conté de Nivernois; avoir baillé consenty et accordé audit messire Firmin Robin pour lui, sesdits successeurs, tous les autres dessus nommés pour eulx les autres habitans dudit Saint-Sulpice et Saint-Firmin-de-Bussy absens, pour leurs dits communs personniers et pour leurs dits hoirs presens et avenir audit titre de cens annuel et perpétuel, selon la coutume devant dite, avoir pris, retenu et tenu dudit chevallier et de ses dits hoirs,

c'est assavoir : le droit d'usage es bois de Manboux appartenant audit chevalier à cause de sa seigneurie de Saint-Martin d'Ouroier, pour en iceux usaiges prendre tous bois, pour faire leur singulier profit, tout ainsy que lesdits bois d'usage s'extendent et composent de long en long et de large en large; tenir, jouir, posséder et gouverner d'iceluy droit d'usage, en prendre les fruits et profit, revenus et émolumens, les faire leurs, soubs la charge de deux sols tournois de cens pour chacun feu desdits habitants, selon les us et coustume dessusdits; lequel cens lesdits dessusdits nommés seront tenus et ont promis et les absens et leurs communs personniers et hoirs ausy seront tenus rendre et payer audit chevalier et à ses hoirs le jour et feste de la Circouconcion de Notre Seigneur, au lieu dudit Saint-Sulpice, chacun an, le premier terme de payement commençant à ladite feste prochainement venant et ausy en payant chacun an par les dessusdits, leurs dits communs personniers et leurs hoirs audit chevalier ou à son pasnager, les droitz de passage et faux passage, ainsy qu'ilz ont accoustumé par cy devant de payer; ensemble le droit de blairie, ainsy qu'ilz ont ausy accoustumé de payer par cy devant d'ancienneté; et a été accordé entre lesdites parties que si le cas advient les dessusdits et leurs communs personniers se partent ou divisent, en l'un et l'autre d'iceluy, ilz seront tenus de payer pour chacun feu ladite somme de deux sols tournois aux jour et lieu que dessus. Item, plus a été accordé entre lesdites parties, que si le cas advient que ledit chevalier acquiert de son seigneur la terre et seigneurie de Chassy, à présent appartenant à mes seigneurs les venerables doyen et chapitre de Nevers, ex dit cas de demeurence et résidence en ladite seigneurie de Chassy, ledit chevalier les pourra faire usalger desdits usaiges, pourvu qu'ilz ne pourront mener du bois qu'ilz prendront es dits usaiges, hors ladite justice de Chassy; en oultre est accordé entre lesdites parties que ledit chevalier ne pourra mettre d'autres usagers doresnavant hors ceulx qui seront demourans et residans es parolasses et seigneuries desdits Saint-Sulpice et Saint-Firmin-Chassy. Car ainsy l'ont voulu, dit, promis, passé et accordé lesdites parties,

par-devant ledit juré ; promettant lesdites parties par leur foy et serment pour ce donnés corporellement en la main dudit juré et sous l'obligation et hypothèque de tous leurs biens quelconques, meubles et immeubles presens et avenir, que contre le contenu de cesdites présentes jamais ne viendront aller, ni venir feront par elles, ny par autre, en aucune manière au temps avenir, tiendront, entretiendront, garderont et accompliront de point en point, fermement et sans corrompre, et ledit chevalier à ses despens garantira et deffendra auxdits preneurs à leurs dits communs et personniers et à leurs dits hoirs ledit droit d'usâge envers et contre tous, en jugement et dehors, en payant ladite charge de cens chacun an, au jour et lieu dessus dit et en faisant et accomplissant les choses dessus dites, sans autres charges quelconques sous peine de rendre et payer l'une partie à l'autre à leurs dits communs personniers et à leurs dits hoirs, tous coûtz, fraiz, missions et interretz, pertes, dommages sur ce faites et reçues, souffertes ou soutenues ; voulant lesdites parties être pour ce contraintes de par le roy notre dit sire, par la prise, vente et exploitation de tous leurs dits biens ; lesquels elles ont pour ce obligez et soumis à la juridiction de contraincte du roy notre dit seigneur et son dit seel, du tout en tout quand à ce, et renonçant par leur dite foy à toutes et singulières actions, exceptions, raisons, deffenses et allegations de fait et de droiz quelconque et generalmente à tout ce que on pourroit dire, alleguer, proposer ou debattre contre la teneur et le contenu de cesdites présentes et mesmement au droit disant générale renonciation non valoir si l'especial n'est précédent. Donné audit Saint-Sulpice-le-Chastel à la relacon dudit juré du scel dessus dit ; scellé en temoing des choses dessus dites le vingt-quatriesme jour d'aout, l'an mil cinq cent et dix sept ; présens noble homme Jehan du Chastel esculier seigneur de Chassy, honorable homme Huguenin de La Sarre et messire Jehan Robin prestre dudit Saint-Sulpice, témoins à ce requis et appelés. — Signé Lucas.

Retrait lignager. 1529. — A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, Gilbert de Mésangarbe licencié ès loix, conseiller de haulte et puissante princesse madame la contesse de Nevers et de Dreux et garde du seel establi aux contraulx en la prevosté dudict Nevers pour ma dicte dame, salut. Comme il soit ainsi que ce jourduy noble seigneur messire Guillaume de La Platière, chevallier seigneur de Prye, Ymphy et Semellins, par proximité de lignage ayt racheté et retiré des mains de noble homme et salge maistre Jehan de Morogues, seigneur des Landes et esleu de Gyen, la terre justice et seignorie de Saint-Martin-d'Orouer, ainsi qu'elle avoit esté vendue par dame Catherine de la Fayette, en son nom et comme ayant la garde noble des enfans d'elle et de feu messire Phelippes de La Platière, en son vivant chevallier seigneur des Bordes, et frère dudict messire Guillaume de La Platière, moyennant la somme de quatre mil livres tournois que icelluy chevallier a remboursé réaulment et de faict audit de Morogues, pour pareille somme que icelluy de Morogues avoit payée à ladicte dame pour le fort principal et acquisition de ladicte terre, justice et seignorie, ensemble de la vraye réelle et naturelle propriété et possession et tout le droict, nom, action, propriété et saisine, domaine et seignorie personnelle, utile, miste et directe, et generallyment de tel droict que ledict de Morogues y avoit, s'en est desmys et en a revestu et saisi ledict chevallier et les siens ; et pour les loyaux artz et fraitz lesditz chevallier et de Morogues les ont redmiz et faict composition à certaine somme de deniers : savoir faisons que ce jourduy, date de ces lettres, pardevant Jehan Delyn, clerc notaire juré de madicte dame, ont esté personnellement establys lesditz chevallier et de Morogues, lesquels sciemment, de bon gré et bonne volonté, assavoir ledict chevallier pour faire payement et remboursement audit de Morogues de ladicte somme de deniers, ainsi composée pour dict est, a dès maintenant jusques au vingt huitiesme de décembre prochainement venant, qui est semblable jour que ledict de Morogues acheta ladicte terre, justice et seignorie de Saint-Martin-d'Orouer, cédé quilcté et transpourté audit de Morogues et ès siens, les denrées, grains,

gelines et autres droiz et devoirs, revenulz, comme cens, rentes, bourdellaiges, dismes, champars, fermes et autres denrées, revenulz quelzconques qui eschoiront dès maintenant jusques audict vingt huitiesme de decembre. Sauf toutesfois que ledict de Morogues, le cas advenant qu'il escheust en ladicte terre et seignorie de Saint-Martin-d'Orouer et ses deppendances comme droictz de mainmorte, confiscacion, successions droict de quinct et requinct et telz autres droictz semblables seigneuriaux, ny aura et prendra aucune chose, mais demourera entierement audict chevallier, comme seigneur et possesseur de ladicte terre, comme dict est, et dès à présent pour lors ledict chevallier a quicté et quicte les reddevables des choses ainsi par luy ceddez et transpourtiez, comme dict est, pour et au prouffict dudict de Morogues et les siens, et ledict de Morogues moyennant ladicte cession et transpourt a quicté et quicte ledict chevallier de ladicte somme ainsi composée et accordée que dict est : car ainsi a esté faict passé promis et accordé entre les présentes parties pardevant ledict juré; promectans lesdictes parties chacunes en droict, soy par leur foy et serment pour ce donnée corporellement en la main dudict juré et soubz l'ypothecque et obligation de tous et chacuns leurs biens et de leurs hoirs, meubles et immeubles présens et advenir quelzconques, que contre ces presentes lettres et le contenu en icelles jamais ne viendront, ne yront aller, ne venir feront par eulx, ny par autres en aucune maniere au temps advenir; encore les tiendront garderont et seront tenus de garder et accomplir de point en point sans corrompre, sur peine de rendre et payer l'une partye à l'autre et à leurs dictz hoirs, tous coutz, fraiz, missions, despens, dommaiges, interrest qui s'en pourroient ensuyvre. Voulans estre pour ce contraintz galgés et compellys de par madicte dame et sondict seel par prinse vente et exploictacions de leurs biens, lesquelz ilz ont pour ce soubmys, obligex et ypothequez à la juridiccion, cohercion et contraincte de par madicte dame et de sondict seel de tout en tout quand ad ce. Renoncens lesdictes parties pour ladicte foy et serment, à toutes les choses généralement à ces présentes lettres contraires et au

droict disant général renonciacion non valoir si l'especial n'est précédent. Donné et faict à Nevers en l'hostel de honnorable homme Charles Lithier recepveur dudict chevallier et à la relation dudict juré du seel dessusdict. Scellé en tesmoing des choses dessusdictes le dixiesme jour de septembre, l'an mil cinq cens vingt-neuf, en présence de Guillaume Berthier escuyer seigneur de Regny, honnorable homme Jehan Monet grénatier du grenier à seel de Saint-Saulge et ledict Lithier tesmoingtz ad ce appelez.

Extrait du contrat de mariage de Louis d'Anssienville et de Françoise de La Platière. 27 décembre 1573. — A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Anthoine du Prat chevallier de l'ordre du Roy, seigneur de Nantollet, Précy, Rosay et de Formières, baron de Thoury et de Viteaux, conseiller de Sa Majesté, son chambellan ordinaire et garde de la prévosté de Paris, salut. Savoir faisons que pardevant Claude Franquelin et François Croiset, notaires du roy nostre dit seigneur, de par luy commis, ordonnez et establis en son Chastelet de Paris, furent présens en leurs personnes noble et puissant seigneur messire Louis Danssienville chevallier de l'ordre du Roy, baron de Revillon, seigneur de Magneux et Vougy, vicomte de Souilly et Dormont, demeurant audit Revillon en Brye, d'une part ; et damoiselle Françoise de La Platière dame des Bordes et de Marault, baronne d'Espoisse, Prye et Frasnay, demeurant audit lieu de Vougy naguères à elle appartenant, suffisamment aagée, uzant et jouissant de ses droitz, comme elle a dit d'autre part ; lesquelz de leurs bonnes volontez, sans contrainte aucune, ainzy qu'ilz disoyent, recognurent et confessèrent en la présence de nobles hommes et sages monsieur messire Augustin de Thou, conseiller du roy en son conseil privé et son advocat en sa court de parlement à Paris, maistre Jaques Chouart et Phillibert Garnier, advocats en ladite court, avoir fait, firent et font les traité, accords, promesses et conventions qui ensuyvent ; c'est assavoir que lesditz seigneur de Revillon et damoiselle des Bordes ont promis et promettent se prendre l'un d'eux l'autre par

nom et loy de mariage, le plus tôt que faire se pourra et que Dieu et nostre mère sainte Eglise l'y accorderont; en faveur duquel mariage et pour à iceluy parvenir ladite damoiselle future espouse a donné, cédé et transporté, donne, cède et transporte et promet garantir par ces présentes audit seigneur baron son futur espoux, ce acceptant, par donation irrévocable faite entre-vifs, le chasteau, terre, seigneurie de Marault, Magny et leurs appartenances et dependances, assises et situées au pays de Bourgogne, à elle appartenant de son propre, qu'elle a dit estre tenues en franc aien, pour en jouir par ledit seigneur de Revillon, ses hoirs et ayans cause, le temps à venir et en disposer comme de sa propre chose et loyal acquet; et pour cest effet s'en est dessaisie, consent et accorde qu'il en soit vestu et saisi, à la charge néantmoins et par retention de l'usufruit desdits chasteaux, terres et seigneuries la vie durant de ladite damoiselle, ou cas qu'elle survivroit; et outre moyennant et à la charge que iceluy futur espoux a promis et sera tenu payer et acquitter les debtes de ladite damoiselle jusques à la somme de trente-cinq mil livres tournoys; et aussi à la charge que si dudit futur mariage il y avoit enfant ou enfans, en ce cas les filles dudit seigneur de Revillon, issues de son premier lit ne pourront rien pretendre es dites terres, ains seulement son filz Claude d'Anssleville avec ses autres freres, sœurs qui procedront dudit futur mariage. Lesquelz futurs conjoints seront unis et communs es biens selon la coutume du bailliage de Meaux, sans toutesfoys qu'ilz soient tenus; ne puissent estre vallablement contraints payer les debtes passives l'un de l'autre, contractées auparavant la solempnisation et consommation dudit futur mariage, ou celles qui ont trait et dependent du temps passé, encore qu'il n'y ait à présent aucune condamnation, fors et excepté la somme de trente cinq mille livres tournoys, comme dit est; pardessus laquelle, ou cas que ledit sieur futur espoux paiera et acquittera autres debtes de ladite future espouse, il le reprendra sur les héritages propres d'icelle future espouse, qui lui seront acquis et apartiendront audit sieur futur espoux hors communauté, jusques à la concurrence

ou juste valeur et au prorata des sommes de deniers par luy debourseez et dont pour cest effet, et jusques à ladite concurrence, ladite damoiselle s'en est dessaisie et desvestue et dès maintenant comme pour lors a fait et voulu, veult et consent que ledit futur espoux en soit saisy et vestu; à la charge neantmoins qu'elle en jouira sa vye durant, au cas qu'elle survive ledit futur espoux, et aussy que les enfans, si aucuns procedent dudit futur mariage, succedront seuls esditz biens ou cas que ledit futur espoux n'en ayt disposé auparavant son trespas et sans que les enfans de son premier lict puissent rien pretendre, synon par deffault ou trespas des enfans dudit futur mariage, ès biens qui auront esté ainsi acquis par ledit sieur de Revillon, en payant et acquitant lesdites debtes par dessus ladite somme de trente cinq mil livres tournoys; et oultre a esté par exprès convenu et accordé entre iceux futurs espoux que, audit cas qu'il y ait enfant ou enfans dudit futur mariage survivans ladite future espouze, jouira iceluy sieur futur espoux sa vye durant, par forme d'usufruit, de tous les biens délaissés par le trépas d'icelle damoiselle, à la charge de bien et honnestement entretenir lesdits enfans et marier les filles sur le bien de leur dite mère selon l'honneur et grandeur de leur maison, sans que iceluy sieur futur espoux ou les siens soyent tenus rendre compte desdits biens; et s'il advenoit qu'il n'y eust aucuns enfans procréés d'eux pendant ledit mariage, lors du trespas de ladite future espouze, en ce cas elle a donné et donne par ces présentes et dès maintenant en faveur de ce present mariage, audit sieur futur espoux survivant, ce acceptant, par donation irrévocable et entre-vifs, tous et ungs chascuns ses biens présents et à venir, en quelque part qu'ilz soient scituez et assis, qui lui appartiendront et dont elle sera saisie lors de son trespas; lesquels, audit cas, se constitue tenir et posséder pour et au nom d'iceluy futur espoux; à la charge que ledit sieur futur espoux sera tenu baillier et donner la somme de mil escus soleil aux enfans de deffunct Roch de La Platière, à la charge aussy d'accomplir le testament de ladite future espouze jusques à la somme de troys mil livres tournoys, etc..... (De son côté le sieur

de Revillon accorde en douaire à la future épouse la baronnie de Revillon et la seigneurie de Sougy près de Vitry, qui mouvoit en plein fief du vidame de Chalons)... Fait et passé double, l'an mil cinq cent soixante et treze, le dimanche vingt-septiesme jour de décembre.

Foi et hommage à l'évêque de Nevers d'une partie de la terre des Bordes par Achille d'Anssienville. 6 mai 1610. — Pardevant Gilbert Taillandier, notaire soubz le sêel royal du bailliaige de Sainct-Pierre-le-Moustier, résident en la ville de Nevers; fut présent illustre seigneur messire Achilles Danssienville, chevalier, seigneur viconte des Bordes et de Marrault, demourant au chastel des Bordes, parroisse Durzy, lequel a advomé tenir en fief, selon la coustume de Nivernois, de reverendissime père en Dieu monseigneur messire Eustache du Lys, par permission divine et du Sainct-Siége apostolic evesque de Nevers, seigneur spirituel et temporel de la terre justice et chastellenie dudict Urzy, présent et stipulant et acceptant pour luy et ses successeurs evesques, au profit de leur dicte terre et chastellenie Durzy, c'est assavoir les trois quars par indivis en la maison chastel et pourpris des Bordes, aisances et appartenances d'icelle, partant pour l'autre quart aux illustre seigneur messire Louys Danssienville baron Despoisse et dame Anne Danssienville, espouse d'illustre seigneur messire Anthoine Delagrange, chevalier, seigneur Darqulan; plus la moictié par indivis du revenu de ladicte terre et seigneurie des Bordes, partant pour l'autre moictié avec les susdits; et desdictes portions d'icelle maison terre et seigneurie, en a faict la foy homalge et presté le serment de fidelité audit seigneur révérend. Laquelle foy et homalge li l'a rendue, sans préjudice des droictz et profits qui luy peuvent estre deubz, pour lesquelz ledit seigneur révérend pourra faire saisir les fruicts et revenus d'icelle terre en pure perte d'iceulx, nonobstant la présente réception, et à la charge de fournir par ledict sieur viconte audit seigneur révérend, dénombrement au vray déclaratif dudict fief, droictz et revenus d'icelluy avec ses tenans nouveaux, et ce dedans quarente jours,

et d'en venir réclamer les blasmes dedans quarente jours auprès dudit seigneur révérend; et en laquelle maison terre et seigneurie ledit seigneur Danssienville a droict, scavoir en la maison chastei et pourpris d'icelle, ung quart de son chef, comme heritier de deffuncte illustre dame Françoisse de Lapiatiere, vivante sa mère, comme aussi ung quart au revenu d'icelle terre et seigneurie, pour la mesme raison. L'autre quart en ladite maison et revenu d'icelle terre par partaige faict entre lesdicts seigneurs Louys et Achilles Danssienville freres, par contraict passé pardevant Michel et Morel notaires au Chastelet de Paris, le dix-huictiesme jour du mois de janvier dernier, et l'autre quart en ladite maison, chastei et pourpris des Bordes, par donation à luy faicte par ladite dame Anne Danssienville sa seure, passé pardevant maistre Charles Satre notaire, le cinquiesme d'aoust, mil six cent et six, et par aultre contraict passé pardevant maistre Jacques Simonnin notaire, le premier de mars, mil six cent et sept, et pour les profitz qui pouvoient estre deubz audit seigneur révérend à cause de la renonciation et desistement de l'association faicte entre lesdictz seigneur et dame Achilles et Anne Danssienville, ladite association passée pardevant ledit Satre, en date que dessus, et la renonciation et desistement passés pardevant Simonnin, cy dessus dattéz. Ledict révérend en a recogneu avoir esté satisfait par ledict seigneur viconte, dont il l'a quicté, sans prejudice audit seigneur révérend des droictz et profitz qui lui peuvent estre pour ce deubz, tant par ledict sieur Despoisses que par ledict seigneur Darquien et dame Darquen, et sans se départir par la présente, par ledict seigneur révérend, de ses droictz et ypotheques qui luy appartiennent et du droict de fief qu'il a sur les aultres portions et le tout, sauf le droict dudit seigneur révérend en aultre chose et l'aultruy pour toutes; car aloey est faict à Nevers en l'hostel episcopal, après midy, le sixiesme jour de mai, l'an mil six cent et dix. Présens honorables hommes maistre Simonnin notaire royal, et vénérable personne Julian Auousturier, chanoine de Nevers, tesmoingtz.

Foi et hommage à l'évêque de Nevers d'une partie des Bordes par la dame d'Arquian. 3 novembre 1610. — A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, Louys Vallant greffier civil au bailliage et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moustier et garde du sée! royal estably aux contracts dudit bailliage et siege, salut. Savoir faisons que aujourd'huy troisieme jour du moys de novembre mil six cent et dix, fut présente en sa personne illustre dame Anne d'Antienville, espouze d'illustre seigneur messire Anthoine de La Grange, chevalier, seigneur d'Arquian, Puisaye, Soulangy et Villemenard, lieutenant colonel du régiment des gardes de Sa Majesté, gouverneur pour Sa dite Majesté en la ville et citadelle de Calais et pays adjacens, capitaine de cinquante hommes d'armes, plus antien capitaine de gens de pied de France; laquelle s'est présentée à révérend père en Dieu monsieur messire Eustache du Lys, par permission divine et du Saint-Siege apostolique evesque de Nevers, en son logis episcopal à Nevers, auquel elle a faict la foi et hommage et reconnu tenir et porter à tiltre de fief aux uz et coustume du pays et duché de Nivernois, neuf portions de vingt de la terre et seigneurie des Bordes, près cette ville de Nevers, à cause de sa chatellenie justice et seigneurie d'Urzy, savoir est: cinq portions desdites neuf, à elle escheus par la succession de defuncte illustre dame, Françoise de La Platière, sa mère, et dame de ladite terre des Bordes, et les quatre autres portions par transport, vente et cession qui en a esté faite audit seigneur d'Arquian, son mari, et à elle par illustre seigneur Achilles d'Antienville, son frère. A laquelle foy et hommage et reconnaissance susdite dudict fief, ledict sieur reverend l'a receue, après qu'elle a faict les debvoir et cérémonies accoustumées, à condition qu'elle fera agréer et rattifier le présent acte audit sieur d'Arquian, son mary, et moyennant que luy mesme, en personne, ou par procuration face ladite foy, mesme pour les quatre portions de neuf acquises dudict sieur Achilles, ce qu'elle sera tenue faire exécutter dans le jour et feste de la Purification Notre-Dame prochainement venant. Aultrement et à faulte de de ce faire, ledict sieur révérend pourra user de ses droits,

selon que la coustume luy permet, et tout ainsy que si la présente foy et hommage et recognoissance n'eust esté faicte, et à la charge aussi, ou ledict sieur d'Arquian fera ce que dessus, de baillier deanombrement dans le temps de la coustume, qui ne commencera à courir que dudict jour et feste Purification Notre-Dame, et sans prejudice des droictz et proficts seignoriaux deubz audict sieur révérend ; dont et de ce que dessus a esté auxdictes parties, ce requérantes, octroyé ce présent acte audict Nevers après midy. Si comme nous a esté rapporté par Guillaume Defrance, notaire juré du roy notre sire, soubz ledict séeel résidant à Nevers sousigné. En tesmoing de quoy et à sondict rapport, nous garde susdict, avons faict mettre et apposer ledit séeel royal à cesdittes présentes, qui furent faictees et passées en présence d'honorables hommes M^e Estienne Decolons, advocat au bailliage et pairrye de Nivernois et M^e Jacques Symonyn procureur audict bailliage, demeurant audict Nevers, tesmoins. Et faisant lecture des présentes lettres, ledit sieur révérend evesque et ladiite dame ont déclaré estre d'accord, pour les proficts et droits seigneuriaux deubz audict sieur, à la somme de trois cens livres tournois, payables audict jour Purification Notre-Dame prochain venant. Faict comme dessus, après midy audict logis, présents les dessus dictz, lesquelz sieur révérend et dame d'Antienville et tesmoins ont signé à la minutte desdittes présentes lettres, qui est signée du Lys, E. de Nevers, d'Anssienville, Decolons, Symonyn et du sieur juré sousigné, de France.

Lettres de conseiller d'Etat accordées à Louis d'Anssienville, baron d'Epoisses, fils de Louis I^{er} d'Anssienville et de Françoise de La Platière, dame des Bordes. 20 janvier 1612. — Aujourdhoy vingtiesme jour de janvier mil six cens et douze, le roi estant à Paris, mettant en considération par le bon advis de la royne régente, sa mère, les fidelles et recommandables services du sieur baron Despoisses gentilhomme ordinaire de la chambre de Sa Majesté, et les voulant recognoistre en occasion digne de ses mérites, sachant aussy quelle est sa suffisance

et congnoissance qu'il a sur affaires de notre Estat, qui font espérer Sa Majesté estre fidèlement et soigneusement servy de lui, en l'administration d'icelles, quant il aura l'honneur d'y estre appelé, Sa dicte Majesté a déclaré, ladicte royne régente présente, avoir retenu comme elle retient ledict baron Despoisses pour estre conseiller en ses conseils d'Estat et privé, et savoir en jouir, et pour cest effect y avoir rang, faveur, voix et oppiaion, délibération et jouir de tous et chascuns les honneurs, auctorités, prérogatives, préeminences, franchises, libertez, droictz et emolumens qui y apartiennent; mandant à monsieur de Bailley, chancelier de France et de Navarre, recevoir et admettre ledict baron Despoisses ès dictz conseils, après avoir faict par luy le serment de fidélité et autres submissions en tel cas nécessaires, le tout en vertu du present brevet; lequel Sa dicte Majesté a pour ce voulu signer de sa main et estre contresigné par moy son conseiller et secrétaire d'Estat. — Signé Louis, et plus bas Potyer.

Foi et hommage des Bordes à l'évêque de Nevers au nom de Louise d'Anssienville. 12 novembre 1622. — A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, Estienne Gascoing seigneur de Berthung, conseiller du roi et lieutenant général au bailliage et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moustier et garde du seel royal, estably aux contractz, jugemens et sentances de la prevosté dudit lieu, pour le roi nostre sire, salut. Scavoir faisons que pardevant Gilbert Taillandier notaire soubz ledict seel royal résident en la ville de Nevers, auquel quant ad ce nous avons commis et donné nostre pouvoir pour ce, fut présent noble Imbert de La Platière, escuyer, s' de Montigny, demourant au chastel des Bordes, lequel au nom et comme procureur spécial de puissante dame Magdelaine Le Bourgeois vesve de deffunct puissant seigneur messire Achilles d'Anssienville, vivant chevalier, seigneur viconte des Bordes, tatrice de damoiselle Louise d'Anssienville leur fille, fondé de procuration expresse signée Le Bourgeois et Vaillant notaire en datte du neuvième jour du présent mois et an, cy exhibée: a recogneu et

advohé tenir en fief selon la coustume de Nivernois de révérendissime père en Dieu monseigneur messire Eustache du Lys, par la grâce divine et du Saint-Siège apostolic évesque de Nevers, présent et stipulant pour luy et ses successeurs, évesques dudit Nevers, au promet de leur terre et chastellenie d'Urzy, à sçavoir : la terre et seigneurie des Bordes, assise en la justice et paroisse d'Urzy et Saint-Martin-d'Elle, ainsy qu'elle se consiste et comporte et qu'elle a esté advouée par les prédécesseurs seigneurs de ladicte terre et seigneurie, et pour les profits deulx audit seigneur par ladicte damoiselle, à cause de la rétrocession faicte cy-devant par le sieur d'Arqulan audit defunct seigneur viconte, du droict successif en ladicte terre des Bordes, par le décedz de feu messire Phelippes d'Assienville son frère, lequel auparavant avoit esté vendu et cédé par ledict sieur viconte audit sieur d'Arqulan. Ledict sieur de Montigny procureur susdict en a payé présentement et comptant audit seigneur réverendissime la somme de cinq cent livres tournois, en espèces et pistoilles et monnoye ayans cours, suivant ledict, et laquelle somme il a déclaré estre des deniers de ladicte dame, et de laquelle ledict seigneur s'est contenté ; et moyennant ce la quittance desdictz profitz ainsy à luy deulx et desdictz droictz successifz ainsy acquis, en a investi et revestu ladicte damoiselle, sauf en aultre chose le droict dudit seigneur et l'aultre ; à la charge de fournir par ladicte dame, tutrice susdicte, audit seigneur le dénombrement au vray déclaratif des choses estant audit fief et ses appartenances, dedans le temps porté par ladicte coustume. A quoy ledict procureur a promis au nom de ladicte dame, tutrice susdicte, de satisfaire et sur la requeste faicte par ledict sieur de Montigny, es noms et qualitez que dessus, audit seigneur réverendissime à la fin qui s'en suit : ledict seigneur, icelle entherivant, a acordé souffrance à ladicte damoiselle pupille, aagée de quatre ans seulement, jusques à ce qu'elle ayt ataint ledit aige compétant, suivant ladicte coustume, pour prester la foy et homaige qu'elle doibt en personne audit seigneur, son seigneur du fief, pour rason de la maison, terre et seigneurie des Bordes et ses appartenances, ce quelle elle est

tenue faire dedans le temps de ladicte coustume. Car ainsy l'ont voulu, dict, faist, passy, consenty et accordé lesdictes parties pardevant ledict juré ; prometans par leur foy et serment pour ce donnez corporellement en la main dudict juré, et soubz l'hypothèque et obligation de tous et chascuns lesdicts biens meubles et immeubles, préens et advenir, la généralité ne desrogeant à la spécialité, ny la spécialité à la généralité, jamais ilz ne viendront aller, ne venir feront par eux ny par aultre au contraire, en aulcune manière, au temps advenir, voulant y estre pour ce contrainctz et au droict disant générale renonciation non valloir sy l'especial n'est prétendu. Donné, faict et passé à Nevers en l'hostel épiscopal, aprez midy, le douziesme jour du moys de novembre, l'an mil six cent vingt-deux. Présens louable personne messire Eugin Bibuard, prestre, curé de Limanton, et honorable homme Jacques Girard, marchand, demourant à Nevers, tesmointz. L'original des présentes est signé par les tesmointz et du juré soubz nommé. — Taillandier.

Testament de Louis d'Anssienville, marquis d'Époisses, en faveur du comte de Maligny et de Louise d'Anssienville, comtesse des Bordes. 14 septembre 1652. — Lu nom de la très sainte et individue Trinité Père Fils et S. Esprit. Amen. L'an mil six cens cinquante-deux, le quatorziesme jour du mois de septembre, au chasteau et maison forte d'Espoisse, environ quatre heures après midy, pardevant moy Jean Durey, notaire tabellion royal gardenotte hereditaire de la residence dudit Espoisse sous-signé : A comparu personnellement haut et puissant seigneur messire Louys Hancienville Bordillon, conseiller du roy en ses conseils d'État et privé, mareschal de camp en ses armées, gouverneur pour Sa Majesté des ville et chasteau de Chastillon sur Seine, comte de Suelly, marquis dudit Espoisse et baillly d'Auxois; lequel sain d'esprit et d'entendement, comme il m'a apparu, et aux tesmoins cy bas nommez, en presence desquels il a fait son testament, ordonnance et derniere volonté, en la forme suivante :

Premierement, recommande son ame à Dieu le createur, le

suppliant par les prieres de la sacrée vierge Marie, le vouloir colloquer en son saint royaume de paradis.

Vent et ordonne que son corps soit enterré en l'église parochiale S. Siphérin dud. Epoisse, dans le tombeau où est de present inhumé feuë dame Claude de Saux sa femme et compagne, que les services et prieres se feront pour luy trois jours durant, ainsi qu'il est accoustumé à une personne de sa condition, remettant le reste à la discretion de ses heritiers.

Ordonne que le jour de son enterrement, il soit habillé cinquante pauvres de sa terre de Boge Blanc, qui suivront son corps, avec chacun un clerge à la main.

Legue au chapitre dudit Epoisse la somme de cent livres, pour une fois payer, à charge de dire une messe à perpetuité, le jour de son trespas.

Aussi legue au convent des peres Minimes de Semur mesme somme de cent livres, pour une fois payer, à la charge qu'ils diront à perpetuité une messe à mesme jour que sera son trespas.

De mesme, legue à monsieur le marquis d'Arquien, son neveu, la somme de soixante mille livres tournois, qui luy seront payez par ses heritiers cy-apres instituez, en deniers comptans; et où ils ne suffiroient, luy sera donné des priucipaux de rentes, jusques à concurrence desdits soixante mil livres tournois, ladite somme franche, exempte et déchargée de tous debts, sans aucune exception.

Legue à Edme Botillon son maistre d'hostel, la somme de cinq cens livres, pour une fois payer.

Aussi legue à Nicolas Brunet, dit Champagne, son homme de chambre, la somme de quatre cens livres, pour une fois payer.

Legue encore à Michel Baudry, dit la Vergere, son homme de chambre, la somme de quatre cens livres, pour une fois payer, avec tous ses habillemens, qui seront partagez entre luy, lesdits Botillon et Brunet.

Pour tous ses autres serviteurs, seront payez de tous leurs gages, qui seront escheus, et en charge la conscience de ses heritiers, cy-après instituez.

A nommé et institué, nomme et institue pour ses seuls et universels heritiers, messire Achilles de La Grange, comte de Maligny son neveu, et dame Louyse Dancienville, son épouse, sa niepce, pour prendre et apprehender tous et un chacun ses biens tant meubles qu'immeubles, en quoy qu'ils puissent consister, et en quelques lieux qu'ils soient sis et situez, chacun pour une moitié, à charge de par eux payer toutes ses debtes; sçavoir soixante-quinze mil livres aux heritiers de ladite feuë dame Claude de Saux, vivante épouse dudit seigneur testateur; sçavoir vingt-sept mil livres en une rente deuë en Savoye, de laquelle ledit seigneur a l'usufruit, et qui provient de ladite feuë dame Claude de Saux, et suivant qu'il est porté par le contract de mariage de ladite feuë dame Claude de Saux et dudit seigneur testateur, et le surplus en autres constitutions de rentes de ceux qui ont esté creées au profit dudit seigneur testateur, ensemble les soixante mil livres audit seigneur marquis d'Arquien, qui luy seront aussi payez par sesdits heritiers instituez, en deniers; et où ils ne suffiroient, le surplus luy sera payé en constitutions de rentes, de celles dudit seigneur testateur : Payeront aussi sesdits heritiers, tous les autres legats cy-devant rapportez, ensemble tous les frals funeraux, et sans neantmoins que lesdits heritiers cy-dessus instituez, puissent vendre ny aliener en aucune façon que ce soit, les biens immeubles qu'il leur delaisse, pour l'acquittement des debts qu'ils doivent à present, et sans que sesdits biens puissent estre aucunement affectez ni hypotequez à toutes les debtes qui sont deuës par ledit seigneur comte de Maligny et ladite dame sa femme, pour quelque cause et maniere que ce soit, preveus et non preveus, sinon aux debts et legats qui sont rapportez au present testament; et principalement, ce qui a esté legué audit seigneur marquis d'Arquien, franc, exempt et deschargé de tous debts, substituant tous lesdits biens aux enfans desdits seigneur comte de Maligny et de ladite dame Louyse Dancienville son épouse, qui en feront partage entr'eux, ainsi qu'ils trouveront bon estre; prohibe et deffend, qu'aucun inventaire soit fait de sesdits biens, et que si sesdits heritiers cy-dessus

insistuez desirant d'en faire faire un, que ce sera par moy ledit notaire en leur presence, et de l'executeur de son present testament, leur prohibe et deffend qu'onverture ne soit faite d'aucuns de ses cabinets, qu'en la presence dudit executeur du present son testament.

Et pour executeur d'iceluy, nomme monsieur de Clugny, lieutenant au bailliage d'Avalon, lequel il supplie d'en accepter la charge, et faire en sorte que sa volonté soit suivie de point en point : auquel sieur de Clugny il legue la somme de 150 livres tournois pour ses peines, revoquant tous autres testaments et donations qui pourroient avoir esté faits, declarant que le present est sa derniere volonté, et entend qu'il sorte son plein et entier effet. A l'entretenement de ce que dessus, ledit seigneur testateur oblige tous ses biens par la cour de la chancellerie du duché de Bourgogne, renonçant a toutes choses à ce contraires. Fait, leu et releu audit seigneur testateur, qui d'abondant a déclaré le present son testament estre sa derniere volonté, és presences de discrettes personnes maistre Hubert Gestes, prestre, chanoine dudit Epolse, et André Aurebault, prestre desservant audit lieu, tesmoins requis, qui et ledit seigneur testateur on signé. — Ainsi signé sur la minutte Bordillon, H. Geste, Aurebault et Durey, notaire tabellion royal.

Testament de la comtesse de Guitaud, fille de la comtesse des Bordes, en faveur du prince de Condé. 17 mars 1667. — Pardevant les nottaires gardenottes du roy au chastellet de Paris soubsignez, fut présente haute et puissante dame Madeleine de La Grange, espouse de haut et puissant seigneur messire Guillaume de Pelchepeyron de Comminge, comte de Guitant, chevalier des ordres du roy, gouverneur pour Sa Majesté des isles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat, de Lérins et de la ville de Chastillon, demeurante avec luy en cette ville de Paris, fauxbourg Saint-Germain, leur demeure ordinaire, rue de Tournon, paroisse Saint-Sulpice, malade de corps en une chambre, au premier estage, dépendant de l'hostel, ayant veue sur le jardin d'iceluy, et saine toutesfois d'esprit mémoire

et entendement, ainsy qu'il est apparu aux nottaires soubsignez; laquelle en présence dudit seigneur son espoux et d'iceluy autorisée pour plus grandes seuretés des presentes, le tout afin de satisfaire, en tant que besoln seroit, à la nécessité de l'autorisation des maris dans les testaments des femmes, requise par la constume de Bourgogne, où sont scituez les biens, quant à présent de ladite dame, et où elle demeure quelquefois avec ledict sieur son espoux, a falct, dicté et nommé auxdicts nottaires soubsignez son testament et ordonnance de dernière volonté en la forme et manière qui en suit, à scavoir que ladite dame testatrice a nommé institué, nomme et institue ses enfants, si aucuns elle a par cy après, qui se pourront trouver vivant lors decez, ses héritiers chacun en leur légitime; et au deffaut d'enfants audit temps de son decez, elle nomme et institue pareillement son père et sa mère, s'ils la survivent, ses héritiers chacun en leur légitime, et s'il n'y avoit que l'un d'eux qui la survesquit, elle l'institue aussi son héritier en sa légitime; et pour le surplus de tous les biens qui luy appartendront audit jour de son decez, même aux susdites légitimes, supposé qu'audit temps il ne se trovast personne capable de les recueillir, elle a nommé et institué, nomme et institue pour son héritier universel monseigneur le prince de Condé, en cas qu'il survive ladite dame testatrice; et en cas que ledit seigneur prince de Condé décède avant ladite testatrice, elle institue son héritier universel en tout ce que dessus, monseigneur le duc d'Anguyn, fils dudit seigneur prince, lesquels elle supplie très-humblement de vouloir accepter cette marque de son respect et de sa reconnaissance. Veut et entend ladite dame testatrice que cette sienne dernière volonté et disposition vaille en la meilleure forme et manière qu'il se pourra, soit comme testament, ou comme codicile, donation à cause de mort ou autre disposition de dernière volonté; et pour exécuter et accomplir ledit présent testament, iceluy augmenter plustôt que diminuer, ladite dame testatrice a nommé la personne de monseigneur le président de Champlastreux, le suppliant en vouloir prendre la peine, es mains duquel elle s'est entièrement

démise de tous lesdits biens, jusqu'à l'entière exécution dudit présent testament, soumettant l'audition, closture et examen de ladite exécution testamentaire à la justice de la ville, prévosté et vicomté de Paris, et de toutes qu'il appartiendra; révoquant par ladite dame testatrice tous autres testaments et codicilles qu'elle pouroit avoir faits et passés auparavant celsuy présent testament, auquel seul elle s'arreste, comme estant sa dernière volonté et intention. Et à l'égard de son enterrement, obsèques et funérailles, prières et récompenses de ses domestiques, selon les services qu'ils luy ont rendus, elle s'en remet et rapporte à la volonté et discrétion dudit sieur de Gultant, son espoux, et du sieur président de Champlastreux, son exécuteur testamentaire; et a esté ledict présent testament ainsi faict, dicté et nommé par ladite dame testatrice auxdits nottaires soubsignez, et à elle par l'un d'iceux, l'autre présent, leu et releu de mot à mot, qu'elle a dict bien sçavoir et entendre, en ladite chambre, au premier estage dudit hostel, où elle est demeurante, devant déclaré; l'an mil six cent soixante-sept, le dix-septiesme jour de mars après midy, et ont lesdites dames testatrice et sieur son espoux signé la minute des présentes demeurée à Gabillon, nottaire. — Ainsi signé Gabillon et du May avec paraphe.

Codicille. — Aujourd'hui septiesme jour d'avril mil six cent soixante et sept après midy, au mandement de ladicte dame Magdeleine de La Grange, femme dudit sieur comte de Gultant..... les nottaires gardenottes du roy au chastellet de Paris soubsignez se sont transportez en la chambre où elle est, gisant au lict, malade de corps, toutesfois saine d'esprit, mémoire et entendement, ainsi qu'il est apparu auxdits nottaires soubsignez..... en confirmant et approuvant sondit testament et augmentant, a iceluy par codicille dicté et nommé auxdits nottaires ce qui en suit. Premièrement ladite dame testatrice veut et entend son corps mort estre enterré en l'église du monastère des religieuses de Sainte-Marie de Nevers en habit de religieuse; auquel monastere ladite dame testatrice

donne et legue la somme de deux mil livres, une fois payer. Item donne et legue aux pauvres, que jugera à propos ledit sieur son exécuteur testamentaire, la somme de mil livres une fois payer, qui leur sera par luy distribuée. Item veut, entend et ordonne qu'il soit dit un annuel dans l'église et par les religieux du couvent des Carmes deschaussez de Saint-Germain-des-Prez, et que pour retribution, il leur soit donné la somme de trois cent livres. Item veut et ordonne qu'il soit employé une somme de quatre cent livres, une fois payer, pour cinq cent messes basses de *Requiem* que ladicte dame desire estre dictes Incontinent son descends arrivé, en icelle eglise que bon semblera audit sieur son exécuteur testamentaire. Item veut et ordonne qu'il soit mis la somme de quatre mil livres entre les mains du révérend père François Bergier de la compagnie de Jésus, pour en faire par luy ce dont ladicte dame l'a chargé, sans qu'il soit obligé d'en rendre compte. Item donne et legue à mademoiselle Amanjart la somme de mil livres. Item donne et legue à mademoiselle d'Orville, la somme de mil livres, aussy une fois payer. Item donne et legue à Suzanne, sa femme de chambre, la somme de cinq cent livres, une fois payer. Item donne et legue à Didelet, valet de chambre dudit sieur de Gultaut, la somme de quatre cent livres, aussy une fois payer. Item donne et lègue à monsieur Mazene la somme de mil livres, une fois payer. Item donne et legue à monsieur Manoir son escuyer, son carrosse et ses chevaux. Item donne et lègue à Gaultier, son maistre d'hostel, la somme de six cent livres, une fois payez. Item donne et lègue à Demaret son somellier, deux cent livres, une fois payer. Item donne et lègue à ses deux laquais la somme de huit cent livres, une fois payer, qui est pour chacun d'eux quatre cent livres, pour leur tenir lieu de récompense. Item donne tous ses points de Venise et ses autres dentelles aux filles religieuses de Sainte-Marie de Nevers, dudit monastere, auquel elle desire estre enterrée, comme il est cy-dessus dict. Item ladicte dame testatrice prie ledit sieur de Gultaut son mary d'avoir soin de sa sœur religieuse, laquelle elle lui recommande. Item ladicte dame prie aussy ledit sieur de Gultaut de ne point

souffrir qu'on ouvre son corps après son décez. Item desire qu'on paye audit Gaultier ce qu'il a dépensé pour des hardes qu'il a achetées pour elle. Ce fut ainsi fait et passé, dict et nommé par ladite dame testatrice aux nottaires sousignez et par l'un d'iceux, l'autre présent, à elle leu et releu de mot à autre, en ladite chambre, où elle est aulct, malade comme dit est, qu'elle a dit le tout bien savoir et entendre comme estant sa dernière volonté. Lesdits jour et an que dessus.

Donation de la terre des Bordes, située en la paroisse d'Urzy et en celle de Saint-Martin-d'Heuille, ainsi que des autres terres situées en Nivernais, par la comtesse des Bordes à la marquise de Béthune. 13 octobre 1698. — Pardevant les nottaires royaux résidens en la ville de Nevers soussignez, a esté présente haulte et puissante dame, dame Louise d'Anssienville, marquise d'Epoisses, de Marault en Bourgogne, dame comtesse des Bordes, Ourouer, Montigny-aux-Amongnes, Sainct-Sulpice-le-Chastel, Saint-Firmin-de-Bussy et autres ses terres en Nivernois, relictte et non commune de hault et puissant seigneur messire Achille de La Grange, vivant chevalier, seigneur marquis d'Epoisses, comte de Maligny et autres ses terres, demeurante ordinairement en sondict château des Bordes, paroisse d'Urzy, étant de présent en son hôtel des Bordes à Nevers, paroisse de Sainct-Victor ; laquelle de son gré et bonne volonté, pour l'amitié qu'elle porte à haute et puissante dame, dame Louise-Marie de La Grange, dame marquise de Bethune, relictte de hault et puissant seigneur messire François, marquis de Bethune, chevalier, commandeur des ordres du roy et son ambassadeur extraordinaire tant en Pollogne qu'en Suède, demeurante ordinairement à Paris, rue Saint-Marc, paroisse de Saint-Eustache et pour autres bonnes considérations à elles connues, bons et agréables offices qu'elle a recen de laditte dame marquise de Bethune sa nièce, et qu'elle espère recevoir cy-après, de la preuve desquels elle l'a relevée et relève par ces présentes, a donné et donne par cesdites présentes, par donation pure et simple et irrévocable entre vifs, par tous les meilleurs moyens

de droit et de coutume que donation entre-vifs puisse avoir lieu, à laditte dame marquise de Béthune, étant de présent en cette dite ville de Nevers, en l'hôtel des Bordes, présente, stipulante et acceptante laditte donation, tant pour elle que pour ses hoirs et ayant cause. C'est à sçavoir tous les bastiments et héritages à laditte dame marquise d'Epoisses appartenants, qu'elle tient à titre de bordelage de quelques seigneurs qu'ils solent portez et en quelque part qu'ils solent et se puissent concister, soit bastimens, vignes, prez, terres, bour, pastureau et généralement, comme dict est, tous les biens dont elle jouit à titre de bordelage et dont elle est à présent propriétaire, sciltuez tant aux paroisses de Saint-Martin-d'Heuille, Urzy, Ourouer, Montigny, Saint-Sulpice, Saint-Firmain-de-Bussy qu'autres lieux en Nivernois; desquels biens bordelages laditte dame marquise d'Epoisses s'est dessaisye et devestue au profit de laditte dame marquise de Béthune, qu'elle en a vestue et saisye comme de sa propre chose et l'en a mise en bonne et paisible possession, à la charge néanmoins de l'usufruit des choses cy-dessus donnez, que laditte dame marquise d'Epoisses s'est réservée et réserve par ces présentes pendant sa vie durant, après laquelle finye ledict usufruit cessera; ce qui a esté de rechef stipulé et accepté par la dame marquise de Bethune, qui en a très-humblement remercié laditte dame marquise d'Epoisses sa tante, laquelle a d'abondant déclaré qu'elle veut et entend que la présente donation entre vifs desdits héritages bordeliers sorte son plein, son entier effect, et soit exécutée selon sa forme et teneur et sous les conditions cy-dessus; et pour réquerir l'insinuation des présentes par tout ou besoing sera, les parties ont constitué leur procureur le porteur des présentes, auquel elles ont donné tout pouvoir et mandement requis et nécessaire; lesquelles choses cy-dessus donnez, laditte dame marquise d'Epoisses a estimé pouvoir valloir la somme de — (laissée en blanc) — sans que la présente déclaration puisse faire préjudice à plus grands droits, ny à la présente donation, qu'elle veut estre exécutée selon sa forme et teneur, et soit scellé et contrôlé suivant les édits et déclarations du roy.

Car ainsi fait et passé audit Nevers en l'hôtel des Bordes, paroisse de St Victor, après midy, le treiziesme jour du mois d'octobre, mil six cent quatre vingt dix huit, présent et pardevant lesdits notaires royaux soubsignez avec les parties. La minute des présentes est signée : d'Ansleville, Louise Marie de La Grange d'Arquiam marquise de Bethune, Chevallier notaire royal et Berthault, juré soubsigné par devers lequel laditte minute est demeurée, et plus bas : Contrôlé à Nevers le 25 octobre 1698. — Signé Chevallier; reçu 15 livres. — Signé Berthault.

Foi et hommage de la terre et seigneurie des Bordes par la marquise de Béthune. 27 novembre 1702. — Pardevant les notaires royaux résidens en la ville de Nevers soussignez, a esté présent en sa personne maistre Guillaume Sanger, avocat à la cour, demeurant en cette ville de Nevers, au nom et comme fondé de la procuration speciale de haute et puissante dame, dame Louise Marie de La Grange d'Arquiam, relictte de hault et puissant seigneur m^{re} François marquis de Bethune, chevalier des ordres du Roy, ambassadeur extraordinaire tant en Pologne qu'en Suède, dame d'atour de la reine et sœur de la sérénissime reine de Pologne, demeurante ordinairement à Paris, rue Saint Marc, paroisse de St Eustache, passée pardevant Berthault un des notaires royaux soussignez, le deux octobre dernier, contrôlé et scellé audit Nevers, le cinq dudit mois par Rollier, comins, laquelle est demeurée jointe à ces présentes pour y avoir recours en cas de besolng ; lequel sieur Sanger en vertu de laditte procuration, pour et au nom de maditte dame la marquise de Bethune, en qualité de donataire de haute et puissante dame, dame Louise Dansleville, sa tante, dame marquise d'Epousses, comtesse de Marault en Bourgogne, dame des Bordes, Ourouer, Montigny-aux-Amougnes, Saint Sulpice le Chastel et autres terres en Nivernois, a reconnu et avoué tenir et porter en fief foy et hommage, suivant la coutume du pays et duché de Nivernois, de illustrissime et reverendissime monseigneur messire Edouard Vallot, conseiller du roy en ses conseils, évesque

de Nevers, présent et stipulant et acceptant, tant pour luy que pour ses successeurs évesques dudit Nevers, au profit de leur chastellenye d'Urzy, c'est à scavoir : le fief, terre et seigneurie des Bordes, assis en la justice et parolisse dudit Urzy et Saint Martin d'Heuille, ainsy que le tout se conciste et comporte et qu'il a esté cy-devant avoné par ses prédécesseurs, seigneurs de laditte terre des Bordes, et que icelle terre et seigneurie des Bordes appartient à maditte dame la marquise de Bethune, en vertu de la donation entre vifs qui lui a esté faite d'icelle et d'autres par laditte dame marquise d'Epousses sa tante, par contract passé pardevant ledit Berthault un des notaires royaux soussignez, le huit may de l'année dernière mil sept cent un. A laquelle foy et hommage et serment de fidélité ledit maistre Guillaume Sanger, audit nom, et pour madite dame de Bethune, a esté présentement receu par mondit seigneur l'évesque, à la charge par maditte dame de Bethune de fournir le dénombrement de laditte terre des Bordes, circonstances et dependances dudit fief dans le temps de la coutume, et sans préjudice à mondit seigneur de ses plus grands droits, sy aucuns luy sont deubz, tant à cause de ladite donation qu'autrement, qu'il s'est expressément reservez, pour les expliquer en temps et lieu, et sera tenue laditte dame marquise de Bethune de délivrer expédition des présentes à mondit seigneur dans quinzaine, et soit contrôlé et scellé suivant les édits et déclarations du roy. Car ainsy fait et passé audit Nevers avant mldy, au palais épiscopal, le vingt septiesme jour du mois de novembre, mil sept cent deux, en la présence et pardevant lesdits notaires royaux soussignez avec lesdittes parties. — La minute des présentes est signée Edouard cv. de Nevers, Sanger, Vaillant et Berthault notaires royaux, pardevers lequel Berthault soubsignez, la minute est demeurée. Contrôlé et scellé à Nevers le premier décembre 1702. — Signé Rollier.

Testament de Marie-Casimire de La Grange-d'Arquian, reine de Pologne. 20 avril 1713 et 23 février 1714. — PRÉAMBULE. —
Mon intention depuis longtemps a toujours esté de faire un

testament dans les formes ; j'ay différé néanmoins jusqu'à cette heure , espérant de pouvoir voir une fin dans mes interest, tant ceux que j'ay en Pologne qu'en France, et qu'estant terminés, j'aurois pu payer mes debtes, et par ainsy laisser la disposition des effets que j'ay liquidés, selon que j'ay desseln d'en explliquer ma dernière volonté et les dispositions que j'en fais ; mais me voyant tous les jours avancer en âge, et que mes interest tirent de long, au lieu de finir, et que de temps en temps je tombe dans des incommodités, qui me font craindre que venant à augmenter, je me trouve hors d'état de pouvoir mettre quelque ordre au peu de bien qui me reste, et à tout le resté des affaires de ma maison ; ayant éprouvé que lorsqu'on est malade, l'on est plus capable et attentif au mal que l'on sent, qui augmente par la douleur que l'on a de laisser tout dans le désordre, à quoy l'on est plus à temps d'y remédier par l'abattement dans lequel le mal nous met. Me réservant donc dans le mesme désir que j'ay dit cy-dessus, avoir toujours eu de faire un testament plus dans les formes lorsque tous mes interest seront finis, si je suis assez heureuse de le pouvoir voir, j'ay jugé pour me mettre l'esprit en repos et n'estre pas surprise, d'expliquer mes dernières volontés dans les meilleures formes, que je le scaurais faire, ayant très-peu pratiqué de ces sortes d'acte. J'espère en la grâce de Dieu et en l'amour des serénissimes princes mes enfans que m'estant expliquée du mieux que je pouvois , et qu'eux ayant compris mes dernières volontés, ils luy donneront l'exécution que je veux et que je désire d'eux. Je vais commencer mon testament.

PREMIERE PARTIE. — Au nom du Père du Fils et du Saint-Esprit : estant sûre que chacun nait pour mourir et qu'il n'y a que l'heure qui est incertaine ; je scals aussy que tant plus on est avancé en âge, plus on est exposé à la fin. Pour n'estre pas surprise je m'en vais expliquer mes dernières volontés, que je prétends être exécutées, et que le testament tel qu'il est, ayt la mesme forme et la mesme vigueur, que s'il estoit dans les meilleures formes et authentiques dans nos livres royaux, qu'on

appelle métriques, nous trouvant hors du royaume de Pologne. Je joindray icy à mon dit testament le mémoire de ma main des debtes que j'ay et dont j'ay connoissance ; si néanmoins il s'en trouve de vérifiées dont je n'aurais pas connoissance, je prie les princes mes enfans de les faire payer ponctuellement avant que de venir à la possession et jouissance du bien que je leur laisse, qui quoy qu'il ne soit pas aussi considérable que je voudrois leur laisser et qui conviendrait à leurs naissances, néanmoins il en restera encore. Je prie donc les princes sérénissimes, mes enfans, pour ne pas laisser pâtir mon âme, de payer mes créanciers. Je crois qu'ils le pourront faire sans toucher au capital de mon bien, de ce qui restera de rentes escheues, que j'ay en France. Je prie qu'aussy tost que je seray expirée, que l'on fasse dire dix mille messes aux capucins, jusqu'au nombre de cent, que l'on fera dire en mesme temps, pour obtenir de Dieu la miséricorde que je luy demande de tous les pechés, que j'ay commis en toute ma vie, dont je luy demande très humblement pardon, n'espérant la rémission de mes fautes qu'en la mort et passion de monseigneur Jésus-Christ et les mérites de sa sainte Mère, et en la protection de laquelle je met toute mon esperance, et dans l'intercession des saints mes bons patron et patronne. Je joindray aussi à mon dit testament, de ma propre main, en quoy consistent les effets que je laisse, pour la juste information des princes mes enfans, de la fondation que j'ay faite à Vuarsovie des filles bénédictines adoratrices perpétuelles du Saint Sacrement, consistant en huit mil livres de rentes monoyé, et selon la quelle somme et effet était mise et assurée sur la terre d'Iaroselalre, qu'ayant vendue, je suis obligée de transporter et assurer cette fondation sur un autre fonds libre et héréditaire, et l'assigne donc sur la terre d'Olescoq que j'ay acquise et bien payée, comme l'on trouvera, dans toutes les formes requises dans les papiers en Pologne, qui regardent l'administration de mes biens ; ils en donneront toute la connoissance qu'il y a. Ils sont, ce me semble, dans ma maison de Marguilles, dans un magazin. Je destine donc cette fondation de l'Adoration perpétuelle sur la terre d'Olescoq, qui fait infini-

ment plus de revenu, puisque j'ay achepté des dépendances de ladite terre d'Olescoq, le village appelé le Conty, de monsieur Lagoty, qui falsoit dix mil livres de rente, dont l'on trouvera les preuves dans mes papiers. Il me semble avoir déboursé pour cette acquisition cent mil livres ; mais comme je dis, l'on trouvera les actes plus justes pour l'information nécessaire. Comme cette terre produit beaucoup plus de revenu que les huit mil, que en la fondation j'assigne sur le revenu de cette terre, j'oblige le sérénissime prince mon fils, à qui escholra en partage la dite terre d'Olescoq, de faire payer ponctuellement aux religieuses de Vuarsovie, bénédictines, de ma fondation. En cas que les sérénissimes princes, mes fils, voulussent s'accorder avec lesdites religieuses adoratrices perpétuelles de quelques autres manières pour le payement de leur fondation que je leur marque, je leur en laisse la liberté, pourvu que la fondation soit tellement assurée qu'elle ne puisse jamais tomber ; j'en prie les sérénissimes princes mes fils, et je les en conjure. J'ay aussy promis aux anges gardiens, dans une rencontre, de faire bastir une chapelle en leur nom. Il y en a une à Luisosco, mais n'estant plus à moy, je prie les sérénissimes princes, mes enfans, d'en faire bastir une dedans une de mes terres, où ils voudront, soit en France, soit en Pologne, s'ils veulent à Mareuil, dans la chapelle où je désire qu'il se dise une messe tous les jours pour cet effect ; elle sera fondée de mon bien. J'ay aussi promis que lorsque le pape Innocent XI sera canonisé ou béatifié, ce que j'espère de la grâce de Dieu, que je luy feral bastir une chapelle. Je ne dois pas m'attendre que ce soit de mon temps,agée comme je suis ; j'en prie et charge le sérénissime prince Alexandre, qui a le bonheur d'estre son fillot. Quant à la sépulture de mon corps, je laisse les princes mes enfans d'en disposer comme il leur plaira, et quoy qu'un cadavre comme le mien ne mérite guère d'estre transporté, et quelque désir que j'eusse d'estre enterrée auprès du roy monseigneur, je ne crois pas qu'il fut à propos de m'enterrer dans un autre endroit que dans le pays où je mourray. Je prie seulement les sérénissimes princes mes fils, de ne pas oublier de

secourir mon âme, en faisant dire des messes ou des prières le plus souvent qu'ils pourront. Je prie aussi les sérénissimes princes mes fils, de faire édifier une sépulture au feu roy leur père, dans l'église des capucins de Vuarsovie, digne de sa mémoire glorieuse, sa statue en bronze ou autre métal, avec les desseins que j'en ai montré; pour se conformer mesme à l'endroit qui est censé, il en coustera tout au plus six ou huit mille escus. Je prie encore les sérénissimes princes mes fils, et les conjure de mettre aussi tost après mon décès, entre les mains du R. père Louis, capucin, mon confesseur, un de mes petits contracts de vingt milles livres, afin qu'il dispose du revenu qu'il produira, pour certaines charités dont il est chargé de distribuer, selon que je luy ay en confession confessé, et que je luy deffend que personne autre que luy en ait connoissance. En mourant il reviendra au sérénissime prince Alexandre, mon très cher fils, auquel très particulièrement, comme aussi aux deux autres sérénissimes princes, mes très chers fils, je recommande le révérend P. capucin mon confesseur, qu'ils aient pour luy tous les esgards et l'assistent et le protègent pour l'amour de moy et en considération des bons et fidèles services qu'il m'a rendus pendant si longues années, qu'il m'a assisté avec tout le zèle et l'attachement qu'il mérite; que les princes mes chers enfans luy témoignent ma reconnoissance et la leur. J'attends ce plaisir de leur tendresse pour moy. Je m'attends aussi que les princes mes chers fils, me donneront celle d'avoir de la considération pour tous mes anciens et bons domestiques auxquels, je prétend laisser des marques essentielles de la satisfaction que j'ay eu dans les fidèles services qu'il m'ont rendus longues années, lesquels mes anciens serviteurs je vais nommer et spécifier. Je prétend qu'ayant passé leur vie à mon service, il leur soit assigné, dans mon propre bien, de quoy pouvoir vivre commodement, sans avoir besoin de chercher dans d'autres services les récompenses qu'ils ont méritées au mien, et que je prétend et veut que ce que je leur assigne, ils en jouissent tranquillement le reste du cours de leur vie, comme je vais expressément expliquer.

Je laisse à la Dupont qui a eu un attachement particulier pour ma personne, sa vie durant, six cent livres monoye de France 600 livres

A la Mouelle.	500 —
A la femme de Boucher	500 —
A la femme d'Arnault mon secrétaire	500 —
A la Sauvage.	500 —
A Jadry	400 —
A Constance femme de Ballet.	400 —
A Marguerite femme de Langlois.	250 —
A la femme de Baudon.	150 —
A Boucher mon chirurgien	500 —
A Baudon l'aîné mon valet de chambre.	500 —
A Verjon mon tailleur.	400 —
A Vuisconqui mon premier huissier.	400 —
A Martin mon second huissier.	400 —
A Langlois le père.	400 —
A Langlois le fils mon chef d'office.	400 —
A Simon mon cuisinier.	300 —
A Philippe mon garçon de cuisine	200 —
A Basla.	200 —
A Mathias.	200 —
A Eustache	150 —
A Louis Seguin.	100 —
A Jean Levichy.	200 —
A Jean Anapica.	200 —
Au s ^r Valesqui	500 —

Jusques à ce qu'ils soient en entière possession et jouissance du bien de Croquoleski, qui est une dépendance de ma terre héréditaire de Larnapol, les susdits legs, que j'ay spécifiés cy-dessus, que je fais à mes anciens domestiques, je prétend qu'ils en jouissent leur vie durant, et que ce soit en monoye de France. Je laisse à madame de Gerpouville trois cent livres sa vie durant, et autant au chevalier de Gerpouville, son frère. Pour ce qui est de madame la comtesse Sardy, comme je scay que la princesse, ma petite-fille, connoist les bons services qu'elle luy

a rendus, je ne doute point qu'elle ne les reconnoisse lorsqu'elle sera en estat de le faire. Je lui laisse néanmoins trois cent livres sa vie durant monoye de France.

Je laisse aux deux sœurs Mathieux 150 livres monoye de France à chacune leur vie durant. 300 livres

Je veux aseigner à mes domestiques Italiens :

Je laisse à monsieur le marquis Moralani mon major d'hommes, par an, sa vie durant. 600 —

A Mr le marquis Burati mon chevallier d'honneur, aussi sa vie durant. 600 —

Au sr Bellarini gentilhomme de ma chambre, par an, sa vie durant. 400 —

Au sr Conti Placidi gentilhomme de la chambre par an, sa vie durant. 500 —

Au chevalier Noucis , par an , sa vie durant. . 300 —
croyant bien que lorsque la princesse ma petite fille sera pourvue, comme je l'espère, de la grâce de Dieu, elle aura soin de sa fortune.

A Jolipino Lauparini, par an, sa vie durant. . 300 —

A Laucien Fabricio l'ainé, par an, sa vie durant. 200 —

A Ypollitte Lassin pendant sa vie durant. . . 150 —

A chacun de mes autres valets de pied Italiens, qui sont à mon service depuis que je suis à Rome, à chacun, par an, leur vie durant. 150 —

A Japolinski, clerc de ma chapelle, par an, sa vie durant. 200 —

J'entend que tout l'argent cy dessus soit payé en monoye de France.

Je voudrois que ma fortune eut esté en estat de suivre mon Inclination, en faisant davantage pour tous mes fidèles domestiques. Ils agréront le fidèle témoignage que je leur donne de la satisfaction que j'ay de leurs services.

Signé MARIE-CAZIMIRE , reyne.

Fait à Rome, le 20 avril 1713.

DEUXIÈME PARTIE. — Comme mon dessein est de partager également à tous mes enfans le bien que le seigneur m'a donné et que je laisse, je crois à propos d'en informer à peu près en ce qu'il consiste.

J'ay en France sur les postes, en capital de rentes, six cent septante cinq mil livres, et sur les aydes et gabelles en différentes parties, huit cent nonante mil trois cent vingt quatre livres qui font en tout un million cinq cent soixantes et cinq mil trois cent vingt quatre livres.

Plus j'ay la terre de Prye et d'Imphy et ce qui me revient sur la terre de Maligny, tant pour les dettes que j'ai payées pour la succession de feu mon père, que ce qui naturellement me doit revenir du partage de ladite succession, lorsqu'elle sera liquidée. Lesdites terres sont situées en France.

J'ay encore dans le royaume de Pologne les biens héréditaires de Larnopol et Olesco, mais sur cette terre, sçavoir Olesco, j'affecte la fondation que j'ay faite pour les religieuses de l'adoration perpétuelle du Saint Sacrement de Vuarsovie, que j'avois autrefois établie sur la terre de Roselaire, laquelle ayant été vendue, j'ay transporté cette fondation qui est de huit mille livres par an, sur la terre d'Olesco. J'ay de plus à Vuarsovie un grand bastiment composé de plusieurs maisons, avec un jardin, qui s'appelle Maricelle. Voilà à peu près la substance la plus liquide pour le présent ; ainsi voulant comme j'ay dit cy-dessus partager également à mes enfans mon bien, je déclare avoir donné au prince Jacques mon fils aîné, quand il se maria, pour la bonne nuit, selon l'usage d'Allemagne, cent mil florins du Rhin, qui font cent cinquante mil escus de France.

J'ay aussy donné à l'électrice de Bavière, ma fille, cent mil risdalles, ou cent mil escus de France. Pour donc égaler les portions, il faudra pour cet article à mon fils le prince Jacques encore cinquante mil escus de France, et par conséquent aux deux autres princes mes fils, sçavoir le prince Alexandre et le prince Constantin, il faudra qu'ils prennent sur ma succession, chacun aussy cent mil escus de France. Les deux princes Alexandre et Constantin m'ayant laissé en dépôt chacun vingt-

cinq mil escus, que j'ai employés à l'élection, je me suis trouvée obligée de leur en faire à chacun un billet, afin qu'ils reprennent cette somme sur ma succession. Et comme le prince Alexandre a dépensé des sommes très-considérables à poursuivre la délivrance des princes ses frères, j'ai jugé à propos pour l'indemniser de quelque chose, de lui laisser prendre sur ma succession deux cent mil livres monoye de France. Toutes ces sommes ayant esté payées aux princes mes enfans, les trois princes mes fils et l'électrice ma fille partageront également ce qui restera.

Si le prince Jacques mon fils veut bien disposer de ce qui lui reviendra de ce reste là, en faveur de la princesse Casimire ma petite-fille, j'y joindray pour contribuer à une bonne dot, pour elle, les terres de Prye et d'Imphy et ce que j'auray sur Maligny ; que si les princes mes enfans avoient envie de posséder lesdites terres, ils pourroient s'en accommoder en payant la valeur à ladite princesse ma petite-fille.

Je laisse aussi à mon secrétaire l'Italien Carlo Capeci, quatre cens livres monnoye de France par an, et trois cens livres à sa fille, ma fille de chambre, leur vie durant.

J'ay laissé à Elisabeth Boany sa vie durant cinq cens livres de France. Je laisse au P. Louis, capucin, mon confesseur, tous les ornemens de ma chapelle tant l'argenterye qu'elle contient, que celle que j'ay achetée de feu mon père, qui est engagée au Mont-de-Piété, afin qu'il en dispose selon mon intention, tant de celle que je me suis servie, qui estoit à moy, que de celle que j'avois acquise de feu mon père.

Ayant esté obligée de retirer des mains de l'électeur de Bavière, mon gendre, après la mort du feu roy, mon seigneur, un poignard à la turque, garny de diamants, que lors lui avois envoyé, je dois le lui remplacer ; mais n'ayant pu le faire jusqu'à présent, je désire que l'on prenne cinq mil risdalles sur ma succession pour l'indemniser.

Et puisque la dispertion seule précipite d'ordinaire les familles, je prie tous mes enfans et leur recommande de s'aimer et de ne se séparer jamais d'intérêts, mais d'estre toujours

étroitement unis ensemble ; c'est un moyen assuré de s'attirer la bénédiction du ciel et la mienne , que je leur donne de tout mon cœur, et prie le Seigneur de les protéger en ce monde et de les combler de ses saintes grâces, qui les conduiront à une félicité éternelle, que je leur souhaite pardessus toutes choses.

Fait à Rome, ce vingt-trois fevrier mil sept cent quatorze.

Signé MARIE-CASIMIRE, reine de Pologne.

Etat du revenu des terres de Prye et Imphy, appartenant à la reine de Pologne, d'après un mémoire de la fin du dix-septième siècle ou du commencement du dix-huitième. — Ladite terre de Prye consiste en la maison seigneuriale qu'il n'est pas besoin de plus amplement déclarer ladite maison estant bien bastie.

Plus le moulin dudict Prye qui s'accense cinquante quatre quartiers de bled, lesquels peuvent valloir par année commune deux cens livres, cy. 200

Le petit domaine du chasteau de Prye auquel il n'y a aucun mestayer ni bastimens, pent valloir en l'estat qu'il est environ cent cinquante livres, cy. 150

Les prés de réserves dudict Prye pouvant valloir par an d'accense deux cens livres, cy. 200

La petite forge de Prye avec les bois l'estang Min-drot et vingt arpens de bois taillis sont accensés huit cent livres, cy. 800

La permission dans les usages de Prye accensée cent livres, cy. 100

Les redevances de ladite seigneurie de Prye accause des allénations faites par madame Darquian ne peuvent pas valloir presentement plus de cent cinquante livres, cy. 150

Les vignes de Prye d'environ soixante hommées, peuvent valloir façons payées cent livres, cy. 100

TOTAL 1,650

Il est vray qu'il y a en un domaine appelé le Mont de Prye que Mme la marquise Darquian a acquis du sieur Patureaux qui peut valloir environ deux cens livres de rentes, duquel domaine partye des bastimens sont en ruine et ne sera porté ce revenu dudit domaine attendu qu'il appartient entlièrement audit seigneur marquis et qu'il ne peut estre compris en la vente qui a esté faicte.

Et quant à la seigneurie d'Imphy pour ce qui concerne le revenu elle se conciste en ce qui suit :

Premièrement en la grosse forge dudit Imphy laquelle s'accense avec trante arpens de bois et aultres choses comprises au bail la somme de treize cens cinquante livres, ce qui ne demeurera pas longtemps en cet estat attendu qu'il n'y a pas des bois pour en fournir trante arpens par an comme il est porté audit contract accause des rentes qui ont esté faictes de la plus grande partye des bois de ladicte terre , cy. . 1,350

Plus le Moulin Neuf en la dicte justice d'Imphy, lequel s'accense quatre vingt quinze quartaux qui peuvent valloir par commune année trois cens livres, cy. . . 300

Plus les vignes dudit Imphy, qui sont d'environ six vingt hommées en assez mauvais estat et neanmoins lesquelles peuvent valloir par an deux cens cinquante livres, cy. 250

Les redevances, bourdelages en l'estat qu'elles sont du présent et non compris les allénations faictes par deffuncte madame la marquise Darquian, y compris le pressoir qui a esté basti despuis pour la somme de deux cent cinquante livres, y compris aussy la dixme qui appartient à ladicte seigneurie et qui peut estre d'environ huit quartaux de bled par an, cy. 250

TOTAL. 2,150

Le casnel desdites terres peut estre quelquefois considérable d'austant qu'il y a des mouvances qui en dependent qui sont de

considération, mais comme il faut des réparations aux bastiments, l'un peut subvenir à l'autre (1).

Les revenus desdites terres sont saisis par les créanciers de monsieur le marquis, de sorte que pour les toucher et pour jouir à l'avenir par la sérénissime royne de Poulogne, il est nécessaire que Sa Majesté envoie le testament en forme, en conséquence duquel lesdites terres lui appartiennent au lieu de feu monsieur le chevalier Darquian, vivant dernier propriétaire d'icelles, avec des procurations pour prendre possession desdites terres en son nom et que pour ce Sa Majesté poulonnaise lui prête son autorité..... (Sans date.)

Provision de garde pour Jacques Delin, donnée par le comte de Béthune. 15 avril 1769. — Nous Joachim Casimir Léon comte de Béthune et des Bordes, brigadier des armées du roy, chevalier d'honneur de madame Adélaïde de France, gouverneur d'Arras, lieutenant général de la province d'Artois pour Sa Majesté, seigneur des terres et justice d'Apremont-sur-Ailier, Homery-les-Gots, les Strats, Sérigny, Laubois, les Réaux, seigneur des terres et justice dépendant de la comté des Bordes, S^t Sulpice, S^t Firmin, Ourouer, Montigny et autres lieux, salut : Sur le bon et louable rapport qui nous a été fait de la personne de Jacques Delin, de la paroisse d'Ourouer, de ses bonnes vie et mœurs, et qu'il fait profession de la religion catholique apostolique et romaine, nous l'avons commis et comettions par ces présentes pour garde de nos bois, pêche, étangs, rivière, ruisseaux, terres dépendant de nos dites seigneuries des Bordes, S^t Sulpice, S^t Firmin, Ourouer, Montigny et autres dépendances pour par lui jouir de ladite commission, aux honneurs, fruits, profit et emolument y attachés pour et autant de temps qu'il nous plaira.

(1) Il est intéressant de remarquer combien les terres de Prye et d'Imphy étaient d'un faible rapport, comparativement à leurs produits actuels. Cette observation peut s'appliquer à toute la propriété du Nivernais en général.

A ces causes mandons à notre baillif et juge gruyers de nos dites justices des Bordes et dépendances, qu'après informations faites des vie et mœurs dudit Jacques Delin et qu'il fait profession de la religion catholique apostolique et romaine, ils aient à le recevoir et admettre à laditte fonction de garde ; et ordonnons à nos vassaux de nos dites terres des Bordes, S^t Sulpice, S^t Firmin, Ourouer, Montigny et autres, de regarder ledit Jacques Delin comme tel. En foy de quoy nous luy avons signé ces présentes, que nous avons fait sceller du cachet de nos armes en cire rouge, et contresigner par notre secrétaire. Donné en notre château d'Apremont, le quinzième jour du mois d'avril mil sept cent soixante et neuf. — Signé le comte de Béthune ; — et plus bas : Par Monseigneur, de Rupt.

Hommage du fief de la Motte-Lattigny, présenté par le conseiller Laurès au comte de Béthune. 17 novembre 1769. — Aujourd'hui dix septième jour du mois de novembre, mil sept cent soixante neuf, avant midy, a comparu pardevant le notaire royal résidant au bourg et paroisse de Saint Sulpice le Châtel, soussigné, et en la présence des témoins cy-après nommés estant actuellement au château d'Apremont, paroisse de même nom : messire Charles François Laurès, chevalier, conseiller du roy honnoraire en sa cour de parlement de Paris, seigneur du Meux, l'Écleux, la Bruère, Cômont, grand et petit Cocrimont, Jollagne et autres ses terres, et à cause de dame, dame Marie Marguerite de Maulnory de Sury son épouse, encore seigneur de Laforest des Chau/mes, Sury, la Motte Lattigny et autres lieux, exerçant les droits et actions de laditte dame de Maulnory de Sury son épouse et sa commune en biens, demeurant en son hôtel à Paris, rue de la Verrerie, paroisse Saint Médérique, etant aussy actuellement audit château d'Apremont, lequel audit nom s'est adressé à très-hault et très-puissant seigneur monseigneur Joachim Casimir Léon, comte de Bethune, des Bordes et de Glatigny, seigneur d'Ourouer, Saint Sulpice le Châtel, Saint Firmin de Bussy, Montigny, Baugy aux Amo-

gues, Apremont et autres ses terres, brigadier des armées du roy, gouverneur d'Aras, lieutenant général pour le roy de la province d'Artois, et chevalier d'honneur en survivance de madame de France, demeurant ordinairement en son hotel à Paris, place Louis le Grand, paroisse Saint Roch, estant aussi de présent en sondit château d'Apremont, paroisse du même nom, lequel il a prié et requis de le recevoir à la foy et hommage que laditte dame Marie Margueritte de Maulnory de Sury son épouse luy doit à cause de ladite terre fief et seigneurie de la Motte Lattigny, circonstances et depandances, scituée en la paroisse de Saint Sulpice le Châtel, mouvante et relevante en plain fief foy et hommage de mon dit seigneur le comte de Bethune à cause deses dittes terres, fiefs et seigneuries de S^t Sulpice le Chatel et de Montigny aux Amognes pour ce qui en est mouvant et relevant et de le dispancer de se transporter sur les lieux à cet effet, ce que mondit seigneur de Béthune ayant volontairement accordé, il l'a dispancée pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence pour l'avenir, laquelle terre, fief et seigneurie de la Motte Lattigny appartient à laditte dame Marie Margueritte de Maulnory, comme apelée à la substitution faite par messire Louis Marie de Maulnory, conseiller du roy en la grande chambre du parlement de Paris, son grand oncle, par son testament passé pardevant Vallet et son confrère notaires au Chatellet de Paris, le seize janvier mil sept cent deux. En conséquence ledit seigneur Laurès audit nom, s'étant mis en devoir de vassal, suivant et au désir du chapitre des fiefs de la coutume de cette province et pays de Nivernois, a fait et porté à mondit seigneur le comte de Bethune la foy et hommage qui lui est deubs, à cause de saditte terre fief et seigneurie de la Motte Lattigny, circonstances et depandances, pour ce qui est mouvant et relevant en plain fief, foy et hommage de mondit seigneur, à cause de ses dites terre, fief et seigneuries de S^t Sulpice le Chatel et Montigny aux Amognes, et luy a présentement fait et presté entre ses mains le serment de fidélité au cas requis, le tout au désir de laditte coutume de Nivernois; à laquelle foy hommage et serment de fidélité

mondit seigneur le comte de Bethune a reçu ledit seigneur Laurès audit nom, à la charge toutes fois par ledit seigneur Laurès de fournir à mondit seigneur le comte de Bethune le dénombrement déclaratif exacte et fidèle dudit fief dans le courant de l'année prochaine préfixe, nonobstant ladite coutume de Nivernois, ce que mondit seigneur a bien voulu lui octroyer et à sa requisition, sans tirer à conséquence pour l'avenir, ainsi qu'il a été cy dessus dit. Le tout sans préjudice à mondit seigneur d'autres droits, sy aucuns lui sont deus, pour raison dudit fief de la Motte Lattigny, qu'il se réserve ; desfrances au contraire dudit seigneur Laurès réservés, lequel a promis de délivrer à ses frais à mondit seigneur de Bethune une expédition du présent acte incessamment, tout ce que dessus stipulé et accepte et soit contrôlé suivant et au désir des réglemens. Car ainsi fait, lus et passé audit château d'Apremont, paroisse du même nom, les ans, jours et heures que dessus, présence de M^e Gilbert Frebault chirurgien juré, et Jean Girard marchand demeurants en la paroisse de S^t Sulpice le Chatel, témoins qui ont signés avec mondit seigneur de Bethune et ledit seigneur Laurès du Meux, et C. Frebault notaire royal soussigné.

Hommage des fiefs d'Apremont, les Baligeats, Cens-Margot et autres, par Mme de Béthune et ses filles au duc de Nevers. 24 avril 1779. — Cejourd'hui vingt quatre avril mil sept cent soixante dix et neuf, au bureau de la chambre du conseil et des comptes de Nevers pardevant nous, présidents conseillers maîtres et officiers d'icelle ont comparus dame madame Antoinette Louise Marie Crozat de Thiers, veuve de haut et puissant seigneur Joachim Casimir Leon comte de Bethune et des Bordes, baron d'Apremont, brigadier des armées du roy, lieutenant général pour Sa Majesté de la province d'Artois, gouverneur des ville et citadelle d'Arras et chevalier d'honneur de madame Adélaïde de France, demeurante ordinairement à Paris, rue de Condé, paroisse de Saint Sulpice et actuellement à Tugny province de Champagne près Rethel-Mazarin, au nom et comme fondée de procuration de très haut et très puissant prince mon-

seigneur Charles Sebastien Antoine Caunuto Ferrero Fieschi, marquis de Crevecoeur et de dame madame Adelaïde Joachim Augustine de Bethune-Pologne, princesse de Masseran son épouse ; messire René Jean Mans de La Tour du Pin de La Charce, marquis de La Tour du Pin colonel en second du regiment d'infanterie de Condé et dame Louise Charlotte de Bethune-Pologne, marquise de La Tour du Pin son épouse, demeurante à Paris, rue Royale, paroisse de la Madeleine de la Ville Levêque ; et demoiselle mademoiselle Adelaïde Françoise Léontine de Bethune-Pologne demeurante ordinairement à Paris, rue de Condé, paroisse de S^t Sulpice et actuellement à Tugny province de Champagne, près Reims-Mazarin, par M^e François Marin Duplessis avocat en parlement, bailli des justice, terre et baronie d'Apremont et dépendances demeurant en cette ville de Nevers, fondé des procurations de ladite dame comtesse de Bethune, seigneur et dame de La Tour Dupin et demoiselle de Bethune, en date des vingt neuf mars dernier et deux du présent mois ; lesquels seigneurs et dames nous ont donné requete signée dudit M^e Duplessis auxdits noms et de M^e Claude Louis Archambault du Pavillon, son procureur, expositive que lesdites dames en qualité de filles et héritières de haut et puissant seigneur monseigneur Joachim Casimir Leon comte de Bethune-Pologne et des Bordes, elles sont propriétaires, chacune pour un tiers, de la terre justice et baronie d'Apremont et des fiefs des Baligeats, Cense-Margot, Lalande, Laubols, Malpains, Omery les Stras, Omery les Gots, port d'Apremont, Réaux-sur-l'Arbols, Sichevet et Serigny, mouvants en plein fief de monseigneur le duc de Nivernois à cause de sa châtellenie de Cuffy ; réquerant qu'il nous plaise les recevoir à la foy et hommage par eux due à mondit seigneur, pour raison desdits fiefs et leur donner acte du serment de fidélité par eux du, et que ledit M^e Duplessis est prest de donner pour mesdits seigneurs et dames et leur accorder le delay de deux années, à compter de ce jour, pour fournir en cette chambre le dénombrement desdits fiefs. Sur quoy faisant droit, vu ladite requete ensemble les procurations y enoncées, duement certifiées et

acceptées par ledit M^e Duplessis, notre ordonnance de communication au procureur général de cette chambre et ses conclusions, nous présidents conseillers maîtres et officiers pour monseigneur, avons reçu et recevons lesdits seigneurs et dames sus-nommés, par ledit M^e Duplessis ès dits noms, à la foy et hommage par eux due à mondit seigneur, pour raison desdits fiefs, terres, justice et seigneurie d'Aprémont, les Baligeats, Cens-Margot, Lalande, Laubois, Malpalus, Omery les Stras, Omery les Gots, port d'Aprémont, Réaux sur l'Aubois, Sichevet et Sérigny; luy donnons acte du serment de fidélité par luy présentement prêté en nos mains; et quant au délai cy dessus requis pour fournir le dénombrement desdits fiefs, après avoir sur ce ouy le procureur général au domaine de Monseigneur, nous avons accordé et accordons auxdits seigneurs et dames le délai de dix huit mois, pour faire et fournir en cette dite chambre ledit dénombrement, qui contiendra par le menu et par chapitres séparés la consistance desdits fiefs avec les nouveaux tenants de tous les baillements et héritages qui les composent, même des cens et rentes, avec les noms et surnoms des détenteurs, ensemble une déclaration exacte des héritages en roture qui pourroient y être réunis, aussi par tenants nouveaux et aspects solaires; le tout sans préjudice d'autres droits et devoirs seigneuriaux si aucuns sont dus à Monseigneur et du droit d'autrui. Lesdites requêtes et procurations ont été mises au sac dudit fief et baronnie d'Aprémont, dont acte fait les jours et an susdits, et ont ledit Duplessis et ledit M^e Archambault du Pavillon son procureur signé avec nous. — Ainsy signé Dubois, 1^{er} président, Ruby, 2^e président, Gueneau de Vauzelle, Marandat, Parmentier, Duplessis, Archambault du Pavillon et Pannecet fils, secrétaire soussigné.

Au bas est écrit :

Epices pour la chambre, y compris les droits du secrétaire,		
cy.	255 ^l	} 257 ^l 8
Droit de clerc.	1 4	
Parchemin.	1 4	

Déclaration concernant la chambre Royale ou du Roi au château des Bordes. 22 août 1783. — Je soussigné régisseur pour le roy et inspecteur général des forges royales de La Chaussade et de la ferme des fourneaux, forges, domaines et autres dépendances, de la terre des Bordes, reconnais que la chambre appelée la chambre Royale, qui joint le logement qu'occupoit le sieur Potier, précédemment fermier, dans le château des Bordes, n'étoit point comprise dans le bail passé au sieur Barrois et cédé au roy par M. de La Chaussade; que le sieur Potier n'a joui de ladite chambre, pendant partie de son bail, qu'au moyen de l'agrément que madame la comtesse de Béthune a bien voulu lui en donner; et que sur les représentations qui lui ont été faites que cette chambre étoit utile à la régle du roy, elle a eu la bonté de consentir qu'elle en jouisse. — A Paris, le 22 août 1783. — Signé Slouville.

Foi et hommage du fief et chàtellenie de Saint-Sulpice-le-Châtel, par Mme de Béthune et ses filles au seigneur de La Guerche. 27 juin 1785 (1). — Pardevant le notaire royal à St Sulpice le Chatel soussigné, et en la présence des témoins cy-après nommés étant actuellement en la ville de Nevers a comparu maître François Marin Duplessis, avocat en parlement demeurant en ladite ville de Nevers, paroisse St Martin au nom et comme fondé de la procuration spéciale à l'effet des présentes, de très haute et très puissante dame Antoinette Louise Marie Crozat de Thiers, veuve de très haut et très puissant seigneur monseigneur Joachim Casimir Leon comte de Béthune et

(1) Dans un cahier de vingt pages, intitulé : *Registre des audiences de police des justices de St Sulpice le Châtel, St Firmin de Bussy, Montigny, Ourouer aux Amognes et dependances*, des années 1785 à 1788, on voit que les offices de la justice de ces terres et chàtellenies étoient ainsi répartis : Bailli, Marin-Duplessis (François), avocat en parlement. — Lieutenant, Languinier (Claude). — Greffier, Archambault de La Perrière (Charles). — Gardes, Jean Trechot, Jean Delin et autre Jean Trechot. On trouve aussi la nomenclature des noms des justiciables. Le cahier est peu intéressant du reste.

des Bordes, baron d'Apremont, brigadier des armées du roy, lieutenant général pour Sa Majesté de la province d'Artois, gouverneur des ville et citadelle d'Arras, chevalier d'honneur de Madame de France, au nom et comme autorisée à régir et administrer comme par le passé les terres et biens de la succession dudit seigneur comte de Béthune son mary, et ce suivant et par les contrats de mariage de mademoiselle Adelaïde Joachim Augustine de Béthune Pologne, sa fille avec M^{re} Charles Sebastien Antoine Cannuto Ferrero Fieschi prince de Masseran ; de mademoiselle Louise Charlotte de Bethune Pologne sa seconde fille avec M^{re} René Jean Mans de La Tour Dupin ; et de mademoiselle Adelaïde Françoise Léontine de Bethune Pologne sa troisieme fille avec M^{re} Christian marquis de Deux Ponts, etc. Et M^e Etienne Gounot avocat en parlement, demeurant en laditte ville de Nevers, rue de Nievre, paroisse Saint Victor, aussy fondé du pouvoir de très haut et très puissant seigneur messire Marie François, comte de Fougères, maréchal des camps et armées du roy, premier maître d'hôtel de monseigneur le duc d'Artois, ancien sous gouverneur du roy et des enfans de France, lieutenant général pour le roy de la province de Bourbonnois, seigneur baron de La Guerche et autres lieux, à l'effet de recevoir la foy et hommage des fiefs relevant de la baronnie de La Guerche appartenant audit seigneur comte de Fougères d'autre part ; laditte procuration passée devant M^e Berger et son confrère notaires à Nevers, le dix sept du mois, controlée à Nevers le même jour.... Lequel dit M^e Duplessis audit nom a prié et requis ledit M^e Gounot, comparant pour ledit seigneur comte de Fougères, de recevoir laditte dame comtesse de Béthune à la foy et hommage qu'elle et lesdittes dames ses filles doivent audit seigneur comte de Fougères à cause de leur fief et chatelnie de Saint Salpice et de le dispenser de se transporter au chateau de La Guerche à cet effet : ce que ledit M^e Gounot ayant volontairement accordé, il l'a dispencé pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence ; ledit M^e Duplessis s'étant mis en devoir de vassal a fait et porté audit seigneur comte de Fougères comparant comme dessus la

foy et hommage et serment de fidélité que ladite dame comtesse de Bethune et lesdites dames ses filles luy doivent à cause de leur dit fief et chatelnie de Saint Sulpice, relevant de ladite baronnie de La Guerche ; laquelle foy et hommage ledit M^e Gounot, audit nom, a reçu à la charge par ladite dame comtesse de Béthune et lesdites dames ses filles de fournir aven et dénombrement dans le temps prescrit par la coutume de Nivernois, titre des fiefs. — Dont et de tout ce que dessus ledit M^e Duplessis a requis acte que nous luy avons octroyé, et soit scellé et contrôlé. Car ainsi fait, lu et passé audit Nevers, en l'étude dudit M^e Gounot l'an mil sept cent quatre vingt cinq, le vingt sept juin avant midy, en présence des sieurs Gilbert Frebault chirurgien juré et Pierre Save huissier au duché de Nivernois demeurants en la paroisse de S^t Sulpice le Châtel étant de présent audit Nevers, temoins qui ont signé avec les parties. — Signé Frebault notaire.

Extrait du procès-verbal de visite des domaines, terres, prés, dépendants des forges de la marine, en la section des Bordes.
22 mars 1800. — Cejourd'hui premier germinal, an neuf de la République une et indivisible, nous François Levellé, cultivateur demeurant à Chassy, commune d'Ourouer, expert nommé par les citoyens Antoine Lavault et François Lauverjeon, sous fermiers solidaires du domaine du Gué d'Heullon, commune de Saint Martin D'heuille, et par Pierre André Richard, sous fermiers du domaine Raisin, situé même commune d'une part :

Jacques Mignon, cultivateur demeurant à Ourouer, expert nommé tant par les citoyens Jacques Roy et Joseph Caillat, maîtres de forges demeurant aux Bordes, sous fermiers solidaires des mêmes domaines, que par le même citoyen Roy et le citoyen Jean Baptiste Renobert Rabion, fermiers entrans pour les mêmes domaines, d'autre part :

En présence desdits citoyens Hart, Roy, Caillat Rabion, Richard, Lauverjeon et Lavault et encore en présence du citoyen Jean Baptiste Frebault, notaire public demeurant à S^t Sulpice, stipulant pour les intérêts de la citoyenne veuve

Bethune et ses enfans propriétaires des domaines dont il s'agit, lequel citoyen Frebault a déclaré s'en rapporter à nous experts susnommés.

Après avoir été dispensés de toute prestation de serment, avons procédé à la visite des batimens, terres, prés et autres dépendances, composans l'ensemble des deux domaines en question, à l'effet d'en connaître l'état et de déterminer et estimer les réparations locatives à la charge des citoyens Richard, Lauverjeon et Lavault, sous fermiers sortans, et de priser les bestiaux, harnois semences et autres objets dont ils doivent faire la remise en nature, d'après les baux et sous baux ci après relatés.

Par acte notarié du 18 juin 1780, la citoyenne veuve Bethune et ses enfans ont loué au C^{en} Barols, sous le cautionnement solidaire de feu Babaud de La Chaussade, les forges, fourneau, et domaines des Bordes et dépendances pour neuf années, commencées le premier janvier 1783 et expirées le 31 décembre 1791, quant aux domaines et biens ruraux. Ce bail a été rétrocédé à Babaud de La Chaussade par le citoyen Barols, le même jour 10 juin 1780. Par un acte notarié du 6 avril 1781 Babaud de La Chaussade a rétrocédé le même bail au gouvernement. Par un autre acte notarié du 30 décembre 1791, la citoyenne veuve Bethune et ses enfans ont loué au gouvernement la même ferme des Bordes, pour neuf autres années commencées le premier janvier 1792, et expirées le 31 décembre 1801, ou 10 nivose an IX, pour les domaines et autres biens ruraux. Par acte notarié du 17 décembre 1792 les deux domaines dont il s'agit et leurs dépendances ont été sous loués par le gouvernement au C^{en} François Achet fils, sous le cautionnement de son père, pour huit années commencées le 1^{er} janvier 1793 et finies le 1^{er} janvier 1801, ou 10 nivose an IX, moyennant deux mille livres par année, à la charge par le sous fermier des réparations locatives..... Par un acte notarié du 25 mai 1793 le C^{en} Achet fils a sous loué le domaine du Gué d'Heuillon à Antoine Lavault et Jacques Bluzat. Par deux autres actes du même jour 20 pluviôse an III,

le citoyen Achet a loué avec les mêmes charges le domaine du Gué d'Heuillon à Antoine Lavault, et le domaine Raisain à Marie Després. Par un autre acte du 25 vendémiaire an V, le C^{en} Achet, après avoir résilié les baux précédents, a encore sous loué les mêmes domaines avec les mêmes charges au C^{en} Jacques Richard père, de Nevers. Par un acte sous-seings privés du 4 brumaire an V, le citoyen Richard père a cédé son bail avec les charges, aux citoyens Dervaud et Nettement. Par un acte du 22 floréal an V, les citoyens Nettement et Dervaud ont sous loué aux citoyens Antoine Lavault et François Lauverjeon le domaine du Gué d'Heuillon et ses dépendances avec toutes les charges pour le reste de la jouissance du gouvernement. Enfin par un acte sous-seings privés du 9 pluviôse an VI les citoyens Nettement et Dervaud ont sous loué au C^{en} Pierre André Richard le domaine Raisain et ses dépendances avec toutes les charges pour les trois années restantes de la jouissance du gouvernement. Par un acte notarié du 7 ventôse an V le gouvernement a affirmé aux citoyens Roy et Caillat solidairement les forges, fourneau, et autres dépendances de la ferme des Bordes, pour les quatre années qui viennent d'expirer, avec toutes les charges... Enfin par un acte notarié du 22 ventôse an IX, la citoyenne veuve Bethune et ses enfants ont loué la même ferme des Bordes et dépendances aux citoyens Roy et Rabion pour neuf années consécutives, commencées le 10 nivôse dernier, quant aux domaines en question. C'est pourquoi ces citoyens doivent recevoir ces domaines avec les bestiaux, semences, pailles et autres objets des mains des citoyens Richard, Lavault et Lauverjeon, pour en faire la remise aux propriétaires à la fin de leur bail.

ADRIEN BONVALLET.

Par suite d'un oubli regrettable, nous avons omis de faire imprimer avant l'article de M. Bonvallet, sur le château des Bordes, les procès-verbaux des séances qui avaient été consacrées à en entendre la lecture; nous réparons autant que possible cet oubli.

SÉANCE 9 JUILLET 1868.

Siégent au bureau : Mgr Crosnier, *président*, et M. de Laugardière, *bibliothécaire*, remplissant les fonctions de *secrétaire*.

M. le Président dépose sur le bureau les ouvrages reçus depuis la dernière séance. Ce sont :

- 1° *Revue des Sociétés savantes*, janvier, février et mars 1868.
- 2° *Mémoires lus à la Sorbonne. Archéologie.* 1867.
- 3° *Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, troisième et quatrième trimestre de 1867.
- 4° *Mémoires de la Société littéraire de Lyon*, 1867.
- 5° *Mémoires de l'Académie du Gard*, novembre 1865, août 1866.
- 6° *Annuaire de la Société philotechnique*, 1867.
- 7° *Société de médecine légale. Statuts.*
- 8° *Hermann le partisan*, par M. Sabourin de Nanton.
- 9° *Bibracte*, par M. Xavier Garenne.
- 10° *Nouvelles études sur l'inscription romaine de Mesve*, par M. Boucher de Molandon.
- 11° *Essai sur la métaphysique des forces*, par M. Alexandre Schyanoff, lieutenant-capitaine de l'armée russe.

Après la lecture du procès-verbal de la séance de mai, M. Lebaeuf expose qu'il a retrouvé, aux archives de la direction de l'enregistrement et des domaines à Nevers, le contrat d'acquisition de Villemenant, Guérigny et autres terres, dont il avait entretenu la Société dans la dernière séance. Il en présente l'analyse en ces termes :

« En 1722, la terre de Guérigny a cessé d'être la propriété de la famille de Lange qui, à cette époque, possédait aussi Villemenant. La terre de Guérigny fut vendue par Mlle de Lange à M. Masson, sieur de Guérigny, directeur général des finances du duc de Lorraine. M. de La Chaussade acquit, en

1750, la seigneurie de Villemenant de M. de Lange. Mlle Maçon, épouse de M. Babaud de La Chaussade, a succédé à son père, et, par suite de liquidation de droits successifs, M. Babaud de La Chaussade a été mis aux droits de sa fille ; enfin, suivant un acte reçu Alleaume et Voillot, notaires à Paris, le 8 mars 1781, M. Babaud de La Chaussade, écuyer, secrétaire du roi, maison-couronne de France et de ses finances, a vendu au roi Louis XVI les terres de Guérigny, de Villemenant, de Narcy, de la Douée, de Meurs, de Frasnay-les-Chanoines, de Richerand et Cuvraut, le fief de Médine, situé à Nevers, les forges de Cosne, le domaine et le lieu de la Vache, plus 6,000 arpents de bois, dont la contenance a été garantie, le tout moyennant le prix de 2,500,000 livres, payables, savoir :

» 496,377 livres en 1782 et 1783 ;

» 1,323,249 livres, par tiers, en trois, six et neuf ans, après la paix.

» Ces deux premières sommes déléguées aux créanciers de M. Babaud de La Chaussade.

» Et 680,374 livres à M. de La Chaussade lui-même, en plusieurs termes, dont le dernier a été fixé au 1^{er} janvier 1793. On sait que dans ces temps les finances du roi Louis XVI étaient fort obérées. Les 2,500,000 livres ont-elles été payées, soit à M. Babaud de La Chaussade, soit à ses créanciers ? C'est ce que nous n'avons pas à rechercher ici ; toujours est-il que par suite des lois révolutionnaires, toutes les propriétés comprises dans la vente consentie au roi ont été déclarées acquises à l'Etat, qui en est aujourd'hui en possession. »

M. Henri Flamen d'Assigny, maire de Sauvigny-les-Bois, présenté par M. Adolphe de Rosemont et Mgr Crosnier, est nommé à l'unanimité membre titulaire.

M. Roubet met sous les yeux des membres de la Société le bail authentique d'une salencerie située à Neuvy (aujourd'hui département du Cher), passé en 1734, par Pierre de Frasnay, l'auteur du poème sur la salence, aux membres de la famille Rodrigue Duplessis, de Nevers. Il annonce que ce texte intéres-

sant sera reproduit, comme pièce justificative, à la suite d'un travail actuellement sous presse dont il a donné lecture à l'une des séances générales de la Société française d'archéologie, tenue à Bourges au mois de mars dernier. Connaissant, par le compte rendu qu'ont publié de ces séances les journaux, et notamment le *Bulletin monumental*, l'importance de ces révélations très-inattendues sur l'existence de cette manufacture inconnue de tous les céramographes, la Société nivernaise exprime le regret de ne pouvoir les publier dans son *Bulletin*. M. Roubet, voulant bien lui en promettre un des premiers exemplaires, elle décide dès maintenant qu'un rapporteur sera ultérieurement nommé pour lui rendre compte de cette publication qui se rattache à l'une des branches favorites de ses études.

Après cette communication, M. Roubet lit une pièce de vers intitulée : *Défunt mon oncle l'antiquaire*, extraite d'une nouvelle humoristique, en cours de rédaction, dont il est prié avec instance de vouloir bien concéder le droit de première édition à la Société. La description qu'il trace, en termes pittoresques, du cabinet d'antiquités de son héros paraît si bien faite d'après nature, que plusieurs membres de la Société se croient certains d'avoir été admis à le visiter. Suivant eux, la prétendue mort de l'*antiquaire* ne serait heureusement qu'une syncope, et, à plusieurs traits de son autobiographie poétique, il serait facile de reconnaître en lui l'un de nos collègues les plus zélés.

Sous le titre : *Le Château des Bordes et ses seigneurs*, M. Bonvallet commence la lecture d'un travail dont les matériaux lui ont été fournis par le riche chartrier des Bordes, de la découverte duquel M. de Langardière aurait déjà entre-tenu la Société dans sa séance du 3 juillet 1862. (Voir *Bulletin*, 2^e série, tome I^{er}, p. 461.)

Après quelques considérations sur ces archives elles-mêmes, M. Bonvallet entre en matière et décrit, détail par détail, le château, dont il a retrouvé la date de reconstruction, pour la partie fortifiée et la plus remarquable, dans une chartre de 1486. Il apporte, à l'appui de son texte, une photographie d'ensemble, et divers dessins dont il est l'auteur. Sur la propo-

sition de M. de Rosemont, la reproduction dans le *Bulletin* en est décidée.

M. Daiguson et M. l'abbé Fouché font remarquer que plusieurs sociétés savantes inscrivent dans leur programme les excursions archéologiques, et que cependant rien de pareil ne paraît avoir été fait jusqu'à présent à Nevers, sauf par commissions. Si la Société nivernaise voulait entrer dans cette voie, ce serait, pensent-ils, une excellente chose de débiter par se rendre aux Bordes et à Villemenant, dont on a entendu les descriptions. Cette motion est accueillie avec faveur, et l'on avisera prochainement à lui donner suite.

M. Bonvallet reprend sa lecture et passe à l'histoire généalogique des seigneurs du fief des Bordes. La famille des Bordes d'abord, puis la famille de La Platière, lui permettent de donner d'amples renseignements sur la vie féodale en Nivernais depuis le treizième siècle. Les pièces originales qu'il analyse avec scrupule, rectifient, en ce qui concerne la première de ces familles, plusieurs erreurs de la notice qui lui est consacrée dans l'*Histoire des grands officiers de la couronne* du père Anselme. Toutefois, M. Bonvallet ayant cru pouvoir emprunter à une généalogie manuscrite du siècle dernier, qu'il abandonne au surplus pour ce qu'elle vaut, les sept premiers degrés, fantastiques et sans preuves, de la généalogie de la famille des Bordes, il serait à désirer qu'avant de livrer son travail à l'impression, il en modifiât à cet endroit le classement.

L'heure avancée n'ayant point permis d'entendre la suite de l'histoire des Bordes, il est décidé qu'il y aura le 23 juillet une séance supplémentaire, en compensation de la séance de juin qui n'a pu avoir lieu. Elle sera réservée à l'audition du travail de M. Bonvallet et aux communications préparées pour la présente séance, qui n'ont pu obtenir leur tour de lecture.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1868.

Ségent au bureau : Mgr Crosnier, *président*, et M. de Laugardière, *bibliothécaire*, remplissant les fonctions de *secrétaire*.

Après l'adoption du procès-verbal de la séance précédente, M. Bonvallet reprend la lecture de son histoire du château des Bordes et de ses seigneurs. Il achève le récit de ce qui concerne la famille de La Platière, et, continuant par les familles d'Ansienville, de La Grange-d'Arquan, de Béthune, de La Tour du Pin de La Charce, qui ont consécutivement possédé la terre des Bordes, par suite d'alliances, de successions ou de donations, il arrive à notre époque et aux ventes successives qui ont transféré cette propriété à MM. le baron Alviset de Malsières, Richard et Col. Il termine par l'indication des pièces justificatives qu'il a transcrites dans l'ancien chartrier de la seigneurie, et que leur longueur ou leur nature l'ont engagé à rejeter à la fin de son travail.

M. le Président, se faisant l'interprète du sentiment de la Société, remercie M. Bonvallet de son importante communication, dont l'insertion intégrale au *Bulletin* est décidée à l'unanimité.

M. Sonnié-Moret, de Clamecy, membre nouvellement élu, adresse l'analyse détaillée et substantielle d'un mémoire manuscrit intitulé : *Histoire généalogique et chronologique des sires d'Asnois depuis l'an 1258*, et rédigé en 1737, avec beaucoup de soin, sur les titres originaux, par M^e Antoine Delfaux de La Roche, procureur fiscal de la sirie, poté et baronnie d'Asnois. M. le docteur Subert donne lecture de l'envoi de M. Sonnié-Moret, et la Société en vote l'impression, espérant que la collaboration qui lui a été récemment acquise lui fournira souvent l'occasion de prendre des décisions semblables.

M. Subert lit ensuite une notice dont il est l'auteur, sous ce titre : *Une coutume funéraire dans les environs de Nevers*. Cette

coutume consiste à attacher une étoffe noire, en signe de deuil, à la principale ruche d'abeilles aussitôt après la mort d'un chef de maison.

M. l'abbé Fouché fait remarquer qu'il en est de même en Normandie. M. de Langardière ajoute qu'une pratique identique se rencontre en Bretagne et en Berry, et M. Roubet confirme l'observation en ce qui concerne cette dernière province.

L'impression de la notice de M. Subert au *Bulletin* est votée.

M. l'abbé Bontillier lit un procès-verbal constatant la plantation, à Nevers, sous le premier Empire, de trois arbres en l'honneur de Napoléon I^{er}, de l'Impératrice et du roi de Rome. Cette pièce, tirée des archives communales (fonds des eaux et forêts), et dont la lecture est écoutée avec intérêt, semble, par sa date relativement trop récente, ne point devoir être insérée dans les publications de la Société. Plusieurs membres manifestent la pensée qu'elle mérite néanmoins d'être imprimée, et qu'il y aurait lieu de la communiquer à l'un des éditeurs des annuaires du département, pour prendre place au milieu des documents historiques, même modernes, qu'ils sont dans l'excellente habitude de donner à leurs lecteurs.

A cette occasion, Mgr Crosnier et M. Roubet rappellent que l'usage de planter solennellement des arbres commémoratifs est fort ancien, qu'on peut le faire remonter aux Romains, et qu'il y en a de nombreux exemples dans nos annales, bien avant les *arbres de la liberté* de la Révolution.

*Lettre de M. Sonnié-Moret à M. le Président de la Société
nivernaise.*

Je ne sais, Monsieur, si déjà l'attention de la Société nivernaise n'a pas été appelée sur un ouvrage manuscrit que les recherches dont je m'occupe depuis quelques années, au sujet du pays qui m'environne, m'ont fait rencontrer dans ces derniers temps.

A tout événement, je prends la liberté de lui en soumettre par votre intermédiaire une courte analyse, qui vous sera remise avec cette lettre, et que je vous serai reconnaissant de vouloir bien, à l'occasion, mettre sous les yeux du bureau, si vous jugez qu'en effet cette communication soit de nature à présenter quelque intérêt dans l'ordre de ses travaux.

Veillez bien agréer, je vous prie, Monsieur, l'expression de mes civilités empressées.

SONNIE-MORET.

Membre de la Société.

Villiers-sur-Yonne, près Clamecy, juillet 1868.

**Notice sur la suite chronologique des anciens
seigneurs d'Asnois de 1258 à 1737.**

Un manuscrit du siècle dernier, précieux par les renseignements qu'il renferme sur la généalogie et l'histoire d'anciens seigneurs d'une partie de la contrée de notre Nivernais, s'est, par suite, on ne saurait dire, de quelles circonstances heureuses, conservé jusqu'à nos jours entre les mains de personnes très-indirectement intéressées à sa possession. Il porte la date de 1737, et a pour titre : *Histoire généalogique et chronologique des sires d'Asnois depuis l'an 1258 jusqu'en 1737, dressée sur les titres du trésor du château d'Asnois, et autres preuves tirées de l'histoire et des anciens manuscrits, par maître Ant^e Deffaux de La Roche, procureur fiscal desd. sénérie, poté, bailliage et baronnie dud. Asnois et dependances.*

C'est un fort beau volume in-folio de plus de 500 pages, d'une belle et nette écriture, entremêlées de nombreux écussons coloriés, aux armoiries des personnages dénommés au cours de l'ouvrage et de leurs alliances. La rédaction, d'un style clair et correct, porte avec elle tous les caractères de la sincérité historique, et les notes explicatives qui accompagnent

la plupart des chapitres témoignent d'un travail consciencieux, et l'on pourrait presque dire savant sur la matière.

Si l'on excepte Née de La Rochelle, l'ainé, qui a évidemment connu ce livre, et qui le copie, mais sans le citer, à l'article qu'il a consacré à Asnois dans ses *Mémoires sur le Nivernois*, in-12, 1747, il ne paraît pas que jusqu'ici d'autres écrivains en aient fait usage, ou, dans tous les cas, aient signalé son existence ; mais il mérite assurément de fixer l'attention, aussi bien de ceux qui s'occupent de l'histoire du Nivernais dans toutes ses parties que de ceux qui se contentent de retrouver les traces de l'ancienne noblesse qui a contribué à son illustration.

Le volume s'ouvre par une sorte d'épître dédicatoire adressée « à très haut et très puissant seigneur monseigneur François Philogène, marquis de Blanchefort, sire, baron d'Asnois, de Saligni et de Bidon, seigneur de St Germain des Bois et en partie de Turigny, gouverneur pour Sa Majesté des pays, ville et châteaux de Gex ». Le rédacteur y explique qu'appelé par ses fonctions de procureur fiscal de la seigneurie d'Asnois à prendre connaissance des archives domestiques confiées à sa garde et à ses soins, il n'a pu résister au désir de mettre en lumière les documents ainsi mis à sa disposition « pour éclaircir l'origine de la succession des terres d'une aussi illustre maison ».

Le chapitre 1^{er}, précédé du dessin armorié de l'écusson de Saint-Verain, qui est d'argent au chef de gueules, chargé d'un lambel d'or à trois pendans, débute par un exposé que l'on ne croît pouvoir mieux faire que de reproduire textuellement, ne fût-ce que pour donner une idée du style et de la manière de l'auteur :

« La terre, sirie, poté, bailliage, baronnie et bourg d'Asnois est située dans le pays de Nivernois, élection de Clameci, généralité d'Orléans, à deux lieues de lad. ville de Clameci, à trois de Vézelay et à quatre de Corbigny. Le principal chatel et maisonfort dud. bourg d'Asnois est dans une position très avantageuse. La rivière d'Yonne coule à

» perte de vue au pied de la colline sur laquelle il est basti :
» on y découvre plusieurs villages, et dans l'éloignement une
» chaîne des montagnes du Morvant, qui paraissent comme des
» nuées, dont la décoration est terminée par la fameuse mon-
» tagne de Beuvray (l'ancienne Blibracte des Gaulois), à quel-
» ques lieues de la ville d'Autun. Il y a un autre château dans
» le milieu dud. bourg d'Asnois, qui devint la maison seigneu-
» riale de Pierre de Dygoine, seigneur de Thianges, et de ses
» successeurs de la maison de Damas, lorsque Blezuet de
» Beaujeu, dit du Colombier, lui vendit une partie de cette
» terre en toute justice, l'année 1469. On y est dans une pos-
» session immémoriale du titre de *poté*, d'où dépendent les
» bourgades d'Amazi, de Saligni, de Chevanne, de Bidon, etc.
» Ce mot *poté*, dont l'*é* est masculin, vient du latin *potestas* et
» *potentia*, et signifie un territoire de seigneurie en haute jus-
» tice, comprenant plusieurs familles et villages, qui d'ancien-
» neté étaient de condition servile ou adscriptice, nommés
» *gentes potestatis*, ainsi que le rapporte Gui Coquille dans son
» *Commentaire sur la coutume du Nivernais*, chap. 1^{er}, *De jus-*
» *tice et droit d'icelle*, art. 7. Les terres de La Magdelaine, de
» Vezelay, d'Asnois et de Sully (1), sont les seules que nous con-
» naissons qui jouissent de ce titre illustre. L'état de servitude
» subsista dans la *poté* d'Asnois jusqu'au commencement
» du XIV^e siècle. Rongefier, chevalier, sire d'Asnois, affranchit
» ses sujets, en accordant le droit de bourgeoisie aux lieux
» dépendant de la *poté* et du pays d'Asnois, comme porte
» l'acte, qui est de l'année 1304, et fut confirmé par le roy
» Philippe le Bel. Asnois est traité de ville par cette chartre,
» et s'est long-temps conservée sur le même pied. Cela se
» prouve par un titre du 11 may 1439, concernant le marché
» qui se tenoit alors tous les lundis dans cette ville d'Asnois.
» Les guerres tant civiles qu'étrangères ont à tel point
» ruiné les murailles qui doivent anciennement lui avoir servi

(1) Il s'agit de Sully-sur-Loire et non de Sully-la-Tour, comme le disent les auteurs de l'*Album du Nivernais*, tome II, p. 94.

» d'enceinte, qu'il n'est pas même possible d'en découvrir les
» moindres vestiges. Ajoutez à cela de très fréquents incendies,
» ceux de 1661 et 1682 notamment, qui consumèrent ensemble
» plus de deux cents maisons ; tous ces malheurs l'ont réduit
» dans un état dont il n'y a pas d'apparence qu'il revienne
» sitost. Cette terre a été autrefois possédée par des sel-
» gneurs de l'ancienne maison de S^t Verain, et dont étoit ledit
» Regnaut Rongefér. »

Voici deux titres qui le concernent et qui servent à nous apprendre le nom de sa femme, Jehanne de Corcelles, etc. Suit un transcrit des deux actes invoqués, tous deux de l'année 1295, et dont le premier est accompagné d'un sceau de cire verte, dont le manuscrit reproduit l'empreinte, réunissant les armes du chevalier Regnaut et celles de sa femme, qui sont un écartelé d'argent et d'azur.

Nous reprenons, en l'abrégéant dans un court sommaire, l'ordre de la succession des sires d'Asnois, débarrassé du détail des alliances.

D'abord la maison de Saint-Verain, qui commence, ainsi qu'on vient de le voir,

1^o Par le plus ancien seigneur connu qui ait porté le titre de sire d'Asnois, Regnaut de Saint-Verain, surnommé Rongefér, par allusion sans doute à quelque circonstance de sa vie guerrière. On a de lui des actes de l'année 1295, où il paraît avec Jehanne de Corcelles, sa femme, pour l'aliénation de droit qu'il tenait de celle-ci à Epineau-sur-Yonne.

2^o Guyot de Saint-Verain, écuyer, sire d'Asnois en 1327.

3^o Jean de Saint-Verain, premier du nom, chevalier, sire d'Asnois, de Mont, de Flay, de Courcelles, etc., rend foi et hommage, le 2 juillet 1389, à Philippe de Bourgogne, comte de Flandres. Ses armes sont d'argent, à la face de gueule, chargée d'un lambel d'or à trois pendants.

4^o Jean de Saint-Verain, deuxième du nom, chevalier, sire d'Asnois, etc., — vend le 5 juin 1403, devant Dubrell et Duhan, notaires à Paris, la terre et seigneurie d'Asnois à Jean de Beau-

jeu, dit du Colombier, chevalier, seigneur de Montcauquier, son beau-frère, à cause de d'Isabeau de Saint-Verain, femme de celui-ci, laquelle meurt en veuvage en 1419.

De la maison de Beaujeu :

5° Jean de Beaujeu, dit du Colombier, chevalier, chambellan du roi et du duc de Berry, fils de Robert de Beaujeu, vivait encore en 1408. Il appartenait à une ancienne et illustre famille du Beaujolais, qui a fourni plus tard un évêque à la petite église de Bethléem, à Clamecy, dans la personne de Philibert de Beaujeu, qui en occupa le siège de 1524 à 1555.

6° Pierre de Beaujeu, fils du précédent, conclut le 30 avril 1439 un traité avec plusieurs habitants d'Asnois, au sujet de l'usage du four banal ; — obtient sur la conservation de ce four des lettres patentes du roi, datées du 5 mars 1454. — Dans son testament du 14 juillet 1462, devant Guillaume Givray, clerc, notaire-juré à la prévôté de Clamecy, il dispose de plusieurs legs en faveur de l'église Saint-Loup d'Asnois, dans laquelle il demande à être enterré auprès de Marguerite de La Palice, sa femme.

7° Blenet ou Blezuet de Beaujeu, fils aîné des précédents, obtient, dans le partage des biens paternels arrêté par transaction sur procès avec sa mère et avec ses frères et sœurs, au nombre de huit, devant le même notaire Givray, le 25 juillet 1464, le meilleur fief de la terre et seigneurie d'Asnois qui, par l'effet de ce partage, se trouve divisée entre plusieurs titulaires ; il rend hommage pour sa portion à Jean de Bourgogne, comte de Nevers et de Rethel, le 29 mai 1467.

Le surplus de la terre, 4/5 environ, est vendu par ses possesseurs, à la réserve du châtel et maison-fort d'Asnois et des autres biens dévolus au lot de Blenet de Beaujeu, à noble seigneur messire Pierre de Digoine, chevalier, seigneur de Thianges, moyennant 4,000 livres tournois, de la valeur de 20 sous tournois la livre, et le son valant 12 deniers.

Blenet de Beaujeu épouse, le 4 mars 1453, Catherine de Chamilly ou de Tanlay ; leur fils aîné,

8° Loup de Beaujeu, dit de Montcauquier, marié, par contrat passé au château des Cromieux, en Forez, le 18 juin 1483, à Catherine Gaste, fille d'Archambault Gaste, écuyer, sieur de Mouron, en Dauphiné; dans ce contrat, où sa femme apporte en dot une somme de 3,200 livres, sur laquelle 300 livres sont délivrées comptant, Loup de Beaujeu prend l'engagement de la « vestir et habiller de »
» bons et honnestes habillemens,
» selon l'estat desd. mariez, et au
» regard et dire de leurs parents
» et amys. »

Le 30 mai 1498, il vend à vie avec sa femme, à nobles hommes M^{re} Claude et Jean de Damas, frères, écuyers, seigneurs de Brèves et de Tannay, moyennant la somme de mille livres, une fois payée, le revenu de tout ce qui leur appartient, 1/5 environ, dans la terre d'Asnois : four banal, — droits de bourgeoisie, — pré et vergier, du rapport de dix à douze chariots de foin, d'une valeur ensemble de dix à douze livres; — et dans la justice et poté d'Asnois; le tout pouvant représenter un produit annuel de vingt-huit à trente livres.

Leur fille unique, Catherine de Beaujeu, dite de Montcauquier, épouse le 6 juin 1496 Loys de

Seigneurs en partie d'Asnois de 1489 à 1556 :

1° Pierre de Digoine, s^r de Thianges, qui, le 25 mai 1469, traite des droits des frères et sœurs de Blenet de Beaujeu;

2° Chrestien de Digoine, chevalier, seigneur de Thianges et d'Asnois, marié en 1456 à Philippine des Barres;

3° Anne de Digoine, leur fille unique, dame de Thianges et en partie d'Asnois, mariée le 13 novembre 1472 à Jean de Damas, seigneur de Marcilly, auquel elle apporte en dot les seigneuries de Thianges et d'Asnois.

De leur mariage, entre autres :

4° Georges de Damas, seigneur de Marcilly, de Thianges et d'Asnois, — vend, de concert avec Jeanne de Rochechouart, sa femme, le 19 novembre 1487, les portions leur appartenant dans la terre d'Asnois, à Jeanne de Corbigny, veuve d'Adrien Perreau ou Perreaul, qui transmet cette partie de ses droits à sa fille.

5° Léonarde Perreau, mariée en 1509 à Hermand,

Salazart, auquel elle apporte en mariage, entre autres biens, ce qui lui restait des terre et seigneuries d'Asnois.

De la maison de Salazart :

9° Loys ou Louis de Salazart, premier du nom, dit de Montaignes, chevalier, seigneur dud. Montaignes et d'Asnois, d'une famille originaire de la Biscaye, en Espagne, d'où elle était venue en France prendre service dans les armées de Charles VII, au temps de ses guerres contre les Anglais et les Bourguignons, vers 1460.

De son mariage avec Catherine de Beaujeu sept enfants, dont l'aîné :

10° Loys de Salazart, deuxième du nom, chevalier, seigneur de Montaignes et d'Asnois, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, puis chargé comme ambassadeur d'aller en Suisse renouveler l'alliance conclue dès 1480 avec cette puissance par Tristan de Salazart, archevêque de Sens, son oncle. C'est en cette qualité que le dernier de janvier 1556 il donne quittance d'une somme de 1,800 livres pour son état de dépense et entretienement de lad. ambassade, durant demie année, à M^r Jean Baillon, conseiller du roi et trésorier de son épargne. Cette quittance est signée *Asnois*,

bâtard de Clèves, chevalier, puis seigneur de Saint-Germain-des-Bois, fils naturel de Jean, premier du nom, duc de Clèves, comte de Nevers. Cet Hermand de Clèves, légitimé, comme on pouvait l'être alors, par lettres du roi, délivrées à Blois en 1506, était cousin germain du roi Louis XII, né du troisième mariage de Charles d'Orléans avec Marie de Clèves, sœur de Jean susnommé.

6° Léonarde de Clèves, fille des précédents, dame d'Asnois, épouse en 1551 Pierre de Blanchefort, seigneur de Château-du-Bois, Villeneau et Fondellin, et toutefois les conditions de leur mariage ne reçoivent leur réalisation que cinq ans plus tard, par un contrat qui porte la date du 1^{er} décembre 1556.

Pierre de Blanchefort, engagé, dès sa première jeunesse, dans le parti des armes, fut choisi par la noblesse du Nivernais pour la représenter aux états tenus à Blois en septembre 1576. L'ancien chartrier d'Asnois renfermait, au dire de son

et scellées des armes du signataire : aux 1 et 4 de Salazart, et aux 2 et 3 de Montcauquier, avec le lion de Beaujeu sur le tout.

(Les armes de Salazart sont : écartelé aux 1 et 4 de gueule avec cinq étoiles d'or, disposées 2. 1. 2 ; — et aux 2 et 3 d'or, semé de cinq feuilles de chêne de sable, dans la même disposition, avec la devise : *CALC HAZARD*. — Plus tard on trouve cinq piques renversés substitués aux feuilles de chêne.)

Louis de Salazart est mort sans postérité à Berville, près de Nemours, en 1560. Il avait épousé Roberte de La Forest, par contrat du 8 octobre 1526.

11° Annibal de Salazart, né le 8 juillet 1527, fils de Louis, premier du nom, devint seigneur d'Asnois à la mort de ses aînés, qui, par violence, l'avaient, dès son bas âge, engagé dans l'ordre de Malte, contrainte qui avait donné naissance à un long procès entre eux. Il est mort colonel d'un régiment de Suisses au service de la France en 1574. Il avait épousé, par contrat du 18 juillet 1562, Anne de Charry, fille de noble et puissant seigneur Pierre de Charry, écuyer, seigneur de Vuez, maître d'hôtel de monseigneur le duc de Nevers, et de Marguerite Le Roy (1).

historien, un très-curieux journal, rédigé de la main du député, sur les événements qui s'étaient passés sous ses yeux à cette occasion. A son retour de sa députation, il fut désigné par le roi pour commander dans la ville de Nevers et aux environs, pendant les derniers troubles de la Ligue en 1585.

Il est mort le 15 juin 1591, et reçut la sépulture dans l'église d'Asnois, où se lisait encore son épitaphe au siècle dernier.

De son mariage avec Léonarde de Clèves sont issus huit enfants, parmi lesquels :

7° Adrien de Blanchefort, mentionné au n° 12 ci-après.

(1) En 1568, Annibal de Salazart tua en duel, à la suite, comme on le croit, d'une querelle de préséance, Jean de Clèves, seigneur de Saint-Germain-des-Bois, fils d'Hermand et de Léonarde Perreau, dame d'Asnois. — Née de La Rochelle raconte, mais sans autorité, les motifs et les détails de ce duel. Mieux informé, Deffaux est moins affirmatif.

De ce mariage était née une fille unique, Henriette de Satazart, qui, le 12 septembre 1583, épousa, par contrat devant Pierre Delavan, notaire à Clamecy,

De la maison de Blanchefort (1) :

12^e Adrien de Blanchefort, d'une très-ancienne famille sortie de la Guyenne et du Limousin, chevalier, sire, baron d'Asnois, de Saligny et de Bidon, seigneur de Saint-Germain-des-Bois, etc., fils de Pierre de Blanchefort et de Léonarde de Clèves, réunit entre ses mains, par son mariage avec Henriette de Satazart, comme il est rapporté plus haut, les deux portions, divisées en 1469, de la seigneurie d'Asnois. Adonné de bonne heure, comme son père, au métier des armes, il jouissait d'une certaine considération auprès du roi Henri IV, qu'il avait utilement servi dans plus d'une circonstance. En 1590, sa valeur reconnue l'avait fait désigner pour commander dans les villes de Clamecy, La Charité et Donzy. En 1615, il recevait la même mission pour la ville de Cosne, mais au nom des mécontents, et en 1617, à Entrains. C'est dans cette dernière place que, pressé par le maréchal de Montigny, qui l'assiégeait avec des forces supérieures, dans l'intérêt du parti de la cour, il en obtint, le 8 mars de la même année, une capitulation honorable. Il est mort le 30 octobre 1625, et a été inhumé dans l'église d'Asnois, où se trouve encore son tombeau.

La terre d'Asnois avait été, en sa faveur, érigée en baronnie, avec les terres de Saligny et de Bidon, sous le titre de baronnie d'Asnois, par lettres patentes du roi du 2 novembre 1606, enregistrées en la chambre des comptes de Nevers, le 5 mars de l'année suivante.

De ses quatorze enfants, l'aîné :

13^e François de Blanchefort, chevalier, sire et baron d'Asnois, de Saligny et de Bidon, seigneur de Saint-Germain-des-Bois, né au château d'Asnois le 20 avril 1590, fut baptisé le 1^{er} mai suivant dans la chapelle domestique du château, érigée en

(1) Le manuscrit consacre près de 250 pages (de 165 à 404) à la généalogie de cette famille de Blanchefort.

l'honneur de Sainte-Catherine. Il eut pour parrains François de Chabanne, dit de Laignes, seigneur de Tracy, Armes, etc., et Pierre de Blanchefort, son oncle, seigneur de Fendella et Villeneau ; et pour marraine Léonarde de Clèves, son aieule. Il était gentilhomme ordinaire de la chambre du roi en 1616, et capitaine d'une compagnie d'arquebusiers à cheval, dits Carabins, servant dans la province de Bourgogne, en 1630. Il est mort dans sa soixante-douzième année, le 25 juillet 1661, et a été inhumé le lendemain dans l'église Saint-Loup d'Asnois. Il avait épousé le 25 février 1611 Edmouette Olivier, fille d'Antoine, seigneur de Chitry, Nyon, Surpailis et Anreaux, en Nivernais. De ce mariage étaient nés quinze enfants, dont l'aîné :

14° Roger de Blanchefort, chevalier, sire, baron d'Asnois, de Saligny et de Bidon, seigneur de Saint-Germain-des-Bois et en partie de Thurgny, né, comme son père, au château d'Asnois, le 27 novembre 1614, suivit, à l'exemple de ses ancêtres, la carrière des armes. Il fut fait capitaine dans le régiment de Navarre, le 20 novembre 1639. Un brevet du roi, daté de Saint-Germain-en-Laye, 24 janvier 1649, le chargea d'un commandement dans la ville de Vézelay, où des agitations menaçaient de se produire. — Le 27 novembre 1653, il acquiert, devant Martin, notaire à Tannay, de François Jacquinet, sieur de Panueclère, la moitié de la terre, justice et seigneurie de Thurgny, indivise avec le chapitre de l'église Saint-Cyr de Nevers. — Dans une descente tentée sur les côtes de la Barbarie, en Afrique, il avait reçu une blessure qui lui avait fait perdre un œil. Il est mort le 12 avril 1684, et sa cendre repose à côté de celles de ses ancêtres dans l'église d'Asnois.

De son mariage, contracté à Tannay devant Martin, notaire, le 1^{er} avril 1639, avec Françoise de Bèze, fille de Claude, seigneur de Tallon et de Montlarrin, puis de Lys, et de Marie de Laporte, sont issus huit enfants, dont l'aîné parmi les survivants :

15° François-Joseph, marquis de Blanchefort, sire, baron d'Asnois, de Saligny et de Bidon, etc., né au vieux château

d'Asnois en 1648, et baptisé seulement le 20 septembre 1653. Le 20 mai 1670, il succédait à son père avec le rang de capitaine dans le régiment de Navarre, et fit en cette qualité quelques campagnes sous le commandement du prince de Condé. — Le 5 février 1688, il rachète, devant le parlement de Paris, les terres et baronnies d'Asnois, etc., mises en décret sur son ayeul. A la mort du chevalier François de Blanchefort, son oncle, en 1710, il obtint l'investiture du gouvernement du pays de Gex, dont celui-ci était pourvu depuis un grand nombre d'années. Il est mort à Paris le 17 mai 1714, et a été enterré dans l'église de Saint-Sulpice.

Il avait épousé le 18 février 1702, suivant contrat devant Lange, notaire à Paris, Gabrielle-Charlotte-Elisabeth Brulart de Sillery, fille de Roger Brulart, marquis de Puisieux et de Sillery, lieutenant-général des armées du roi, gouverneur d'Huningue, etc.

16° François-Philogène de Blanchefort, fils unique de cette union, sire, baron d'Asnois, de Saligny, etc., né à Paris le 3 juillet 1704, obtint du roi, le 20 janvier 1720, une lieutenance dans son régiment d'infanterie, et le 20 mars 1727 la charge de gouverneur du pays de Gex, restée vacante par le décès de son père, et pour laquelle il prêtait serment le 14 avril de la même année.

Marlé, par contrat devant Vesigny, notaire à Paris, le 22 juin 1734, à Marie-Josèphe Pierquet, dame de Bertrand et Princelin, native de Chimay, en Hainaut, il avait eu de ce mariage, au moment de la rédaction généalogique faite par Deffaux (1737), deux enfants, dont le premier était mort en naissant, et le second :

17° Charles-Joseph-Gaston, marquis de Blanchefort, sire, baron d'Asnois, de Saligny, etc., dît à sa naissance le comte d'Asnois, né à Paris le 23 mars 1737.

Là s'arrête, sur le registre rédigé et clos en cette année 1737, la filiation généalogique de la maison d'Asnois. Ce qui suit jusqu'à la fin n'a plus trait qu'aux détails des alliances particu-

lières de la maison de Blanchefort, qui occupent une nouvelle série de quatre-vingt-dix-huit pages.

Villiers-sur-Yonne, 12 juillet 1868.

A. SONNIÉ-MORET.

SÉANCE DU 6 AOUT 1868.

Présidence de M. DE CAUMONT.

M. le Président ayant appris que l'illustre fondateur des congrès, M. de Caumont, prenait une saison des eaux de Pougues, s'empressa d'aller lui faire visite et l'engagea à assister à la séance de la Société nivernaise qui devait avoir lieu le 6 août. Cette proposition fut acceptée. Mgr Crosnier s'est empressé d'offrir à M. de Caumont le fauteuil du président.

Siégeaient au bureau : MM. de Caumont, Crosnier et de Toytot.

M. le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 23 juillet, qui est adopté.

Sont déposés sur le bureau les mémoires de la Société académique de Boulogne-sur-Mer, envoyés en échange du *Bulletin* de la Société nivernaise.

Mgr Crosnier, s'adressant à M. de Caumont, à qui nous sommes redevables du mouvement archéologique imprimé en France, entre dans quelques détails sur la restauration et les constructions d'églises exécutées sur tous les points du diocèse de Nevers.

M. de Caumont, prenant à son tour la parole, remercie la Société des efforts qu'elle a faits et de l'impulsion qu'elle a donnée. — Il encourage l'administration du musée à imprimer le plus promptement possible son catalogue. — Il fixe spécialement l'attention de la Société sur les bibliothèques et les musées locaux. « Un des meilleurs moyens, dit-il, de faire connaître

» les musées et d'y attirer des visiteurs sérieux, ce serait de
» faire de petites conférences, des notes explicatives orales
» sans prétention, qui mettraient le public au courant de ces
» richesses artistiques et archéologiques que possède chaque
» ville. » M. de Caumont nous parle des divers congrès qui depuis quelques années déjà font partie des habitudes scientifiques de la France et de l'Europe. Il existe aujourd'hui, réglementés et dirigés par l'Institut des provinces, des congrès spéciaux archéologiques, historiques, géologiques, etc. Par-dessus tout, il faut distinguer les congrès internationaux d'archéologie, qui ont été inaugurés l'année dernière à Anvers. — Le savant archéologue n'oublie pas de faire ressortir l'importance des annuaires, imprimés chaque année après la réunion annuelle du congrès scientifique. Ces annuaires sont quelquefois assez rares à rencontrer. M. de Caumont nous offre très-gracieusement de compléter notre collection. Il en tient un certain nombre à la disposition des bibliothèques, pourvu que ces bibliothèques soient bien tenues et aient déjà un commencement de collection. — M. de Caumont engage la Société à déposer quelques exemplaires de nos *Bulletins* chez un libraire de Paris. Il est bon, dit-il, qu'on puisse trouver dans une librairie déterminée les documents dont on peut avoir besoin.

M. de Langardière est chargé de proposer ce dépôt à M. Aubry.

M. l'abbé Boutillier donne lecture de l'état des dépenses de la porte du Croux, d'après les comptes des anciens receveurs de Nevers. Ce travail sera inséré dans le *Bulletin*.

M. Dupont reprend la lecture de sa monographie de Gimouille.

Mgr Crosnier rappelle une proposition dont il avait déjà été question, relativement à la visite du château des Bordes et de Guérigny. Cette proposition est favorablement accueillie. La course est fixée au mardi 11 août ; le départ aura lieu à six heures du matin.

M. de Caumont exprime le regret de ne pouvoir faire partie de cette excursion.

État des dépenses

*De la construction de la porte du Croux, au quatorzième siècle,
d'après les anciens comptes des receveurs de la ville de Nevers.*

NOTES PRÉLIMINAIRES.

La porte du Croux, qui, seule des anciennes portes de Nevers, autrefois si nombreuses (1), subsiste encore aujourd'hui, est assurément un des plus curieux monuments de notre ville ; ses créneaux, ses deux tourelles appendues à ses flancs (2), en un mot, l'ensemble de son architecture militaire et son état parfait de conservation confirment ce que disent avec raison les auteurs de l'*Album nivernais*, que cette porte pourrait au besoin nous révéler le système de défense des places avant l'usage du canon : d'abord un ouvrage avancé flanqué de deux tourelles en saillie et surmonté de solides créneaux, puis un chemin étroit et tortueux ; il aboutissait à un profond fossé que remplissait toujours le ruisseau du Croux ; là était le pont-lévis qui ne s'abaissait qu'en temps de paix ; enfin la herse pour intercepter tout passage, quand l'ennemi y arrivait après avoir franchi tous ces obstacles.

Cependant, c'est en vain que nous interrogerions nos chroniques nivernaises sur l'histoire de la porte du Croux ; toutes ou à peu près se taisent sur ce point.

Parmentier lui-même, auquel il faut toujours recourir pour être renseigné d'une manière exacte et complète sur notre pays,

(1) Il y avait encore au siècle dernier les portes de Saint-Didier, du Pont-Ciseau, de la Barre, de Nièvre, des Ardilliers, de Loire. La porte de Paris ne fut élevée qu'en 1746, après la bataille de Fontenoy, sur l'emplacement de l'ancienne porte des Ardilliers.

(2) *Album du Nivernais*, t. I^{er}, p. 100. — Voir aussi le *Guide archéologique dans Nevers*, par M. de Soultrait.

ne donne que quelques indications tout à fait sommaires sur la porte du Croux.

« Elle a été fort long-temps, dit-il (1), le chemin de Nevers » à Paris. Rebâtie en 1393 (2). Le portail fait en 1396. Murée » en 1578. Pendant les troubles, Mme l'Abbesse s'en est em- » parée et y tient, dit-on, ses archives. Le boulevard de Croux » est de 1472. »

Malgré leur sécheresse, ces quelques lignes ont pourtant leur intérêt. Il est curieux, par exemple, de voir la porte du Croux, formant un dépôt d'archives, devenir plus tard le musée lapidaire de la ville et le siège des séances de la Société niver-naise.

Il est un autre point essentiel à remarquer dans la note de Parmentier : c'est la date de reconstruction de la porte du Croux (1393), date qui concorde parfaitement avec les anciens comptes des receveurs de la ville.

Malheureusement, la série de ces comptes, qui commence en 1389, offre précisément une lacune pour l'année courant du 1^{er} mai 1393 au 1^{er} mai 1394 ; mais sur le compte qui commence à cette dernière date et qui continue jusqu'au 1^{er} mai 1395, nous voyons déjà l'édifice qui nous occupe en bonne voie de construction.

Transportons-nous un instant sur le chantier et esquissons rapidement, d'après les comptes dont va suivre la copie, l'historique de cette construction ; cet aperçu sommaire rendra plus facile l'intelligence de ces précieux documents.

C'était au commencement du carême de l'année 1394 ; Jehan des Amognes, qualifié simplement de maçon, mais qui est de fait l'entrepreneur, « le conducteur » de tous les travaux de

(1) *Archives de Nevers*, t. II, p. 105.

(2) Dès l'année 1194, le comte Pierre de Courtenay avait renfermé la ville par une enceinte de murailles qui prenait depuis la tour Ninchat, à l'endroit où le ruisseau de Croux, *révulus credendū* entre dans la Loire et remontait jusqu'à la rivière de Nièvre, derrière la tour de Saint-Trohé. La première porte du Croux remontait probablement à cette époque.

maçonnerie, fait assembler dans ses perrières de Saint-Gildard quantité de « mambreures, parpins, quartiers, coings, ornaux » et autres pierres que Thévenin, le charretier de Mgr l'Evêque, avec sa charrette attelée de trois chevaux, amène pour la construction de la porte du Croux.

Regnaut de Pressy, charpentier, abat « l'eschaffant sur lequel » est soutenu l'engin qui est sur le portail », et avec des « clayes, des perches longues et autres grands paux et des » ronartes » en construit un autre plus haut d'une toise et demie, sur lequel il élève de nouveau ledit engin après lui avoir fait un tour neuf « de son merrein » ; mais il est obligé, à cause de l'élévation de cet échaffaud, de faire une échelle de quatre toises pour y pouvoir monter. Jehan Jazer, « chaussier », et Hugues Jazer, son cousin, Symon Delin, etc., fournissent force « quartaux de » chaulx » qu'ils font décharger à la porte du Croux ; — le charretier continue d'amener, outre ses pierres, des charretées de sablon pour couvrir ladite chaul, et des manœuvres mettent de l'eau dessus pour la faire fondre ; — Étienne Maulgarni, « esculer » fournit « deux grans escuelles de bois » et la fille au grand Hugues trois pelles de bois pour faire le mortier pour les maçons ; — Guyot le tonnellier vend de son côté « deux tynes neufves » et en reille trois autres pour porter le mortier et l'eau ; — Henryet le maçon et les autres tailleurs de pierre continuent de travailler en leur « loige » à tailler des quartiers ; — Lorrain le serrurier forge, quand il en est besoin, les marteaux desdits maçons ; — Jehan Amonet « le rouer de Saint-Saulveur », dispose deux « béars » pour porter les « grans piarres » et Drouet le cordier fournit plusieurs toises et brasses de corde pour le « briquant qui monte le mortier et la menue piarre sur le » portaul », etc.

Les travaux marchent ainsi avec une grande activité.

Dans la première moitié du mois d'août, Jehan des Amognes commence à faire porter par ses « hommes de braz » les grands corbeaux pour l'encorbellement de la porte ; Il surveille avec soin cette opération, et pendant plusieurs jours ne cesse de

diriger ses ouvriers, leur montrant ce qu'ils doivent faire et leur aidant au besola.

À commencement d'octobre, la rue se trouve tellement encombrée, qu'il faut la faire « appareiller » pour cause des vendanges.

En même temps, Jehan Hervier, charpentier, fait l'huis de la planche de la porte du Croux, avec « trois haix de 7 pieds » de long, et de deux doys d'apaisseur ; — Montferrant, serrurier, met une « serrebure » andlt huis avec un « correll ».

La mauvaise saison approchant, plusieurs maçons font du mortier qu'ils montent avec un poids d'autre mortier fait à l'avance sur la porte, et ils couvrent dudit mortier toute la maçonnerie et les tournelles, pour cause des « jalées » ; — d'autres maçons portent des quartiers sur une « eschiffe couverte d'esseaune » qui est au coin de la porte, en allant vers Saint-Laurent, pour empêcher que les grands vents ne viennent à l'abattre, etc.

La dernière semaine de travail se termine le samedi avant la Saint-André, par conséquent à la fin de novembre 1394.

L'année suivante (1395), dès le printemps, les travaux sont repris et poussés avec la même ardeur sans aucun incident qui mérite d'être spécialement noté.

Toutefois, cette même année, la ville veut faire le pavé de la rue du Croux, et pendant un jour et demi quatre hommes sont occupés à ôter les « quartiers et les ornaux » qui étaient devant la porte et à les mettre au long des murs.

Boyard le maçon travaille aussi à « despecier » le conduit par lequel les eaux s'égouttent dessous la porte et tombent dans les fossés, et à percer le gros mur de la ville, du côté de l'abbaye, pour faire un nouveau conduit. — Le charretier de Monseigneur, celui de l'abbaye et d'autres encore continuent à amener des perrières de Jehan des Amognes et de Guillaume Jacopin des mambures, des parpins et autres pierres, mais surtout des « tables pour le entabler » de la tour dudit portall, et à la fin de novembre la muraille est reconverte de

« troublé (1) » que l'on achète à Perrin, vigneron. On peut dès-lors considérer la maçonnerie comme terminée. Jehan des Amognes a fini sa tâche, et il s'occupe à régler ses comptes avec la ville, pour en toucher le montant, si faire se peut.

Le vendredi après la fête de saint Clément 1396, les quatre échevins de Nevers, le châtelain et Odenet de Varie « commis » sur le fait des ouvrages de la ville » sont réunis pour toiser la maçonnerie faite par ledit Jehan, et après que l'on eut achevé le toisé, se rendent chez Jehan Tixier, hôtelier, pour « illec » souper ensemble. Cependant, « pour ce que audit » toiser la ville fit plusieurs doubtes contre plusieurs choses « demandées par ledit Jehan des Amognes », il ne lui fut baillé alors sur sa tâche de ladite porte que neuf-vingt-six livres (186 fr.) et dix-huit sols onze deniers tournois, pour certaines et justes causes, et il fut ordonné qu'il demeurerait en suspens une somme de quatre-vingt-onze livres; et les choses en restèrent là pendant deux ans, jusqu'au samedi après la Saint-Barnabé 1398. Ce jour-là, les quatre échevins et le commis des ouvrages, Odenet de Varie, ayant appelé avec eux des « gens ad ce cognoissans et experts » et autres personnes notables, se transportent de nouveau sur le lieu, et finalement il est accordé avec ledit maçon qu'il demeurera entièrement quitte moyennant cinquante-cinq livres tournois qui lui seront payées par la ville (2).

(1) Etrouble, chaume des céréales et, par extension, ce qui reste sur la terre des tavyaux des grains après la moisson. Le dictionnaire de Trévoux dit estouble. Retrouble, champ nouvellement moissonné où il ne reste que le chaume; — le chaume lui-même en Nivernais. (*Glossaire du centre de la France*, par le comte Jaubert.)

(2) Le nom de ce Jean des Amognes se retrouve, plus d'une fois encore, dans les comptes postérieurs de la ville, et c'est assurément faire acte de justice que de le tirer de l'oubli où il était demeuré depuis tant de siècles. C'est lui qui, en 1399, entreprend la construction de la tour du « reloige » (horloge) de la ville; mais les échevins semblent conserver toujours contre sa personne certains « doubtes ». Aussitôt ce travail terminé, en 1402, ils font venir de Riom, en Auvergne, le maçon Huguet Fouchier, maître des œuvres de Mgr le duc de Bourgogne, pour visiter la tour et déclarer si elle est bonne ou mauvaise, et

Plus heureux que son confrère Jean des Amognes le maçon, Guillaume Ogler, le charpentier, a reçu déjà le mercredi après Quasimodo 1395 quarante-cinq livres en déduction de ce qui lui est ou sera dû pour la façon du « chaffaut » de la porte du Croux ; — puis le 7 avril 1396, quinze livres en déduction de ce qui lui peut être dû à cause de la « charppenterie » qu'il doit faire sur le portail ; — et encore le vendredi après la Saint-Luc de la même année, trente livres tournols sur sa « tâche de la » porte de Croé ; ; enfin le mardi après la Saint-Vincent, il touche cinquante livres pour le reste de la charpenterie par lui faite sur le portail. Malheureusement les comptes si étendus pour les ouvrages de maçonnerie ne donnent aucuns détails intéressants sur la construction de la charpente. Mais il n'en est pas ainsi pour la façon de la couverture.

Dès le mois d'octobre 1397, Jehan Pautrer fournit plusieurs milliers de latte renforcée et de latte commune pour « couvrir le chaffaut du portaul, un demi-cent de jables, *aliàs chamlaz*, pour les tournelles et plusieurs cents de corneliers pour mettre audit portaul » ; — Regnault Chauçon le « tiellier » fournit à lui seul neuf milliers et neuf cents de tuiles garnies de « festières » que Regnault de Lenviron et Pierre le Limozin avec sa jument amènent du rivage de Loire ; — Jean Blondelet et Garaut « reco- » vreur » prennent en diverses fois, chez le receveur de la ville, quinze milliers et demi de clous à late de quatre lignes et un millier et demi de clous de quatre dolgts, pour « later, con- » tre-later et couvrir le chaffaut et les tournelles dudit portaul » ; — mais la tuile et la latte venant à manquer pour « eschever de

il est en effet condamné à la refaire et « appariller ». En 1408, Jean des Amognes construit encore la pile du bout du pont de Loire, rompue « tant par les glaces que par les grans eaues ». Enfin, en 1410, avec son associé Guillaume Bourbonnat, il bâtit une nouvelle pile au pont Saint-Aricle pour recevoir le pont-levis, etc. A partir de cette époque, il n'en est plus parlé. Les grands travaux de maçonnerie de la ville sont confiés à Thérénin de Nevers qui, en 1414, répare les anciens murs, puis, l'année suivante, « met en besoine et ordonnance les maçons qui ouvrent à la tour du mur des Ardilliers », etc.

» couvrir », au milieu du carême (semaine de *Létare Jérusalem*) 1398, Pierre et Martin le Limozin vont chercher « de la » tiele » à la porte de la Barre, où sans doute il s'en trouvait en réserve ; on en achète aussi deux milliers chez Jehan Suriat, et six cents et demi chez Michél Charbonnier ; — Jehan Hervier, charpentier, fournit deux toises de « jables » et cent « coaux » ; — Girart le mesureur deux cents et demi de latte ; — enfin, la femme Guillaume Beaul Perreaul fournit dix toises et demie de « festières de tiele » tant pour « afester le chaffaut » de Croix comme « aucunes eschiffes ».

Il ne reste plus au milieu de l'année 1398 qu'à faire les huit « pommeaux et leurs bannières » qui orneront le sommet de la couverture, à les lier et les plomber (1) ; — Guillaume Buisson, charpentier, fait les huit « chaffauds » nécessaires pour que cet ouvrage puisse se bien terminer, et aussitôt « Jehannot le pointre » s'occupe à peindre à huile et à vernis plusieurs fois, et enfin à couvrir de feuille d'étain les huit pommeaux.

Beton Valette, épicier, fournit 105 livres de plomb en platine pour mettre entre les pommeaux et la couverture du portaul et des tourelles ; — Guillaume Courtin pose « ès dits pommeaux » les huit bannières que Jehan Gremot, serrurier, a façonnées de son fer.

Enfin l'édifice est achevé. Il n'en est plus guère question dans les comptes qu'en 1417, 18 et 19, pour les « ouvraiges de

(1) Avec la disposition actuelle de la toiture de la porte du Croix, il paraît assez difficile d'expliquer ce nombre de huit *pommeaux* ; on ne peut trouver la place que de quatre, deux sur le sommet de la couverture, deux sur les tourelles. Peut-être y avait-il, bien que les comptes n'en fassent pas mention, des lucarnes sur les façades, lesquelles lucarnes, étant elles aussi surmontées de leurs pommeaux, compléteraient le nombre indiqué ? — Dans le compte de 1400-1401, on voit en effet un certain Jean Jaquet, « plumbieur », couvrir de plomb les pommeaux du chaffaud de la porte de Nièvre, ceux des deux tourelles et de la lucarne qui est au milieu. M. Bouveault, à qui nous avons soumis cette difficulté, émet une autre opinion, qu'il se propose de développer dans un travail spécial où il fera également ressortir, avec l'autorité d'un homme versé dans la matière, tout ce qui dans ces comptes peut, sous divers rapports, intéresser l'architecture.

» la basse-court ou parquet de Croe » commentés dès l'année 1416, et la construction d'un mur de « taible » et maçonnerie sur lequel la petite « loige de Croe », qui était en Loire, a été mise et assise, etc.; — puis en 1421 et 22 pour l'ouvrage des » degrez de Croe encommenciez de faire pour le portaul dudit » lieu ». Pour ce seul travail, Guillaume de Reculon, quartier, fournit cent « taibles et quartiers de pierre » pris en sa perrière; les transports de pierre et de sablon se font par les charretiers de l'abbaye de Saint-Martin et des Cordeliers, etc.

Après cet exposé rapide, et qui nous a paru nécessaire, des travaux exécutés à la porte du Croux, nous arrivons, sans plus d'explications, à la copie des anciens comptes relatifs à la construction de ce monument.

EXTRAITS

DES ANCIENS COMPTES DES RECEVEURS DE LA VILLE DE NEVERS SUR LE FAIT DES DÉPENSES DE LA CONSTRUCTION DE LA PORTE DU CROUX.

I.

*Compte de Huguenin de Varie, receveur de la ville de Nevers,
pour l'année commençant le 1^{er} mai 1394 et finissant le 1^{er} mai
1395.*

(Du folio 8 verso au folio 13.)

DÉPENSE FAITE A CAUSE DES OUVRAIGES.

Premièrement, à Jehan des Amolignes, maçon, pour 19 membreures, 18 parpins et 15 quartiers pris en sa perrière de St-Judas (Saint-Gildard) et menez à la porte de Croe pour l'édifice d'icelle porte et fut la sepmaine de Quasimodo; à ix livres le cent de membreures, xv deniers la pièce des parpins, et xl sols le cent de quartiers, valent LXII sols, vii deniers oboles.

Item à Thevenin le charretier monsieur l'évesque, pour deux

journées de sa charrete à trois chevaux pour mener à ladite porte les pierres dessus dites, xx s. (1).

It. à Cassot pour deux journées qu'il a aidé à charger la charrete dessus dite, III s. IX d.

It. A Jehan des Amoignes pour une journée et demie de lui et deux journées et demie de Heuriet le maçon pour assembler et aliger en la perrière lesdites pierres afin que la charrete en menast plus largement, XVII s. VI d.

It. à Bourbonnat maçon pour une journée demie.

A Boyart pour deux journées ; et à Jehan des Amoignes pour demi-journée pour tailler des coings pour apparfiter deux échiffes, XIII s. II d.

It. audit J. des A. pour 67 parpins pris en sa perrière la semaine de *Misericordia Domini* et menez à la porte de Croc à xv d. la pièce, valent III livres III s. IX deniers.

It. audit J. des A. pour 18 quartiers menez à ladite porte, XVII s. VII d. ; et pour une membreure, XXI d. ob.

It. à Thevenin charretier mons. l'évesque pour 4 journées de sa charrete à trois chevaux pour mener les pierres dessus dites à ladite porte, XL s. et pour une quarte de vin, v d. l.

It. à Jehan fils ou maçon de Ternant pour 5 journées qu'il aida à charger la charrete dessus dite, VI s. VIII d.

Desquelles sommes dessus dites il faut déduire et rabattre pour 16 membreures que le bailli de Donz avoit ja pièce prises pour certain ouvrage qu'il faisoit faire, LVI s.

Et par ainsi ne montent les parties dessus dites en somme toute que x livres XII s. III d. l. payée par le mandement de Odenet Gendratet de Jehan de la Forest commis sur les ouvrages de ladite ville. Donné le samedi après *Misericordia Domini* l'an 1394, et quittance dudit Jehan des Amoignes et de Thevenin le charretier mons. l'évesque est portée au dos dudit mandement.

x l. XII s. III d.

Item audit J. des A. pour 69 quartiers, 57 parpins pris en

(1) xx s., vingt sols ; — les autres abréviations qui vont suivre sont celles-ci : d., deniers ; — l., livres ; — t., tournois ; — ob., oboles.

sadite perrière et menés à la porte de Croe, III livres XVIII s. x d.

II. au charretier mons. l'évesque pour 4 journées de sa charrete, XL sols.

It. à Julien le Ribaut pour 4 journ. qu'il aida à charger, vi s. VIII d.; — etc.

Donné le samedi après l'Ascens. N. S. l'an dessus dit.

VII l. VIII s. x d.

It. à J. des A. pour 5 membreures et 16 quartiers pris en sa perrière la sepmaine de la Saint-Cyre et menez à la porte de Croe a IX livres le cent de membreures, etc., xv s. v d.

It. au charretier mons. l'évesque pour une journée, x sols.

A Julyen de la Tartre et le varlet Aubery pour alder à charger, III s. III d. t.

Audit J. des A. pour 10 membreures, 10 parpins et 24 quartiers pris en sa perrière la sepmaine de la S. Jehan-Baptiste, XI s. I d.

A Thevenin le charretier mons. l'évesque pour deux journées, XX sols.

A Julien pour deux journées, à Berthelom Fillastre et Jehan de la Mote pour une journée pour charger la charrete, v sols.

Audit J. des A. pour 21 membreures 3 parpins et 36 quartiers, LV sols XI d.

Au charretier pour trois journées, XXX sols.

A Pierre le perreur (1) pour une journée, à Jehan Godart pour trois journ. et à Martin le cordohannier (cordonnier) pour deux journ. qu'ils ont mises à alder à charger et descharger les pierres dessus dites, à v blans par journ., valent XII s. VII d.

Donné le samedi après la feste S. Père et S. Pol apostres.

IX l. XII s. III d. t.

II. à Regnant de Pressy charpentier pour abattre l'engin qui est sur le portaul de Croe et l'eschauffant sur quoy il se soustient, et lever ledit chaffant plus haut une toise et demie qui n'estoit

(1) *Perreur* ou *porréreur*, qui tire la pierre des perrières, le *carrier* de nos jours.

pas avant, lever ledit engin et mettre sur ledit chaffaut et y mettre ix quarreaux du sien de III toises et demie de long chacun, pour soutenir lesdis eschaffaux et engin et pour sa poine de fere ung huys des boys en lallée de la planche dudit portaul, lx sols.

Au charretier mons. l'évêque pour une journée qu'il a amené des parpins et une autre journée qu'il a amené du sablon, xx sols.

A Godart le Lymozin qui aida une journée à charger les parpins, II sols.

A J. des A. pour 28 parpins pris en sa perrière, xxxv sols.

Audit Regnaut de Pressy pour faire ung tour à l'engin tout neuf (neuf) de son merren et une eschelle de 4 toises pour monter sur l'eschaffaut, XIII sols III d.

Donné le samedi octayve saint Martin d'Estel.

VI l. x s. III d.

It. à Jehannot Jazer chaucier pour 14 quartaux de chaux et à Symon Dellin de liq pour 11 quartaux de chaux mise et deschargée à la porte de Croe à xviii d. le quartaul, valent xxxvii sols vi d.

Au charretier mons. l'évesque pour une journée qu'il a amené du sablon, x sols; — pour une autre journée et demie qu'il a amené en la chèvrerie des quartiers pour accroistre le conduit qui vuide les eaues hors de la ville, xv s. tournols; autre journée et demie pour amener ordure, fiens, fenge, pallie et autres ordures que l'eane avoit amené devant le conduit dessus dit et les mettre hors de la ville, xv sols.

A Jehan Burguerant pour 30 clayes et 30 perches longues achetées de lui pour la porte de Croe, xxv sols. — Autres dépenses pour le conduit de la chèvrerie, etc.

Donné le samedi jour S. Père d'aoust.

VII l. xix s. vii d. ob.

It. à Henryet le maçon, à Guillaume varlet Jehan des Amoignes pour plusieurs journées qu'ils ont taillé des quartiers pour le conduit de la chèvrerie; — à Julien homme de bras pour une journée qui fut quérir des rouartes (rouettes) pour chauffer à la porte de Croe, etc.

Donné le samedi avant la S. Laurent.

x l. viii s. ii d.

It. à Jehan Jazet chausnier et à Hugues Jazet son cousin pour 28 quartaux de chaux mis à la porte de Croe; — à Henryet le maçon pour deux journ. et demie qu'il a taillé des quartiers pour le conduit de la chèvrerie; — au Lorrain serrenhrier pour forger les marteaux dudit Henryet; — au charretier mons. l'évesque pour 9 parpins et 3 quartiers qu'il a amené au conduit desusdit 9 parpins et 6 quartiers à la porte de Croe; — à Drouet le cordier pour 3 toises de corde achetée pour le *briquart* qui monte le mortier et la menue plarre sur le portaul de Croe; — pour 4 braces de corde pour porter les quartiers en deux *béars* (1); — pour 13 toises de menue corde pour lier le croichet de la corde de l'engin et pour tirer la corde dudit engin qu'elle ne touche au mur.

Donné le vendredy veille de l'Assumption Notre-Dame.

CIII s. IXL.

It. à J. des A. pour 17 charretées d'*ornaux* pris en sa perrière et menez à la porte de Croe à XII d. la charretée; — au charretier, à plusieurs hommes de bras, etc., pour amener lesdits ornaux, les pierres taillées et du sablon; — à Symon Aubin pour une somme de boys pour faire les *paux des clayes* pour monter sur l'eschauffaut de la porte de Croe XV d.; — à Jehan Amonet roer (2) pour appariller deux *béars* pour porter les grans piarres, III s. III d.; — à la fille au grand Hugues pour *troys pelles* prises de lui pour fere le mortier, XV d.; — à Estienne Maulgarny pour *deux grans escuelles* de boys pour fere le mortier pour les maçons, XV d.; — à J. des A. pour deux journées qu'il a esté avecques les hommes de bras qui portolent les *corbeaux* pour leur aider et monstrier qu'ils devoient fere par ordonnance, V s. t.

Donné le samedi après la Notre-Dame my-aoust.

LXXV s. IX d.

(1) *Bayars* à potter pearre, — colliers pour porter le bayart (*comptes de 1401*); — c'est le *bayart* dont se servent encore les maçons pour porter leurs quartiers et autres grandes pierres.

(2) *Roer*, *rouer*, *royer*, qui fait les roues et tout ce qui concerne le charonnage.

It. au charretier mons. l'évesque pour plusieurs journées de sa charrete pour admener la sepmaine de la decollacion S. Jehan-Baptiste, des *ornaulx*, des quartiers, des parpins à la porte de Croe; — à J. des A. pour 18 charretées d'ornaux, 3 parpins, 81 quartiers, et 23 autres charretées d'ornaux, etc.; — audit charretier pour ce qu'il se cassa le pié, xx d.; — à Jehan le rouer de Saint-Sauveur pour faire le *charretif* et l'*esseau* de la petite charrete de la ville pour mettre les grossés plarres, iiii s. iij d.; — à Guylot le tonnelier pour 2 tynes *neufves* et relier autres 3 tynes pour l'outrage de la porte de Croe, vi s.; — à Perrin de Jouy, Pierre le perreur, Richier Linot et Hugues fils au Rousseau pour une journée qu'ils ont mené de la Loïge à la porte de Croe les grans *corbeaux* pour l'*encorbellement* de ladite porte, vi s. viii d.; — à J. des A. pour gouverner les hommes dessus diz, v sols; — à Symon Aubin pour une somme de boys pour mettre sur les chaffauds, xv d.; — It. pour deux livres de suif pour la corde et pour l'*engin*, ii sols.

Donné le samedi après la St-Ladre (Saint-Lazare).

viii l. xviii s. iij d. t.

It. à Jehan Jaser, chaussier, pour 14 quartaux de chaux mise à la porte de Croe, xxi s.; — à Guillaume vallet Jehan des Amouges, pour couvrir ladite chaux de sablon et mettre de l'eau sur pour la fere fondre, v d.; — à Perrin Vulfiart pour une charretée de *busches* longues et droictes pour chauffer, v s.; — au Camus Rousseau pour 1 falz de *rouartes* pour lier les chaffauds, x d.; — à Pierre Limozin pour mener environ 4 m. d'asail viez de l'eschiffe que le vent abati de St-Martin ou chaffaut de la Barre en garde, ii s. vi d. etc.; — à J. des A. pour 104 parpins et 12 quartiers pris en sa perrière, menez à la porte de Croe; — au charretier pour charroier lesdites plarres, etc.

Donné le samedi après la Ste-Croix de septembre.

xii l. iiii d. ob.

It. à J. des A. maçon pour 210 quartiers pris en sa perrière et menez à la porte de Croe; — au charretier pour amener lesdits quartiers, etc.; — à Guylot le tonnelier pour une tyne neuve pour ladite porte, iiii s. iij d.; — à Regnaud de Pressy charpentier pour mener

et mettre une autre empolie en l'engin de la ville, visiter et appareiller les mortaises d'icelui, III s. ; — à Guyot de Prailles et Robert Gonot pour apporter au beart plusieurs grans pierres du bot du pont de Nyèvre et accoustrer l'une sur l'autre afin de escoupper un pertuis que les gens ne cheussent en l'eau, xv d. , et monter les piarres dessus dites, VII l. IX s. VIII d. t. , dont il faud rabattre pour 6 quartiers que J. des A. a pris pour sa nécessité, III s. II d.

Donné le samedi après la Saint-Marc, apostre.

VII l. v s. VI d.

A Regnant le Court charpentier pour appareiller l'engin qui estoit rompu et le avoir fait tout neuf excepté le ratteaul, le tour et le tourneaul, III s. ; — à plusieurs hommes de bras pour une journée qu'ils apportèrent des *arches* et des quartiers taillés de la Loige à la porte de Croe; — à Richart pour une autre journée qu'il sarra des piarres pour appareiller la rue pour cause de *vendenges*, xx d. t. ; — à lui pour un faiz de rouartes, x d. ; — à Jehan le maçon Lymozin et à Jehan le maçon de Ste-Barbe pour 4 journées qu'ils ont esté ou parc des Ardilliers tant pour despecier le mur comme pour fere un pertuis nouveaul pour entrer le charroy et les gens pour murer le pertuis entier, à II s. VI d. par jour, etc. ; — à Jehan Hervier charpentier pour 3 haiz de 7 piez de long et de 2 *doys dappés* pour fere luys de la planche de la porte de Croe, VII s.

It. pour pourter ledit huys de la tonnellerie à ladite porte, VI d., etc.

Donné le samedi après la Saint-Denys. VI l. VII s. VIII d.

A Pierre perreur et à Richier hommes de bras, pour apporter des quartiers taillez de la Loige à la porte de Croe, à xx d. par jour chacun; — à Jehan Perrot pour 2 journées de son filz et de sa jument pour admener du sablon à la porte de Croe, v s., etc.

A Jehan des Amoignes, maçon, pour retailier un *corbeaul* qui estoit despecié quant l'engin chut et despecer le mur ou ledit corbeaul estoit assis et puis icellui rappareiller, v s. t.

A Montferrant serreurier pour 2 barres de fer qui poisent VL XX. livres et pour les chevilles de fer dont les barres dessus

dites sont clouées et pour icelles couldre ou pont leveiz de Nyèvre et des Ardillers et pour la serreure de l'uyz de la planchè de la porte de Croe, tant pour la serreure dudit huys comme pour la clef et correll d'icelluy et pour une serrehure à boce mise ou guichet de la porte de la Barre, deux veruelles et appareiller correll dudit guichet, pour tout ce, c sols.

Donné le samedi après la S.-Luc, évangéliste.

CXXX s. II d.

A J. des A. maçon pour 102 parpins et 16 quartlers pris ceste sepmaine en sa perrière et menez à la porte de Croe; — au charretier monseigneur l'évesque pour 6 journées de sa charrete pour admener les pierres dessus dites, et à plusieurs hommes de bras qui ont aidé à chargier ladite charrete, etc.; — à Guillaume Vallot, Jehan des Amolignes pour 2 journées, à Hugues Serorge, à Borbonat maçon pour 2 journ., et à Chastigner pour une journée pour fere du mortier contre la porte de Croe et monter ledit mortier avecques un poy d'autre mortier qui estoit fait de pieca sur la tour de ladite porte et covrir dudit mortier la maçonnerie et les tournelles pour cause des jalées (1) à xxv d. ledit Varlet maçon, à xv d. chacun des autres hommes par jour, valent vii sols xi d.; — à Hugues maçon et à Jehan Grappelin pour porter 8 quartlers à une eschiffe couverte d'assil au colong de ladite porte en allant vers Saint-Laurent affin que les grans veus ne l'abattissent, II s. vi d.

Donné le samedi avant la Saint-Andry (Saint-André) l'an 1394.

XI l. v s. III d.

A Guillaume Ogier charppentier sur et déducion de ce qui lui est et sera deu pour la façon du chaffaut de la porte de Croe, XLV l.

Donné le mercredi après Quasimodo l'an 1395.

XLV livres tourn.

(1) Cette année, pour cause des gelées, la maçonnerie est simplement couverte de mortier; — l'année suivante, nous la verrons couverte de *trouble*; — en 1420, lors de la construction de la tour de la Censuère, on couvre la maçonnerie de « *genests* » cueillis tout exprès; — en 1437, la tour du coin de Loire est couverte de « *gluys et de terre* ».

II.

Autre compte de Huguenin Gendrat de Varye receveur de la ville de Nevers des receptes et mises qu'il a faites pour et au nom de ladite ville, depuis le premier jour du mois de may l'an 1395 et jusques audit jour 1396,

(Folio 4 verso au folio 7.)

DESPENSE A CAUSE DES OUVRAIGES FAIZ EN LADITE VILLE DURANT LE
TEMPS DESSUS DIT.

A Thevenin patre et à Grisart hommes de bras Jehan des Amoignes, au charretier de l'abbaye Notre-Dame, à Durand le Quant de Sermaise à Jehan Moreaul Vurpy et à Jehan Louer viii livres, xix sols vii deniers tournois.

C'est assavoir audit patre et Grisart pour 2 journées d'un chacun à porter des quartiers taillez de la Loige de la porte de Croe, vi s. viii d.; — audit J. des A. pour 124 quartiers et 30 parplins pris en sa perrière de S. Judas et amenez à ladite porte à xl sols le cent des quartiers et xv deniers la pièce des parplins valent iiii livres vii s. i d.; — audit charretier de l'abbaye pour admener lesdites piarres pour 4 journées de lui et de sa charrete à 3 chevaux, xl. s. t., etc.; — à Durand le Quant de Sermaise pour 49 claies achetées de lui pour chaffauder sur ledit portal la pièce i blant, valent xx s. v d. t.; — audit Moreaul pour 28 clayes au pris dessus dit; — it. audit Jehan Louer pour 16 clayes, et pour une quarte de vin donné es hommes de bras dessus dits.

Donné le samedi veille de Penthecouste 1395.

viii l. xix s. vii d.

A Jehan Perrot pour 2 journées de lui et de sa jument pour sablon qu'il a charroyé à la porte de Croe pour fère du mortier pour l'édifice de ladite porte, v s. x d.; — à Robert Maugonneaul chaufrier pour 23 quartaux de chaux achetés de lui et

mis à ladite porte pour fere du mortier à xviii d. le quartaul, et pour la covrir de sablon, v deniers.

A Perrin de Jouy et à Jehan Goniet hommes de bras pour une journée qu'ils apportèrent des quartiers taillez de la Loige à ladite porte, iiii s. iiii d.; — à Jean Durand charpentier pour appariller l'une des portes du pont Chireaul (pont Cizeau), xv d.; — à Girart de St-Oin pour 43 grans perches et deux faiz de revoilles achatez de lui pour chaffauder oudit portaul, x s. x d.; — au charretier Hugues Flament pour mener lesdites perches du rivaige de Loyne à ladite porte, iiii s. iiii d.; — et à Joly le Portacol pour leur alder à charger, vi d.

Donné le samedi après la Ste-Croix de septembre.

LX s.

A Jean Lesculier pour 9 quartaux de chaux achetez de lui et mis à la porte de Croe pour fere du mortier à xv d. le quartaul, valent xi s. iiii d.; — à Jehan Perrot pour 3 journées de lui et de sa jument pour admener du sablon à ladite porte, x s.; — à Jehan des Amolignes pour 80 quartiers et pour 14 charretées d'ornaux pris ceste sepmaine en sa perrière et admener à ladite porte à xl s. le cent de quartiers et xii d. la charrete d'ornaux, valent xlix s. ii d. ob.; — au charretier Huguenin Flament pour 4 journ. de lui et de sa charrete pour admener lesdits quartiers et ornaux, xl s.; — à Guillon et à Dabelin pour une journée d'un chacun qu'ils alderent à charger, etc., pour une autre journée qu'ils apportèrent à ladite porte des quartiers qui estoient taillez en la Loige etc.; — à Estienne Maulgarni *esculer* (1) pour 2 pales et 2 grans *escuelles* de boys achatées de lui pour fere le mortier à ladite porte, ii s. i d.

Donné le samedi après la St-Mathe (Mathieu) apostre.

vi l. v d. ob.

Pour les journées de trois hommes qui ceste sepmaine ont esté à appourter des pierres tallées de la Loige au portaul de Croe

(1) *Esculers, tonneliers, tourneurs*; leur spécialité au moyen âge était la fabrication des plats de bois, écuelles, muids et tonnes de toute dimension, chaises tournées, fuseaux, poulies, etc.

pour l'édifice d'icellui, III s. VII d.; — à Jacquemin le Besson sur ce qu'il lui pourra estre debu pour faire un foussé en la rue de dehors la porte des Ardilliers par où les aigues s'agoutent et venent cheoir en l'eschenaul qui les conduit dedans la ville, XXX s. — à Jehan le Limozin maçon en déduction de ce qu'il doit avoir pour maçonner les deux costés de la grille des Ardilliers, X s.

Donné le samedi après la feste S. Michel.

XLIII s. VII d.

Au charretier Hugues Flament pour admener des tables de la perrière Jehan des Amoignes et Guillaume Jacopin en ceste sepmaine, XX s.; — à Jehan de France pour deux journées qu'il a aidé à charger la charrete, II s. VI d.; — à Guillaume Jacopin pour 36 tables prises en sadite perrière et menées à la porte de Croe pour le entabler à XL s. le cent, valent X s. VI d.; — à Jehan des A. pour 40 tables prises en sadite perrière au pris dessus dit valent XVI s.; — à Motarder, Jehan Verot, Guillemin le Limozin et André Masle pour une journée et le samedi jusques après midi pour oster les quartiers et les ornaux qui estoient en la rue devant la porte de Croe et les mettre emprès les murs de la ville constre la maison partle (?) de la porte *pour ce que la ville vouloit yllec fere le pavé*, X s.; — à Guillot Gosse pour 4 tynes vieilles relier et pour une tyne neuve, pour porter *le mortier et l'aigue sur la tour dudit portal de Croe*, III s.; — à Symon Aubini pour 2 sommes de bois achatées de lui pour faire les pas des chaffaux parmi lesquels en ladite tour, II s. VI d.; — au Malignien de la Barre pour une clef neuve qu'il a faite et mise en la porte de la Barre pour ce que la viez avoit esté quassée, III s. III d.; — à Grisart et Aubery des Loiges, hommes de bras pour une journée qu'ils apportèrent à la porte des parpins qui estoient taillez en la Lolge, III s. III d.; — à Jonin Jazer pour 6 quartaux de chaux, VII s. VI d. t.; — à Boyard le maçon pour despecier le conduit par lequel les agues se esgoutent dessoubz ladite porte et chalent es fossez et pour le gros mur de ladite ville ou constre par devers l'abbaye et y fere un conduit nouvel, marché fait avec lui en tâche, III l.

VII l. XIX s. VII d.

Au charretier de l'abbaye pour une journée de sa charrete moins une herre (heure) pour admener des mambreures et tables de la perrière J. des A., viii s. 4 d.; — à Thenen Patre et Grisart pour une journée qu'ils aident à charger, iiii s. iiii d.; — It. aux-dits Grisart et Patre pour une autre journée qu'ils apportent des parpins qui estoient taillez de la Loige à ladite porte; — audit des Amoignes pour 22 tables et 6 mambreures prises en sa perrière, xix s. vii d. ob.; — à Perrin vigneron pour certaine quantité de trouble prise de lui ja pièça pour couvrir la muraille du portal de Croe, iiii s.

xxxviii s. vii d. ob.

A J. des A. pour 26 parpins pris ceste sepmaine en sa perrière pour l'ediffice de la porte, valent xx xii s. vi d. t.; — au charretier Huguenin Flament pour une journée de sa charrete pour admener lesdits parpins; — It. à Grysart pour aider à charger ladite charrete.

Donné le samedi après la St-Andry oudit an.

xlvi s. ii d.

A Guillaume Ogier charpentier en déduction de ce qu'il li puet estre deu à cause de la charpenterie qu'il doit fere sur le portal de Croe. — Donné le 7^e jour d'avril 1396.

xv l.

III.

*Comptes de Jehan Maignien receveur du 1^{er} mai 1396
au 1^{er} mai 1397.*

(Folios 11, 14 et 15.)

A Jehan Tixer hosteller pour un souper fait chez lui par les quatre (échevins), le chastellain et les commis sur le fait des ouvraiges Jehan des Amoignes maçon et autres après que l'on ot toisé la maçonnerie faite par ledit des A. ou portal de Croe, et aussi pour la journée de Thevenin de Prully maçon, qui aida à toiser, comme appert par mandement desdits échevins. —

T. III, 2^e série.

30

Donné le 15^e jour de juillet oudit an 1396 et quittancé dudit Jehan le 7^e jour d'aoust.

XXXVII s. VI d. t.

A J. des A. sur sa tache du portal de Croe. — Donné le samedi avant la feste de Toussains, quittancé le 29 octobre.

VI l. t.

A luy et à plusieurs autres tous compris en un mandement, lesquels ont ouvré au portal de Croe. — Donné le samedi octave de St-Martin d'iver 1396, quittancé le 25^e jour de novembre.

VI l. x s. III d.

A Guillaume Ogier charpentier sur sa tache de la porte de Croe. — Donné le venredy après la feste S. Luc 1396 et quittancé dudit Guillaume le 7^e jour d'octobre.

XXX l. t.

A J. des A. maçon sur sa tache de la porte de Croe IX. XX. VI l. XVIII s. XI d. t. et est assavoir qu'il est demouré en suspens III. XX. XI l. t.; — en oultre ceste sepmaine à luy païé pour certaines et justes causes escriptes ou mandement des eschevins et aussi par devers Odenet de Varie commis, ledit mandement donné le venredy après la feste S. Clément 1396, et par quittance dudit maçon. — Donné le mercredi après l'Annonciation de Notre-Dame oudit an.

IX. XX. VI l. XVII s. XI d. t.

A Guillaume Ogier pour le reste de la charpenterie par luy faicte sur le portal de Croe. — Donné le mardi après la feste S. Vincent 1396, quittancé le 11 mars.

L livres tourn.

IV.

Autre compte de Jehan Maignien receveur pour la ville de Nevers pour un an commençant le 1^{er} jour de may l'an 1397 et finissant audit jour inclus. 1398.

(Folio 8.)

DESPENSE FAITE A CAUSE DES OUVRAGES.

A Regnaud de Lenviron pour avoir admené de Loire au portal de Croe pour le covrir v mille VII cent de tuille, IX s. VI d. t. et

pour admener oudit portail 1 millier et demi de late, II s. VI d. t.
— Donné le samedi avant la Toussains.

A Jehan Pautrer pour ung millier et demi de late renforcée et VI. c. de late commune achetée de lui pour covrir le chaffaut du portaul de Croe et pour demi cent de jables allàs chamlaz pour les tournelles L XXV s. t. et fu le jeudi après la Toussains l'an dessusdit 1397; — It. à Perre le Limozin pour avoir mené de Loire jusques à ladite porte de Croe I. m. et demi de tuille pour ledit chaffaut covrir et pour une journée de lui avec sa jument pour admener du sablon oudit lieu v s. t. et fut le lundi et le mardi avant la S. Martin d'iver oudit an.

— It. à Michelet le Gulton pour deux journées qu'il a aldé à charger la charrete qui a admené des quartiers de piarre qui estoient de demourance à la porte de Croe et furent menés au pont de Nyèvre, II s. VI d. t.; — It. à Regnault de Lenviron pour avoir mené du Rivaige à la porte de Croe VI cent de late et III. c. de corneliers XX d. t. — Donné le mercredi après la S. Martin d'iver oudit an 1397.

A plusieurs maçons qui leur estoit debu de pléça pour avoir monté sur l'eschaffaut de Croe 10 corbeaux de piarre, les sceller et maçonner pour soutenir et porter les sablères qui portent les panties XVIII s. IX d. t. — Donné le vendredi jour de la Conversion S. Pol.

It. à Regnaut Chançon tiellier pour IX. m. et IX. c. de tuille prise de lui par plusieurs parties pour covrir le chaffaut de Croe a XL s. t. le miller garni de festières, valent XIX l. XVI s. t.

It. à lui pour III cent et demi de corneliers mis oudit portaul XXI s. t. — Donné le lundi avant la feste de la chayère S. Père (chaire de Saint-Pierre),

A Pierre le Limozin pour XXVII. c. de tuille par lui menée du Rivaige à la porte de Croe. — Donné le samedi après la S. Anthoine.

III s. VI d. t.

V.

3^e *Compte de Jehan Maignien receveur, du 1^{er} mai 1398
audit jour 1399.*

(Folios 10 à 15.)

A J. des A. maçon pour avoir fait marché à lui sur ce qu'il a fait et parfait de maçonnerie la tour de la porte de Croe en et par la manière que marchende en fu à lui, par ceulx de la ville. Et pour ce que au toyser ladicte maçonnerie, la ville fit plusieurs doubtes de lui compte plusieurs choses qu'il demandoit, il fu ordené que la somme de **III. xx et xi l.** demouroit en suspens, jusques ad ce qu'il en fust ordené par gens ad ce cognoissans et experts, par laquelle chose les quatre eschevins et Odenet de Varie esleu commis sur les ouvraiges de ladicte ville appelé avec eulx, plusieurs personnes notables se transportèrent sur le lieu. Et pour oster toutes doubtes que la ville y povoit faire, ils traitèrent et accordèrent avecques ledit maçon qu'il demourroit quicte d'icelles doubtes et d'icelle somme de **III. xx et xi livres**, il auroit et lui paleroit ladite ville la somme de **LV livres t.** Et pour ce à lui palé, si comme il appert par mandement desdiz quatre eschevins et commis.

Donné le samedi après la S. Barnabé apostre l'an 1398, et quittance donnée de lui escripte audit mandement, pour ce, **LV l.**

A André Darveaul de Sérmaise pour 30 grans perches et 7 fays de liens achetez de lui pour chaffauder au portaul de Croe pour plomber. — Donné le samedi après la Feste-Dieu oudit an. **v s. x d.**

A Guillaume Buisson charpentier en déduction de **xxx s. t.** qu'il doit avoir pour chaffauder *les pommeaulx* du chaffaut de Croe pour les plomber. — Donné le samedi après la S. Martin d'estel. **xxv s.**

A lui de reste qui lui est dehu pour *chaffauder ledit chaffaut* de Croe. — Donné le mardi après la Magdeleine. **III s. vii d.**

A Montferrant *serrehurier* pour III bosceaulx de fer don ja
piéça furent lié troys *des pommeaulx* du chaffaut de Croe. —
Donné le veudredi après l'Assumpcion Notre-Dame. VII s. VI d.

A Jehannin *le pointre* la somme de XVI l. t. qui lui estoient
dehues pour peindre à huile et à vernis plusieurs fois et puis
covrir de fuille d'estaing les huit pommeaulx dessusdis, à lui
palé par marché fait en tasche si comme il appert par cédule
dudit commis, — Donné le mardi après la Ste Agathe. XVI l.

A Jehan Gremot *serrehurier* pour le fer et la façon desdites
8 bannières, à lui palé par marché fait à lui en tasche etc.
— Donné le jeudi après les Brandons. VI l.

A Guillaume Courtin pour poser et mettre lesdites bannières
es 8 pommeaulx dudit portaul. X s.

A Thomas de Garigny pour 3 quartaulx de chaul prise chez
lui pour recovrir le chaffaut du portaul de Croe. — Donné le
mardi après *Oculi mei*. VI s. VIII d.

A Pierre le Limozin pour deux journées de lui et de sa jument
qu'ils ont mises à admener de la tieule de la porte de la Barre à
la porte de Croe pour couvrir le portaul. — Donné le samedi
après *Letare Jherusalem*. V s. X d.

A Martinet le Limozin pour 5 journées de lui et de sa jument
qu'il a mises à mener audit portaul de Croe de la tiele prise
audit lieu de la Barre, — quatre quartaulx de chaul pris chez
Thomas de Garigny, — 217 corneliers pris à la porte de
Nyèvre 9 sommes de chaul prise es hales et du sablon pris au
pont de Loyre, et tout mené audit portaul de Croe, pour
ce. XIII s. VII d.

It. à la sueur dudit Pierre le Limozin pour avaler et appourter
de la tieule de dessus les murs de la Barre aupré des degrez
pour la mener à Croe. X d.

A un homme des Amolgues pour une journée qu'il devala et
apporta de ladicte tiele par la manière qui cy dessus est
escripte. XV d.

Audit Martinet le Limozin pour II m. de tiele audit portaul de
Croe. — Donné le mercredi après *Judica me*. V. s.

A Jehan le Fouet chaulier pour 5 quartaulx de chaul achetés

de lui et menés au portaul de Croe pour le covrir et pour 2 autres quartaulx de chaul pris en la loige de St Cire , à xx d. le quartaul , si comme il appert par cédule dudit commis. — Donné le samedi après *Letare Jherusalem* oudit an. . . xi s. viii d.

A Jehannot Surlat pour deux milliers de tiele achetées de lui et admenez de Maleux pour eschever de covrir le chaffaut de Croe. — Donné le mardi après *Judica me* c s.

A Jehan Hervier charpentier pour quarente deux toises de *jables et cent coaux* achetées de lui pour mettre ou chaffaut de Croe à viii d. t. la toise de *jables* , vi d. le *couaul*. LXX viii s.

A Drouet le cordier pour six toises de corde achetées de lui et prises de lui pour mettre des pierres sur les eschiffes pour estre plus fermes contre le vent qui les fait croier. ii s. vi d.

A Pierre le Limozin pour une journée de lui et de sa jument pour mener demi millier de tiele prise chez Michel Charbonnier pour le chaffaut de la porte de Croe , et puis mener du sablon à la porte de la Barre. — Donné le mercredi benolst (1). ii s. xi d.

A Jehan Blondelet et à Garaut , *recouvreurs* , pour later et covrir de tiele le chaffaut et les tornelles de Croe. — Donné le samedi benolst. xx l.

Esdiz *recouvreurs* pour x s. qui leur estoient dehus par accord fait à eulx de mettre l'aset appourter à terre ii. c. xvi corneliers qui estoient de demorant sor le chaffaut de Nyèvre pour les mener au portaul de Croe et pour environ l. c. de corneliers qu'ils portèrent au portaul de Croe, d'une eschiffe qui avoit esté abatus vers la porte de la Barre, abatre 8 *chaffaux* qui avoient esté faiz audit portaul de Croe pour plomber les pommeaux et mettre les bannières. A eulx palé pour cause de vii s. vi d. que ledit receveur leur a rabattus pour i millier et demi de clo qu'ils prirent l'année passée pour ledit portaul et puis ne se peurent mettre en besoigne pour cause du temps. — Donné le samedi benolst. ii s. vi d.

A Girart le mesureur , pour ii. c. et demi de late achetées pour eschever de covrir le chaffaut de Croe. viii s. iii d.

(1) Mercredi de la semaine benoite ou bénite, la *semaine sainte*.

A Guillaume Flament, pour deux journées et demie de sa charreste pour admener de la pierre de la perrière Guillaume Jacopin pour charger plusieurs eschiffes sur les murs en la chèvrerie et vers Saint Trôys (Saint-Trohé) et mener deux tonberelées de sablon à la porte de Croe. xxv s.

A Beton Valet espicier, pour 105 livres de plon en platine prises et achetées de lui pour mettre entre les pommeaulx et la couverture du portaul et des tornelles du chaffaut de Croe, à vii d. la livre, valent lxi s. iii d. lxi s. iii d.

Pour 15 m. et demi de clo à late de 4 lignes, un millier et demi de clo de 4 doys pris chez ledit réceveur par la main Jehan Blondelet et Garant recouvreurs pour later, contrelater et couvrir le chaffaut et les tornelles du portaul de Croe, à v s. le millier de 4 lignes et x gros le millier de 4 doys. — Donné le samedi après Pasques charnelz (1) l'an 1399. cii s. xi d.

A la femme Guillaume Beaul Perreaul pour 10 toises et demie de festières de tiele prises chez elle tant pour afester le chaffaut de Croe comme aucunes eschiffes. — Donné le mardi après la Chandleur l'an 1398. xvii s. vi d.

VI.

Autre compte de Jehan Maignien.

(Mai 1399 à mai 1400.)

A Michel Charbonnier pour vl c. et demi de tieule achetés de lui pour eschever de couvrir le chaffaut de la porte de Croe : xlv s. le millier valent xxix s. iii d. t. et pour quatre quartaulx de chaul prise es haies pour couvrir ledit chaffaut v s. à lui palé, et comme il appert par cédule dudit commis. — Donné le samedi Benoist oudit an (1399). xxxiiii s. iii d.

(1) *Pâques charnelles*, la grande solennité de Pâques qui termine l'abstinence du Carême, par opposition à *Pâques fleuries*, le dimanche des Rameaux, et à *Pâques noires*, le dimanche de la Passion.

VII.

*Compte d'Etienne de Corbigny, receveur, du dimanche Oculi
1406 au même jour 1407.*

(Folio 27 verso.)

A Jehan des Amognes, maçon, pour deux journées de lui et pour Denys le Breton, son varlet, qu'ils firent pour maçonner les deux costières de la tour de la porte de Croe, qui estoient demourées à maçonner, dès queladite tour fut faite; ce fut le mercredi et jeudi après la Notre-Dame l'an 1405, XIII sols III deniers tourn.

VIII.

Comptes de Perrin Giron, du 1^{er} mai 1414 au dernier avril 1415.

(Folios 7 et 17.)

A Jehan Bourgoing tonnellier la somme de IV livres V sols tournois pour avoir fait une grant sarre de boys, de 7 piez de long, 3 piez de large et deux doys despez (barrées de 4 barres) laquelle a esté mise ou chaffault de la porte de Croe.

It. pour 2 grans fenestres de 5 piez de long et deux et demi de large

It. pour 3 fenestres de 4 piez de long et 2 piez et demi de large.

It. 2 fenestres de 3 piez de long ou environ et 2 piez et demi de large lesquelles fenestres il a mises ou chaffault de Croe.

It. à Jehan de la Ruelle, serrurier demeurant à Nevers, pour les ferreures de 10 fenestres mises et assises es chaffaux de Croe et de S. Didier, au prix de VI sols III deniers tournois pour chacune ferreure de chacune fenestre.

It. pour 3 liens de fer mis et assis à la porte de Croe, x sols tournois; etc.

Il. pour une clef mise en l'uy de la chambre de l'artillerie de la ville qui est oudit chaffault, une clef mise à la planche et une autre clef qui entre devers la planche avec la ferreure à boce, pour ce viii sols iiii deniers tournois ; etc.

IX.

Compte de la femme et des hoirs de feu Perrin Garin nagaires receveur général de la ville de Nevers pour sept mois entiers commençant le 1^{er} jour de décembre 1417, et finissant le d^{er} jour de juing 1418.

(Folio 3.)

OUVRAIGES POUR LA BASSE COURT OU PARQUET DE LA PORTE DE GROE ENCOMMENCÉ DÈS L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

A Jacquet Rancon maçon, la somme de vii l. t. pour 14 journées de sa charrete attelée de 3 chevaux, faites depuis la sepmaine après la Saint Luc dernier passé, jusques à la Saint Andrier, ensulvant à charroyer des plarres pour l'ouvraige de la bassecourt de Groe au pris de x s. t. par jour. — Donné le 8^e jour de décembre 1417. vii l. t.

A Jehan Borbonat maçon, la somme de xxii l. ii s. vi d. t. pour certaine quantité de plarres prises en sa perrière et par lui vendues à ladite ville pour l'ouvraige de la basse court de Groe, c'est assavoir pour 240 charretées d'ornaulx au pris de vii d. ob. la charretée, valent vii l. x s. t., — pour 434 quartiers à xl s. le cent valent viii livres xiii s. ix d. t., — pour 51 mambreures à 15 deniers la pièce, valent lxiii s. ix d., — et pour 11 grans plarres v sols la pièce, valent lv sols. — Donné le 11^e jour de janvier 1417.

xxii l. ii s. vi d. t.

A Symon Delin la somme de xxii s. vi d. t. pour la vente et délivrance de 18 quartaulx de chaux par lui vendus à ladite ville et aujourduy deschargés à la porte de Groe pour l'ouvraige

d'illec au pris de xv d. chacun quartaul. — Donné le 12 juing 1418.

Es manœuvres cy après nommez, la somme de LIII s. i d. ob. t. pour les causes qui s'ensuivent. C'est assavoir : à Michel Béaul et à Jehan Beaul frères natonniers, pour 2 journées et demie d'eulx et de leur santine faites en la sepmaine dernière passée à charroyer en leur santine du sablon par la rivière de Loire, et icellui mettre et descharger sur le rivaige par devers la porte de Croe, pour l'ouvraige de la basse court de ladite porte de Croe, au pris de xv blans pour chacune journée desdis 2 frères et de leur santine, valent xv s. vii d. ob. t.; — à Martin Leuffe pour deux journées et demie à aidier à charroyer du sablon et descharger ladite santine à xx d. par jour valent III s. ii d. t., etc.; — à Andrer Majault pour 3 journées à ovrer es fondemens des foussez de Croe à xx d. t. par jour, etc. — Donné le 14^e jour de juing 1418.

Es faiseurs de chaul, Jehan Maugonneaul, Symon Delin et Jehan Jazer pour 58 quartaulx de chaul par eux vendus, baillez et délivrez à ladite ville en cette présente sepmaine pour l'ouvraige de la basse court de Croe. . . . LXXII s. vi d. t.

Donné le 18^e jour de juing oudit an.

Es manœuvres cy après nommez la somme de XII s. vi d. t. pour avoir ovré es fondemens du foussez de Croe coste le pont leveiz en la sepmaine dernière passée, etc.

A Guillaume de Recalon, quartier, la somme de XXXVIII s. ii d. t. pour la vente et délivrance de 63 charretées d'ornaulx au pris de vi d. la charretée, valent XXXI s. vi d. et pour 4 grans piarres appellées *bloz* prisées vi s. viii d. t. tout pris en sa perrière pour l'ouvraige du parquet de Croe. — Donné le 18^e jour de juing oudit an.

Es faiseurs de chaul, — Symon Quinaudat, Jehan Galais, Jehan Maulcorant et Jehan Maugonneaul, — la somme de III l. vi s. iii d. t. pour la vente et délivrance de 69 quartaulx de chaul et pour l'ouvraige de la basse court de Croe. — Donné le 24^e jour de juing.

Es manœuvres — XX s. x d. t. pour avoir ovré es fondemens

desfoussez de Croe coste le pont levelz d'illec pour l'ouvraige de la basse court etc. — Donné le 27^e jour de juing.

Es faiseurs de chaul, — Gutot la Sergière, Jehan Maugoneaul et Jehan Galals, — LVII s. VI d. t. pour 48 quartaulx de chaul au pris de xv d. le quartaul etc. — Donné le penultième jour de juing l'an 1418.

Du même jour à Symon Délia xxvii s. vi d. pour 22 quartaulx de chaul, etc.

A Alexandre Bouchardat et à Jehan Perrot l'un pour 7 journées, l'autre pour 6 de leur charrette atelée de 3 chevaux faites la sepmaine de S. Ciro et en ceste présente sepmaine à charroyer de la pierre et du sablon à x sols par jour. — Donné le dernier jour de juing. vi l. x s. 8.

Es manevres — LIX s. IX d. ob. t. pour les causes qui s'ensuivent. C'est assavoir à Guillaume Lardeaul pour 2 journées par lui faites en ceste présente sepmaine à conduire et mener du sablon en une santine par la rivière de Loire et le descharger par deçà ladite rivière au dessoubz des murs de Loire pour l'ouvraige de la basse court de Croe à vi blans par jour, valent v sols, etc.; — à Estienne Mige pour 2 journées et demie de lui faites en ladite sepmaine à ovrer es fondements de Croe au dessoubz du pont levelz à v blans par jour, etc. — Donné le dernier jour de juing l'an 1418.

Somme : LVIII l. III s. II d. t.

X.

Compte premier de Jehan Decolons, novembre 1418 à novembre 1419.

(Folio 8.)

OUVRAIGES A CROE.

A Pierre le maçon sur son pris fait du parquet de Croe, comme appert par cédule donnée le 2^e jour de janvier. c s. t.

Es maçons pour avoir eschevé de taible et maçonnerie le mur sur lequel la *petite loige de Croe* qui estoit à Loire a esté mise et assise, et aussi le mur de l'autre costel devant la barrière dudit Croe, c'est à savoir à Pierre le maçon pour 13 journées au pris de ix blans par jour pour ce XL. VIII s. ix d. t. ; — à Perrin Flameaul pour 4 journées à ii gros par jour, XIII s. III d. t. ; — à Bourbonnat pour 10 journées XXXIII s. III d. t. ; — à Jehan de Moussi pour 6 journées XVI s. viii d. t. etc. qui monte en tout à vi l. xv s. v d. t. palé le 25^e jour de février.

A Jehannin le lavendier et Gulot Robin, charpentiers, vi l. xv s. t. pour avoir fait par eulx à leurs journées et de leur bois, le chevalet et pont dormant qui soutient le pont levels de Croe et les pichons qui portent la chaine devant la porte dudit lieu de Croe et doivent fournir de plancher. — Donné le 4^e jour de mars. vi l. xv s. t.

A Regnant le Court charpentier c s. t. sur ce qui lui est deu à cause d'un grand eschenel de bois qu'il doit faire pour mettre au travers des foussés de Croe. — Donné le 8 septembre.

It. pour le charroy dudit eschenel. — Donné le 1^{er} jour de février. x s. t.

XI.

Compte de Philibert Cordier, receveur de la ville de Nevers pour ung an commençant le 1^{er} jour de décembre 1421 et finissant le dernier jour de novembre ensuivant 1422.

(Folios 19 et 20.)

POUR LES DEGREZ DE CROE.

A Jehan de Lin la somme l. s. t. pour la vente de 40 quartaulx de chaul par lui vendus et amenez par la rivière pour l'ouvrage des degrez de Croe au pris de xv d. chacun quartaul. — Donné le 15^e jour de février 1421.

A syre Andrer Poing, religieux et procureur de l'abbaye Saint-Martin de Nevers III l. x s. t. forte monnoie pour 9 journées de la charrete du charretier d'iceulx religieux, faites depuis la semaine de la Saint Anthoyne dernière passée jusques au jour duy, à charroier de la piarre et du sablon pour l'ouvrage des degrez de Croe, au pris de x s. t. . . III l. x s. t.

A Guillaume de Reculon, quarrier, CXIII s. III d. t. pour les causes qui s'ensulvent. C'est assavoir pour cent *taibles* et *quartiers de piarre* pris en sa perrière pour l'ouvrage des degrez de Croe, pour ce XL s. t.; — pour 110 charretées d'ornaulx pris en sa perrière pour ledit ouvrage, au pris de VIII d. la charrete, pour ce LXXIII s. III d. t.; — Donné le lundi après les Brandons.

Es maçons et manœuvres XI l. XII s. I d. t. pour l'ouvrage des degrez de Croe *encommanciez de faire pour le portaul dudit lieu*; — Donné le samedi après les Brandons.

A syre Andrer Poing, religieux procureur de l'abbaye S. Martin, VI l. t. pour 12 journées de la charrete de ladite abbaye faites à charoler de la piarre et du sablon depuis la semaine après la Chandeleur dernièrement passée jusqu'à présent.

Es falseurs de chaul III l. I s. VIII d. t. pour 49 quartaulx de chaul, etc.; — Donné ledit samedi.

Es maçons et manœuvres III l. XV s. V d. t. pour avoir faiz et eschevez les degrez de Croe de *taible* et maçonnerie, etc.; — Donné le samedi après *Oculi mei*.

A Piarre Tromperle, charretier des Cordeliers de Nevers L. s. t., pour 5 journées dudit charretier et de la charrete desdits Cordeliers, faites la semaine de *Reminiscere* et la semaine ensuivante dernièrement passée, au pris de x s. t. par jour; — Donné le vendredi après *Letare Jherusalem*.

Somme quarante une livres, XII sols et demi, VI deniers tournois.

L'abbé BOUTILLIER,

Conservateur des archives communales de Nevers.



TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
Liste des membres qui composent la Société.	v
Liste des sociétés savantes en correspondance avec la Société nivernaise.	viu
SÉANCE DU 10 JANVIER 1867.	1
Ouvrages reçus.	4
Découverte de cylindres anciens, en terre cuite, à Seuilley. . .	4
M. de Langardière communique une lettre de 1587, relative aux événements militaires en Nivernais.	2
Adoption en principe du projet de réunir en un volume spécial les pièces importantes relatives au Nivernais.	2
Rituel nivernais d'Arnaud Sorbin, 1582.	3
SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1867.	3
Découverte aux archives de l'Empire, à Paris, d'une notice chronologique des comtes et des évêques de Nevers, et d'un terrier de l'évêché du treizième siècle.	3
Lettres inédites de Guillaume Tollet	4
Découverte de tombeaux en pierre dans la rue Saint-Trohé, à Nevers.	4
Deuxième édition de l'ouvrage sur le Morvand de M. l'abbé Baudiau	5
Correspondance.	5
SÉANCE DU 7 MARS 1867.	5
Correspondance et ouvrages offerts.	6
Observations de M. Bompois sur une médaille de Philippe, empereur.	6
SÉANCE DU 4 AVRIL 1867.	7
Correspondance et ouvrages offerts.	7
Discussion sur l'emplacement de Bibracte.	7
Lettres patentes pour le transfert de la monnaie de Bourges à Nevers en 1592.	

	Pages.
<i>Un Manuscrit</i> , par M. L. Roubet.	44
Rapport sur l'ouvrage médical du docteur Maurin, par M. Subert.	46
SÉANCE DU 2 MAI 1867.	20
Situation de la caisse de la Société.	20
Découverte d'un ancien cimetière à Saint-Benin-d'Azy. . . .	20
Commission désignée pour se rendre à Saint-Benin-d'Azy. . .	20
SÉANCE DU 6 JUIN 1867.	24
Rapport de Mgr Crosnier sur la découverte du cimetière de Saint-Benin-d'Azy.	24
<i>Le peintre Liébault</i> , notice par M. de Laugardière.	24
<i>Aperçu médical de la station de 1866 aux eaux de Pougues</i> , par le docteur Subert.	26
SÉANCE DU 8 AOUT 1867.	34
Ouvrages offerts.	34
Abonnement au <i>Bulletin d'archéologie chrétienne</i> de M. de Roess. <i>Du Faict de la gabelle</i> , par M. Roubet.	32
<i>La Chaire de Saint-Pierre</i> , par Mgr Crosnier.	70
SÉANCE DU 7 NOVEMBRE 1867.	74
Ouvrages offerts.	75
Explications de M. de Soultrait au sujet de l' <i>Inventaire</i> de l'abbé de Marolles.	76
Monitoire de 1689, communication de M. l'abbé Boutillier . .	77
SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 1867.	80
Ouvrages offerts.	80
Souscription au voyage au pôle nord.	80
Découverte d'une médaille de François 1 ^{er} près d'Alluy. — Observations de M. l'abbé Clément sur cette découverte et sur l'origine gallo-romaine d'Alluy.	80
Éperons anciens conservés au musée de Nevers.	82
Communication d'une lettre d'un précepteur de Charles de Gonzague.	83
<i>Une Stance archéologique au musée de Latran</i> , par Mgr Crosnier. <i>L'immaculée conception de Marie proclamée par les iconogra-</i> <i>phes du moyen âge</i> , par Mgr Crosnier.	83
<i>Hervé de Donzy, comte de Nevers</i> , par M. Leblanc de Lespinasse. SÉANCE DU 9 JANVIER 1868.	404
Observations relatives à l'impression du terrier de l'évêché et de la chronique des comtes et évêques de Nevers.	484

	Pages.
Projet d'une histoire de Gimouille, par M. Dupont.	484
L'impression d'une nouvelle édition de l' <i>Armorial du Nivernais</i> de M. de Soultrait est décidée	482
SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1868.	482
Mesure prise à l'égard des membres de la Société admis dans le courant de l'année.	483
Règlement relatif au musée de la porte du Croux	483
Allocation pour le chauffage de la salle des séances de la Société.	484
Ancienne saïencerie de Neuvy (Cher).	484
SÉANCE DU 19 MARS 1868	484
Ouvrages offerts.	484
Lettre du ministre de l'instruction publique relative à la lecture des mémoires des sociétés et aux récompenses à décerner à la Sorbonne.	485
Convocation des sociétés savantes à Paris	485
Souscription à la publication des conférences d'Auxerre. . .	485
Réunion de la Société à la conférence sur le voyage au pôle nord.	485
Observations de Mgr Crosnier sur la circulaire de M. Rossigneu, relative aux travaux de la commission topographique des Gaules.	485
SÉANCE DU 2 AVRIL 1868.	486
Ouvrages offerts.	486
<i>Les Pierres crapaudines</i> , par M. l'abbé Boutillier	486
<i>Dépenses faites à Nevers pour le passage de saint Vincent</i> <i>Ferrier en 1417</i> , par M. Boutillier.	488
SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 7 AVRIL 1868.	494
Explications de M. de Soultrait pour la réimpression de l' <i>Armo-</i> <i>rial du Nivernais</i>	494
SÉANCE DU 7 MAI 1868.	493
Ouvrages offerts.	493
Comptes de l'exercice précédent.	493
Mention de l'allocation de 2,500 fr. votée par le conseil gé- néral pour l'impression de l' <i>Inventaire des titres de Nevers</i> , de l'abbé de Marolles.	493
Famille de Lange. — Divergence d'appréciation sur l'origine de cette famille entre MM. de Laugardière et Bonvallet-de Maisières, auteur d'une <i>Notice sur le château de Villemenant</i> .	494
Rapport de M. de Chambure au conseil général, au sujet de l'impression de l' <i>Inventaire</i> de l'abbé de Marolles. . . .	496
T. III, 2 ^e série.	34

	Pages.
Notice sur les eaux minérales de Saint-Parize-le-Châtel et Saint-Honoré, par le docteur Subert.	200
<i>Notice sur le château de Villemenant et sur ses seigneurs</i> (de Carroble, de Sarre, de Veaulce, d'Autry, de Brécard, d'Anglure, de Lange, Babaud de La Chaussade, etc.), par M. Adrien Bonvallet.	218
<i>Une Coutume funéraire dans les environs de Nevers</i> , par M. Subert.	243
<i>Le château des Bordes et ses seigneurs</i> (des Bordes, de La Platière, d'Anssienville, de La Grange, de Béthune, de La Tour du Pin, Alviset de Maisières, etc.), étude historique suivie de pièces annexes, par M. Adrien Bonvallet.	245
Testament de Marie-Casimire d'Arquian, reine de Pologne.	394
SÉANCE DU 9 JUILLET 1868.	416
Ouvrages offerts.	416
Note de M. Lebœuf sur l'acquisition, par Louis XVI, des forges de La Chaussade.	416
SÉANCE DU 23 JUILLET 1868.	420
Plantation à Nevers, sous le premier Empire, de trois arbres en l'honneur de la famille impériale.	421
<i>Notice sur la suite chronologique des anciens seigneurs d'Asnois</i> (de Saint-Verain, de Beaujeu, de Digoine, de Damas, de Clèves, de Blanchefort, de Salazart), par M. Sonnié-Moret.	422
SÉANCE DU 6 AOÛT 1868.	433
Présidence de M. de Caumont. — Ses observations et ses conseils pour le développement du goût des richesses archéologiques et artistiques des musées.	433
Projet de dépôt du <i>Bulletin</i> de la Société chez un libraire de Paris.	434
Excursion archéologique aux Bordes, à Guérigny et à Villemenant.	434
<i>Etat des dépenses de la construction de la porte du Croux, au quatorzième siècle</i> , avec notes préliminaires de M. l'abbé Boutillier.	435

FIN DE LA TABLE.

Nevers, imp. FAY.

